HAL
open science

Informer et communiquer en confiance ? : dispositifs et territoires en zones arides : le cas de l'observatoire Menzel Habib (Tunisie)

Balkis Mzioudet Mzioudet Faillon

▶ **To cite this version:**

Balkis Mzioudet Mzioudet Faillon. Informer et communiquer en confiance ? : dispositifs et territoires en zones arides : le cas de l'observatoire Menzel Habib (Tunisie). Sociologie. Université Paul Verlaine - Metz, 2011. Français. NNT : 2011METZ013L . tel-01749088

HAL Id: tel-01749088

https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01749088v1

Submitted on 29 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ DE LORRAINE

AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4
Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10
http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php
http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm

UNIVERSITÉ PAUL VERLAINE-METZ
ÉCOLE DOCTORALE
Perspectives interculturelles :
Écrits, médias, espaces, sociétés
Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476)

INFORMER ET COMMUNIQUER EN CONFIANCE ?

DISPOSITIFS ET TERRITOIRES EN ZONES ARIDES : LE CAS DE L'OBSERVATOIRE MENZEL HABIB (TUNISIE)

Volume I

Thèse pour le doctorat en Sciences de l'information et de la communication présentée et soutenue le 14 novembre 2011 par

BALKIS MZIOUDET FAILLON

Composition du Jury :

MICHEL DURAMPART, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'ISCC - Université du Sud Toulon - Var (Rapporteur).
TAIEB CHTIOUI, Professeur en Sciences de gestion à l'Université d'El Manar (Rapporteur).
BRIGITTE GUYOT, Maître de Conférences - HDR, à l'Institut national des sciences et techniques de l'information et au Conservatoire des arts et métiers - Paris (Examinateur).
CATHERINE LONEUX, Professeur en Sciences de l'information et de la communication à l'Université européenne de Bretagne - Rennes 2 (Examinateur).
VINCENT MEYER, Professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Verlaine - Metz (Directeur de thèse).
MONGI SGHAIER, Professeur en économie agricole à l'Institut des régions arides - Médenine (Codirecteur de thèse).

À ma maman Jalila, à ma sœur Houda,
Pour m'avoir supportée dans les moments difficiles et d'atteindre mes objectifs

À mon mari Jérôme (Souleyman-Lou)
Qui n'a jamais cessé de croire en moi et de m'encourager

À mon papa feu Hareth
Qui m'a mis sur la voie de la recherche

Remerciements

Je remercie mon Directeur de thèse, Professeur Vincent MEYER, pour son accompagnement et encouragements tout au long de la recherche. Sa disponibilité et son accueil au sein du Centre de recherche sur les médiations m'ont été un grand soutien. Ses critiques constructives, ses précieux conseils et ses analyses pertinentes ont contribué à rendre ce travail enrichissant et agréable. Me tenir dans le cercle intellectuel et convivial m'a permis de m'ouvrir sur les Sciences de l'information et de la communication, d'apprendre sur le plan humain et de dépasser les derniers obstacles. Je suis très honorée d'avoir dirigé mes recherches.

Mes remerciements vont également à mon co-Directeur de thèse, Professeur Mongi SGHAÏER, pour l'orientation de la recherche vers la région de Menzel Habib. C'est grâce à son ouverture sur les disciplines et ses suggestions qu'il m'a transmis la curiosité d'étudier la dimension historique. Je lui exprime ma profonde gratitude de m'avoir insufflé des idées qui ont grandi et enrichi notre travail de thèse. Que sa générosité et sa modestie soient également remerciées. Son chaleureux accueil au sein du laboratoire LESOR et dans les locaux de l'IRA m'a permis de profiter d'agréables moments de travail.

Aux plus distingués Professeurs Brigitte GUYOT, Catherine LONEUX, Taieb CHTIOUI et Michel DURAMPART, membres du jury, pour leur écoute et de m'avoir guidée. Je leur remercie d'avoir accepté d'évaluer mon travail de thèse.

J'exprime ma vive gratitude tout à Monsieur Mohamed Ali BEN ABED et Monsieur Amor TBIB pour leur coordination, disponibilité, hospitalité et le temps qu'ils m'ont spontanément consacré. Je tiens également à témoigner ma gratulation de m'avoir mis à disposition toutes les conditions favorables à l'aboutissement de ce travail. Que tout le personnel de l'IRA trouve ici ma profonde reconnaissance.

L'ambiance et le contexte propice naissant au sein du CREM m'ont permis d'amener ce travail à bout. La générosité de Pierre MORELLI, son suivi, ses remarques avisées ont rendu

possible l'enrichissement des idées. Son amitié et sa bienveillance tout au long de ce parcours sont graduellement appréciées.

Merci au support fidèle de Mouna EL GAIED. Je lui suis reconnaissante pour la foi indéfectible et sa présence bienveillante.

À tous les agents institutionnels et administratifs et aux citoyens de Menzel Habib, pour leur accueil, coordination et disponibilité et qui sans eux cette thèse ne serait jamais possible. Un grand merci à Zohra KHALAFLI et Nedra OUNAÏESS de m'avoir facilité l'accès aux familles d'agriculteurs, éleveurs et bergers et pour les moments de sympathie qu'elles m'ont témoignée.

Mes remerciements s'adressent enfin à ma famille Mama Jalila, Houda, Jérôme-Lou, mes tantes Houda, Khayar, Safia, Imen et Raja, oncles Adam et Salem, cousins et cousines et à tous ceux qui m'ont accompagnée dans les moments difficiles : Inès TRABELSI, Ibtissem MELIANI, Nozha SAMTI, Hayat ZEROUALI, Kaoutar HACHANI ZAÏANI, Abdel Rani SETOUANE et Fredj ZAMIT et tous qui ont manifesté leur soutien et appui.

Sigles et abréviations

AFNOR	Association française de normalisation
ARZTOU	*Arid zones of Tunisia*
BTS	Banque tunisienne de solidarité
CAMELO	*Changes in arid mediterranean ecosystems on the long term and earth observation*
CES	Conservation des eaux et sols
CNRS	Centre national de recherches scientifiques
CNT	Centre national de télédétection
CNLCD	Conseil national de lutte contre la désertification
CLAMO	Comité local d'animation et de mise en œuvre
CLD	Conseil de lutte contre la désertification de Menzel Habib
CNES	Centre national d'études spatiales
CNUED	Comité des nations unies pour l'éducation et développement
CRD	Conseil régional de développement
CRDA	Commissariat régional de développement agricole
CREM	Centre de recherche sur les médiations
CV	Curriculum vitae
DGF	Direction générale des forêts
DRESE	Direction régionale de l'environnement du Sud-Est
DVPD	Direction de la vulgarisation et des projets de développement
DYPEN	DYnamique des populations et évolution des milieux naturels
ESAM	École supérieure d'agriculture de Mograne
GDA	Groupements de développement durable pour la conservation des parcours et la lutte contre la désertification ou Groupement de développement agricole
GTZ	*Deutsche Gesellschaft Für technische Zusammenarbeit*
INAT	Institut national agronomique de Tunisie
IRA	Institut des régions arides
IRD	Institut de recherche pour le développement
ISBAM	Institut supérieur de biologie appliquée de Médenine
ISCC	Institut des sciences de l'information de la communication du CNRS
ISET	Institut supérieur des études technologiques
ISPT	Institut sylvo-pastoral de Tabarka
LACO	Laboratoire d'aridoculture et cultures oasiennes
LELCD	Laboratoire d'eremologie et de lutte contre la désertification
LESOR	Laboratoire d'économie et sociétés rurales
LISA	Laboratoire inter-universitaire des systèmes atmosphériques
LOTH	Langages, Objets, Territoires et Hospitalités
MH	Menzel Habib

MOTH	Module thématique
ODS	Office de développement du sud
OEP	Office de l'élevage et des pâturages
OSLO	Observatoires spatiaux localisés
ONG	Organisation non gouvernementale
PALLCD	Plan d'action local de lutte contre la désertification
PANLCD	Programme d'action national de lutte contre la désertification
PDAI	Projet de développement agricole intégré
PDRI	Projet de développement rural intégré
PNUD	Programme des nations unies pour le développement
PRODSUD	Programme de développement du sud
ROSELT/OSS	Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme/Observatoire Sahara Sahel
SAR	Sociologie de l'acteur-réseau
SI	Système d'information
SIAD	Système d'information d'aide à la décision
SIEL	Système d'information à l'échelle local
SIG	Système d'information géographique
SONEDE	Société nationale d'exploitation et de distribution de l'eau
UNESCO	*United nations educational, scientific and cultural organization*
ULAP	Union locale de l'agriculture et de la pêche
ZOE	Zonage écologique
PNUE/FEM	Programme des Nations unies pour l'environnement/ Fonds de l'environnement mondial

Résumé

La création de l'observatoire régional de lutte contre la désertification a pour objectif de valoriser les territoires du sud-est tunisien à travers des stratégies d'information et de communication entre acteurs de développement nationaux et internationaux, individuels et collectifs et privés et publics. Toutefois, les conflits entre acteurs rendent difficile le passage à l'action. Le désengagement de l'État et l'accroissement de la présence du secteur privé sont observés davantage dans le contexte tunisien au niveau du développement territorial. En outre, l'augmentation de l'incertitude en raison de la prolifération de technologies, d'outils et nouvelles pratiques agricoles et l'apparition de nouveaux acteurs sont des défis que le territoire rural est tenu de surmonter, en plus de ces problèmes écologiques, socio- économiques et géopolitiques. Notre objectif est de s'interroger sur la nécessité de la confiance pour le renforcement des relations entre partenaires de développement. Pour établir une stabilité, ces partenaires devraient se faire confiance. Menzel Habib, zone aride se situant dans le sud-est tunisien, souffre d'un manque de projets concrétisés pour son développement.

Notre recherche, basée sur une approche interactionniste, permet de mettre l'accent sur les liens entre les différents acteurs et d'interpréter les symboles d'interaction. Elle consiste à intégrer un nouveau concept ; la confiance dans une recherche pluridisciplinaire : la confiance territoriale dans les zones arides et de proposer une démarche d'apprentissage pour la restauration de la confiance entre acteurs. Dès lors, la mise en place d'observatoires dans ces zones impose une concertation avec les responsables de ces lieux d'échanges, les entreprises, les chercheurs, etc. Ainsi, cette concertation est-elle renforcée par une confiance mutuelle entre ces parties.

Dans le cadre du LOTH (Langages, Objets, Territoires et Hospitalités), programme de valorisation territoriale et initié dans le cadre de la coopération entre Laboratoire d'économie et des sociétés rurales (LESOR) de l'Institut des régions arides de Médenine et le Centre de recherche sur les médiations (CREM) de l'Université Paul Verlaine-Metz, nous adoptons l'approche participative pour renforcer les interactions entre les différents acteurs. Sous l'égide de l'intelligence territoriale, l'observatoire constitue une solution face aux dangers complexes qui contraignent les acteurs à leur concertation, à leur coopération et à l'échange d'informations transparentes et claires. À travers une communication essentiellement verbale, nous mettons l'accent sur les techniques de médiation et les stratégies d'engagement des acteurs pour lutter contre la désertification. En définitive, acquérir la confiance des acteurs est-il le moyen par excellence pour tout projet de développement de ce territoire.

Mots-clés :

Confiance, acteur, territoire, observatoire et stratégies informationnelles et communicationnelles.

Summary

The creation of regional desertification observatory is designed to enhance the territories of the Tunisian Southeast through strategies of information and communication between national and international, individual and collective, and private and public actors in development. However, conflicts between actors make taking action a difficult task. The disengagement of the State and the increase in the presence of the private sector are further observed in the Tunisian context to the level of territorial development. In addition, the mounting uncertainty about the proliferation of technologies, tools and new agricultural practices and the emergence of new actors are challenges that rural territory is required to overcome, in addition to these ecological, socio-economic and geopolitical problems. Our goal is to question the need for confidence for the strengthening of the relationship between development partners. To establish stability, these partners should be trusted. Menzel Habib, arid zone in Southeastern Tunisia, suffers from a lack of projects to achieve for its development.

Our research, based on an interactionist approach, focusing on links between the various actors and to interpret the symbols of interaction. It is to integrate a new concept; confidence in a multidisciplinary research: territorial confidence in arid areas and propose a learning process for the restoration of trust between actors. Therefore, the establishment of observatories in these areas requires a consultation with officials of these places of trade, business, researchers, etc. Thus, this dialogue is reinforced by a mutual trust between these parties.

In the LOTH (languages, objects, territories and hospitality), program of territorial development and initiated cooperation between Laboratory of economy and rural societies (LESOR) of the Institut des régions arides of Medenine and the Centre for research on mediations (CREM) of the Université Paul Verlaine-Metz, we adopt the participatory approach to strengthen interactions between the different actors. Under the auspices of territorial intelligence, the Observatory is a solution to the complex dangers which forced the players to their consultation, cooperation and exchange of transparent and clear information. Through a mostly verbal communication, we put emphasis on mediation techniques and commitment strategies of the players to combat desertification. Ultimately, gaining the confidence of the players is the means par excellence for any project of development of this territory.

Key words:

Confidence, actor, territory, Observatory and informational and communicative strategies.

Sommaire

Introduction 17

Confiance et dispositifs d'information et de communication 19

Menzel Habib face aux changements écologiques et socio-économiques 23

Confiance et territoire 26

Le programme LOTH : communiquer pour valoriser un territoire 29

Objectifs et méthodologie de la recherche 32

Plan de la thèse 36

PARTIE 1
LA CONFIANCE TERRITORIALE EN ZONES ARIDES : UNE NOTION À REDÉFINIR 43

1. Chapitre 1

Confiance territoriale et pluralité d'acteurs : attentes, besoins et contraintes multiples 50

1.1 Acteurs de développement et professionnels du terrain 52

1.1.1 Acteurs et logiques d'action 52

1.1.2 Qui sont les acteurs de développement ? 58

1.2 Un risque de désertification socialement accepté 77

1.2.1 La notion de risque et la notion de risque de désertification 79

1.2.2 Stratégies d'acteurs pour la lutte contre la désertification 83

1.3 Expressions de la confiance territoriale en zones arides 93

1.3.1 La confiance territoriale : entre rationnel et social 95

1.3.2 La confiance territoriale : ambivalence entre croyance, décision, dépendance et vulnérabilité 101

2. Chapitre 2

Confiance territoriale et dynamique informationnelle 109

2.1 Dynamique de la confiance territoriale 111

2.1.1 Processus de construction de la confiance territoriale dans les zones arides 112

2.1.2 La confiance territoriale : réponse à une crise de la communication 119

2.2 Penser l'information dans le territoire 126

2.2.1 Notion de territoire et qualités de l'information 128

2.2.2 Le territoire : espace investi par l'information 132

2.3 Confiance dans les logiques de gestion de l'information 135

2.3.1 Vers une décision adéquate 136

2.3.2 Culture du secret versus culture du partage 138

2.4 L'information, vecteur de l'observatoire 142

2.4.1 Quelle(s) information(s) privilégier dans la mise en place de systèmes d'information territoriaux ? 143

2.4.2 Une nécessité absolue de vulgarisation des connaissances entre les acteurs de développement 147

Conclusion de la première partie 156

PARTIE 2
CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DEUX SUPPORTS DE LA CONFIANCE TERRITORIALE DANS LES ZONES ARIDES 159

3. Chapitre 3
La méthodologie de recherche : la clé de la confiance territoriale 165

3.1 La problématique sur la confiance entre acteurs territoriaux 166

3.1.1 Miser sur le qualitatif 168

3.1.2 Approche de recherche : l'interactionnisme symbolique 175

3.1.3 Long terme, court terme : deux perceptions divergentes du risque de désertification 182

3.2 Investir le terrain en confiance 194

3.2.1 La nécessité d'une socialisation rapide du chercheur 195

3.2.2 De l'entretien non directif à l'entretien semi-directif 210

3.2.3 Gestion des données collectées 217

4. Chapitre 4 : La confiance territoriale : une notion dynamique et contextuelle bâtie sur le sens communautaire, l'esprit rationnel et la médiation 228

4.1 La fragilité de la confiance territoriale à Menzel Habib 229

4.1.1 La confiance territoriale : une stabilité conditionnelle 230

4.1.2 Une méfiance nourrie par l'opportunisme, les échecs répétés et le non respect des valeurs territoriales 244

4.2 Informer pour communiquer 263

4.2.1 Techniques de médiation pour la protection du patrimoine informationnel 264

4.2.2 La rétention informationnelle n'est pas un obstacle à l'échange 272

4.3 Pour une « communication engageante » 283

4.3.1 Le pouvoir de médiation territoriale à Menzel Habib 284

4.3.2 La participation : une alternative pour la reconstruction de la confiance 296

Conclusion de la deuxième partie 304

Conclusion 309

La confiance territoriale : contrainte pour la réussite des projets 310

Élargir la recherche sur la confiance 312

Richesse des résultats en Sciences de l'information et de la communication 318

Vers l'éco-responsabilisation 326

Bibliographie 331

Liste de figures, photos et tableaux 345

Index des auteurs 349

Tables des matières 357

Introduction

Aujourd'hui, en Tunisie, il n'est plus possible d'éluder les questions traitant : des nouvelles modalités de gestion des territoires (comment répartir leurs richesses ? faut-il miser sur le tourisme ou restructurer l'agriculture ?), des interactions entre acteurs, qui sont la population locale, les structures administratives, de recherches et institutionnelles, (comment collaborer entre des personnes qui ne se connaissent pas ? Comment amener la confiance[1] dans la coordination dans une situation précaire où les acteurs se méfient les uns des autres ?). Autant de questions qui montrent que le territoire est devenu un lieu de projets et de création collective de ressources grâce aux stratégies de développement (forage de puits, projets industriels, projets pour la femme rurale, etc.) avec l'apparition de nouveaux acteurs : investisseurs, agents de développement, etc. La délégation[2] de Menzel Habib[3] (*cf.* figure 1 à la page suivante) a appliqué un programme local de lutte contre la désertification[4] touchant le secteur agricole et industriel. Celui-ci est particulièrement emblématique des nouveaux enjeux (Sghaier *et al.*, 2009).

[1] Niklas Luhmann (1979) soutient qu'il faut apporter une distinction entre *familiarity*, *confidence* et *trust*. Cette distinction dépend de la perception de l'acteur du contexte et des attributions qu'il effectue. Informé et conscient des valeurs culturelles et sociales, il décide de l'identification et de la qualification de la situation. Il existe des degrés différents de cas d'opportunisme, Oliver Eaton Williamson (1993) place la tromperie en haut de l'échelle.

[2] C'est une division administrative intermédiaire entre le secteur (l'*imada*) et le gouvernorat. Dans chaque délégation un délégué est nommé et assure ses fonctions sous la tutelle du gouverneur. Menzel Habib est l'une des 10 délégations composant le gouvernorat de Gabès. On peut rapprocher le gouvernorat au département en français, la délégation à la commune et l'*imada* au lieu-dit.

[3] Menzel Habib est une région appartenant au gouvernorat de Gabès (sud-est tunisien). Cette zone rurale est caractérisée par son aridité climatique et vit des transformations sur le plan écologique, économique, social, foncier, etc. En effet, elle est marquée par le passage du nomadisme vers la sédentarisation et du pastoralisme vers l'agro-pastoralisme.

[4] Programme local de lutte contre la désertification : c'est le programme 11. Il fait appel à différents partenaires, et est soutenu par la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. Ce programme avait commencé depuis 2007 et s'est achevé en 2009. Il propose de nouveaux projets notamment le lancement des cultures de champignons de Paris, d'élevage d'escargots, de chevaux purs sang arabe, de lapins, par exemple.

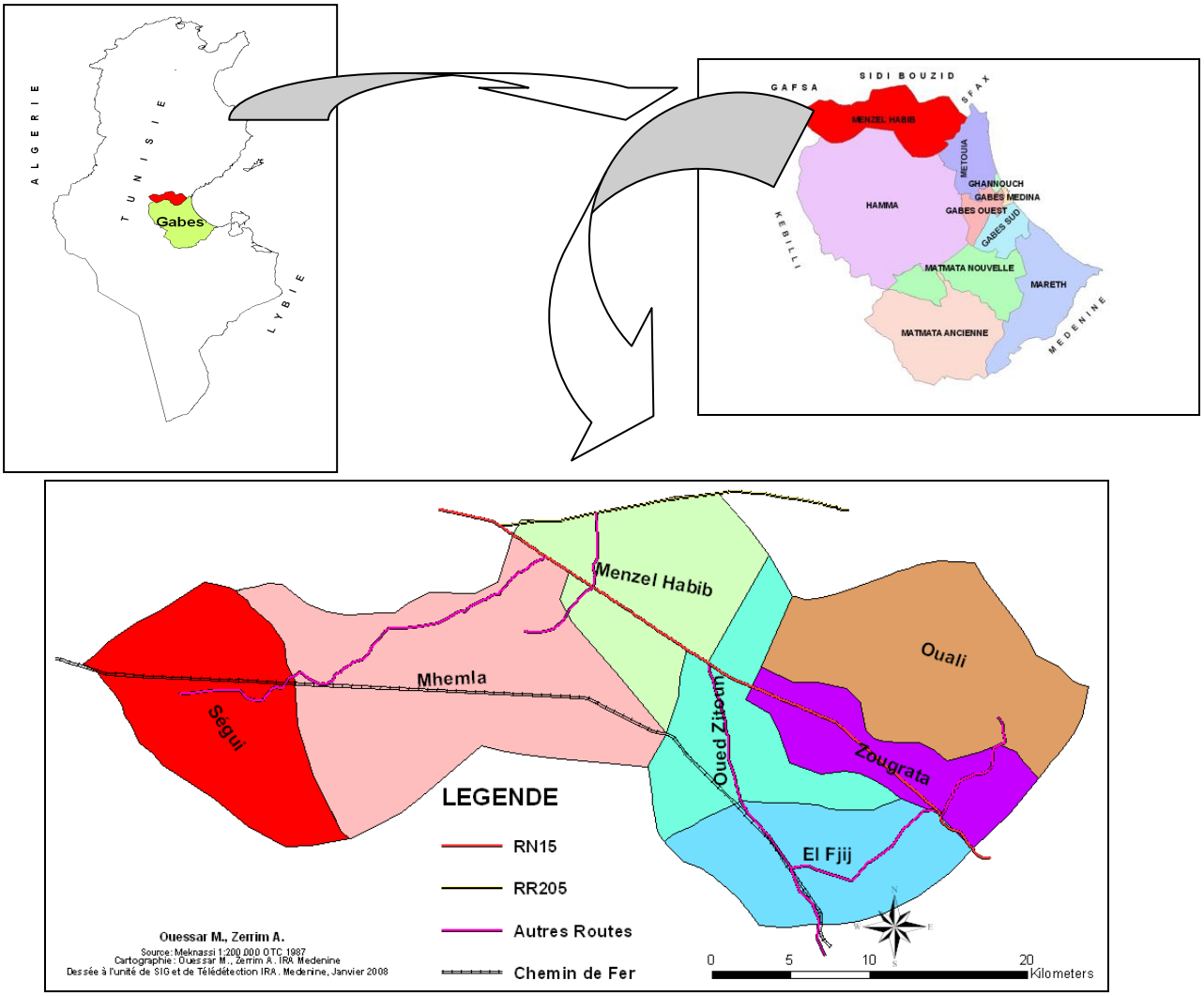

Figure 1. Position géographique et carte administrative de la délégation de Menzel Habib
(Sghaier *et al.*, 2009 : 9)

Les acteurs concernés bien identifiés sont : les laboratoires de recherches scientifiques (chercheurs IRA[5] et l'équipe ROSELT[6]/OSS), la population locale (agriculteurs, pasteurs, éleveurs, etc.), l'administration locale, régionale et nationale (représentée par la délégation de Menzel Habib, le gouvernorat de Gabès, le CRDA[7] et les ministères) et les institutions locales (les comités et les groupements de développement et les associations agricoles). Les chercheurs sont chargés de faire des études sur terrain et dans les laboratoires pour lutter contre la désertification sur le plan socio-économique et écologique.

[5]IRA : Institut des régions arides de Médenine. http://www.ira.rnrt.tn/ (*cf.* annexe n°1, p 7).
[6] ROSELT/OSS : Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme/Observatoire sahara sahel. http://www.oss-online.org/ (*cf.* annexe n°2, p 8).
[7] CRDA : Commissariat régional de développement agricole. http://www.onagri.nat.tn/crda.htm.

En suivant le programme ministériel, des rapports sont établis en collaboration avec les structures institutionnelles et l'implication de la population locale dans les projets territoriaux. Les institutions locales collectent les données et agencent les activités agricoles et pastorales avec les agriculteurs, les éleveurs et les porteurs de projets. Pour établir une stabilité, ces acteurs devraient se faire confiance : et ce processus relève bien d'une question de communication – et plus spécifiquement interpersonnelle – notamment pour traduire les besoins et les contraintes de financement des organisations rurales, pour planifier l'implication des acteurs à l'élaboration de politiques de développement. D'où, la question de la confiance mutuelle.

Souvent, un dispositif d'information efficace est présenté comme le garant du suivi des relations de confiance entre les acteurs (Chevalier, 2008). Étudier la dimension interactionnelle des dispositifs d'information et de communication consiste à analyser les actions, les perceptions et les symboles retenus par les individus dans leurs interactions. La déclaration de principes de confiance[8] la réduit à la sécurité informatique ; à la sécurité technique c'est-à-dire à la confiance dans le transfert de l'information et néglige les problèmes sociaux. Dès lors, les dispositifs d'information et de communication sont mis à l'épreuve des interactions sociales. Par voie de conséquence, l'enjeu du SI[9] est de renforcer l'efficacité et la cohérence de l'action publique et privée assurées par la confiance entre les partenaires. La confiance vient au cœur des échanges d'information et de coopération entre les acteurs publics, privés, individuels, collectifs, nationaux et internationaux.

Confiance et dispositifs d'information et de communication

Le SI a pour objectif de promouvoir l'échange et le partage d'information entre acteurs : utilisateurs, concepteurs, ingénieurs, informaticiens, etc. Dès lors, l'implication de participants à l'élaboration de politiques de développement devrait s'appuyer sur une confiance réciproque (Reix, 2004). En outre, l'économie rurale est fortement dominée par l'intervention du secteur public et la promotion de l'agriculture. Le territoire Menzel Habib

[8] Déclaration du principe de confiance : « Renforcer le climat de confiance par des mesures garantissant notamment la sécurité de l'information et la sécurité des réseaux, l'authentification ainsi que la protection de la vie privée et du consommateur est un préalable au développement de la société de l'information et à l'établissement de la confiance parmi les utilisateurs des TIC ». Déclaration du Sommet mondial de SI de Tunis en 2005 : chapitre 5, alinéas 35, 36 et 37.

[9] Système d'information.

est le seul terrain de notre recherche pour trois raisons principales. Tout d'abord, l'urgence la situation nous a conduites à s'intéresser à cette zone sachant qu'elle souffre d'une grande aridité climatique et d'une situation socio-économique complexe (*cf.* annexe n°3, p 9). Ensuite, la demande des chercheurs de l'IRA a suscité notre attention en raison de la multiplicité des recherches nationales et internationales et leurs résultats toutefois timides. Enfin, notre thèse est la continuité des travaux de Mohamad Haddad[10] (2008) au niveau de la confiance et de la dynamique informationnelle et communicationnelle dans le territoire Menzel Habib.

Dans notre recherche, l'observatoire Menzel Habib[11] (appelé aussi Système d'information à l'échelle local) est un observatoire régional de lutte contre la désertification qui a pour objectif la valorisation du territoire aride[12] à travers des stratégies d'information et de communication entre acteurs de développement nationaux et internationaux, individuels et collectifs et privés et publics. C'est une plate-forme d'apprentissage chargée de collecter, traiter et diffuser des informations économiques, sociales, écologiques, etc. Cet observatoire représente le terrain de notre recherche ; un terrain où les conflits entre acteurs rendent difficile l'application des politiques territoriales : diminuer la charge pastorale et améliorer les techniques d'irrigation, par exemple.

L'augmentation de l'incertitude en raison de la présence d'ambigüité dans les projets de développement et dans l'information qui circulent dans le territoire, l'apparition de nouveaux acteurs (nouveaux investisseurs et porteurs de projets de développement), le désengagement

---

[10] Il est le premier doctorant du programme LOTH. Sa thèse intitulée « Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un Processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au sud de la Tunisie » a été soutenu le 19 décembre 2008 sous la direction des Professeurs Vincent Meyer et Mongi Sghaier au Centre de recherche sur les médiations (CREM, EA 3476), Université Paul Verlaine-Metz.

[11] SIEL renvoie au Système d'information à l'échelle locale. D'après Mongi Sghaier *et al.* (2006 a), l'observatoire SIEL se situe entre les parallèles 9°15° et 9°58° de l'ouest et les parallèles 34° et 34°20° au nord à Menzel Habib dans le sud est tunisien (gouvernorat de Gabès). Il a été mis en place en 2005. Notre recherche se situe dans la troisième phase après l'identification des besoins des acteurs et la mise en place proprement dite ; c'est la phase de l'examen de l'observatoire. Cette phase s'intéresse à la collecte et l'interprétation d'informations pour enfin les évaluer.

[12] En se référant aux travaux d'Amor Tbib (1998), la zone aride de l'Afrique du Nord (cas tunisien) se caractérise par son déséquilibre dans son écosystème. En effet, et avec une pluviométrie avare, des précipitations irrégulières, des températures excessives et une activité éolienne importante marquent son contexte climatique. D'autant plus que le couvert végétal a régressé depuis longtemps affectant ainsi la faune sauvage (disparition de l'autruche, du sanglier, du mouflon, de l'addax, par exemple) et la raréfaction de certaines espèces comme la gazelle et l'outarde. Sur le plan social, l'organisation est tribale avec un mode de vie concentré sur la transhumance et la mobilité fréquente des populations et des ressources alimentaires. Toutefois, cette structure tribale et les pratiques nomades disparaissent rapidement à cause de la sédentarisation. Le défrichement du sol et la carence d'espèces steppiques marquent la zone aride. Pour la Tunisie, l'aridité touche le ¾ du territoire. Ce phénomène est plus observé dans les milieux, direction du nord-est vers le sud-ouest. Parmi les régions touchées, on trouve Gafsa, Sidi Bouzid, Kébili, Tozeur, Gabès, Médenine et Tataouine.

progressif de l'État, les problèmes écologiques (aridité climatique, faible pluviométrie et forte activité éolienne) et socio-économiques (activité économique en ralenti, revenu faible, dépendance quasi-totale des aides nationales et internationales et exode massif) représentent les défis essentiels que ces territoires arides sont tenus de surmonter. Ainsi, notre recherche a-t-elle pour objet d'interroger la place et le rôle de la confiance dans le renforcement des relations entre partenaires de développement, dans la résolution de conflits et dans la réduction des incertitudes.

Sur le plan scientifique, l'observatoire[13] Menzel Habib est une perspective prometteuse de collecte et d'exploitation des données socio-économiques afin de construire un soutien pour l'apprentissage. Les bases de données participent à capitaliser les connaissances biophysiques (sol, climat, végétation, etc.) et socio-économiques (fréquence d'exode, situation matrimoniale, taux de chômage[14], par exemple). L'avènement des dispositifs d'information et de communication contraint les territoires ruraux à valoriser les acquis.

L'observatoire Menzel Habib est une base scientifique qui accueille un cadre propice pour les chercheurs (doctorants, universitaires, etc.). En effet, il offre des perspectives de formation et d'encadrement d'étudiants, chercheurs et cadres. Grâce à son aspect évolutif, le SIEL dégage une richesse dans les échanges entre les scientifiques, la population et agents administratifs et institutionnels. La mise en place de dispositifs de suivi de la recherche leur assure des zones de rencontres et de dialogue. L'objectif de la coopération scientifique consiste à réunir différentes compétences appartenant à des institutions privées et publiques, nationales et internationales et spécialisées dans l'étude des populations et de l'environnement et contribue à renforcer l'échange entre les acteurs. De ce fait, le programme DYPEN réunit un réseau pluridisciplinaire de chercheurs : sept institutions nationales tunisiennes dont trois réparties dans les régions : Kroumirie[15]- ISPT[16], Bargou[17]- CRDA et ESAM[18], Menzel Habib et El

[13] Marie Piron (1996) rapproche les observatoires, plus particulièrement, les observatoires en sciences sociales, aux SI. Elle se base sur les concepts théoriques du SI pour observer la dynamique des observatoires. De plus, l'observatoire Menzel Habib, mis en place par l'Institut des régions arides (IRA) de Médenine en collaboration avec le groupe ROSELT/OSS (Réseau d'Observatoire de surveillance écologiques à long terme/ OSS : Observatoire sahara sahel), est un SIEL. Le terme observatoire est choisi pour bien décrire et suivre les évolutions écologiques, socio-économiques, politiques, etc. et leurs enjeux. Dans les sciences de l'information et de la communication, il ne se présente pas uniquement comme un instrument de collecte d'informations sur les acteurs, la faune, etc. mais également comme une institution mettant l'accent sur les relations entre ressources naturelles et stratégies des acteurs (Droy, Ratovoarinony, Roubaud, 2000).

[14] Selon le délégué de Menzel Habib, la répartition des ouvriers des 19 chantiers de la région en 2008 est de 270.

[15] C'est une région montagneuse entre les gouvernorats de Jendouba et Béja. Dans cette zone humide, l'Observatoire localisé de Kroumirie est installé dans les délégations de Tabarka et Aïn Draham (gouvernerat de Jendouba). Comme la déforestation et le déboisement menacent la région (chêne liège et chêne Zéen), il porte sur la gestion des ressources agro-sylvo-pastorales.

[16] Institut sylvo-pastoral de Tabarka.

Faouar[19]- IRD[20]. Les autres institutions sont présentes dans toutes ces zones. L'IRD intervient de manière transversale dans les sites.

Notre recherche est basée sur une approche interactionniste[21]. Cette approche guide l'étude initiée dans le cadre de la coopération entre le Laboratoire d'économie et des sociétés rurales (LESOR[22]) de l'Institut des régions arides de Médenine et le Centre de recherche sur les médiations (CREM) de l'Université Paul Verlaine Metz. Depuis 2006, cette coopération a donné naissance au programme LOTH (Langages, Objets, Territoires et Hospitalités) ; produit de cette coopération, consiste en l'évaluation des politiques de développement rural et en l'étude des observatoires en zones arides, fragiles et menacées[23]. Étant membre de ce programme, étudier les observatoires socio-économiques, qui sont déjà mis en place, dans une perspective informationnelle et communicationnelle, a pour objectif de valoriser les

---

[17] En zone semi-aride, le Haut-Tell Bargou dans le gouvernerat de Siliana fait l'objet d'études nationales et internationales. Installé dans la région de Bargou, l'observatoire de l'érosion vise l'identification des stratégies familiales et la gestion des ressources naturelles afin de lutter contre la menace de l'érosion hydrique.

[18] École supérieure d'agriculture de Mograne (Tunisie).

[19] L'observatoire du milieu oasien El Faouar fait l'objet d'étude du programme DYPEN. Il est mis en place dans le gouvernorat de Kébili-délégation El Faouar et dans le côté du Chott El Jerid. Des mutations socio-économiques (sédentarisation de la population) et écologiques sont observées dans cette zone suite à la création d'espaces d'irrigation et de forages.

[20] Institut de recherche pour le développement.

[21] Cette approche est initiée par George Herbert Mead (1934) misant sur l'importance des interrelations et la co-construction du sens. Ce sens provient des interactions de chaque acteur vis-à-vis d'autrui. La formation d'un cadre interprétatif émerge d'un processus dynamique d'interactions qui se base sur la communication verbale et non verbale (*cf.* **3.1.2.** p 175).

[22] Le laboratoire LESOR est chargé d'étudier les évolutions socio-économiques et environnementales dans les zones pour une gestion efficace des ressources naturelles. Ces programmes se concentrent essentiellement sur :

- la gestion des ressources naturelles et leur aménagement en zones arides traite une allocation optimale des ressources en eaux et en sols surtout dans le terrain *La Jeffara*. Ce thème est focalisé sur le bassin versant de *Zeuss Koutine*, les oasis littorales, le collectif et la gestion des parcours à *El Ouara*. L'approche territoriale porte sur le développement local basée sur l'expérimentation ;
- la valorisation du savoir-faire local et patrimoine socio-culturel et technique ;
- l'étude des observatoires de la dynamique socio-économique et environnementale et systèmes d'information en zones arides. Les observatoires sont conçus pour le suivi et l'évaluation des indicateurs. Par ailleurs, les systèmes d'information et les bases de données sont des outils de synthèse, de capitalisation, d'intégration des données et d'aide à la décision ;
- et la mise en œuvre d'actions de développement.

[23] D'après le Rapport définitif de l'Institut des sciences de la communication du CNRS (ISCC) (2011), le programme LOTH s'intéresse à la terminologique des zones arides, fragiles et menacés. L'étude des changements climatiques affecte les populations et l'écosystème. Bien que dans ces zones il n'y a pas des notoriétés à développer mais il y a des richesses matérielles et immatérielles à valoriser. Les capacités d'adaptation dans les zones arides, fragiles et menacés sont variables et contextuelles. La désertification devient une préoccupation principale dans les milieux arides. On s'interroge ainsi sur l'apport des dispositifs socio-économiques de lutte contre ce fléau et leurs rôles dans le développement territorial. Des signaux alarmants sont observés dans le bassin méditerranéen inquiètent les instances mondiales. Le Programme des nations unies pour l'environnement (PNUE) a classé cette zone en cinquième position parmi les plus menacées dans le monde suite à la dégradation accélérée de l'écosystème et surtout observée depuis 40 ans. L'objectif du LOTH est de mettre en relief les stratégies communicationnelles et informationnelles et d'appuyer les actions de développement et de valorisation territoriaux notamment la dimension touristique et dans une perspective opérationnelle.

comportements des acteurs pour une gestion efficace des ressources territoriales. Notre contribution consiste également à étudier la dynamique de la confiance.

En sciences de l'information et de la communication, des auteurs (Guyot, 2000 ; Bertacchini, 2000, 2003 ; Batazzi, Alexis, 2006) ont pointé les problèmes de confiance. La concertation est renforcée par une confiance mutuelle entre ces parties (Bertacchini, 2000). Par conséquent, dans quelle mesure la confiance permet-elle de renforcer les relations entre les acteurs de développement lors de la mise en place d'observatoires socio-économiques ? Ce qui permet de nous intéresser à leurs besoins, perceptions, attentes, processus de gestion de l'information et quels sont leurs besoins dans les zones arides. Des questions sur l'évolution de la confiance (construction, destruction et reconstruction) sont soulevées.

Par ailleurs, la méfiance est perçue comme contrainte susceptible de paralyser ces échanges (Guyot, 2000 ; Bertacchini, 2003). En outre, la circulation d'idées, de connaissances et de savoir-faire entre les acteurs concernés, les discussions sur les objectifs et les problèmes à résoudre suite à la mise en place de l'observatoire et la recherche systématique de solution participent-elles à la construction de la confiance et renforcent-elles l'adhésion des membres du projet ? Dès lors, notre contribution consiste à faire émerger une nouvelle notion ; la confiance dans une recherche pluridisciplinaire : la confiance territoriale dans les zones arides. Cette contribution vise aussi à proposer une démarche d'apprentissage pour la restauration de cette confiance vis-à-vis du dispositif et entre les acteurs de développement.

Menzel Habib face aux changements écologiques et socio-économiques

Depuis l'indépendance en 1956, la réforme économique, en Tunisie, a privilégié le secteur agricole au détriment d'autres secteurs. La surface réservée à la plantation et à la production de légumes a augmenté d'une façon considérable. Dans les zones rurales, les paysans effectuent encore des tâches manuelles. Les changements dans les conditions de vie n'ont pas été favorables à tout le monde. Certaines zones urbaines ont su profiter de ces transformations qui se manifestent par la réduction de la pauvreté (Calandre, 2006). En sus, la majorité de la population du sud-est se concentre dans les zones côtières de Gabès et Médenine. Menzel Habib connaît une période de changement perpétuel, caractérisée par l'ouverture des marchés et la mobilité croissante de la population.

L'observatoire du milieu steppique de Menzel Habib fait l'objet d'études pour lutter contre la désertification. Ce territoire souffrant d'un déficit en ressources hydriques est confronté à une dégradation rapide des parcours steppiques, à l'ensablement et à la surexploitation des terres. Ces obstacles ont engendré des vagues de mobilité et des déplacements de la population vers des régions proches. De ce fait, les mutations sociales et agricoles ont affecté le mode de vie des citoyens (Sghaier *et al.*, 2006 b).

Pour Rémi Clignet (1998 b : 127-128), les observatoires tiennent compte des conditions et des formes sociales, des styles de vie, des contraintes économiques, etc. « Ils permettent, par exemple, de déterminer si les immigrés ou les élites d'une ville se concentrent au fur et à mesure qu'on s'éloigne ou qu'on se rapproche du centre de la ville ou si leur concentration se fait plutôt par secteur géographique. […] De même, ils permettent d'identifier les conditions dans lesquelles diverses formes de différenciation sociale, et par exemple les niveaux et les styles de vie, opèrent indépendamment les unes des autres ou au contraire se combinent pour modeler l'espace urbain ». Isabelle Droy, Raphaël Ratovoarinony et François Roubaud (2000)[24] mettent l'accent sur l'altérité entre les territoires urbains et ruraux pour constater que ces derniers sont souvent mis à l'écart des projets de développement. Ils soulignent que ces régions ont suscité l'attention des chercheurs depuis 30 ans.

Dans le cadre de la lutte contre la désertification, l'observatoire conçu dans la délégation de Menzel Habib, zone aride et rurale, a pour objectif le développement de partenariats, l'encouragement de la recherche et l'acceptation de nouvelles solutions agricoles (proposition de nouvelles charrues, par exemple), la production de documents et matériels (*e.g.* publication dans des revues scientifiques, guide d'utilisation des équipements et formulaires), la mise au point d'équipements agricoles, par exemple. Pour mieux observer, toucher, mesurer et diagnostiquer les situations écologiques, économiques et sociales sur Menzel Habib, l'observatoire a été mis en place depuis 1998 pour renforcer les relations de coopération entre les acteurs. Il s'avère important de mentionner que cette région fait l'objet d'études nationales et internationales surtout depuis les années 80 et les résultats sont toutefois timides (Sghaier *et al.*, 2006 b).

[24] Isabelle Droy, Raphaël Ratovoarinony et François Roubaud (2000) considèrent que la mise en place d'observatoires, dans le cas de MADIO, est l'expérimentation d'une méthodologie pour réaliser à la fois des enquêtes agricoles au niveau national et mettre à jour les recensements réalisés. Le projet MADIO (Madagascar-Dial-INSTAT-ORSTOM) consiste à mettre en place des observatoires ruraux sous la direction du ministère de l'économie et des finances pour la recherche macroéconomique en Madagascar.

Le désengagement de l'État et l'accroissement de la présence du secteur privé sont observés davantage dans le contexte tunisien au niveau du développement territorial. En effet, les parties concernées mettent-elles en œuvre la médiation[25], la négociation et la concertation pour la mise en place de projets de développement durable[26] ? Bernard Miège (1996) met en relief la notion d'harmonie lors de la mobilisation entre individuel et collectif et entre public et privé. Il évoque la présence de jeux de pouvoir dans la négociation et l'importance d'une délégation efficace de l'autorité dans cette situation. Il est vrai que les administrations de tutelle sont au premier rang dans ce processus ainsi que les institutions locales (associations et comités de développement), les acteurs privés et les ONG[27] s'intéressent et approuvent cette initiative.

Des questions secondaires permettent d'appréhender plusieurs thèmes. Traiter la confiance lors de la mise en place d'un observatoire suppose d'évoquer ses enjeux (objectifs, processus et risques, par exemple), les moyens de coopération mis en jeu entre les acteurs publics et privés, les processus de construction, déconstruction et reconstruction de la confiance et le comportement de l'acteur dans ces différentes situations. S'intéresser à l'adaptation de l'observatoire aux besoins de Menzel Habib et aux préoccupations des acteurs publics et privés permet de mettre l'accent sur le rôle de la délégation, des collectivités territoriales par rapport au secteur privé d'une part, et de étudier la dynamique de la confiance entre les partenaires dans le contexte d'un territoire rural.

[25] Les médiations, dont il est question ici présentées, par Larbi Chouikha, Wahid Gdoura et Vincent Meyer (2008) comme un ensemble d'interactions pour caractériser les dynamiques entre les groupes, les relations hommes/machines et les relations entre l'homme et son territoire. Sous forme de communications formelles, informelles, de travail collaboratif, les médiations ont pour objectifs notamment la valorisation territoriale, la protection de l'environnement, l'information et la communication entre acteurs. Par conséquent, elles s'intéressent à la transformation de l'information en connaissance. Ce processus d'apprentissage passe par l'acquisition, le traitement et la diffusion de l'information et est assisté par les technologies de l'information. L'implication d'acteurs dans la capitalisation des connaissances est vue comme un engagement dans une affaire de tous : État, collectivités locales, structures de recherche, associations, entreprises touristiques et industrielles, etc.

[26] La notion de durable concerne la gestion efficace des ressources naturelles, l'implication continue et régulière d'acteurs dans les projets de développement, l'aménagement socio-économique et le soutien du cadre légal et institutionnel.

[27] Organismes non gouvernementales.

Confiance et territoire

La confiance est une notion aux multiples définitions. Elle est présente dans toutes les disciplines : économique, philosophique, sociologique, politique, etc. D'ailleurs, Philippe Bernoux et Jean-Michel Servet (1996 : 18) soutiennent que « la variété des thèmes proposés montre que le thème de la confiance est apparu comme un axe fédérant des diverses disciplines sociales et humaines impliquées ». C'est pour ces raisons que plusieurs auteurs contournent la définition de la confiance par des définitions proches ou par l'utilisation de concepts et notions similaires. Christian Thuderoz (2003) constate que la notion confiance a longtemps semblé appartenir à un contexte désuet et non moderne. En revanche, elle est remise en devant récemment dans différentes situations.

D'après Christian Thuderoz, (2003), les sciences sociales et humaines se sont penchées sur l'étude de la rationalisation des acteurs (le calcul) au dépend de la dimension morale de la confiance (l'honnêteté, l'intégrité, la transparence). Cette notion est restée longtemps boudée par les chercheurs puisqu'elle est accusée d'être insuffisamment opératoire pour les activités sociales[28]. En effet, l'étude sociale s'est focalisée davantage sur la procédure contractuelle plutôt que sur ce qui la renforce ou la précède (*e.g.* les rencontres antérieures, la réputation). L'individu est considéré comme un passif réduit à exercer des tâches sans rechigner dans le seul but de la maximisation de son profit. Cette perception simpliste a été remise en question et critiquée pour prendre davantage en considération les caractéristiques propres de l'acteur et ses interactions avec autrui.

À cause de la grande incertitude dans les comportements d'acteurs, dans les dispositifs et dans l'environnement, s'intéresser à la notion confiance dans les sciences de l'information et de la communication est essentiel dans notre recherche pour mettre l'accent à la fois sur la confiance personnelle et la confiance apersonnelle (confiance dans les objets : observatoire, outils agricoles, par exemple). Aussi, la multiplicité de conflits et l'incompréhension des acteurs à la mise en place de l'observatoire Menzel Habib a suscité notre attention pour étudier les notions confiances, observatoires et zones arides.

[28] Les sciences humaines et sociales ont largement traité la question de contrats et d'établissement de règles et clauses pour renforcer les engagements des acteurs. En ce sens, la confiance n'est pas nécessaire pour la conclusion de contrats puisque les clauses sont largement suffisantes pour déterminer les comportements des cocontractants et préservent leurs droits pour enfin limiter le recours à l'opportunisme (Thuderoz, 2003).

Claudine Batazzi et Henri Alexis (2006 : 64) s'intéressent à la confiance dans une perspective communicationnelle en se référant à l'école de Palo Alto. Ainsi, associent-ils confiance et communication pour expliquer l'usage des dispositifs d'information et de communication. Sur le plan informationnel, ils apportent un éclairage communicationnel des mécanismes de confiance entre les acteurs territoriaux par le biais de ces différents dispositifs. Ils admettent qu'elle favorise la participation de tous les acteurs à la construction des SI et facilite la circulation de l'information. D'ailleurs, « la confiance fait bien partie intégrante d'un système de communication dynamique qui peut être compris seulement dans une prise en considération du contexte au sens large ». De plus, le partage d'information exige un certain degré de confiance initiale[29] (Charki, 2005). Mohamed Haddad et Amor Tbib (2008) remarquent que la cause principale de méfiance entre les acteurs participant à la mise en place de l'observatoire Menzel Habib est la qualité de l'information. Dissimuler l'information et cultiver le secret permettent-ils l'émergence de confiance ? Comment se fait la vulgarisation de l'information ?

Dans les zones arides, on peut avancer l'hypothèse générale que la confiance relève à la fois d'une notion calculée : décision rationnelle et économique (Gambetta, 1988), d'une attente sociale inconsciente (Zucker, 1986) et d'un trait de personnalité : la confiance en soi du chercheur vis-à-vis des autres acteurs (Rotter, 1971). Par conséquent, la construction de la confiance nécessite la mobilisation d'éléments rationnels (aspect cognitif : compétences, signature de contrats, calcul des gains et des pertes de l'engagement dans une relation de confiance), affectifs (éthique dans les rapports individuels : bienveillance, honnêteté et empathie) et sociaux (engagement des acteurs dans la communauté, recours à des instruments de surveillance du groupe et d'outils efficaces pour sa cohésion, garantir la réduction de l'opportunisme[30]). D'ailleurs, Robert Putnam (1995 : 43) considère la confiance comme un capital social et un « outil mobilisable pour l'action publique […] ». Notre objectif est de proposer une définition de la confiance, en se référant aux sciences de l'information et de communication et dans le contexte des zones arides. À cet effet, nous proposons d'étudier le lien entre confiance et territoire pour examiner les interactions entre les acteurs.

[29] La confiance initiale émerge lorsque les acteurs engagés dans une relation de confiance s'identifient entre eux par rapport à leur appartenance à un groupe, à une communauté, par exemple, c'est-à-dire qu'ils partagent les mêmes valeurs et croyances (Charki, 2005).

[30] Oliver Eaton Williamson (1993) qualifie décrit l'opportunisme à un comportement adopté par l'individu véhiculant la malhonnêteté et le défaut de franchise dans des activités économiques. Jay Barney et Mark Hansen (1994) constatent que l'opportunisme n'émerge que si les conditions d'expression (de contestation, de négociation, etc.) sont élevées.

L'étude de la confiance peut être analysée sous plusieurs plans. Du point de vue historique, le processus de mise en place d'un observatoire reflète l'histoire du territoire. D'après Francis Fukuyama (1995), la confiance entre les partenaires, lors de la construction d'un projet, est habituellement créée et transmise par des mécanismes culturels comme la religion et la tradition.

La dimension économique de la confiance soutient qu'élaborer des projets de développement pour les zones rurales permet de favoriser l'implication de l'ensemble des acteurs concernés (Clignet, 1998 b). Ces projets permettent de créer un environnement assurant le développement des marchés, la croissance des investissements et la création d'entreprises. Par conséquent, André Torre et Eduardo Chia (2001) montrent que la confiance repose sur un calcul économique visant à lever l'incertitude sur les termes de l'échange et à soutenir la population rurale pour une meilleure exploitation des ressources naturelles. Des avantages pourraient se dégager de la présence de la confiance entre acteurs comme, par exemple, avoir une meilleure conception et structuration des observatoires grâce à l'instauration de la confiance entre les partenaires du projet.

Anthony Giddens (1990) admet que la confiance dans la technologie est une phase préliminaire de la confiance interpersonnelle. Autrement dit, les acteurs font d'abord confiance dans la technologie[31] pour ensuite construire une confiance entre eux. Cette confiance se base sur notamment ses caractéristiques, ses finalités, les étapes de mise en œuvre et le contexte de conception. Michel Durampart (2007 : 226) admet que « dans tous les cas, il nous semble bien que c'est la question des modèles qui est en cause et qui démontrent bien que la plasticité des technologies de l'information et de la communication a ses limites […] ».

Dans nos recherches, nous allons analyser comment l'observatoire Menzel Habib se révèle être une composante essentielle du processus de confiance, en lieu avec la mise en œuvre du SI. Plusieurs problèmes apparaissent : objectifs territoriaux contradictoires (réserver les ressources aquifères rares et lancer des projets d'irrigation, par exemple), problèmes de

[31] Jamel Hebali (2004) souligne que la confiance créée dans une relation homme-machine est au détriment de trois conditions. D'abord, la perception de la compétence du système transmet la confiance ou la méfiance vis-à-vis de cette technologie : percevoir si le système est suffisamment compétent pour atteindre les objectifs de l'utilisateur. L'expérience que l'individu ait envers les systèmes experts, les SI, les technologies, etc. réduit le risque de son refus. La capacité à maîtriser l'outil renforce le niveau de confiance dans la technologie. Ceci conduit à relever et à augmenter sa chance d'adoption de la technologie et, par conséquent, à jouer sur la confiance apersonnelle.

coordination (*e.g.* agencement entre le CRDA et le GDA[32]) et de gestion de l'information (information erronée et non disponible), SI redondants et incohérents, etc.

Le programme LOTH : communiquer pour valoriser un territoire

En se référant au Rapport définitif de l'Institut des sciences de l'information de la communication du CNRS - ISCC (2011), le programme LOTH est né en 2006 autour de quatre thématiques centrales : Langages, Objets, Territoires et Hospitalités. La coopération pluridisciplinaire CREM-IRA, sous l'égide de ce programme multidisciplinaire, nous permet de se pencher sur la confiance dans la conception de l'observatoire Menzel Habib. Il a pour objectif d'évaluer le lien entre société et environnement et les impacts qui en ressortent dans les territoires arides. Il n'est pas qu'une simple institution d'observation sociale, économique ou environnementale mais un vecteur du développement représentant ainsi, le territoire, l'observatoire, les acteurs et leurs interactions (Haddad, 2008). Le programme LOTH est aussi un espace méditerranéen pour la mise en réseau de scientifiques, doctorants et de professionnels au niveau des recherches en sciences de l'information et de la communication.

Concernant la coopération franco-tunisienne en sciences humaines et sociales entre le CREM et le LESOR, le programme LOTH a pour objectif l'appréciation des politiques de développement territorial dans le sud-est tunisien. En effet, les coopérations et les relations partenariales ne manquent pas dans le cas de l'observatoire Menzel Habib. D'ailleurs, le programme DYPEN[33] fait appel à un collectif de recherche pluridisciplinaire. Pour le cas de Menzel Habib, et malgré les difficultés écologiques, économiques et sociales, l'information ne manque pas (Haddad, 2008). Toutefois, et d'après Mohamed Haddad (2008), des contraintes communicationnelles sont observées dans ce contexte dues essentiellement à la circulation de l'information et au défaut de confiance entre les acteurs de développement. Après identification des acteurs, de leurs interactions et du terrain, notre proposition consiste à expérimenter une approche participative comme outil de reconstruction de la confiance suite

[32] GDA : Groupement de développement durable pour la conservation des parcours et la lutte contre la désertification ou Groupement de développement agricole.

[33] DYPEN renvoie à la DYnamique des populations et évolution des milieux naturels. En 1996, le Laboratoire d'économie et des sociétés rurales de l'IRA et l'Institut de recherche et de développement (IRD) se sont investis dans le projet DYPEN en 1996 pour mettre en valeur les interactions de la population rurale et l'environnement à Menzel Habib.

à la mise en place de l'observatoire de Menzel Habib afin d'améliorer l'implication, de renforcer l'engagement d'acteurs et de valoriser le territoire.

Tout d'abord, le **Langage** permet d'étudier la transmission du langage oral, écrit et symbolique notamment lors de l'identification des besoins d'acteurs pour la conception de l'observatoire Menzel Habib. Il met en avant les interactions présentes et passées entre les individus et leurs relations avec leurs territoires. Erving Goffman (1998 : 267) souligne que « lorsque des individus se trouvent réunis en des circonstances qui n'exigent pas que des paroles soient échangées, ils s'engagent néanmoins, qu'ils le veuillent ou non, dans une certaine forme de communication ».

Dans le cadre de la région de Menzel Habib, les échanges entre les différents acteurs territoriaux sont surtout verbaux. Il est important de confronter le langage et l'opinion des non professionnels à la rationalité des professionnels afin de mettre l'accent sur les stratégies de communication. La diversité et la richesse culturelles aident les acteurs à comparer les risques. Par conséquent, comment transmettre et présenter l'information et pour quel acteur. De même, on s'intéresse dans notre recherche à étudier quelle information échanger (sous quelle(s) forme(s) : image, schéma, tableau, écrite, orale) d'une part, et à la possibilité de faire confiance à l'information communiquée, d'autre part.

Ensuite, la notion **Objet** évoque les différents moyens de communication et les valeurs culturelles et historiques conçus comme outils pour la préservation des ressources patrimoniales. La relation individu-objet est mise en avant dans cette perspective qui permet d'expliquer les pratiques. En effet, l'individu interagit avec l'objet dans des relations sociales (*e.g.* filmer une parcelle de terrain, distribution de matériels d'irrigation) (Goffman, 1998). Par exemple, le non usage de certains outils agricoles, comme la charrue cylindrique a provoqué des tensions entre les agriculteurs d'une part, et les structures administratives, institutionnelles et de recherche, d'autre part. La perception de l'objet par l'acteur est-il source de confiance ? Comment la population locale réagisse-t-elle à l'arrivée d'un convoie ministériel ou à la perception d'une voiture de fonction ?

Le **Territoire** est représenté par la combinaison entre territoire physique (*e.g.* ressources de la région : faune, flore et habitations) et territoire social (activités sociales et mobilité de la population, par exemple). Il peut être perçu comme une contrainte ou opportunité dans le choix des acteurs ou institutions à qui l'autorité va décider d'accorder sa confiance. La ville de Menzel Habib vit au rythme d'exodes incessants. Elle bénéficie de sa position

géographique stratégique, au carrefour de Gafsa, Gabès et Médenine. L'avenir est incertain en raison des terres défrichées et des végétations entières qui disparaissent sans espoir de se renaître. Durant des millénaires, la population de Menzel Habib était des pasteurs. Les routes terrestres étaient inexistantes ou précaires. L'âne, le cheval et les dromadaires étaient exploités jusqu'au jour de l'apparition de la mécanique qui a renforcé l'exode vers les zones côtières et l'immigration à l'étranger. Certains ont voulu se convertir à l'industrie mais ont abandonné l'idée par manque de soutien, par absence d'investisseurs et par la faible attractivité du territoire par rapport aux régions voisines. La fuite massive de la population et le contournement des règles et consignes agricoles et pastorales sont, par exemple, des expressions de méfiance vis-à-vis du territoire. Ainsi, nous nous intéressons à étudier les différentes perceptions des acteurs de leur territoire.

L'**Hospitalité** est traduite par la reconnaissance de l'autre. La dynamique d'acteurs désigne les différentes interactions entre acteurs et le recours à multiples stratégies (existence de rumeurs, bouche à oreille, réunions, contrats, revendications, corruptions, dons, subventions, etc.). Dans ce même cadre, Erving Goffman (1998) évoque diverses situations d'interactions d'acteurs à partir de la scène théâtrale. En effet, l' « avant scène » renvoie respectivement à l'espace dans lequel l'acteur se retient et dissimule des comportements afin de ne pas blesser l'amour propre de son interlocuteur les actions sociales. Lorsque l'acteur est dans la « coulisse » il se relâche puisqu'aucun ne va lui exercer un contrôle sur ses conduites. D'ailleurs, il peut critiquer, mépriser, préjuger des alternatives futures ou des mesures à prendre, etc. Appréhender la mise en place de l'observatoire socio-économique, à travers des processus de confiance, est l'objectif principal de cette recherche. L'hospitalité renvoie alors à la bienveillance de l'acteur qui permet, selon Erving Goffman (1998), de réduire la méfiance entre les acteurs d'une part, et de mettre en place des espaces de dialogue et de concertation, d'autre part.

La dimension territoriale du LOTH consiste aussi à souligner quel rôle l'observatoire joue dans le projet de valorisation territoriale, quels sont le processus et les objectifs poursuivis. S'interroger sur le développement de la concertation par la construction ou la reconstruction de la confiance consiste à étudier le rôle, la place et les perceptions de l'observatoire dans le territoire et par les acteurs. Étudier l'observatoire en tant qu'acteur construit autour d'un projet permet d'interroger sa place dans le réseau d'acteurs. En effet, il est intégré dans un ensemble de relations, représentations, structuration et d'aménagement dans le territoire Menzel Habib pour la lutte contre la désertification. Ainsi, les observatoires sont mis en place

dans des écosystèmes complexes (cas de Menzel Habib) pour l'évaluation et le suivi des expérimentations antérieures, approfondir les travaux d'études sur les liens entre populations rurales et environnement naturel, mettre en relief des formes d'anthropisation et leurs conséquences écologiques, identifier les indicateurs de la désertification et valoriser la recherche (accueil de chercheurs et étudiants, publication dans des revues scientifiques, participation dans des séminaires de recherches et journées d'études, par exemple).

Objectifs et méthodologie de la recherche

L'étude consiste à montrer que le processus de mise en œuvre d'un observatoire dans les zones arides dépend de la capacité des acteurs à construire la confiance, d'une part et de mettre l'accent sur l'approche participative comme l'alternative pour la construction de la confiance territoriale, d'autre part. Renforcer les travaux sur le lien entre confiance et processus de mise en place d'observatoires d'un côté, et de l'autre côté, analyser des situations de construction, déconstruction et reconstruction de la confiance (si elles existent) sont les principaux objectifs de cette recherche.

Notre recherche s'inscrit à la suite des travaux réalisés par l'IRA dans le cadre de la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. Elle a pour objectif de proposer des solutions et des approches réalisables et opérationnelles pour les différents projets de développement dans le territoire de Menzel Habib pour le renforcement de la confiance et la promotion de la communication. La reconstruction de la confiance, la relance du dialogue, la gestion efficace de l'information sont les principales interrogations de notre problématique. Ainsi, comment caractériser les échanges entre les acteurs territoriaux permet de souligner les aspects rationnels, affectifs et sociaux de la confiance. Notre étude s'intéresse au renforcement des responsabilités des acteurs locaux (institutionnels, administratifs et de recherche), à améliorer les stratégies élaborées, à ajuster les actions et à soutenir les projets territoriaux. Grâce à l'identification des besoins et des interactions entre acteurs, elle consiste à aider l'IRA à développer l'information et la communication en zones arides.

Par ailleurs, l'étude de la confiance vise à traiter la question des décalages observés entre les recommandations officielles et les comportements des acteurs (structures institutionnelles, administratives et de recherche et population locale) et à améliorer l'efficacité de la gestion informationnelle des problèmes de désertification. L'analyse des comportements s'inscrit

dans une approche interactionniste en se référant aux travaux de George Herbert Mead (1934) et Erving Goffman (1998). L'interactionnisme symbolique suppose que les individus interagissent à travers la dynamique des interactions (interactionnisme) et le sens qu'ils leur donnent à leurs actions (symbolique) : comment agir face à un représentant de l'État, à un chercheur ou devant le délégué de Menzel Habib, par exemple ?

Les conditions de vie défavorables restent relativement une préoccupation inquiétante de la délégation de Menzel Habib. Plusieurs propositions ont été appliquées dans cette région. Mongi Sghaeir *et al.* (2006 : 4) constatent que « de nombreuses actions d'aménagement et de lutte contre la désertification sont entamés[34] mais elles n'ont pas abouties à des résultats qui sont à la hauteur des espérances malgré l'engagement de diverses structures de recherches et de développement ». En effet, plusieurs expériences ont échoué dans le cadre des projets locaux de Menzel Habib. L'histoire conflictuelle entre la population et les autres parties prenantes marque la tendance des agriculteurs à dénoncer l'échec de l'administration, des chercheurs et des institutions locales à travers des solutions radicales aggravant le phénomène de désertification. Identifier les besoins des acteurs et caractériser les relations entre eux nous permet de définir la confiance dans un contexte aride. L'objectif de la recherche est l'apport de résultats et d'explications complémentaires aux scientifiques, chercheurs de l'IRA, professionnels et à la population locale.

Selon l'approche interactionniste, les actions sociales sont issues d'interactions entre individus qui sont tenus de respecter les règles du jeu. L'individu jouit d'une certaine liberté d'agir toutefois limitée par les autres acteurs (Goffman, 1998). Nous adoptons pour l'étude de la confiance suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides, à la fois l'approche interactionniste symbolique et une démarche déductive[35] afin de comprendre le comportement d'acteurs dans le contexte de la dynamique de la confiance et la réalité du terrain. En effet, Erving Goffman (1998) s'intéresse aux comportements individuels pour étudier l'évolution des interactions selon la dimension temporelle. Les échanges verbaux et non verbaux permettent d'exprimer les attentions des acteurs (échanges de regards, postures du corps, insultes, etc.)[36]. L'acteur prend alors conscience des normes sociales nécessaires

[34] Les travaux ont commencé depuis 1987.

[35] L'optique déductive traite le cadre conceptuel avant le niveau opérationnel sans qu'il ait rupture entre la théorie et le terrain.

[36]« L'interactionnisme symbolique trouve son origine dans l'œuvre du psychologue américain George Herbert Mead. [...], on trouve l'idée selon laquelle l'individu développe son identité en adoptant le point de vue des autres lors des interactions qu'il a avec eux » (Nizet, 2007 : 12). D'après Erving Goffman (1998), les règles sociales assurent l'ordre dans les sociétés (la famille, la tribu, les manifestations publiques, etc.). Lorsque les règles sont très ritualisées, les interactions sont si complexes : cas de mariage, circoncision, célébration de la

pour ajuster son comportement en fonction des autres et développer son identité. C'est la notion d' « autrui généralisé » (*generalized other*) qui peut être adoptée par l'individu même lorsqu'il n'interagit pas. Ainsi, il peut prendre la place d'autrui et prévoir les actions des autres. Préserver la face est une contrainte pour l'individu qui entre dans une interaction (*e.g.* retenir sa colère suite à l'échec des projets et masquer la vérité pour ne pas blesser autrui). D'ailleurs, Francine Dufort (1992 : 60) admet que « la coopération n'est possible que si chaque individu est capable de prévoir l'action générale des autres membres de la communauté, c'est-à-dire " l'autre généralisée " ».

Nous tenons ainsi à étudier le lien de confiance entre les acteurs de développement dans les zones arides et les dynamiques interactionnelles. Les perceptions de la confiance changent d'un acteur à un autre. D'autant plus que le bon choix de la personne avec qui ils vont interagir demeure essentiel (collègues, agents administratifs, agriculteurs). Ceci se base essentiellement sur l'expérience, la compétence et le respect de l'engagement. Du côté des institutions locales et des laboratoires de recherche, la confiance mise sur la coopération de tous les acteurs. Vulnérables et fragiles, les agriculteurs, les pasteurs et les éleveurs caprins éprouvent un sentiment de dépendance face à l'immensité du défi. Enfin, l'administration perçoit la confiance comme un engagement dans une relation avec la population, les structures institutionnelles et de recherche.

La méthodologie de recherche retenue est une démarche qualitative. Elle consiste à fournir des explications sur les interactions des acteurs et leurs comportements dans des situations spécifiques. L'étude exploratoire s'est basée sur des enquêtes de terrain effectuées auprès de l'ensemble des acteurs de développement pour Menzel Habib. Ces derniers sont des laboratoires de recherche, population locale (des agriculteurs[37], des éleveurs ovins[38], des bergers[39] et des anciens porteurs de projets[40]), des agents administratifs (ministères[41],

---

cueillette de blé, *miâad* (manifestation effectuée lorsque la tribu est attaquée par d'autres. Cet événement n'existe plus actuellement). L'apprentissage de ses règles se fait dans les rencontres quotidiennes ; riches en enjeux sociaux.

[37] D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), les agriculteurs représentent 18,7 % des exploitants des terres. Nous avons interrogé cinq agriculteurs cultivant du blé, de l'orge et des légumes.

[38] Nous nous sommes entretenues avec un seul éleveur ovin. D'ailleurs, les éleveurs occupent la dernière place 1% des occupants des terres face aux agro-pasteurs (79 %). Les éleveurs de Menzel Habib possèdent un cheptel animal qui compte 77 222 têtes. La taille moyenne des troupeaux de petits ruminants s'élève à 37 têtes (Sghaier *et al.*, 2009).

[39] Deux bergers ont accepté de répondre à notre entretien. En se référant à Mongi Sghaier et Michel Picouet (2000), l'élevage d'ovins est une activité agricole largement répandue dans la zone (23,6 %). Les éleveurs recourent souvent au service du berger (8,6 %). D'autres pratiquent l'*achaba* (25,3 %) (louer des pâturages). En complément, les éleveurs achètent des aliments pour leur bétail surtout dans les périodes disettes (42,3 %).

délégation[42], commissions agricoles[43]) et institutionnels[44] (associations de développement agricole, comités et groupes de développement). Le diagnostic du territoire, la connaissance du milieu rural de Menzel Habib-Gabès (sud-est de la Tunisie) et l'interprétation de documents permettent une première investigation du terrain et d'apporter notre propre évaluation personnelle de l'observatoire.

Par ailleurs, nous proposons un modèle d'analyse des interactions basé sur la confiance territoriale en zones arides pour caractériser et comprendre comment elle se construit, déconstruit et reconstruit lors de la mise en place d'observatoires. Ainsi, les questions consistent à montrer, en premier lieu, que la mise en place d'observatoires socio-économiques consolide les relations de confiance dans les zones arides (c'est-à-dire que l'observatoire optimise les processus de production de connaissances et de renforcement de partenariats grâce à l'instauration de la confiance). D'après, Michel Durampart et Brigitte Guyot (2009 : 1)[45] « […] les TIC peuvent aider les pays en développement à renforcer leur compétitivité, leur intégration à de nouveaux espaces d'exportation, une rationalisation des activités, un renforcement des liens avec les partenaires ».

En second lieu, ces présuppositions permettent de prouver que la démarche participative demeure-t-elle l'alternative par excellence face à un défaut de confiance. Ainsi, cette deuxième hypothèse a pour objectif d'examiner que l'instauration de la confiance encourage la population, les agents institutionnels et les structures administratives et de recherche à collaborer dans les projets de développement. Une démarche d'apprentissage pour la restauration de cette confiance vis-à-vis de l'observatoire et entre les acteurs territoriaux nous a permis de mettre au jour les besoins, les intérêts et les responsabilités des structures de décision, d'information, de communication, des chercheurs mais aussi de la population locale. Elle a surtout permis d'étudier la trame des interactions au niveau interpersonnel et de sérier des dispositifs d'information et de communication recourus par les individus.

---

[40] Les bénéficiaires des micro-crédits octroyés par l'association de développement de Menzel Habib s'élèvent en 2007 à 230 individus soit 187 500 DT dont 90 femmes. Ainsi, cette institution finance leurs projets dans plusieurs domaines : agricole, commerce, petits métiers et services (Sghaier *et al.*, 2009).

[41] Deux entretiens ont été élaborés avec des conseillers pour le ministre de l'Agriculture et des ressources hydrauliques afin de connaître leurs stratégies et politiques de développement.

[42] Nous avons pu interroger le délégué de Menzel Habib en 2008 sur l'importance du programme 11 et la promotion et le soutien des grandes cultures.

[43] Les entretiens ont été également adressés à deux agents du service technique du CRDA de Gabès.

[44] Six entretiens réalisés avec les membres du GDA et des associations agricoles sont importants afin de mettre l'accent sur les interactions entre population et institutions et leurs spécificités.

[45] http://www.gdri-netsuds.org/IMG/pdf/Durampart_Guyot.pdf, visité le 13 mai 2011.

Des observations, lors des réunions de travail dans le cadre du programme LOTH, nous ont permis d'analyser les modalités d'établissement de la confiance lors de la mise en place d'observatoires socio-économiques. Cette méthode s'appuie sur un face à face entre les acteurs concernés. Une analyse historique et actuelle des relations entre acteurs et une étude de leurs comportements sont nécessaires pour étudier la dynamique de la confiance. Les entretiens, au nombre de 30, sont réalisés auprès des acteurs territoriaux. La redondance des thèmes relevés au niveau de la revue de la littérature et des entretiens permet de se prononcer sur l'atteinte d'une saturation théorique. Une étude de cas est envisagée afin d'examiner des situations de mises en œuvre des observatoires socio-économiques dans les zones rurales et arides du sud tunisien : cas de l'observatoire Menzel Habib. Cette étude permet d'analyser le territoire de Menzel Habib et le comportement des participants face à ce dispositif et d'observer des situations de construction, déconstruction et reconstruction de la confiance.

Plan de la thèse

La mise en place d'un observatoire traverse des questions et interrogations sur la perception du risque de désertification, la confiance, la gestion de l'information et les conditions de partenariats. Les incertitudes ne sont pas quasiment appréhendées par les chercheurs, les concepteurs et les utilisateurs. Le soupçon d'incertitude peut se révéler fatal pour la suite du projet territorial. La confiance dans les dispositifs et dans leurs acteurs vient-elle combler ces préoccupations ? Par conséquent, la première partie s'intéresse à la redéfinition de la confiance dans les zones arides et de juger la fiabilité du dispositif d'information et de communication.

Le premier chapitre (*cf.* **Chapitre 1**) traite les différentes divergences dans les approches conceptuelles de la confiance. Lynne Goodman Zucker (1986), Peter Smith Ring et Andrew Van de Ven (1992) évoquent deux façons pour définir la confiance. La première approche définit la confiance selon la dimension prédictionnelle et la seconde selon la dimension relationnelle. L'aspect prédiction présente la confiance comme une croyance. Si les acteurs agissent en fonction de leurs anticipations de comportement des autres l'incertitude est réduite. À ce titre, le fait de se référer à un comportement prévu, l'acteur construit la confiance au fur et à mesure du temps. La confiance relationnelle met l'accent sur

l'importance des échanges verbaux et non verbaux entre les acteurs. Ainsi, plusieurs variables entrent-elles en jeu pour sa construction : réputation, attitudes et logique du don contre don.

Dans quelle mesure les institutions administratives interviennent-elles dans la réalisation des objectifs de la population et dans la revalorisation du territoire de Menzel Habib ? Pour lutter collectivement contre la désertification, la population locale, les structures administratives, de recherches et institutionnelles agissent sur le plan économique, social, politique, culturel, environnemental, etc. La dimension économique est mise en avant par la construction de relations de coopération entre acteurs (chercheurs, administrations, citoyens, institutions, etc.) pour le développement de l'agriculture, en particulier. Le côté social justifie la présence d'assistance, d'accompagnement et de soutien des porteurs de projets (*e.g.* formation, conseil et aides financières). Par exemple, l'engagement des citoyens dans les projets favorise leur implication dans le développement territorial.

Il est essentiel d'étudier, dans le deuxième chapitre (*cf.* **Chapitre 2**), les situations dans lesquelles l'observatoire évolue pour l'élaboration de projets de développement, quels sont les acteurs déclencheurs de cette démarche, leurs besoins et objectifs, comment gèrent-ils l'information et quels sont les obstacles de ce projet. Rémi Clignet (1998 a : 290) souligne que l'avenir de l'observatoire est tributaire de l'émergence de relations partenariales entre des acteurs multidisciplinaires et multi-institutionnels. « En ce sens, un observatoire constitue un instrument essentiel de partenariat, à condition que ses structures se différencient et évoluent. Le regroupement des chercheurs du Sud en équipes autonomes de recherche suppose ainsi une restructuration de leurs relations avec n'importe quel institut de recherche européen, ces équipes devenant capables d'inviter des chercheurs européens dont les activités s'intègrent dans un agenda défini de manière autonome ».

Yves Chevalier (2008 : 46) admet qu' « […] on ne dispose jamais de la quantité d'informations nécessaires à une action au succès garanti ». Cette insuffisance est comblée par l'engagement dans une relation de confiance. L'acteur fait confiance à l'information qu'il détient afin qu'il réalise ses propres objectifs (Tiran, 1996). Niklas Luhmann (2006) constate qu'elle réduit la complexité sociale. La confiance construite dans un contexte complexe est susceptible de faire émerger la méfiance. Une transparence totale dans les actions et une information complète et parfaite n'existent pas. Par conséquent, les acteurs sont contraints de s'investir dans la confiance pour ne pas compliquer les activités sociales. Robert Reix (2004) vérifie que le manque d'information et sa surcharge, d'une manière intentionnelle ou

involontaire, affectent la dynamique de la confiance. Échangées, les informations permettent de légitimer des actions adoptées, les méthodes utilisées et le processus.

La confiance est variable dans le temps et différente d'un territoire à l'autre. Ainsi, mettre l'accent sur la confiance, la zone aride et les acteurs permet de répondre aux problématiques de la désertification dans la région. En outre étudier le processus de mise en place de l'observatoire et proposer des stratégies pour la relance de la confiance sont les objectifs de notre recherche. Afin de cerner les relations entre population locale, les autres acteurs et l'environnement, prendre en considération la multiplicité et la diversité des interactions d'une part, et la richesse des échanges, d'autre part, est la démarche adoptée dans la deuxième partie.

Dans le troisième chapitre (*cf.* **Chapitre 3**), nous mettons l'accent sur la problématique : la confiance territoriale dans Menzel Habib. Notre recherche suit une approche interactionniste, évolutive et dynamique, faisant appel aux dimensions théorique et méthodologiques et ceci grâce à des observations participantes et non participantes et les entretiens. Nous proposons l'hypothèse que l'observatoire est un dispositif de confiance et d'interaction entre les acteurs. La complexité de notre recherche réside dans l'observation des comportements, l'analyse des représentations, l'interprétation et l'identification des besoins des acteurs. Tout au cours de la recherche, les qualités du chercheur dans le déroulement de l'entretien et des observations et dans la gestion des données permettent de souligner les interactions avec les observés.

Pour le dernier chapitre (*cf.* **Chapitre 4**), nous analysons les résultats des entretiens et des observations sur le terrain de Menzel Habib. La confiance territoriale est-elle au carrefour du développement durable ? Les questions posées sur les spécificités de la confiance dans les zones arides, les enjeux de la démarche participative et l'importance de l'apprentissage pour la reconstruction de la confiance sont abordées.

La confiance, dans les relations entre acteurs ayant des objectifs divergents, est une notion-clé. Elle joue un rôle pivot dans la réduction de l'anxiété des acteurs due à l'incertitude et à l'ampleur du risque de désertification. La fragilité et la dépendance des uns et des autres poussent les acteurs à investir dans des relations collaboratives. L'aspect relationnel de la confiance la prône comme une institution invisible représentée par un ensemble de règles, valeurs et normes reconnues et acceptées par chaque communauté (chercheurs, administrations, institutions et paysans). Cette reconnaissance de règles offre aux individus une protection et sécurité économique et sociale. Toutefois, l'adoption du conformisme, la

forte dépendance, l'émergence de conflits, l'opportunisme, le non respect des promesses, les divergences et les désaccords menacent la continuité des relations de confiance. La méfiance est une contrainte susceptible de paralyser les échanges entre acteurs.

Par ailleurs, l'importance de la participation des acteurs de développement pose le problème de la transférabilité des connaissances (problèmes de coordination techniques, de la place des connaissances non expertes et du respect de retour de l'information). L'évaluation non scientifique produit des résultats différents de ceux de l'évaluation scientifique. Chacune fait ressortir une méthodologie propre et des hypothèses distinctes. Ainsi, nous étudions dans cette section la confiance dans le transfert des connaissances.

Le recours aux relations de partenariat est exprimé par la mise en place de stratégies d'acteurs. Elles favorisent l'engagement d'acteurs dans le projet de développement et encourage la prise d'initiative des personnes, des organisations et structures locales (entreprises, associations). Entre science et collectivité, l'expertise citoyenne est intégrée dans le système décisionnel. L'intervention des non scientifiques est jugée nécessaire dans la remise en question de la science. Par conséquent, la démocratie participative est une démarche à la reconnaissance des savoirs non experts. L'implication concertée des acteurs notamment les citoyens de Menzel Habib est centrale. Les enjeux de leur engagement résolvent-ils les contradictions et les flous ? Considérer les paysans comme des experts de leur territoire contribue-t-il à la réussite de la stratégie de communication mise en œuvre.

Pour clore cette introduction, la montée de l'incertitude du fait de la prolifération de technologies, de l'apparition de nouveaux acteurs, du recours à de nouvelles pratiques agricoles et pastorales, des circonstances économiques mondiales défavorables, etc. se présentent comme des obstacles pour une zone aride. De plus, Menzel Habib souffre de la rareté de ses ressources et subit des caprices environnementaux. Salah Omrani (1982) remarque que les tensions et les conflits socio-économiques entre structures institutionnelles, de recherche, administratives et population à Menzel Habib sont dus à l'aridité climatique et à la fragilité de la situation. La confiance est, par conséquent, nécessaire à l'existence de relations entre partenaires pour lutter contre la désertification. Il devient urgent de surmonter maints dysfonctionnements dans la mise en œuvre de l'observatoire socio-économique. Dès lors, il est important d'interroger la manière dont les acteurs vont coopérer. Pour établir une stabilité, ces partenaires devraient se faire confiance.

La désertification est un fléau qui menace davantage le territoire et entrave son développement économique et social. L'observatoire de surveillance écologique conçu tente-il de renforcer les relations et de consolider la confiance entre les acteurs ? Ce dispositif constitue une solution face aux dangers complexes qui contraignent les acteurs à leur concertation, à leur coopération et à l'échange d'informations claires. Sachant que la transparence, définie par Yves Chevalier (2008), par le choix d'une démarche d'objectifs et de moyens. Elle renvoie à la clarté de l'information permettant de renforcer la confiance entre acteurs. Établir des cahiers de charges et responsabiliser les acteurs permettent-ils de réduire la culture du secret ? Si les décisions en matière de l'environnement, telle la lutte contre la désertification, font appel à une approche participative, quelles sont les catégories de confiance observées entre les acteurs territoriaux dans la région de Menzel Habib ?

L'État tunisien redouble ses efforts et se mobilise pour lutter contre ce fléau grâce à la sensibilisation d'acteurs territoriaux (organisation de colloques, séminaires, ateliers, stages de formation, échanges d'experts et intégration de la primauté de la dimension écologique dans les cours d'enseignement secondaires et universitaires, par exemple). La stratégie du développement rural vise à valoriser les territoires ruraux du point de vue économique, social et environnemental, etc. en s'appuyant sur le potentiel des acteurs.

La lutte contre la désertification adopte une démarche complexe et collective traduisant une cohérence dans les décisions prises, une identification claire des besoins et une définition adaptée aux objectifs à atteindre. La concertation et la mobilisation d'initiatives locales porteuses de projets favorisent-elles la montée de la participation et de la cohésion territoriale ? L'incohérence et le défaut de transparence entre les actions des intervenants, qui ne se connaissent pas forcément, freinent-ils le développement de partenariats entre les acteurs du monde aride ?

Par ailleurs, Mohamed Haddad et Amor Tbib (2008) montrent que le problème des chercheurs et des agents institutionnels et administratifs est qu'ils ne disposent pas d'informations utiles. Le non enchainement dans la logique de leurs recherches et les interruptions successives et répétitives marquent leur désarroi dans la gestion de l'information. Dans le cadre des observatoires installés dans les zones arides, les interactions ouvrent la possibilité de cerner les comportements individuels et collectifs du groupe et promouvoir. Par conséquent, la cohésion sociale et la confiance territoriale entre acteurs sont primordiales (Haddad, 2008).

Les observatoires peuvent renforcer la désinformation lorsque les moyens utilisés pour informer et communiquer ne sont pas performants et lorsque le format de l'information n'est pas adéquat aux différents acteurs. Ceci encourage le développement de comportements opportunistes et de méfiance. En effet, la qualité de l'information affecte le comportement de l'acteur. Ainsi, lorsqu'elle est claire, les acteurs sont incapables d'interpréter et, par conséquent, de la vulgariser alors que lorsqu'elle est ambiguë et incompréhensible, ils sont poussés à l'exprimer de manières variées. Le défi de l'acteur est de présenter une interprétation pertinente permettant d'aider la prise de décision.

PARTIE 1

LA CONFIANCE TERRITORIALE EN ZONES ARIDES : UNE NOTION À REDÉFINIR

« *Fais-lui confiance,*
mais compte après lui »
Proverbe tunisien

L'intervention de l'État dans la région de Menzel Habib a permis l'amélioration de l'infrastructure, des milieux naturels suite à la mise en défens[46] et grâce aux efforts déployés par l'OEP[47] et le CRDA, la plantation d'oliviers, la fixation des dunes de sable, le développement du secteur de l'irrigué et la valorisation des ressources naturelles (*cf.* annexe n°4, p 23). Néanmoins, des problèmes de durabilité des projets écologiques et socio-économiques émergent marquant la fragilité des acquis. La dégradation de l'écosystème, malgré les efforts fournis, menace les acquis réalisés et les recherches déjà abouties.

Les réajustements dans les interventions des partenaires publics et privés devraient tenir compte de la vulnérabilité et la fragilité de la zone. Les acteurs publics laissent la place à de nouveaux intervenants qui devraient être mis au courant des enjeux et des problèmes de la région de Menzel Habib. Les résultats mitigés des projets de l'irrigué se présentent comme une des contraintes de mise en valeur de l'agriculture. Cette incomplétude est due à la nature dominante des terres collectives, à la rareté des ressources en eau et à la non présence des propriétaires dans les périmètres irrigués publics et privés. Un projet qui aurait dû ouvrir de nouveaux emplois et réanimer le secteur économique présente de faibles retombées (Sghaier *et al.*, 2009).

Situé au carrefour de plusieurs gouvernorats, Menzel Habib n'a pas su profiter de sa position géographique. L'exode rural et massif est un frein au développement des projets destinés pour les jeunes. Mongi Sghaier et al., (2006 b) mentionnent que la grande dépendance de la population des subventions publiques et la faible dynamique des investisseurs privés ralentissent la valorisation territoriale. Les citoyens souhaitent que les projets mis en place dans la région de Menzel Habib apportent des réponses à leurs inquiétudes et

[46] La mise en défens est appliquée dans les parcours steppiques pour réduire la pression pastorale et améliorer le couvert végétal. Elle consiste à interdire le pâturage de troupeaux domestiques avec des rotations périodiques. Cette technique est décidée par les autorités administratives en collaboration avec les acteurs locaux (chercheurs, institutions locales et population). Dans notre cas, par exemple, le terrain Henchir Snoussi de 300 ha a été mis en défens depuis février 1997 et fait l'objet d'expérimentations. Les terres collectives et faisant partie de la fraction Ouderna ont été plantées d'espèces autochtones comme l'*Acacia tortillis*, le *Calligonum azel*, le *Periploca laevigata*, le *Rhus tripartitum* et l'*Atriplex*. Les ayants droits bénéficient de 80 kg d'orge /ha /an. Toutefois, cette compensation est variable surtout dans les années disettes prolongées (Sghaier *et al.*, 2009).

[47] Office de l'élevage et des pâturages.

préoccupations (développement de nouvelles filières d'activités et renforcement des anciennes). L'implication et la participation de tous les acteurs nécessitent donc une instauration de la confiance afin de relancer le dialogue et partager les informations.

Par ailleurs, des interrogations sur le rôle de la population et des structures administratives et de recherche, dans la gestion de l'information et leurs responsabilités par rapport au secteur privé dans un processus de valorisation territoriale, sont nombreuses. La littérature sur la confiance s'intéresse aux facteurs relatifs aux acteurs privés et publics et au territoire qui influent sur son émergence et sur la dynamique informationnelle. Pierre Benoit Joly, Stéphane Lemarié et Vincent Mangematin (1998) considèrent que les principaux problèmes des relations publiques/privées sont de trouver un consensus entre partenaires sur les garanties offertes (c'est-à-dire trouver une adéquation entre l'effort fourni et le respect du transfert de l'information et de la confidentialité), les conditions d'échanges, etc. Yann Bertacchini (1998) soutient que les acteurs privés et publics doivent être impliqués dans les projets. Ainsi, mobiliser les partenaires publics, privés, entrepreneurs, professionnels concernés lors de la construction d'observatoires exige-t-il un consensus entre eux.

Dans le territoire, on observe des synergies entre chercheurs et pouvoirs locaux, entre citoyens et collectivités locales ou vers d'autres collectivités. La naissance de nouveaux réseaux d'acteurs fait évoluer les échanges économiques, culturels, sociaux, technologiques, etc. D'ailleurs, le Plan d'action de développement local et de lutte contre la désertification dans la délégation de Menzel Habib (PALLCD) est élaboré suite à une volonté des acteurs locaux (institutions locales et population) dans le but de réduire les risques de désertification et de promouvoir les aspects du développement. L'implication de différents partenaires (comme l'IRA, le ministère de l'Environnement et de développement durable et le GTZ[48]) permet de mettre en exergue les compétences scientifiques (Sghaier *et al.*, 2009).

Adopter une démarche dynamique et collective pour notre recherche permet de suivre les différentes étapes de la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. L'intelligence territoriale[49] met en relation les actions publiques et privées au service du développement économique et social du territoire. En recourant à des dispositifs d'information et de communication performants, les acteurs misent sur la qualité de l'information et sur sa gestion. Toutefois, la multiplicité des représentations et des valeurs sont susceptibles

[48] *Deutsche Gesellschaft Für technische Zusammenarbeit* : Coopération technique allemande.

[49] Le processus d'intelligence territoriale vise la mise en place de stratégies durables et efficaces et à assurer la diversité des activités économiques dans la région de Menzel Habib. Ces actions ne sont pas simples à développer puisqu'elles nécessitent le consentement et l'implication de tous les acteurs.

d'entraver la qualité de l'information et, par conséquent, les relations communicationnelles. On s'interroge sur le rôle des observatoires socio-économiques en zones arides et leur un appui considérable et opérationnel aux acteurs.

Le plan de la première partie, consacrée à l'étude de la confiance territoriale en zones arides, s'annonce en deux chapitres. Le premier chapitre s'intéresse à l'identification des acteurs de développement. D'ailleurs, la complexité du processus communicationnel est due à la multiplicité des acteurs, de leurs représentations et enjeux (*cf.* **Chapitre 1**). Tout d'abord, nous nous intéressons à la dynamique d'acteurs et leurs interactions dans le cadre de la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. La lutte contre la désertification est un phénomène complexe et la présence d'informaticiens, biologistes, sociologues, géologues, architectes, etc. est essentielle. Ainsi, on trouve l'Institut des régions arides de Médenine (Tunisie), l'Institut de recherche pour le développement (France), le Centre national de télédétection (Tunisie), l'Institut national agronomique de Tunisie, le groupe ROSELT/OSS, l'École supérieure d'agriculture de Mograne (Tunisie), par exemple.

Ensuite, cerner la notion du risque-territoire versus information-communication permet d'une part, de préciser les perceptions des acteurs du risque de désertification et de mettre l'accent sur les stratégies de lutte contre ce fléau, d'autre part. Enfin, les techniques de concertation territoriale sont mises à l'épreuve dans un contexte aride. Étant donné, qu'aujourd'hui, le territoire aride souffre d'une carence d'équipements et d'une insuffisance de communication et de coordination intercommunales, nombreux territoires ont évoqué le développement d'un observatoire comme priorité dans la gestion de ces lieux (Bertacchini, 2000).

Les auteurs, au lieu de proposer une définition claire de la confiance, l'ont contournée et regroupée en une définition pluridisciplinaire. La confiance caractérise une relation, une attitude et un comportement, une propriété (de l'émetteur et du destinataire de la confiance), une croyance, un calcul et une norme sociale, le produit d'interactions, etc. Nous proposons de redéfinir la confiance territoriale dans un contexte aride.

Pour expliquer le processus et les mécanismes de confiance, il existe différentes méthodes. En effet, les méthodes participatives, d'après Sergio Vasquez Bronfman (2004), permettent de surmonter nombre de dysfonctionnements dans la mise en œuvre des SI. Étudier, d'un côté, le degré de confiance entre acteurs, en sciences de l'information et de la communication, souligne son rôle comme mode de coordination dans les activités. De l'autre côté, le passage d'une confiance territoriale individuelle à une confiance partagée conduit à étudier les

interactions sociales. Le recours à cette méthode souligne comment sont résolus les conflits entre acteurs grâce à l'étude de l'évolution des relations (analyse des comportements passés, évolution de la réputation, etc.) afin de comprendre ces phénomènes sociaux.

Le deuxième chapitre (*cf.* **Chapitre 2**) met en relation confiance territoriale et information et leurs dynamiques dans les zones arides. Notre point de départ est l'étude des observatoires socio-économiques : observatoire Menzel Habib. L'originalité de notre recherche est d'interroger la confiance dans l'observatoire et entre les acteurs, leurs stratégies de développement et les logiques d'information et de communication dans une zone aride. Mettre l'accent sur la relation entre confiance territoriale et acteurs permet, en premier lieu, de proposer des stratégies pour sa (re) construction. En deuxième lieu, cette recherche consiste à appuyer et renforcer les techniques communicationnelles.

Dale Zand (1972) remarque que la confiance mutuelle préalable est impérative pour la résolution de conflits, le renforcement de la communication et la promotion de la coopération. Mickaël Gléonnec (2004 : 8) remarque que « la communication permet également d'exercer sur l'autre un contrôle, soit sous la forme d'une influence directe ou indirecte, soit sous celle d'une mise sous surveillance assortie de sanctions possibles en cas de non respect de l'accord passé. Ce contrôle, en réduisant la capacité d'improvisation de l'acteur concerné, réduirait du même coup l'incertitude qui pèse sur ses comportements et renforcerait le sentiment de confiance à son égard […] ».

Par ailleurs, la deuxième section met l'accent sur la place significative que tienne l'information dans le territoire notamment dans l'acquisition d'avantages concurrentiels. Elle est au cœur de la prise de décision et devient, par conséquent, un facteur de pérennisation et de prospérité du territoire face aux agressions continuelles. Les technologies servent-ils de levier et de support de l'intelligence territoriale ? Désormais, leurs rôles de collecte, de traitement et de diffusion de l'information soutiennent, selon Yann Bertacchini (2003), le développement territorial.

En empruntant l'approche interactionniste, il est donc intéressant d'interroger la manière dont les acteurs vont coopérer notamment leurs techniques de gestion de l'information. L'acteur est contraint de transmettre des informations lors des interactions avec autrui, d'un côté, et de l'autre, d'en garder pour lui. Il attend de son interlocuteur qu'il se dévoile pour réaliser un

échange. C'est le principe de l'honnête dissimulation[50]. Torquato Accetto *et al.* (1990) rapprochent le comportement dissimulé à un acte artificiel, faux, déchu et dépourvu de toute dignité. Cette attitude renvoie à la prudence dans l'approche des hommes c'est-à-dire à une notion de défense. L'honnête dissimulation consiste à ne pas se dévoiler afin de ne pas être critiqué et avoir des préjudices. Faire une bonne figure et ne pas donner prise permettent de préserver la face. Par conséquent, et pour établir une stabilité, ces partenaires devraient se faire confiance (Manche, 2000 ; Calandre, 2006).

Aujourd'hui, et dans un contexte compétitif ardu, détenir l'information n'est pas synonyme de pouvoir car il faut savoir l'exploiter, la protéger et la valoriser pour avoir une vision proactive. Ainsi, nous nous intéressons à l'étude d'une part, de la forme de la représentation de l'information échangée entre les acteurs de développement (textuelle, graphique, verbale, etc.) et son traitement suite à la mise en place de l'observatoire. D'autre part, la vulgarisation de l'information, pour qu'elle soit comprise, *via* des techniques communicationnelles efficaces permet de renforcer le dialogue et la continuité relationnelle avec les acteurs de développement et de prévenir la population locale notamment des risques de désertification.

[50] C'est une notion qui a été emprunté de la religion. Thierry Wanegffelen (2004) observe que la dissimulation est pratiquée actuellement dans le domaine social et politique. Elle a été traduite pour la première fois en 1926 en français. Elle se manifeste par la mise en danger de la personne en question soit en lui faisant courir le risque d'un jugement indécent ou non convenable soit par cacher la vérité. Ainsi le paraître représente l'honnête dissimulation. « Dans ce cas, il peut dissimuler son attitude inadéquate et affecter un engagement approprié » (Winkin, 1981 : 273).

1. Chapitre 1

Confiance territoriale et pluralité d'acteurs : attentes, besoins et contraintes multiples

La concertation et la coordination sont-elles assurées par une confiance mutuelle entre les collectivités territoriales, la population locale, les chercheurs et les administrations ? Comment les acteurs réagissent-ils face à des situations de vulnérabilité et d'incertitude ? Afin de répondre à ces questions, il est essentiel de se fonder sur différentes approches et théories. Les travaux sur la confiance s'intéressent aux acteurs privés et publics et au territoire qui influent sur l'émergence de la confiance. Trouver des partenariats et convaincre les intéressés que la mise à disposition de données entre plusieurs partenaires débouche sur un enrichissement mutuel.

Le processus d'intelligence économique s'effectue, comme le rappellent Olfa Ben Fadhel et Ghassen Ayadi (2008), sur quatre étapes dynamiques et circulaires. Tout d'abord, l'identification des besoins consiste à définir l'identité de l'acteur et les axes de développement prioritaires et à analyser l'impact de ces axes. Ensuite, la collecte d'information est une phase de la veille dont les stratégies supposent de mener des actions de surveillance, de cerner et de juger la qualité de l'information (mots-clés, indices, etc.), d'interroger l'intégrité des sources informationnelles et de prévoir des outils de collecte et de stockage. Au cours de la phase de traitement, les informations sont organisées grâce à un SI capable de vérifier leur fiabilité et de les regrouper. Enfin, la diffusion d'informations consiste à transmettre les résultats aux preneurs de décisions.

Subséquemment, prévenir et évaluer la qualité de l'information contenue dans l'observatoire consiste à mettre l'accent sur l'identification de l'acteur, son profil, ses besoins et attentes, les sources d'information et la base de données (validité, exactitude, organisation, etc.). Qui sont les acteurs territoriaux et comment réagissent-ils ? Nous étudions ainsi, à identifier ces

derniers et à préciser leurs besoins d'information social, économique, cognitif et écologique (*cf.* **1.1.**).

Le rebondissement scientifique du phénomène de désertification le présente comme à la fois dû à des facteurs climatiques et des menaces de certaines activités humaines affectant les zones arides. La désertification, processus dynamique, s'avère un danger pour la faune et la flore d'une part et, d'autre part, pour la population en question. Touchant des disciplines variées, elle préoccupe les chercheurs, les humanitaires et les économistes. La mise en place d'observatoires permet de collecter des données harmonisées pour comprendre les causes, les mécanismes, l'étendue et les conséquences de la désertification. Ce dispositif est destiné à surveiller les changements environnementaux à long terme grâce à des simulations. Nous mettons l'accent, dans la section suivante (*cf.* **1.2.**), sur les divergences dans les perceptions des acteurs de la désertification et de l'importance de la communication pour lutter contre ce phénomène.

Par ailleurs, et à partir de la psychologie sociale (Deutsch, 1960 ; Lewicki, Bunker, 1995), de la sociologie (Lewis, Weigret, 1985), les chercheurs ont admis que la confiance est le moteur de toute relation entre agents. Du point de vue psychologique et sociologique, la confiance est primordiale pour la stabilité et l'évolution de la relation (Arrow, 1986 ; Luhmann, 2006). Quant à la dimension économique, Oliver Eaton Williamson (1979) affirme que la confiance est un construit rationnel et misant sur le calcul. La réduction de l'incertitude est assurée par l'identification d'éléments du contexte et par le calcul. Par contre, la confiance n'a pas une orientation essentielle dans un échange se basant sur la rationalité. Son rôle réside seulement dans la réduction des coûts de transaction (rôle secondaire). Au niveau marketing, la confiance est perçue comme un facteur de stabilité des relations d'échanges entre clients et fournisseurs et inter-organisationnels. Malgré les travaux de recherches entamés pour étudier la confiance, elle reste encore vague car elle présente différentes significations et dimensions. Le but est de trouver une combinaison entre les différentes catégories pour déterminer laquelle et/ou lesquelles il faut mobiliser pour créer la confiance territoriale dans un contexte de mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides (*cf.* **1.3.**).

1.1 Acteurs de développement et professionnels du terrain

Les acteurs de développement participent, à des degrés différents, à la mise en place d'actions pour le développement territorial. Les stratégies sont déterminées à partir de l'expression et l'examen des besoins des acteurs. La complexité de notre recherche réside dans l'identification et l'analyse des relations entre les acteurs de développement en zone aride et de comprendre leurs motivations et comportements. Notre objectif est d'identifier les besoins d'acteurs et de diagnostiquer les pratiques de développement territorial.

Cette section (*cf.* **1.1.1.**) définit la notion d'acteur afin de mettre l'accent sur ses représentations et ses logiques d'action d'une part, et de préciser sa position par rapport à la confiance, d'autre part. Ainsi, et dans un contexte de concertation territoriale, nous soulignons les situations de jeux entre les acteurs de développement. Les acteurs de développement de Menzel Habib sont les chercheurs, les structures administratives, les institutions locales, la population (les agriculteurs, les éleveurs, les bergers et les porteurs de projets) et l'observatoire. Après leur identification, on s'interroge sur leurs degrés de participation aux projets territoriaux afin de cerner les responsabilités de chacun et leurs engagements dans la lutte contre la désertification (*cf.* **1.1.2.**).

1.1.1 Notion d'acteur et logiques d'action

L'acteur est présenté par une catégorie de personnes (acteurs humains) ou de systèmes (acteurs non-humains) interagissant au sein du SI. En se référant à la sociologie de la traduction de Madeleine Akrich, Michel Callon et Bruno Latour (2006), l'acteur humain ou non-humain est tenu de chercher, sélectionner, diffuser et partager les connaissances. La théorie de l'acteur s'intéresse à ses logiques d'action et à ses représentations[51]. Un acteur de développement, d'après Roger Brunet *et al.* (1993), agit sur le territoire par ses actions, ses représentations et ses stratégies (*cf.* **a**). Ensuite, nous nous mettons l'accent sur les différentes

[51] Ces représentations d'acteurs sont issues de la perception de la dimension physique, de la dimension normative et symbolique et de la dimension cognitive mettant en avant les capacités interprétatives de l'acteur (Bertacchini, 2000). Yann Bertacchini (2000 : 103) qualifie la territorialité de « phénomène informationnel » et d' « empreinte que forme l'acteur de sélectionner les objets territoriaux significatifs du territoire, de les identifier et de les caractériser et de les associer dans un univers normatif pour permettre la création de règles, voire de les transformer en symboles ».

interactions entre les acteurs et les situations de jeux de négociation, de concertation et de conflits (*cf.* **b**).

a) Position de l'acteur et confiance

D'après Yann Bertacchini (2000), plus le nombre de participants augmente plus le nombre de relations entre eux s'accroît. L'approche adoptée est interactionniste pour suivre les interactions entre les systèmes populations et environnement d'une part, et entre individus et objets, d'autre part. « Plus précisément les nombreux travaux, qu'elle supporte, s'intéressent au fait que les sciences dites du comportement permettraient de saisir certains mécanismes et facteurs humains essentiels qui facilitent l'interaction des individus avec les technologies de l'information et conditionnent, de la sorte, la performance du système d'information » (Baile, 2005 : 1).

La mise en place d'observatoires nécessite l'intervention de différents acteurs et expertises. En se référant à la sociologie de l'acteur-réseau, la mise en place de projets de développement n'est possible qu'après la constitution de comités, de conventions, de lois, d'études préalables de l'environnement et des acteurs, etc. Ainsi, l'observatoire s'articule autour d'acteurs humains et non-humains hétérogènes et ayant des objectifs divergeant.

L'étude de l'observatoire comme acteur de développement est justifiée par ses représentations et ses enjeux (Clignet, 1998 a). Il intervient aux services des acteurs pour le développement durable, d'une part, et d'autre part, sa conception exige leur présence et leur participation. En se référant à Michel Callon (2006), nous pouvons rapprocher l'automobile à l'observatoire sur le plan interactionnel avec les autres acteurs et les techniques et capacités dans la prise de décision. Le conducteur autonome a la liberté et la capacité de décider. En revanche, l'outil utilisé (l'automobile ou l'observatoire) est dépendant d'un réseau sociotechnique. Ceci renvoie à la place de l'observatoire comme acteur, entre dépendance et indépendance du réseau.

L'application des projets de développement sur le territoire de Menzel Habib n'est pas une action isolée. Elle est inscrite au sein d'un réseau, qui chacun de ses éléments participe à son élaboration, et par la suite à sa mise en place. Les techniciens, les informaticiens, les associations, les agents administratifs, les outils agricoles, les bergers, par exemple contribuent et participent au fonctionnement des projets. Mis en boîte noire, l'observatoire est

un dispositif dans lequel des éléments humains et non-humains interagissent d'une manière souvent invisible et silencieuse. Cependant, les échecs répétés et fréquents et les dysfonctionnements sont déclencheurs de l'ouverture de cette boîte. Ainsi, les actions invisibles surgissent et deviennent visibles. Par conséquent, des ajustements à travers la négociation et la discussion sont-ils envisagés entre acteurs humains et non-humains.

D'ailleurs, de nombreux dispositifs d'information fonctionnent mal (Bronfman, 2004). Ces anomalies peuvent apparaître suite à la non prise en compte de tous les acteurs, de leurs perceptions du risque de désertification, de leurs besoins, attentes et contraintes lors de sa mise en place. De même, la confiance apersonnelle est mise en exergue pour comprendre l'échec ou le succès de l'usage d'un SI ; étudier l'interaction homme-machine. Ainsi, les perceptions de l'objet et les discours véhiculés par les autres acteurs orientent les actions de l'individu et participent à la construction de sens commun au sein de la communauté (Goffman, 1998).

La naissance de nouveaux réseaux d'acteurs à Menzel Habib fait évoluer les échanges économiques, culturels, sociaux, technologiques, etc. vis-à-vis des villageois. La population locale est-elle un acteur impliqué dans les projets territoriaux et partenaire efficace pour le développement durable ? Les agriculteurs et les éleveurs de Menzel Habib sont confrontés plus que d'autres régions de la Tunisie à atteindre un niveau élevé de production et à maîtriser les techniques de production et de commercialisation mais également à faire face à la rude réalité. D'après Amor Tbib et Mohamed Haddad (2008), Menzel Habib était une région où les pratiques pastorales dominent à part entière. La réduction des terres pastorales n'empêche pas les pratiques d'élevage de bétail qui persistent encore et deviennent extensives[52].

Par ailleurs, étudier le comportement des acteurs et leurs attitudes de confiance revient à identifier leurs motivations et motifs de se comporter de la sorte et leurs stratégies d'information et de communication. L'individualisme[53] saisie la personne comme l'agent principal des processus sociaux et envisage le collectif comme la conséquence des comportements des individus. D'ailleurs, « pour expliquer un phénomène social quelconque –

[52] Avec les difficultés économiques et écologiques, les unités d'exploitation sont occupées au taux de 78 %. L'éleveur détient en moyenne 36 têtes de petits ruminants en 2004. La concentration des terres pastorales de plus en plus réduite engendre des effets néfastes sur le sol, la végétation et les animaux. 75 % des éleveurs paissent leur cheptel sur les mêmes surfaces. Ainsi, la charge des parcours se révèle-t-elle abusive et exagérée par rapport à la moyenne. La charge d'équilibre des parcours est de trois petits ruminants par unités d'exploitation. Or, les enquêtes menées en 2004 signalent que l'unité d'exploitation dépasse de six à 10 fois la normale (Haddad, Tbib, 2008).

[53] D'après Erving Goffman (1998), l'interactionnisme symbolique se situe entre l'individualisme (importance de l'autonomie individuelle vis-à-vis du groupe) et l'holisme (primauté de l'appartenance de l'individu au groupe).

que celui-ci relève de la démographie, de la science politique, de la sociologie ou de toute autre science sociale particulière – il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène en question et d'appréhender ce phénomène comme le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par ces motivations » (Corcuff, 2007 : 12). Par conséquent, la confiance est appréhendée comme le résultat des agissements du groupe et des attitudes des acteurs justifiés par leurs motivations et intérêts.

Par exemple, les motivations rationnelles (calcul des pertes/profits) agissent sur le comportement des individus au niveau de la gestion de l'information et des stratégies communicationnelles. En effet, et d'après les théories économiques, la confiance est un mécanisme pour économiser les coûts transactionnels. La recherche de son intérêt personnel reste l'objectif principal d'un acteur opportuniste. L'opportunisme est présent dans l'analyse des échanges économiques. Comme les acteurs sont en quête de la maximisation de leurs intérêts personnels, ils ont tendance à recourir à des stratégies illicites, des ruses, de contournement des règles, tromperies, détention et/ou déformation de l'information, diffusion d'informations floues, culture du secret, etc. Comme l'acteur opportuniste veut atteindre ses objectifs, il pourrait mettre fin à la relation. De là, la production de la confiance est établie lorsque les comportements opportunistes sont limités et presque inexistants (Williamson, 1993). Or, les recherches faites, par Frédéric Bornarel (2005), montrent le contraire puisque la confiance est produite en présence de comportement opportuniste préalable.

De toute façon, Alexandre Moine (2005 : 4) constate que les systèmes d'acteurs « […] permettent de gérer et, à travers cette action, de maintenir une stabilité du système au sein duquel ils agissent. Il en découle une indispensable coordination, une organisation et finalement l'aménagement avec ce que ce terme peut selon les définitions admises receler d'équité ». En revanche, les acteurs peuvent se heurter à des obstacles dans la négociation dus à l'exercice de jeux de pouvoir et de stratégies d'acteurs. Catherine Loneux (2001 : 66) souligne que « l'animation des réseaux de jeux d'acteurs, devient la préoccupation centrale des élus en matière d'intervention économique publique ».

b) Situations de jeu entre les acteurs de développement

Charles Goldfinger (1999) analyse l'introduction de nouveaux dispositifs dans le contexte économique, social et technologique. Il remarque qu'ils sont favorables à l'apparition de

nouveaux acteurs et au recours à de nouveaux jeux et stratégies[54]. La concertation entre les acteurs exige la mise en place d'une structure de négociation pour favoriser l'appropriation territoriale (Miège, 1996). En s'alignant sur les travaux de Michel Crozier et Erhard Friedberg (1977), le territoire n'est pas uniquement un espace de ressources mais également un lieu d'interaction entre acteurs à cause de l'exercice de jeux de pouvoir.

Henri Pornon (1997) souligne l'inévitabilité des conflits de pouvoir entre acteurs territoriaux dans le cas où leur résolution est élevée. Anthony Giddens (1990) ajoute que les raisons de ces conflits incontournables s'expliquent au niveau de leurs comportements. Pour affirmer leurs différences, les acteurs adoptent des stratégies de reconnaissance de soi *via* le recours à des comportements d'affrontement. La reconnaissance de leurs statuts et rôles dans le territoire leur permet un libre recours aux stratégies.

Isabelle Leroux (2006 : 83) constate que « […] dans tout projet de développement territorial, les acteurs publics privés ou sociaux sont confrontés à des situations conflictuelles, expressions de confrontations tenant tant à des questions d'intérêts qu'à des conflits de pouvoirs ». Le recours aux jeux de pouvoir s'explique par la rareté des ressources et par la mise en place de pratiques territoriales différentes les unes des autres des modèles d'interprétation des acteurs de leur territoire. La régulation d'interactions est assurée grâce à la délégation du pouvoir entre acteurs individuels et collectifs. De là, émergent des conflits et des confrontations entre intérêts privés et intérêts publics qui peuvent être dus, par exemple, à des perceptions différentes de l'aménagement territorial, à la proposition de nouveaux projets, etc.[55]

Les acteurs, lors de la mise en place de projets territoriaux, n'agissent pas isolément. Ils interviennent dans un contexte de système d'interaction suivant un réseau individu-groupe. L'imbrication des réseaux est source d'émergence de conflits. D'ailleurs, Bouchra Sidi Hida (2006 : 4) justifie que « les acteurs sont concrets, repérables, ils font les territoires au travers

[54] Les stratégies d'acteurs sont contingentes au contexte, notamment de l'allocation des ressources (physiques, législatives, symboliques et intellectuelles : compétences) afin de réaliser leurs objectifs. Les acteurs se trouvent pris dans des jeux de pouvoir pour imposer leur statut et leur identité d'une part, et d'élargir leurs zones d'intervention, d'autre part. Le territoire est aperçu comme un système de pouvoir complexe évoluant dans un environnement incertain (Bouchet, 2006).

[55] L'extension de plantations arboricoles, la sédentarisation et la privatisation des terres collectives ont fait régresser les pratiques de l'élevage. La ruée vers l'appropriation des terres a créé des tensions entre les citoyens de Menzel Habib (Omrani, 1982). Les céréaliculteurs interdisent le libre pâturage dans leurs terres labourables (jachères et chaumes). Ils recourent souvent à la location des terres en *achaba* pour les éleveurs. Par ailleurs, la dégradation écologique provoque un déséquilibre environnemental et voire une crise sociale et économique susceptible d'être irréversibles. L'absence de substituts efficaces, le risque de disparition des ressources naturelles périssables, l'échec des expériences, les pressions budgétaires et l'incapacité des pouvoirs publics et des chercheurs à trouver des solutions accentuent le fléau de désertification et laissent les acteurs perplexes.

des subtiles relations qu'ils entretiennent et ils constituent autant de pouvoirs et de contre-pouvoirs respectifs qui font équilibre […] ».

Les projets de développement local de Menzel Habib ont été mis en avant pour la construction de partenariats. Ils sont initiés par la constitution d'un groupe (représentants des ministères, professionnels, personnels d'institution de financement rural, responsables d'organisation paysannes) compétent capable de maîtriser les pratiques agropastorales, les méthodes de valorisation de l'agriculture et la proposition d'offres de financement. Analyser les besoins et les contraintes des organisations paysannes qui manquent sensiblement de sources monétaires, proposer des stratégies de financement adaptées à leurs situations et envisager des alternatives permettent de promouvoir les territoires ruraux et de soutenir les activités économiques.

La négociation est nécessaire dans le cas où les intérêts divergent. Elle permet de réaliser une certaine stabilité. Yann Bertacchini (2000) soutient qu'elle touche la définition des règles de concertation et le plan d'actions. En effet, l'identité du groupe social peut être imposée par des acteurs décisionnels dans un débat social. En se référant à l'approche interactionniste, la dynamique identitaire de l'acteur évolue (construite, déconstruite, etc.) au fil des interactions. La construction de l'identité de l'acteur est favorisée par les relations de partenariat et de négociation. Ainsi, la concertation territoriale exige la constitution d'espaces de communication entre acteurs (Bertacchini, 2000). En effet, la négociation mobilise l'acteur par la reconnaissance de son statut et de sa légitimité, d'un côté et fait référence aux règles et valeurs de négociation fixées par le groupe, de l'autre côté. « La concertation territoriale s'appuie sur le principe d'un " modelage mutuel d'un monde commun " par l'acte de communiquer dans un jeu de recherche de communauté d'intérêt et d'affirmation d'identité » (Bertacchini, 2004 : 10).

L'étape la plus importante, une fois que les acteurs sont sensibilisés au concept de développement durable[56], est d'opérationnaliser les stratégies développées à travers l'échange

[56] La notion du développement durable est née dans les conférences internationales. Hareth Mzioudet (1989) l'adopte pour souligner et mettre en avant le dilemme entre les pays Nord-Sud. Le défi à surmonter par les pays de développement est de concilier entre le mode de vie assuré grâce à l'industrialisation et la préoccupation pour lutter contre la détérioration de l'environnement. D'autant plus qu'importer et transcrire des solutions occidentales dans les pays du sud entravent la valorisation territoriale.
Le développement durable porte sur quatre visées : écologique (protéger avec viabilité le patrimoine biophysique), économique (réanimer efficacement les activités), sociale (le projet devrait être accepté par les acteurs concernés) et éthique (respectant les valeurs morales et les différences). C'est une adéquation entre la gestion des ressources naturelles et la mise en communs des compétences humaines (Villeneuve, Huybens, 2002). Les avantages du développement durable se présentent notamment par l'allocation efficace et efficiente des ressources humaines, la mise en réseau des acteurs et la diversification des activités économiques. Les

et la communication entre eux. Rémi Clignet (1998 a : 290-291) soutient que « […] toute activité de partenariat, quelle que soit sa forme, n'a de sens que si elle se traduit par une activité concrète et spécifique dont les enjeux requièrent des négociations entre chercheurs, comme entre ces derniers et les acteurs politiques ».

La construction de relations partenariales pour l'étude des observatoires, d'après Rémi Clignet (1998 a : 290-291), se fonde sur la mise en place d'espaces de négociation entre structures administratives, institutionnelles, de recherche, les décideurs publics et population locale. Les chercheurs misent sur la rente scientifique à travers l'accumulation de connaissances tirées de l'observatoire. « Ce préalable conditionne les gains théoriques et méthodologiques qu'on peut tirer de l'accumulation de données visant des terrains et des périodes temporelles sélectionnés de façon à permettre l'évaluation originale de théories existantes ».

Par ailleurs, des questionnements s'intéressent à étudier les techniques de valorisation des acquis. « La fragilité des acquis et la viabilité du processus de développement et de LCD[57] restent posées si les efforts de l'État ne seront pas consolidés et ne seront pas maintenus à un niveau satisfaisant » (Sghaier *et al.*, 2009 : 100). Ces auteurs soulignent également qu'il faut rénover les approches d'intervention et de développement pour davantage de concertation, de participation et d'intégration de tous les acteurs. La valorisation de ce territoire, où la désertification prend de grandes ampleurs, est plus qu'une nécessité. Enfin, soutenir les institutions locales est essentiel pour leur permettre d'intervenir efficacement.

1.1.2 Qui sont les acteurs de développement ?

Les projets de développement mis en place dans la région de Menzel Habib sont nombreux et différents. Par exemple, le PALLCD se fonde sur les approches méthodologiques recourues par la coopération tuniso-allemande. Il consiste à planifier les actions et les mesures à prendre

---

associations et les collectivités, chargées d'assister le développement durable, sont des entités compétentes ayant des potentiels de travailler en collaboration avec les autres parties prenantes (population, chercheurs, administrations, ONG, etc.) et de prendre des décisions adéquates. Son caractère dynamique mobilise à la fois les dimensions humaine et informationnelle. Le développement durable est réalisé à travers des actions et des stratégies d'acteurs qui devraient constamment renouvelées et réinventées. Inscrit dans un contexte global, il est concrétisé grâce à des projets locaux prônant la collaboration entre acteurs multidisciplinaires et ayant des intérêts divergents. En définitive, acquérir la confiance des acteurs est-il le moyen efficace pour tout projet de développement durable.

[57] LCD : Lutte contre la désertification.

sur le plan local c'est-à-dire dans la région de Menzel Habib. Le PALLCD suit l'approche multidisciplinaire dans la mesure où ce plan fait appel à des équipes de différents spécialités et domaines de recherche (en SIG[58], en économie, en agronomie, en études pastorales, etc.). Ce plan intègre les chercheurs de l'IRA, les doctorants et les étudiants, l'équipe GTZ, les coordinateurs techniques (ODS[59], CRDA, OEP) et organisations professionnelles (GDA, conseil de gestion, par exemple). Il encourage le partenariat et la participation des acteurs de développement (population, GDA, associations et comités de développement, chercheurs, administrations).

Les projets de développement ont pour objectif la valorisation des recherches et des acquis scientifiques[60] par l'organisation de journées de présentation des résultats pour la lutte contre la désertification de la région de Menzel Habib (*cf.* annexe n°5, p 24). Cette attention d'établir le PALLCD a été exprimée par les acteurs locaux. Des réunions et des concertations sont régulières entre les agents des autorités locales et régionales. Des programmes de formation ont été organisés pour initier les participants (partenaires et acteurs locaux) aux dimensions socio-économiques et écologiques. Néanmoins, la multiplicité des acteurs, des compétences et des spécialisés, leur diversité font l'objet de conflits dans la coordination. Renouer le dialogue entre les acteurs privés et publics, mettre en place des espaces de concertation et promouvoir le partenariat sont les objectifs principaux du PALLCD.

Tout d'abord, nous mettons l'accent sur l'importance des laboratoires et leurs rôles dans la lutte contre la désertification. Cette sous-section s'intéresse (*cf.* **a**) aux compétences des chercheurs et leurs impacts sur l'évolution de la confiance entre eux et vis-à-vis des autres acteurs de développement. Ensuite, préciser les politiques des structures administratives consiste à valoriser leurs engagements dans la réalisation des projets et l'application de la règlementation. En revanche, la mauvaise gestion territoriale et le défaut communicationnel rendent leur intervention plus difficile (*cf.* **b**).

[58] Le Système d'information géographique est un système informatique qui, à partir de données spatiales et alphanumériques, organise et analyse des informations localisées géographiquement. Il permet de superposer les cartes et de gérer l'espace (*cf.* annexes 7, p 26).
[59] Office de développement du sud.
[60] Le programme de « valorisation des résultats de recherche VRR », initié fin 2006, invite à la fois l'unité de recherche textile de l'ISET Ksar Hellal et l'Office de l'élevage et des pâturages. L'IRA a organisé le 9 juin 2006 une journée de sensibilisation des éleveurs à Gabès, Médenine et Tataouine pour qu'ils soignent leurs animaux contre les parasites. L'administration a également profité de ces journées afin qu'elle assiste les éleveurs et les conseille à utiliser des produits de traitement. Les personnes chargées des abattages ont été formées pour qu'ils respectent les conditions d'hygiène et les règles d'abattage (Sghaier *et al.*, 2007).

Après, nous nous intéressons, dans la sous-section suivante (**c**), au savoir non expert de la population locale qui a été longtemps écartée des projets territoriaux. Mettre les agriculteurs, les éleveurs et les bergers au devant de la scène permet-il de renforcer leur implication ? Plus loin (**d**), l'indécision de l'administration, notamment entre renforcer le rôle des institutions locales ou créer de nouvelles, marque la fragilité des projets et renvoie à des contradictions dans les décisions prises. Enfin, l'observatoire Menzel Habib (**e**), dispositif-clé, est présenté comme une structure d'apprentissage et un outil d'aide à la décision pour la lutte contre la désertification.

a) Les structures de recherche : au carrefour de toute interaction avec les autres acteurs de développement

Les structures de recherche, dans le cadre de notre étude, sont multidisciplinaires, nationaux et internationaux. Les programmes, traités par le Laboratoire économie et sociétés rurales de l'IRA, ont pour objectif de gérer efficacement les ressources naturelles : en eau et en sol pour le développement durable. Également, l'évaluation des expériences de développement et d'aménagement dans le contexte aride est une perspective pour améliorer les stratégies élaborées, ajuster les actions réalisées et tenter d'expérimenter de nouvelles approches de développement local intégré. Enfin, et pour la lutte contre la désertification, proposer des outils d'aide à la décision pour la mise en œuvre de stratégies de développement local assiste les acteurs à prendre les actions convenables. Ces outils sont mis au point pour soutenir les décisions relatives à la gestion des ressources en eau et en sol dans les zones arides (*cf.* figure 2 à la page suivante).

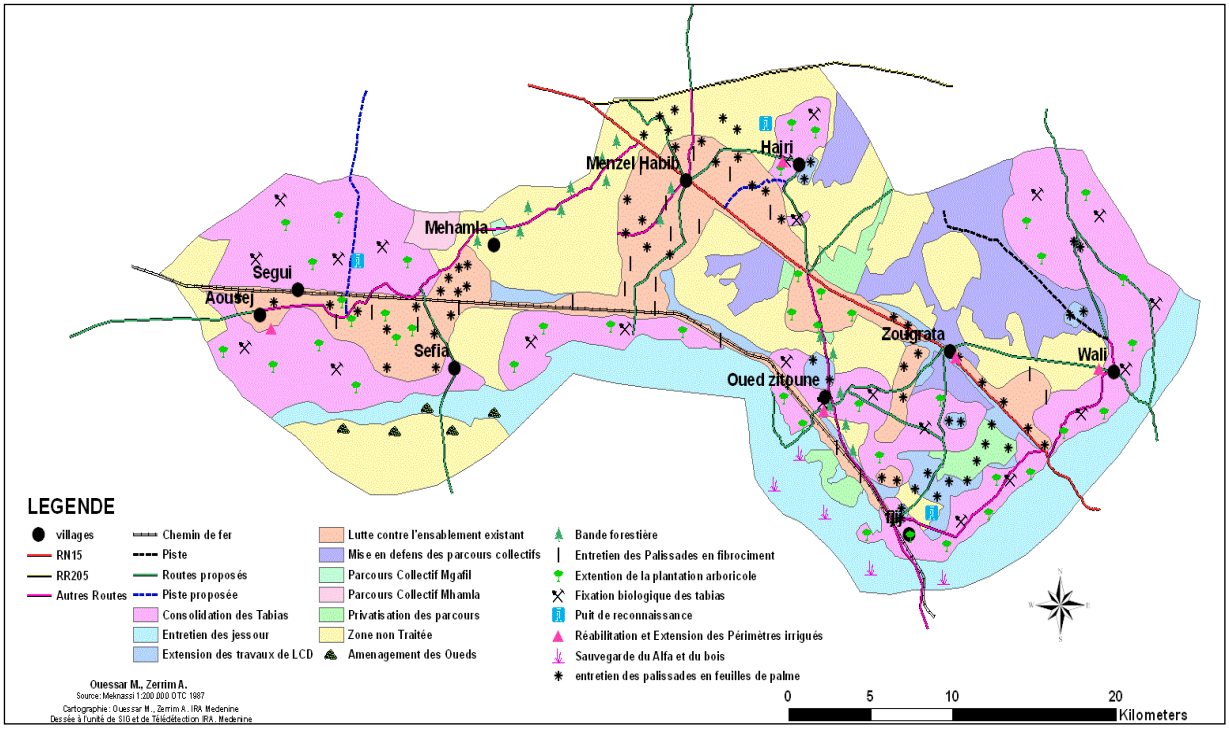

Figure 2. Carte des aménagements pour la lutte contre la désertification
(Sghaier *et al.*, 2009 : 111)

Les SI mis en place dans certaines zones arides sont pris en considération pour qu'ils soient structurés et organisés grâce à des solutions conceptuelles et méthodologiques. En se référant à notre contexte de recherche, le collectif DYPEN a été constitué en 1990 et chargé d'enquêtes dans les milieux ruraux (Sghaier, Picouet, 2000). Le programme Dynamique des populations et évolution des milieux naturels est initié notamment par l'IRA, le Commissariat régional au développement agricole CRDA et le laboratoire population-environnement (IRD) de l'Université de Provence-Marseille. La collaboration entre les chercheurs en sciences sociales et ceux en sciences de la nature a pour objectif de répondre au processus de dégradation des milieux naturels, analyser les processus d'adaptation de la population à son environnement, associer les variables démographiques et socio-économiques pour mesurer les phénomènes, proposer des actions efficaces et étudier leurs impacts sur les populations et l'environnement.

Michel Callon (2006 : 268) se consacre à l'étude de l'attitude des chercheurs et des laboratoires vis-à-vis des différents partenaires. « Le laboratoire constitue un environnement artificiel dans lequel des expériences sont organisées […]. C'est la possibilité de produire une divergence entre ce qu'une entité est censée faire et ce qu'elle fait effectivement qui motive le chercheur et le pousse à réaliser l'expérience ». Jean-Yves Trépos (2002 : 11) soutient que les

experts sont là pour apporter des solutions à des problèmes. C'est leur autorité et la confiance des autres qui vont leur permettre de croire en eux. L'acceptation des rapports d'expertise n'est envisageable que si les experts appartiennent à une autorité légitime et reconnue. Ils doivent recourir à des stratégies d'adaptation pour réduire les malentendus, les controverses, la suspicion et la méfiance des autres (experts et non experts). D'autant plus que « […] la confiance semble nécessaire au sein des procédures d'expertises […] ». Toutefois, Jean-Yves Trépos (2001) admet que l'autorité des experts peut être mise en question dans la mesure où il existe des zones d'ombre et des controverses dans leurs propos ou résultats. Ainsi, le défaut de confiance réduit-il la légitimité des experts. Dans cette situation, ils ne sont appelés que pour vérifier ou contrôler dans le but de rassurer les méfiants. Il ajoute que la population les considère comme opportunistes et « experts mercenaires ».

En outre, Jacqueline Estadès et Marie-Angèle De Looze (1999) admettent qu'entre laboratoires publics et laboratoires privés, la confiance interpersonnelle est issue de la réputation entretenue et des échanges antérieurs. D'autant plus que Jean-Yves Trépos (2001 : 37) soutient que l'État « […] permet à des personnes ayant certains titres ou qualités de figurer dans des commissions où s'exercent (et se rodent) des compétences ». Il véhicule le sérieux dans leurs engagements dans la recherche et affecte leur réputation et leur fiabilité. L'autorité de l'expert est approuvée également par « une boîte à outils » ; les moyens et les procédures recourus régulièrement (*e.g.* formules, concepts et méthodes). Les compétences de l'expert lui permettent d'améliorer l'échange avec autrui et d'agir sur l'efficacité des projets. La confiance issue de ces échanges valorise la circulation d'informations fiables entre acteurs et partenaires qui se connaissent auparavant. En effet, l'expert se dote d'un langage juridique et règlementaire (prise en considération de la confidentialité, respect des lois suite à la signature de contrats, de conventions de partenariats, par exemple), d'un langage socio-économique (*e.g.* rentabilité du projet et amélioration de la qualité de vie d'agro-pasteurs) et d'un langage technico-scientifique (recours à des tests, des analyses, des calculs, etc.) (Trépos, 2001).

La confiance institutionnelle renvoie à la crédibilité du laboratoire public ou celle du chercheur, exprimée à travers sa qualité scientifique et ses compétences (Estadès, De Looze, 1999). Les laboratoires publics comme les laboratoires de l'IRA, de l'École supérieure d'agriculture de Mograne – Tunisie (ESAM) ou ceux de l'Institut national agronomique de Tunisie (INAT), par exemple, ont une charge la production de connaissances et savoirs scientifiques en tissant des relations coopératives avec des acteurs privés qui peuvent être des

industriels (*e.g.* huilerie, industrie métallurgique, industrie laitière et abattoirs). La proximité entre les acteurs académiques et les acteurs industriels se manifeste par l'échange de personnes, de ressources et de savoirs. Elle est aussi traduite par l'appartenance à un groupe réputé et déterminé. Les entreprises facilitent le transfert de ces connaissances vers la société grâce à l'intervention de technologies et méthodes, par exemple (Estadès, De Looze, 1999).

b) Les structures administratives et capacités de gouvernance

Isabelle Droy, Raphaël Ratovoarinony et François Roubaud (2000 : 4) considèrent qu'« un observatoire est un espace restreint, limité à quelques villages, choisis pour illustrer une des problématiques-clefs de l'agriculture malgache ». Ainsi, pour notre étude, l'observatoire Menzel Habib est mis en place dans un territoire intégrant plusieurs *imadas*[61] de cette même délégation. Au sein de l'observatoire, deux niveaux d'échelle sont imbriqués ; le niveau régional renvoyant aux institutions administratives (gouvernorat, délégation, municipalité et *imadas*) et le niveau local correspondant au territoire d'étude sélectionné par sa représentativité (*cf.* figure 3 à la page suivante).

[61] L'*imada* est la plus petite circonscription administrative. Elle est dirigée par des *omdas* ou des chefs de secteurs. La délégation Menzel Habib compte sept *imadas* : Menzel Habib, Oued Zitoun, Zougrata, Ouali, El Fjij, Mhemla et Segui.

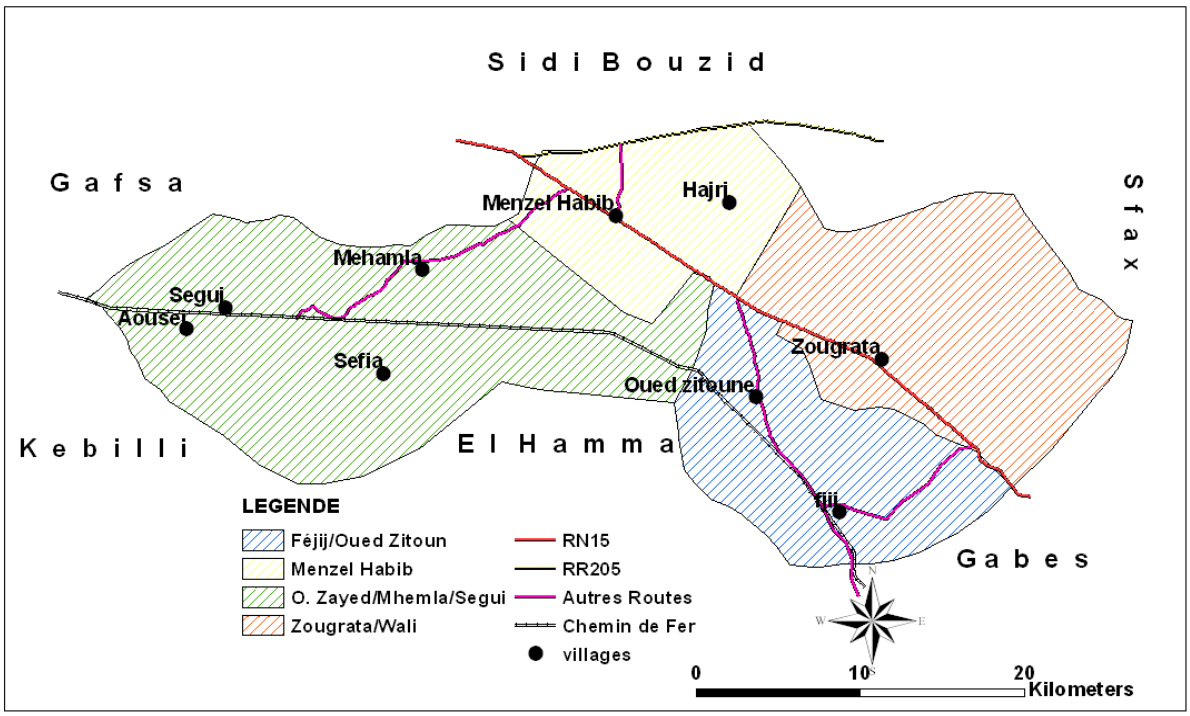

Figure 3. Découpage en zones administratives et agro-écologiques
(Sghaier *et al.*, 2009: 23)

En se référant à Mongi Sghaier *et al.* (2006 b), et sur le plan administratif, Menzel Habib est une délégation, créée en 1982, occupe le nord-ouest du gouvernorat de Gabès. Elle est localisée entre deux grands pôles urbains Gabès et Gafsa. Ses limites administratives sont Sfax, Sidi Bouzid et Gafsa au nord, Kebili au sud-ouest, El Hamma et Metouia au sud et sud-est. Représentée par 2 071 ménages (soit 11 700 habitants sur une superficie de 100 000 ha), Menzel Habib est caractérisée par diverses structures socioprofessionnelles et une infrastructure de base qui ne cesse de s'améliorer. En effet, elle détient un hôpital régional, des dispensaires, subdivision agricole et un conseil rural.

Les acteurs administratifs peuvent être des acteurs au niveau national (ministères), régional (gouvernorats) ou municipal (communes). Les alliances scientifiques sont chargées d'améliorer l'efficacité des services publics[62] et de rationaliser les administrations (Chettab, 2008). Les structures administratives interviennent dans la régulation et l'organisation du débat public (Weill-Landwehrlen, 2008). Leur rôle est très important surtout dans les périodes disettes. « Chaque fois que la sécheresse frappe une région, un plan d'urgence sera élaboré et exécuté par les services du ministère de l'Agriculture pour la sauvegarde du cheptel. Malgré

[62] Le terme « public » évoque tout ce qui appartient aux institutions de tutelle ou à la personne administrative. Au niveau du droit public, cette notion renvoie à l'intérêt commun et général (Chettab, 2008).

ces dispositions législatives et ces réglementations, l'exécution du plan d'aménagement va rencontrer d'énormes difficultés » (Omrani, 1982 : 258). En effet, et en ces saisons, les éleveurs recourent au marché organisé par l'OEP et par l'Office des céréales à Menzel Habib pour se procurer des aliments concentrés et des fourrages. Lorsque la sécheresse dure (cas de la période 1999-2002), la hausse des prix contraint les éleveurs à sacrifier une partie de leurs troupeaux pour pouvoir s'en préoccuper du reste. Pour les agriculteurs qui sont en même temps des éleveurs, ils optent pour la diversification des cultures (élevage et agriculture) grâce à l'assistance de l'administration et des ONG (Sghaier, Picouet, 2000).

Les décisions de la politique agricole sont représentées par le maintien d'une population rurale, l'entretien de l'espace agricole et pastoral et la survie de certains territoires agricoles. Dans les années 80, les administrations (représentées par les ministères, les gouvernorats, les délégations et les CRDA) avaient pour objectif le développement de la culture de l'irrigué pour lancer la production du concentré, l'interdiction de la culture mécanisée en sec, l'encadrement, la formation et la vulgarisation du savoir (*cf.* photo 1 ci-dessous).

Photo 1. Construction d'un réservoir d'irrigation dans l'*imada* de Menzel Habib en 2010
(Mzioudet, 10/12/2010)

« Lors du séminaire sur la désertification, organisé en décembre 1972 à Gabès par le ministère de l'Agriculture, l'Institut national de la recherche agronomique, le Commissariat régional du développement agricole et le Projet parcours sud, tous les participants ont insisté sur la nécessité d'appliquer ces recommandations dans le cadre des projets intégrés […] » (Omrani, 1982 : 248). La subdivision administrative agricole de Menzel Habib est chargée d'assurer la sécurité des aliments fournis aux animaux, la qualité des denrées alimentaires, d'assister les agriculteurs, d'aider sur le plan matériel et financier les éleveurs, etc. Elle est composée de délégués, d'associations, de vétérinaires, d'agents administratifs, d'experts et de scientifiques et de représentants de l'autorité gouvernementale.

Durant presque 40 ans, le projet de lutte contre la désertification a été dirigé par trois autorités compétentes[63]. La multiplicité des centres de décision aurait-elle un impact sur la perception de la population des autorités locales ? La confiance créée peut se construire entre ministères, gouvernorats, communautés, etc. La « confiance manipulée » est observée dans le cas d'arrivée d'une nouvelle institution ou autorité compétente jugeant les anciennes méthodes de défaillantes et veut se montrer performante par rapport aux prédécesseurs (Estadès, De Looze, 1999). Lynne Goodman Zucker (1986) constate que confiance interpersonnelle et confiance institutionnelle coexistent et cohabitent pour enfin se compléter[64]. Ainsi, Claude Dupuy et André Torre (2004) observent que le caractère public de l'engagement dans une confiance interpersonnelle contribue à simplifier l'anticipation du comportement d'autres agents.

« De la même manière que l'automobiliste met en mouvement un immense réseau socio-technique en tournant sa clef de contact, le ministre de l'Intérieur met en mouvement tout un réseau, patiemment construit et ajusté, en décidant de lutter contre le réchauffement climatique » (Callon, Latour, Akrich, 2006 : 267). Ainsi, la coordination avec le gouvernorat permet de contrôler l'application de la règlementation et le suivi de la réalisation des projets. Les institutions administratives locales sont épaulées par des vétérinaires mandatés et des structures de protection de la végétation, des directions sanitaires et sociales. L'OEP s'est investi avec l'IRA pour le développement de l'élevage. L'étude s'est penchée essentiellement sur l'effet de l'alimentation de foin de luzerne et d'avoine (qualité du fourrage) et sur la production laitière de la chamelle (Sghaier *et al.*, 2007).

[63] De 1974 jusqu'à 1975, la Direction des forêts a pris en charge ce projet. Ensuite, de 1976 jusqu'à 1977, l'OEP a dirigé l'affaire suivi de l'IRA de 1978 jusqu'à mars 1979. Ensuite, l'OEP a repris ce grand chantier.
[64] Si l'acteur a confiance en la personne alors il aura confiance à l'institution (Zucker, 1986).

Affilier les actions scientifiques aux activités des centres de développement, de l'artisanat, de l'office de tourisme est une occasion pour valoriser le savoir-faire local et former les futurs artisans, éleveurs, pasteurs, etc. Ainsi, « des relations de réseaux spontanées émergent par le biais d'institutions et régulent l'échange d'information entre acteurs par une politique d'animation visant à pallier les carences dans la circulation de l'information, à aider à procéder à des sauts technologiques, à accompagner les ruptures dans les savoir-faire traditionnels » (Loneux, 2001 : 68-69).

Le CRDA, l'OEP, l'ODS et les administrations locales, régionales et nationales éprouvent une insuffisance à appliquer les projets de développement territoriaux. D'autant plus que la mauvaise gestion des interventions, le manque d'harmonisation dans le temps et entre les zones, la concentration sur les rôles curatif et préventif montrent leur défaut d'intégration dans une zone fragile. Sur le plan financier, les interventions des structures administratives, techniques et institutionnelles semblent devenir des contraintes réelles. L'inexistence d'un schéma d'aménagement intégré de tout le territoire et les faibles retombées des actions réalisées affectent le comportement de la population locale. L'urgence dans la révision des actions d'intervention s'avère une nécessité pour faire face au manque de concertation entre les acteurs de développement. D'ailleurs, cette limite a engendré la désorganisation et l'incohérence des projets d'une part, et le gaspillage de l'argent dans l'entretien, d'autre part.

c) Les agriculteurs et les éleveurs de bétails : les exploitants de la terre sur le devant de la scène

Bouchra Sidi Hida (2006 : 11-12) remarque que « la méconnaissance de l'environnement et ses problèmes spécifiques à chaque région et à chaque localité, peut contribuer à l'échec de toutes les tentatives de les résoudre et rompre donc le lien de confiance entre les différents acteurs ». Les crises économiques, essentiellement agricoles, conduisent les acteurs vers le doute et au changement de comportement. L'incapacité à expliquer et à trouver des solutions résident dans le fait que les citoyens n'étaient pas considérés comme les acteurs principaux des projets de développement territorial (Suberville, Nairaud, 2000).

L'apport scientifique du programme de recherche DYPEN est de proposer de nouveaux outils pour étudier la relation population-environnement. Voir le lien entre les utilisations des ressources et la dynamique sociale enrichie les études grâce à la construction d'indicateurs utiles pour d'autres recherches. L'objectif développement durable évoque l'importance de la

participation active des différentes parties prenantes notamment les agriculteurs et les éleveurs. Ainsi, exploiter ces manières de pensées, pratiques et savoir-faire en matière de gestion des ressources naturelles enrichie les connaissances sur le milieu.

Jean-Yves Trépos (1996) admet que les sciences expertes et profanes se complètent. Il s'interroge sur la portée de l'expertise qui est instable et évolutive (importance de la complétude des savoirs et de la collaboration). La citoyenneté mise sur l'implication des citoyens dans la production des connaissances et du savoir privilégiant son caractère reproductible (Loneux, 2001). En effet, Jean-Yves Trépos (1996) évoque l'instabilité de la position de l'expert par rapport au profane[65]. En se référant à la sociologie des connaissances, être expert renvoie à un acte de jugement plutôt qu'à un acte de pouvoir et de domination sociale. Le temps est perçu comme un facteur d'accumulation des expertises. L'incomplétude, la neutralité de la rationalité scientifique et l'individualisme sont les limites principales de la science experte. Ainsi Jean-Yves Trépos (1996) pointe les insuffisances de la science experte au niveau de la rationalité scientifique et du monopole abusif de la science. En effet, les diverses erreurs, les faux prétextes, les dissimulations, les choix non approuvés, etc. constituent des sources de méfiance et d'insatisfaction.

Mongi Sghaier et Michel Picouet (2000 : 22) critiquent la non intégration, dès le départ des projets territoriaux, de la population et la focalisation sur l'aspect scientifique et technique. « Ce principe n'a pas eu toute l'efficacité attendue par manque de connaissance des logiques et des stratégies paysannes par rapport aux ressources naturelles ». L'insatisfaction de la population est également expliquée par l'incapacité de trouver des solutions et de répondre à leurs besoins socio-économiques.

Beaucoup de familles de Menzel Habib ont su bénéficier des programmes de développement : Projets de développement agricole intégré (PDAI) et rural intégré (PDRI). Certaines dépendent des revenus des chantiers publics et l'emploi est leur priorité socio-économique. La Banque tunisienne de solidarité est présente pour la promotion des projets territoriaux dans la délégation de Menzel Habib (*cf.* tableau 1 à la page suivante).

[65] Dans notre recherche, les profanes sont considérés par les non professionnels et les non experts. C'est un groupe humain bénéficiant d'un savoir-faire et d'expériences riches qu'il s'avère pertinent de les exploiter (Wynne, 1999 ; Cantelli *et al.*, 2006 ; Vermandele, 2006).

Activités		2006*			2007**		
		Nbre	Montant	Moyenne	Nbre	Montant	Moyenne
Amélioration des conditions de vie		21	10 500	500	43	22 000	512
Actions productives	Agriculture	105	63 400	604	125	115 500	924
	Artisanat	14	7 700	550	26	16 800	646
	Petits métiers	11	8 300	755	12	8 100	675
	Commerce	8	9 100	1 138	18	17 000	944
	Services	2	1 000	500	6	8 100	1 350
	Sous total	140	89 500	639	187	165 500	885
Total		161	100 000	621	230	187 500	815

* Mois de novembre et décembre 2006 ** Période janvier-Août 2007

Tableau 1. Répartition des micro-crédits octroyés par l'Association de développement local de Menzel Habib en 2006 et 2007
(Sghaier *et al.*, 2009 : 68)

Néanmoins, la population paysanne est réticente à l'octroi de crédits malgré les facilités offertes par l'Association de développement local. Ainsi, les demandes et les initiatives de la part des bénéficiaires demeurent-elles limitées. Ils préfèrent investir ailleurs plutôt que sur Menzel Habib, un territoire à risque. Le ralenti économique n'est pas favorable à la création de nouveaux projets dans la zone. Ceux qui sont diplômés choisissent de rester et d'attendre d'être recrutés dans l'administration publique que de tenter leur chance dans des projets « à risque ». Ainsi, plusieurs raisons socio-économiques et écologiques répulsives ont engendré la fuite de la population et leur fragilité, la dégradation des ressources naturelles et l'accentuation de la dépendance. D'après Mongi Sghaier *et al.*, (2009), la population ne perçoit pas l'utilité des associations présentes puisque les programmes de sensibilisation sont insuffisants et les informations manquent. Quelles informations échanger avec une population peu scolarisée afin de préserver le dialogue ? (*cf.* **4.2.2. b**) : 277)

Mongi Sghaier et Michel Picouet (2000) soutiennent que la population locale de Menzel Habib est assistée par les structures administratives et les autorités compétentes surtout dans

les périodes difficiles. La culture pluviale et l'élevage représentent les principales sources de revenu de l'activité agricole[66]. La réussite d'une campagne agricole, l'écoulement des produits aux marchés, les soucis quotidiens agricoles, etc. sont les hantises de la population paysanne. Les producteurs non ou peu structurés risquent de se perdre dans leurs comptes et faire des transactions à perte. Des aides et subventions sont envisagées pour relancer les activités agricoles. Néanmoins, l'introduction d'intermédiaires, de négociateurs et de spéculateurs ne facilite pas la tâche de ces producteurs ayant de petites exploitations familiales. De part et d'autre, le faible pouvoir d'achat de la population est loin de réanimer l'activité économique de Menzel Habib. Par ailleurs, l'intervention timide et réservée des structures d'administration, des associations professionnelles et syndicales laisse les agriculteurs et les pasteurs œuvrés à eux même.

d) Les structures institutionnelles et le renforcement de leurs responsabilités

Sidonie Suberville et Daniel Nairaud (2000) représentent les acteurs institutionnels par les organisations : pour la gestion des marchés, de la filière interprofessionnelle des producteurs agricoles, de l'industrie, de l'artisanat et du commerce agricole[67], de la distribution et les syndicales agricoles et salariales. Le conseil national de l'agriculture est chargé de fournir ses avis sur les technologies, les pratiques, les projets et proposition de lois. Au niveau informationnel et communicationnel, la synergie du groupe permet de soutenir les axes et les orientations stratégiques. Grâce à l'appui des institutions locales[68] (associations, GDA et comités), les acteurs, notamment la population locale, pourraient compter sur les efforts déployés et bénéficier des partenariats.

[66] En effet, le revenu moyen est de 2 450DT/UE/an ne couvre pas suffisamment les charges domestiques quotidiennes estimées à 3 300DT/UE/an par les enquêtés. La situation est plutôt confortable à Oued Zitoun alors que pour Menzel Habib et les autres *imadas*, elle est catastrophique (Tbib, Haddad, 2008).

[67] Ces organisations sont sous forme de coopératives ayant pour objectif de défendre les intérêts des adhérents exerçant le même métier, fédération, confédération, etc.

[68] Dans la région de Menzel Habib, les institutions administratives locales sont représentées par un Groupement de développement agricole, 22 Groupements d'intérêts collectifs, l'association de développement local, quatre conseils de gestion des terres collectives, des comités de développement, l'association locale de protection contre les accidents de la route, l'association locale des mères tunisiennes, comité local de la culture, la représentation locale de l'organisation de l'éducation des adultes, l'association locale de bénévolat, l'association locale d'assistance aux personnes âgés, l'association des jeunes écoliers, l'association locale de planning familial, l'Union locale des agriculteurs, l'Union locale de l'industrie et de commerce, l'Union locale de la femme et l'Union locale de solidarité sociale.

Les questionnements s'intéressent à étudier les techniques de valorisation des acquis. Mongi Sghaier *et al.*, (2009 : 100) soulignent que « la fragilité des acquis et la viabilité du processus de développement et de LCD restent posées si les efforts de l'État ne seront pas consolidés et ne seront pas maintenus à un niveau satisfaisant ». Ils constatent qu'il faut rénover les approches d'intervention et de développement pour davantage de concertation, de participation et d'intégration de tous les acteurs. La valorisation de ce territoire, où la désertification prend une grande ampleur, est plus qu'une nécessité. Enfin, soutenir les institutions locales est essentiel pour leur permettre d'intervenir efficacement.

La contribution des acteurs locaux se situe au niveau de la mise en place d'actions de formation, d'information et de sensibilisation. Tous ces acteurs assurent la concertation et agissent sur les actions de financement, d'encadrement et de partenariat. Ainsi, la confiance est-elle indispensable pour allier les différents acteurs nationaux et internationaux et créer une synergie favorisant la continuité de la communication et de l'échange de l'information.

Les projets de lutte contre la désertification font ressortir les politiques de développement à appliquer dans la région de Menzel Habib. En effet, revoir la dimension institutionnelle permet de mettre l'accent sur les priorités des acteurs. La mise en place de projets, notamment le PALLCD[69], se fonde sur une approche partenariale participative impliquant tous les acteurs de développement. Grâce à leurs compétences, un Comité local d'animation et de mise en œuvre (CLAMO) a été créé par le GDA, les ONG locales, l'Union locale de l'agriculture et de la pêche (ULAP), les partenaires et les acteurs régionaux (IRA, ODS, etc.) pour développer l'assise institutionnelle. Ce comité est chargé de suivre les actions, mobiliser les ressources financières, coordonner entre les acteurs et les partenaires et vulgariser les connaissances.

Par exemple, le GDA de Menzel Habib est créé depuis 2005. Les agents de cette institution sont actifs surtout dans les *imadas* Ouali, Fjij et Oued Zitoun et sont en contact direct et régulier avec les agriculteurs et les éleveurs de bétails. Leurs rôles consistent en la protection des parcours en se basant sur la gestion rationnelle (revoir le système de rotation), l'assistance sanitaire des éleveurs de troupeaux, l'approvisionnement d'aliments, l'amélioration de la race

[69] D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), la Commission nationale de développement durable est l'autorité supérieure compétente de mettre en place le PALLCD. Elle s'est chargée de nommer le Conseil national de lutte contre la désertification (CNLCD) qui, en collaboration avec la Direction régionale de l'environnement du Sud-Est (DRESE) et le comité de pilotage, s'est basé sur le Programme national de lutte contre la désertification (PNLCD). Au niveau du gouvernorat de Gabès, ce conseil a désigné le Conseil régional de développement (CRD). Le comité de pilotage est représenté par l'IRA, l'ODS, le Conseil de lutte contre la désertification de Menzel Habib (CLD), le DRESE et le CRD. Ainsi, le Comité local d'animation et de mise en œuvre du PAL (CLAMO) collabore avec le comité de pilotage, le CLD de Menzel Habib, le DRESE, le GDA et les ONG. La décentralisation favorise la mise en place du PALLCD (*cf.* annexe n°6, p 25).

dans le but de conserver les troupeaux et l'entretien des projets forestiers. En outre, le GDA participe dans des stratégies de lutte contre la désertification et intervient pour la gestion de la ressource eau. Les agents se coordonnent avec les ONG impliqués dans les politiques de développement durable.

Toutefois, et d'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), des limites d'ordre institutionnel, technique et financier ont été relevées par les chercheurs de l'IRA et les autres institutions. L'absence d'un soutien administratif, d'un local et de moyens financiers et le manque d'encadrement restreignent leurs interventions au niveau du territoire Menzel Habib. Étant donné qu'elles sont de jeunes institutions, leurs interventions sont limitées vu qu'elles ne couvrent pas tout le territoire de Menzel Habib. Les structures gouvernementales et les centres de décision font face à un dilemme entre la création de nouvelles institutions pour couvrir les zones qui manquent de GDA ou le renforcement de leurs responsabilités (*cf.* figure 4 ci-dessous).

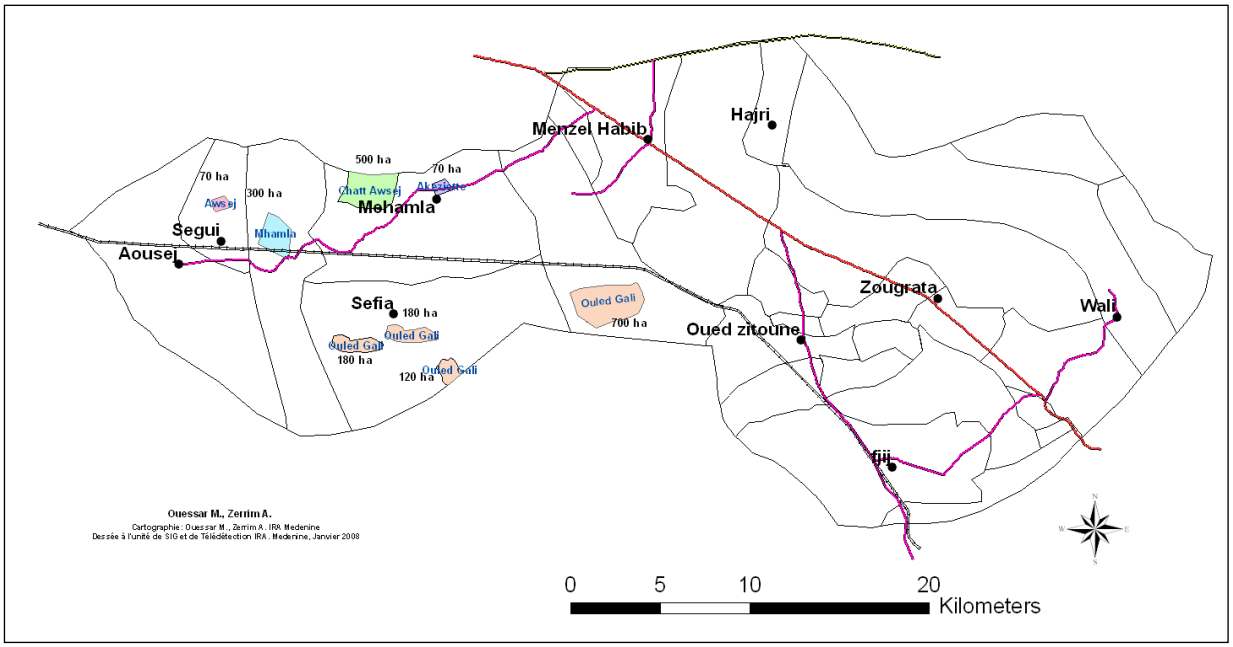

Figure 4. Les zones d'intervention des conseils de gestion
(Sghaier *et al.*, 2009 : 47)

La structure institutionnelle est riche, multiple et diversifiée dans la région de Menzel Habib. Les comités de développement au nombre de 22 sont actifs. Leur rôle est important surtout au départ du Projet de développement intégré agricole (PDAI). En revanche, ils subissent la concurrence d'autres institutions qui partagent parfois les mêmes activités et voient leurs missions se réduire davantage. En outre, leurs rôles d'encadrement et de sensibilisation

s'avèrent insuffisants. Ainsi, leurs actions sont-elles mal agencées, peu dynamiques et souvent inappropriées au contexte. La présence de ces institutions dans certaines régions (notamment les conseils de gestion) laisse à désirer à cause de la concentration de la majorité dans le chef lieu de Menzel Habib. La concertation et la coordination sont encore limitées et timides. L'imbrication des responsabilités laisse un flou dans leurs actions. À cause de la complexité de la situation, les agents institutionnels sont incapables de faire face à la difficulté du défi. Leurs interventions sur terrain sont de moins en moins efficaces. Ainsi, les paysans deviennent démotivés et une fuite massive des investissements et capitaux[70] est fréquemment observée vers des zones voisines (Sfax, Gabès, Kébili, Sidi Bouzid).

e) L'observatoire : dispositif-clé du développement

L'observatoire[71], concept à multidéfinitions, désigne une structure, une institution, un lieu spécifique voire un territoire. Selon Isabelle Droy, Raphaël Ratovoarinony et François Roubaud (2000 : 15), « on peut aujourd'hui qualifier les " observatoires ruraux " de véritables dispositifs d'informations, avec des objectifs clairement identifiés, un calendrier, des procédures de collecte et de traitement standardisées, des équipes formées et fidélisées ; toute cette instrumentation débouchant sur l'élaboration d'indicateurs de suivi des campagnes, et la publication de documents bien définis ». Paul Vancassel (2010) admet que les dispositifs tiennent compte des variables de la communication sociale (discours, représentations, savoir-faire, procédures, usages, culture, aspects médiatiques). En se référant à la définition de Michel Foucault (1977), le dispositif est un réseau où chacun de ses éléments agit autour de logiques, représentations et pratiques. Le dispositif fait ressortir l'ensemble des interactions et jeux de pouvoir, les situations de négociation et de conflits.

[70] Par exemple, et d'après les entretiens, les porteurs de capitaux préfèrent ouvrir des restaurants dans les zones voisines qu'à Menzel Habib.

[71] Dans les sciences sociales, l'observatoire est une innovation dans l'épistémologie puisque cette notion est empruntée de l'astronomie. Jean-Luc Dubois (2004 : 1) explique les raisons de son émergence dans les sciences humaines dans le but de suivre le développement démographique de la population et l'évolution du contexte socio-économique entre les années 20 et 40 (entre les deux guerres mondiales). « Le concept d'observatoire vient originellement de l'astronomie […] Mais ce n'est que récemment qu'il a pris toute son importance dans de nombreuses applications, notamment socio-économiques ». Rémi Clignet (1998 b) avance que la notion d'observatoires sociaux a des origines historiques. Les sociologues considèrent que l'observatoire reflète une certaine objectivité dans la mesure où l'astronomie était vue dans le siècle précédent comme la science par excellence (suprématie de cette science). Lorsque les sciences sociales ont gagné du terrain, l'emprunt de cette notion a dû néanmoins tenir compte des sciences naturelles. Au début du XIXe siècle, et en se référant aux sciences de la nature, les chercheurs se sont intéressés, en priorité, à la place de l'objet dans l'espace pour ensuite aborder la géologie et la biologie.

Louis Quéré (1997) met l'accent sur l'engagement des acteurs dans le développement des dispositifs. D'autant plus que l'action n'est pas restreinte à l'exclusivité de l'individu. En effet, la situation contrôle également l'évolution du dispositif, sa stabilité et son instabilité. Prendre en compte les représentations de l'observatoire permet de comprendre les usages, les pratiques des ingénieurs et utilisateurs. Ainsi, il s'avère essentiel de voir l'articulation entre usage technique et usage social. La notion de dispositif souligne la multiplicité d'éléments qui interagissent pour la construction de représentations et des usages socio-techniques. Catherine Loneux (2001 : 73) admet qu'« une médiation communautaire s'installe à partir de connaissances partagées autour d'un support donné, et sert d'instrument d'autorégulation pour une communauté, en essayant de mettre à sa disposition, en les harmonisant, des savoirs sur les technologies ».

Chargé de collecter, traiter et diffuser des informations économiques, sociales, écologiques, etc., l'observatoire est efficace pour l'étude des interactions socio-économiques (Clignet, 1998 a). Comme information et communication sont intimement associées, l'observatoire dépend de la pertinence de l'information qui circule à travers des outils de communication : réunions, entretiens téléphoniques, visites de sites, forums de discussion, conférences, etc. Il est également une plate-forme d'apprentissage pour la capitalisation des connaissances.

Au niveau des programmes de recherche, la valorisation de Menzel Habib est possible par la mise en place d'un observatoire de lutte contre la désertification et de développement durable. Ce dispositif est essentiel pour assister la prise de décision des acteurs. L'observatoire est un système permettant d'étudier l'évolution des variables, leur stabilité ou discontinuité en fonction du temps et de l'espace et d'identifier les situations de crise. Dans une dynamique informationnelle, le rapport du PALLCD, réalisé par Mongi Sghaier *et al.*, (2009) permet de prendre en compte les outils et dispositifs de diagnostic, de suivi et d'évaluation des risques environnementaux.

L'équipe ROSELT/OSS, chargée d'études et de conception d'observatoires, a participé à la mise en place de celui Menzel Habib. Chaque site d'étude est particulier en termes de son historique, des conditions anthropiques, socio-démographiques, économiques, etc. Les régions sahariennes, pré-désertiques sahariennes, semi-arides ou sub-humides font l'objet des recherches DYPEN. Exposées à la désertification, à l'érosion des sols, à la déforestation, les régions impliquent des problématiques environnementales spécifiques et divers observatoires socio-économiques. L'objectif de l'observatoire n'est pas d'éradiquer le phénomène de

désertification (puisqu'il est impossible) mais de freiner son évolution et ses (conséquences néfastes) sur le développement économique et social du territoire.

La mise en place du SIG à Menzel Habib a pour objectif de capitaliser les connaissances, repérer et détecter les risques et les situations fragiles. Les cartographies, mises à jour, permettent de suivre l'évolution du phénomène de désertification et d'enrichir les bases de données. Une fois mis en place, ce dispositif devrait être capable de tenir compte des particularités des individus, des groupes et des objets (situations climatiques spécifiques), de maîtriser la traduction de leurs besoins et d'améliorer l'exploitation de l'information. Formuler les besoins subjectifs et personnels demeure problématique à cause de l'incapacité du SI d'étudier l'état psychologique et la motivation de l'acteur dans l'expression de ses besoins. L'utilisation de technologies exige la présence de deux compétences essentielles. Situationnelles, elles sont nécessaires à l'adaptation des acteurs et à leur cohésion sociale. Les compétences interactionnelles favorisent d'une part, la continuité du dialogue et des échanges socioculturelles pour le partage d'une même culture et, d'autre part, favoriser la compréhension dans les usages (Ouvrard *et al.*, 2008).

Marie Piron (1996 : 765) rapproche l'observatoire au SI dans la mesure où, en sciences sociales, ils permettent de pallier aux insuffisances informationnelles et d'assister les projets territoriaux. En effet, « […] il est possible d'aller au-delà du constat et de formuler plusieurs questions sur la conception, la mise en place et l'exploitation des systèmes d'information et plus particulièrement des observatoires en sciences sociales ». Elle constate que comprendre le SI mène à comprendre la logique d'observatoires.

Mongi Sghaier et Michel Picouet (2000 : 38) soulignent que « […] le SIG avait pour objectif d'analyser les données DYPEN en fonction de l'espace, mais aussi de conserver les informations collectées et générées dans un lieu unique et sous une forme facilement valorisable dans le futur par les différents partenaires DYPEN et utilisateurs potentiels […] ». Ainsi, le SIG ou l'observatoire Menzel Habib est-il un outil d'aide à la décision et un support pour le PALLCD. Les bases de données statistiques et cartographiques permettent d'améliorer les situations pastorales et agricoles et de développer des schémas d'aménagement de lutte contre la désertification et de CES[72].

Néanmoins, un SI qui fonctionne mal est objet de méfiance (Chevalier, 2008). Lorsqu'il est capable d'assurer la clarté et la prévisibilité, grâce à l'instauration de règles et de lois,

[72] Conservation des eaux et des sols.

confiance et transparence vont de soi. L'observatoire est intégré aux moyens de communication mobilisés pour encourager les échanges, le partage de données et la promotion de partenariats dans les activités. « Nous pourrions considérer chacun des éléments du réseau sociotechnique pour montrer que, humain et non-humain, il contribue à sa manière à faire circuler le véhicule […]. La SAR[73] met l'accent sur la capacité de chaque entité, spécialement les entités non-humaines, à agir ou interagir d'une manière spécifique avec les autres humains ou non-humains » (Callon, 2006 : 271). Lorsque des acteurs sont affectés par des problèmes de légitimité et de confiance, la mise en place d'un SI dans une institution ne résout pas ces difficultés mais peut être un appui considérable pour aider à la prise de décision en se basant sur des images et des scénarios (Chevalier, 2008).

L'observatoire est conçu comme une boîte noire. Sous forme de réseaux, il regroupe différentes institutions engagées à travers des coopérations, partenariats et des règles de convention. Cette connexion a pour but de regrouper les compétences. Ainsi, chacun apporte son savoir dans l'observatoire. « Nous pourrions également dire que cette activité collective a été mise en boîte noire sous la forme d'artefact-ici, une automobile. Lorsque l'automobile se met en mouvement, c'est tout le réseau qui se met en mouvement » (Callon, 2006 : 271).

Michel Callon (2006 : 271) observe que « parfois, cependant, les boîtes noires s'ouvrent brutalement. La présence et l'activité de ces actants deviennent visibles lorsque surviennent des échecs ou des incidents […] ». Cette brutalité est expliquée par la grève, le conflit, la méfiance territoriale, le détournement et la résistance. Dans une zone aride, l'approche du développement durable apporte beaucoup de promesses pour réduire les risques de désertification. Mais, les nombreuses années disettes ont affecté les acteurs ce qui est une occasion d'émergence de conflits et de tensions en dépit d'études réalisées dans cette zone.

Les acteurs agissent, selon la sociologie de la traduction et l'approche goffmanienne, au sein d'un cadre composé d'humains et de non-humains. Au moment d'un accident ou d'un échec, tous les individus présents (les agents administratifs, les procédures, les lois, les outils, par exemple) sont interrogés et « se font parler ». Ainsi, les observateurs, qui peuvent être des chercheurs, écrivent leurs rapports pour connaître les raisons (*e.g.* absence de compétences, défectuosité de l'outil) et tentent de trouver des solutions.

Les observatoires ruraux de l'IRA illustrent chacun des problématiques spécifiques. Il est primordial d'étudier les systèmes de culture développés par les paysans. Le SIEL traite les

[73] Sociologie de l'acteur-réseau.

questions soulevées dans les exploitations agricoles et pastorales. L'unité d'observation est la population, les exploitations des ménages et les espèces animales et florales. Les objectifs spécifiques visent essentiellement la structuration de SI des zones arides, la conception de systèmes de production performants dans les zones oasiennes, la gestion efficace des parcours collectifs et le suivi des mutations et des conjonctures socio-économiques et des formes d'organisation sociales recourues par les populations locales. Mohamed Haddad (2008) remarque que les observatoires, conçus dans le sud tunisien, ont bouleversé les habitudes d'accès à l'information (par exemple accès de l'équipe ROSEL/OSS à la base d'information du SIEL). Désormais, il faudrait repenser à ces circuits en intégrant de nouveaux acteurs comme les partenaires en sus des producteurs et utilisateurs de l'information et de nouvelles formes et méthodes de sa présentation et circulation.

Après avoir identifié les acteurs de développement dans la région de Menzel Habib, la deuxième section (*cf.* **1.2.**) est consacrée à l'étude du risque de désertification. Nous nous intéressons ainsi à la définition du risque et à l'importance de la sensibilisation et de la continuité du dialogue avec les acteurs (*cf.* **1.2.1.**). La divergence dans les représentations de la désertification (interprétations différentes du risque) crée un fossé et engendre des inégalités sociales (Trépos, 1996 ; Wynne, 1999). Pourquoi les citoyens déclarent qu'un risque est accepté et un autre, non acceptable ? Parfois, ils ont tendance à sous-estimer et négliger l'ampleur du danger en se référant à leurs jugements de valeurs personnelles. Les visions sont fournies par les experts se basent sur des probabilités. Par conséquent, nous mettons l'accent sur les stratégies d'acteurs en se basant sur leurs représentations du risque de désertification (*cf.* **1.2.2.**).

1.2 Un risque de désertification socialement accepté

Le traitement scientifique du risque écologique de désertification apporte une vision objective de la réalité. Comme le phénomène de désertisation prend de l'ampleur et commence à préoccuper les nations, cette notion mérite d'être éclairée. En effet, et d'après l'article premier de la convention internationale de lutte contre la désertification, « les conséquences environnementales et économiques de la dégradation des terres ne se limitent pas aux pays qui en sont les victimes. Ses effets sur l'appauvrissement de la biodiversité et de la réduction de la

fixation du carbone peuvent être considérables. Elle constitue un obstacle majeur pour le développement rural durable des zones sèches et, est un des principaux facteurs de la paupérisation des populations et du développement des migrations ».

Des controverses peuvent émerger lors de l'évaluation du risque. Jean-Yves Trépos (1992 : 11) met l'accent sur la divergence dans la perception de la réalité par les acteurs. « Les agents administratifs, ayant à résoudre des problèmes d'accès de leur clientèle à leurs services (horaires et jours d'ouverture, compréhension des formulaires, etc.), sont confrontés à des spécificités des savoirs ouvriers, parfois assez éloignés de leur façon d'appréhender la réalité ».

Jean-Yves Trépos (2002 : 12) s'interroge sur l'appréhension des savoirs. La rationalité scientifique montre que le risque est le produit d'un calcul de dommages et de la probabilité. « Les experts ne sont donc appelés que pour mesurer leur degré de gravité, pour rassurer, pour donner des chiffres, des probabilités et des seuils afin que la confiance des riverains puisse s'établir ». Il souligne que, par leur statut d'expert, ils souhaitent être digne de confiance et recourent souvent à « la formule habituelle : " Vous devez nous croire, nous sommes des experts " ». Le problème se pose dans la participation de tous les acteurs à représenter ce risque de désertification. L'écart entre l'appréciation du risque par les citoyens et les évaluations officielles peut être très grand (Slovic, 1992). Passer à une gestion participative exige-t-il une construction collective de la confiance entre chercheurs, citoyens et autorité locale ? Fabrizio Cantelli *et al.* (2006) soulignent que le défaut de confiance entre experts et non experts se pose lorsque les acteurs sont en désaccord sur les connaissances (scientifiques et/ou profanes) à exploiter pour réduire le risque.

Une définition de la notion de risque est importante afin de cerner les différentes perceptions des acteurs (*cf.* **1.2.1.**). L'évaluation du risque de désertification ne devrait pas être séparée de la communication et de la sensibilisation des acteurs. Elle est établie à travers des indicateurs quantitatifs présentant les effets néfastes par le nombre de pertes économiques, la baisse de la qualité de vie et les dangers environnementaux. La mobilisation internationale des acteurs a permis l'émergence d'une définition du risque de désertification intégrant la dimension humaine. Pour réduire l'incertitude, les acteurs devraient, dès le départ du projet, clarifier les responsabilités et leur degré d'intervention (*cf.* **1.2.2**). Les constructions sociales du risque se manifestent-elles par la confrontation des savoirs ? L'écart non négligeable entre l'interprétation d'experts et celles des non experts décrit l'opposition entre objectivité et subjectivité. Améliorer la communication vers la population pour une construction collective

d'un sens territorial n'est envisageable qu'après la création d'une confiance entre professionnels et profanes (Sidi Hida, 2006). La valorisation du savoir non expert passe par la remise en cause du savoir expert.

1.2.1 La notion de risque et la notion de risque de désertification

Gérer le risque consiste à prendre en considération les alternatives, les stratégies et les politiques éventuelles. Mais, l'évaluation du danger n'est entamée qu'après la définition du risque (*cf.* **a**). Caractériser un danger quelconque se base sur les expériences antérieures riches en informations. Le danger[74] se réfère à l'avancement du phénomène de désertification dans la région engendrant des effets néfastes sur la société, l'écologie et l'économie. Une prise de conscience mondiale de ce phénomène nous permet d'agir collectivement (*cf.* **b**). La solution est d'exploiter les informations disponibles, les études des laboratoires et les pratiques des agriculteurs et des pasteurs. La réussite de cette perspective correspond à un engagement de tous les acteurs et de toute la société dans cette préoccupation. Elle touche la couverture végétale, les sols et les ressources aquifères ce qui engendre une destruction du potentiel biologique des terres et perturbe le mode de vie des populations.

a) De la notion risque-territoire vers la notion information-communication

Mary Douglas et Aaron Wildavsky (1982) retiennent l'idée que la notion de risque renvoie à une menace imprévue. Le risque comme l'incertitude se réfèrent à l'aléa, au danger ou à l'opportunisme. En effet, il joue sur la vulnérabilité de l'acteur et sur son autonomie vis-à-vis d'autres et, est déclencheur de stratégies pour y faire face. Dans un contexte où la situation est fortement complexe et incertaine[75], la confiance devient une contrainte pour l'acteur

[74] Le risque se distingue du danger par la probabilité de s'exposer à ce dernier. En revanche, lorsque le phénomène est nouveau, il sera plus difficile de savoir si c'est un danger ou pas ou même de cerner sa gravité. Classé sous différentes catégories, entre subi ou involontaire, le risque véhicule la menace environnementale inéluctable, à effet direct à court terme (avortement du bétail : brebis et chamelles, intoxication), systématique à court terme (allergies), direct à long terme (stérilité, maigreur, sécheresse, surpâturage, infécondité, infertilité, tarissement de l'eau, assèchement, épuisement et tarissement), systémique à long terme (exode et maladies incurables) (Douglas, Wildavsky, 1982).

[75] Dans notre recherche, nous utilisons les notions risque et incertitude, de façon abusive, pour décrire le phénomène de désertification et ses enjeux. Pourquoi cet abus dans le recours à ces deux notions ? La complexité de la recherche sur la désertification est d'autant plus qu'économique, sociale ou politique. Par conséquent, les

(Bornarel, 2004). Le risque est déterminé à la fois en fonction de la probabilité d'occurrences et de l'ampleur du danger potentiel. Le niveau de connaissances et la maîtrise d'outils, des technologies pour la lutte contre ce risque comptent dans cette situation. Les enjeux du risque sont les pertes, les dommages et les gains procurés.

Philippe Herbaux (2006 : 3) considère le risque dans sa dimension pluridisciplinaire. « Pour les sciences de l'information et de la communication, le risque au sein du territoire ne peut être contenu uniquement dans le registre de l'information mais suppose une vision élargie en tant qu'objet d'étude dans ses allées paradigmatiques transversales ». De là, le couple risque-territoire renvoie à l'aspect information-communication. Comme le risque est une dimension à part entière du territoire, réunir une équipe de géographes, d'économistes, de politiciens, d'informaticiens, etc. est essentiel[76]. Dans une autre perspective, Philippe Herbaux, Yann Bertacchini et Yannick Bouchet (2008) mettent l'accent sur la notion risque-territoire dans la mesure où le risque fait partie du territoire. En effet, l'intelligence territoriale prend source grâce à l'existence d'un risque territorial faisant appel à une diversité de compétences et de savoir-faire. Cette notion ne remet pas en cause l'existence du territoire mais oblige l'acteur à s'adapter au contexte, comme par exemple, la délocalisation des entreprises, l'implantation d'autres, la promotion de l'agriculture, la création d'emplois et l'augmentation de l'attraction de la population.

L'observatoire de Menzel Habib permet de détecter et d'évaluer le risque de désertification, de cerner les facteurs qui ont contribué à son émergence, de les hiérarchiser et de les classer par dangerosité, urgence et acceptation pour la société. « Il s'agit de repérer au plus tôt le risque, de le délimiter, de l'évaluer à l'effet d'en connaître tous ses effets probables et à la suite, de l'éliminer ou le cantonner » (Herbaux, 2006 : 3). Par ailleurs, les risques non perçus accordent une importance considérable pour les identifier et mesurer leur éventuel préjudice.

---

faits sont imprévisibles et incertains. Il s'avère important de mentionner que les risques sont systémiques et fortement corrélés : risques naturels, risques technologiques, économiques, etc.

[76] Philippe Herbaux (2006) mentionne que les risques territoriaux peuvent être de toutes sortes. Économique, le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, la réduction de la production agricole, le ralentissement dans les activités industrielles et la fuite des promoteurs et des investisseurs réduisent le développement du territoire. La désertification, la déforestation et le défrichement de la terre sont des risques environnementaux. D'ailleurs, « les causes de ce défrichement sont très diverses et peuvent être liées à des considérations historiques, culturelles, religieuses, etc. » (Sghaier, Picouet, 2000 : 104). Les ressources forestières invoquent les incendies, la mauvaise gestion des parcs et l'augmentation d'espaces non entretenues, abandonnées et désertiques. Les risques aquifères renvoient au risque de pollution, d'assèchement des nappes phréatiques et de mauvaise gestion des eaux usées. Les risques d'habitation et d'aménagement se manifestent par le développement d'habitats insalubres, la construction sur territoires inadaptés, la fissuration des murs et les effondrements. La disparité inégale des médecins dans certaines zones, l'absence de dispensaires, etc. décrivent les risques sanitaires. La dimension sociale fait ressortir des risques notamment l'exode rural, les phénomènes de immigration, la grande mobilité, la fragilité et la précarité des sociétés.

Tolérer ou rejeter un risque dépend de la disponibilité de l'information pertinente pour prendre cette décision d'acceptation ou refus.

Philippe Herbaux (2006) évoque le risque « acceptable » ou non par les institutions et le public pour noter qu'il est une notion socioculturelle intégrant la politique[77]. La gestion du risque est-elle l'affaire des instances de décisions ? L'intervention de l'administration est expliquée par la perception et la reconnaissance du risque afin de prendre des décisions pour le réduire ou l'éradiquer. Il s'interroge sur la position, le rôle et l'investissement des institutions de tutelle dans la constitution de bases de connaissances[78] pour lutter contre les risques. D'ailleurs, « la littérature semble pour l'instant, assez muette sur cet axe de recherche et pourrait constituer un chantier de recherche passionnant » (Herbaux, 2006 : 5). L'IRA a établi des schémas et scénarios pour comparer les situations et éclairer les décideurs à identifier et déterminer la priorité. L'évaluation du risque est une phase dans laquelle les experts prononcent leurs recommandations et avis à appliquer par la population ou par le groupe d'étude.

b) Prise de conscience mondiale du risque de désertification

La désertification, selon les dictionnaires[79], renvoie à la transformation de la région en désert. Multiples définitions ont été proposées. Toutefois, des critiques ont été avancées puisque la désertification était considérée comme un fléau qui touche uniquement les écosystèmes vivants et déséquilibrant leurs systèmes de vie (sans qu'elle affecte la dimension humaine, sociale, politique, etc.)[80]. La complexité de la désertification oblige la mise au point de structures diversifiées de recherche par le recours de partenariats scientifiques. Ainsi, des manifestations ont été organisées pour la lutte contre la désertification. La mobilité des autorités conscientes de ses retombées désastreuses a ouvert la voie à la première conférence

[77] D'ailleurs, il met l'accent sur la perspective foucaldienne dans la mesure où le rôle des gouvernements est important dans l'expertise du risque au niveau de leur mobilisation et les moyens conçus (mise en place d'observatoires socio-économiques, organisation de séminaires, etc.).

[78] « Le risque sans la connaissance est dangereux, mais la connaissance sans risque est inutile » (Citation de Frederico Mayor, DG UNESCO 1987-1999).

[79] Exemple Bibliorom Larousse (1997).

[80] D'après l'article premier de la convention internationale sur la lutte contre la désertification, ce phénomène signifie la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides à cause des changements climatiques et des activités des hommes. Les terres, par conséquent, sont affectées par les mécanismes naturels et/ou les pratiques humaines. Ce phénomène existe depuis l'antiquité. Néanmoins, il a retenu l'attention des chercheurs interdisciplinaires que récemment, c'est-à-dire, lors du développement des premiers programmes de lutte contre la désertification initié par l'UNESCO en 1950 (Akrimi, 2001).

organisée à Nairobi en 1977. Une définition est émergée : « la désertification est la diminution ou la destruction du potentiel biologique de la terre et peut conduire finalement à l'apparition de conditions désertiques »[81]. Une fois le potentiel biologique est détruit, les populations sont désemparées face à ce danger qui ronge leurs terres et menaçant leur survie.

L'évaluation du risque comporte quatre étapes. Tout d'abord, l'identifier marque la définition et la détection de cette menace sérieuse. Ensuite, sa distinction et sa caractérisation se font grâce à des calculs probabilistes d'une part, et à des études qualitatives, d'autre part. Par la suite, estimer cette exposition est une étape importante pour trouver les moyens nécessaires et adéquats pour lutter contre ce fléau. Enfin, caractériser les autres risques inhérents de lui permet de mieux cerner la situation (Bertrand, 1986). En outre, la mise en place de ce système de surveillance de l'environnement soutient l'identification et la prévention des risques. Pour la définition et la précision du risque, des scénarios sont modélisés à partir d'un calcul probabiliste (mesurer et déterminer l'événement s'il aura lieu dans un contexte bien précis et spécifique, par exemple), de l'incertitude sur les enjeux et enfin, de la gravité, l'étendu du dommage, la grandeur de la perte et de l'urgence priorité de la situation. Par conséquent, le risque est une notion mathématique calculant l'exposition de la population et de la zone au phénomène de désertification.

Par ailleurs, la gestion patrimoniale permet de prendre en main l'intérêt des générations futures. La problématique foncière est au carrefour de l'aménagement environnemental pour la lutte contre la désertification. Par conséquent, il parait urgent de régler ce problème pour répartir au mieux les propriétés. Les politiques institutionnelles peuvent trouver leur intérêt dans cette perspective de gestion patrimoniale. La décentralisation de l'autorité vers les pouvoirs publics les réunit et engage divers États dans cette cause mondiale. La répartition des responsabilités du gouvernement vers les collectivités locales et à l'exploitant de la terre a été prévue par l'article (*cf.* art.10-2 de la convention internationale sur la désertification). Quelles sont alors les stratégies développées par les acteurs pour lutter contre la désertification ? (*cf.* **1.2.2.**)

[81] Le CNUED (Comité des nations unies pour l'éducation et développement), à l'issue de la première manifestation de Nairobi, définit la désertification comme un phénomène affectant les ressources biologiques naturelles par leur diminution ou leur destruction. Les conséquences environnementales et économiques constituent un obstacle éminent pour le développement rural durable et à inciter à des mouvements migratoires des populations. En effet, « la désertification signifie la dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches, par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines » (Article premier de la convention internationale sur la lutte contre la désertification).

1.2.2 Stratégies d'acteurs pour la lutte contre la désertification

En se référant à la sociologie de traduction, les frontières et les limites entre sciences et sociétés sont souvent brouillées et négociées. Les non experts, doutant de la légitimité des experts, tentent de se faire entendre (Trépos, 2001). Cette action provoque l'émergence de conflits d'intérêts entre les experts et les non experts. L'expertise scientifique tente de réduire les contradictions (Callon, Latour, 1991). Elle est sollicitée pour réconcilier entre les intérêts de la population et ceux des chercheurs. Ainsi, les valeurs éthiques et les connaissances produites s'intègrent-elles en imposant aux scientifiques de ne pas être exclusivement des fournisseurs de connaissances. Olivier Laügt (2000) considère l'expertise essentielle pour enrichir le débat démocratique par la négociation[82], pour confronter les intérêts individuels et collectifs et pour clarifier les choix et les décisions liés à un sujet scientifique complexe. Qui va jouer le rôle de médiateur entre la population et les autres parties prenantes (*cf.* **4.3.2** p 296) ?

Les modes d'interprétation de la désertification sont différents les uns des autres et méritent d'être approfondis afin de proposer, et par la suite, réaliser des actions concrètes de lutte contre ce fléau (*cf.* **a**). La question qui se pose est : faut-il s'intéresser de près et profondément à ces savoirs durablement enfuis ? L'appréciation d'échelle des risques est périlleuse dans la mesure où la vigilance pour juger les indicateurs mis en place est requise et la transparence pour le recours à des outils d'évaluation est nécessaire. Un inventaire des dangers permet une mise à jour de la situation en fonction de la disponibilité des informations collectées. La complexité et l'incertitude engendrent des difficultés et des risques affectant ainsi les stratégies de l'acteur. Les citoyens distinguent les effets du risque (caractère réversible ou non, court terme ou long terme, localisé ou général, étendu ou concentré, etc.), la fragilité de la population cible, l'évaluation des enjeux et les comparaisons (*cf.* **b**).

a) « Non à la fatalité ! »

La Tunisie, préoccupée par la portée de cette difficulté, s'est mobilisée à l'aube des années 70 et depuis 30 ans pour lutter contre ce danger menaçant l'environnement, l'économie, la

[82] D'ailleurs, Andréa Lorenzet et Federico Neresini (2004 : 4) stipulent qu' « il n'est plus possible de croire que les méthodes et les objectifs scientifiques bénéficient systématiquement de la confiance de tous ».

société, la culture, etc. Désormais, des projets ont vu le jour notamment la création de l'IRA en 1976, chargé de la recherche scientifique et de la formation. « Promouvoir le développement durable poursuit deux objectifs essentiels : la satisfaction des engagements internationaux, notamment la convention sur la lutte contre le fléau de désertification et la valorisation territoriale (lancement de nouvelles activités). Ce qui fait ressortir une double préoccupation » (Mzioudet, 2009 : 404). Les changements induits par la modernisation de l'agriculture (utilisation croissante de machines, d'engrais, de pesticides, surexploitation, etc.) appauvrissent les sols et engendrent leur défrichement voire la raréfaction de certaines espèces végétales.

La population est consciente de l'ampleur du phénomène de désertification et de la fragilité de la zone. Elle possède un savoir-faire riche pour lutter contre ce risque puisqu'elle a su s'adapter depuis l'antiquité aux problèmes de désertification. Mais, « cette conscience ancestrale [...] ne se traduit pas forcément par des comportements de préservation, même s'ils sont jugés nécessaires. Trouver des moyens de subsistance, améliorer les conditions de vie de la famille priment sur toutes les autres considérations, et cela quitte à augmenter les prélèvements sur les ressources ». La population se trouve alors dans un dilemme entre l'atteinte de leurs objectifs et la préservation des ressources naturelles. « C'est donc à la puissance tutélaire de prendre à sa charge les actions de préservation, à les faire accepter par la population » (Sghaier, Picouet, 2000 : 137). Sa faible acceptation et son incompréhension de l'aménagement des ressources naturelles sont préoccupantes.

« L'appréciation commune du risque offre ici des interprétations différentes agissant sur les moyens à mettre en œuvre […] » (Herbaux, 2006 : 6). On retrouve des alliés à une forme d'acceptation de la fatalité qui est indépendante du contexte (De Koninck, 2008). Selon la perspective sociétale du risque, Ulrich Beck (1993) évoque la complexité de la gestion du risque. Comme il relève de la responsabilité des hommes, il admet la résignation de certains groupes d'acteurs à lutter contre ce risque.

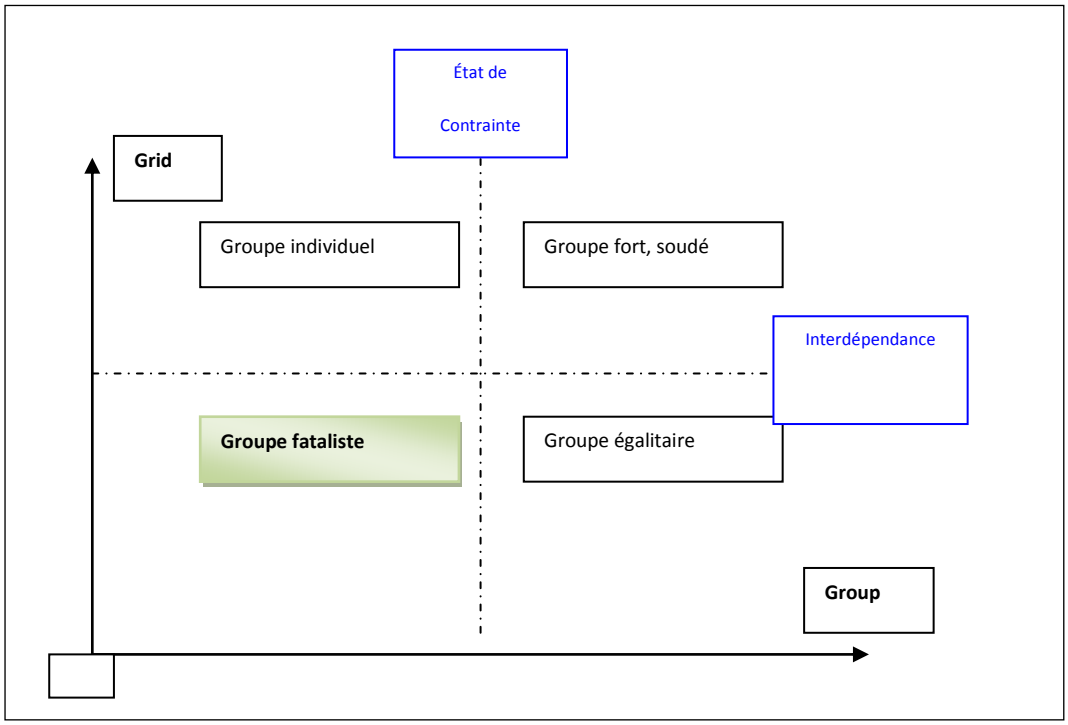

Figure 5. Modèle comportemental de Douglas
(*Grid/Group model*, 1982) in Herbaux (2006 : 8)

Mary Douglas et Aaron Wildavsky (1982) étudient la place de l'acteur dans le groupe et son impact sur la perception du risque. Leur modèle *Grid/group* fait ressortir les interactions existantes entre l'individu et le groupe dans le repérage des contraintes, la hiérarchisation du risque, son appréciation, etc. (*cf.* figure 5 ci-dessus). En outre, le traitement mutualisé de l'information dépend de la cohésion sociale au sein du territoire et des stratégies d'acteurs mises en œuvre. Ils mettent en avant l'importance du groupe fataliste considérant le risque comme un attentisme (adopter une attitude passive).

Marcel Calvez (1998) remarque qu'être exposé à un risque dépend de la distance sociale (liens et relations de subordination, d'indépendance et de domination), au style de vie et à la communauté[83]. Le déni d'appartenance à un groupe à risque est une réaction d'autoprotection symbolique. En effet, les individus ont tendance à désigner un groupe victime et stéréotypé pour refuser leur exposition eux aussi aux risques (Calvez, 1998). Par conséquent, la victimisation d'un groupe cible est une mise à distance et de dénégation par rapport à un danger et l'épreuve d'un sentiment de ne pas être concerné. Ces attitudes facilitent l'acceptabilité du risque suite à la domination de l'inquiétude, l'anxiété et de la loi de

[83] Le choix des experts d'un groupe cible doit faire l'objet d'une représentativité de toute la population. Afin d'améliorer la productivité d'espèces caprines et camelines.

contagion. L'acceptabilité du risque[84] n'existe qu'après l'échange de représentations, avis, opinions, préférences et jugements des uns et des autres. Natacha Calandre (2006) remarque que la perception du risque par les profanes est complexe vu qu'elle intègre des caractéristiques et des valeurs personnelles. Les risques perçus véhiculent une image subjective et qualitative basée sur l'affection, l'émotion et les symboles (Marris, 1999).

Par ailleurs, la confiance dans le dispositif utilisé affecte et influence la manière de coopérer entre les experts et les non experts (Calandre, 2006). Longtemps boudé, le savoir non expert a été écarté de toute recherche scientifique. Il est perçu comme dépourvu de pertinence. Jean-Yves Trépos (1996) et Brian Wynne (1999) soulignent que la légitimation du savoir non professionnel contribue à enrichir la base de données et à promouvoir le travail en coopération. Le gap ne se situe pas entre les experts et non experts mais entre évaluation scientifique rationnelle et probabiliste et évaluation citoyenne subjective. En dépit de la tendance de surestimation du risque (le cas de fortes probabilités calculées par les experts) ou d'une sous-estimation (le cas de faibles probabilités calculées par les experts), son acceptation par la communauté scientifique repose sur une approche heuristique, rationnelle et cognitive (Slovic, 1992).

Jean-Yves Trépos (1996) et Michel Callon, Pierre Lascoumes et Yannick Barthe (2001 : 24-25) recommandent qu'« […] il faut d'abord accepter que le savoir des spécialistes ne soit pas le seul possible et, par voie de conséquence, reconnaître la richesse et la pertinence des savoirs élaborés par les profanes, et notamment par les groupes directement ou indirectement concernés ». Ils admettent le caractère légitime du savoir expert pour ensuite, tenir en considération le savoir non expert. Les agriculteurs, de par leur proximité du terrain, possèdent des connaissances individuelles et collectives riches sur le phénomène de désertification comme, par exemple, la situation sanitaire du cheptel (signes de chaleur du troupeau, impacts d'un remède sur le bétail).

[84] L'acceptation du risque dépend des critères hiérarchisés par l'individu et renvoyant à un processus sociocognitif. L'acceptabilité est subjective et contingente misant sur les symboles, les variables socio-économiques, etc. et s'imprègne dans les valeurs et usages (caractère de ce qui est acceptable et toléré). La divergence dans le terme anglo-saxon et français de l'acceptabilité du risque est mise au point. Dans le contexte français, le terme évoque que le risque est acceptable alors pour le contexte anglo-saxon, il exprime le degré de tolérance au risque. Le risque est un préjudice subi par l'acteur et se focalise sur les impacts engendrés aux personnes, aux paysages naturels, etc. La notion du risque socialement acceptable montre qu'il peut être refusé. Il pose problème au niveau de la détermination du groupe cible (Calandre, 2006).

b) Enjeux de l'implication des acteurs de développement

Revaloriser la perception du risque consiste à clarifier les objectifs au préalable et à éviter de tomber dans des impasses communicationnelles. Ne pas remettre en cause les connaissances à la fois des experts et des non experts, le respect de l'autre et la responsabilisation sont les quelques objectifs pour l'acceptabilité du risque. Les stratégies et les politiques adoptées par les acteurs sont différentes les unes des autres et contingentes aux circonstances environnementales. D'après Salah Omrani (1982), l'administration, en collaboration avec les structures institutionnelles, et à partir de 1958, ont commencé par organiser des campagnes de plantation, grâce au recours à des ouvriers de chantiers de lutte contre le sous-développement et a distribué des aliments pour le bétail et des arbres fruitiers à prix réduit[85] (*cf.* figure 6 ci-dessous).

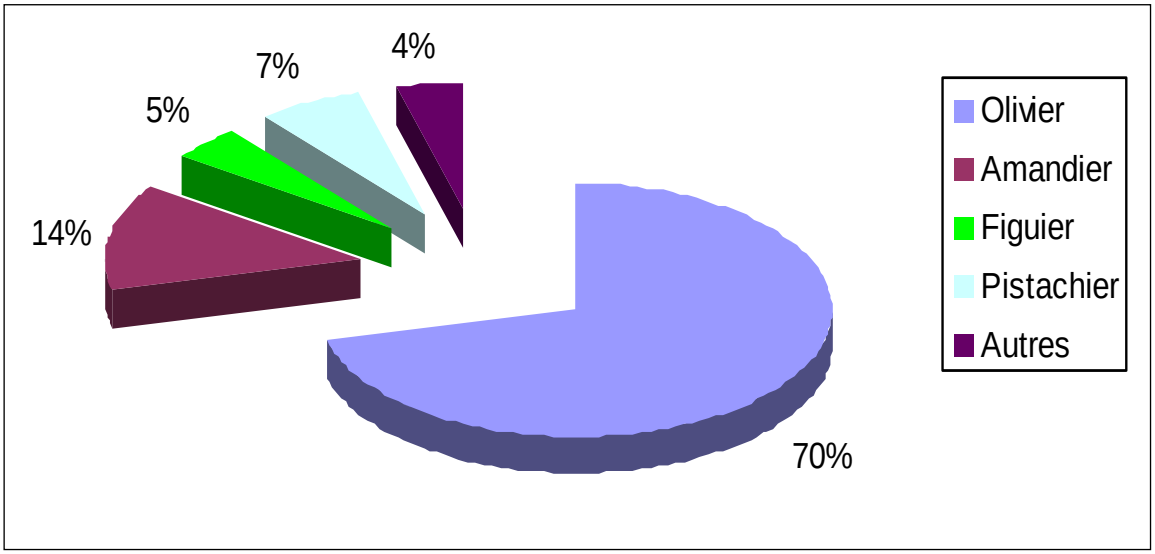

Figure 6. Répartition de l'effectif arboricole à Menzel Habib (d'après CRDA, 2005)
(Sghaier *et al.*, 2009 : 53)

[85] Le projet Ogelt Merteba est un projet d'actions intégrées dans le cadre de la lutte contre la désertification. Il a pour objectif de préserver les ressources naturelles et lutter contre la désertification, assurer une alimentation régulière et riche pour la sauvegarde du bétail, augmenter la productivité de la viande, améliorer la situation sociale de la population en augmentant les revenus et réduisant l'exode rural. Les autorités locales comptent sur l'exploitation rationnelle des parcours grâce à la rotation, à la mise en défens et la création d'espaces irrigués pour la production du fourrage. Les institutions de tutelle ont choisis de montrer un modèle aux éleveurs pour gagner leur confiance. Illustrer des exemples réussis concernant les améliorations pastorales a permis de changer certaines perceptions de la population. « Les six périmètres seront sous la responsabilité d'un directeur chargé de gérer et veiller en permanence à la bonne marche de l'entreprise et au respect du calendrier de l'élevage […]. L'État subventionne les études et l'infrastructure des parcours à aménager et accordera des encouragements aux utilisateurs pour l'amélioration du cheptel, la création de points d'eau, de réserves fourragères en sec et en irrigué » (Omrani, 1982 : 256-257).

Ainsi, le portefeuille des paysans s'est diversifié grâce aux revenus de l'élevage, de l'arboriculture et de la céréaliculture[86] et des activités extra-agricoles. De l'autre côté, « tous ces faits ont contribué à l'extension de la céréaliculture qui s'est développée au dépens des parcours d'hiver à *chih* (*Artemisia herba-alba*) […], et des parcours de printemps à *arfej* (*Rhantherium suavéolens*) […] » (Omrani, 1982 : 166).

Les stratégies de la population sont différentes de celles de l'administration (ministères, gouvernorats, délégation et CRDA). Salah Omrani (1982 : 211) observe que les tribus de Béni-Zid savaient pendant longtemps lutter contre la désertification, ils avaient « […] un souci de complémentarité des terroirs, pour lutte contre l'aridité ». Alors que l'administration optait pour la privatisation des terres et le respect de la propriété foncière, les tribus recourent à des alternatives combinées.

Du côté des structures de recherche, leurs stratégies dépendent de celles de l'administration puisqu'elles sont des institutions sous tutelle. En effet, Michel Callon (2006 : 269) admet que le laboratoire est inscrit au sein d'un réseau. « Le réseau […] inclut tous les laboratoires travaillant directement ou indirectement sur le sujet, les mouvements écologistes, les gouvernements qui se rencontrent lors de sommets internationaux, les industries chimiques concernées et les Parlements qui promulguent les lois, mais également et surtout les substances chimiques et les réactions qu'elles produisent ainsi que les couches atmosphériques concernées ». Ainsi, les stratégies issues des chercheurs sont-elles le fruit d'une collaboration entre tous ces acteurs de développement. À l'issu de la concertation territoriale entre les acteurs, le programme eremologie et lutte contre la désertification, par exemple, a pour objectif la mise en place et le suivi de systèmes pour réduire ce phénomène, la mise au point de technologies pour une économie efficace, la valorisation des ressources en eaux et l'amélioration de la qualité des sols cultivés en sec et en irrigué dans les zones arides et sèches[87].

---

[86] D'après le délégué de Menzel Habib, les terres consacrées à la production de céréales, en 2008, est de 10 000 ha pour l'orge, 10 000 ha pour le blé dur et 15 000 ha de blé tendre.

[87] Le laboratoire d'eremologie et lutte contre la désertification (LELCD) comprend deux thèmes principaux : le suivi de la dégradation, la restauration et l'amélioration des ressources en sol en zones arides et désertiques (thème 1) et l'économie et la valorisation des ressources en eaux en zones arides et désertiques (thème 2). Le deuxième thème est également développé par le laboratoire LESOR, en collaboration avec les CRDA, ODS, ONG et la population. La mise en place d'observatoires dans les zones arides s'appuie sur des techniques traditionnelles en matière de conception de technologies. Les connaissances pratiques s'intéressent aux pratiques sur l'élevage du dromadaire : parcours, conduite, produits, calendriers agricoles, etc. Par conséquent, la valorisation de ce patrimoine socioculturel et technique concerne les produits de cet élevage en matière de traitement du poil de la peau du dromadaire. La méthodologie adoptée se focalise d'abord sur le principe de la méthode générale de travail. Elle consiste à étudier d'une manière traditionnelle les connaissances pratiques.

Par ailleurs, Sidonie Suberville et Daniel Nairaud (2000) soulignent la primauté de l'installation de la confiance entre la population locale et l'autorité de décision d'une part, et entre professionnels et non professionnels, d'autre part. Par exemple, Robert Barbault (2000) constate que la biologie de la conservation (intégrant l'anthropologie de la nature, la biologie de la population, la sociologie, l'ethnologie, la génétique, l'écologie, l'économie de l'environnement, etc.) est une des nouvelles approches de gestion de la biodiversité appliquée notamment sur touristes, citoyens, laboratoires, administrations et collectivités locales. Tous ces acteurs participent par leurs expériences issues du terrain. « Non seulement les scientifiques doivent tout apprendre au public, mais de plus ils ne peuvent rien apprendre de lui. Les liens entre les scientifiques et le public sont donc indirects » (Suberville, Nairaud, 2000 : 12). Ce qui pose un problème de partage de pouvoir suite au désenclavement des savoirs : pas de frontière engageant tous les acteurs concernés.

Mongi Sghaier et Michel Picouet (2000 : 137) admettent que les agriculteurs, les pasteurs, les éleveurs, etc. sont des experts de leurs terrains. En effet, « attachées à leurs terres et par la même à leur environnement, les populations rurales ont une vive acuité des changements qui les entourent ». D'ailleurs, l'IRA fait appel au savoir-faire des agriculteurs et des pasteurs[88] pour tenter de lutter ensemble contre ce fléau. La notion objet-frontière, dans la sociologie des sciences, renvoie à l'intégration d'acteurs non scientifiques[89], dans les recherches académiques. Cette notion décrit la frontière entre les acteurs scientifiques et non scientifiques autour d'un projet territorial. « Ainsi, la compréhension des enjeux d'un monde agricole de plus en plus intriqué avec la science plaide en faveur d'un rapprochement des études rurales contemporaines (ethnologie, ethnoscience, sociologie rurale) et des sciences *studies* » (Demeulenaere, 2009 : 8).

Michel Callon *et al.* (2001) appellent à mettre en place des plates-formes d'apprentissage pour le partage du pouvoir et du savoir. La démocratie participative évolue à travers un processus d'apprentissage interactif et valorise la tolérance et le respect des idées de chacun. Ainsi,

---

Cette méthode est complétée par des techniques et des procédés de recherche sous forme d'interviews, enquêtes informelles, etc.

[88] Les chercheurs de l'IRA sont en relation étroite avec certains éleveurs ayant des connaissances sur le comportement d'espèces camelines et caprines. « Ces savoirs ne sont pas séparés du savoir-faire et des types de savoirs technique, religieux, magique, politique (etc.), c'est-à-dire, ils ne sont pas séparés de la société puisqu'ils ne sont pas de la technicité, mais ils résultent des pratiques quotidiennes » (Sghaier *et al.*, 2007 : 15).

[89] Les non scientifiques sont représentés, dans notre étude par la population rurale et locale de Menzel Habib et les représentants d'associations et de syndicats. En effet, le savoir scientifique est un ensemble de connaissances objectives, universelles et reconnues par le comité scientifique alors que le savoir non scientifique est constitué de croyances et de superstitions non fondées, irrationnelles et subjectives et tolérant l'incertitude et la complexité (Wynne, 1999 ; Laügt, 2000 ; Callon, Lascoumes, Barthe, 2001).

l'asymétrie informationnelle et la culture du secret deviennent moins pesantes et les comportements opportunistes peuvent être rapidement détectés et sanctionnés (Jouve, 2007).

c) Désarroi des acteurs de développement

La prévention des risques est effectuée à travers des campagnes d'information et de communication organisées par les acteurs locaux : l'IRA en collaboration avec les structures institutionnelles (CRDA, délégation et associations). Ces flux d'informations transmises entre experts, population, autorité locale, laboratoires ont pour but d'informer et sensibiliser les paysans. De plus, prévenir les dangers de la désertification amène les parties prenantes à suivre les recommandations des professionnels. Philippe Herbaux, Yann Bertacchini et Yannick Bouchet (2008 : 250) admettent que « les experts, les plus souvent externes au territoire, sont éloignés au fait territorial, de son territoire, de son histoire et des éléments les plus ténus, annonciateurs des événements à venir ». La rétention de la population par des stratégies attractives est un défi à relever.

Pour le cas de Menzel Habib, Bachir El Arbi (1991) développe que l'objectif du colonialisme consiste à s'accaparer des terres du sud du pays après l'épuisement des terres fertiles du nord. Les terres collectives devenaient par la suite la propriété des institutions de tutelle et les occupants bénéficiaient d'un droit de jouissance fragile[90]. Ce qui avait déclenché un malaise et une irritation vis-à-vis de l'administration. Ces terres étaient attribuées aux coopératives pour leur mise en valeur, l'exercice de la polyculture et du pâturage. Les contestations et les revendications commencèrent à aggraver les conflits pour la terre. La remise en cause des valeurs tribales a trouvé un appui auprès de la bureaucratie coloniale et ensuite du gouvernement tunisien. « Ces conflits enchaînent à tous les niveaux ainsi que les procès qui en découlent n'ont pas seulement contribué à l'éclatement des groupes, des solidarités et à la " dislocation des structures familiales élargies ", puisqu'on voit de plus en plus des parents, des frères se disputer la terre, mais aussi l'appauvrissement des populations pastorales et l'accentuation des inégalités sociales » (Omrani, 1982 : 131).

Dans le cadre de la lutte contre le risque de désertification, Béchir El Arbi (1991) souligne que les perceptions des acteurs sont nettement différentes depuis le colonialisme. En effet, les

[90] D'ailleurs, la loi 64-28 du 4 juin 1964 s'intéresse à la définition des terres collectives. En effet, l'article premier les définit comme des terres jouies par les groupes et les membres de la collectivité.

autorités locales ; le service du paysannat, avaient pour objectif la mise en valeur des terres du sud grâce à la restructuration d'une économie pastorale qualifiée d'instable à une économie arboricole stable. Ainsi, la divergence d'intérêts et de stratégies[91] a ravivé un sentiment de malaise vis-à-vis des acteurs et a participé à l'échec des politiques de développement territorial.

En outre, et en raison de la hausse des coûts de l'infrastructure hydraulique et de l'immensité du défit, l'OEP, la DGF[92] et l'IRA s'étaient concentrées seulement sur une zone pilote à Menzel Habib ; un modèle, « une vitrine » de 20 000 ha de périmètres irrigués. « L'exploitation rationnelle des parcours en rotation, selon le schéma théorique établi par les experts phyto-écologues et patoralistes, rencontra un blocage dès son lancement en 1975, par suite du refus de la part de la population » (Omrani, 1982 : 259). Il déclare que les experts ont dû réajuster le plan d'aménagement pour un usage rationnel tout en tenant compte de l'aspect foncier qui a été complètement négligé auparavant. Le nouveau plan, mis en place, a été lui aussi rejeté par la population suite à un refus incontestable et violent exprimé par l'assassinat d'un berger ayant pour responsabilité de contrôler la charge pastorale.

Salah Omrani (1982 : 260) s'intéresse alors à la distorsion dans les logiques et les représentations des acteurs (constructions mentales en fonction de la culture, la profession, etc.), entre les experts et les paysans. Les autorités locales, chargées du projet, ont dû abandonner la stratégie de rotation des parcours et « […] tous les efforts se sont concentrés sur la gestion et l'extension des périmètres fourragers en irrigué et en sec ». Les blocages se succèdent et les abus sont constamment observés sans aucune intervention. Le projet s'est réduit à créer des points d'eau, des périmètres fourragers et des emplois c'est-à-dire suivre les revendications des paysans. Cette stratégie est-elle efficace pour regagner la confiance de la population ? À quel prix ?

Par suite, Salah Omrani (1982 : 216) explique que « la spéculation sur les parcours et sur l'eau ainsi que l'achat d'aliments concentrés pour la complémentation du cheptel intègrent progressivement l'élevage à l'économie de marché ». Ainsi, les inégalités s'accentuent, les cloisonnements s'approfondissent et la pauvreté menace davantage. L'agriculture et l'élevage se trouvent alors cernées par un marché capitaliste dominant et commercial ravageant les

[91] « Pour la Direction des forêts, ces terres doivent rester collectives et il n'est pas question de les apurer. Les ayants-droit voient dans ce régime " une fiction inventée contre eux " et cherchent par tous les moyens à défendre leurs intérêts, chaque collectivité est soucieuse de préserver ses droits sur ces terres » (Omrani, 1982 : 209).

[92] Direction générale des forêts.

petits paysans. Les soucis de la population de Menzel Habib portent sur l'absence de projets agricoles et de nouveaux forages, le manque de postes d'emploi, la dégradation des infrastructures publiques, l'exiguïté des zones irriguées et le défaut de soutien financer des agriculteurs. Leurs recommandations sont tenues en considération pour pallier les insuffisances. La création de nouveaux forages (33 %) et l'obtention d'aides accordées par les institutions de tutelle au profit des agriculteurs (13 %) présentent leurs principales préoccupations. L'amélioration des infrastructures publiques (11 %) et la création de projets agricoles (1 %) sont leurs recommandations secondaires (Sghaier *et al.*, 2007). D'ailleurs, Mongi Sghaier *et al.*, (2009) proposent une amélioration de l'infrastructure dans toute la délégation de Menzel Habib (par exemple, le goudronnage de la route Menzel Habib lycée 2 mars à Hajri sachant qu'il y a encore 63 km d'itinéraires agricoles non encore goudronnés) (*cf.* figure 7 ci-dessous).

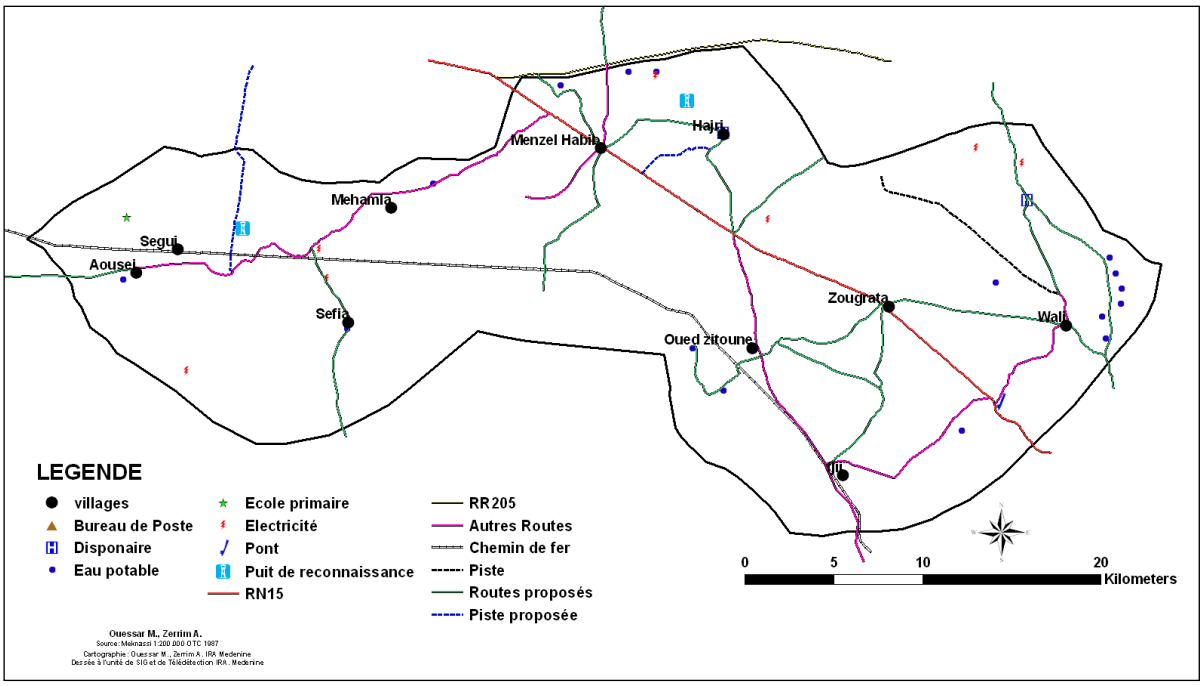

Figure 7. Carte des infrastructures proposées par le PALLCD de Menzel Habib
(Sghaier *et al.*, 2009 : 107)

Dans les années 70, l'administration a créé des postes d'emplois pour convertir bergers et éleveurs en ouvriers (Omrani, 1982). Elle n'a pas, ainsi, attaqué les causes profondes[93] de la désertification et s'est contentée de fournir le fourrage subventionné à la population et de

[93] Salah Omrani (1982 : 266) mentionne que « les facteurs sociologiques et les aspects fonciers n'ont pas été pris en compte », ce qui a causé l'échec du projet Oglet Merteba.

créer des périmètres irrigués avec une caisse qui ne suit pas. Elle a essayé d'atteindre les objectifs de la population parce que le projet, dès le départ, est condamné. Suite à cette impasse, et en se basant sur les résultats de l'observatoire, les institutions de tutelle ont pris des recommandations de former les éleveurs aux nouvelles pratiques. Ainsi, revoir le système d'élevage s'avère nécessaire pour lutter contre la désertification. Néanmoins, cette solution a affaiblit les liens tribaux et la cohésion sociale et au sein même des fractions.

Béchir El Arbi (1991) soutient que les traditions pastorales ont été progressivement détruites par la colonisation. Des conflits et des tensions apparurent créant un malaise au niveau de l'adhésion des Béni-Zid et leur intégration aux nouvelles perceptions du territoire. Ils étaient contraints de réduire leurs déplacements, de sacrifier certaines de leurs valeurs et d'adopter de nouvelles ; telles celles de la sédentarisation et l'arboriculture. « Avec l'avènement de la colonisation commence une lente et progressive phase de destruction de la société et de l'espace qui va se prolonger jusqu'à aujourd'hui. Les autorités coloniales vont introduire toutes les maladies qui allaient petit à petit ronger l'organisation tribale et mutiler l'espace agro-pastoral, et amener aussi les germes d'une nouvelle société de sédentaires symbolisée par l'arboriculture. La préoccupation des autorités était l'intégration des Béni-Zid dans les structures économiques, politiques et administratives » (Omrani, 1982 : 108). Le gouvernement tunisien continua dans cette perspective de sédentarisation valorisant, ainsi, la restructuration sociale et économique. Le processus de détribalisation[94] commença par éclater les tribus, fragiliser les relations et affaiblir la résistance sous le nom de l'organisation administrative et l'intégration des sociétés. Ils deviennent, par conséquent, soumis aux obligations militaires françaises. Ainsi, se pose la question de la confiance territoriale (*cf.* **1.3.**).

1.3 Expressions de la confiance territoriale en zones arides

Faire confiance c'est attendre à ce que l'autre agira en fonction des règles établies (Thuderoz, 2003). Les sociologues admettent que le partage des mêmes valeurs soit une des conditions de construction de la confiance relationnelle (Lewis, Weigert, 1985 ; Zucker, 1986). En effet, et à la suite d'interactions non isolées et fréquentes, les acteurs s'investissent dans des relations

[94] La régression des *miaâd*, dans lesquels ils appliquaient le droit coutumier, contribua à désintégrer la société tribale des Béni-Zid. L'éclatement des tribus a encouragé l'émergence de l'individualisme (Omrani, 1982).

durables. Pour cela, ils construisent la confiance sur la base de leurs connaissances les uns vis-à-vis des autres. La création d'une interdépendance sociale fait émerger chez les partenaires un sentiment de communauté (Ouchi, 1980 ; Gundlach, Murphy, 1993).

Jacqueline Estadès et Marie-Angèle De Looze (1999) observent que les logiques de proximité[95] et de club[96] sont les plus développées dans les relations partenariales entre laboratoires, industriels et instances gouvernementales pour l'échange d'informations. Les laboratoires offrent leurs services à une population et à des structures administratives et de recherche qui éprouvent des difficultés pour lutter contre la désertification. Ces logiques leur permettent de faire des recherches en interne à cause des coûts des travaux scientifiques d'un côté, et pour des raisons technologiques et coopératives, d'autre côté. Les experts sont mobilisés pour des recherches très performantes et de haut niveau. Ayant des réseaux nationaux et internationaux, les laboratoires publics et privés effectuent des études pointues focalisées sur une confiance calculée et cognitive tout en étant contrôlés par les ministères et les hautes autorités. Ni la durée ni la répétition des échanges sont prises en considération parce que les acteurs privilégient la qualité et la rente scientifique.

Exprimer la confiance territoriale se fait de différentes manières. Elle peut être transmise, développée et disparaître au fil du temps. D'après la théorie de confiance, Bernard Baudry (1992), Thomas Froehlicher (1996), Michel Grossetti (1998) et Bénédicte Reynaud (1998, 2004) définissent la confiance comme un capital cumulé en termes d'informations collectées sur l'acteur grâce à la réputation[97]. Elle est également caractérisée comme un risque (la confiance est un calcul entre coût et bénéfice) et comme une croyance des acteurs vis-à-vis de l'avenir de la relation.

---

[95] Concernant la logique de proximité, les relations entre partenaires sont construites dans la durée (signature de partenariats, par exemple). La confiance est née à partir de la fréquence d'échanges informels (Breton, Wintrobe, 1986 ; Dupuy, Torre, 2004 ; Bornarel, 2004, 2005). Ainsi, l'abus de confiance est-il quasi-absent puisque, d'une part, les partenaires sont protégés par des contrats et, d'autre part, l'engagement moral empêche les acteurs à déshonorer. L'échange et la libre circulation d'experts, juristes, etc. sont une preuve de cette confiance interpersonnelle et de contrôle voilé par la coopération (Estadès, De Looze, 1999).

[96] La logique de club assurée grâce à la réputation. Cette logique met en avant la primauté d'un intermédiaire occupant une place centrale pour la mise en contact entre acteurs politiques, scientifiques et économiques. La confiance se penche davantage sur le côté scientifique que sur le côté relationnel. La confiance institutionnelle, très développée, est présentée par la mise en place de contrats, chartes, règles, etc. pour accéder au club (Estadès, De Looze, 1999).

[97] La confiance n'est pas aliénable c'est-à-dire une caractéristique propre à la personne contrairement à la réputation qui est un capital lié et relatif à l'acteur. La réputation et la confiance sont différentes sur plusieurs plans (au niveau de la durée, de la transmission, des sources). En effet, la réputation peut durer même si l'acteur triche : d'une réputation bonne à une mauvaise ou souillée. Alors que dans cette situation, la confiance disparait pour faire place à la méfiance ou la défiance. D'autre part, la réputation se transmet d'une personne à une autre et ce n'est pas le cas pour la confiance. La réputation peut être une des sources de la confiance (Dupuy, Torre, 2004).

La confiance est mise en exergue grâce à son avantage économique : restreindre les coûts de transaction. Ainsi, calculée, elle se présente, d'après Roderick Kramer (1996), comme l'occasion pour augmenter la prévisibilité des comportements. Cette forme de confiance est envisageable dans un groupe distinct et non homogène[98] (exemple : entre agriculteurs et experts). Claude Dupuy et André Torre (2004) avancent que la construction de la confiance, surtout interpersonnelle, se fait grâce à la réduction de l'incertitude et à travers une évaluation économique. Ce calcul conduit à dissimiler toute suspicion et méfiance sur la démarche. Un dilemme se présente entre s'abstenir de nouer des relations de confiance et accorder une confiance aveugle et absolue. Comme le comportement de l'acteur est organisé par un ensemble de normes et codes importants pour structurer les interactions sociales, le calcul s'impose pour sortir de ce dilemme facilité par la prise en compte des règles (*cf.* **1.3.1.**).

La deuxième section (*cf.* **1.3.2.**) est consacrée à la définition la confiance. En effet, elle est susceptible d'être conçue comme une occasion à saisir. Elle permet, grâce à l'apport de l'autre, de profiter des meilleures opportunités. Peter Smith Ring et Andrew Van de Ven (1992) proposent la confiance comme étant la croyance dans la bonne volonté des autres. Les croyances de confiance sont formulées autour de la bienveillance, de la compétence, de l'honnêteté et de la prévisibilité de l'autre partie. Ces croyances favorisent le développement de la confiance initiale. Notre étude se penche sur les formes de confiance territoriale dans le cas de mise en place d'observatoires. Ainsi, quelle est la nature de ces relations ? Quelles sont les différents types de confiance présents dans ce contexte ?

1.3.1 La confiance territoriale : entre rationnel et social

Oliver Eaton Williamson (1979) s'intéresse à l'origine de la confiance issue d'un calcul rationnel entre gains et pertes. D'ailleurs, Mickaël Gléonnec (2004 : 3) justifie que « […] l'acteur rationnel n'accorde sa confiance à une entité sociale (une personne, une organisation, une institution…) que lorsque le gain probable (g), si cette entité ne le trahit pas, par rapport à la perte probable (p) si elle le trahit, est plus important que la perte totale possible (P) par

[98] Lorsqu'un agent appartenant à un groupe homogène est en désaccord vis-à-vis d'une clause ou d'une règle, il dépose un grief. Cet acte est vu comme un geste de provocation et calculateur, d'un côté, et ouvre une brèche au conflit affectant une réputation néfaste à l'institution, de l'autre côté. Si le groupe est hétérogène, ce geste est tout à fait banal voire une occasion pour résoudre les problèmes (Harrison, 1999).

rapport au gain total possible (G). En d'autres termes, plus g/p est supérieur à P/G, plus la confiance est grande […] » (*cf.* **a**).

Pour autant, la confiance renvoie à l'assurance vis-à-vis de quelqu'un ou de quelque chose et accumulée sous forme d'un capital social. Cette définition fait ressortir la dimension personnelle et impersonnelle de la confiance relative, d'une part, à une personne ou à un groupe de personnes et, d'autre part, à des supports et des dispositifs (matériels ou symboliques). James Smoot Coleman (1990), quant à lui, évoque la réciprocité dans les échanges en situation de confiance. Comme phénomène moral, la méfiance renvoie, selon Morton Deutsch (1962), à la honte, la culpabilité, le regret, etc. Lorsque l'un des acteurs trahit volontairement son groupe, il sera rejeté dès qu'il sera démasqué, banni du groupe et reconnu comme fourbe et déloyal (*cf.* **b**).

a) La confiance territoriale : un comportement calculateur

James Smoot Coleman (1990) et Oliver Eaton Williamson (1993) soutiennent que la confiance est le résultat d'un calcul, entre gains escomptés et risques encourus, réalisé afin de s'engager dans une relation. Erving Goffman (1998) évoque la notion de stratégie pour mettre l'accent sur les possibilités diverses que peut recourir l'acteur dans une interaction. Ces attitudes sont calculées, prévues et contrôlées, c'est-à-dire conscientes (fuite progressive de son interlocuteur, regarder et s'approcher de la porte, silence, par exemple).

Oliver Eaton Williamson (1993) accuse l'opportunisme et la rationalité limitée des acteurs d'être des freins à la stabilité des relations. Un engagement unilatéral et réduit à quelques personnes présuppose une confiance limitée par rapport à un engagement bilatéral. Ce qui signifie que lorsque les acteurs élargissent leur réseau, l'opportunisme est moins pesant. En revanche, l'asymétrie informationnelle et la culture du secret sont des risques qui se situent au moment de la sélection des interlocuteurs. Lorsque le nombre d'intervenants est réduit des tensions peuvent apparaître dues au calcul de leurs intérêts et à la difficulté de substituer l'acteur par un autre (Boisson, 1999). Ceci signifie, ce qu'Oliver Eaton Williamson (1993) confirme, que plus le nombre de protagonistes est élevé moins ils sont opportunistes.

Akbar Zaheer, Bill McEvily et Vincenzo Perrone (1998) notent que les garanties et les règles limitent les comportements opportunistes et guident les acteurs. Morton Deutsch (1962) et Dale Zand (1972) remarquent que la confiance apparait souvent dans le cas où la situation est

vulnérable. Autrement, en présence de règles rigides, les acteurs cherchent d'autres mécanismes de coordination entre eux.

Par ailleurs, Oliver Eaton Williamson (1983) développe que lorsque l'acteur se fie à la réputation de son partenaire, il prend une décision rationnelle d'estimer les avantages estompés de la coopération. L'auteur, s'intéressant à la théorie des coûts de transaction, admet que le marché est un moyen de coordination entre acteurs économiques qui veulent se protéger contre la concurrence, le défaut d'information et l'incertitude. Réduire ces coûts de transaction n'est possible que grâce à la construction de partenariats, la signature de conventions et de pactes. Il soutient que la rationalité limitée, la culture du secret, la défection et la déformation de l'information et l'augmentation de l'incertitude font qu'il sera difficile d'éliminer l'opportunisme.

Grâce à l'expérience et à l'apprentissage, l'information circule en permanence au sein du réseau. Néanmoins, la rudesse de la concurrence et la montée de l'incertitude obligent les acteurs à coopérer. L'opportunisme se réduit laissant la place à la confiance lorsque les acteurs mettent en commun leurs actifs (investissements, immobilisations, par exemple), savoir et savoir-faire pour créer de nouvelles ressources communes (Boisson, 1999).

Sur la base de l'avantage concurrentiel, l'interdépendance cache derrière elle un risque d' « otages »[99] potentiels à cause de la dépendance forte dans les ressources, les compétences, etc. La conception d'Oliver Eaton Williamson (1993) sur l'interdépendance et l'opportunisme présente des limites dans le fait où les coûts de transaction s'avèrent contraignants. Plus la durée d'interdépendance est longue plus ce mode d'échange est coûteux. La présence de menaces crédibles et potentielles est un obstacle au développement de la coopération. Les acteurs peuvent revendiquer des signes d'autonomie collectives par le détournement du cadre structurel (grève, boycott, non-usage d'outils, contestation et retard) (Trompette, 1999).

Oliver Eaton Williamson (1993) admet que l'internationalisation des échanges entre deux acteurs minimise les coûts de transaction. Malgré l'impossibilité de quantifier ces coûts avec précision, ces derniers sont censés être faibles en présence d'accords de coopération et suite

[99] Se référer au modèle d'otages d'Oliver Eaton Williamson (1993) consiste à faire ressortir deux situations. La dichotomie marché/hiérarchie véhicule l'idée de controverses entre, d'une part, la hiérarchie associée à l'autorité et à la centralisation et, d'autre part, le marché qui renvoie à la liberté, la coordination décentralisée et l'autonomie. Par conséquent, cette situation suppose le recours à l'opportunisme pour arbitrer et équilibrer entre les domaines transactionnels (activités du marché) et celles de la hiérarchie. La deuxième situation évoque les différents actifs envisagés et mis à disposition dans les transactions.

au recours aux stratégies d'alliances[100]. Les coûts relatifs à la négociation et au contrôle d'un contrat de coopération sont réduits par la synergie et la confiance entre les alliés. D'autres formes d'alliances peuvent émerger grâce à l'ouverture du marché notamment la logique du don contre don. Ce type de transaction ne peut exister que si les alliés ne se mettent pas d'accord sur un échange de technologies contre l'échange de ressources de toute nature.

Toutefois, Christian Koenig (1999) critique sévèrement Oliver Eaton Williamson (1979) dans le fait que la confiance interpersonnelle est un mélange entre rationalité et social (éthique, calcul, valeurs communautaires, honnêteté, bienveillance, intégrité, bonne volonté, etc.). Mark Granovetter (1985) avance que la confiance interpersonnelle mène au renforcement de la coopération, des réseaux de partenariat et des échanges économiques. D'un autre angle, Diego Gambetta (1988) et Edward Lorenz (1993) considèrent qu'elle stabilise les relations sociales et élargit les réseaux.

b) Le capital social comme forme de la confiance territoriale

Georges Simmel (1990) traduit la confiance comme un partage social et une réciprocité dans les interactions. « La réciprocité de la confiance n'est pas le fait d'une générosité personnelle. Elle repose plus sûrement sur la nécessité d'un intérêt mutuel à ce que l'interaction se déroule en faisant l'économie d'une tension. Chaque acteur, emporté par son rôle, entend que ses partenaires accréditent son personnage, comme il est prêt à valider le leur […] » (Le Breton, 1998 : 120).

La confiance sociale consiste à « […] situer les conceptions du capital social en termes de transgression du clivage entre sociologie et économie, Bourdieu est sans doute celui qui transgresse de la façon la plus radicale, puisqu'il est en rupture totale avec la théorie des choix rationnels » (Ponthieux, 2006 : 33). La définition du capital social, d'après Pierre Bourdieu (1980), oscille entre la dimension sociologique et la dimension économique. Il souligne que le capital social est le levier et le moteur du développement des relations de pouvoir et de domination entre individus et groupes. Ainsi, il admet que l'appartenance à un groupe procure

[100] La notion alliance technologique n'est évoquée que si l'un des alliés participe avec ses ressources technologiques sous formes de matériels, compétences, procédures, plans, formules, modèles, connaissances, etc. L'alliance consiste en l'échange de résultats de recherche et développement. Par conséquent, la mise en commun des ressources mène au développement conjoint d'une nouvelle technologie et à estomper les coûts de production (Williamson, 1979).

des profits économiques, matériels et symboliques. L'auteur présente la confiance comme capital social et instrument accessible grâce à la position de l'individu et à son pouvoir d'accès. Les acteurs sont différenciés puisqu'il y a place pour les inégalités. Le droit d'accès ne se pose que lorsque l'individu est situé dans un autre groupe.

Si l'on se place du côté de la personne à qui on va lui accorder confiance, ses différents attributs matérialisés par ses compétences, sa bienveillance et son intégrité sont mis en exergue et sont mobilisables à différents moments (Mayer, Davis, Schoorman, 1995). La personne peut accorder sa confiance à un inconnu à condition que ce dernier appartienne à la même communauté que son interlocuteur (communauté de chercheurs, à la même fraction sociale, par exemple). La relation de confiance s'appuie sur la réputation communautaire[101]. Cette confiance absolue n'est pas le résultat d'une rationalité marchande puisque les deux acteurs ne cherchent pas à mesurer le risque ou à augmenter leurs profits (Dupuy, Torre, 2004).

À travers les fondements systémiques de l'organisation moderne, Denis Harrison (1999) fait ressortir deux systèmes. Cette organisation est, en premier lieu, une communauté d'individus (famille, clan ou groupe), c'est-à-dire un réseau court et des liens forts et cultivant une confiance réciproque. L'expansion de la confiance dans les lieux privés (liens d'amitié, famille) contribue, selon Antony Giddens (1990), à promouvoir des relations intenses et riches. En second lieu, l'organisation est soutenue par des institutions (à titre d'intermédiaires). Le système est alors caractérisé par des interactions faibles inscrites dans un réseau étendu (ONG et IRA ou équipe ROSELT/OSS et CRDA).

D'après James Smoot Coleman (1990), la confiance est une forme de capital social, différente du capital physique (matériel) ou du capital humain (compétences). Elle est issue des relations entretenues entre acteurs et décrite par la ressource sociale complémentaire aux relations institutionnalisées. « Le volume du capital social que possède un agent particulier dépend donc de l'étendue du réseau, des liaisons qu'il peut effectivement mobiliser et du volume capital (économique, culturel ou symbolique) possédé en propre par chacun de ceux auxquels il est lié […] » (Ponthieux, 2006 : 35).

Il existe des points communs et de divergences entre Pierre Bourdieu (1980) et James Smoot Coleman (1990). Ils se mettent d'accord sur le rôle des connexions sociales. Ces dernières

[101] Elle est basée sur les connaissances de la communauté et les normes sociales caractérisant son activité (Dupuy, Torre, 2004). Par exemple, les Béni-Zid sont connus par leur courage et ardeur dans les guerres d'une part, et leur hospitalité et accueil, d'autre part (Omrani, 1982).

permettent de réussir puisque les acteurs optent pour des stratégies de développement des relations. De même, ils se rejoignent dans la fonction du capital social comme outil et instrument de surveillance du groupe et efficace pour sa cohésion.

Pour les points de divergence entre Pierre Bourdieu (1980) et James Smoot Coleman (1990), ils se diffèrent au niveau des paradigmes empruntés. Le sociologue français est plus individualiste que James Smoot Coleman (1990) dans la mesure où il met l'accent sur l'autorité de celui qui détient le capital du groupe sur les membres (les membres du groupe). Alors que sociologue américain évoque simplement le capital du public tout en négligeant les forces et les interactions internes (au sein du groupe). Il insiste sur la fonction de contrôle et de surveillance assurée par la conformité des comportements dans le groupe. Pierre Bourdieu (1980), quant à lui, constate que cette fonction est un obstacle à l'accès au groupe. L'autre point de divergence est la formation du capital social. Le capital social est un investissement dans les relations et le réseau est défini comme une structure. Il évoque en plus les stratégies d'investissement social conscientes et inconscientes.

Par ailleurs, Robert Putnam (1995) rapproche le capital social à la confiance, aux principes de normes, à la coordination et à la coopération. La règle sociale conditionne le comportement des autres. Ayant une double fonctionnalité, elle permet de ne pas perdre la face. Elle est alors la règle de l'amour-propre. Pour protéger la face de son interlocuteur, la règle de la considération a pour but de respecter l'autre (Goffman, 1998).

Le capital social, tel est décrit par Robert Putnam (1995) permet de réaliser à la fois les intérêts individuels et les intérêts collectifs. L'auteur l'associe à l'action publique. Cet outil renvoie à l'engagement des citoyens. L'auteur adopte la notion de culture civique plutôt que de capital social. Il évoque les associations civiques et volontaires et les engagements dans l'établissement des normes de réciprocité à l'égard des sociétés. Le politologue américain soutient que la confiance est un gage de respect des intérêts surtout ceux collectifs. Les citoyens sont, par conséquent, disposés à s'engager dans des relations de confiance.

De part et d'autre, James Smoot Coleman (1990) et Robert Putnam (1995) admettent que la confiance n'est pas le résultat des relations sociales mais un instrument social. James Smoot Coleman (1990) se différencie de lui au niveau du rôle positif des normes et des réseaux sociaux mais sous-entend les effets négatifs du capital social traduits par la rigidité et l'exclusion d'individus.

Robert Putnam (1995) adopte les approches culturalistes pour développer que les individus, partageant une même culture, réagissent et se comportent de la même manière. Les valeurs culturelles de certaines sociétés permettent plus que d'autres de développer la confiance. Elle renvoie au soutien mutuel entre acteurs agissant au sein d'une « communauté culturelle ». Ainsi, les habitudes éthiques et les valeurs morales sont des sources de confiance. Ce qui explique la définition de la confiance comme un capital social (Ponthieux, 2006). Selon James Smoot Coleman (1990) et Francis Fukuyama (1995), le déficit du capital social renvoie à une perte de confiance.

Salah Omrani (1982 : 102) met l'accent sur le principe de réciprocité qui existait au sein des fractions de Béni-Zid. « Cette entraide, bien qu'elle prend la forme d'exploitation chez les gros éleveurs, dans la mesure où ils sont aidés et n'aident pas, est une manifestation de la solidarité du groupe pour faire face aux problèmes de la production qui exige un espace de relations basées sur la complémentarité et la solidarité ». D'ailleurs, il souligne qu'en raison de l'aridité climatique et la présence de tensions et conflits, les tribus étaient obligées de nouer des relations d'interdépendance et une tolérance accrue valorisant l'échange.

En conclusion, Oliver Eaton Williamson (1993) pointe les limites de la prévision des comportements d'acteurs en cas de situations complexes et retient l'idée de la contradiction entre confiance et calcul. Il évoque la « confiance quasi-non calculatoire » dans les relations personnelles pour caractériser qu'elle est conçue à partir de la bonne volonté et non par l'aspect cognitif et les préjugés. Afin d'améliorer la qualité de l'information contenue dans les observatoires, il est essentiel de joindre les objectifs et les intérêts de ces acteurs dans une assise de confiance.

1.3.2 La confiance territoriale : ambivalence entre croyance, décision, dépendance et vulnérabilité

La confiance prend en compte la vision de l'autre. L'interactionnisme symbolique affirme que les actions de l'individu dépendent de sa perception des symboles de son environnement. Comment perçoivent-ils l'uniforme, un chercheur, la visite d'un haut responsable ? Par conséquent, comment vont-ils réagir ? Le côté symbolique renvoie à la multiplicité des signes échangés par les acteurs à travers le corps et le langage. Le mode d'emploi de ces signes est

partagé par la communauté. Ceux qui ignorent devraient faire un effort supplémentaire pour décoder le sens et saisir les paroles et les symboles. Ainsi, chacun dispose d'une boîte à outils dès son enfance et alimentée par les interactions et le partage culturel (par exemple, perception du chercheur avec une blouse blanche dans un laboratoire faisant des tests avec des tubes à essais). Pierre Bourdieu (1998) admet que les individus appliquent « les principes de division » pour cataloguer autrui. L'interprétation de la situation met l'individu en mode interactionnel puisqu'il agira en conséquence. L'interaction évoque l'empathie de la personne par le fait de comprendre l'autre bien qu'il ne partage pas les mêmes valeurs sociales et culturelles (classes sociales différentes, diverses communautés, etc.) (Le Breton, 2004).

Harrisson McKnight *et al.* (1998) soutiennent que les croyances de confiance (croyance en la fiabilité de la personne et en son intégrité) sont associées aux croyances cognitives. Elles sont influencées par les processus de catégorisation. Ces processus partent du principe que les individus qui partagent les mêmes valeurs seraient plus désireux de se faire confiance. Grâce à la réputation, ils perçoivent la dignité et la fiabilité. Avant les premiers contacts, la réputation fournit des informations sur la personne, permet d'anticiper son comportement et de croire en son honnêteté (Anderson, Weitz 1989). Avant qu'une personne s'engage dans une relation de confiance, elle observe si autrui bénéficie d'une bonne réputation. Ainsi, la personne croit qu'elle contrôle la situation grâce, par exemple, à la réputation de la communauté.

La confiance est une action décidée puisqu'elle est réfléchie (ou rationnelle) et construite par un calcul minimum des avantages et des inconvénients de la relation. L'individu n'est pas totalement démuni puisqu'il se réfère à ses jugements et à sa rationalité. En effet, Roger Mayer, James Davis et David Schoorman (2007) définissent la confiance comme la décision volontaire d'une personne d'être dans une situation vulnérable. Son choix dépend de l'acceptation d'une situation inconfortable de soumission. La dépendance et la vulnérabilité se situent lorsque l'acteur est obligé de s'engager dans une relation de confiance. Ces situations renvoient à l'entraide, la solidarité et la contrainte.

Par exemple, Salah Omrani (1982) souligne la complémentarité des liens entre les nomades et les sédentaires[102] pour faire face à la précarité et l'aridité de l'environnement. Il met l'accent à

[102] Salah Omrani (1982 : 72) étudie la distinction entre les *arab* et les *beldia*. Les *arab* sont des nomades alors que les *beldia* sont les sédentaires ; les anciens habitants d'El Hamma. Ceci explique la cohésion des tribus de Béni-Zid et son organisation et rappelle la confiance identitaire et communautaire. D'ailleurs, il considère que la tribu comme l' « [...] instance suprême de l'organisation collective [...] » qui elle-même est organisée en divers *arouch* (comme *Dabdaba*, *Zemzema*, *Ouled Ghrib* et *Zouayda*). Le chef de la tribu est appelé *Cheikh el Guabila*. Ses responsabilités tournent autour de la dissolution de contentieux et litiges, le partage des héritages, le traçage des zones de pâturage et de déplacement. Autour d'un *miâad*, cette manifestation s'effectuait à chaque fois que

la fois sur l'esprit de solidarité et les disparités relationnelles. En revanche, « derrière cette " solidarité inconditionnelle " et cet esprit démocratique se cachent des inégalités au niveau des rapports de production dont l'expression est la domination des notables sur la scène politique, économique et sociale, qui doivent leur prééminence à leur richesse [...] » (Omrani, 1982 : 75-76). La dynamique et la tendance des exploitations ont un impact considérable sur la gestion des parcours. Originaires de la région ou venant d'autres régions, les éleveurs forains ou de passage[103] étaient tolérés par les ayants-droits à laisser leurs troupeaux paître sur leurs terres. Suite à la pression sur les parcours, l'accès est devenu limité voire interdit ce qui a créé des problèmes fonciers, économiques et écologiques. Comme cet accès est refusé, les éleveurs, les bergers et les pasteurs passent sur les mêmes parcours et avec une fréquence de plus en plus forte. Par conséquent, cette nouvelle donne a dégradé le sol en plus de la rareté des saisons pluviales.

Le CRDA, autorité locale, a tenté d'aménager les parcours sur deux périodes. Pendant la période estivale, les gros éleveurs chargent des groupes bergers professionnels en leur confiant leurs troupeaux. Néanmoins, des tensions naissent entre les gros éleveurs et les petits éleveurs concernant l'exploitation collective des terres et des parcours. Les infiltrations des troupeaux sont de moins en moins tolérées. Les céréaliculteurs interdisent le libre pâturage dans leurs terres labourables et louent des terres en *achaba*. Pendant la période hivernale, les éleveurs exploitent des terres collectives éloignées. L'inefficacité des stratégies proposées ravivent la méfiance et le désarroi de tous les acteurs (Sghaier, Picouet, 2000).

Comment qualifier la nature et le type de confiance dans une relation entre acteurs ? Michel Servet (1994) admet que la confiance est impossible si l'information est nulle et la confiance est inutile si l'information est parfaite et totale. En fonction de son mode de production, Lynne Goodman Zucker (1986) identifie trois types de confiance. Basée sur les caractéristiques propres de la personne, le premier type présuppose l'existence d'une confiance initiale puisqu'elle ne fait pas l'objet d'échange. Elle est personnelle et relative à un individu bien identifié ou au groupe de référence (*cf.* tableau 2 à la page suivante).

---

la tribu est agressée ou heurtée. Les limites des territoires n'étaient pas stables à causes des confortements et guerres incessants entre les tribus et les fractions.

[103] Forains, puisqu'ils sont des éleveurs d'autres régions ou n'appartenant pas à la même fraction ou tribu. Les enquêtes réalisées par l'IRA montrent que 81 éleveurs sur 457 ont déclaré qu'ils ne laisseront pas les éleveurs forains ou de passage paître sur les parcours de leurs tribus (Sghaier *et al.*, 2007). D'ailleurs Salah Omrani (1982 105) soutient que « […] les Béni-Zid accueillaient sur leurs terres les troupeaux et les gens, qui chassés par la sécheresse venaient leur demander l'autorisation d'utiliser leurs pâturages et ensemencer les terres qu'ils ne pouvaient pas ensemencer eux-mêmes puisqu'ils savaient qu'ils trouveraient chez leurs hôtes un accueil tout pareil le cas échéant ».

Confiance personnelle	* Identité communautaire et familiarité (Karpik, 1991). * Basée sur le face à face (Brousseau *et al.*, 1997). * Caractéristiques individuelles et traits de personnalité (*characteristic based trust*) (Goodman Zucker, 1986). * Associée à un engagement affectif (Bourque, Thuedroz, 2002).

Tableau 2. Récapitulatif de la confiance personnelle

Ajouté à la confiance personnelle, Lynne Goodman Zucker (1986) définit les confiances relationnelle et institutionnelle. Le deuxième type met en relief les différentes interactions et le partage de valeurs entre eux. La confiance relationnelle s'intéresse aux liens entre personnes ou organisation mais aussi entre personne et objet (marque, outils, par exemple). Elle nécessite une longue interaction entre acteurs et exige le plus possible de temps par rapport aux autres types de confiance. La confiance relationnelle n'existe que dans la supposition d'échanges au préalable entre individus. L'auteur fait avancer que la durée de la relation ainsi que la stabilité des partenaires influent sur l'émergence et la construction de la confiance relationnelle (*cf.* tableau 3 ci-dessous).

Confiance relationnelle	* Échanges passés et attendus (*process based trust*) (Goodman Zucker,1986). * Nécessité d'un historique (Rotter, 1971, Charki, 2005). * Construite entre membres d'un groupe stable (Baudry, 1995). * Plus vulnérable que la confiance institutionnelle (Baudry, 1995).

Tableau 3. Récapitulatif de la confiance relationnelle

Enfin, la confiance institutionnelle suppose l'existence d'une structure formelle qui encadre le comportement de l'acteur et réduit le recours à l'opportunisme. D'ailleurs, et d'après Vincent Mangematin (1999), elle est construite sur la base d'une croyance collective d'acteurs des règles d'échange. Par conséquent, elle n'est le produit ni d'interactions, d'échanges ou de séquences antérieures. La logique institutionnelle renvoie à l'importance de dévoiler des informations indispensables ou des vices cachés pour justifier sa bonne foi (signaux invisibles) (Kramer, 1996) (*cf.* tableau 4 ci-dessous).

Confiance institutionnelle	* Garanties formelles fournies et assurées par l'institution (*institutional based trust*) (Goodman Zucker, 1986). * Construite au cours du temps et promptement (Charki, 2005). * Véhiculée à traves des règles et normes institutionnelles (Baudry, 1995).

Tableau 4. Récapitulatif de la confiance institutionnelle

Accepter la structure formelle de l'autorité (État, organisation, religion, coutumes, etc.) évoque l'existence d'une confiance zéro puisque les acteurs font au préalable confiance à l'autorité qui a délégué les règles de jeux. La confiance initiale est aussi expliquée par la confiance institutionnelle[104]. Elle ne repose pas sur les expériences antérieures mais sur les règles formelles (Zucker, 1989, Mangematin, 1999). Chercher l'assurance à travers les normes et les valeurs est un attribut spécifique à la confiance initiale (*cf.* tableau 5 à la page suivante).

[104] Harrisson Mcknight *et al.* (1998) présentent la confiance institutionnelle sous deux angles : la confiance comme croyance dans la normalité de la situation et comme croyance structurelle. La normalité de la situation montre que la croyance dans le succès d'une relation est réalisée lorsque la situation est normale. L'individu croit réussir du moment où la situation est normale. La normalité est décrite par l'absence de la méfiance. Elle est aussi traduite par la perception de signaux normaux émis par le prestataire. L'expérience d'Harold Garfinkel (1963) évoque certaines situations anormales où les individus ont tendance à avoir plus la défiance que de confiance : la confiance est réduite. La situation de normalité est une situation confortable pour les parties à partir du moment où elle les aide à se sentir protégés et rassurés. Ils n'ont pas de souci à se méfier vis-à-vis des autres et en outre, ils ont plus de faculté à développer la confiance initiale. En second lieu, les croyances d'assurance structurelles apportent des éclaircissements sur la relation.

Confiance initiale (ou confiance zéro ou confiance de départ)	* Paradoxe de la confiance initiale lorsque l'individu est rationnel (Dupuy, Torre, 2004). * Son origine : - appartenance à la communauté (Trompette, 1999) ; - respect du supérieur (Anderson, Weitz, 1989) - existence d'un contrat (Mangematin, 1999) - réputation de l'interlocuteur : intégrité, disponibilité, compétence (Ring, Ven de Ven, 1992) * Pré-condition pour la signature d'un contrat (Garfinkel, 1963, Mangematin, 1999).

Tableau 5. Récapitulatif de la confiance initiale

Étudier l'utilité et les relations de confiance suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides consiste à s'intéresser à la fois à sa dimension économique (calcul et opportunisme) et sociale (partenariats, valeurs culturelles et habitudes). Ce processus est fondé sur des relations de coopération nationales et internationales entre les acteurs de développement. Pierre-Yves Gomez (1995) avance que la confiance, grâce à la coopération, devient une dimension et attitude naturelle et spontanée. Mais, comme elle peut être un état naturel, la confiance territoriale peut aussi être commandée, c'est-à-dire calculée. L'individu rationnel, analysant ses intérêts, s'inscrit dans une relation de confiance si les avantages procurés de la logique collective sont davantage supérieurs aux contraintes. Dans ce même sens, Oliver Eaton Williamson (1993) admet la confiance comme une contrainte et est aperçue comme un phénomène indépendant de la dimension sociale.

*

* *

En conclusion de ce premier chapitre, les dispositifs d'information et de communication sont des outils permettant d'élargir et de développer des relations avec de nouveaux partenaires, de disposer et d'accéder rapidement à l'information et de dépasser les contraintes spatio-temporelles (Markus, Robey, 1988). L'écoute de l'environnement est présentée par les moyens alloués tels que la mise en place d'observatoires destinés à différents acteurs et secteurs d'activités. Jean-Luc Dubois (2004 : 4) reproche aux observatoires qu'ils sont plus destinés à être une base d'information plutôt qu'à satisfaire les besoins des acteurs observés. « Même si les observatoires sont souvent plus axés vers la satisfaction de la demande d'information ».

L'agriculture à Menzel Habib est une activité socio-économique et culturelle. Tout d'abord, la dimension économique présente le souci matériel de subvenir à ses besoins. Ensuite, et selon la dimension culturelle, l'agriculture constitue l'identité et l'héritage à conserver. Enfin, la dimension sociale évoque l'entraide et la convivialité en cas de crise. Subvenir à ses besoins par une agriculture intensive menace l'environnement et la qualité des produits. Il est difficile pour la population de songer à la fois aux contraintes économiques et écologiques et l'exercice d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Les préoccupations environnementales sont la préservation de la ressource en eau, des sols, des méthodes d'élevage et de culture, bonne gestion des déchets (eaux usées) et une gestion économe de l'énergie. La population se sent désarmée et résignée face à la complexité des problèmes écologiques, sociaux, économiques, culturels, etc. À cela s'ajoute, son incompréhension par les chercheurs et les structures locales de ses difficultés.

Dans le chapitre suivant (*cf.* **Chapitre 2**), nous nous mettons l'accent sur la relation entre confiance et information, les stratégies recourues : rétention de l'information, culture du secret, rumeur, logique de transparence, etc. Souvent, la confiance est présentée de façon duale. Comme elle est complémentaire aux relations institutionnalisée, elle peut être aussi la condition primordiale pour le développent d'interactions. La dualité entre confiance et interaction est mise en exergue afin de dégager ses différentes catégories. Par le fait d'étudier l'honnêteté des acteurs, la confiance facilite la détection de leurs comportements d'honnête

dissimulation, d'opportunisme, etc. et contribue à réduire la déformation de l'information et la culture du secret.

La Tunisie confirme son avancée en termes de préservation et de progrès social pour une grande partie de sa population. Les chantiers prioritaires des structures administratives, institutionnelles et de recherches dans la zone de Menzel Habib consistent à soutenir le développement durable et à sensibiliser la population sur le respect de l'environnement et les risques issus de leur désengagement à travers des campagnes informationnelles et préventives.

Vu le contexte imprévisible et incertain du risque de désertification, les individus sont obligés d'agir et de s'engager dans une relation de confiance. Cet engagement leur permet d'éviter une paralysie et un dysfonctionnement d'une part, et de saisir les opportunités offertes à eux, d'autre part et, par conséquent, de réaliser leurs objectifs. La communauté de Menzel Habib, en rejoignant ce vaste ensemble, participe à un projet de développement qu'elle ne pourrait jamais mener seule.

2. Chapitre 2
Confiance territoriale et dynamique informationnelle

Pour lutter contre la désertification une maîtrise de toutes les informations économiques, sociales, politiques, écologiques, etc. est primordiale. D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), dont le rapport en mentionne que la population ne perçoit pas l'utilité, par exemple, de l'association de développement local puisque les programmes de sensibilisation sont insuffisants et les informations manquent. Donc, il apparaît primordial d'étudier l'impact de l'émergence de l'intelligence collective sur la transmission de l'information, des techniques de communication et des relations entre acteurs.

Pour Brigitte Guyot (2000), l'information permet de réagir. Elle est prise dans un système d'acteurs dans lequel les individus impliqués agissent pour réaliser leurs propres objectifs. Pour qu'elle soit acceptée et intégrée dans leur système cognitif, les acteurs la redisent, la retransmettent et la réinterprètent. Le souci d'incompréhension et/ou de détorsion de l'information les menacent. Les acteurs prennent leurs temps dans le décryptage, déchiffrage, la reconnaissance et l'identification des caractéristiques de chacun.

Comme le soulignent Paul Watzlawick *et al.* (1972), l'information est au cœur du changement technologique dans la mesure où les liens entre individus, objets et sociétés sont affectés. La qualité de l'information produite, les conditions d'accès et les modalités d'échange entre acteurs territoriaux sont encore non cernées et demeurent ambigües (Mabileau, 1999). Tout en mettant l'accent sur la définition des besoins d'acteurs, Keith Clarke (2001) souligne que ce flou affecte la mise en place des SI dans les territoires.

Territoires et confiance ; cette relation présente le territoire comme un espace d'acteurs, de représentations, de rapports, d'informations mais peut se transformer en un espace de désinformation (Guyot, 2000 ; Bertacchini, 2003) et de méfiance si le passage de l'information stratégique à l'information opérationnelle n'est pas réalisé ou entravé. Louis Van Delft et Florence Lotterie (1993) soulignent que l'acteur est souvent placé dans une

position inconfortable entre la culture du secret (dissimulation) et celle de la transparence (honnêteté). L'individu, en entrant en contact avec son interlocuteur, est soucieux de son image. Ses gestes devraient être compréhensifs et nets d'ambiguïté. Cette obligation permet à l'acteur d'éloigner tout comportement superflu et de sauver la face (Goffman, 1998). Ainsi, cette posture lui permet-il de construire la confiance même avec des acteurs méfiants. La forme de l'information affecte-t-elle la relation de confiance ? Pourquoi éprouver le besoin de dissimuler l'information[105] ?

Dans la première section (*cf.* **2.1.**), nous mettons l'accent sur la dynamique de la confiance territoriale dans les zones arides. À la manière de Yann Bertacchini (2000) qui étudie la confiance dans le contexte d'intelligence économique territoriale. Subséquemment, il démontre que ce processus est à risque parce qu'il peut être à la fois un vecteur de confiance ou de méfiance. L'enjeu du chercheur est de comprendre comment la confiance se construit à travers ce processus à risque et dans les zones arides.

Le sens de diffusion de l'information est vécu comme un facteur de désorientation dans le processus communicationnel. En effet, la surcharge informationnelle bouleverse le sens de la communication (entre émetteur et destinataire) et l'irrégularité dans la gestion de l'information. Brigitte Guyot (2004 : 42) déclare que « l'information intervient alors comme liant social […] dans un contexte de structuration et de " mise en ordre " des activités informationnelles ». Ainsi, une gestion efficace de l'information devient évidente pour consolider les relations entre les acteurs (*cf.* **2.2.**).

D'après Brigitte Guyot (2004), l'information, dans une optique sociale, ne s'arrête pas aux aspects opérationnels mais elle intègre les dynamiques d'acteurs. La perception de l'information dépend des expériences vécues par chaque acteur. Dans un contexte où la culture du secret et la dissimulation sont pratiquées au niveau de l'intelligence territoriale[106], il est important de sélectionner les informations pertinentes et signifiantes et d'en éliminer les superflus (Martre, Clerc, Harbulot, 1994) (*cf.* **2.3.**).

Par ailleurs, et d'après Yannick Manche (2000) et Robert Reix (2004), la conception de SI doit répondre à trois questions fondamentales : informationnelle, organisationnelle et

[105] L'honnête dissimulation, d'après Louis Van Delft et Florence Lotterie (1993), consiste à cacher ce qu'on a dans le cœur, à garder des secrets dans la conduite de sa vie.

[106] « Les nombreuses conquêtes, reprises et pertes de territoires favorisent le développement d'une certaine culture du secret. Ces fondements historiques et culturels facilitent la formation de partenariats d'entreprises ainsi qu'une coopération entre patronat et syndicats devenue légendaire dans les années soixante-dix » (Martre, Clerc, Harbulot, 1994 : 26).

technologique. Sur le plan informationnel, le SI est conçu pour répondre à la modélisation des connaissances : quels sont les éléments à représenter ? Comment les représenter ? Sur le plan organisationnel, la mise en place de SI exige la gestion des ressources et la coordination des rôles et des activités de collecte, de traitement et de diffusion de l'information. Dans la dernière section (*cf.* **2.4.**), nous mettons l'accent sur l'importance de déterminer les responsabilités des structures de décision, d'information, de communication, des chercheurs, de la population locale, etc. Enfin, la dimension technologique renvoie à la définition des usages.

Au moment du filtrage de l'information, hésiter entre divulguer certains résultats ou les laisser réserver à une communauté bien déterminée est un dilemme que l'acteur peut subir. « […] le manque de confiance dans une information conduit généralement à lui attribuer une pondération plus faible dans l'espace de représentation du problème ». Par conséquent, accorder sa confiance dans l'information permet de bien identifier le problème et ses causes. D'ailleurs, « il est à peu près certain que la forme utilisée pour les représentations a un impact sur le processus de résolution des problèmes mais, en l'état actuel de nos connaissances, peu de conclusion sont scientifiquement validées » (Reix, 2004 : 28).

2.1 Dynamique de la confiance territoriale

Inscrite dans le présent, le passé et le futur, la confiance est décrite par son processus dynamique. Elle « […] se vit plus qu'elle ne se décrit […] » (Féron, 2003 : 14). Le rôle du facteur temps permet de nous intéresser à son influence sur l'émergence et la pérennisation de la confiance territoriale. Selon Michel Féron (2003), sa construction est plus rapide dans des équipes travaillant sur des projets sous pression et dans des délais serrés. Également, son développement et sa pérennisation ne sont pas forcément renforcés par une longue relation. En effet, le doute, le soupçon, la rumeur et la méfiance pourraient s'installer dans une relation de longue durée. Nous soulignons, dans la première section (*cf.* **2.2.1.**), l'évolution de la confiance. D'ailleurs, elle se transmet et disparait, obéit à un processus continu et dépend des intérêts d'acteurs, du recours au pouvoir, des technologies utilisées, du degré de rationalité (Bellemare, Briand, 1999). Présentée comme ingrédient essentiel de l'action collective et le développement de la communication, la confiance renforce les interactions sociales et assure

une harmonisation dans les comportements des acteurs (Zand, 1972). Elle constitue un lubrifiant des relations économiques et sociales.

Exposé à des contraintes écologiques et économiques, le déséquilibre dans le territoire de Menzel Habib est fort et quasi-irrévocable. Malheureusement, les précarités écologiques, économiques et sociales pèsent lourd dans ces zones arides. **Langages** ; composante du programme LOTH, et confiance nous permettent d'interroger les stratégies de communication avec des acteurs méfiants. Car il s'agit de bien coopérer et faire participer tous les acteurs malgré la méfiance et la crise communicationnelle[107] rappelle les moyens de communication entre acteurs et leurs interactions avec l'environnement. La méfiance et la défiance peuvent être remarquées dans des situations où les acteurs défendent des points de vue opposés : divergence des intérêts et des objectifs (*cf.* **2.1.2.**).

2.1.1 Processus de construction de la confiance territoriale dans les zones arides

La dynamique du processus de confiance est marquée par les modes de décision, de relations interindividuelles, de développement et le rôle du facteur temps (Guyot, 2000, Féron, 2003). Le continuum défiance, méfiance, confiance et foi véhicule le processus d'évolution de la confiance (Kreps, 1990). Nous étudions la notion temps, une dimension importante dans notre recherche, surtout que pendant le colonialisme les valeurs culturelles ont été transgressées menant à la fragilité des structures sociales. Après l'indépendance en 1956, la Tunisie a continué dans la même perspective à travers l'encouragement d'une agriculture intensive sans tenir compte ni de la spécificité du terrain et de son caractère foncier ni des habitudes tribales notamment dans les régions arides.

Étudier la confiance territoriale sous une dimension culturelle est essentiel. « Bien que la confiance apparaisse comme un modérateur de l'opportunisme, dans une telle approche les justifications de sa présence sont extérieures aux considérations éthiques de l'individu (éthique de soi) » (Bornarel, Leymarie, 2007 : 41). L'approche culturelle stipule que la confiance est travaillée, construite et suivant un processus fondé sur le partage de valeurs du groupe. Frédéric Bornarel (2004) soutient cette approche et déclare que la confiance peut être

[107] La crise communicationnelle marque les dysfonctionnements et met en péril la stabilité des interactions. La présence d'acteurs inhabituels, notamment l'intervention d'acteurs privés dans la région de Menzel Habib, a ravivé des tensions qui sont déjà fortes dues à la non prise en compte de la dimension sociale dans les projets de développement pendant le colonialisme et après l'indépendance de la Tunisie.

spontanée et non calculée. En effet, les visions occidentales et orientales de la confiance se rejoignent dans certains points et divergent dans d'autres. Dans les communautés occidentales, la confiance évoque plus les situations économiques et les risques d'opportunisme (Hardy, Phillips, 1995). Dans ce sens, la confiance est rationnelle et les mesures renforcent et justifient son recours (*cf.* **a**). D'autant plus que la communication est affectée par les quatre vecteurs de la confiance (la logique du *donnant donnant*, la peur, les relations de dominant-dominé et le sens d'appartenance). Ceci sera développé dans la deuxième sous-section (*cf.* **b**).

a) La confiance territoriale : entre sens d'appartenance et calcul

En se référant à la dimension culturelle, Sophie Ponthieux (2006 : 62) constate que « […] les différences de performance économique entre les nations s'expliquent par la culture, la religion et les traditions […] parce qu'ils déterminent l'aptitude à la confiance d'une population ». Les valeurs culturelles de certaines sociétés permettent plus que d'autres à développer la confiance. Autrement certaines populations sont plus aptes à construire des relations de confiance.

La population revendique son autonomie culturelle qui se manifeste par la prise en compte des caractéristiques culturelles de quelles les aspirations réglementaires sont issues, par le degré d'acceptation du risque (validation ou pas des savoirs scientifiques), par le bouleversement des pratiques agricoles traditionnelles. Ainsi, l'acceptation d'une technologie dépend du respect des coutumes et traditions (Durampart, 2007). Toutefois, les conflits entre acteurs rendent difficile le passage à l'action.

Pour les sociologues orientaux (Ibn Khaldoun, 1969 ; Omrani, 1982 ; El Arbi, 1991), la confiance représente la bienveillance, le respect et la reconnaissance des valeurs et contraint l'autre à respecter la logique du *donnant donnant*. Sa construction suit un processus social traduisant la réciprocité, la réparation des bris de confiance, la répétition d'expériences.

Salah Omrani (1982) et Béchir El Arbi (1991) soutiennent que la confiance dans les communautés arabes et musulmanes privilégie l'aspect social. Elle se base davantage sur des mécanismes implicites, tels la parole donnée et le serment, que sur ceux explicites. Daniel Mc

Allister (1995) admet que la confiance se construit à partir de la parole[108] et le comportement d'autrui. Il observe qu'un acteur confiant est une « personne qui agit volontairement en se basant sur la parole, les actions et les décisions d'une autre personne » (Bornarel, 2004 : 4). D'ailleurs, Oliver Eaton Williamson (1993) suggère, pour la rapidité des transactions économiques, de donner sa parole plutôt que de prévoir des arrangements formels et juridiques. Serrer la main[109] est un gage de confiance et suffisant pour lancer les échanges entre les membres de la tribu de Béni-Zid ou au-delà.

Par ailleurs, les sociologues comme Pierre Bourdieu (1987) et Jean-Claude Passeron et Claude Grignon (1989) se sont intéressés aux cultures populaires et leurs richesses dans la création de sens. Ils évoquent les rapports de domination légitimés sur le plan social. Claudine Batazzi et Henri Alexis (2006) soulignent que lorsque la culture est manipulée, par les technologies ou par une réalité étrangère, elle risque fort de ne plus être un levier de cohésion sociale mais plutôt une source de méfiance.

Salah Omrani (1982 : 122) précise que les valeurs ont été progressivement détruites par la colonisation. Des conflits et des tensions apparurent créant un malaise au niveau de l'adhésion des Béni-Zid et leur intégration aux nouvelles perceptions du territoire. Subséquemment, ils étaient contraints de réduire leurs déplacements, de sacrifier certaines de leurs valeurs et d'en adopter d'autres telles celles de la sédentarisation et l'arboriculture. Ceci n'est pas sans conséquence sur les fondements, les enjeux et la dynamique de la confiance dans les zones arides. « […] la société agro-pastorale des Béni-Zid a subi une altération progressive manifestée durant toute la période coloniale et encore actuellement par les conflits permanents et à tous les niveaux entre les *arouch* et les pouvoirs publics […] ». Le droit coutumier n'a plus de vigueur désintégrant ainsi la société tribale et son mode de fonctionnement. Le droit de jouissance prend alors du terrain marquant la fin de l'idylle entre *arouch*, *Firga*[110],

[108] « Celui qui donne sa parole, donne son cou », ce proverbe tunisien et oriental a été avancé largement par les acteurs territoriaux notamment par la population locale de Menzel Habib. Donner sa parole et s'engager sont très importants en Orient. Ainsi, les acteurs devraient faire attention avant de s'engager. Certains interviewés recourent à d'autres proverbes avec le même sens « la parole des Hommes ou parole d'Hommes » ou encore « la parole est une parole ».

[109] Une main moite ou molle ou présenter les bouts des doigts sont des signes d'hésitation, de non sérieux, d'agressivité, d'asociabilité, de manque de dynamisme et de non confiance contrairement à « une main d'Homme ». Les interviewés insistent sur le fait qu'un Homme de parole donne une poignée de main brève mais ferme. Le langage non verbal est important dans l'interactionnisme symbolique. Ainsi, une poignée distraite, machinale, avec un regard fixé ailleurs et une mine indifférente sont à éviter afin de mettre à l'aise dès le départ son interlocuteur. Le sourire et la prise d'initiative affichent une image d'ouverture d'esprit et d'enthousiasme.

[110] *Firga* : sous-fraction et composée de plusieurs *lahmate*.

Lahmate[111], etc. Le mal contre les structures administratives et les autorités commence à s'amplifier engendrant l'apparition de nouveaux comportements.

La mondialisation risque d'estomper les cultures locales en faveur des cultures occidentales (Omrani, 1982). C'est pour cette raison que l'UNESCO[112] a réagit en 2005 pour donner lieu à une convention portant sur la diversité culturelle. Toutefois, la banalisation des cultures locales voire leur disparition est due à l'ouverture des territoires entre eux et sur d'autres cultures nationales et internationales (Mzioudet, 1990). « Les écarts entre villes et campagnes ayant tendance à s'accentuer, tandis que les liens se distendaient, les habitants des villes, et plus spécifiquement les jeunes générations perdent le contact avec le monde rural […] » (Droy *et al.*, 2000 : 15) (*cf.* photo 2 ci-dessous).

Photo 2. Exemples de sédentarisation de la population pastorale à Menzel Habib (ouverture de petits commerces et ateliers: restauration rapide, fruits secs, garage de forgeage et de mécanique, salon de coiffure) (Mzioudet, 10/12/2010)

La dynamisation territoriale est une solution pour leur ouverture communautaire, représentée par Marie-Michèle Venturini et Yann Bertacchini (2008), comme un retour vers le local. Auparavant, le chemin était inverse, l'évolution du local vers le global est légitimée par le

[111] *Lahmate* : ensemble de familles élargies.
[112] UNESCO : *United nations educational, scientific and cultural organization*.

refus des différences et la mise en place de représentations et d'identités communes, partagées et cohérentes. D'après Jacqueline Estadès et Marie-Angèle De Looze (1999), la confiance est contrôlée par des dispositifs formels (clauses du contrat, règles, normes) et informels (engagement, logique du don contre don et de réciprocité, sentiment d'appartenance, peur de Dieu, hiérarchie) (*cf.* **b**).

b) Les quatre variables essentielles de la confiance territoriale

La confiance territoriale est un capital social (Bourdieu, 1980 ; Coleman, 1990 ; Simmel, 1990). Dans notre contexte aride, elle est construite selon quatre dimensions essentielles à savoir : la logique du don contre don, les formes de domination, le sens de la propriété et la peur. D'abord, le dialogue et l'échange de salutation, de félicitation, d'excuse, etc. renvoient à la logique du don contre don. Erving Goffman (1973 : 74) souligne qu'il existe une forme de mutualité dans les rites de présentation. « Quand une offrande rituelle se fait, c'est-à-dire quand un individu signale son implication et sa connexion à un autre, il incombe au bénéficiaire de montrer que le message a été reçu, que la valeur en a été appréciée, que la relation réelle est bien ce qu'en affirme l'exécutant, que ce dernier a lui-même une dignité de personne, et, enfin que le bénéficiaire lui-même est d'une nature sensible et reconnaissante ».

D'après le principe dilemme du prisonnier[113], l'acteur, au début de l'interaction, adopte un comportement coopératif pour, ensuite et systématiquement, laisser le comportement opportuniste et le don contre don primés dans ce contexte. La logique du don contre don se base sur le principe « Donner, recevoir, rendre » et fait partie de l'échange d'otages (Williamson, 1993). L'honnêteté de l'acteur accentue au fur et à mesure le développement de la relation grâce à la transparence informationnelle.

En se référant à l'approche goffmanienne, la confiance n'est pas acquise d'avance et il faut travailler pour la conserver par multiples signes : cadeaux, offres alléchantes, dons, subventions, gage de bonne foi, concessions, par exemple. Les rites de présentation indiquent

[113] Le dilemme du prisonnier décrit l'arrestation de deux individus soupçonnés de commettre un crime. Arrêtés par la police, ils sont emprisonnés. Face à cette perplexité d'avouer ou soit de garder le silence en calculant les enjeux de leur action, les individus hésitent. Si l'un avoue et l'autre désavoue, il sera libéré et son complice écope de 20 ans. Si les deux avouent, ils seront emprisonnés chacun de cinq ans et s'ils gardent le silence, ils écopent d'une peine d'un an en prison. Chacun est placé devant un dilemme : avouer ou ne pas avouer. Calculer son intérêt personnel entre passer à l'aveu ou trahir son complice. Cette leçon morale a pour objectif la réalisation d'intérêts mutuels. Entre un optimum collectif et la maximisation de ses gains, l'acteur est placé dans une situation inconfortable (Williamson, 1993).

à autrui ce que l'individu perçoit. Par exemple, adresser le salut lorsqu'on s'entretient avec une personne connue et de signaler la fin de l'interaction par des signes d'adieu. Erving Goffman (1998) souligne qu'il existe une forme de mutualité dans les rites de présentation. Le dialogue et l'échange de salutations, de félicitations, d'excuses, etc. renvoient à la logique du don contre don. Attendre le contre don dans une interaction, suite à un service effectué ou une offrande offerte, fait partie du rite de présentation et d'une confiance mutuelle. Le bénéficiaire est tenu de faire savoir à l'offreur qu'il a accepté et apprécié le service ou le cadeau. Cette forme de reconnaissance est essentielle pour la suite et l'avenir des interactions.

Ensuite, les formes de domination renvoient aux logiques de stratification hiérarchique et tribale. La confiance, d'après Anthony Giddens (1990), est difficilement installée lorsqu'une personne a une emprise et contrôle l'autre. Ce déséquilibre dans l'exercice du pouvoir ne leur permet pas de parier des uns sur les autres. La confiance, conçue par cet auteur, traduit la manière dont les acteurs construisent des relations, négocient, surmontent les peurs, par exemple. Des stratégies conscientes et inconscientes[114] sont mises en œuvre pour structurer ces actions. Christian Koenig (1999) soutient que le non partage d'une identité commune dans les intérêts est source de conflits et de tensions.

À cause de la conservation, de l'accentuation de l'asymétrie du pouvoir et de la soumission, la confiance fait croire aux plus vulnérables la légitimité des actions menées par les plus forts. Ces derniers, pour mettre en place des relations coopératives, mobilisent le pouvoir symbolique dans un jeu à somme nulle, non pas pour partager le pouvoir mais l'accroître. Cette forme de domination limite la synergie et accroît la prévisibilité. Contraint de coopérer, le dominé agit selon les prescriptions du partenaire dominant. Les acteurs coopèrent suivant un jeu à somme nulle.

Salah Omrani (1982 : 132) décrit les logiques de stratification hiérarchique au sein de la tribu de Béni-Zid. Il constate que la population éprouve une crainte de leurs terres des chefs des fractions et de leurs responsables due à l'abus de pouvoir. En effet, « […] la part du lion revenait par la suite au *khalifa* ou bien au cheikh qui manipulent souvent la solidarité du groupe à leur profit […] les procès interminables et les formalités administratives ont conduit

[114] La théorie de structuration d'Anthony Giddens (1990) présente les acteurs comme des agents sociaux compétents. La compétence renvoie au savoir, savoir-faire et savoir-être. Les connaissances tacites représentent tout ce que savent les gens dans leur vie sociale. Elles sont souvent exprimées d'une manière indirecte. « L'inconscient constitue une des *limites* de la compétence des acteurs humains » (Corcuff, 2007 : 46) puisqu'il est souvent refoulé, transformé et déformé pour qu'il soit accepté par la conscience. D'ailleurs, Anthony Giddens (1990) souligne l'existence de barrière entre le conscient et l'inconscient. Pour que l'inconscient soit accepté par le conscient, il faut qu'il soit déformé et déstructuré.

[…] à l'appauvrissement des populations pastorales et à l'accentuation des inégalités sociales ».

Par ailleurs, la violence symbolique est une forme de domination sociale qui est intériorisée. Elle renvoie à l'imposition de pouvoir sur un individu et contribue à renforcer les inégalités sociales et culturelles (Bourdieu, 1980). Elle s'applique avec le consentement des dominés et leur complicité. « Ainsi les diverses formes de domination, à moins de recourir exclusivement et continûment à la force physique, doivent être légitimées, reconnues comme légitimes, c'est à dire prendre un sens positif ou en tout cas devenir " naturelles ", de sorte que les dominés eux-mêmes adhèrent à l'ordre dominant, tout en méconnaissant son caractère arbitraire (non naturel, non nécessaire, donc historique et transformable). C'est ce double processus de *reconnaissance* et de *méconnaissance* qui constitue le principe de violence symbolique, et donc de la légitimation des diverses dominations » (Corcuff, 2007 : 31). Les processus de reconnaissance et de méconnaissance des symboles, des traditions, etc. renvoient aux rapports de forces et de domination pour les légitimer ou refouler.

Après, le sens de la propriété traduit le sens d'appartenance. En effet, la communauté traduit les sentiments d'appartenance, de socialisation et d'intégration (Thuderoz, 2003). L'affirmation de son appartenance au territoire est assurée par l'interprétation du contexte, le partage d'une histoire commune et la mise en place d'un cadre référentiel. Ainsi, « [...] l'individu doit néanmoins pouvoir compter sur la reconnaissance par autrui de sa pleine appartenance à la communauté humaine » (Rigaux, 2008 : 259).

En absence d'une réputation, la confiance préexiste à la relation. L'appartenance à un territoire, à une communauté, encourage l'individu à se fier à toute personne appartenant à cette communauté (qui respecte les standards de comportement). Par conséquent, un acteur n'est jamais totalement anonyme. D'un côté, il peut bénéficier de la réputation de la communauté acquise au cours des événements antérieurs. De l'autre côté, il peut s'appuyer sur les normes et les conventions de la communauté et sur son comportement.

Enfin, la peur est la dernière dimension de la confiance territoriale. Elle oblige l'individu à tisser des relations pour se protéger. Par exemple, la crainte des sanctions, en cas de détournement des lois, désencourage l'acteur à tenter des actions illicites. Il est judicieux d'échanger avec des personnes partageant les mêmes valeurs (*e.g.* peur de Dieu, peur de décevoir). S'intéresser à la dimension morale renvoie à l'établissement de relations sociales voire la promotion de la communication. Georg Simmel (1990) évoque le droit de méfiance

lors des interactions. « […] si cette personne craint maintenant de perdre la face, c'est en partie parce que les autres risqueraient d'en conclure qu'ils n'ont plus à se soucier de ses sentiments à l'avenir » (Rigaux, 2008 : 11). Une peur souvent présente par le fait de ne pas être à la hauteur ou de perdre la face se pose et marque la vulnérabilité de l'individu.

En conclusion, le principe du don contre don, les formes de domination, le sens de la propriété et la peur conditionnent la communication verbale et non verbale. La transparence et la visibilité permettent à l'acteur d'avoir une main sur la situation. Ainsi, la communication exige une certaine assurance de l'autre afin qu'il n'adopte pas de comportements opportunistes. Ces qualités présentent la base de la confiance (Wampfler, 2005).

L'objectif de notre recherche est d'adopter une approche participative pour reconstruire la confiance et relancer le dialogue entre les acteurs. Yann Bertacchini (2000) met l'accent sur la relation établie entre dispositifs d'information et de communication et pratiques sociales dans un territoire déterminé. Il constate que l'émergence de ces dispositifs affecte les réseaux entre acteurs et leurs relations avec l'environnement dans lequel ils appartiennent. L'interaction et la communication sont des notions inhérentes au processus de conception d'une technologie. C'est le principe de la communication par l'interaction.

2.1.2 La confiance territoriale : réponse à une crise de la communication

L'approche communicationnelle, selon Alex Mucchielli (1998), se focalise sur les besoins d'acteurs. Dès lors, des conflits peuvent émerger lors de la mise en place d'observatoires notamment au moment de la comparaison des schémas (*e.g.* cartes et images) à intégrer dans le modèle. Comme les chercheurs interprètent différemment la réalité territoriale, matérialisée par des cartes spéciales et modèles, chacun essaie d'imposer sa représentation aux autres au dépend du déclenchement d'affrontement et du recours aux jeux de pouvoir. La résolution de ces conflits peut être possible par l'uniformisation de schémas et par le partage d'un sens territorial. La valorisation du sens permet de résoudre des problèmes de communication (Ross, 2008).

Michel Ogrizek et Jean Michel Guillery (1997) constatent que la communication pendant la crise se fonde sur la rapidité de réaction et d'anticipation, l'intégrité de la source d'information, la capacité du diagnostic du phénomène de crise, la mobilisation et la coordination dans les actions. Ces stratégies ne sont pas exclusives c'est-à-dire qu'elles

peuvent être mise en œuvre en même temps[115] (*cf.* **a**). Ainsi, et pour soutenir et appuyer les actions de sensibilisation de la population, porter connaissance des enjeux et retombées de la préservation de l'environnement est assuré par des campagnes de sensibilisation, vecteurs de la communication politique et de valorisation des pratiques respectueuse de l'environnement. La communication s'interroge sur l'implication des citoyens dans les projets à mettre en place et l'importance des médias dans la diffusion de l'information et de la réactivité (*cf.* **b**).

a) La communication : vecteur de confiance

Mylène Hardy-Zhang et Serge Agostinelli (2008 : 255) observent que « les modes de communication dépendent […] du niveau de confiance établie dans le temps entre les membres du groupe ». Il est temps d'interroger les structures d'aménagement du territoire et de passer à son développement. L'adaptation du territoire remet en cause les relations entre acteurs : décideurs, consommateurs, intermédiaires, représentants, etc. Encadrer les responsables locaux et assister leurs programmes locaux de développement pour qu'ils ne soient pas isolés sont des alternatives pour s'approcher davantage la population et réduire les divergences.

Mickaël Gléonnec (2004 : 7) soutient que « le coût des échanges communicationnels nécessaires pour acquérir les informations sur la réputation d'un tiers, sur son contexte ou sur ses intentions peut également être pris en compte dans le processus de structuration de la confiance ». Par conséquent, être volontaire dans la création de la confiance n'échappe pas à constater la présence de conflits et de tensions dans les relations entre acteurs. Construire la confiance c'est créer un sens partagé à partir de la soumission, la dépendance et la sociabilité (Bellemare, Briand, 1999).

[115] Michel Ogrizek et Jean Michel Guillery (1997) proposent différentes stratégies de communication en situation de crise notamment la stratégie de reconnaissance, la stratégie de contre attaque et rhétorique du complot (passer pour la victime d'un complot), la stratégie du projet latéral et l'accusation externe (changer de lieu, détourner l'attention, répondre à côté), la stratégie hiérarchique (accuser les hauts responsables décideurs de toute action), la stratégie de la piste annexe (ou connaître sa part de responsabilité et intégrer d'autres coupables afin de réduire la pression médiatique et partager les risques), la stratégie d'évitement du pire (minimiser l'incident), la stratégie de la dénégation (rejeter les accusations et nier la responsabilité), la stratégie du silence (lorsque le responsable n'est pas crédible), la stratégie du bouc émissaire (désigner un coupable), la stratégie du changement (accuser le changement comme le responsable de la crise) et la stratégie du chaînon manquant (jeter l'accusation à l'absence d'information).

La communication n'est réussite que si elle permet de réaliser les objectifs fixés et d'atteindre les attentes des acteurs. Il est fondamental d'anticiper la crise communicationnelle[116] pour ne pas être dépassé. Edgar Morin (1990) souligne que la notion de crise[117] prend un autre détour et représente aujourd'hui le désarroi des diagnostics et des préventions. Elle renvoie à une situation complexe, difficile et soumise à de fortes pressions. Pour les travaux en sciences de l'information et de la communication, les logiques communicationnelles, les modes d'interprétation et les représentations d'acteurs permettent de comprendre leurs pratiques et leurs stratégies développées.

La communication publique s'intéresse au dialogue avec les citoyens sur l'aménagement de leur région, ville, cité, etc. afin de répondre à leurs besoins informationnels. L'information des citoyens et l'écoute de leurs attentes représentent les fonctions principales de la communication publique. Pierre Zémor (2008 : 5) soutient qu'elle tente de concilier entre les intérêts individuels et ceux de la société. L'intérêt général est atteint grâce à l'atteinte d'un compromis issu d'un débat pour renforcer les liens sociaux. « Si les finalités de la communication publique ne sauraient être dissociées de celles institutions publiques, ses fonctions propres sont d'informer (faire savoir, rendre compte et faire valoir), d'écouter (les attentes, les interrogations et les apports du débat publique), de contribuer à assurer la relation sociale (sentiment d'appartenance collectif, prise en considération du citoyen en tant qu'acteur) et d'accompagner les changements tant comportementaux que de l'organisation sociale ».

L'engagement des acteurs dans le processus coopératif est un moyen d'envisager l'installation des relations dans le temps. Ainsi, les démarches de négociation avec la population renforcent l'échange de points de vue. D'ailleurs, le débat, renvoie aux notions de controverses, de discussions, d'oppositions, d'explications et de revendications. Il fait partie de l'activité démocratique agissant sur les représentations, les opinions et les émotions d'une personne ou d'un groupe d'individus.

Les questionnements sur le partage de connaissances, l'accès à l'information, la médiation, etc. sont de plus en plus importants et au centre des débats actuels. Par exemple, et en situation de doutes et de méfiance, l'acteur réduit son partage d'information. L'émergence d'observatoires, pour pallier aux problèmes de gestion de l'information et de la

[116] Kamel Ben Dhia et Sameh Aloui Ben Dhia (2008) mettent l'accent sur les causes de crises de communication qui sont engendrées par des catastrophes naturelles (désertification, sécheresse), incidents industriels, terrorisme, fraudes, mouvements sociaux (exode et immigration), etc.

[117] Le terme crise est né dans l'étymologie grecque ancienne *Krisis*. Il renvoie à la décision et au jugement.

communication dans des domaines pluridisciplinaires, est envisagée pour conserver les ressources naturelles et valoriser le territoire. Yann Bertacchini (2000) ajoute que résoudre des problèmes informationnels complexes nécessite de mettre l'accent sur leurs enjeux majeurs notamment au niveau de l'adaptation du territoire avec son contexte socio-économique local (organisation et structuration de l'information) et dans la transmission de la culture (identité et savoir-faire).

Comment l'acteur se comporte-t-il avec les autres afin qu'il obtienne l'information et assure son échange ? Les collectivités devraient participer à la définition de réseaux collectifs dans lesquels circule l'information. La mobilisation de la population demeure une priorité majeure du processus d'intelligence territoriale (Haddad, 2008). Toutefois, et d'après les enquêtes réalisées par Mohamed Haddad et Amor Tbib (2008), les produits des observatoires (cartes spatiales : la carte des unités morphologiques de Menzel Habib, la carte d'usage du sol de l'observatoire Menzel Habib et ses limites, scénarios, par exemple) sont malheureusement destinés en dernière position à la population locale. Seulement 5,9 % profite des recherches, publications et résultats scientifiques (*cf.* figure 8 ci-dessous). Les chercheurs rencontrent des obstacles et des conflits dus à la rétention de l'information et au défaut de communication. Tous ces problèmes affectent les résultats des enquêtes réalisées en vue d'atteindre le développement durable.

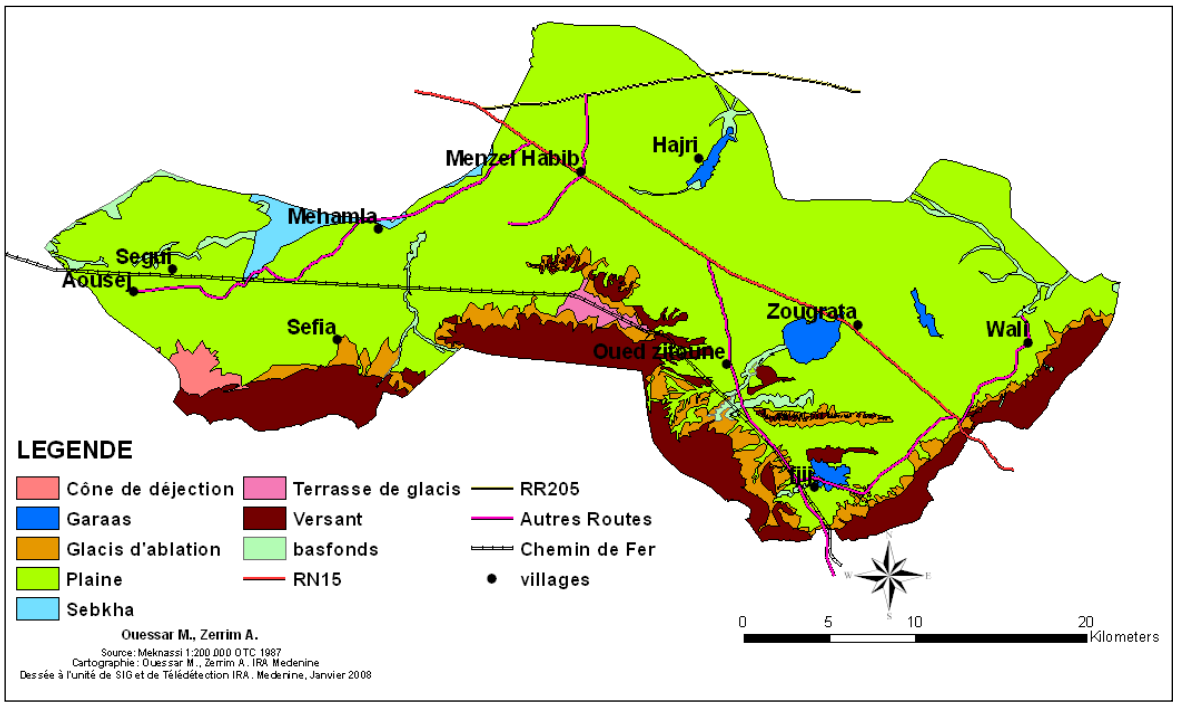

Figure 8. Carte des unités morphologiques de la délégation de Menzel Habib
(Sghaier *et al.*, 2009 : 11)

Pour le cas de l'observatoire socio-économique et environnemental, l'action est parfois absente malgré la production d'information (Haddad, 2008). Ainsi, la communication peut-elle être déviée à des fins politiques, économiques, etc. D'ailleurs, la désinformation, évoquée par Paul Watzlawick (1978), met l'accent sur les fins cachées et trompeuses de la communication.

La vulgarisation de l'information et des acquis de recherche est primordiale afin d'assurer la continuité des échanges. Ainsi, la construction de la connaissance est assurée grâce au renforcement de la communication et surtout à la valorisation de la confiance (Guyot, 2000). Françoise Bernard (2006 : 14) souligne qu'information et communication sont fortement liées. En effet, l'information vulgarisée est présentée sous forme de programmes de sensibilisation pour la protection et la préservation de l'environnement, et est intégrée dans un processus communicationnel conséquent. « Des enjeux de société cruciaux tels que la santé et la prévention, la protection de l'environnement et l'écocitoyenneté, impliquent fortement l'information et la communication, par exemple sous la forme de programmes de sensibilisation et d'information, mais aussi dans la conduite de projets fortement médiatés et médiatisés ». Certes, la sensibilisation et l'accompagnement de ces actions permettent de juger de l'efficacité des stratégies mises en œuvre.

L'IRA a consacré des journées d'encadrement de jeunes écoliers pendant l'année scolaire 2006, au niveau des gouvernorats de Médecine, Gabès, Kébili et Tataouine. Ces programmes de sensibilisation sont destinés aux cadres enseignants, parents et élèves. Ils touchent les cultures sous serres (une journée), l'élevage (deux journées), la plantation de palmiers et ses produits et leurs maladies (trois journées), la plantation de fleurs et d'arbres fruitiers et leurs maladies (12 journées) (Sghaier *et al.*, 2007).

b) Qu'en est-il de l'approche participative pour réduire la crise communicationnelle ?

Selon Mongi Sghaier *et al.* (2007), gérer les activités et les relations de partenariats scientifiques, en 2005, se manifeste par l'organisation de visites, d'ateliers et de réunions entre partenaires et porteurs de projets. La participation à des ateliers et séminaires, durant cette année, porte sur le tourisme culturel et l'éco-tourisme. Par ailleurs, la collaboration entre le Laboratoire inter-universitaire des systèmes atmosphériques (LISA-CNRS) - France et le

Laboratoire d'eremologie et de lutte contre la désertification (LELCD) - IRA - Tunisie a aboutit à la mise en place d'un modèle de prédiction[118] du flux horizontal de l'érosion.

Olivier Boisson (1999) avance que la transparence dans les relations est la condition par excellence d'une coopération efficace et réussite. Néanmoins, Robert Axelrod (1984 : 281) constate que « la coopération ne s'explique pas par la confiance entretenue par la réciprocité mais plutôt par la durée indéterminée des interactions qui font de cette stratégie un choix rationnel au regard de l'anticipation d'interactions futures ». Ainsi, les acteurs esquivent-ils les relations communicationnelles et entretiennent des échanges sans contact préalable[119]. Pour les relations bilatérales, la coopération inconditionnelle est préférable par rapport à celle conditionnelle renvoyant à la stratégie *donnant donnant*. La coopération inconditionnelle est adéquate lorsque les partenaires sont plus en quête d'accord mutuel et de bonne entente.

La complexité de l'environnement oblige les individus à coopérer pour prendre les décisions adéquates et fixer des règles de négociation (Féron, 2003). Yann Bertacchini (2000 : 104) exprime qu'une « […] modification dans les règles du jeu des interactions sur le territoire » implique une adaptation du comportement des acteurs. La politique territoriale mise sur la négociation entre interlocuteurs. Cependant, les acteurs recourent à des jeux d'interaction et des stratégies de pouvoir pour imposer leur légitimité et le respect de leurs responsabilités. « Alors même qu'il est demandeur d'informations, l'artiste va ainsi être contraint de se prononcer sur des options dont on peut se demander qui les formule, les précise, les retient, les transforme ou les abandonne, tant les interactions s'enchevêtrent et se tissent mutuellement » (Fourmentraux, 2005 : 42). La communication contribue à la construction de la confiance puisque développer et travailler sur un projet dans le temps (étalé sur plusieurs années) avec le même acteur peut être une des alternatives pour limiter différents problèmes et obstacles et surmonter les difficultés (Gléonnec, 2004).

Dans une perspective communicationnelle, Guy Bellemare et Louise Briand (1999) constatent que la participation commence par identifier les sous-systèmes c'est-à-dire les acteurs-clés, les ressources-clés pour chaque participant, les institutions et les usages. Ensuite, lancer la réflexion permet une co-construction de représentations, une promotion de la médiation

[118] À partir des données issues de la littérature et celles issues des expériences diverses, le modèle a été validé pour l'élaboration d'algorithmes. Pour améliorer la performance de l'observatoire Menzel Habib, ce modèle permet la quantification de l'érosion éolienne, le calcul et la cartographie des surfaces naturelles. À cause de l'hétérogénéité et la diversité d'états de surface, les mesures ont été réalisées suivant deux étapes : une expérimentation dans les conditions de laboratoire (soufflerie) suivi d'une validation sur le terrain. Elles ont permis de mieux prédire les pertes massives du sol dues à l'érosion éolienne dans les zones arides tunisiennes.

[119] Il justifie par l'exemple d'un jeu sur ordinateur où la communication est presque absente. La coopération entre les joueurs mise sur la répétition des interactions plutôt que sur la confiance.

exercée par les chercheurs, la collecte et l'intégration des connaissances éparses et la mise en œuvre d'un processus d'apprentissage[120]. Si l'on suit encore Guy Bellemare et Louise Briand (1999), proposer des actions collectives est assuré par le recours à des stratégies respectant les contraintes écologiques et sociales. Ils soutiennent que l'usage d'outils d'aide à la décision a pour objectif l'intégration de données, la réalisation de simulations et de scénarios, la proposition de solutions et l'étude de la cohabitation de ces systèmes avec d'autres.

Par ailleurs, les relations de partenariats[121] entre acteurs privés et publics sont engendrées par la veille stratégique. Yann Bertacchini (2000) évoque que ce partenariat a tendance à susciter de grand intérêt pour les chercheurs à cause du rapprochement de deux secteurs restés pendant longtemps antagonistes et ayant des intérêts divergents. Mettre l'accent sur l'initiative de nouvelles formes de pensées en faveur du développement durable et grâce aux pratiques communicationnelles consiste en l'étude de l'intégration de la notion d'écocitoyenneté dans les pratiques agricoles de la population (Boillot *et al.*, 2008).

Reste à définir les modalités d'implication des non professionnels dans cette démarche. Doivent-ils intervenir comme des contre experts ou comme simples participants ? Avant ou après l'expertise scientifique ? « L'objectif principal est d'amener les individus à participer aux logiques de prévention/dénonciation par le biais de techniques de communication persuasive proches de celles de la publicité (*e.g.* campagnes d'affichage, clips vidéo, publicisations dans différentes presses, émissions spécialisées, numéros verts) » (Meyer, 2004 : 266). Il faudrait que les procédures soient réfléchies, organisées sans pour autant les obliger à justifier leurs avis et opinions.

D'après Mongi Sghaier *et al.* (2007), l'encadrement et la sensibilisation des agriculteurs sont assurés grâce à la production audio-visuelle. L'IRA a contribué à la préparation d'une séance du programme « *Travaux et marché* » sur la « *Chaine 7* » de la *Radio télévision tunisienne* (*RTT*). Également, les laboratoires de l'IRA ont participé au tournage d'un film sur ses principales activités à l'occasion de la célébration du 50ème anniversaire de l'indépendance en

---

[120] D'ailleurs, le Laboratoire d'aridoculture et cultures oasiennes (LACO) a permis le développement des fiches d'aide à l'irrigation de la pomme de terre auprès des agriculteurs de la région et leur validation. Par conséquent, les recherches ont pu confirmer l'amélioration du rendement et d'efficience dans l'utilisation de l'eau et la réduction de la salinité du sol. Cette technique permet, par conséquent, de constituer une base de données riche.

[121] Yann Bertacchini (2000) fait ressortir trois types de partenariats en se référant à leur source d'émergence :

- construit à partir d'initiatives individuelles, le partenariat souligne l'engagement militant du participant fondé sur une identité partagée ;
- le partenariat né d'initiatives inter-organisationnelles ou de groupes professionnels est pour vocation économique ;
- et le partenariat des pouvoirs publics locaux ou non est issu d'initiatives privées.

collaboration avec le ministère de la Recherche scientifique, de la technologie et du développement des compétences.

« L'infrastructure globale de communication encourage réellement le fonctionnement de la démocratie en rehaussant la participation des citoyens à la prise de décision » (Sfez, 1999 : 20). Toutefois, Yann Bertacchini (2000) observe une participation timide de la population. Les élus, porte-parole des citoyens, demandent souvent conseil auprès d'associations, fédérations et chambres agricoles. Michel Callon et Bruno Latour (1991) développent la primauté du débat social dans le groupe. En effet, et pour relancer la communication, la constitution d'un groupe porte-parole et leader représentant les acteurs fait évoluer les relations dans le réseau.

La coopération internationale offre des possibilités et des perspectives de développement et la mobilisation de ressources communes, matérielles et immatérielles. « Qui dit observatoire dans les pays en développement dit partenariat et association à un projet de recherche concrètement partagé. Encore faut-il réfléchir sur le choix de partenaires et sur la mise en place des structures nécessaires. Faut-il s'associer à des utilisateurs éventuels de résultats puisqu'aussi bien, ils aident à obtenir des fonds précieux ? Ou faut-il s'associer à des chercheurs qui manquent éventuellement de moyens matériels afin d'entretenir et développer le savoir-faire qu'ils ont acquis ? » (Clignet, 1998 b : 142). Toutes ces questions s'ajoutent aux préoccupations théoriques et méthodologiques de l'observatoire. La réactivité des acteurs permet de cerner leurs comportements et attitudes vis-à-vis de l'observatoire, des projets, des partenaires, etc.

2.2 Penser l'information dans le territoire

La région de Menzel Habib a testé plusieurs approches durant 30 ans. En effet, celle concernant le développement agricole intégré a été appliquée en 2000 et au niveau du PDAI. Dans les années 90, la Tunisie a recouru aux approches de développement régional et rural intégré. De même, les approches de soutien au développement local (programme de solidarité 26/26[122] et celui de l'emploi 21/21[123]) ont été proposées pour la population locale notamment

[122] C'est une institution gouvernementale tunisienne, créée le 8 décembre 1992, pour financer les interventions dans les zones défavorisées dites d'ombre et améliorer les conditions de vie des habitants grâce à la collecte de fonds publics et privés. 26-26, un compte postal, a été choisi suite à une visite du Président déchu Zine El

les jeunes. D'autres approches ont été expérimentées dans les années 80 comme celles de lutte contre la désertification au niveau des parcours et des forêts et suite à l'intervention du ministère de l'Agriculture. La participation du ministère de la Défense a été également remarquée par le dressement de brises vent (*cf.* annexe n°8, p 28). Malgré la multitude des approches et depuis 1980, les résultats restent peu concluants par défaut de concertation, de communication et de gestion de l'information d'une part, et de l'application des approches dans des secteurs bien déterminés (approches sectorielles et non générales), d'autre part. Cet échec a conduit au manque d'efficacité des acteurs de développement et à la présence de divergences et contradictions dans les actions de valorisation territoriale. Ainsi, nous mettons en avant la nécessité de s'intéresser de près à la qualité de l'information et à sa gestion.

Le filtrage de l'information par le système humain est une étape décisive. « […] si les informations perçues sont trop nombreuses, des opérations de filtrage éliminent celles qui sont jugées, les moins importantes » (Reix, 2004 : 23). Simplifier les objets identifiés favorise une lecture territoriale généralisée. Les acteurs territoriaux, situés dans un environnement hostile, tentent de lutter collectivement contre la désertification grâce à l'intégration de stratégies territoriales par projets, d'observatoires socio-économiques, de processus d'apprentissage et de négociation (sensibilisation et persuasion), de réseaux sociaux, etc.

Parler de territoire d'information, dans la première section (*cf.* **2.2.1.**), c'est d'abord étudier la notion de territoire comme système social et dynamique, pour ensuite, mettre l'accent sur les interactions entretenues entre des acteurs échangeant des informations entre eux. Cette recherche nous permet, par conséquent, d'examiner de près la confiance et sa dynamique au sein du territoire. Notre objectif est d'étudier la relation entre territoire de l'information et sciences de l'information et de la communication tout en adoptant une approche interactionniste.

Par conséquent, le territoire est vu comme un lieu d'interactions et porteur d'information (*cf.* **2.2.2.**). En outre, Antoine Bailly (1984) apporte une nouvelle définition du territoire caractérisé par son vécu, les différentes perceptions des acteurs et sa réalisation. En se référant à cette définition, le territoire est un espace donné. Réel et concret, il est composé d'un capital

---

Abédine Ben Ali dans les zones de Barrama et Zawkra (localités du nord-ouest de la Tunisie) le 4 décembre 1992.

[123] Il présente le fonds national de l'emploi. Le 21/21 a été créé le 10 octobre 1999 par l'ex-Président Zine El Abidine Ben Ali et devenu opérationnel le 1 janvier 2000. Ce mécanisme est basé sur la solidarité nationale pour l'insertion de tous les demandeurs de l'emploi et, particulièrement les jeunes diplômés. Le programme comprend essentiellement une formation dans les technologies de l'information et de la communication, en informatique, en multimédia et l'éducation des adules.

humain, culturel, géographique et économique[124]. Ainsi, des informations culturelles (caractéristiques des fractions et des tribus), géographiques (cartes spatiales), socio-économiques (pourcentage de scolarisation de la population), etc. devraient être prises en considération au niveau de leur nature, hétérogénéité et sources. De là, émergent de multiples informations qu'il s'avère judicieux d'exploiter.

2.2.1 Notion de territoire et qualités de l'information

Agir sur le territoire exige la structuration de l'information (qui peut être déformée, cachée, hétérogène, etc.) afin de prendre des décisions pour l'aménagement des projets de développement durable. Les stratégies territoriales sont des actes d'information et de communication (Bertacchini, 2004). En fonction des besoins d'acteurs, de leurs représentations et des ressources du territoire, l'observatoire Menzel Habib a été mis en place pour lutter contre la désertification (Sghaier, Picouet, 2000). Ainsi, Claude Dupuy et André Torre (2004) soulignent-ils que, dans un cadre d'actions collectives, l'instauration de la confiance conduit à l'harmonisation de comportements entre acteurs. D'ailleurs, la confiance contribue à faciliter la gestion de données, l'échange de connaissances et de savoir-faire, la résolution de problèmes rencontrés suite à la mise en place de SI, la recherche de solutions et d'alternatives et l'adhésion d'acteurs pour la poursuite de leurs relations (Guyot, 2000).

Le paradoxe de l'information[125], entre la culture de la transparence et celle du secret, met l'accent sur l'accès à l'information volontairement cachée dans le cadre d'une intelligence territoriale (Vincent, 2001). À travers les travaux d'Alexandre Moine (2005), nous remarquons que le partage d'information entre acteurs est primordial pour la réussite des projets territoriaux et suite à la mise en place d'observatoires.

---

[124] Yann Bertacchini (2000) conçoit une modélisation territoriale. Le modèle est composé de trois éléments : la variable matière physique, la variable identité et la variable information. La dynamique de complexification rapproche ce modèle à un lieu d'interaction et d'échange de ces variables entre les acteurs. Ainsi, la complexité du système est mise en avant renvoyant à l'auto-organisation du territoire à travers la prise de décision des acteurs, la création de nouveaux objets constitutifs ou virtuels et l'accentuation des éléments factuels.

[125] Le paradoxe de l'information est présenté par quatre symptômes. Le premier renvoie à la surcharge informationnelle et l'incapacité de l'acteur à tirer profit de l'information. Le deuxième symptôme prend source du défaut de fiabilité dans les données. Lorsqu'on est incapable de déterminer celui qui détient l'information la plus fiable et comment y accéder se manifestent comme troisième symptôme. Enfin, et à force de chercher l'information, les décideurs et les responsables se basent sur leurs propres données en négligeant celles des autres (El Louadi, 2004).

La première sous-section (*cf.* **a**) s'intéresse à cerner la notion de territoire. Ainsi, il est décrit, par Yannick Bouchet (2006), comme un système dynamique dans lequel interagissent les acteurs. Brigitte Guyot (2000) définit l'environnement des acteurs comme un ensemble de réseaux internationaux, nationaux et locaux. L'émergence et l'exercice d'une intelligence collective sont favorisés grâce à une cohésion et une synergie positive entre les différents acteurs.

Valoriser, ensuite, l'information consiste à suivre le processus de production informationnelle et à assurer sa fiabilité et sa pertinence pour le décideur. Sa présentation, sous forme de tableaux, figures, graphiques, cartes, etc., est aussi importante à la fois pour l'utilisateur que pour son producteur au moment de la consultation, son interprétation et son stockage. D'après Robert Reix (2004), les dimensions de la qualité de l'information sont la validité, la réputation de la source, son indépendance, l'exactitude et la précision, l'unicité, la composition ou l'organisation et l'intégrité/actualité. La validité de l'information met l'accent sur la motivation de son producteur, son taux de demande, son niveau de détail, son abondance et sa pertinence (répond-t-elle au but énoncé ?), son format (reformaté, standard), son niveau de précision des références et de complétude et son lien avec d'autres sources (*cf.* **b**).

a) Le territoire : système social et dynamique

Yann Bertacchini (2000, 2002, 2004) et Alexandre Moine (2005) distinguent entre système ouvert, système fermé et système isolé selon les échanges établis entre acteurs participant à son aménagement et à sa gestion[126]. Ouvert, le territoire est en relation avec les autres territoires (*e.g.* exode, immigration, partenariats et concurrence). La dimension spatio-temporelle est essentielle dans notre recherche pour mettre le point sur son évolution, sa dynamique et son histoire. Par conséquent, « […] le territoire est vu comme un ensemble d'objets organisés selon une " logique de détermination " et projeté dans une dimension

[126] Edgar Morin (1977) et Gilles Puel (2006) définissent un système ouvert ou fermé en fonction du degré d'échange de ressources avec son environnement. L'absence d'échanges de matières et d'énergies entre environnement et système marque que le système est isolé et, par conséquent, autonome. Dans la réalité, il n'existe pas de système isolé. Bien qu'il soit fermé, il échange matières et énergies (flux d'information, de ressources matérielles, etc.) avec son environnement. Il intègre trois sous-systèmes : celui de l'espace géographique, des acteurs et des représentations. Ces dimensions sont à l'origine de sa construction. Yann Bertacchini (2000) se focalise sur des éléments composant le système et susceptibles d'être des systèmes isolés à part, sur les relations entre ces éléments (interactions dans une logique d'organisation de l'environnement) et sur la finalité associée aux propriétés (identité et sens territoriaux). Par conséquent, les notions d'éléments, d'interactions et de buts sont indissociables de la notion de système.

d'espace-temps » (Bertacchini, 2000 : 89). La complexité du territoire est observée dans l'implication de nouveaux intervenants.

Pour Alexandre Moine (2005), le territoire est un système de complexité[127]. Yann Bertacchini (2000) évoque la notion d'ordre et de désordre présents dans la théorie de la complexité. En effet, Edgar Morin (1977) stipule que le système est maintenu par des formes d'organisation et de régulation. À la moindre perturbation, il tente de se rétablir et d'atteindre des zones d'équilibre temporelles. Par conséquent, ordre et désordre sont omniprésents. Le désordre n'est pas aperçu comme un dysfonctionnement car il est susceptible de générer de l'ordre.

En résumé, le territoire est perçu comme un système complexe, dynamique, non linéaire et ayant une forme, une structure et une organisation. La notion système évoque le degré de cohérence entre ses éléments. La complexité de la région de Menzel Habib réside dans la vulnérabilité des situations socio-économique et écologique, la multiplicité d'acteurs et l'inefficacité des stratégies informationnelles et communicationnelles. En effet, le caractère rural à Menzel Habib est associé à une faible croissance démographique. Le nombre d'intervenants et de plus en plus grand malgré l'hostilité du territoire et n'offrant pas au public des services personnalisés (prise de conscience tardive de l'aspect foncier) et réguliers (abandon de subventions et d'aides agricoles).

Les difficultés socio-économiques et écologiques n'encouragent pas la population sédentaire à rester dans la région. Ce qui déséquilibre d'autres villes notamment El Hamma, Gabès et Zarzis. Les secteurs du tourisme et de l'industrie demeurent encore des domaines inexploitables. Générateurs d'emplois, d'opportunités et d'occasions de travail, des projets sont étudiés et réalisés (programme local de lutte contre la désertification). La mise en place de l'observatoire Menzel Habib a facilité le diagnostic du territoire en estimant le degré de danger dans la région. On attend encore des résultats positifs ou du moins réduisant la menace de désertification.

[127] Jean-Louis Le Moigne (1977) distingue entre complexité et complication. Les deux notions peuvent ouvrir à des ambigüités. Il les différencie au niveau des relations établies. Ainsi, le système est dit compliqué lorsque les relations des processus fonctionnels du système sont établies dans une hiérarchie et on peut le simplifier alors qu'un système est dit complexe lorsque ces relations sont bouclées. Henri Laborit (1974) qualifie le nombre élevé de niveaux dans les organisations existants dans un système comme une caractéristique d'un système complexe. Il démontre que le degré d'interconnexion est élevé puisqu'entre ces niveaux circulent des flux d'informations nécessaires pour favoriser la régulation du système. Edgar Morin (1977), quant à lui, vérifie que la complexité est définie par l'incapacité de simplifier dans des situations (négociation, résolution d'un conflit, méfiance, etc.). Elle consiste à l'impossibilité de suivre un processus rationnel. Souvent, la complexité est associée à la diversité. En conclusion, la complexité du système est la résultante de la diversité de ses éléments et des interconnexions entre système et environnement.

b) Valoriser l'information

La valorisation de l'information dépend de la base d'intérêt de l'acteur et de la nature de l'information (*e.g.* formelle et informelle) (Sidhom, 2008). La théorie de l'information s'intéresse à sa qualité et à sa quantité. Au niveau quantitatif, l'incertitude est réduite à la quantité d'éléments émergeants dans l'environnement. Ainsi, Henri Isaac, Eric Campoy et Michel Kalika (2007) revendiquent-ils les inconvénients de bruits et l'inefficacité du support de communication (dissimuler des informations, effets de rumeurs et de propagandes, par exemple). En outre, la perte de signification et la surcharge informationnelle évoquent la primauté de l'organisation de l'information pour lui rendre sa signification. L'aspect qualitatif s'intéresse au processus de communication.

Comme l'information est échangée et circule dans ce processus, Paul Watzlawick *et al.* (1972) mettent en avant l'importance de la codification du message *via* un langage et une syntaxe ou *via* des images, sons, représentations symboliques (écrits, dessins, plans, etc.) et son interprétation par le destinataire. L'enjeu réside essentiellement dans cette phase d'interprétation. Hauss Robert Jauss (1978 : 58) met l'accent sur l'hétérogénéité dans les interprétations des objets, événements et faits par l'acteur. « Si l'on appelle " écart esthétique " la distance entre l'horizon d'attente préexistant et l'œuvre nouvelle dont la réception peut entrainer un " changement d'horizon " en allant à l'encontre d'expériences familières […] cet écart esthétique, mesuré à l'échelle des réactions du public et des jugements de la critique (succès immédiat, rejet ou scandale, approbation d'individus isolés, compréhension progressive ou retardée), peut devenir un critère d'analyse historique ». Ces interprétations sont à ne pas négliger. Elles permettent de tracer et de suivre le comportement des acteurs de développement.

Des inférences peuvent altérer la pertinence de l'information et sa fiabilité. L'imprécision ouvre le risque de la diversité des interprétations ce qui est susceptible d'engendrer des conflits. C'est une stratégie adoptée par le dissimulateur honnête et discret pour préserver la face (ne pas blesser autrui, fuir la critique, retenir ses sentiments, par exemple). Thierry Wanegffelen (2004) retient que l'homme est alors contraint de nouer des relations de confiance et d'être opportuniste. L'entropie marque cette divergence dans les interprétations et accroît l'incertitude dans un message donné à partir de celui qui le précède. Elle affecte la qualité de l'information et mène à l'inefficacité de la communication.

L'information est une représentation de l'environnement. « Selon la théorie mathématique de la communication, une information est un événement qui provoque une réduction d'incertitude au sujet d'un événement donné » (Lévy, 1995 : 21). L'enjeu de la production de l'information reste la surcharge informationnelle et le risque de se tromper dans l'interprétation de l'environnement. Les représentations dépendent des événements perçus comme significatifs pour l'acteur. Aujourd'hui, l'information est devenue une source de pouvoir. C'est pour cette raison que le dissimulateur honnête cache des informations sous la prétention de prudence en vue de préserver ou d'élargir son champ d'action (Accetto *et al.*, 1990 ; Van Delft, Lotterie, 1993).

2.2.2 Le territoire : espace investi par l'information

Le territoire est un espace d'informations (*e.g.* cartes spatiales, propos et revendications, rapports) par excellence. Investi par l'information, l'acteur est confronté au plan d'actions, aux objets territoriaux et à l'interprétation du contexte. L'aménagement du territoire met l'accent sur l'imbrication des relations entre acteurs (synergie et émergence de nouveaux couples d'acteurs), sur les limites des zones de pouvoir de médiation (définition de leurs rôles, de l'intégration territoriale, technologique et économique) et sur le recours à la concertation entre responsables territoriaux pour la promotion de la médiation (**a**). Chaque acteur tisse des relations avec son territoire. Ces actions font émerger diverses informations qu'il serait pertinent de gérer (**b**). Ainsi, être encadré par des observatoires offre-t-il au territoire la possibilité de préserver son patrimoine informationnel.

a) L'information au cœur de l'aménagement territorial

Ayant des objectifs à atteindre, le territoire mise sur ses ressources et les opportunités et contourne les obstacles. Perçu, cette représentation du territoire dépend d'un acteur à un autre. Il peut être vu comme un ensemble de construits relationnels, un espace d'extériorisation spatiale d'un groupe social. Le sens territorial est partagé par les acteurs. Yann Bertacchini

(2000) définit le territoire comme un espace de médiation[128] où collaborent différents acteurs en perpétuel changement. Du fait de la mobilité fréquente de la population, et lorsque l'environnement est hostile, la représentation du territoire a été remise en cause d'un système stable à un système dynamique, de même que le contexte rural. La modification des pratiques sociales et la représentation du citoyen vis-à-vis du territoire ont été, selon Edgar Morin et Jean Louis Le Moigne (1999), mises en avant. Ce bouleversement est dû essentiellement à l'apparition de nouveaux acteurs (privés, internationaux, etc.) et à l'avènement technologique affectant la transmission des connaissances entre acteurs (Etchegoyen, 1999 ; Durampart, 2007).

L'aménagement du territoire met l'accent sur l'imbrication des relations entre acteurs (synergie et émergence de nouveaux couples d'acteurs), sur la nécessité de traiter la masse d'information en circulation, les limites des zones de pouvoir de médiation (définition de leurs rôles, de l'intégration territoriale, technologique et économique) et sur le recours à la concertation entre responsables territoriaux. Chaque acteur tisse des relations avec son territoire. Ces actions font émerger diverses informations qu'il serait pertinent de les gérer. Le territoire est un espace d'information par excellence. Investi par l'information, l'acteur est confronté au plan d'actions, aux objets territoriaux et à l'interprétation du contexte.

L'information est au cœur de la prise de décision et tient une place plus que significative dans l'acquisition d'avantages concurrentiels. La gestion de la mémoire territoriale représente un ensemble d'actions stratégiques. L'information devient, par conséquent, un facteur de pérennisation et de prospérité du territoire face aux agressions continuelles. Les technologies servent de levier et de support de l'intelligence territoriale. Désormais, leurs rôles de collecte, de traitement et de diffusion de l'information soutiennent, selon Yann Bertacchini (2003), le développement territorial.

b) Investissement collectif dans la production de l'information

Le sens de l'information est construit grâce à la structuration territoriale de l'acteur qui identifie les éléments territoriaux significatifs. La coordination dans le temps et dans l'espace

[128] Michel Guellereaud et Nathalie Casemajor Loustau (2008) soulignent que la médiation technique, matérielle et symbolique étudie la transmission des valeurs et des savoir-faire grâce à des outils de communication. Par ailleurs, la médiation interprétative valorise les objets territoriaux en mettant l'accent sur les discours sociaux, les pratiques, les valeurs et les représentations.

et le renforcement de la confiance sont alors primordiaux pour assurer la cohérence entre dans les actions réalisées à Menzel Habib, leur planification et réalisation (Haddad, 2008). Grâce aux rôles de l'administration, représentée par les ministères et les hauts responsables politiques, les données disponibles collectées sont transmises aux autorités régionales (gouvernorat de Gabès) et locales (délégation Menzel Habib) pour la prise de décision. Des cartes topographiques et des images satellitaires sont prélevées concernant les ouvrages CES, les points d'eau, les infrastructures et les aménagements, les occupations du sol, les travaux de lutte contre la désertification, etc. Toutes ces cartes enrichissent le SIG (*cf.* figure 9 ci-dessous).

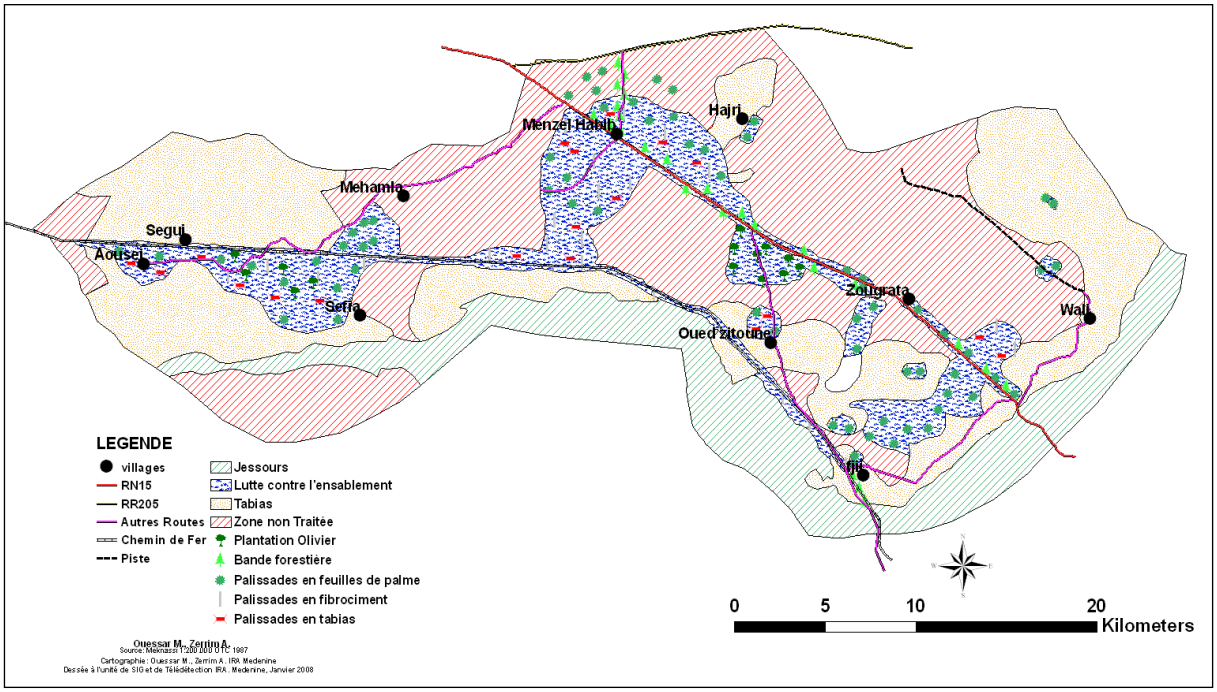

Figure 9. Carte des aménagements existants de CES et de lutte contre l'ensablement à Menzel Habib (Sghaier *et al.*, 2009, 2009 : 42)

Tous les flux d'information doivent être pris en considération suite à la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. Il sert de surveiller les risques écologiques, sociaux, etc. d'une part, et se présente comme une base d'apprentissage pour les chercheurs, étudiants et formateurs, d'autre part. L'anticipation des risques est réalisée grâce à des programmes nationaux et internationaux. Améliorer le processus de mise en place d'observatoires socio-économiques consiste à investir dans la production optimale de l'information (pertinente,

intelligible et fiable). Les hommes interviennent dans ce processus pour juger de la qualité de l'information[129] collectée, traitée et diffusée.

Maîtriser le processus d'acquisition, d'exploitation et de transfert de l'information pour un usage réfléchie des technologies soutient la gestion informationnelle. De par leur appui dans les stratégies d'information des acteurs de développement, les dispositifs d'information et de communication se proposent de protéger l'écosystème. Comment l'information contribue-t-elle à la sensibilisation des citoyens à la sauvegarde de la nature de leur territoire ? Dans quelle mesure les observatoires socio-économiques conçus dans les régions arides apportent-ils leur appui face à cette priorité nationale et internationale ? Les stratégies d'information sont développées pour soutenir la démarche de développement durable.

2.3 Confiance dans les logiques de gestion de l'information

Comment les acteurs vont-ils exploiter les informations ? Définir une problématique territoriale consiste à cerner l'identité du décideur ; l'utilisateur et du producteur de l'information et les caractéristiques du territoire. Par conséquent, acteur, environnement et objectif sont fortement associés. Les sources informationnelles sont à la fois externes et internes. Ainsi, le décideur devrait-il tenir compte de l'hétérogénéité de l'information et de sa diversité (*cf.* **2.3.1.**).

Le partage de l'information représente une variable stratégique et un moyen privilégié pour nouer des relations de partenariat. Yann Bertacchini (2000) met l'accent sur l'importance du partage informationnel et de la concertation entre responsables territoriaux et leurs rôles dans l'émergence d'espaces de médiation. De là, dépend l'avenir des relations de confiance. La construction d'une relation proprement dite est basée sur une séquence d'interactions et d'épisodes continues, dépendantes et non isolées (Goffman, 1998). Les acteurs misent sur la continuité, la stabilité et la transparence. Néanmoins, ils peuvent choisir de cultiver le secret et l'imprécision (*cf.* **2.3.2.**).

[129] L'information collectée peut être brute (commentaires, opinions, etc.) ou traitée et interprétée (rapports d'étude ou d'activité).

2.3.1 Vers une décision adéquate

La qualité des données suscite, depuis des années, un certain intérêt pour la recherche (Strong *et al.*, 1997). Le problème de la qualité de l'information s'avère capitale en raison de la multiplicité de ses sources, des stratégies d'information recourues par les acteurs et de la prolifération des données. L'absence de consensus porte sur les dimensions des données, leurs catégories, leurs critères et paramètres (**a**). Nous soulignons dans la sous-section suivante (**b**) la primauté de la fiabilité, la pertinence et la transparence pour qualifier l'information lors du processus de prise de décision (Reix, 2004).

a) Pour une meilleure qualité informationnelle

L'information, d'après Robert Reix (2004), permet de résoudre les problèmes grâce aux représentations fournies. Elle est qualifiée d'exhaustive (complète), exacte (absence de bruit), précise (fine), fiable (degrés de confiance en la source), ponctuelle (respect de la contrainte temporelle) et accessible. Les caractéristiques revêtues par l'information sont :

- l'indépendance de la source renvoyant à l'autonomie de l'information, aux biais, au coût de l'information et à son objectif pour renforcer sa pertinence ;
- l'exactitude et la précision évaluées par la possibilité de vérifier ce critère, le niveau de détail de l'information, le degré de superficialité ou de complétude, l'étendue de l'information, l'indication par des mots-clés sur le contenu de l'information ;
- la notion d'unicité renvoyant à la fiabilité de l'information. Elle est mesurée par le degré d'unicité, le niveau d'importance et sa relation avec d'autres informations ;
- et la composition et l'organisation mesurées par la stabilité de l'information, la grammaire et l'orthographe, l'ambigüité de l'information, la clarté dans l'organisation de l'information et son arrangement logique (Reix, 2004).

La prise de décision dépend de la qualité de l'information détenue et des représentations du monde réel. La représentation[130] est une image sous forme de (curriculum vitae, portrait, caricature, bilan, rapport, carte spatiale, feuille de calcul, brochure, etc.). Elle porte sur une personne, un événement, un concept, une théorie, un objet, l'observatoire, par exemple. Pour agir, les acteurs de développement devraient disposer de représentations pertinentes pour construire de sens communs.

La fiabilité de l'information est rattachée au producteur de l'information c'est-à-dire à l'émetteur (Reix, 2004). Ce dernier est tenu de vérifier son obsolescence, exactitude et honnêteté. Le décalage entre fiabilité réelle et fiabilité perçue (due à l'interprétation d'objets territoriaux) devrait être faible. Cette correspondance met le destinataire en confiance. En revanche, la pertinence dépend du moment (séminaires, journées de formation, par exemple) et du lieu (*e.g.* écoles, délégation, local du GDA) que le destinataire a choisi pour acquérir l'information, de son déploiement et du centre d'intérêt. Apprécier la pertinence consiste à étudier la sémantique des données (la cohérence de son contenu) et le processus de production du contenu (Reix, 2004).

En se référant à Robert Reix (2004), le degré de précision (stratégie élevée/faible), le niveau de détail (information détaillée et agrégée), la vision temporelle (présent/futur), le contexte d'utilisation (élevé/faible), l'ampleur (étroite/vaste), la source (interne/externe) et le type (quantité/qualité) affectent la prise de décision. Or, « étant rarement propriétaires des données que nous utilisons, nous pouvons difficilement améliorer leur qualité » (Manche, 2000 : 71).

b) Postures du décideur

Comme le souligne Maëliss Vincent (2001), l'acteur peut ne pas révéler des informations pour maintes raisons ou véhiculer de déclarations fausses ou imprécises. Le décideur est tenu de vérifier l'exactitude, la précision et la validité c'est-à-dire la fiabilité de l'information. Il veille à l'ajustement de scénarios et d'informations délivrées et à la prise en compte du facteur temps. La précision, la transparence de l'information et l'explication des décisions affectent la prise de décision (Bornarel, 2004). « […] les espaces numériques partagés, les points de presse, les conférences de presse, les sites web, les blogs, les newsletters, tous ces dispositifs

[130] Pour la représentation territoriale, elle est différente d'un acteur à un autre (exemple : selon le statut de l'acteur). « La notion de " bâtiment " est un autre exemple. Pour l'individu, il peut s'agir de " maison " pour l'architecte d' " appartement " ou de " villa " […] » (Bertacchini, 2000 : 56).

sont peu ou prou, symboliquement ou effectivement mis au service de cette idéologie de la transparence et de la confiance tactique ; et les systèmes d'information sont souvent présentés comme le pont nodal de cette transparence » (Chevalier, 2008 : 75).

Robert Reix (2004 : 49) admet que « toutes les informations n'ont pas la même probabilité d'être transmises vers le haut de la hiérarchie […]. Lors de sa transmission (vers le haut en particulier), l'information peut subir des altérations successives à chaque étape de la communication et être fortement distordue lorsqu'elle arrive à l'utilisateur ultime ». Il remarque que les informations sont plus précises, explicites et détaillées lorsqu'elles sont destinées aux niveaux bas de la hiérarchie. Par exemple, le chercheur effectue une sélection d'information qu'il devrait transmettre à son directeur de laboratoire. Alors dans le cas contraire, les supérieurs hiérarchiques exigent que l'information soit synthétique pour réduire la surcharge informationnelle. Ils préfèrent être mis au courant de l'essentiel.

Le décideur est dans une posture inconfortable. Faut-il attendre la validation de l'information ou sa formalisation ou décider et se contenter des informations détenues ? Philippe Herbaux, Yann Bertacchini et Yannick Bouchet (2008) analysent l'évolution du signe vers l'information en mettant l'accent sur la dépendance de la construction de l'information avec le temps. Le chercheur, l'agent institutionnel, l'administration, l'agriculteur, le berger et le porteur de projets, pour éviter les problèmes informationnels, sont tenus de choisir les signes les plus significatifs. Pour le bon déroulement de la transmission et l'interprétation de ces signes, la décentralisation de ses responsabilités s'avère primordiale. Philippe Herbaux, Yann Bertacchini et Yannick Bouchet (2008) appréhendent l'émergence de conflits d'intérêt issus de la détention d'informations et de la culture du secret. Il est patent de capitaliser et formaliser les indices qui seront, par la suite, regroupés par hypothèses pour faciliter le repérage des risques potentiels. Les conjonctures privilégiées voire prioritaires mettent l'accent sur la primauté de la concertation entre acteurs, professionnels et experts pour la construction d'un système d'intelligence territoriale.

2.3.2 Culture du secret versus culture du partage

Des tensions, frustration, insatisfaction et méfiance peuvent émerger suite à la culture du secret. « Alors qu'un mouvement général visant à plus de transparence paraît d'actualité brûlante – bien qu'il ne soit toutefois nouveau – et ce, dans tous les domaines (politique,

économique, financier et sociétaire), le secret ne semble recueillir que de très rares soufrages et faire l'objet d'une méfiance accrue. Ce qui est secret paraît suspect […] » (Vincent, 2001 : 12). D'ailleurs, Béatrice Canel-Depitre (2000) admet que rompre avec la culture du secret permet aux citoyens d'accepter plus facilement les risques lorsqu'ils sont mis au courant de leurs enjeux et des avantages attendus. Elle souligne que l'imposition des risques par les experts est une erreur fondamentale menant à un blocage communicationnel.

La non transparence adoptée par les institutions de tutelle s'avère préjudiciable. Par exemple, « en 1986, les informations contradictoires émanant des organismes officiels français et allemands sur les dangers des retombées nucléaires de Tchernobyl sur les cultures ont semé le doute chez le consommateur français. Les affaires du sang contaminé et de la " vache folle " n'ont fait que renforcer la crise de confiance dans les institutions » (Canel-Depitre, 2000 : 5). Pour réduire la méfiance, l'acteur hésite entre être honnête ou dissimuler des informations malgré le défaut communicationnel (*cf.* **a**). Par conséquent, analyser la dynamique de la confiance et les modalités de gestion de l'information par les acteurs de développement consiste à mettre en exergue les différentes stratégies recourues notamment la dissimulation, la confidentialité, la culture du secret et la transparence (*cf.* **b**).

a) Honnêteté et dissimulation peuvent-elles coexister ?

Erving Goffman (1998) considère que les règles sociales (saluer les personnes par *assalamou alaykom*[131], ne pas prendre en photos des parcelles de terres sans autorisation, par exemple) permettent de mettre l'ordre et de réduire les risques de comportements abusifs et de développer des échanges avec des inconnus. Cet effort et cet engagement ne sont pas si faciles. Ainsi, l'acteur peut parfois ne pas respecter conformément ces règles en dissimulant un comportement inadéquat mais en agissant d'une manière appropriée. Voiler cette attitude en gardant des secrets est adopté lorsqu'il n'a pas envi de se comporter comme prévu. Les raisons de ce comportement sont multiples comme le refus et l'abstinence de s'engager, l'incapacité de s'entretenir, la défaillance de son interlocuteur et la peur d'être pris en flagrant délit.

[131] *« Que la paix soit sur vous » est une* salutation musulmane au début de la présentation ou à la fin de l'interaction.

D'après Torquato Accetto *et al.* (1990), l'honnêteté évoque la sincérité, la loyauté et la franchise. Louis Van Delft et Florence Lotterie (1993) soulignent que l'honnête dissimulation relève à la fois du besoin de cacher, d'une manière discrète, des choses qui ne méritent pas d'être dévoilées au dépens de la transparence d'une part, et de l'impossibilité d'exprimer ce mode de conduite, d'autre part.

Pour Erving Goffman (1998), l'individu est joueur voire cynique puisqu'il a la capacité de mettre en scène son moi lors des interactions avec autrui grâce aux règles sociales fondées sur l'apparence. L'interactant peut cacher et voiler une partie de sa personnalité et ne faire apparaître que ce qu'il veut. Ainsi, cet auteur renvoie aux métaphores théâtrales pour mettre l'accent sur les différents comportements que peut adopter l'acteur dans des situations d'interactions avec d'autres. L' « avant scène » et la « coulisse » décrivent bien ces actions sociales. L'avant scène renvoie à un espace de dissimulation où l'acteur se maîtrise en endossant des comportements de tact pour fluidifier l'interaction et éviter qu'elle se déroule avec heurts.

Une fois la scène théâtrale est finie, l'acteur se relâche dans les coulisses pour n'exercer aucun contrôle sur ses conduites. Dans cette « région arrière », il peut critiquer autrui, se moquer de lui, etc. Par conséquent, l'acteur est soumis à son propre pouvoir et au pouvoir des normes sociales. Il se comporte d'une manière réflexive selon les interactions. Toutefois, cette réflexivité est limitée par ses comportements inconscients. Autrement, il est susceptible qu'il adopte des comportements, dans la « région avant », différents de ce qu'il a prévu d'adopter (*e.g.* ignorance d'une personne, rétention de l'information, défigurer quelqu'un, mentir et se faire prendre en flagrant délit, etc.).

Par ailleurs, Yves Chevalier (2008) soutient qu'il est impossible de partager toutes les informations entre citoyens et administration. Il justifie que la transparence cache souvent derrière elle la dissimulation. Ainsi, la promesse de transparence est transgressée. Ici, la confidentialité touche des informations sur un groupe de population. D'après le rapport du Fonds monétaire international (2004 : 2), différentes techniques de divulgation d'informations confidentielles sont présentes. En effet, les règles d'agrégation sont utiles pour éviter la diffusion d'informations détaillées, précises et secrètes. Des mesures préventives sont prévues pour sanctionner toute personne divulguant ces données. Ainsi, une culture du secret est-elle mise en place entre les responsables. Les règles strictes de vérification des données à diffuser sont à respecter. « Lorsque des données individuelles sont communiquées au public (à des fins de recherche, par exemple), leur confidentialité est protégée (*e.g.* en les présentant de

façon anonyme ou en s'assurant que seules les personnes qui s'engagent à maintenir leur confidentialité y ont accès) ». L'accès des données contenues dans les SI est restreint aux producteurs de données pour limiter le risque de divulgation.

b) Stratégies de l'honnête dissimulateur

Se préoccuper d'autrui, s'enquérir de sa situation sociale et économique, etc. permettent à la fois de s'intéresser, de sympathiser avec autrui et de se dévoiler[132] (Goffman, 1998). Le rôle de l'émetteur de confiance est assez important surtout au départ de la relation. S'il est démasqué, le comportement de dissimulation (*e.g.* cacher son casier judiciaire, prétendre une compétence) portera préjudice à l'acteur surtout sur sa réputation qui risque d'être souillée à jamais (puisque la réputation se transmet alors que la confiance disparaît mais peut être reconstruite) (Chassigneux, 2007).

L'interaction permet la construction de sens et d'espaces de négociation. L'individu s'adapte en choisissant soit une « face positive » soit une « face négative » pour interagir. Il est contraint de présenter une bonne figure de soi et les autres participants également. D'ailleurs, Erving Goffman (1998) parle de figuration (*face-work)* c'est-à-dire toutes les actions adoptées par l'acteur pour qu'il ne perde pas sa face. Enfreindre la règle mène à des confusions. L'offenseur et l'offensé proposent de rétablir la relation en cherchant à s'excuser le premier. Trouver le fautif n'est pas si important mais garder l'ordre social est essentiel. Exposer une face positive renvoie à agir en humiliant l'autre par des injures, reproches, autocritique, etc. ou le remercier (sortir l'égo) alors que la face négative[133] signifie qu'on donne des promesses, des cadeaux, offrandes, par exemple. Imposer le déroulement de l'interaction, le vocabulaire ou le ton est une manière de se positionner en haut de la hiérarchie interactionnelle.

La construction de la confiance surtout celle interpersonnelle se fait suite à la réduction de l'incertitude par le calcul économique. Ce calcul conduit à dissimuler toute suspicion sur la démarche et toute méfiance (Dupuy, Torre, 2004). Les rites d'évitement dictent ce qu'il ne

[132] « S'enquérir de la santé de quelqu'un, de sa famille ou de l'état de ses affaires, c'est lui manifester un signe de sympathie et d'intérêt ; mais, d'une certaine façon, c'est aussi empiéter sur ses réserves, comme il est évident lorsque le questionneur n'est pas qualifié par son statut, ou quand des événements récents ont rendu la question pénible » (Goffman, 2003 : 65).

[133] Lorsqu'on cache la face négative ceci renvoie à édicter des règles, des interdictions et lorsqu'on cache la face négative, on obéit à la personne. Celui qui donne des ordres se place dans une position haute. Alors qu'une position basse est adoptée lorsque l'individu fait une promesse (Goffman, 1998).

faut pas faire dans une interaction. Les rites de présentation, quant à elles, indiquent à autrui ce que l'individu dégage et perçoit. Par exemple, adresser le salut (ou encore sourire, serrer la main, ouvrir les bras, hocher la tête) lorsqu'on s'entretient avec une personne marque le début de l'interaction.

Enfin, Jean-Yves Trépos (2002) admet que la non transparence et la culture du secret sont sources de défiance voire des formes de mépris. Même si la transparence a de nombreux avantages, le secret évite parfois de divulguer des informations à impact négatif. Sur le plan économique, la culture du secret existe pour protéger les affaires sur le marché. Sur le plan stratégique, cette technique procure des avantages concurrentiels et des positions commerciales et industrielles importantes et sauvegarder l'exclusivité. La transparence risque de paralyser les échanges étant donné qu'elle restreint les initiatives individuelles (Vincent, 2001). L'information est le moteur de l'action et son utilité est mise en exergue lors de son échange. Ainsi, la protéger est une réaction pour faire face à ceux qui souhaitent contrecarrer l'action. Dans cette situation, la politique du secret est conseillée pour évoluer à une culture de confiance.

2.4 L'information, vecteur de l'observatoire

Rémi Clignet (1998 b : 126) s'interroge sur l'usage de la notion observatoire en sciences sociales puisque cette notion représente une innovation épistémologique. « En somme, l'analyse de la naissance ou de la renaissance d'observatoires en sciences sociales fait rebondir le problème de savoir quand et comment on peut dire qu'une analyse sociale est scientifique ». Jean-Luc Dubois (2004) se penche sur l'étude des observatoires socio-économiques ruraux et les conditions de leur émergence pour développer la gestion de l'information et agir dans une perspective de développement durable. Le territoire rural a suscité l'attention de chercheurs, politiciens, administrateurs, etc.[134] à cause notamment des défis socio-économiques, écologiques et culturels qu'il doit y faire face.

[134] Xavier Piolle (1995) considère que le choix de développement se base à la fois sur les ressources endogènes du territoire (organisation des acteurs, mobilisation, allocation des ressources) et sur des ressources extérieurs (dons des ONG, coopérations internationales, etc.).

Par ailleurs, Yves Chevalier (2008 : 78-79) présente la transparence sous trois formes qui elles mêmes sont des étapes. D'abord, elle est administrative pour être ensuite budgétaire et enfin communicationnelle. La transparence renvoie ici à la manière dont l'administration s'organise, planifie les actions et mesures à prendre et échange les informations. Par conséquent, elle est présente dès le début de tout projet. Il ajoute que « la réticence des acteurs à entrer dans une logique de " nouvelle gestion publique " s'explique en partie par ce déficit de transparence en amont des décisions ». Ainsi, Catherine Loneux (2009) souligne qu'il sera judicieux d'intégrer les acteurs dans les délibérations et de prévoir des espaces de discussion. Néanmoins, la culture de la transparence est souvent en conflit avec les lois qui interdisent de rendre public des documents, déclarations, procès-verbaux, par exemple (Manche, 2000 ; Chevalier, 2008).

La forme de l'information est contingente avec les stratégies adoptées par les individus telles la rétention de l'information, sa déformation, le choix de la transparence, etc. (Manche, 2000 ; Reix, 2004). Comme le territoire est à la base de l'action collective, il est primordial de comprendre le rôle de l'information territoriale qui exige une analyse au niveau individuel et collectif (coordination et cohérence dans les actions). Une donnée numérique, une donnée géographique, une donnée textuelle, etc. sont perçues de différentes façons (Akrich *et al.*, 2006 ; Maton, 2007) (*cf.* **2.4.1.**).

Philippe Bonny et Luc Grivel (2008) observent que l'acteur profite de plusieurs sources informationnelles. Il peut acquérir régulièrement des études et des rapports réalisés par les grandes structures de recherches. Le rôle des chercheurs ne devrait pas être limité à la disposition de cartes, recensements, rapports, etc. Ils devraient aussi participer à la construction des SI en collaboration avec les agents institutionnels et administratifs et la population locale (*cf.* **2.4.2.**).

2.4.1 Quelle(s) information(s) privilégier dans la mise en place de systèmes d'information territoriaux ?

L'hétérogénéité des données est expliquée par la diversité des interprétations et des sources informationnelles (**a**). Yannick Manche (2000 : 61) la considère comme une difficulté de mise en place de SIG étant donné que chaque acteur a ses propres unités de référence d'un côté, et la multiplicité des centres décisionnels, de l'autre côté. Quelle information intégrer dans le SI (**b**) ? L'auteur admet que cette étape est déterminante pour l'avenir du SI. Il critique la

négligence de cette démarche si importante. Ainsi, les données géographiques sont « […] réparties au sein d'organisations multiples, dans des systèmes d'informations qui n'ont pas généralement été construits pour communiquer entre eux ».

a) De l'interprétation d'objets et faits vers la traduction

En se rapportant à la sociologie de l'acteur-réseau, les acteurs traduisent la réalité, les problèmes, les langages, les identités, etc. La traduction renvoie au processus de construction, de destruction et de reconstruction du monde. « Les chaînes de traduction sont alors travaillées par différentes activités : des stratégies concurrentes, des confrontations dans des épreuves de force, un travail de mobilisation et d'enrôlement, l'élaboration de dispositifs d'intéressement et de points de passage obligés afin de sceller des alliances et des associations entre acteurs ainsi que l'émergence de porte-parole de ces associations » (Callon, 2006 : 65). Ainsi, les représentations sont confrontées et des espaces de négociation apparaissent. La comparaison, l'échange d'expériences[135], la mise en forme, la construction de modèles sont des actions de traductions. Ainsi, les cartes, les graphiques, les articles rédigés, les tableaux, les textes sont des informations échangées d'un chercheur à un autre. Le chercheur fait des expériences et interprète les résultats sous forme d'un écart, d'un modèle. Ces derniers peuvent être présentés par des textes, diagrammes, schémas, cartes spatiales et organigrammes, par exemple.

Les traductions sont issues des différentes interprétations des objets et des faits. « Le travail des chercheurs consiste à mettre en place des expériences pour faire " écrire " les entités qu'ils étudient, puis à mettre en forme ces inscriptions, et ensuite à les combiner, les comparer et les interpréter » (Akrich *et al.*, 2006 : 268). Les chercheurs, les agents administratifs et les institutionnels font des expériences *(e.g.* sur les graphiques, les outils agricoles) en prenant

[135] Dans le cadre de la coopération avec l'Institut supérieur de biologie appliquée de Médenine ISBAM, la recherche s'effectue *via* l'étude de l'effet de l'intervalle entre les traites (8h, 12h, 16h, 24h) sur la qualité et la quantité du lait de la chamelle. Ceci permet, parallèlement, de suivre la santé de la mamelle et de cerner les impacts de la traite mécanique par un pot trayeur. L'augmentation de l'espacement des intervalles entre les traites augmente la quantité de lait collecté, du pH contenu dans le lait, du K, Ca, Mg et réduit le taux d'extrait sec. Néanmoins, à 24h d'intervalle entre les traites, l'état sanitaire de la mamelle risque d'être infecté et détérioré. Par ailleurs, des essais au laboratoire ont été réalisés permettant de conserver les mêmes caractéristiques gustatives que les produits traditionnels. Ces expériences ont surtout une visée économique notamment l'amélioration du niveau social des fermiers du sud tunisien et l'encouragement de la consommation de produits lactés de la chèvre. Le caillage (coagulation du lait sous l'effet des ferments lactiques naturellement contenus dans le lait) et l'égouttage (expulsion de la partie eau contenue dans le caillé) sont les principales étapes du processus de fabrication du fromage (Sghaier *et al.*, 2007 : 86).

comme échantillon un certain nombre de personnes[136]. Leurs réactions permettent de prévoir le comportement des paysans suite à la proposition de nouvelles techniques, outils ou informations. Ainsi, les chercheurs pourraient ajuster les graphiques, les textes, les messages à transmettre. Par conséquent, des centres de traduction sont placés au sein des réseaux permettant de prendre les actions stratégiques adéquates (par exemple, interdiction de pâturer durant trois mois sur les terres de Henchir Snoussi).

Néanmoins, « les chercheurs ne doivent pas perdre de vue que les problèmes de confidentialité concernant surtout les données descriptives, les tableaux de données quantitatives, les statistiques individuelles, etc. » (Rapport du Centre de données de recherche de statistique Canada, 2005 : 25). En effet, l'information est souvent remise en cause et déformée pour réaliser et atteindre les intérêts personnels (présence d'opportunisme). Chacun défend ses propres intérêts au péril de déformer l'information en dissimulant les risques ou les sous-estimer délibérément. « Les informations transmises, échangées par leurs membres sont entachées d'une déficience, d'une déformation de leur contenu et dans leur incapacité à former le réseau relationnel » (Bertacchini, Girardot, 2006 : 15).

De plus, la réification des données collectées affecte leur qualité et pose des problèmes scientifiques et politiques (Clignet, 1998 a). Autrement, l'agrégation et la simplification des données entravent les prises de décisions et affectent les produits de l'observatoire. Rémi Clignet (1998 b) se précautionne de la qualité des données recueillies par l'observatoire parce qu'elles peuvent induire en erreur et ne permettent pas de prendre les décisions adéquates. Robert Reix (2004 : 57) admet qu' « en pratique, on constate que l'essentiel de l'information intéressante se trouve dans les sources ouvertes au public, facilement accessibles en principe mais exigeant un travail de documentation important et régulier ».

b) Formes de l'information

Robert Reix (2004) met l'accent sur les formes d'échange de l'information. Ainsi, elle peut se présenter sous forme d'une image, d'un texte, d'une gestuelle, d'un regard, d'un son, etc. Yves Chevalier (2008) admet que la transparence de l'administration est généralement

[136] L'IRA a fait confiance à de petites familles dans le sud tunisien en leur confiant la charge de réaliser d'une manière traditionnelle des produits laitiers. « Ce sont, en général, des personnes âgées qui possèdent ces connaissances très anciennes » (Sghaier *et al.*, 2007 : 86).

traduite par l'échange d'informations représentées par des chiffres (décrivant les objectifs, les budgets, les évaluations, par exemple). Mais, il accuse le caractère abstrait des indicateurs, objet de manipulations et déformations. Concernant la communication orale, Peter Berger et Thomas Luckmann (2003) partent de la connaissance de la vie quotidienne pour mettre l'accent sur la richesse du contact direct. Longtemps, les connaissances ont été limitées aux connaissances théoriques et ordinaires. Les rencontres face à face font ressortir des situations de négociation.

Échangée en diagramme[137] (d'un système), représentation iconique (d'un objet), carte (pour le territoire), image (schéma pas exacte), « […] la représentation graphique[138] peut être considérée comme un langage sous forme écrite qui possède des avantages par rapport à un langage purement oral » (Maton, 2007 : 15). Cet auteur admet que pour véhiculer des idées, la représentation graphique est la forme la plus adéquate. Support de communication sur le fonds et sur la forme, il est définit comme la caractérisation de l'information. Il souligne que le graphique a la vertu de mieux expliciter un problème, par rapport aux tableaux en chiffres puisque ces derniers sont moins visibles et ne permettent pas de déceler rapidement les anomalies et les régularités.

Importantes sur le plan cognitif, les informations contenues dans le graphique sont facilement mémorisées. Éric Maton (2007 : 62) soutient que le schéma et l'image aident à la mémorisation. « En effet, un graphique stimule des connaissances stockées en mémoire et la manière de représenter des données incite à mettre en œuvre des raisonnements déjà effectués sur ce type de représentation ». Il s'avère difficile d'expliquer sur le plan social des faits scientifiques et techniques c'est-à-dire les sciences et les techniques. Pour José Pino-Díaz *et al.* (2009), il serait judicieux pour les chercheurs de transmettre des graphiques à des acteurs qui ne sont pas nécessairement des experts. En effet, cette forme permet la compréhension du problème mieux qu'un texte adressé et l'amélioration du processus d'apprentissage.

Dans un objectif de transparence et d'accessibilité, les experts préfèrent soumettre des graphiques au sein des communautés scientifiques et non scientifiques. D'ailleurs, « dans l'accroissement des connaissances scientifiques, le graphique joue un rôle tout aussi important

[137] Le diagramme est une représentation à plusieurs axes. Il est sous forme d'histogrammes, camemberts (diagrammes circulaires), diagrammes en barres, courbes, toiles d'araignées, nuages de points, etc.

[138] Éric Maton (2007 : 15) souligne que l'utilisation de graphiques est marquée depuis le XXe siècle suite à l'émergence de grandes entreprises et leurs besoins de traiter de volume important d'informations. Le graphique « […] correspond aux représentations pour lesquelles toutes les coordonnées sur un plan sont définies mathématiquement ; ces représentations étant également appelées représentations cartésiennes, diagrammes, réseaux ou cartes ».

que la classification » (Maton, 2007 : 79). La diffusion de l'information se manifeste par la remise de rapports oraux et/ou écrits. C'est ainsi que Rolande Bourcier-Desjardins *et al.* (1990) privilégient les sommaires, les abstracts et les résumés bibliographiques dans la capitalisation de l'information. En effet, ces techniques rédactionnelles offrent plus de capacités dans la prise de décision et moins de temps dans la sélection de l'information nécessaire.

Le recours aux chiffres au sein des graphiques a régressé dans les années 80. On observe de plus une tendance vers la simplification des schémas par rapport aux années 60 et 70. Yannick Manche (2000 : 74) met l'accent sur l'importance de la prise en compte des données textuelles pour les chercheurs dans la mise en place de SI pour ensuite, s'intéresser aux données spatiales. L'interprétation de ces données nous permet, par la suite, de dresser des graphiques pour véhiculer efficacement l'idée. Ce choix est approuvé par la complémentarité de ces derniers qui servent de supports pour le développement d'interfaces avec l'utilisateur final du SI. Privilégier les données textuelles « […] a entraîné une sous-estimation des difficultés de mise sur le Web de données spatiales ce qui rend ces développements moins aboutis ».

Toutefois, Yannick Manche (2000) pointe les limites de certains SIG. En effet, et comme les données spatiales sont peu flexibles aux besoins de l'utilisateur final, elles sont peu exploitables dans la gestion de l'information (recherche, sélection et diffusion). De plus, le degré de précision des données géographiques laisse à désirer. Éric Maton (2007) met en exergue les limites du choix du graphique du fait de son aspect mécanique et de sa connotation déterministe. Sa dimension statique réduit son efficacité. Selon Robert Reix (2004), les graphiques risquent plus de renvoyer des perceptions erronées que les tableaux de chiffres.

2.4.2 Une nécessité absolue de vulgarisation des connaissances entre les acteurs de développement

Le processus informationnel part du principe qu'il existe un échange d'informations entre acteurs (Bertacchini, Girardot, 2006 : 16). Yannick Manche (2000 : 74) remarque que les informations à prendre en compte dans le développement de projets territoriaux sont souvent hétérogènes. « Cette hétérogénéité existe tant dans la nature des données (cartes, textes,

photos…) que du point de vue de leur localisation (services de l'État, collectivités locales, bureaux d'études, journaux…) ».

Deux acteurs ayant les mêmes besoins en matière de SI les formulent différemment. Par conséquent, l'intégration des technologies dans les observatoires est tributaire de l'exploitation optimale de l'information (Bronfman, 2004). Dès lors, des modifications et des réajustements sont envisageables dans le processus d'expression des besoins permet de satisfaire au mieux les préoccupations des acteurs. Exemple, un SIG doit être capable de rendre compatibles des données hétérogènes (images satellitaires, données et cartes numériques, plans papier, par exemple) et sous différentes échelles et sources (données fournies par des institutions nationales et internationales, population locale, etc.) (Joliveau, 1996). D'où la nécessité de définir le rôle de chacun dans la diffusion de l'information.

Étant donné que l'IRA est une institution de tutelle, les chercheurs se trouvent entre, d'un côté dépendance financière, politique et organisationnelle et autonomie dans les recherches, de l'autre côté. Ainsi, et dans la première sous-section (*cf.* **a**), nous nous intéressons à l'étude de la place du chercheur et l'importance de la confiance dans la diffusion de l'information. Intégrer tous les acteurs ; citoyens, institutions, administrations et laboratoires, dans les projets de développement consiste au moins à parler le même langage et tenir compte de leur hétérogénéité (*cf.* **b**).

a) Le chercheur : entre logique du pouvoir et logique du savoir

Rémi Clignet (1998 b : 136) évoque que l'étude d'observatoires sociaux ne consiste pas uniquement à collecter les données mais à trouver un vocabulaire relatif aux sciences sociales et aux sciences naturelles. « Il s'agit aussi et surtout, de créer une ombrelle théorique susceptible de faciliter le dialogue entre disciplines ou entre paradigmes distincts au sein d'une même discipline. II s'agit d'un idéal dont il est plus facile de discourir que de s'approcher ». Ce langage commun est susceptible de rapprocher les sociologues, les politologues, les géographes, les biologistes, etc. et de renforcer les canaux communicationnels.

Le chercheur agit dans les limites des engagements du laboratoire auquel il est affecté. La portée de l'expertise[139] renvoie au statut que l'institution lui procure (Wolton, 2003). Le laboratoire veut préserver son autonomie scientifique malgré les dépendances politiques, financières et matérielles. « C'est plutôt un problème de construction de la confiance entre une organisation de recherche et la société. Construire cette confiance a plusieurs paramètres : clarté du processus de travail, structure financière, posture stratégique affichée, comportement des acteurs impliqués […] » (Wolton, 2003 : 4). Être crédible dès le départ est déterminant dans l'émergence de la confiance. De plus, les résultats d'un projet sont une pression permanente pour le chercheur.

La Direction de la vulgarisation et des projets de développement (DVPD), les différents laboratoires de recherche, les services techniques de l'IRA et les organisations socioprofessionnelles sont chargés de mener des activités de valorisation des acquis de recherche. L'édition de rapports, revues, brochures, affiches, dépliants, posters, communications et la conception et la mise sur web de sites sont les principales activités de publication (*cf.* figure 10 à la page suivante). Par exemple, l'année 2006 est décrite également par l'édition d'un numéro spécial de la *Revue des régions arides* à l'occasion de l'année mondiale de la désertification 2006 (*cf.* annexe n°9, p 29). La mise en place de dispositifs de suivi de la recherche permet de se rencontrer et d'échanger. L'IRA fournit des études ciblées, par l'enseignement et l'encadrement d'étudiants. La création du master " Lutte contre la désertification et la gestion des ressources en milieux arides " est suite à la collaboration entre l'Institut national agronomique de Tunis (INAT).

[139] La qualité de l'expert est inhérente à la personne grâce à ses diplômes, à sa réputation et à son statut. Être un expert ne renvoie ni à un métier ni à une qualité mais à une situation donnée durant une période déterminée (Wolton, 2003).

Figure 10. Dépliant de vulgarisation des acquis de la recherche : amélioration génétique des caprins (Sghaier *et al.*, 2007 : 133)

S'intéresser à la vulgarisation des résultats de la recherche dans les différentes disciplines consiste à offrir des interfaces d'échanges pour les utilisateurs finaux. D'après Yannick Manche (2000), le Web de données est efficace pour l'archivage, la consultation, la sécurisation et la production de données. Soumettre des informations géographiques sous la forme numérique facilite l'accès à d'autres informations différentes et multiples. L'usage de bases de données offre la possibilité de réaliser de nouvelles applications qui n'étaient pas possibles si on utilisait des cartes papier[140]. Les observatoires Menzel Habib et Haddaj Bou Hedma permettent de poursuivre la dynamique d'espèces du couvert végétal et l'élaboration de cartes des systèmes écologiques en se référant à des images satellitaires récentes et moyennant le logiciel GIS (Arcview 3.2) [141]. Cette base de données, réservée essentiellement pour les chercheurs, est valorisée grâce à la validation des cartes collectées par l'analyse des relevés de terrain (Haddad, 2008).

[140] « Sur une carte " papier ", le volume d'informations et l'emprise de la carte sont directement conditionnés par l'échelle qui est fixe. Le nombre de thèmes et leur degré de détail sont donc limités si l'on veut produire une carte lisible. Si l'utilisateur veut disposer de plusieurs représentations d'une même zone, il lui faut obligatoirement faire réaliser plusieurs cartes et faire lui-même le rapprochement entre ces cartes » (Manche, 2000 : 67).

[141] C'est un logiciel de Système d'information géographique (SIG). Il permet la production de cartes spatiales. Il est performant pour la modélisation graphique, l'archivage et la gestion des bases de données.

À l'intérieur d'un réseau ou d'une communauté, la confiance interne est fondée sur un esprit de partage de valeurs et de savoirs (Batazzi, Alexis, 2006). Au sein de la communauté scientifique, Michel Callon (2006) s'intéresse à la relation hiérarchique entre le laboratoire et le ministère auquel il est affecté d'une part, et la relation entre les laboratoires, d'autre part. La catégorisation de la confiance permet de cerner la place de l'émetteur et du destinataire (Chassigneux, 2007). La confiance verticale est établie dans une relation hiérarchique entre supérieur et subordonné. En effet, le supérieur hiérarchique (le ministère) se fie aux compétences de son subordonné (le laboratoire). La confiance verticale évoque le pouvoir et l'autorité. Ceci signifie que le destinataire est en position de force par rapport à l'émetteur et le sentiment de hiérarchie s'installe entre les deux acteurs. La confiance horizontale est installée entre semblables (collègues occupant des fonctions similaires) : entre laboratoires. « La circulation doit être entendue dans un sens tout à fait traditionnel. […] les tableaux de mobilité sociale établis par des sociologues, les articles et les livres rédigés par les chercheurs sont autant de documents qui circulent d'un laboratoire à un autre, puis d'un centre de recherche à une unité de production, et enfin d'un laboratoire à une commission d'experts qui les passent à un cabinet ministériel » (Callon, 2006 : 269).

Robert Reix (2004 : 44) met l'accent sur l'augmentation des divergences entre les structures de décision et les structures de recherche étant donné la complexité du problème, la multiplicité des centres de décisions, l'incertitude dans les modèles utilisés et l'évolution des besoins des acteurs. Ainsi, « les symptômes les plus classiques sont des plaintes relatives à " l'absence de communication " […] ». Le défaut de communication a pour conséquence des décisions inexistantes, tardives ou inappropriées. L'IRA établit semestriellement un inventaire portant sur les caractéristiques et les enjeux des dangers, leur gravité appréciée par les indicateurs, leur hiérarchisation et conséquences sur la société, l'écologie et l'économie (Sghaier *et al.*, 2007).

b) Primauté des campagnes informationnelles et préventives

Pour la gestion des risques naturels, Yannick Manche (2000 : 63) admet que la mise en place de SI obéit à la fois à une implication de la population experte et non experte. La participation des non experts se limite à les mettre au courant de ce qui ce passe. En effet, leur informer sur les enjeux des risques (disparition du couvert végétal, maigreur du bétail, par exemple), les

moyens de lutte (*e.g.* entretien des arbustes, soins réguliers des chèvres), etc. est une technique de contribution à la prise de décision. « La question n'est pas d'associer le public à la décision, encore moins de lui fournir des outils d'aide à la décision. C'est de mettre à sa disposition les informations sur la base desquelles les décisions ont été prises ».

Néanmoins, certaines informations contenues dans les observatoires ne sont pas accessibles à tout le monde étant données qu'elles sont confidentielles et réservées à certains chercheurs et aux agents ministériels et institutionnels. Par exemple, « […] les cartes ne sont pas destinées à l'impression, ni à la publication […] » (Manche, 2000 : 50). Ainsi, et pour intégrer les citoyens dans les projets territoriaux, le recours à des campagnes informationnelles leur procure une reconnaissance. « […] les campagnes de prévention améliorent la connaissance de la population, aident à la prise de conscience du risque encouru, renforcent la solidarité entre personnes concernées […] » (Calandre, 2006 : 17). Par exemple, les éleveurs à Gabès, Médenine et Tataouine ont bénéficié le 9 juin 2006 d'une journée de sensibilisation, prévue par l'IRA, pour qu'ils soignent leurs animaux contre les parasites grâce à des produits de traitement. En collaboration avec l'autorité locale, ils ont été initiés aux techniques d'abattage pour qu'ils respectent ses conditions d'hygiène et ses règles.

Concernant la mise en place de l'observatoire Menzel Habib, les outils informationnels choisis par l'autorité, dans le cadre d'une démarche participative avec les citoyens, sont présentés par des affiches, la presse quotidienne, des supports et plans, des bulletins d'information, des réunions d'information, des séminaires et colloques, etc. Des programmes audio-visuels de sensibilisation des agriculteurs sont diffusés sur la chaine nationale portant sur différents sujets (*e.g.* les techniques d'irrigation, les conseils de mousson) (Sghaier *et al.*, 2007). De plus, les chercheurs ont animé une dizaine d'émissions radiotélévisées (*cf.* site de l'IRA)[142].

Par ailleurs, Natacha Calandre (2006) observe que le défaut de confiance entre citoyens et institutions publiques est due à la culture dominante de ces derniers qui souvent minimisent ou cachent les risques et cultivent le secret. « C'est en rompant avec la culture du secret que les citoyens pourront formuler un consentement aux risques acceptables au regard des avantages attendus, au lieu que les responsables ne leur imposent les risques jugés acceptables par les experts » (Canel-Depitre, 2000 : 17). En outre, l'absence d'un système de valeurs sociales, pour l'évaluation des risques, provoquerait des réactions négatives et remettrait en

[142] http://www.ira.rnrt.tn/index.php?option=com_content&task=view&id=84, visité le 21/08/2011.

jeu la légitimité des chercheurs et celle de l'autorité publique. De là, Béatrice Canel-Depitre (2000) et Natacha Calandre (2006) soulignent que l'administration est chargée de véhiculer les résultats des chercheurs sous forme de mesures à prendre, de prévention et de sensibilisation. Elles revendiquent que la divergence entre les rationalités des experts et celles des citoyens est une des raisons de la perte de son identité et/ou d'un manque de confiance.

Jean-Yves Trépos (2002) soutient que les éleveurs de moutons de Sellafield[143] condamnent « l'arrogance des scientifiques » et désapprouvent leur expertise. En effet, la contradiction entre les connaissances non expertes et les connaissances standardisées, accusées de négliger les valeurs culturelles et identitaires, alimente le sentiment de méfiance. Brian Wynne (1999) admet que les éleveurs font face à un dilemme entre croire les résultats de scientifiques ou se fier à leurs savoirs. Dans ce cadre, la culture du secret ou le manque d'information sont des sources de défaut de confiance et sont perçus par la population comme une incompétence ou une forme d'arrogance voire un mépris. Les non experts souhaitent que les chercheurs doivent respecter les politiques adoptées par l'administration (Wynne, 1999). En effet, « […] on entend souvent dire que les experts sont les instruments des politiques, qui s'en serviraient pour cautionner des décisions déjà prises sur des bases plus passionnelles que scientifiques » (Trépos, 2001 : 39).

D'après le rapport du projet PNUE/FEM[144], et en se basant sur les revendications des chercheurs, l'administration communique ses décisions aux citoyens grâce aux avis, communiqués et publications dans le journal officiel, les médias de masse, les bulletins d'information, les journées de sensibilisation et les conférences de presse. Jean-Yves Trépos (1996 : 51) soutient que « [...] c'est très clairement la " communauté scientifique " qui considère la presse comme un élément indispensable à l'élaboration et à l'aboutissement de ses propres stratégies de recherche [...] ».

[143] Ville britannique qui a subit une crise nucléaire. La centrale fût arrêtée en mars 2003.

[144] Le projet PNUE/FEM est un Programme des Nations unies pour l'environnement financé par le Fonds de l'environnement mondial. Il traite la mise en place de l'observatoire national de la biosécurité en Côte d'Ivoire chargé d'évaluer les risques agricoles et suite à la culture de champs d'organismes génétiquement modifiés.

*

* *

Robert Reix (2004) déclare que le SI permet la diffusion d'informations à moindre coût, à conquérir de nouveaux partenaires puisqu'il devient facile de les gérer (extraire, traiter et diffuser) et de s'enrichir de données. Yann Bertacchini (2000), Cyril Masselot (2005) et Annette Perdaens (2005) soutiennent que l'observatoire est une composante importante du processus d'intelligence territoriale. Ce processus affecte les actions, les procédures, les pratiques et les moyens grâce à la capitalisation des connaissances.

Notre recherche touche les basses plaines méridionales, et plus exactement, la région de Menzel Habib. Cette région tunisienne est réputée mondialement pour la multiplicité et la diversité des recherches expérimentales agricoles avec des résultats limités. Aménager et réhabiliter les parcours et les terres sont les préoccupations majeures dans cette zone aride. Il parait, ainsi, essentiel d'étudier la confiance territoriale suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques dans des régions souffrant d'obstacles climatiques et socio-économiques. Des problèmes d'identification de l'information, de sa déformation et de sa rétention sont observés. Ceux-ci engendrent à la fois des de pertes du temps, de repérage et de défaillances des projets territoriaux. D'ailleurs, Brigitte Guyot (2000) et Robert Reix (2004) pointent les limites du SI puisqu'il soulève des insuffisances face à la conservation et la pérennisation de l'information.

L'enquête principale, effectuée par les chercheurs DYPEN, a permis d'intégrer des bases de données sur la population dans le SIG, de tester et valider les hypothèses ou encore de les affiner, de faire ressortir des caractéristiques des comportements de la population et d'envisager de nouvelles méthodes de traitement des données. Néanmoins, les informations collectées nécessitent leur structuration et leur organisation afin que les acteurs de développement puissent prendre des décisions pertinentes et en temps opportuns.

Tous les flux d'information devraient être pris en considération suite à la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. Maîtriser le processus d'acquisition, d'exploitation et de transfert de l'information pour un usage réfléchi des technologies soutient la gestion informationnelle. De par leur appui des stratégies informationnelles des acteurs de développement, les dispositifs d'information et de communication se proposent de protéger

l'écosystème. Ainsi, des stratégies sont développées pour appuyer la démarche de développement durable.

En se référant à la sociologie de l'acteur-réseau, la mise en place de projets de développement n'est possible qu'après la constitution de comités, de conventions et lois, d'études préalables de l'environnement et des individus. Ainsi, l'observatoire s'articule autour d'acteurs hétérogènes ayant des objectifs divergents. L'application des projets de développement sur le territoire Menzel Habib n'est pas une action isolée. Elle est inscrite au sein d'un réseau qui chacun de ses entités a participé à son élaboration. Les techniciens, les informaticiens, les associations, les agents administratifs, les berges, etc. chacun d'entre eux contribue et participe.

CONCLUSION DE LA PREMIÈRE PARTIE

Parmi les grands phénomènes sociaux touchant Menzel Habib sont l'exode rural et l'immigration. Ces formes de mobilité se situent dans une logique de travail (logique économique) ou d'une logique climatique (sécheresse). Quitter ses racines n'est jamais facile. La population est contrainte de franchir ce cap, de courir le risque et de s'intégrer dans un nouvel espace d'arrivée (changer le lieu de vie). La rupture prolongée avec son territoire d'origine est délibérée, volontaire mais contrainte. Subséquemment, l'administration a mis en œuvre des initiatives publiques sous l'impulsion d'une politique économique et sociale pour, d'une part revaloriser les activités agricoles et, d'autre part, pour attirer et maintenir la population dans cette zone.

En 1999, le choix porté pour l'étude de la région Menzel Habib par les chercheurs nationaux et internationaux est appuyé par le développement du projet CAMELEO[145] de mise en place d'observatoires afin de suivre de près les changements écologiques. En 2002, la concentration des travaux sur ce territoire est soutenue par l'engagement du groupe ROSELT/OSS et l'IRA pour l'étude des enjeux de l'échange entre population et environnement (Sghaier, Picouet, 2000). Grâce aux enquêtes, aux réunions de groupes avec la population, aux entretiens avec la structure locale et spécialistes, les recherches visent la valorisation territoriale.

L'introduction de dispositifs d'information et de communication remet en cause les habitudes et les modes de vie. Ainsi, les individus peuvent développer de stratégies de retrait, de rejet entravant le développement du projet de développement territorial. Bruno Ollivier (1997) s'interroge sur l'avenir des relations entre acteurs suite à l'usage des nouvelles technologies, continuité ou discontinuité. Le territoire est en perpétuel mouvement et les systèmes d'interaction et de régulation doivent s'y adapter. Son existence est tributaire de sa capacité d'adaptation et de réaction face aux perturbations. Le changement d'habitudes ancestrales semble être difficile. Bien que la population soit équipée en gaz, certains privilégient le recours au bois. Toutefois, et à cause de la politique d'épuration des terres, le nombre des pasteurs s'est réduit. Par conséquent, le grignotage des terres de pâturage a encouragé certains pasteurs à se convertir en agriculteurs et à abuser des ressources en eau et en sol de l'écosystème.

[145] CAMELO : *Changes in arid mediterranean ecosystems on the long term and earth observation*.

Par ailleurs, la qualité de l'information produite, les conditions d'accès et les modalités d'échange entre acteurs territoriaux sont encore non cernées et demeurent floues. L'accumulation d'informations n'est pas l'objectif principal, il faudrait repenser l'identification des besoins d'acteurs et l'analyse fondamentale des problèmes de la région pour que l'observatoire soit un axe de développement et une base d'apprentissage.

Les projets de développement territoriaux ont associé étroitement des acteurs privés et publics œuvrant dans le domaine économique, écologique, social, etc. sur le territoire de Menzel Habib. Ainsi, l'administration a fait appel à des collectivités, des associations et des organisations pour la promotion du secteur agricole. Ils sont soumis à une forte pression pour répondre aux attentes des citoyens.

Grâce à la concertation territoriale, différentes perceptions sont mises en exergue par les structures administratives et de recherches visant, d'une part à développer de nouvelles techniques agricoles et pastorales pour la lutte contre la désertification et à conserver les pratiques ancestrales des paysans, d'autre part. Les travaux de recherches menés dans le territoire de Menzel Habib exigent la mobilisation de disciplines diversifiées et complémentaires en zones arides auparavant absentes. Cependant, et souvent, les organisations internationales apportent leur soutien inadéquat.

La semi-réussite des formules proposées laisse l'acteur local perplexe. Ceci conduit à ne recourir malheureusement qu'à des décisions et solutions d'une fugace portée pour tenter de dépasser les soucis de la vie quotidienne. D'ailleurs, Bouchra Sida Hida (2006 : 21) constate que « les actions de ces acteurs de développement ne sont basées que sur des stratégies ponctuelles visant le court terme. Les conséquences à long terme demeurent encore non-définies et imprévues notamment en ce qui concerne la cohésion sociale ». Une stratégie pas claire, ambiguë et inachevée entrave la suite des échanges et détruit la confiance déjà difficilement construite. L'attention est essentiellement focalisée sur les chercheurs et les collectivités territoriales locales dans ce processus d'intelligence territoriale. « Ils doivent privilégier sur leurs territoire des valeurs de confiance, de solidarités, de diffusion de l'information et de la communication et rechercher d'autres facteurs susceptibles de favoriser et soutenir le développement local » (Haddad, Tbib, 2008 : 550).

Par suite, André Tiran (1996) qualifie la confiance d'inégale, relative, subjective, imparfaite et contingente dans le temps et dans l'espace. En effet, la confiance territoriale dans les zones arides est contextuelle et situationnelle (dépend d'éléments présents tels les habitudes

agricoles). La perception de la confiance comme attitude permet d'avoir une vision critique sur le sujet à qui on lui fait confiance (remettre en cause cette confiance, douter, etc.). D'ailleurs, Michel Servet (1994) constate qu'elle est fragile et susceptible de se transformer à tout moment en méfiance ou défiance.

En conclusion, la confiance territoriale se construit au fil du temps grâce aux interactions répétées. D'un côté, plus le temps passe et plus il devient difficile aux acteurs de sortir de cette relation et d'être indépendants (Dupuy, Torre, 2004). De l'autre côté, les relations de longues durées sont les plus fragiles parce que le moindre soupçon mène à la destruction de la confiance (Féron, 2003). Des stratégies communicationnelles conscientes et inconscientes sont développées pour faire face aux différentes situations. Déduire quelles sont les coalitions qui vont se former pour ou contre les observatoires permet de poser un ensemble de questions sur l'importance de la communication pour la relance de la confiance et l'accompagnement de la mise en œuvre de ces systèmes.

Nos travaux de recherche sont axés autour d'une analyse qualitative résultante d'une observation menée sur le terrain de Menzel Habib. La démarche suivie tout au long de cette étude est empirique. Nous nous sommes intéressées à l'analyse de documents, aux 30 entretiens menés auprès des acteurs de développement : les chercheurs, les administrations, les citoyens et les institutions locales. L'immersion dans le terrain nous a permis de formuler nos hypothèses de recherche en se basant sur l'observatoire de Menzel Habib. Être membre du programme LOTH, cela facilite notre immersion comme chercheur dans le terrain. Néanmoins, l'enjeu de cette étude réside dans les capacités et les aptitudes du chercheur à aborder les acteurs de développement et à reconstruire une confiance déjà affectée par la multiplicité d'études réalisant des résultats médiocres, l'histoire coloniale et post-coloniale, les promesses non réalisées, les déceptions, les défauts communicationnels, par exemple.

PARTIE 2

CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DEUX SUPPORTS DE LA CONFIANCE TERRITORIALE DANS LES ZONES ARIDES

« *Soyez frères dans la vie commune,*
mais étrangers dans les affaires »
Proverbe tunisien

Notre recherche se fonde sur l'étude de la confiance dans les interactions entre acteurs territoriaux, les stratégies de développement et les logiques de communication dans le milieu aride rural. S'inscrire dans une approche interactionniste symbolique nous permet de comprendre, dans cette deuxième partie, le comportement des acteurs, leurs attitudes et leurs représentations de l'observatoire, des politiques de développement et du territoire. Notre travail contribue à alimenter la réflexion sur la confiance territoriale dans les zones arides tunisiennes entre acteurs et suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques pour la lutte contre la désertification.

Nous abordons, dans le troisième chapitre (*cf.* **Chapitre 3**), la méthodologie de recherche : l'objet de l'étude, le terrain, les méthodes recourues, la posture et les qualités du chercheur tout en évoquant les biais méthodologiques. Vu le caractère ambigu et peu encore délimité des comportements et attitudes des acteurs territoriaux dans les zones arides, notre recherche s'inscrit dans la démarche de l'interactionniste symbolique. Cette approche est importante, d'une part, pour comprendre leurs interactions et d'autre part, pour mettre l'accent sur la dynamique de la confiance.

La méthodologie de recherche retenue est de type exploratoire et qualitatif. En effet, Sandra Charreire et Florence Durieux (1999 : 68-69) admettent que ces méthodes « […] permettent d'explorer des phénomènes mal connus sans mobiliser initialement de cadre conceptuel rigide de manière à laisser au chercheur la possibilité de découvrir des liens nouveaux ou des explications différentes. Le principe de ces méthodes repose sur l'immersion du chercheur dans le contexte ». Ainsi, l'exploration consiste à fournir des explications sur les actions des acteurs.

L'analyse qualitative, au sens de Pierre Paillé et Alex Mucchielli (2003), retient l'idée de plusieurs séquences d'aller-retour entre la question de recherche, les approches théoriques et les résultats obtenus. En se basant sur les remarques de Michael Huberman et Matthew Miles (1991), la démarche scientifique de recueil et d'analyse des données des entretiens a été respectée. Ces étapes soulignent la sélection des thèmes, l'établissement d'un guide d'entretien, la sélection des acteurs, la constitution de l'échantillonnage, l'instrumentation et le choix de l'outillage méthodologique, l'analyse des résultats et le dégagement de conclusions.

L'objet de notre recherche, et au sens de Florence Allard-Poesi et Christine Maréchal (1999), est une alternative pour découvrir la réalité et interpréter les phénomènes sociaux. Il est sous forme d'une question formulée par le chercheur. Comment le chercheur approche-t-il le terrain ? Comment mener les enquêtes avec les différents acteurs ? Le chercheur, adoptant une démarche interactionniste symbolique, tente de comprendre le phénomène pour ensuite l'interpréter et l'analyser. Nous nous sommes fondées sur la compréhension des interactions pour mettre un sens aux comportements des acteurs. Leurs motivations, intentions et personnalités affectent leurs représentations (Goffman, 1998).

Nous avons attribué une place importante au temps. D'une part, il est conçu comme la variable centrale pour décrire les étapes de déroulement de notre recherche. D'autre part, l'étude sur la confiance entre acteurs territoriaux exige une investigation prolongée sur le terrain. Ainsi, un lien se créé entre sujet et individu observé. L'empathie est le moyen privilégié pour les approcher et comprendre les interactions. L'objet de recherche est, en outre, en fonction du positionnement du chercheur par rapport à la réalité (*cf.* **3.2.**). Les instruments de collecte des données diffèrent selon la démarche choisie, le terrain et l'objectif à atteindre. Ici ce sont les entretiens individuels et collectifs et les observations participantes et non-participantes qui sont retenues comme techniques de recherche qualitative. La méthode qualitative consiste à mesurer les concepts du modèle sans les quantifier. Une étude de cas est envisagée misant sur un aller-retour entre conceptions théoriques et observations empiriques.

De part et d'autre, Rémi Clignet (1998 b : 137) souligne que les résultats ne soient confirmés qu'après une validation des méthodes choisies et des démarches déployées. « Théories et méthodes sont étroitement liées, ce qu'on oublie trop souvent dans le domaine des sciences sociales ». D'après Mongi Sghaier *et al.* (2007), la synthétisation des activités de recherche est couronnée par la présentation des résultats au groupe ROSELT/OSS lors de la réunion à

Alger du 11 au 13/12/2005 et la préparation d'un guide ROSELT/OSS pour évaluer et suivre les pratiques d'exploitation des ressources naturelles.

La valorisation de l'état des liens et des interactions permet d'approuver les méthodes de traitement par entretien et explique l'imbrication des relations de confiance/méfiance entre acteurs. Le point de départ est marqué par une observation du terrain suivi de 30 entretiens administrés aux différents acteurs de développement (10 chercheurs, cinq structures administratives, six agents institutionnels et neuf agriculteurs et éleveurs) impliqués dans la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. La structuration des données est une étape importante pour organiser l'entretien à soumettre.

Nous nous focalisons sur des témoignages ciblés. Des rencontres et des entretiens avec les acteurs du terrain sont suivis d'une analyse de contenu thématique. Ainsi, l'analyse catégorielle est essentielle pour examiner les différentes catégories, les regrouper selon leur significativité et calculer leur fréquence. Si l'idée est évoquée plusieurs fois, ceci nous a permis de constater qu'elle est importante.

Dans le quatrième chapitre (*cf.* **Chapitre 4**), et à partir de la revue de la littérature, des entretiens et des observations sur terrain nous affirmons que la culture tunisienne est constituée par un mode rationnel propre issu d'un système de valeurs sociales. Le système socio-économique actuel découle de ces caractéristiques culturelles. Le collectivisme familial, la protection contre l'insécurité, l'identité familiale et la confiance sont les valeurs privilégiées. Le système agricole familial est fondé sur la confiance interpersonnelle, le recours aux communications verbale et non verbale et au rejet de l'opportunisme.

L'observatoire mis en place dans la région de Menzel Habib est un dispositif réunissant une multitude de spécialistes, de chercheurs, d'agents administratifs et institutionnels pour la lutte contre la désertification. Il est conçu comme composante du territoire reliant acteurs, systèmes, stratégies, logiques et représentations. L'observatoire, dispositif-clé, ne consiste pas seulement à collecter des informations sur les populations, les espèces et les pratiques mais aussi à mettre l'accent sur les relations entre les ressources naturelles et les stratégies d'acteurs et à valoriser l'apprentissage. Ainsi, il est essentiel de mettre l'accent sur la gestion informationnelle et les stratégies appliquées (transparence, filtrage, honnêteté et culture du secret). Avoir confiance dans la production d'informations permet d'approuver les décisions prises et de les justifier. Par conséquent, le rôle de la confiance territoriale est-il essentiel pour construire une assise collaborative et informationnelle.

En outre, les politiques de développement pour la lutte contre la désertification induisent des changements significatifs dans l'organisation et le fonctionnement des zones arides. La mise en réseau a décloisonné les frontières. Cependant, ces différents projets ont causé des bouleversements économiques, sociales, politiques, etc. La marginalisation de ces zones est importante. Ces territoires éprouvent des difficultés d'intégration dans les réseaux nationaux et mondiaux. Ainsi, plus la dépendance est profonde et plus la fracture numérique est considérable (Durampart, 2007). Existe-t-il des raccourcis pour combler ces écarts et renverser cette faiblesse en force ? Les nations sont marquées par multiples résolutions. Par conséquent, la nécessité d'établir des relations partenariales et de coopération participe-t-elle à estomper les risques et à produire des connaissances partagées par les membres du réseau.

Le défi de l'administration, des chercheurs et des agents institutionnels est de définir des stratégies particulières au territoire de Menzel Habib et d'intégrer les politiques de développement dans les pratiques des paysans afin de renforcer leur engagement. L'obligation de s'adapter s'avère primordiale pour survivre. Le bien être de la population est d'assurer un minimum de vie agréable, la santé, l'éducation, le travail, la sécurité, renforcer les relations sociales et leur implication dans les projets territoriaux.

Agir sur les variables démographiques, économiques et culturelles affecte le développement durable dans l'exploitation des ressources. L'engagement, la communication et la négociation soutiennent l'intelligence et l'apprentissage collectifs. Comme le savoir et la mémoire circulent par le langage, les symboles, les territoires, les objets et les pratiques, reconstituer le passé à partir d'informations présentes est le défi des chercheurs. Un brassage de la valorisation des connaissances et du savoir-faire de la population est réussi lorsqu'il existe une adéquation entre modernité et tradition. Ainsi, comment vont coopérer tous ces acteurs, transférer l'information et interagir.

Notre recherche est fondée sur la revue de la littérature, l'investigation sur le terrain d'étude, l'analyse et l'interprétation des entretiens et observations et la mise en confrontation des propos des enquêtés. Pour notre approche multi-acteurs, il faut impérativement, souligner que nous n'avons pas la prétention de prototyper les acteurs territoriaux puisque nous nous sommes entretenues avec un nombre restreint d'acteurs. D'ailleurs, notre principal biais méthodologique porte sur le défaut de représentativité de l'échantillon.

3. Chapitre 3
La méthodologie de recherche : la clé de la confiance territoriale

L'étude de la confiance suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques est décrite par l'intégration des recherches sur le processus et sur le contenu. Elle consiste à apporter des réponses aux questions du comment, quoi et pourquoi. Dans notre thèse, nous nous donnons pour objet de comprendre comment se construit, déconstruit et reconstruit la confiance lors de la mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides et de mettre l'accent sur les interactions entre les différents acteurs de développement territorial.

La première partie (*cf.* **3.1.**) est consacrée à développer la problématique de la recherche. Ainsi, elle conduit à définir les questions de recherche et à poser les hypothèses générales de la thèse. La question centrale permet également de déterminer la taille et la nature de l'échantillon. Tout au long de son investigation, le chercheur est face à plusieurs questions sur la problématique de la confiance territoriale, la démarche, la finalité (tester ou construire), les méthodes et les approches à adopter (quantitatives ou qualitatives). Ultérieurement, travailler collectivement entre scientifiques et non scientifiques autour d'un projet est riche pour le chercheur.

L'interactionnisme symbolique oscille entre objectif et subjectif c'est-à-dire il permet de comprendre d'une part, le comportement des acteurs et d'étudier l'implication et la participation du chercheur dans son analyse de l'objet, d'autre part. D'ailleurs, Frantz Rowe (2002 : 19) souligne que, pour les chercheurs, « par leur simple présence, ils influencent le système social et technologique qu'ils observent et sont influencés par lui […] ».

La méthodologie est basée sur l'observation des acteurs de développement territorial suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques afin de montrer l'existence ou le défaut d'une confiance territoriale. David Silverman (1993) stipule que l'observation du terrain est plus appropriée aux recherches qualitatives puisqu'elle est réservée à un échantillon restreint (les chercheurs, les citoyens, les structures administratives et institutionnelles). Présenter,

ensuite, la problématique spécifique à Menzel Habib, où a été réalisé le travail empirique, permet de montrer les transitions socio-économiques, écologiques et culturelles qui traversent ce territoire. Après, nous mettons l'accent sur les différentes perceptions du risque de désertification afin de comprendre les attitudes des acteurs pendant notre investigation du terrain.

S'inscrivant dans une démarche déductive, la deuxième partie de ce chapitre (**3.2.**) passe en revue les cadres méthodologiques mobilisés pour la recherche (posture du chercheur, démarche de l'entretien et gestion des données collectées). Assurer et vérifier l'honnêteté du chercheur et de la source de données est nécessaire pour le bon déroulement de la recherche (Thiétart, 1999) d'une part, et est une condition fondamentale pour la construction de la confiance personnelle, d'autre part. D'ailleurs, les entretiens ont été menés à plusieurs reprises, à travers des questions structurées et sur une période de deux ans de mars 2009 jusqu'à décembre 2010 (*cf.* annexes n°10, p 31). Cette méthode d'enquête permet, entre autres, de dégager les interactions similaires ou différentes et les jeux de pouvoir. Des stratégies de culture du secret, des tensions et des conflits observés sont à mettre en évidence.

En outre, l'approche du chercheur, sa posture, son investigation du terrain et son processus de gestion des données permettent d'observer et d'interpréter la dynamique de la confiance territoriale. Cette partie, importante, nous conduit à préciser le rôle que joue l'observateur et l'observé et à mettre en évidence le déroulement de notre étude. D'ailleurs, Pierre Bourdieu (1980) distingue entre l'observateur spectateur comme posture d'un observateur réfléchissant et intellectuel et l'observateur pris par l'action. Enfin, traduire, interpréter, classer et mettre en forme sont les différentes étapes de gestion de l'information.

3.1 La problématique sur la confiance entre acteurs territoriaux

Une étude exploratoire est envisagée soulignant l'impact des projets de développement et des conditions climatiques et socio-économiques à Menzel Habib sur les attitudes et les comportements des acteurs. L'étude d'un cas unique permet d'étudier le phénomène jusque là occulté par la communauté scientifique : la confiance dans les zones arides tunisiennes. Suite aux contacts directs, les acteurs de développement ont été choisis selon la diversité de leurs activités et intérêts économiques. En se référant aux travaux de Martine Hlady-Rispal (2002),

l'échantillon des acteurs de développement a été constitué pour les besoins de notre recherche.

Les analyses longitudinales qualitatives (*cf.* **3.1.1.**) commencent par collecter massivement des informations (archives, documents, plans de développement, rapports de l'IRA, par exemple) pour ensuite les analyser. Par conséquent, observer comment évolue la confiance territoriale entre les acteurs de développement nous permet de souligner l'importance des stratégies d'information et de communication recourues. Ce questionnement est également une solution pour affiner la problématique et cerner les méthodes, l'approche de l'interviewé et les techniques de recherche.

L'interactionnisme symbolique (*cf.* **3.1.2.**) tente de comprendre l'ordre social comme étant le résultat d'interactions des acteurs contrairement au déterminisme[146] (Goffman, 1998). Les interactionnistes soulignent que l'individu se construit à travers les échanges. Les recherches s'intéressent plus sur le comment plutôt que sur le pourquoi de l'établissement de l'ordre social, sur le processus de la construction d'identités et de l'émergence de sens communs (Dufort, 1992). La problématique sur la confiance territoriale met l'accent sur notre position dans l'analyse et l'interprétation des interactions entre les acteurs de développement.

Afin d'étudier la confiance dans la mise en place de l'observatoire Menzel Habib, population et environnement ne doivent pas être analysés d'une manière univoque et séparément pour se rendre compte de la complexité du contexte. D'ailleurs, nous avons observé que plus le risque est important plus l'acteur veut s'engager rapidement dans une relation de confiance. L'appréciation du risque de désertification est à la fois effectuée dans une logique écologique de prévention, une logique économique : calcul du rapport coût/bénéfice (ouverture de postes d'emplois) et dans une logique sociale (réduire l'exode, par exemple). Par conséquent, la deuxième section (*cf.* **3.1.3.**) est consacrée à l'étude de la divergence de perceptions de ce risque entre les professionnels et les non professionnels et l'impact des décisions prises sur les attitudes de la population et sur l'écosystème.

L'échec des stratégies de développement dans les années 70 est expliqué par l'étude séparée de la variable population et de la variable environnement notamment l'aspect foncier. Par conséquent, les populations insatisfaites et méfiantes « […] stigmatisent les dégradations lorsque les nouvelles techniques ne leur paraissent adaptées à la nature du sol (technique par exemple du labour profond). Elles sont conscientes de la dégradation des ressources

[146] Le déterminisme néglige les relations sociales et les comportements des individus et leurs impacts sur la production de l'ordre.

invoquant la sur-utilisation des terres et le surpâturage et surtout du problème de l'eau » (Sghaier, Picouet, 2000 : 136).

Dans le territoire Menzel Habib, des enquêtes ont été réalisées auprès des acteurs de développement pour la lutte contre la désertification : les structures administratives, institutionnelles et de recherche, les agriculteurs, les bergers et les porteurs de projets. Les changements mesurés au cours d'une saison ou d'une année ou encore au cours des années permettent de suivre le développement des relations entre les sociétés et leurs milieux. Une série d'observations trace les variations démographiques, l'évolution des besoins, la sédentarisation, l'exploitation des ressources d'un côté, et l'étude des exploitations des ressources naturelles (fragilité environnementale, surexploitation, par exemple), de l'autre côté.

Rémi Clignet (1998 a) considère les ressources matérielles et financières comme essentielles pour soutenir la création d'observatoires. L'insuffisance de ces moyens condamne l'avenir de la recherche et poussent la communauté scientifique à abandonner leurs études, faute de moyens. Pourtant, les projets de Menzel Habib ne manquent pas d'argent, d'après les chercheurs et les rapports établis. Ici réside la complexité de la problématique pour la lutte contre la désertification puisque le problème financier est secondaire devant l'ampleur des problèmes sociaux, écologiques et communicationnels.

3.1.1 Miser sur le qualitatif

Lorsque la recherche exige une approche qualitative, la collecte de données est plus flexible que pour une approche quantitative, pourtant les deux approches sont complémentaires grâce à la triangulation (Baumard *et al.*, 1999). En effet, la recherche qualitative constitue un préalable à celle quantitative. Elle est indispensable pour clarifier les concepts théoriques et les attitudes comportementales complexes.

La première sous-section (*cf.* **a**) aborde les circonstances de la naissance de notre problématique. La question sur la confiance territoriale entre acteurs dans les zones arides est construite par la proposition de l'objectif à atteindre : trouver des solutions informationnelles et communicationnelles pour assurer un développement durable. Rappelons que les objectifs de notre recherche sont de montrer, d'une part, que la mise en place d'observatoires socio-économiques est intimement liée aux aptitudes rationnelles et affectives des acteurs à

construire la confiance et, d'autre part, que l'approche participative demeure l'alternative par excellence face à un défaut de confiance afin de valoriser le territoire de Menzel Habib.

La sous-section suivante (*cf.* **b**) aborde les raisons de choix d'une étude d'un cas unique. À notre connaissance, la confiance dans le contexte des zones arides et rurales n'a pas été explorée auparavant par des recherches comme la nôtre. De ce fait, nous avons choisi de suivre une voie exploratoire et empirique. D'ailleurs, Sandra Charreire et Florence Durieux (1999 : 68) justifient que « l'exploration empirique reste adaptée cependant lorsque le chercheur s'intéresse à des phénomènes mal connus, voire totalement inconnus ». Nous mettons l'accent d'une part, sur la dynamique de la confiance entre les acteurs qui sont impliquées dans le processus de développement territorial et la constitution d'une base de connaissances efficace pour la performance des observatoires socio-économiques, d'autre part. L'objectif à atteindre, pour une recherche qualitative, détermine la taille de l'échantillon. Généralement, l'étude d'un cas unique s'inscrit dans ce type de recherche (Royer, Zarlowski, 1999).

Le décalage existant entre le temps du phénomène et le temps de l'observation agit sur la qualité des données collectées. Nous consacrons la sous-section (*cf.* **c**) pour analyser l'importance de la dimension temps. L'écriture d'une monographie représente la synthétisation des données alors que la matrice chronologique, suggérée par Michael Huberman et Matthew Miles (1991), est établie à partir de la mise en commun de variables dans une relation temporelle. L'étude d'évolutions dans le temps se réfère à des moments distincts.

a) Naissance de la problématique : un heureux concours de circonstances

Procéder à une revue de la littérature nous a offert la chance de contacter plusieurs directeurs de thèses. L'ouvrage de Stéphane Olivesi[147] nous a mis sur la voie ; de s'intéresser davantage aux stratégies. Rencontrer Professeur Vincent Meyer, Monsieur Mohamed Ali Ben Abed, Monsieur Mohamed Haddad et Mademoiselle Sarra Belhassine dans le colloque international sur la communication publique, organisé à Tunis - Gammarth le 13 et 14 avril 2007, était

[147] À partir des articles lus, nous avons envoyé une première mouture de la thèse de doctorat *via* messagerie électronique à plusieurs auteurs et chercheurs. La majorité des directeurs de recherche se sont excusés à cause de la difficulté d'assurer une direction de la thèse à distance. Le Pr Stéphane Olivesi nous a recommandées de contacter le Pr Vincent Meyer, qui travaille sur des problématiques informationnelles et communicationnelles et développe des études transfrontalières et, plus particulièrement, tunisiennes.

l'occasion de se présenter et fournir une première mouture aux membres du collectif LOTH et aux chercheurs du CREM. Ensuite, une première visite à l'IRA de Médenine et un premier entretien avec le chef de laboratoire du LESOR, Professeur Mongi Sghaier, a permis de nous pencher sur les problématiques relationnelles dans le sud tunisien dans le cadre de la mise en place d'observatoires socio-économiques. D'autant plus que nous étions en quête d'un terrain d'étude.

Définir les méthodes d'analyses, les sources et les techniques de recueil des données, la nature et la taille de l'échantillon sont les moyens recourus pour cerner la problématique du chercheur. Comme la problématique demeurait encore floue (2007-2008), le thème a été défini et précisé progressivement en fonction de la collecte de données, grâce aux différents séminaires LOTH organisés et aux rencontres avec les acteurs du terrain (chercheurs, administrations, institutions et paysans).

Le choix de la méthode d'analyse ; recours aux documents et rapports scientifiques, entretiens et observations, tient compte du cadre de recherche et des conditions d'approche aux acteurs. Isabelle Royer et Philippe Zarlowski (1999) déclarent que la comparaison des méthodes entre elles permet de découvrir de nouvelles, de déceler leurs limites et de les améliorer. Ils mettent l'accent sur quatre éléments de recueil des données. La nature des données collectées, le mode de collecte, la nature du terrain et de l'échantillon et les sources de données justifient la méthode d'analyse et la formulation de la problématique.

Avant de préciser la problématique, le chercheur devrait connaître les théories et approches nécessaires (théorie de confiance (*cf.* **1.3.** p 93), l'interactionnisme symbolique (*cf.* **3.1.2.**), par exemple) pour définir les concepts de la recherche (*e.g.* de l'acteur-réseau, du développement durable, d'observatoire). Ainsi, nous nous sommes investies dans l'état de l'art et l'immersion dans la littérature sur la confiance, les sciences de l'information et de la communication et les différents travaux effectués dans le territoire de Menzel Habib en particulier et les zones arides en général.

Comprendre d'abord les théories pour ensuite collecter les données du terrain est la démarche déductive optée pour nos études exploratoires. « Par exemple, des entretiens *a posteriori* risquent de s'avérer insuffisants pour reconstituer une chronologie d'actions en raison des problèmes liés à la mémoire des répondants » (Royer, Zarlowski, 1999 : 151). Envisager au début de la recherche la collecte de documents est une alternative pour compléter les données recueillies des entretiens et réaliser la triangulation.

Les observatoires des zones arides sont installés dans les régions méridionales : Menzel Habib (gouvernorat de Gabès) et Haddaj-Bou Hedma (gouvernorats de Sidi Bouzid et Gafsa). Le choix de l'observatoire de Menzel Habib s'est fait, d'une part, suite à la demande des chercheurs[148] de l'IRA préoccupés par l'urgence de la situation. En effet, cet observatoire fait l'objet de maintes études depuis des années et les résultats sont médiocres voire nuls.

> **Chercheur (2) du LESOR :** […] la désertification est une problématique urgente à Menzel Habib par rapport aux autres régions et qui se complique davantage et tout le monde est usé.

D'autre part, une étude exhaustive des autres observatoires développés dans les régions du sud en Tunisie a été effectuée. D'ailleurs, Rémi Clignet (1998 a : 284) recommande d'observer d'autres territoires pour avoir une référence. « Un observatoire réduit de tels dangers dans la mesure où il requiert une référence explicite à la méthode comparative. En effet, on devrait toujours observer plusieurs régions ou plusieurs pays ou plusieurs types d'organisations pour des raisons comparatives explicites ». D'autant plus, que l'observatoire Menzel Habib est déjà installé et nous n'étions pas présentes pour observer toutes les phases de sa mise en place.

L'analyse qualitative des données se fait grâce à la description de l'évolution de la confiance et de sa dynamique[149] et en fonction de la mise en place d'observatoires socio-économiques. Cette démarche suit un processus qui consiste à établir une liste chronologique des événements (histoire coloniale de Menzel Habib, politiques gouvernementales, prise de conscience mondiale de la lutte contre la désertification, naissance de la délégation, par exemple), à réorganiser la liste en fonction des concepts de recherche et à décrire les phases. Étudier la confiance entre les acteurs revient à analyser les étapes de l'évolution des interactions. Néanmoins, des problèmes d'interprétation des changements et/ou des événements émergent et sont susceptibles de fausser l'observation. Par conséquent, s'assurer des conditions de déroulement de l'entretien et des observations permet au chercheur d'avoir un certain contrôle sur les variables externes.

---

[148] D'ailleurs, notre recherche s'inscrit dans la poursuite du travail de Mohamed Haddad (2008) sur l'« Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire Menzel Habib au sud de la Tunisie ».

[149] Sur le plan méthodologique, Bernard Forgues et Isabelle Vandangeon-Derumez (1999) définissent la dynamique par le passage d'un événement qui n'est pas nécessairement stable et linéaire (accélération et ralentissement, rupture non prévue). Ces ruptures (interruptions, des résultats inattendus) changent l'orientation de la dynamique.

Par ailleurs, les hypothèses de départ peuvent être remises en cause suite aux tournures de collecte de données. Les enquêtes menées par l'IRA, le groupe ROSELT/OSS, Salah Omrani et Mohamed Haddad dans la région de Menzel Habib nous ont permis d'enrichir nos connaissances. Ces travaux étaient des supports pour préciser progressivement la problématique, tracer l'évolution de la confiance et interpréter les comportements des acteurs territoriaux. Également, les programmes DYPEN et le rapport PALLCD (2009) étaient essentiels pour comprendre leurs représentations et attitudes pour lutter contre la désertification.

b) Étude d'un cas unique : l'observatoire Menzel Habib

Sandra Charreire et Florence Durieux (1999) stipulent que l'exploration est un des processus de création de connaissances. Elle consiste en la découverte de nouveaux résultats théoriques. Cependant, l'exploration du terrain n'est pas relative à un paradigme particulier (interactionnisme symbolique, interprétativisme ou constructivisme). L'analyse et la compréhension des comportements des acteurs sont favorisées par un aller-retour entre terrain et théorie. Observer par nous-mêmes est un mode de collecte de données pendant une période déterminée. Notre adoption d'une position interne renvoie à l'observation participante (discussion dans les séminaires LOTH). Conserver une posture externe par rapport aux sujets observés est la définition d'une observation non-participante[150] (visites de terrain, observations des chercheurs et des agents institutionnels pendant leurs séances de travail) (Baumard *et al.*, 1999). Découvrir et approfondir nos connaissances ont pour objectif la recherche d'explication afin de prédire des résultats.

L'étude d'un cas unique porte sur « […] une recherche empirique qui étudie un phénomène contemporain dans un contexte réel […] » (Yin, 1989 : 25). Elle consiste à étudier une situation particulière et singulière. Ce cas unique, l'observatoire Menzel Habib, fait l'objet de polémiques. En effet, plusieurs controverses et contradictions dans les politiques et les projets

[150] Il se dégage quatre postures : observateur complet, observateur-participateur, participant-observateur et participant complet. D'après Philippe Baumard *et al.*, (1999), l'observateur complet se dévoue à l'observation sans participer à la recherche de solutions. L'observateur-participateur se dissimule derrière la participation en recourant à une position marginale mais se trouve souvent confronté à la réticence des sujets observés. Le participant-observateur restreint sa présence sur terrain et s'implique plus dans la participation. Enfin, le participant complet est engagé complètement dans la participation.

de développement sont présentes. En outre, la complexité du phénomène désertification devient davantage contraignante et menaçante.

Albert David (2005) rapproche l'étude de cas à une expérimentation c'est-à-dire qu'elle débute par le test de la théorie existante (rejeter ou affirmer) et qu'elle permet de généraliser les résultats : le défaut de confiance de la population vis-à-vis des chercheurs, de l'administration et des institutions et la primauté de la logique don contre don entre tous les acteurs (argent, compétences, informations), par exemple.

L'authenticité, l'unicité et la rareté du phénomène donnent lieu à des études approfondies pour cerner ses caractéristiques. Notre échantillon respecte la variété de l'échantillon (au niveau de la responsabilité et de l'ancienneté dans le poste de travail des acteurs), au regard de la problématique sur la confiance territoriale et la mise en place d'observatoires socio-économiques. De plus, les spécificités de l'objet de la recherche (cas des zones arides : la région Menzel Habib) et la richesse des données collectées caractérisent notre étude.

c) Suivre le cours des événements

Rémi Clignet (1998 b : 123) souligne que le chercheur observateur doit être à l'affût de tout changement et avoir une idée de ce qu'il l'attend. « L'observateur serait celui qui guette ce qui est devant lui […] Ensuite, la préposition " devant " a un sens aussi bien temporel que spatial qui rappelle donc l'importance mais aussi l'ambiguïté de la distinction entre la localisation et la datation des phénomènes dont on veut rendre compte ». Classer les phénomènes et les dater est aussi important pour l'observateur. En effet, le temps pour notre étude est une dimension primordiale nous permettant de tracer l'évolution des relations communicationnelles et informationnelles dans l'histoire de Menzel Habib et des Béni-Zid (population installée également à El Hamma). La date représente le temps pour les études sur le développement durable et sur la valorisation territoriale et met l'accent sur les événements marquant les différentes étapes (période de colonialisme, indépendance, post-indépendance, etc.). De plus, la conception du temps a pour objectif le classement et la comparaison des observations (entre observatoires Menzel Habib et Haddaj Bou Hedma).

> **Chercheur (1) du LESOR :** Ils ont fait des projets et ils se sont ensuite dissouts. Je trouve que la méfiance est une des séquelles de l'histoire, une des séquelles de l'histoire. Dans le temps, la tribu s'occupait de la stratégie. Ensuite, le colonialisme

français est arrivé, elle a perdu ses repères et elle a été entrée en conflit avec lui. La gestion du colonialisme français a favorisé et accentué l'éparpillement des populations. Il était l'origine de la chute de la confiance. La Tunisie, après l'indépendance, a continué dans cette même optique. Elle a continué dans la même optique. Celui que la France a laissé, a été adopté par les tunisiens.

L'écoulement d'un laps de temps (deux mois) entre deux entretiens avec les acteurs concernés a un impact sur les réponses recueillies (avis, perceptions, comportements, etc.). Scott Menard (1991) pose les critères d'une analyse longitudinale. Ces caractéristiques sont présentées par la nécessité de collecter les données sur deux temps distincts. Nous avons procédé à des entretiens distincts dans le temps afin de vérifier la stabilité des sujets interrogés et la comparaison des données entre deux périodes différentes (cas des entretiens avec les agents du GDA). Le temps accordé adopte différentes places dans une recherche longitudinale. Il sert à organiser, à classer les observations et à vérifier le changement de comportements. Son importance secondaire est privilégiée par l'évolution du phénomène dans le temps (Forgues, Vandangeon-Derumez, 1999). Nous nous sommes intéressées à l'analyse des événements historiques et à ses causes.

Tout d'abord, la problématique sur la confiance territoriale et notre position en tant que membre du programme LOTH nous imposent la période d'analyse et les points de collecte de données et d'observations. D'une part, nos entretiens et observations dépendant de l'évolution de la confiance vis-à-vis du chercheur, des situations socio-économiques et écologiques, des événements et célébrations nationales (fête nationale de l'arbre[151], mariage, etc.). D'autre part, nos visites du terrain Menzel Habib, des laboratoires et institutions ne sont réalisées qu'après avoir informé les acteurs en question (*cf.* annexes n°11, p 205).

Concernant les points de collecte de données et les intervalles, ils dépendent de la place du temps dans la recherche longitudinale (central, secondaire, pas important). La période d'analyse renvoie aux intervalles de temps nécessaires pour collecter les données. Ces limites temporelles sont fixées par le chercheur et le contexte (*e.g.* fin d'une phase, non disponibilité du délégué). En sus, la présence et la continuité du phénomène durant au moins toute la recherche déterminent la période d'étude.

Entre événements particuliers (séminaires LOTH, réunions organisées par le délégué de Menzel Habib avec les porteurs de projets et la population locale, etc.) ou événements permanents (recherches dans les laboratoires de l'IRA, visites des agriculteurs au local du

[151] Célébrée cette année le 22 novembre 2009.

GDA Menzel Habib, par exemple), nous avons opté pour une recherche tantôt sur une période limitée tantôt sur n'importe quelle période de la vie de l'événement. Cette méthode nous a permis d'étudier l'évolution des comportements en fonction de multiples situations et événements. La durée écoulée entre deux événements sur l'ensemble des observations permet de qualifier le phénomène étudié : si la confiance se transforme en méfiance ou inversement.

3.1.2 Approche de recherche : l'interactionnisme symbolique

L'origine de la signification interactionnisme vient de la dynamique des interactions entre individus alors que la notion symbolique renvoie au sens que leur donnent à leurs actions. La relation des chercheurs, citoyens, structures administratives et de recherche avec leur territoire et leurs représentations découlent d'un cadre social contextualisé (respect des valeurs de la communauté). Ainsi, cette approche nous permet-elle d'observer les pratiques territoriales (comportements des acteurs suite à l'interdiction de pâturer sur des parcelles, à l'organisation d'une campagne de sensibilisation à la gestion de l'eau, par exemple) et leurs réactions (*e.g.* non application des conseils des professionnels, absentéisme dans les journées de formation, proposition d'argent par le chercheur pour avoir l'information).

La réalité, mise en avant dans la première section (*cf.* **a**), est construite par les individus et d'une manière continuelle. L'acteur structure son identité au fil des interactions et des liens communautaires (*e.g.* dans le cadre de la visite d'un responsable à Menzel Habib, visite de champs d'oliviers, formation des agriculteurs aux techniques de labourage). « L'individu attribue du sens à ses actions, à leurs retentissements, il interprète aussi celle des autres et il agit en conséquence » (Le Breton, 2004 : 52). Les connaissances produites permettent à l'individu de comprendre et de prévoir en permanence le comportement d'autrui et la manière dont les autres vont agir à ses actions, ses attitudes, à son corps et à la situation (résistance, boycottage, coopération, contournement des règles, promesses non tenues, par exemple). Par conséquent, et d'après Georg Simmel (1990), la socialisation se construit et déconstruit au cours des interactions.

Dans la deuxième section (*cf.* **b**), nous étudions l'importance des règles et rites d'interactions entre les acteurs de développement. Influencé par le comportement des autres, par le passé

interprété et les symboles, l'acteur met en avant les significations[152] de son groupe d'appartenance ou de référence. Nil Ozcaglar (2005) admet que l'individu est inséré dans un réseau soumis à des règles formelles notamment l'église, la famille, la hiérarchie dans le travail, réseau d'amis, etc. Ainsi, il est contraint de respecter les règles et de participer à la construction du sens. George Herbert Mead (1934) considère la réalité sociale comme la réalité d'une situation construite à partir des interactions de l'individu avec les membres de son groupe, de sa communauté ou de sa société d'appartenance. Il souligne que les valeurs culturelles émergent des négociations entre les acteurs.

a) Perceptions de la réalité : entre objectivité et subjectivité

L'appartenance à un groupe est justifiée par le partage d'une histoire commune, d'une part, et par le respect d'un cadre référentiel, d'autre part. Ainsi, les relations sociales sont-elles construites à travers un domaine normatif et codifié (Bertacchini, 2000). C'est l'aspect symbolique qui prône pour encadrer les comportements des individus. Suite au recours à des jeux de pouvoir, les agents administratifs et institutionnels chargés de réaliser les projets de développement peuvent entrer en conflit avec la population locale lorsqu'ils remettent en cause les valeurs fondamentales : changement du pastoralisme à l'irrigation, construction d'une route sur des terres collectives, création d'un parc, par exemple.

L'acteur peut imposer, dans une interaction, son statut de chercheur, d'agriculteur, d'agent administratif, etc. Toutefois, il peut être, d'un côté, stigmatisé, humilié, dénigré à cause de son nouveau rôle notamment lorsqu'il ne le maîtrise pas. Ainsi, il perd le contrôle des significations et se voit menacé par l'influence des autres. Des agriculteurs nous ont mentionné, hors entretien, que certains paysans sont des collaborateurs et des rapporteurs de l'administration. Ils critiquent leurs comportements et les accusent de vendre leurs terres aux chercheurs et aux agents administratifs et institutionnels. En revanche, ils approuvent leurs attitudes par la dépendance et la vulnérabilité.

> **Moi :** Lorsque vous vous entretenez avec une personne comme savez-vous qu'elle est honnête, apte, etc. ?

[152] « L'interactionnisme symbolique voit les significations comme des produits sociaux, des créations qui sont formées dans et par les activités de définition des personnes qui interagissent ensemble » (Blumer, 1969 : 151).

> **Éleveur :** Je fais confiance aux gens de la commune. On est tous de la même tribu Mhemla. Je me base sur *El kelma*. Donner sa parole c'est s'engager pour de bon. Il n'y a pas de coups tordus. Soit il soit un homme … soit… Je me base sur ça. Donner sa parole ce n'est pas rien, c'est un engagement. Si quelqu'un dérobe à la règle tout le monde le saura et sera la risée de la communauté, surtout ici. Tu sais Menzel Habib est une petite région de quelques habitants et tout le monde se connait. Je connais même des gens d'El Hamma puisque certains d'entre nous ont des résidences secondaires à El Hamma.

Par ailleurs, Philippe Corcuff (2007) admet que les réalités sociales sont à la fois intériorisées, objectivées et subjectivées à travers les perceptions et les représentations des acteurs. « Dans les processus historiques, les réalités sociales sont toutes à la fois *objectivées* et *intériorisées*. D'une part, elles renvoient à des mondes objectivés : les individus et les groupes se servent de mots, d'objets, de règles et d'institutions, etc. légués par les générations antérieures, les transforment et en créent de nouveaux ». Ainsi, les objets utilisés, les modes de communication, les règles et les normes d'interaction reflètent les stratégies d'acteurs et leurs comportements vis-à-vis des uns et des autres et des dispositifs.

David Le Breton (2004 : 54) évoque les attitudes corporelles extériorisées car l'individu est tenu de réfléchir sur ses gestes (appeler un renfort, pointer du doigt, défigurer une personne). « Même si la parole se tait, les mouvements du visage et du corps demeurent et témoignent des significations inhérentes au face-à-face ou à la situation. Ils participent d'un ordre symbolique, ils sont les signes d'une expressivité qui se donne à voir, à comprendre, ou qui se laisse supposer dans la mesure où elle n'est jamais tout à fait transparente à sa signification ». Ainsi, le corps est-il une forme de langage et d'expression d'attitudes et porteur de symboles. Les mécanismes d'apprentissage et de communication rendent possibles cette intériorisation. L'approche interactionniste symbolique se réfère à des logiques identitaires et psychosociologiques pour comprendre la vision communicationnelle. D'un acteur à un autre, elle appréhende les individus comme des acteurs actants. Par exemple, un berger qui regroupe ses troupeaux renvoie à une expression de fin de l'interaction. Dans ce cas nous devons couper cours à notre entretien.

> **Le berger regroupe son troupeau et s'apprête à quitter les lieux.**
>
> **Berger :** Je m'excuse mais j'ai un match entre l'Espérance sportive tunisienne et le Club tunisien dans une heure. Je dois me dépêcher.

George Herbert Mead (1934) s'intéresse à l'interaction communicationnelle dans le cadre de l'« échange de significations ». En effet, l'individu emprunte le point de vue de l'autre pour

entrer dans la masse et pour qu'il ne soit pas démasqué s'il est différent des autres. D'ailleurs les agriculteurs adoptent le comportement de la majorité et intériorisent les actions de leurs représentants (*omda*, chef de famille, par exemple) : suivre leurs conseils et appliquer les consignes pour leur plaire. Ainsi, on observe une intériorisation et assimilation des codes sociaux. C'est la notion de l'« autrui généralisé ». Par exemple, l'existence d'acteurs collectifs (coalition dominante) au sein de la population est distinguée par la présence de sous groupes d'individus forts (où les liens sont forts) partageant des valeurs et des objectifs. Le regroupement par classes d'équivalence est essentiel pour identifier le statut et le rôle social.

> **Agriculteur (1) :** Durant les années de sécheresse, j'étais obligé de demander de l'aide de l'État. Tout le monde l'a fait. Le Président nous a donné des aides grâce au fonds national 26-26.

« Selon les contextes, les personnes en présence, la conscience qu'elles ont de leur statut respectif, leur sexe, leur appartenance sociale, leur origine culturelle, les codes d'interaction connaissent des formes différentes » (Le Breton, 2004 : 108). Leurs gestes devraient être compréhensifs afin d'assurer la réciprocité de l'échange (être clair et lisible dès le départ). Durant une interaction, l'acteur revendique son identité qui peut être soumise au contrôle de l'autre. Nous observons ainsi, des changements de comportements par la simple approche d'une personne pour écouter la conversation.

> **Moi :** Qu'en est-il du rôle des associations agricoles, leurs rôles sont-ils importants ?
>
> **Bergère :** Évidement, ils sont là pour nous aider.
>
> **Un berger s'approche et lui demande le sujet de notre conversation.**
>
> **Bergère :** Je dois me déplacer dans une autre parcelle de terres et trouver le puits qui est un peu loin d'ici parce que les animaux ont soif. Au revoir et bonne chance dans tes études.

On observe une faculté de l'acteur à se mettre à la place de l'autre. À chaque situation, il endosse des rôles différents (changement de comportement lors de l'entretien avec un chercheur, écouter discrètement la conversation, échange de regards entre agents institutionnels). Ainsi, l'individu n'est pas le même au sein de la famille qu'entre agriculteurs ou agents administratifs et institutionnels. Lorsqu'il change de communauté il devrait s'adapter à la situation grâce aux rites d'interaction.

b) Rites et règles sociales

« L'interaction est le moment où l'individu perd l'autonomie de sa représentation pour entrer dans la sphère d'influence immédiate d'un public. Dès qu'une autre personne pénètre son champ de perception, il est sur ses gardes et amené à la surveillance de l'impression qu'il donne à voir pour écarter de lui tout soupçon » (Le Breton, 2004 : 107). Les rites de salutations et les regards échangés illustrent le mouvement et l'annonce d'un engagement dans la conversation. Par conséquent, les règles d'interaction sont des garanties pour éviter les dérapages et prévoir le comportement de l'autre.

> **Moi :** Comment vous vous adressez à eux en cas de besoin ?
>
> **Éleveur :** Oui. Ils sont là pour nous aider et je les remercie et tout le monde qui est avec nous : à commencer par le Président de la République Ben Ali jusqu'aux responsables.
>
> **Le berger entendait la discussion et veut discuter en aparté avec l'éleveur.**
>
> **Éleveur :** Bon, je te dis au revoir.

Erving Goffman (1998) soutient que pendant les interactions, plusieurs règles sont présentes. En effet, la manière de se vêtir lors de nos entretiens, de regarder son interlocuteur, de se présenter, de l'écouter, de bouger, de s'asseoir, de saluer devraient être respectées. Ainsi, « les signes du visage et du corps forment une scène où ils donnent à lire les signes qui disent l'émotion, la part prise dans l'interaction » (Le Breton, 2004 : 110). Ces rites d'interaction, une fois identifiées et reconnues, réduisent voire évitent les tensions et les crises de confiance et deviennent par conséquent routinisées. Toutefois, l'individu peut être menacé par les regards insistants de son interlocuteur, une intrusion physique dans ses frontières privées (parcelles de terre, non respect des champs et distance physique, discussion avec la femme d'un agriculteur, par exemple).

> **Moi :** Trouvez-vous que le rôle des agents locaux est efficace ? Est-ce qu'ils vous informent suffisamment des projets de développement à Menzel Habib ?
>
> **Son mari revenait juste à la maison et me posa la question sur ce que je fais avec sa femme. Il est resté à ses côtés pour entendre la suite de la conversation. Je répète la question.**
>
> **Mari de l'ancienne porteuse de projet :** Bien sûr qu'ils font un bon travail ici. Menzel Habib était une région coupée du monde et maintenant tout le monde s'intéresse à Menzel Habib. On ne parle que de Menzel Habib. *Incha'Allah*, ça sera

de mieux en mieux. Notre Président a ouvert la caisse 26-26 pour aider les zones en difficultés. Regarde dans tout Menzel Habib, toutes les familles ont de l'eau potable, l'électricité, des maisons en dur. Dieu merci.

Il chuchote à sa femme et lui demande de s'occuper de son bébé.

Poser la main sur un individu ou insister du regard peuvent être perçus comme une violation du territoire intime de la personne, de sa famille et de son entourage. Être chercheur ne nous offre pas l'autorisation permanente et automatique de franchir les terres privées et collectives, par exemple. Par conséquent, les frontières physiques et symboliques entre acteurs sont constamment redéfinies. « Les interactions en face à face et les relations en public ont ses domaines privilégiés, à l'intersection du public et du privé, dans cette zone frontalière où se jouent les relations sociales mais aussi l'estime de soi » (Le Breton, 1998 : 105). Les régions sans publics sont des espaces pour souffler et se détendre puisqu'elles sont à l'abri des regards.

Erving Goffman (1998) et David Le Breton (2004 : 123-124) conçoivent l'interaction comme une guerre froide puisqu'elle peut brusquement être rompue si les membres remarquent une maladresse ou une gêne ou si les valeurs heurtent les leurs. Nous avons remarqué un certain malaise à l'usage du caméscope ou du papier-stylo pour s'entretenir avec les paysans et certains agents institutionnels. Transcrire des remarques sur un cahier est perçu par les interviewés comme un interrogatoire. Pour ces raisons, nous avons abandonné leur recours et nous nous sommes basées sur la mémorisation dans nos entretiens avec les paysans. Ainsi, « l'acteur fait mauvaise figure quand il manifeste face aux autres, une attitude hors de proportion avec ce que légitimement il peut se permettre ». Les chercheurs et les agents intentionnels et administratifs acceptent volontiers d'enregistrer leurs propos. Par conséquent, rendre compréhensible notre comportement marque la suite des échanges.

Par ailleurs, « la représentation renvoie à l'ensemble des ressources employées pour contrôler ce qu'il donne à voir où à entendre de lui-même pour influencer la perception des autres sur le mode adéquat à ses yeux » (Le Breton, 2004 : 110). La réussite de la représentation de l'acteur est réalisée après une maîtrise de soi de la scène : la façade (situations et images proposées aux interlocuteurs : compétences du chercheur, de l'agent, de l'agriculture, filmer la conversation durant les entretiens).

L'appareillage symbolique est renvoyé à travers le sexe, l'âge, la couleur de peau, les habits, etc. La figuration (*face work*) est une prévention et un travail de l'apparence de l'individu afin d'éviter les incidents et préserver sa face et celle des autres. Nous avons fait attention à notre

apparence : ne pas porter des habits courts ou moulants et éviter de se maquiller. « La moindre maladresse est susceptible de miner la crédibilité de la mise en scène et d'introduire le doute sur le personnage ou sur celui des équipiers » (Le Breton, 1998 : 112).

En outre, le territoire est un lieu d'expression, de dialogue, de conflits et de négociation et les acteurs partagent des pensées et des significations. Les individus reçoivent des signaux de l'environnement. Chacun effectue une sélection qui dépend des caractéristiques du signal (degrés d'intensité, fréquence, nature, etc.) et les particularités de l'observateur (capacités d'observation, différences de formation, valeurs culturelles, etc.). Par exemple, le matricule « 01 »[153] voiture de l'IRA, porter un stylo et un papier lors des entretiens, être assistée par l'IRA, ton de la voix, côté vestimentaire, être originaire du sud, être noire, être une femme, porter des lunettes, ne pas être voilée, être chercheur, parler différemment : tunisois, etc. sont autant de symboles qui sont interprétés par les acteurs de développement.

La politesse, la discrétion, l'indifférence sont des stratégies recourues par l'acteur pour esquiver les conflits et les malentendus. « Avoir honte, porter les mains à son visage pour le masquer, baisser les yeux dans l'impossibilité de soutenir le regard hostile de l'autre, c'est témoigner du fait d'avoir perdu la face et le marquer rituellement en se livrant sous la défense de ses propres yeux aux regards inquisiteurs de ceux qui jugent » (Le Breton, 2004 : 124). Par conséquent, le dialogue participe à réparer les échanges exprimé à travers des excuses et des prières.

Le contrôle des représentations est effectué lorsque l'individu n'arrive pas à être pris à ce qu'il a prévu. Pour éviter les mauvaises interprétations de ses faits et gestes, l'agriculteur nous montre une partie de parcelle de terre qu'il a entretenue ou les matériaux subventionnés de l'État. « Une symbolique corporelle appropriée, fondée sur la circonspection ou l'outrance, renchérit sur l'honorabilité ou la valeur de la personne, elle gomme l'éventuelle ambigüité de l'acte ou rétablit par un artifice de mise en scène une signification à laquelle l'individu est attaché » (Le Breton, 2004 : 129).

Enfin, le refus de s'entretenir avec les paysans de Menzel Habib est grand. Cette opposition est due en partie à la divergence dans les perceptions du risque de désertification entre les experts et les non experts. Des contradictions sur les systèmes de production et de gestion des ressources naturelles et des innovations agricoles devraient être mentionnées. Le clivage entre

[153] 01 représente le matricule de voiture de fonction du Premier ministère. En effet, l'IRA lorsqu'elle était, entre 1991 et 1992, sous la tutelle de ce ministère a gardé tout le parc automobile. Actuellement, l'institut est sous la tutelle du ministère de l'Agriculture, des ressources hydrauliques et la pêche.

ces deux communautés est une des raisons du défaut de confiance et du manque de dialogue. Par conséquent, s'intéresser à leurs perceptions du risque de désertification permet d'une part, de comprendre leurs attitudes vis-à-vis des politiques de développement et d'ajuster l'approche du chercheur, d'autre part.

3.1.3 Long terme, court terme : deux perceptions divergentes du risque de désertification

La Tunisie s'est investie dans des politiques de développement et de valorisation territoriale faisant appel à des acteurs nationaux et internationaux pour lutter contre la désertification. Néanmoins, des conflits émergent surtout au moment de la concertation territoriale et à la construction d'une vision partagée. Ainsi, mettre l'accent sur les perceptions des acteurs de ce risque nous permettent de prévoir des stratégies pour faire face ou du moins réduire ce phénomène d'une part, et de s'intéresser aux mécanismes de coordination.

Notre étude fait ressortir la manière d'appréhender empiriquement la réalité, les fondements et les croyances pour lutter contre la désertification (*cf.* **a**). D'un côté, les citoyens se fondent sur l'observation et leurs expériences personnelles. Les coutumes, les croyances et les conventions sociales sont les bases de leur référence. Ils recourent au bon sens et à l'esprit d'analyse. De l'autre côté, les experts se basent sur les études explicites et les statistiques, se réfèrent aux modèles nationaux et internationaux pour reconnaître la pertinence du savoir et croient aux données formelles.

Faire confiance aux non experts véhicule l'image de la bonne entente, de la reconnaissance et de la responsabilisation des acteurs impliqués dans le processus de développement territorial. Néanmoins, la suprématie des connaissances scientifiques reste fragile à cause des limites rencontrées au niveau du fondement des hypothèses, de leur application et pertinence. Le scepticisme montant à l'égard des professionnels laisse le doute sur la légitimité de ce savoir et semble être nourri par la méfiance des non professionnels. Ce défaut de confiance est dû à leur crainte de tout représentant de l'État, à leur déception et incompréhension[154] des méthodes retenues par les chercheurs, agents administratifs et institutionnels.

[154] Des agriculteurs ont fait référence aux proverbes pour exprimer leur déception des recherches scientifiques : « moi je lui dis longueur, lui me dit largeur » ou encore « comme la porte comme la serrure ». Ils éprouvent un sentiment de désolation vis-à-vis des scientifiques tunisiens qui recourent aux savoirs occidentaux et négligent le savoir de leurs ancêtres : « ils boivent l'eau avec la fourchette » (*cf.* annexe n°12, p 211).

La mise en réseau de tous les acteurs territoriaux *via* des politiques communicationnelles axées sur la population locale de Menzel Habib est une décision prise pour renforcer les échanges. En effet, les revendications des interrogés portent sur la composition de collectif. Ce dernier vise à avoir des agents représentatifs des deux communautés scientifique et non scientifique pour défendre leurs intérêts et pour construire des zones d'interaction et de discussion (*cf.* **b**).

a) Primauté de revoir et classer les priorités

Nous tentons, dans cette section, de savoir, d'une part, comment la population exploite les ressources afin de cerner les différentes pratiques agricoles menaçant le sol (*e.g.* déforestation, surpâturage, érosion, déboisement) et de mettre l'accent sur les politiques des structures administratives, institutionnelles et de recherche, d'autre part. Les citoyens de Menzel Habib se trouvent fragiles et dépendants de leur écosystème. Presque tous les agriculteurs et les éleveurs sont fatalistes vis-à-vis de la situation. L'incertitude et l'impossibilité de maîtriser ce risque sont dominantes dans leurs perceptions. Par conséquent, ils remettent leurs soucis et leurs préoccupations à Dieu.

> **Moi :** Comment réagissez-vous si les associations agricoles, la délégation. L'État élimine toutes ces aides ?
>
> **Agriculteur (1) :** On se remet à Dieu le tout puissant. Moi, je suis pratiquant et je fais mes cinq prières tous les jours. Dieu ne laisse jamais les gens mourir de faim. Je ne me fie qu'à Dieu, ni chercheurs, ni administration, ni rien du tout.

Ainsi, ils avouent l'impuissance des autres acteurs territoriaux à lutter contre la désertification. Se fier à Dieu est le seul et l'unique recours pour s'en sortir. En effet, et d'après les paysans, les échecs répétitifs des chercheurs et des agents administratifs et institutionnels et leur recours à l'opportunisme laissent la population incrédule vis-à-vis des projets à mettre en place ou des politiques de développement. Cette perception de l'administration, du chercheur ou de l'institution est partagée par les citoyens de Menzel Habib. Ils n'attendent que de minimes améliorations de leur écosystème mais continuent à convoiter les subventions et les aides nationales et internationales. Par conséquent, notre position en tant que chercheur ne nous offre pas un accès facile à une population méfiante de l'administration.

En outre, subvenir à leurs besoins par une agriculture intensive menace l'environnement et la qualité des produits. Il est difficile pour la population de songer à la fois aux contraintes économiques et écologiques et l'exercice d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Elle se sent désarmée et résignée face à la complexité des problèmes écologiques, sociaux et économiques. Consciente de la gravité de la situation d'année en année, elle se limite à satisfaire ses besoins primaires (de sécurité et de survie). La dimension écologique n'est pas de ses priorités.

> **Moi :** *Assalamou alaykom*. J'aimerai savoir quelles sont les difficultés que vous rencontrez.
>
> **Agriculteur (1) :** *Wa alaykom assalam*. Dieu merci. La situation est de plus en plus difficile de nos jours : pour acheter du pain, pour nourrir ses enfants. La priorité c'est mes enfants, ma famille. Les temps ont changé. Avant, il y avait du blé, du maïs, la terre était verte, les moutons étaient gros. Maintenant, on ne voit que le jaune, la chaleur, la sécheresse. De pire en pire. La situation économique s'aggrave. Moi, lorsque je regarde *Aljazeera* toutes ces crises mondiales je déprime et en plus les guerres en Palestine et en Irak. C'est trop. *Incha'Allah* Dieu nous protègera.

Les politiques de prise de conscience ont peu apporté de résultats. En effet, la population locale s'aperçoit les dégâts causés par la désertification sans comprendre l'« acharnement » des scientifiques et professionnels à faire face à un phénomène que seul Dieu maîtrise. Les agriculteurs, les éleveurs et les bergers sont les plus touchés. Ils manifestent leurs préoccupations par des soupires, des regards vides et fixes en affirmant qu'à Menzel Habib la désertification reste un problème significatif.

L'exposition à des périodes d'alternance de saisons pluviales et de sécheresse affecte les habitudes agricoles, la politique et l'économie. Certains paysans, pour exprimer leur sentiment de désolation, prennent une poignée de terre pour nous montrer d'un côté, qu'ils sont conscients que la désertification ronge leurs espaces et de l'autre côté, pour que nous partagions leurs soucis et rendrions compte de la gravité du problème. En effet, plusieurs ont sollicité notre aide, empathie et soutien à leurs causes. D'autres expriment le regret et la douleur de voir l'infertilité de la terre de leurs ancêtres en évoquant la maigreur de leurs bétails, le manque de pluies et la disparition de la verdure.

À cela s'ajoute, l'incompréhension de la population des chercheurs et des structures locales de ces difficultés. Salah Omrani (1981 : 209) souligne que les perceptions des acteurs territoriaux sont différentes depuis le colonialisme. En effet, les autorités locales ; le service du paysannat, avaient pour objectif la mise en valeur des terres du sud grâce à la restructuration d'une

économie pastorale qualifiée d'instable à une économie arboricole stable. Par exemple, « pour la direction des forêts, ces terres doivent rester collectives et il n'est pas question de les apurer. Les ayants-droit voient dans ce régime " une fiction inventée contre eux " et cherchent par tous les moyens à défendre leurs intérêts, chaque collectivité est soucieuse de préserver ses droits sur ces terres ».

Du côté des chercheurs, agents administratifs et institutionnels, la lutte contre la désertification est possible puisque ce phénomène est dû en partie à l'activité humaine. Grâce aux campagnes d'information et de communication, ils espèrent sensibiliser l'exploitant de la terre de l'importance des programmes de développement. Les chercheurs se basent sur des scénarios construits de l'observatoire pour étudier les risques potentiels dans la région. De part et d'autre, les préoccupations environnementales des structures administratives portent essentiellement sur la préservation des ressources en eaux, sols, l'amélioration des cultures et des méthodes d'élevage et une gestion économe de l'énergie.

> **Moi :** J'ai quelques questions à vous posez. Comment le ministère de l'Agriculture et des ressources hydrauliques intervient-il pour la lutte contre la désertification ?
>
> **Conseiller (1) pour le ministre de l'Agriculture et des ressources hydrauliques :** La Tunisie consacre de grands budgets pour la préservation des forêts et la protection des points d'eau.

Les agents ministériels admettent qu'il est faisable de lutter contre la désertisation grâce à des stratégies et politiques efficaces et à la collaboration entre toutes les parties concernées. Ce fléau n'est pas perçu comme un phénomène ayant un caractère inéluctable dans les zones arides. En revanche, certains chercheurs perçoivent le risque de désertification avec fatalité. Ils expriment leur empathie et compréhension vis-à-vis d'une population de survie. Nous avons senti un certain découragement de la situation. Ces scientifiques mettent l'accent sur l'origine pastorale de Menzel Habib et condamnent l'administration de mutiler l'espace en le fragmentant et en introduisant la culture arboricole. Leur intervention est limitée par apporter un soutien et appui technologique et socio-économique pour accompagner les habitants. En outre, ils reconnaissent l'immensité de la problématique et leurs rôles minimes face à ce défi.

> **Moi :** Le problème de la désertification s'aggrave davantage !
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Que Dieu nous protège ! Nous faisons ce que nous pouvons et le reste on le laissera à Dieu.
>
> **Moi :** On se livre à Dieu, il faut ne pas être pessimiste.

> **Chercheur (1) du LESOR :** Voilà ! Je ne veux pas être pessimiste. Il faut tout réviser. Pourquoi on ne s'est pas concentré sur l'énergie solaire et éolienne ou la mer. Que Dieu nous protège ! Le secteur agricole est en blocage ! Le secteur agricole est en blocage ! Il s'avère impossible de réussir la dimension développement. Ma conviction personnelle : impossible de réussir le développement en se focalisant sur le secteur agricole. Ils sont usés, eux, leur environnement et leurs animaux. Il faut bouger, c'est la moindre des choses ! Menzel Habib est un exemple. Il n'existe pas seulement le cas de Menzel Habib. Beaucoup de gens sont usés sur le plan économique, social et écologique.

Par ailleurs, les dimensions culturelle et économique, d'après la majorité des agriculteurs, bergers et porteurs de projets, confronte les styles de vie avec la perception du risque entre individualisme, autoritarisme et confiance. L'aspect personnel de la lutte contre la désertification traduit l'hétérogénéité des perceptions des personnes ; celles qui sont averses au risque et celles qui sont plus tolérantes. Les riches[155] seraient plus sensibles à certains risques surtout ceux environnementaux et s'impliquent davantage dans la cause de lutte contre la désertification (respect des quotas, gestion rationnelle des parcours basée sur la rotation, assistance sanitaire et régulière du troupeau, par exemple). Capables de les maîtriser certaines variables (qualité des produits arboricoles, fréquence des mises bas du cheptel, par exemple), les personnes aisées s'opposent au fatalisme des pauvres. Ces derniers sont résignés et démunies de moyens pour lutter contre ce fléau et visent la maximisation de leurs objectifs à court terme. Ces comportements forment un obstacle aux relations sociales étant donné que certains projets sont destinés aux personnes ayant de grandes capacités d'autofinancement. Ceci a créé des incompréhensions et la méfiance contre les politiques de développement. D'ailleurs, Sophie Ponthieux (2006 : 46) admet que « l' " arriération " et la pauvreté sont […] principalement la conséquence de valeurs qui conduisent à l'incapacité de développer des relations de confiance ».

> **Chercheur (1) du LESOR :** Voilà ! On peut alors rectifier les fautes précédentes et les fautes potentielles. Est-ce qu'on peut rectifier ces fautes avec l'argent ? Normalement, l'argent parvient du décideur. Tu racontes à une personne pauvre, qui n'a pas de quoi survivre, pour 500 ans et tu lui dis qu'il doit s'abstenir et se priver et que nous on va viser le long terme. Il ne va pas coopérer avec toi. Même s'il ne te dira pas non, il ne sera pas convaincu. Soit ça n'aboutira pas soit il sera impossible ! Les scientifiques, ne peuvent pas traiter la problématique tous seuls, ou

[155] La richesse de la famille à Menzel Habib se mesure par le nombre de cheptel détenu, des hectares de parcelles possédés et des mains d'œuvre travaillant dans les terres.

> l'administration toute seule, ou la population toute seule ! Ils peuvent faire ce qu'ils veulent.

Nous pouvons constater, d'après les entretiens et les observations sur terrain, que la peur du lendemain est une caractéristique d'une population pauvre et fragile. D'ailleurs, certains interviewés s'expriment par des proverbes arabes pour approuver qu'ils sont incapables de lutter contre la désertification comme : « l'argent fait vivre les âmes et fait du vieillard un jeune marié ». Ils approuvent que, dans leurs situations, faire face au surpâturage, au déboisement, par exemple ne sont pas leurs priorités.

La hiérarchisation des risques pose problème pour les acteurs territoriaux. Comme chacun veut atteindre son objectif, il privilégie en classant en priorité le risque à réduire ou à éradiquer au dépend des autres. Ceci accentue le défaut communicationnel puisque les paysans refusent la collaboration avec « les autres » en pointant du doigt la stérilité et l'inefficacité du dialogue dans les réunions et la dominance des discours politiques. Ainsi, un débat en matière d'appréciation du risque doit être envisagé pour une révision des priorités. Il faut comprendre la renonciation des citoyens à lutter contre ce fléau qui ronge le sud tunisien. Les chercheurs, pour certains, sont compatissants aux comportements de la population. Comment faire face à un risque écologique alors que les agriculteurs, les éleveurs et les bergers sont dans une situation de survie. Ils éprouvent un manque de soutien au niveau socio-économique.

> **Moi :** Pourquoi il y a une rupture ? Est-il au niveau de la perception du risque ? C'est-à-dire, il y a ceux qui pensent au court terme et ceux pensent au long terme.
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Bien sûr, c'est logique, c'est sa priorité et pourquoi l'autre (le chercheur) pense à long terme ? Parce qu'on s'inspire de ce qui se passe à l'échelle mondiale qu'on le veuille ou pas.

D'autres chercheurs, surtout ceux ayant moins de contact avec la population et travaillant dans des milieux fermés, ne comprennent pas les attitudes de l'agriculteur ou du berger et condamnent leurs abus. D'ailleurs, ils accusent les paysans de se fonder sur l'irrationalité. La perplexité approuvée par le chercheur le place dans une position inconfortable entre maîtriser le risque et revoir les politiques de développement durable d'une part, et compatir avec la population et ses pratiques de survie, d'autre part.

> **Moi :** Avez-vous des contacts fréquents avec la population c'est-à-dire les agriculteurs ?

> **Chercheur (8) LELCD :** Nous travaillons soit dans le laboratoire de l'IRA, soit dans les champs expérimentaux de l'État comme celui de Chammakh[156]. On a peu de contact, sinon disons aucun contact avec eux.

La population se sent démunie devant un facteur écologique immaitrisable. Le comportement des éleveurs et des agriculteurs montrent la divergence dans les perceptions avec celles des structures administratives et de recherche. Partager les risques et les obstacles est assuré par la production de la confiance. D'ailleurs, tous les acteurs mettent l'accent sur l'importance de la confiance dans l'acceptation du risque. Du côté des institutions locales, notamment les associations agricoles et le GDA, elles perçoivent le risque comme une situation incertaine notamment dans le cas de lancement de projets. Toutefois, elles mettent l'accent sur la divergence dans les visions à long terme et courte terme et admettent le fatalisme de la population.

b) Vers plus de responsabilisation des acteurs territoriaux

Des tensions se sont ravivées, durant notre visite de terrain à Menzel Habib en avril 2009, à cause du degré d'acceptation du risque entre acteurs et de leur détermination d'impacts négatifs et préjudiciables. Nous étions témoins d'un accrochage verbal entre deux agriculteurs tenant des propos différents. Leur opposition se situe dans le choix de variables, des critères et l'identification du caractère du risque[157]. Concernant la direction du vent, l'un des deux se fie à la nature des déplacements d'air en se basant sur le savoir ancestral alors que l'autre recourt aux méthodes scientifiques. L'un des agriculteurs mentionne à son interlocuteur qu'il coopère avec les chercheurs en leur permettant de prélever des échantillons de son terrain pour caractériser le type du sol et étudier l'érosion éolienne. Son interlocuteur n'adhère pas à ses convictions en lui rappelant l'importance du savoir de ses ancêtres qui se basaient sur la nature et la direction du vent.

---

[156] Ville agricole à Zarzis.

[157] Les risque inconnus (non observables, nouveaux, aux effets retardés) - risques non redoutés/redoutés (contrôlables/incontrôlables, non effrayantes/effrayants, non catastrophiques/catastrophiques, aux conséquences non fatales/aux conséquences fatales, faibles pour les générations futures/reportés aux générations futures, en diminution, facile à réduire, volontaires/involontaires) - risques communs (observables, anciens, aux effets immédiats). En sus du calcul statistique, les professionnels intègrent dans leur démarche d'évaluation les particularités des conséquences néfastes (court terme ou long terme, généralisé ou concentré, etc.), le degré de vulnérabilité et de fragilité de la population cible, les potentialités des personnes et leur disposition à faire face par le contrôle de l'exposition au risque, la disponibilité des informations, la mesure du rapport coût/bénéfice, l'assiette budgétaire et la pertinence des mesures conseillées.

Derrière la constitution d'un comité d'experts, les incertitudes peuvent se proliférer davantage suite à une mauvaise gestion des risques (*e.g.* incomplétude de l'évaluation scientifique, résultats contradictoires). La complexité de cette cause montre que même les chercheurs et les décideurs se trouvent dans un désarroi entre privilégier le côté écologique ou économique ou sociale ou les trois à la fois. Conséquemment, le rôle limité de la recherche experte devrait être assuré également par les autres acteurs : population, administration et institutions.

> **Chercheur (1) du LESOR : Il fait un schéma sur un papier**. Il y a ceux qui disent qu'il faut commencer par traiter le côté environnement et ensuite on traitera le côté social, pour aboutir enfin à l'économique. Il y a ceux qui disent qu'il faut commencer par l'économique pour réaliser celui là et celui là. Mais, lorsque tu observes la réalité et lorsque celui là est catastrophique et celui là est catastrophique, est ce que tu peux l'aborder ? Mais, lorsque tu devras choisir tu seras embarrassée. Tu diras « quelle sera la meilleure dimension sur la laquelle je peux me baser ? ». Maintenant, elles sont toutes critiques. Quelle sera la dimension que tu vas l'aborder ? Est-ce que je peux partir ? Il faut que je parte de l'économique pour le revoir.

Par ailleurs, la résistance est une difficulté majeure contre le développement dans une région d'origine pastorale où la céréaculture et l'arboriculture commencent à dominer. Le changement précipité dans les habitudes[158], d'une population qui a su s'adapter depuis l'antiquité aux problèmes de désertification, provoque son désengagement. Au poids du cadre référentiel des citoyens de Menzel Habib s'ajoutent la politique des administrations qui, selon la population, les chercheurs et les institutions brusquent le changement et considèrent le désordre comme une situation à combattre. Les décideurs et les chercheurs devraient respecter cette conscience ancestrale.

> **Responsable GDA (2) :** Ça c'est un exemple d'échec. Regarde, l'homme ne peut pas changer le mode de vie. Il existe des traditions. Menzel Habib était une zone où il n'existe pas de pratiques et de traditions agricoles telles la plantation d'oliviers (autre que les avantages de la plantation d'oliviers au niveau de la terre : biologique et économique). L'agriculteur ne connait pas la tradition et la pratique de plantation des oliviers et si tu veux lui imposer la plantation d'oliviers, ça sera difficile. Il est difficile de changer les mentalités des habitants. Bergers, ils sont, bergers ils resteront.

D'après les interviews et les observations dans la région Menzel Habib, la détermination du risque est liée à l'étude de la technologie, la pratique, l'outil utilisé, au produit obtenu, à la

[158] Le désintérêt des éleveurs pour les meules de luzerne dans les périodes de sécheresse est expliqué par l'apparition de nouvelles habitudes agricoles encore non intégrées.

situation ou l'activité subie. En se basant sur les scénarios, les chercheurs et les agents institutionnels proposent de comparer le risque avec les bénéfices qu'ils pourraient dégagés (amélioration des parcours dans Henchir Snoussi). Si l'écart est largement profond et considérable, les acteurs seraient réticents à l'acceptation du risque. Présentée comme complémentaire, la détermination scientifique du rapport coût/bénéfice est une activité à la charge des décideurs politiques et relève de la démarche experte.

Un appui urgent des projets de développement est nécessaire pour sauver les terres à Menzel Habib. L'ancienneté des pratiques agricoles[159] et leur préservation constituent un gage essentiel de confiance. Les chercheurs et les professionnels devraient savoir exploiter le savoir des paysans qui pour la plupart acceptent de partager. D'ailleurs, durant nos entretiens, les habitants de Menzel Habib étaient fiers de valoriser l'héritage de leurs ancêtres. En effet, ils font confiance aux savoirs de leurs aïeux et collaborent à plein gré avec tous les acteurs pour la transmission de leurs savoirs. Les agriculteurs et les éleveurs admettent que la logique du recul est assez suffisante pour juger l'efficacité des pratiques. Les scientifiques sont-ils face à cette responsabilité de respecter, conserver et de mettre en avant ces connaissances ancestrales ?

> **Moi :** La population est-elle réticente lorsqu'elle échange son savoir et savoir-faire ?
>
> **Chercheur (2) du LESOR :** Non, non ! De façon générale, s'il a quelque chose, il partage son savoir. Surtout là-bas ils se connaissent et ça ne leur dérangent pas. Il n'est pas avare. Il te dise « nous sommes habitués à travailler de la sorte et vous, vous utilisez une manière pour travailler ». Il n'est pas contrarié. Il y a ceux qui ont leurs savoir-faire et dans leur domaine. Il vit depuis 30 ou 40 ans avec les moutons, les guérissent avec les plantes. Mais, y'en a pas beaucoup qui savent. Ce sont de vraies sources de données.

Certains agriculteurs et éleveurs déclarent qu'ils ne sont pas réticents devant cet échange afin de montrer aux scientifiques la primauté de leurs savoirs alternés à travers des générations. C'est une sorte de défis que lancent les paysans pour une confrontation entre les connaissances et leurs richesses. D'autres se vantent qu'ils ne sont jamais allés chez un médecin et qu'ils se soignent par les herbes médicinales. Certains éleveurs et bergers refusent les soins apportés par les vétérinaires à leurs animaux (campagnes de vaccinations,

[159] Salah Omrani (1982 : 93) mentionne que les Béni-Zid bénéficiaient d'un savoir-faire pastoral riche au niveau des techniques de tissage (tentes, vêtements, outils de travail, etc.). Par exemple, « le *nahaz* ou bronchite, fréquent en hiver, est soigné par un breuvage à base de poivre. Le *jrab*, ou gale, est soigné par l'application sur la peau du dromadaire d'un enduit de goudron ». Pour l'alimentation du bétail, les tribus avaient des connaissances riches sur le choix des céréales en fonction de leurs périodes de vie (au moment de la mise-bas, le choix était l'orge pour les brebis et servi comme complément).

médicaments). Cette résistance est expliquée par les déplacements fréquents des pasteurs et par une méfiance accrue vis-à-vis des piqûres et toute substance chimique. Souvent, ils recourent aux exemples de la crise sanitaire de la vache folle en 1996 et du sang contaminé[160] en Tunisie en 1985.

Les chercheurs et les acteurs institutionnels et administratifs tentent de conserver certaines pratiques agricoles et d'élevage (construction de *tabias* pour la mobilisation des eaux de ruissellement) et/ou de les rejeter (non usage des charrues à disques, limiter l'arrachage d'arbustes pour la construction d'enclos pour le bétail). Par conséquent, l'apprentissage est-elle la solution palliative à ces problèmes sociaux, économiques et écologiques. La responsabilisation passe par la prise de conscience du problème de désertification et par leur implication dans la recherche de solutions.

Pour le cas de la charrue à disques, les agriculteurs recourent souvent à ce type d'outil parce qu'il élimine les herbes nuisibles absorbant l'eau destinés à l'arbre et augmente, par conséquent, sa productivité (*cf.* annexes n°13, p 216). Pour améliorer la performance de l'observatoire Menzel Habib, le Laboratoire d'eremologie et lutte contre la désertification est chargé d'étudier l'efficacité de ces outils agricoles. D'ailleurs, les résultats montrent que la charrue à disques n'est pas adaptée à la spécificité du sol dans les régions du sud. Lorsque les chercheurs se sont aperçus que cet outil amplifie l'émiettement de la terre, ils ont établi des rapports au ministère de l'Agriculture. Ce dernier, organe de décision, a promulgué des lois limitant son usage.

La réaction de la population était très rapide en contournant le cadre légal et continuant à utiliser cet outil. Beaucoup expriment une certaine rancune suite à la « confiscation »[161] de leurs charrues. Les agents du GDA nient ces propos de saisie et affirment que les paysans les ont échangées contre de nouvelles. En effet, les propriétaires devraient ramener à leur plein gré les anciens outils et signer un engagement à la municipalité de leur abandon. Les agriculteurs ont su s'adapter et contourner leurs engagements en louant les charrues à disque de leurs voisins, proches ou amis. Ils condamnent ainsi, les savoirs experts et considèrent les chercheurs comme des collaborateurs de l'État.

> **Chercheur (9) du LELCD :** Le poly-disque est le seul qui nettoie. Concernant, l'agriculteur il perçoit toujours l'immédiat et ne perçoit pas un le long terme. Pour

[160] Plus de 600 personnes ont été transfusées depuis novembre 1985 de sang contaminé à l'hépatite C ou au VIH en Tunisie. L'affaire n'a été révélée qu'en 1992 par les autorités tunisiennes. Le dossier a été étouffé pendant des années. Cette culture du secret a affecté l'ordre public (Ghorbal, 2002).
[161] La population évoque le mot saisie et confiscation.

> lui, il regarde le côté comptable et pas autrement. « Donnez-moi le maximum de production, maximum d'eau pour mon olivier et merci ». Ou il fera une culture de salade. Alors, il laboure la terre. Il te dit « Je laboure la terre n'importe où ! ». […] Personnellement, si j'étais à leur place, certainement, certainement, je ferai la même réaction. C'est une question de survie surtout pour le cas de Menzel Habib. Ici, c'est un peu différent. L'année dernière, j'ai travaillé sur deux hectares à Menzel Habib, j'ai senti que les gens, en grande partie, en grande partie, essayent de survivre.

Certains paysans de Menzel Habib perçoivent l'intérêt des chercheurs des espèces végétales médicinales et aromatiques comme l'occasion pour les protéger et faire perpétrer leur savoir, ils revendiquent qu'elles sont à la fois médicinale et économique. D'autres pensent que ces plantes sont destinées pour alimenter le bétail. Tandis que la majorité mentionne que le choix d'espèces à protéger est inadéquat et incompréhensif. Elle souhaitait qu'après les enquêtes faites en 2004 (portant sur 2071 ménages) que les autorités respectent ses propositions (arbres fruitiers, légumes et aliments pour le bétail) (Sghaier *et al.*, 2009). En effet, elle désapprouve les études faites dans la région de Menzel Habib et leurs utilités alors que la situation sanitaire du cheptel est fragile et les parcours sont endommagés. Ils nous ont mentionné qu'ils ont proposé aux autorités compétentes et depuis des années des espèces bénéfiques soit pour leur propre consommation, soit pour les animaux ou soit encore pour la vente.

En outre, les propriétaires louent leur terres pour l'administration afin qu'elle fasse des expériences (plantation d'espèces pastorales) en collaboration avec les chercheurs et les institutions locales. S'il n'y a pas un bénéfice derrière la location, ils refuseront cet engagement. Les citoyens refusent les plantes à vocation pastorale et ayant pour but l'amélioration de la qualité du sol dans le long terme. Par conséquent, ils expriment une déception des programmes de développement et leurs espérances que la situation s'améliore se réduisent. Malgré les différentes campagnes de sensibilisation, ceci a créé un conflit entre, d'une part la population et, d'autre part, les autres acteurs.

> **Moi :** De quoi se nourrit le troupeau ?
>
> **Berger :** Ils se nourrissent de l'herbe qui se trouve dans les plaines surtout au printemps mais en été ou en automne on essaye de leur donner de l'orge. Il fait très chaud en été et faire la transhumance est difficile surtout que les terres vertes manquent. Les plantes pastorales ne sont pas efficaces pour les moutons. Ce sont des plantes pour les chercheurs et les administrations mais pas pour nous. Qu'est-ce que tu veux qu'on fasse avec ces plantes ? Rien ! Les moutons ne mangent pas ce type de plantes. En tout cas, c'est un peu compliqué.

Une démarche transversale, mixte, ascendante et descendante devrait appréhender la participation de tous les acteurs. Selon les chercheurs et les agents institutionnels et administratifs, la réflexion collective pour la lutte contre la désertification, la création de nouveaux emplois et la promotion de l'agriculture devraient être portées en priorité par des programmes.

> **Chercheur (2) du LESOR :** On a ajouté la dimension communicationnelle et le dialogue. On s'est consenti ou pas c'est la responsabilité de tous. D'ailleurs, Si Amor travaille sur ça. Si on ne respecte pas l'environnement, qu'on est riche ou pauvre, on est tous des perdants que ce soit les riches ou les pauvres. […] Tout seul, on n'aboutira pas. Tout le monde doit participer ! Tout le monde doit participer ! L'industrie, le commerce, l'économie et le tourisme, toutes les structures du gouvernement doivent être présentes. S'ils sont conscients pour corriger la situation ! Au moins passer de 70 % à 40 % de situation catastrophique, passer à 40 % !

Une fois la démarche est déclenchée, la prise de conscience du problème de désertification devrait intégrer tous les acteurs. Ensuite, une analyse des problématiques et une identification des enjeux des groupes de travail s'enchaînent conduisant jusqu'au diagnostic de la situation. Ainsi, proposer l'orientation stratégique permet de préciser les actions à entreprendre et les politiques de développement. De là, le programme et les plans d'action porteront sur plusieurs années alors qu'une mise en œuvre des plans d'action sur un an ouvre lieu à des programmes annuels réactualisés. Toutes ces étapes seront évaluées afin de corriger les phases.

En conclusion, la responsabilisation surtout éthique des acteurs vis-à-vis du fléau de désertification est traduite par une prise de conscience. L'intégration volontaire aux préoccupations du territoire est un prolongement des recommandations de la puissance publique et des instances internationales pour promouvoir le territoire. Par conséquent, tous les acteurs qui s'investissent dans la promotion du territoire et qui s'alignent aux préoccupations sociales, morales et éthiques devraient participer au développement de leur territoire.

La valorisation des divergences contribue à la construction d'une expertise. Les chercheurs sont formés à des situations concrètes afin d'envisager une expertise collective et organiser les rencontres. Ainsi, interviennent-ils dans un contexte de recherche et développement pour impliquer les non scientifiques dans le débat et la responsabilisation de chacun dans le projet. Définir au préalable les règles, les procédures de fonctionnement et la façon dont l'expertise collective va se dérouler incombe à l'institution responsable des chercheurs : l'IRA (qui

garantit la qualité de l'expert). Cet organisme de recherche et développement les assiste dans leurs interventions dans les laboratoires et/ou sur terrain. À travers l'organisation des conditions et modalités de déroulement de la recherche, les responsabiliser et apprendre des échecs, l'IRA se fonde sur la valorisation des connaissances et du travail collaboratif.

Après avoir mis l'accent sur les différentes perceptions de la réalité, des règles d'interaction et du risque de désertification, nous abordons, dans la section suivante (*cf.* **3.2.**), l'importance de l'approche du chercheur des acteurs. En effet, des relations de pouvoir, d'influence et de persuasion sont tenues en considération pour aider le chercheur dans le déroulement des observations, interviews, études de cas, etc. L'analyse qualitative dépend de ses capacités cognitives et affectives. Philippe Baumard *et al.*, (1999) font ressortir des qualités importantes qu'un chercheur devrait revêtir dans sa démarche d'investigation du terrain : l'ingénuité (agir avec franchise et clarté) et l'empathie.

3.2 Investir le terrain en confiance

L'engagement du chercheur dans les entretiens et les observations des acteurs de développement se renforce par son intégrité, son empathie, ses compétences et l'assistance d'un allié (*cf.* **3.2.1.**). Analyser les réseaux sociaux, les groupes d'individus, les organisations, les acteurs, leurs perceptions, les projets, etc. l'aide à choisir les méthodes adéquates pour la collecte des données. « Le " chercheur critique " doit non seulement mettre en évidence les limites des différentes approches, mais également avoir une attitude réflexive vis-à-vis de l'approche qu'il utilise lui-même » (Rowe, 2002 : 18).

Les qualités du chercheur sont importantes afin d'assurer le bon déroulement de son étude. L'entretien devrait obéir à plusieurs règles agissant sur l'évolution de la confiance entre l'interviewer et l'interviewé. C'est un outil riche de compréhension pour analyser la position institutionnelle des acteurs dans le jeu territorial. Il permet également de souligner leur attachement ou éloignement au territoire et le degré de confiance et les stratégies développées pour lutter contre la désertification. Ainsi, dans la section suivante (*cf.* **3.2.2.**), nous mettons l'accent sur les caractéristiques de l'entretien semi-directif et sa réalisation.

La dernière partie (*cf.* **3.2.3.**) a pour objectif de gérer les données et de s'interroger sur le comportement des enquêtés lors de l'étude de terrain. Le chercheur est tenu de vérifier

l'exactitude, la précision et la validité c'est-à-dire la fiabilité de l'information. Il devrait veiller à l'ajustement des informations délivrées et à la prise en compte du facteur temps. Des entretiens ont été effectués avec des chercheurs de l'IRA sur les études faites à Menzel Habib, le délégué de cette région, les agents administratifs chargés du développement agricole et les agriculteurs et les éleveurs de bétails.

3.2.1 La nécessité d'une socialisation rapide du chercheur

Notre socialisation est facilitée par la qualité des échanges *via* le partage de la même histoire et des mêmes valeurs. Partageant presque les mêmes valeurs, traditions et coutumes[162], nous avons bénéficié d'un fort accueil de certaines familles d'agriculteurs et d'éleveurs de Menzel Habib. Les qualités du chercheur sont importantes pour l'évolution du dialogue avec les interviewés et les observés. L'intégrité de la personne (*cf.* **a**), d'après Michel Féron (2003), consiste à s'assurer que l'autre n'adoptera pas de comportements opportunistes et qu'il ne dissimulera pas des faits superflus.

En se référant à Carole Drucker-Godard, Sylvie Ehlinger et Corinne Grenier (1999), l'honnêteté du chercheur et son intégrité facilitent la mise en confiance des interviewés. Matthew Miles et Michael Huberman (1991) proposent des recommandations pour améliorer le degré de fiabilité de la recherche et l'approche des enquêtés. D'une part, ces techniques consistent à s'assurer que les personnes interrogées répondent sans crainte et que le chercheur soit présent tout au long de la recherche afin de se familiariser avec la population et le terrain et à éclairer aux personnes tous ambigüité ou flou. D'autre part, les croyances d'honnêteté reviennent à constater que l'acteur est non opportuniste ou avec une faible possibilité de recours à l'opportunisme. Ceci permet de s'assurer qu'il se comportera de manière digne et correcte vis-à-vis d'autrui (Charki, 2005). La prévention du comportement d'autrui renvoie à un sentiment d'assurance et de sécurité.

Nous avons opté pour une approche ouverte plutôt qu'une approche « dissimilée »[163] (c'est-à-dire masquant les objectifs de recherche aux acteurs interviewés). Le chercheur est soumis

[162] Étant originaires de Zarzis, sud-est tunisien (gouvernorat de Médenine), nous avons vécu toute notre enfance dans cette zone.

[163] L'investigation par l'approche « dissimilée » présente des avantages et des inconvénients. Le chercheur n'est pas obligé de se rendre souvent sur le terrain surtout lorsqu'il opte pour la discrétion dans le recueil d'information. Toutefois, des soupçons des sujets (être manipulés, malmenés, exploités, etc.) peuvent se nourrir

systématiquement à la réactivité des acteurs et le risque de détention de l'information est omniprésent. Tenir compte de la richesse des propos des acteurs est une perspective pour délimiter l'étude de la confiance territoriale (*cf.* **b**). Ainsi, reconstituer et interpréter les entretiens et les observations sont recommandés pour le chercheur afin de confronter les réalités. Pour comprendre la dynamique de la confiance suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques, nous avons besoin d'outils pertinents adoptés à chaque situation. Notre cohésion et immersion dans l'ensemble et le recours au parrainage des chercheurs IRA sont envisagés afin d'adopter la démarche adéquate (*cf.* **c**).

a) Ingénuité et empathie

Le chercheur est face à plusieurs questions importantes qu'il doit les poser dès le début de son investigation sur terrain. Vincent Meyer et Jacques Walter (2003 : 391) mettent l'accent sur l'utilité de l'information pour le chercheur et les enquêtés. « […] (au nom de quoi et pour quoi vais-je livrer les informations demandées ?). Autrement dit, cette utilité ne se mesure plus simplement à la valeur de son emploi (ce qu'elle va permettre de recueillir pour le chercheur) et de ses applications (ce qu'elle apporte comme connaissances sur l'objet), elle se mesure aussi à l'économie d'investissement (le temps effectif consacré à l'investigation, les possibles rétributions pour les agents...) ».

Ne disposant que peu d'information sur le terrain de recherche, tout chercheur est confronté à cette situation classique. En effet, nous avons commencé petit à petit à réaliser notre investigation sur le terrain avec les sujets sources. Ainsi, Philippe Baumard *et al.*, (1999 : 250) mentionnent que « le chercheur va chercher à susciter une relation de confiance avec les sujets-sources. Il est donc dans une quête de socialisation, socialisation que les sujets-sources vont de toute façon lui imposer pour lui accorder leur confiance ». La froideur, l'indifférence, la désaffection, le désintérêt, etc. freinent le développement des relations de confiance.

> **Responsable GDA (2) :** On a besoin de quelqu'un qui vient chez nous avec sa bonne humeur, sa sympathie. On a besoin de ça.

---

doutant de la sincérité du chercheur. Ainsi, il sera confronté à l'immoralité et l'éthique de ses attitudes car il considère les acteurs comme instruments pour procurer l'information (Baumard *et al.*, 1999).

Tout au long de notre recherche, il fallait s'investir rapidement dans une relation de confiance avec la population de Menzel Habib[164] parce qu'il est difficile d'approcher les agriculteurs et les éleveurs. Cela est dû à la divergence dans les perceptions du risque, à leur agacement et mécontentement des multiples recherches faites dans la région Menzel Habib et de leurs résultats médiocres. La difficulté d'accéder à des acteurs affecte l'orientation du sujet de recherche et l'autorisation d'accès n'est pas souvent systématique.

> **Moi :** Comment voyez-vous le chercheur ?
>
> **Agriculteur (1) :** Avec tous mes respects, il est là pour nous emmerder lui et les autres. Les enquêtes n'en finissent pas. Toujours, ils veulent savoir combien j'en ai de brebis, de kilos de réserve dans la grange. La situation s'empire et les chercheurs nous font reculer avec leurs constats et analyses. Pourquoi il me pose des questions sur ma situation financière ? De quoi il se mêle ? **Il parle d'un ton énervé et menaçant.**

La culture du secret est due de la rupture ou de l'absence de confiance. Des manipulations de l'information sont exercées en coulisse. L'agriculteur prévoit de ne pas répondre aux questions de ses richesses économiques alors que d'autres sont improvisées. En effet, durant la conversation, le berger préfère discuter de ses problèmes socio-économiques ou des changements climatiques espérant l'empathie et la compassion de son interlocuteur. Ainsi, l'expression de soi dépend de la perception de l'autre et de la volonté d'échanger. Pour cela, le chercheur devra fournir un effort supplémentaire pour instaurer la confiance déjà déconstruite.

Le chercheur est engagé dans une forme de négociation avec son interlocuteur. En effet, il doit respecter ses valeurs (visite en avisant l'*omda* et/ou le chef de famille, ne pas poser des questions sur la richesse de l'agriculteur ou du berger, ne pas fixer le regard, être discret, ne pas porter des jugements sur la tenue vestimentaire, etc.). « Les regards, les mimiques, les gestes, les postures, la distance à l'autre, la manière de le toucher ou de l'éviter en lui parlant, sont des manières d'un langage écrit dans l'espace et le temps, ils renvoient à un ordre de sens » (Le Breton, 2004 : 54).

Nous avons adopté la position d'un observateur-participant. Notre participation est secondaire en tant membre du programme LOTH et chercheur au CREM. En effet, restreindre notre degré de participation en devenant un observateur-participant exige l'instauration d'un compromis avec les individus observés. Toutefois, nous étions confrontées à la résistance et la

[164] Au tout début de notre visite à Menzel Habib, nous avons été invitées à déjeuner chez une famille agricole.

réticence des sujets observés[165] (cas des agriculteurs, bergers et éleveurs de bétails). Pour réduire ce risque, l'instauration de la confiance, grâce à la transparence, l'empathie et l'honnêteté, est une condition primordiale. 30 entretiens semi-directifs centrés avec ces acteurs de durée moyenne d'une heure. L'objectif des entretiens est d'identifier les antécédents de la confiance dans les relations entretenues entre eux.

« Certes, l'individu maîtrise seulement une part des informations qu'il laisse paraître au groupe, il ne saurait verrouiller son attitude sur la seule définition adéquate à ses yeux » (Le Breton, 2004 : 112). Aussi, l'intention du chercheur de bien faire est insuffisante. Promettre la population sans réalisation de ses objectifs est suffisante pour détruire les relations de confiance. La crédibilité de l'interlocuteur est remise en cause s'il est un fonctionnaire ou représentant de l'État. Erving Goffman (1998) soutient que lorsque l'acteur veut exprimer sa crédibilité et son honnêteté ou le contraire mentir au public, il doit éviter toute expression inappropriée afin de ne pas attirer la méfiance du public.

De plus, l'observation participante et l'interview « offrent l'opportunité de construire une relation de confiance qui constituera la clef d'accès aux données. Si la confiance des sujets à l'égard du chercheur ne constitue pas une garantie quant à la qualité des données collectées, l'absence de confiance entraine un biais considérable […] » (Baumard *et al.*, 1999 : 242). Les sujets nous ont imposé d'apporter des preuves de notre bonne foi, de notre réputation et de nos compétences.

> **Moi :** Bonjour, je suis Madame Balkis Mzioudet, doctorante au Centre de recherche sur les médiations à l'Université de Paul Verlaine Metz. Je suis dirigée par Professeurs Vincent Meyer et Mongi Sghaier. Je travaille sur la relation entre les acteurs et, plus exactement sur la confiance entre les acteurs suite à la mise en place d'observatoires dans les zones arides. Les acteurs, sont les acteurs publics, privés, individuels et collectifs, c'est-à-dire, les chercheurs, les structures administratives, les citoyens. Tous les acteurs présents dans la mise en place de l'observatoire Menzel Habib.

Agir en se référant à la réputation n'est possible qu'après avoir étudié l'historicité autrement les expériences antérieures (Baudry, 1992). François Eymard-Duvernay et Olivier Favereau (1990) déclarent que l'acteur, pour s'engager dans une relation, devrait être sûr de la

[165] Beaucoup de paysans ont refusé les entretiens. Par un signe de la main, de la tête ou dire « non » ils expriment leur opposition. L'intervention même d'agents institutionnels ne nous a pas aidées à approcher un agriculteur assis dans les locaux du GDA. Nous n'avons pas eu de réponse à notre question sur le rôle du GDA dans le développement de son agriculture. Durant les multiples visites du terrain, nous avons remarqué que dès qu'on s'arrête sur une parcelle de terre, les bergers gardaient une certaine distance tout en essayant d'écouter nos conversations.

réputation de son interlocuteur. Au premier abord, une identification était nécessaire pour que l'acteur cerne la qualité de son interlocuteur. Nous avons été questionnées sur l'objet de cette recherche et surtout sur ses retombées[166] et à expliquer nos attentions.

> **Agriculteur (1) :** Qu'est-ce que tu vas nous apporté de plus ?

Larue Tone Hosmer (1995) met l'accent sur l'acception d'un devoir volontaire d'autrui pour définir la confiance entre acteurs. Se fier à l'autre et compter sur lui à travers une parole donnée, des actions et des décisions sont des signes de confiance. L'établissement de la confiance s'installe dans le temps « nécessitant des liens personnels, plusieurs étapes sont nécessaires pour parvenir à une communication plus " détendue " où des informations précises seront échangées » (Handy Zhang, Agostinelli, 2008 : 257).

> **Responsable GDA (1) :** Je te raconte l'anecdote des sacs des pommes de terre durant le mois de Ramadan. L'État a donné des sacs de pommes de terre qui contiennent des bourgerons à des agriculteurs. Comme dans les marchés, il n'y avait pas de pommes de terre alors ils les ont vendus. Le kilo de pommes de terre valait sur le marché 700 *millimes* alors ils se sont précipités sur les sacs pour les vendre à 300 *millimes* au lieu d'attendre jusqu'à l'hiver. **Ils rigolent**.
>
> **Responsable GDA (2) :** Qui dit qu'il va vivre jusqu'en hiver ! C'est de l'opportunisme abusif ! Il veut mieux au lieu de rester dans l'incertain et attendre s'il pleuvra ou pas. Ici, le citoyen est un problème. Le citoyen est un problème.

Par ailleurs, notre origine du sud nous a beaucoup aidées à approcher les agriculteurs et les éleveurs de bétail. Philippe Corcuff (2007) considère que les interactions entre les acteurs et les attitudes décrivent toute leur historicité et les valeurs identitaires y circulant entre eux. Nous avons pu profiter de longues interviews grâce à l'accès disponible au terrain. Par conséquent, la proximité physique des personnes, valeur essentielle pour le développement des échanges, n'est pas une entrave face au développement d'une confiance. La distance vis-à-vis de l'autre est à la fois physique et symbolique. Entre agriculteurs, elle est souvent égale et réciproque. Toutefois, des distinctions statutaires et morales peuvent apparaître entre délégué et éleveurs (chef et subordonnés). Ainsi, des relations asymétriques et non réciproques sont-elles susceptibles d'être observées.

La difficulté réside dans le maintien des relations de socialisation stables et durables exigeant au chercheur d'être veillant et subtil. En revanche, des problèmes de paradoxe de l'intimité

[166] Nous avons dû nous dévoiler, pendant vingt minutes lors des premiers contacts avec les agriculteurs, d'un côté, sur des éléments personnels tels l'âge, la situation familiale, l'origine (provenance) et la profession et sur les enjeux de la recherche, de l'autre côté.

peuvent survenir dans le cas où les sujets savent tout sur le chercheur et ceci dans un seul sens. En évoquant la réversibilité des statuts, Rémi Clignet (1998 b : 142) remarque que l'observé peut se transformer en observateur et juger le rôle du chercheur (qui est en train de l'observer). Ainsi, l'observé peut se trouver « […] dans une situation privilégiée pour apprécier le milieu des observateurs et l'origine des dérives […] ».

> **Bergère :** Tu es mariée ?
>
> **Moi :** Oui.
>
> **Bergère :** Tu as de la chance. Est-ce que tu travailles ?
>
> **Moi :** Oui, je travaille à l'École supérieure des sciences économiques et commerciales de Tunis.

Par ailleurs, le critère d'empathie est la faculté de se mettre à la place de l'autre, dans ses ressentis, dans ses gestes et ses agissements et non pas réfléchir à ses intérêts personnels. Cette qualité consiste à s'approprier le langage, les représentations d'autrui à travers l'interrogation sur la cohérence et les mécanismes d'interprétation proposés par le chercheur. C'est une situation délicate qui l'oblige à nouer des relations affectives avec la population.

> **Chercheur (9) du LELCD :** Que Dieu leur procure la patience, les gens du LESOR ! Moi, j'évite de faire des études de terrain. Sincèrement ! Nous allons là-bas, on emmerde l'agriculteur avec nos questions. Parce que lui, son souci c'est quoi ? « Cet homme me questionne, c'est sûr qu'il va me donner en contre partie quelque chose ! ». La prochaine fois, il dira : « oh, Monsieur X est venu et il ne m'a rien donné ». Toi, tu débarques chez lui et tu l'interroges sur le nombre de son cheptel, la production agricole, etc. Finalement, il te dira : « donne-nous quelque chose pour changer la situation ». Tu seras capable ou non ? Il a raison. Finalement, on ne peut pas faire grandes choses surtout au niveau local ! Oui, c'est un observatoire, et après !

Les acteurs craignent la révélation de leurs comportements et opinions. La confidentialité des données renvoie à protéger les prises de notes et les enregistrements afin de préserver l'anonymat des interviewés. Au début de notre recherche, nous avons senti une certaine gêne des interviewés à cause de l'enregistrement par vidéo sans tout de même filmer. Ils avaient les yeux rivés de temps à autre sur l'objectif[167] malgré leur autorisation. Interprétant leurs réactions (moins bavards, regards inquiets échangés entre eux, par exemple), nous avons dû abandonner le caméscope pour utiliser le dictaphone et la prise de note comme outils

[167] Sachant que l'objectif du caméscope est fermé par son couvercle.

d'enregistrement. Nous avons également renoncé à ces derniers notamment dans les entretiens avec les paysans de Menzel Habib.

Les biais liés à l'observation renvoient aux erreurs du questionné, aux erreurs de mesures, de codage et d'enregistrement des données (Royer, Zarlowski, 1999). Les biais dus aux non-réponses se manifestent par le refus de répondre aux questions. D'ailleurs, lors de notre entretien avec le personnel du GDA, le directeur était souvent silencieux. Ses réponses étaient concises, surtout au début de l'entretien, bien que nous ayons essayé maintes fois de relancer le dialogue. Ces comportements peuvent être expliqués par trois raisons.

La première, sa récente affectation à Menzel Habib pour le poste de directeur du GDA et sa nouvelle expérience dans cette zone aride montrent qu'il a peu de connaissances sur les relations entre les structures administratives et la population locale. Deuxièmement, et en se basant sur les rites interactionnelles, les silences et les paroles hésitantes sont des stratégies communicationnelles évoquant ainsi le retrait. Par conséquent, maintenir le contact et être transparent aident à limiter les non-réponses. En outre, assurer un degré de confiance satisfaisant permet d'obtenir un seuil de précision élevé.

Troisièmement, lors de notre premier entretien avec le personnel du GDA Menzel Habib, nous avons enregistré le discours des agents administratifs avec une caméra vidéo sans image et sous leur autorisation et consentement (c'est comme si le caméscope devient un dictaphone). On observe ici le comportement de méfiance des enquêtés vis-à-vis des outils d'enregistrement. En effet, notre position comme étant chercheur doctorant (avec une durée limitée : quatre ans de thèse) et non salariée et ne travaillant pas sous une administration est un frein pour certains interrogés pour la collecte d'information. Certains interviewés préfèrent s'entretenir avec un chercheur salarié. L'institution de recherche ou administrative à laquelle il est affectée lui permet de renouer rapidement des relations de confiance et d'avoir les informations dont il a besoin. Notre affection comme étant membre du LOTH d'une part, et d'être accompagnée par les chercheurs de l'IRA lors de nos visites à Menzel Habib et à Gabès, d'autre part ont facilité notre immersion dans le terrain et la prise en contact d'acteurs.

Par ailleurs, publier la recherche tout en respectant les sources de données par la confidentialité est un pacte, généralement, négocié au début de l'investigation. L'inconvénient de la non publication est une privation des chercheurs et des structures administratives et institutionnelles des sources d'information. Souvent, le chercheur est confronté à un dilemme entre le contrat moral et tacite et la nécessité de publier la recherche.

> **Responsable GDA (2) :** Il est demandé à l'IRA de faire des recherches et non pas le chercheur qui fait des recherches pour son propre intérêt : obtenir son diplôme et faire des recherches comme ça sur Menzel Habib et sur les difficultés de Menzel Habib et arrive ici. Ce n'est pas ça.

Toutefois, Carole Drucker-Godard, Sylvie Ehlinger et Corinne Grenier (1999) remarquent que la validité interne de la recherche peut être affectée. Lorsque les résultats de recherche seront publiés, le risque de « retournement » des acteurs contre lui est fort. En effet, les observés dès qu'ils sentent qu'ils sont manipulés, voire espionnés ils préfèrent ne pas dévoiler d'informations à des fins politiques, financières et stratégiques ou donner des jugements, par exemple.

b) Entretiens et observations riches d'échanges

Au début de notre recherche, l'idée centrale d'un entretien non directif consiste à engager son interlocuteur dans un sujet sans délimiter les thèmes à discuter ou intervenir pour orienter le sujet. Ces entretiens ouverts ont été entamés avec des chercheurs, des agents administratifs du GDA et le délégué de Menzel Habib. Philippe Baumard *et al.*, (1999) mettent l'accent sur le passage de l'entretien dit « créatif »[168] à l'entretien « actif ». Ils soulignent que l'entretien créatif se révèle une technique riche puisqu'il ouvre la voie à la conversation lors des premiers contacts. La « révélation mutuelle » et la « génération émotionnelle » montrent l'importance d'un apprentissage réciproque entre le sujet et le chercheur au cours d'un entretien créatif. L'émotion est progressivement remplacée par la rationalité du chercheur marquant le passage à l'entretien actif.

Concernant le déroulement des entretiens, notre présence est justifiée pour faciliter la discussion et exprimer des attitudes de compréhension ou de relance. La réunion des sujets autour d'un animateur les place dans une situation d'échange et d'interaction. Par conséquent, cet entretien de groupe obéit à des règles d'intervention et demande une définition précise au préalable de l'objectif de la recherche. Les rôles de l'animateur sont de fluidifier la discussion et de lancer les thèmes. Ce type d'entretien présente toutefois des inconvénients. En effet, nous avons rencontré une certaine réticence et une gêne des observés.

[168] Philippe Baumard *et al.*, (1999) admettent que l'entretien créatif est un entretien ouvert et non directif faisant appel au côté affectif plus que le côté rationnel.

À l'extérieur du bureau, il y a un agriculteur qui attend qui nous finissions notre entretien pour poser des réclamations auprès du personnel du GDA.

Moi : Les agriculteurs qui sont venus ici, pourquoi ?

Responsable GDA (1) : Bienvenue Si « A ». Il travaille, en fait, avec nous. Il n'a pas de problème spécifique.

L'agriculteur n'a pas voulu s'exprimer et préfère attendre la fin de l'entretien avec les responsables du GDA.

Par ailleurs, l'attitude des sujets-sources lors d'un entretien créatif peut se révéler a-consensuelle et non partagée. L'amalgame et les malentendus entre les propos des interviewés sont à mentionner. Ainsi, l'échange de différentes idées parfois opposées affecte-t-il l'attitude collective des interviewés. Des jeux de pouvoir et des tensions peuvent être remarqués. Les relations d'amitié, collégiales, etc. affectent les réponses des interrogés (Angot, Josserand, 1999). D'ailleurs, et pour les deux exemples ci-dessous, nous mettons l'accent sur les contradictions et les oppositions entre les agents administratifs du GDA.

Exemple 1 : Contraction et opposition

Responsable GDA (3) : Non, seulement pour deux mois chaque saison à partir du mois de printemps. Pour la transhumance.

Responsable GDA (2)[169] : Non, elles ne sont pas destinées pour la transhumance. Les agriculteurs font la mise en défend assistés par un contrôleur (surveillant, observateur) et deux mois pour le repos du sol et pour la préparation de la terre pour la prochaine saison ou pour l'achat des terres auprès des citoyens locaux.

Exemple 2 : Contradiction et opposition

Responsable GDA (3) : L'hectare est équivalent à 178DT/mois.

Responsable GDA (1) : Non, la subvention n'est pas par mois.

« Un désaccord devant un public est préjudiciable. Il introduit un moment de confusion, de désorientation des conduites et du sens » (Le Breton, 2004 : 117). Dans ces situations, nous avons été amenées à s'approprier l'attitude de chacun afin de ne pas le vexer ou sous-estimer ses capacités intellectuelles ou encore être flexible. « […] chaque individu interrogé doit être considéré comme ayant des expériences personnelles, des histoires spécifiques à évoquer » (Baumard *et al.*, 1999 : 237). La présence de contradictions nous a poussées à ignorer certaines variables (privilégier l'ancienneté du questionné et de son expérience dans la région

[169] Il faut mentionner que le responsable GDA (2) a une expérience plus riche que le responsable GDA (3) bien que ce dernier soit son supérieur hiérarchique.

de Menzel Habib aux dépens de la position hiérarchique) et/ou à confronter des données entre elles *via* des entretiens ouverts.

En revanche, le chercheur risque de tomber dans des pièges lorsqu'il traite les données. En effet, des problèmes de contamination des sources sont remarqués et montrent les stratégies de pouvoir et communicationnelles recourues. Des jeux politiques, des crises de confiance, etc. sont susceptibles d'émerger. Ainsi, étions-nous tentées de procéder à un recoupement avec d'autres sources pour valider ces données (entre chercheurs, entre agents administratifs, par exemple).

L'avancement de l'entretien est tributaire des connaissances accumulées. La liberté dans la suggestion et la non-directivité apportent une base riche et ajustent les questions à poser les thèmes à traiter. De part et d'autres, les sujets-sources adoptent les mêmes attitudes dans le cadre d'un entretien collectif et s'alignent aux réponses des autres (de celui qui répond le premier, du supérieur hiérarchique, de celui qui plus d'expériences, par exemple). Appréhender le sujet comme un acteur interdépendant des autres renvoie aux stratégies recourues pour exprimer des attitudes et des comportements.

> **Responsable GDA (1) :** Je pense que ce dernier programme est réussit.
>
> **Responsable GDA (3) :** Oui, c'est un programme de développement local de lutte contre la désertification : entre GTZ et IRA. Projet en deux entités IRA et GTZ. L'année dernière, le projet le plus important a été mis en place à Béni-Khadache (Médenine) et cette année c'est Menzel Habib. Donc, c'est l'exemple le plus concret où toutes les parties et les associations sont présentes : sortie sur terrain, contact direct avec le citoyen sur les problèmes. Ensuite, le retour aux solutions.

« D'où la nécessité de se tenir informés les uns les autres des rebondissements de l'action et de maintenir une position commune pour ne rien menacer de la routine des impressions. Dans l'urgence, des procédés scéniques : gestes, intonations, clin d'œil, etc. renseignent les complices sur la conduite à tenir » (Le Breton, 2004 : 117). Durant les entretiens avec les responsables GDA et avec certains paysans, nous avons remarqué le recours à ces procédés (murmures, changement de l'intonation de la voix, échange de regard, par exemple) pour contrôler les propos d'autrui. Également, il est important de ne pas fragiliser les représentations du groupe devant les autres afin de préserver la face.

Vincent Meyer et Jacques Walter (2003) montrent que le recours à l'observation participante exige un investissement du chercheur dans le terrain. Une immersion dans le territoire

tunisien de 2007 jusqu'à 2010 a permis de recueillir deux types de données[170]. La donnée primaire est collectée directement par le chercheur à travers l'observation du phénomène et les entretiens. La donnée secondaire elle, est produite soit sans que les sujets observés soient conscients ou réactifs c'est-à-dire à leur insu (parler à la place d'une personne) soit à partir de documents, de revus et de thèses, par exemple.

> **Chercheur (9) LELCD :** L'agriculteur a un objectif. Il te dit « Moi, j'aime utiliser cet outil parce qu'il émiette très bien le sol et élimine les mauvaises herbes » surtout pour les champs d'oliviers.

L'objectivité des données secondaires affecte la réputation de la source. Les distorsions dans l'analyse des chercheurs, la multiplicité des interprétations et la négligence de certaines variables (*e.g.* processus de négociation, communication non verbale) présentent les contraintes d'analyse des données. La difficulté de remonter à la source, lorsque les données secondaires sont ambigües et contradictoires, reste peu envisageable : cas des entretiens réalisés et interprétés par les chercheurs de l'IRA avec les populations locales.

> **Responsable GDA (2) :** Ça c'est une caractéristique des gens de Menzel Habib ; c'est leur hospitalité et leur modestie. Il ne faut pas cacher les défauts. Lorsque le responsable arrive, il ne faut pas gaspiller l'eau dans le nettoyage des routes et des rues. Il faut lui montrer la vraie situation. Ils lui disent : « Nous vivons bien. Dieu merci ! ». Ce sont leurs valeurs culturelles : la générosité, l'hospitalité, la modestie.

Selon l'approche interactionniste symbolique, et dans le fait où le chercheur s'engage dans l'observation d'un événement il implique ses sentiments, attitudes, système de valeurs dans l'évaluation de l'observé. D'ailleurs, Edgar Morin (1999), s'intéressant à la construction du sens, souligne que l'acteur se rapproche du réel par l'émergence de représentations créées grâce à l'intégration de son vécu, de ses attitudes, de ses valeurs, etc.

Les données, qualifiées de dissimulées, complètent les données obtenues de façon ouverte c'est-à-dire les données indiscrètes. Celles primaires sont issues à partir d'observations et d'entretiens semi-directifs avec des chercheurs, des cadres des structures administratives et des entretiens libres avec des agriculteurs et des éleveurs effectués pendant une enquête de terrain de Menzel Habib. Les données secondaires proviennent de la littérature scientifique tunisienne, anglo-saxonne et française et celle produite par l'IRA (mémoires de mastère et thèses de doctorat) sur le sujet.

[170] La donnée est une représentation analysée grâce à un positionnement épistémologique du chercheur. Comme la théorie est composée d'un ensemble de données, ces dernières se manifestent comme une source, un moyen et une finalité pour le développement d'une théorie. Elles permettent de construire ou de tester une proposition (Baumard *et al.*, 1999).

Généralement, les données secondaires issues de la littérature sont peu coûteuses et rapides à obtenir. C'est pour cette raison qu'elles ne posent pas de problème d'accès. Les archives, les notes, les rapports, les règles et procédures sont des données secondaires internes. Pour une étude historique traçant l'évolution d'un phénomène, elles sont nécessaires, d'une part, pour enrichir les connaissances, et pour procéder à la triangulation, d'autre part. Certains documents ne sont pas accessibles et leur accès est limité à des personnes déterminées sous la raison de la confidentialité : cas des recherches en cours.

Les données primaires sont autant des sources de validité plus que les données secondaires. En revanche, leur validité externe est négligée (Baumard *et al.*, 1999). Malgré leur difficile accessibilité, notamment à cause de la faible disponibilité des interviewés, nous avons pu interpréter le comportement des acteurs. Néanmoins, l'excès de confiance dans ces données est susceptible de les biaiser. En effet, l'abus de confiance dans les déclarations des questionnés affecte le statut de la validité interne des données.

Par ailleurs, l'exploitation des données a été assurée par une analyse de contenu dont le but est de chercher les cohérences thématiques inter-entretiens (Gotman, Blanchet, 1992). Cette méthode consiste à découper les données et à repérer l'existence et la fréquence des thèmes utilisés pour expliquer la confiance territoriale au sens d'Alexandre Lapeyre et Annie Bonnefont (2005). Ensuite, nous avons procédé à une catégorisation des données en thèmes et sous-thèmes récurrents. L'examen des entretiens a permis de vérifier les thèmes conceptuels proposés au niveau de la littérature.

c) Être assisté par l'IRA

Le recours des sources à la « langue de bois » est une stratégie adoptée par les interviewés (Baumard *et al.*, 1999). Le chercheur reste à l'extérieur du terrain à cause de son incapacité à renouer des relations. Son manque d'ingénuité le laisse se contenter de quelques informations pouvant être superficielles. Dans certaines situations, notamment au moment d'interviewer les agriculteurs, nous avons rencontrées des difficultés à accéder à l'information et à bien mener notre enquête. En effet, « […] l'accès aux sources n'est pas facile ou que les critères de sélection des matériaux sont problématiques » (Meyer, Walter, 2003 : 382).

La solidarité entre les sujets-sources et leur faible investissement dans les entretiens s'avèrent une impasse. Ils réagissent autrement en se liguant contre le chercheur. David Le Breton

(2004 : 112) admet qu' « en outre, même s'il est sincère l'autre peut se croire malgré tout objet d'une duperie ». Par conséquent, ce dernier se contente d'observations dépassionnées et dépourvues d'authentification et de transparence. Philippe Baumard *et al.*, (1999) ajoutent que lorsque le chercheur est un fonctionnaire ou recommandé par une structure de pouvoir il gagne du temps dans la collecte de données.

Notre accès au terrain est assisté par les structures de recherche de l'IRA. L'implication avec les sujets-sources nous a aidées dans l'avancement de la recherche, et à qu'ils se dévoilent davantage. En outre, Frédéric Bornarel et Stéphane Leymarie (2007 : 41) soulignent que « […] les fins de la mobilisation des relations de confiance sont susceptibles d'être fortement canalisées par le réseau et cela en dépit des considérations éthiques de l'individu ». D'ailleurs, Carole Drucker-Godard, Sylvie Ehlinger et Corinne Grenier (1999) approuvent que la distance entre chercheur et acteur détermine la qualité de l'information. Plus la distance est courte plus les acteurs se dévoilent.

> **Responsable GDA (2) :** On est en train de te raconter nos problèmes et nos soucis. **Il rigole**.
>
> **Moi :** Non ! C'est important ! Je travaille sur les relations entre tous les acteurs qui travaillent à lutter contre la désertification à Menzel Habib. Donc, c'est important que je connaisse les problèmes et les soucis des acteurs : entre le chercheur et l'agriculteur, entre l'administration et le chercheur pour avancer ensemble. Tant que la confiance est nulle on ne peut pas avancer.

Être parrainé apporte un soutien à la recherche. Il est utile car il joue le rôle de passerelle dans un terrain hostile et oriente le chercheur. « Il peut enfin être une sorte de " patron " qui investit le chercheur de la confiance des autres par son propre contrôle sur le processus de recherche » (Baumard *et al.*, 1999 : 243). La réputation de cet intermédiaire agit sur la familiarité du chercheur avec son terrain. L'intermédiation montre l'importance des tierces personnes dans l'interconnexion et le renforcement du réseau d'acteurs. Ces parrains se manifestent pour la promotion de la coopération et la logique du donnant-donnant entraine la réciprocité des échanges entre acteurs. Se référer et être épaulé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de recherche et développement ou par des laboratoires de renommés nationales et internationales, tels ceux de l'IRA, sont une occasion d'ouverture.

Toutefois, le parrain ou l'allié, d'après Philippe Baumard *et al.*, (1999), peut contaminer la recherche par son intervention et l'implication dans la recherche. Nous avons remarqué que lorsque nous sommes affrétées par les véhicules de l'IRA, l'approche des agriculteurs s'est

avérée difficile. Nous avons effectué une visite non formelle[171] chez une famille de Menzel Habib. Le comportement des habitants était différent : ils étaient plus bavards, plus sociables et confiants.

> **Moi :** Pourquoi certains agriculteurs refusent de communiquer ou de dialoguer ?
>
> **Chercheur (7) du LEFS :** La population n'a pas confiance à l'État. Lorsque je sors sur le terrain, il voit le matricule de la voiture " 01", c'est l'État. Tu fais de la recherche, la thèse, etc. ce n'est pas leur soucis. À mon avis, tu sors sur le terrain pour travailler, tu représentes l'État. Il n'a pas confiance en l'État. Tu veux savoir la vérité ou pas ? Il n'a pas confiance à l'État. L'État qui donne l'autorisation au saoudien de chasser et arrive, par la suite, le chercheur enquêter […]. Sûrement, pas pour lui ! Ca ne le concerne pas. Tu prépares un mémoire, une thèse ou tu es avec un groupe de chercheurs, etc. ce n'est pas son problème.

Qu'elle soit directe (*e.g.* humeur, attitude, persuasion, imposition) ou indirecte (intervention d'intermédiaires, d'un allié, par exemple), les contaminations sont des phénomènes entravant la recherche. L'humeur des acteurs, interviewés et leurs comportements agissent sur les relations sociales (Angot, Josserand, 1999). En sus, l'intervention de facteurs externes (promulgation d'une nouvelle loi, crise économique mondiale, décès d'un membre de la famille, mariage) affecte la collecte de données. L'observation directe peut se révéler irréalisable à cause d'un événement entravant le bon déroulement de la recherche (*e.g.* émergence de conflits, notre position en tant que chercheur ou en tant qu'invité).

Par ailleurs, les données secondaires (perception d'un chercheur de l'IRA du comportement des agriculteurs, multiplicité des interprétations, etc.) risquent d'être affectées lorsque le chercheur ne vérifie pas l'authenticité de la source. Durant les entretiens, et avec la présence de l'allié, nous avons eu recours, dans certaines situations, à la double source et au renouvellement de la source afin d'atténuer le problème de contamination. Le risque de perte du chantier de recherche est présent dans la mesure d'un défaut de confiance. Par conséquent, l'accès à l'information primaire et secondaire devient problématique.

> **Moi :** Regardez la preuve qu'on paît encore sur ces terres, des traces d'excréments de moutons ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Non, non peut être qu'ils étaient emportés par la pluie.

[171] Nous nous sommes rendues à Menzel Habib en été, après être invitées par une famille agricole pour assister à un mariage.

> **Responsable GDA (2) :** Non, c'est une preuve qu'ils ont pâturé ici. En fait, on leur permet de temps de temps de paître ici. On leur ouvre les terres. Ces terres ne sont pas ouvertes, comme ça à tout le monde pour qu'il ne s'en abuse pas.

D'après Philippe Baumard *et al.*, (1999), la contamination se manifeste sous trois formes : la contamination entre le chercheur et les acteurs interviewés, la contamination intragroupe et la contamination entre les sources de données primaires et secondaires. Confronté à des imprévus (*e.g.* interruptions dues par l'arrivée d'agriculteurs et éleveurs caprins, des interventions d'agents administratifs, coups de téléphone, des convocations au bureau du supérieur), le risque de contamination affecte la recherche. Il faut que le chercheur soit conscient que ces risques condamnent les relations avec les sources et le déroulement de l'entretien. La contamination se propage au sein de la population interviewée. Lors de nos entretiens effectués à Menzel Habib, notre recherche a ouvert la voie à des discussions, commentaires et jugements de la part des interviewés.

Afin de réduire les malentendus avec les acteurs, l'engagement dans le programme LOTH permet de préciser et négocier nos obligations et responsabilités vis-à-vis des autres acteurs (chercheurs, agents administratifs, éleveurs de bétails, agriculteurs, par exemple) et du contexte de recherche. Il est important de s'arrêter sur les règles de confidentialité, de prise de permission pour réaliser des investigations et de publier des résultats de recherche parce que l'Institut des régions arides, et plus particulièrement le LESOR, est légitime de protéger son savoir-faire et ses méthodes contre des possibilités de contrefaçons ou d'imitation notamment en cours de sa recherche. Nous sommes tenues de soumettre, en qualité de membres du programme LOTH, des rapports de notre étude d'investigation sur le terrain, des prochaines visites et des comptes rendus de l'avancement de la thèse de doctorat (*cf.* annexes n°14, p 217).

En définitif, l'investigation du chercheur est une étape importante pour réaliser des recherches. « Comme d'autres méthodologies, elle pose les questions de la distanciation du chercheur par rapport à son objet d'étude, et de son implication dans le débat, celles de la participation de bout en bout des individus, celles liées aux effets de groupe (leader d'opinion, rétention d'informations, inégale distribution ou circulation de la parole, etc.) » (Meyer, Walter, 2003 : 386). Ainsi, la position du chercheur vis-à-vis des objets ou des sujets-sources est un vecteur de confiance.

3.2.2 De l'entretien non directif à l'entretien semi-directif

Nous mettons l'exergue, en premier lieu (*cf.* **a**), sur le passage de l'entretien non directif à celui directif. Le principe de non directivité, concernant les entretiens individuels, permet de mettre à l'aise son interlocuteur. L'empathie est une occasion de changer la position pour que le chercheur prenne la place du sujet interrogé. De là, on distingue l'entretien non directif et l'entretien semi-directif. Les données recueillies ont permis de mettre l'accent sur les relations entre acteurs, les recherches faites pour lutter contre la désertification. De plus, elles sont riches pour analyser les pratiques d'intelligence territoriale en matière de collecte et de diffusion de l'information et les mécanismes de communication suivant l'approche participative ainsi que la préservation du capital immatériel. Toutes ces informations ont été collectées grâce à la prise de notes et au moyen d'observations enregistrées sur support vidéo.

Mickaël Gléonnec (2004 : 10) souligne que « nous avons fait le choix de ne pas les questionner directement sur ces outils et sur les relations de confiance de façon à voir comment et à quel moment ils abordaient ces thèmes au cours de l'entretien ». 30 entretiens au total ont été réalisés (*cf.* **b**). Nous avons adopté la même démarche que Mickaël Gléonnec (2004) pour réaliser notre entretien. Sans même évoquer la confiance, nous avons laissé l'interviewé représenter les relations qu'il entretienne avec les autres. Dans l'objectif de définir la confiance territoriale et de l'approprier dans le contexte aride, les interviewés ont exprimés la notion confiance par plusieurs définitions : vulnérabilité, dépendance, croyance, satisfaction, certitude, sûreté, garantie, assurance, engagement et promesse.

a) Guide d'entretien adapté et flexible

Deux démarches doivent être mentionnées lors de la collecte de données *via* l'entretien. La démarche systématique consiste à mener délibérément et systématiquement des entretiens à différents individus pour les comparer. Ce qui exige la construction au préalable d'un guide d'entretien. Ainsi, l'entretien semi-directif, outil de collecte de données, permet-il d'accéder directement aux individus et de les interroger sur des thèmes déjà choisis. La démarche heuristique a pour objectif l'accumulation progressive de connaissances. D'ailleurs, au début de notre investigation, les entretiens étaient peu structurés et l'implication des interviewés était grande permettant au chercheur d'orienter sa recherche pour qu'il puisse établir un

entretien semi-directif précis. En sus de la revue de la littérature sur la confiance, nous avons construit un premier guide d'entretien.

Le guide d'entretien, allégé en des questions claires et précises, a ainsi été conçu pour analyser les besoins et les contraintes de la population locale de Menzel Habib et souligner les perspectives pour lutter contre la désertification. Les mesures particulières des entretiens sont à préciser dès la conception de ces outils de collecte. La plupart des questions ont été pensées pour s'adapter aux acteurs dès leur lancement de projets. Lors de la rédaction, les erreurs de formulation et le bon choix des questions sont tenus en considération. Le regroupement thématique est plus que conseillé. L'effet de halo, d'exagération et l'effet de contamination peuvent être évités pour apporter des changements dans la forme des questions et pour respecter leur ordre (*cf.* annexes n°15, p 235).

Nous avons été obligées de recourir dans tous les cas à des séances d'interviews pour aboutir à la finalisation de notre guide d'entretien. Il se présente généralement en sept questions réparties sur trois thèmes principaux et destiné aux chercheurs, aux agriculteurs et éleveurs et aux structures administratives. Le premier thème porte sur la qualité de la relation entre acteurs (dépendance, coordination, conflit, de pouvoir, etc.). Le deuxième thème s'intéresse à la place et aux rôles de l'observatoire pour la lutte contre la désertification. Le troisième thème traite l'enjeu de l'approche participative pour relancer le dialogue et rétablir la confiance entre acteurs. Prévoir les sujets à aborder facilite le déroulement de l'entretien :

- identification de l'acteur : nom, date de création (du laboratoire, entreprises, etc.), contexte de création, activités, nombre d'équipes, axes de recherche, etc. ;

- historique et évolution des collaborations établies avec les acteurs territoriaux : nature des collaborations, échanges de chercheurs ou de personnel, contrats de recherche communs, spécificités du ou des contrats conclus, respect des normes et règles, garanties offertes, plates-formes techniques communes, nature des ressources collectivement créées, enjeux des collaborations à moyen et long terme, actions de soutien à la population locale, mises en réseaux des acteurs, etc. ;

- modalités de mise en œuvre de l'observatoire Menzel Habib : critères de sélection des projets, mobilisation et concertation des acteurs locaux, comportements des porteurs de projets, etc. ;

- existence éventuelle de conflits : objet, origines, événements déclencheurs, évolution, acteurs impliqués, degré d'intensité et de diffusion, conflits sous jacents, etc. ;

- et enjeux de l'approche participative : stratégies de communication et politiques d'informations mises en place, degrés de participation, etc.

Pour l'entretien semi-directif ou centré, nous nous sommes référées à ce guide pour discuter des thèmes. Il est conçu sous forme de questions principales afin d'introduire le sujet tournant autour des relations entre les acteurs, des études faites et leurs impacts. En outre, des questions d'investigation sont importantes pour d'une part, clarifier les incompréhensions et les flous, et d'autre part, les appuyer ou les compléter (*cf.* exemple ci-dessous). Enfin, des questions d'implication s'intéressent de prés aux thèmes de recherche (nature de la relation : dépendance, partenariat, contractuelle).

> **Moi :** Qui sont les acteurs locaux ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Les acteurs locaux sont le CRDA, la population, la délégation et les autres structures comme l'office d'élevage du bétail, celui du blé et celui des forêts. Ceux qui se trouvent à Gabès et à Menzel Habib. Chacun a des responsabilités et des actions à entamer. Il y a aussi l'office des forêts, celui des pâturages. Il y a aussi les acteurs locaux comme les citoyens et les intermédiaires. Les intermédiaires prennent de celui là pour les engager dans un projet. Il prend de l'agriculteur pauvre ses récoltes pour le vendre et réaliser des profits. Ce n'est pas facile.

Le pré-test est une première mise à l'épreuve de notre guide d'entretien afin de vérifier la pertinence des réponses et mesurer la validité interne des questions. Administré en face à face, il permet d'engager des discussions libres et riches sur des sujets de recherche non encore abordés. C'est une procédure efficace pour assister et impliquer davantage les répondants. Suite à l'analyse des réponses, la reformulation de certaines questions nous a permis de préciser notre entretien. En outre, et suite à une lecture primaire en marge de la séance initiale avec un autre membre du programme LOTH et deux chercheurs de l'IRA, de nouvelles questions ont surgi. D'ailleurs, les premiers interviewés nous ont demandé des éclaircissements.

L'entretien en face à face avec le délégué a donné lieu à une analyse approfondie et une note de synthèse sur le terrain de Menzel Habib. La difficulté réside dans l'abstention d'exprimer toute opinion ou attitude à l'égard du répondant au risque de contaminer la réponse. Dans

l'exemple ci-dessous, nous mettons l'accent sur le principe d'exagération et l'influence du chercheur sur le propos de l'interviewé. Notre jugement influe sur les réponses ultérieures. Ces erreurs renvoient à l'effet de halo sont à éviter.

> **Moi :** Alors si l'État leur donne les terres, tout ce qu'il a fait sera effacé à jamais.
>
> **Chercheur (9) du LELCD :** Si je me rappelle bien, il leur donne, c'était 70 ou 80 kilos d'orge par hectare. Les responsables là-bas savent exactement combien. Tout sera anéanti en quelques secondes. Si tu proposes du gratuit, celui qui s'est habitué depuis cinq ans ou 20 ans et à dépendre de ça et tu arrives, du jour au lendemain, pour leur dire que tu ne peux plus. Il va faire introduire des troupeaux dans ces terres et tu vas voir. En une seule année, tu verras le résultat.

L'avantage de l'entretien se situe dans sa flexibilité. En effet, une fois qu'on est face à l'interviewé et la discussion est lancée, on peut modifier ou pallier les insuffisances du guide d'entretien et s'adapter aux imprévus. D'un autre angle, un écart élevé entre le comportement des questionnés et leurs réponses peut fausser la recherche. En outre, les données collectées risquent d'être sommaires ce qui restreint la recherche à des domaines bien définis.

La modification du cours d'un entretien permet d'explorer de nouveaux thèmes. Tout au long de la recherche, de nouveaux obstacles sont susceptibles d'apparaître exigeant un réajustement des données collectées. Ainsi, ce guide n'est pas exhaustif dans la mesure où il peut être modifié au cours de l'entretien par ajustement : ajout ou abandon de certaines questions.

b) Déroulement de l'entretien : une étape majeure pour la mise en confiance des interviewés

La réalisation de recherches qualitatives est souvent complexe et s'étale dans le temps. Notre étude s'attaque aux diverses dimensions de la problématique notamment l'instauration de la confiance, la promotion de la communication et le développement durable. Les entretiens non directifs offrent plus de liberté pour le chercheur et les interviewés. L'agriculteur a bien voulu décrire ses opinions concernant sa dernière récolte mais les réponses demeurent concises. Pour la plupart, les agriculteurs et éleveurs de bétails ont manifesté clairement leur inquiétude vis-à-vis de l' « l'interrogatoire » et la non volonté de s'exprimer. Les anxiétés suite à une mauvaise récolte, expériences difficiles, préoccupations pour la santé du bétail, déceptions de l'attitude de l'autorité s'ajoutent aux soucis économiques et sociaux.

Exemple 1 :

Responsable GDA (1) : Le chercheur rencontre un obstacle avec la population concrète et le citoyen attend de la part de lui quelque chose.

Exemple 2 :

Chercheur (9) du LELCD : Le problème reste dans le sud ; les zones rurales et arides. Les autres zones ont des potentiels. Pour Béni Khédache, Tataouine, les solutions ne datent pas d'aujourd'hui. Les populations ont su et savent comment s'adapter depuis des siècles.

Après une série d'entretiens exploratoires au nombre de quatre (avec un chercheur de l'IRA, le délégué de Menzel Habib, les agents du GDA et une famille d'agriculteurs) l'élaboration en commun de guides d'entretien est à appliquer aux différents acteurs concernés (collectivités territoriales, publics, associations, etc.). Ainsi, des éléments d'analyse qualitative sur les politiques de développement rural et les mécanismes d'information et de communication entre acteurs ont-ils été construits après avoir extraits des éléments significatifs des stratégies d'information élaborées des entretiens que nous avons réalisés.

Les premières observations ont permis, au début de notre investigation du terrain, de montrer des différences notables en matière d'information et de communication et d'avoir une vision plus claire des sujets-sources et des objectifs visés. Nous ne pouvions pas au terme de la deuxième année de la recherche que soumettre des tendances et non des résultats. En effet, notre problématique voit se confronter à des réalités multiples et nombres d'enjeux contradictoires évoluant tout au long de notre investigation dans le terrain.

La méthodologie mise en œuvre repose sur des entretiens semi-directifs avec les principaux acteurs du territoire. Elle se fonde sur l'analyse de l'information conçue et diffusée entre les partenaires et des stratégies des collectivités locales et territoriales, des associations, des administrations, des chercheurs et paysans. Ces entretiens ont été prévus en début 2009 afin de recueillir des témoignages auprès des acteurs de développement concernant leurs usages des dispositifs d'information et de communication et leurs approches de la population locale, d'une part, et entre eux, d'autre part.

Nous avons interrogé les directeurs et les agents des institutions locales, le délégué de Menzel Habib, les chercheurs, les conseillers auprès du ministère de l'Agriculture, les porteurs de projets, les agriculteurs et les éleveurs de bétails. Certains entretiens (14) avec les paysans de Menzel Habib et les agents administratifs ont été notés en manuscrit. D'autres (16) ont été enregistrés par caméscope ou dictaphone notamment ceux effectués avec les chercheurs et

certains agents institutionnels. La prise de note peut être un obstacle dans la collecte des données. En effet, concentrées sur cette tâche, nous risquons de passer à côté des opportunités qui s'offrent à nous : débit rapide, exploitation partielle des capacités cognitives et défaut de vivacité et d'habilité (*cf.* annexe n°16, p 243).

Le dictaphone comble les insuffisances de la prise note malgré les conditions d'enregistrement inadéquat (cas de l'entretien 10 : mauvaise qualité de son) et la mésentente de certains interviewés sur cette méthode. Avec leur consentement, cet outil nous a permis d'affiner l'analyse de contenu. En effet, beaucoup de nos interlocuteurs (cas de certains agents du CRDA Gabès, du GDA et tous les paysans) ont manifesté une sensibilité à l'enregistrement. Cela revient en partie à la méfiance traditionnelle d'un côté, du personnel du secteur public, et de cet outil en tant que moyen de preuve de leurs propos, de l'autre côté. Pour ces mêmes raisons, et en plus des motifs de confidentialité et du respect de notre engagement d'anonymat, nous avons délibérément donné des noms fictifs aux interrogés.

Nous avons prévu une dépersonnalisation des entretiens grâce à la constitution d'une liste de noms. Affecter un pseudonyme aux acteurs réels (chercheur LESOR, responsable GDA (1), responsable GDA (2), agriculteur (1), par exemple) est une stratégie et mesure de protection. Les personnes interrogées sont intégrées dans des listes afin de tracer les liens entre eux. Demander au répondant de citer les individus concernés ou fournir une liste de noms permet de tracer les données (exemple : les agriculteurs avec qui ils ont travaillé lors de la dernière semence, les coopératives qui les ont assistés).

Nous avons focalisé nos recherches sur l'identification des acteurs de développement, sur des analyses des besoins et sur les perceptions de l'observatoire Menzel Habib à partir des entretiens entre les groupes d'acteurs : entretiens collectifs. Les agriculteurs ont été invités à témoigner sur leur vécu, les difficultés rencontrées, leurs préoccupations et ce qu'ils attendent des autorités locales et des chercheurs à travers un entretien semi-directif mené. Cette technique se base sur une écoute active où le chercheur identifie les besoins réels de la population, des structures d'autorité, de les hiérarchiser : qui ? (catégories d'acteurs ou acteurs), quoi ? (actions à effectuer), où ? (lieux, domaines du projet), quand ? (programmer le temps et historique des relations), comment ? (mobilisation humaine, matérielle et immatérielle : moyens, cultures, méthodes), combien ? (budgets et quantités) et pourquoi ? (motifs et objectifs). Nous avons insisté sur la nécessité de cibler les questions. Les entretiens établis apportent leur soutien dans la précision des représentations des acteurs entre eux et vis-à-vis de l'observatoire d'un côté, et mettent l'accent sur leurs préoccupations, de l'autre côté.

La redondance des thèmes relevés au niveau de notre revue initiale de la littérature nous permet de se prononcer sur l'atteinte d'une saturation théorique. Pour le traitement et l'analyse des entretiens, nous avons commencé par la transcription des entretiens en arabe et en français. En effet, et pour respecter leur authenticité et préserver les expressions littéraires, certains interviewés (citoyens et agents) se sont exprimés en arabe (*cf.* annexes n°17, p 245). Nous les avons, ensuite traduits en français. Durant les entretiens, nous avons enlevé certains propos politiques de peur d'avoir des représailles. Ces phrases ont été réintégrées après la révolution tunisienne.

> **Chercheur (7) du LEFS :** Ils nous disent « approche participative », politique de l'État. C'est la même chose. C'est le tiers monde. Les personnes qui sont en haut du pouvoir, avec tous mes respects, n'ont pas ***Euh*** conscience de la conservation de la biodiversité.

Les difficultés rencontrées dans la collecte des données nous ont permis de s'adapter selon les circonstances. Concernant l'accès aux agriculteurs, et malgré le dispositif mis en place par l'IRA et le délégué de Menzel Habib, rencontrer les agriculteurs choisis se révèle fort difficile. Nous avons eu un accès privilégié grâce aux contacts d'amies et proches ; citoyennes de Menzel Habib. En revanche, la présence d'autres personnes (arrivée d'un ami, d'un berger, partage du bureau avec des collègues, par exemple) perturbe le bon déroulement de l'entretien dans la mesure où ils contrôlent et surveillent les dires des interviewés et peuvent également intervenir.

Le recueil des propos d'agriculteurs et éleveurs au cours d'un seul entretien s'est avéré insuffisant. Par conséquent, il nous est apparu judicieux de refaire les entretiens avec eux pour valider les informations et assurer la fiabilité de la recherche. Toutefois, la plupart des agriculteurs, certains chercheurs et agents institutionnels et administratifs, que nous avons rencontrés ont témoignés, avec une pudeur. Cette attitude a été remarquée dans leurs propos.

> Exemple 1 : Entretien avec un agriculteur
>
> **Moi :** Avez-vous des relations étroites avec les autorités locales ?
>
> **Agriculteur (1) : Silence de 10 secondes**. Bon, elles nous aident.
>
> Exemple 2 : Entretien avec un responsable du GDA
>
> **Moi :** Est-ce que les agriculteurs viennent ici pour réclamer des aides, des subventions, etc. ?
>
> **Responsable GDA (1) :** Non, ils viennent.
>
> **Moi :** Par exemple ? Qu'est ce qu'ils demandent et pourquoi ?

> **Responsable GDA (1) :** Certaines viennent demander à l'État qu'il leur protège leurs terres. Ce sont eux qui demandent ça.

Parfois, l'échange était unilatéral. Le sujet n'était pas obligé de répondre ou nous fournir une contrepartie formelle. Ainsi, « […] en entretenant, une telle relation, le chercheur peut devenir la " proie " des sujets » (Baumard *et al.*, 1999 : 250). Traduisant cela, leurs hésitations et peurs sont interprétées par le refus de critiquer les mesures prises par l'autorité locale et le gouvernement tunisien. Ceux qui sont plus loquaces évitent de nous donner des détails et des précisions. Ainsi, procéder à deux rencontres plutôt que de suffire à une seule nous a permis de créer une relation plus complice et plus intense et d'obtenir des informations plus complètes.

> **Moi :** Avez-vous des contacts avec les acteurs locaux : les agents du groupement agricole, les agents forestiers ?
>
> **Bergère :** Oui. Ils viennent parfois ici pour voir la qualité du sol. Je fais tout ce qu'ils disent.
>
> **Moi :** Qu'est-ce qu'ils vous disent ?
>
> **Bergère :** Ils interdisent parfois de paître sur certaines parcelles, telles celles là.
>
> **Elle me montre avec son bâton la terre.**

Il faut noter qu'en général que peu de sujet-sources acceptent de bon gré d'être interrogés sur leurs vies agricoles et sociales. Beaucoup, après avoir donné leur accord, se sont désistés au moment de l'entretien. Être invitées par une famille Menzel Habib pour assister à une fête de mariage nous a offert l'opportunité, dans un cadre informel, de vivre et de participer, même pour quelques jours, aux tâches quotidiennes. Ce qui nous a permis de rencontrer et d'approcher davantage la population locale : hommes, femmes et enfants. Ceux qui acceptent d'être questionnés s'expriment librement à partir des questions portant sur les mises bas de leurs bétails, leurs préoccupations socio-économiques et écologiques et les enjeux des projets de Menzel Habib. Ces entretiens n'ont pas été enregistrés ni par vidéo ni par dictaphone à cause de leur malaise vis-à-vis de ces outils.

3.2.3 Gestion des données collectées

Le chercheur doit avoir des capacités d'organisation de la recherche et d'interprétation des propos et des représentations des sujets-sources. Concernant le déroulement de la recherche,

Andrew Van de Ven (1992) souligne que la recherche sur le processus s'intéresse à la dynamique des variables évoquant la notion temps. Ainsi, décrire pour expliquer la dynamique de la confiance et le processus de gestion des données répond à l'objectif principal de notre recherche.

La présence de l'engagement, signé avec l'IRA au niveau du programme LOTH, nous a offert la possibilité de bénéficier d'informations importantes pour notre recherche et de nous faciliter l'accès au terrain. La période couverte par la recherche s'étend de 2007 à 2011. L'étude porte sur l'interprétation des discours et des pratiques informationnelles et communicationnelles des acteurs de développement. Ainsi, on a fait recours à l'analyse du contenu (*cf.* **a**). La classification et la structuration des données collectées de la revue de la littérature, des entretiens et des observations sont des méthodes pour faciliter la compréhension du phénomène. Résumer, simplifier, catégoriser et synthétiser condensent la masse d'informations collectées pour les rendre plus intelligibles (*cf.* **b**).

a) Analyse de contenu pour une analyse thématique de la confiance territoriale

Dans son essence, l'analyse de contenu se base sur l'élaboration d'un cadre référentiel auquel on confronte le contenu du texte. Pierre Paillé et Alex Mucchielli (2003) soutiennent que cette méthode est supportée par une analyse thématique. Cette technique nous a permis, par déduction, le repérage des thèmes évoqués par notre guide d'entretien en se rapportant à notre cadre conceptuel. Les données furent codifiées à partir de mots-clés exprimés par les répondants (*e.g.* blocage communicationnel, stratégies de développement, valorisation territoriale, survie, priorités, perspectives, clivage et divergence) ou d'extraits se rapportant aux concepts de confiance (défaut de confiance, dépendance, vulnérabilité, fragilité, croyance, par exemple), de dynamisme de l'observatoire, de partenariat, de collaboration, etc.

L'identification de zones de confiance repose sur les discours des acteurs : qui incluent-ils dans leur zone de confiance et qui en excluent-ils ? Dans un premier temps, nous avons procédé par une analyse verticale de chaque entretien à l'aide d'un référentiel thématique. Ce référentiel comporte à la fois les thèmes et les sous-thèmes initiaux et ceux émergeants lors du processus de l'analyse. Ensuite, nous avons effectué une analyse horizontale de la totalité des entretiens (*cf.* annexes n°18, p 305).

L'analyse de contenu s'appuie sur la redondance des unités d'analyse de discours. Sous la forme de mots, phrases, paragraphes, expressions, proverbes, propos et significations, le discours est mis en avant à travers des centres d'intérêt. Le texte, quant à lui, est fragmenté en unités d'analyse sectionnées par le chercheur. Ces unités sont codées et classées en catégories suivant les objectifs de l'étude. Juger des variables similaires et synonymes est facilité par remarquer la répétition de ces dernières plusieurs fois par le répondant pendant l'entretien. Par conséquent, les regrouper est effectué lorsque leurs expressions sont proches. Également, lorsque la variable est une partie de la variable générale ou un exemple, il sera judicieux de l'inclure dans concept mère.

Florence Allard-Poesi, Carole Drucker-Godard et Sylvie Elhlinger (1999) soulignent que l'analyse thématique renvoie à la richesse du vocabulaire et la fréquence de répétition du thème. Traiter une phrase entière ou partie en fonction du thème et de ce que l'interviewé voulait dire nous a permis d'extraire les catégories significatives. Quantitatives comme qualitatives, elles confirment que l'analyse de contenu repose sur différentes méthodes pour interpréter les questions ouvertes, les stratégies développées, les décisions et les actions prises.

Coder les discours est un processus se basant sur le découpage de son contenu. En outre, la définition d'unités d'analyse et leur catégorisation sont les étapes du codage. Ainsi, nous nous référons aux mots (noms propres, verbes, noms communs), le sens des mots (dégager la signification des mots), aux phrases entières ou parties des phrases (sujet/verbes/complément) et aux paragraphes. Catégoriser les unités d'analyse consiste à les regrouper grâce à des significations proches (synonymes, équivalences) et communes (types et formes de la phrase : phrases affirmatives, exclamatives, passives, silences) (*cf.* exemple ci-dessous).

> **Éleveur :** Les chercheurs viennent ici nous embêtés pour savoir combien j'ai de moutons et d'où est ce que j'ai acheté ceci ou cela. Non, non, non. Dès qu'on me pose cette question je ne réponds plus et je lui dis au revoir. *Gestion de l'information : démarche du chercheur (qualités du chercheur : manière d'approcher la population et de poser les questions, indiscrétion, maladresse du chercheur), culture du secret et transparence+Perception du chercheur : partenaire de l'État+Opportunisme des acteurs : opportunisme des chercheurs+Interactions entre acteurs : relations conflictuelles entre chercheurs et population+Interactionnisme : mise en scène (rites d'interaction)*
>
> **Silence pendant quelques minutes.** *Interactionnisme : mise en scène (rites d'évitement)*

La clarté et la précision des catégories affectent la fiabilité du codage. Par conséquent, collecter et coder les discours et les représentations permettent de valoriser les analyses. La fiabilité du codage est présentée par l'absence d'ambigüité dans les catégories, la stabilité des mesures pour le codage, la précision et la reproductibilité (avoir les mêmes résultats).

> Exemple 1 : Fréquence et répétition des mots et des phrases.
>
> **Moi :** Et vous, dans vos recherches, vous vous focalisez sur l'amélioration du côté social, le côté économique, le côté écologique pour lutter contre la désertification ? Quelle est, selon vous, la dimension à privilégier ?
>
> **Chercheur (5) du LELCD :** On doit réfléchir, on doit réfléchir. Et on doit ajouter les variables communicationnelles.
>
> Exemple 2 : Fréquence et répétition des mots et des phrases.
>
> **Chercheur IRA :** Non, nous on n'impose pas ! On n'impose pas ! On n'impose pas ! On n'est pas appelé directement à assurer le développement.

La formulation des objectifs de l'analyse facilite le découpage du texte en unités. Les règles de codage, une fois élaborées, ont pour objectif la classification des catégories. Ainsi, lire le texte sous l'angle de la problématique de la confiance territoriale permet de recadrer les éléments du discours (mots, verbes, phrases, silences, par exemple).

> **Responsable GDA (1) : Silence de 5 secondes**. C'est l'agriculture.

Sous forme de mots proches (par exemple, la réticence, le refus et l'objection sont regroupés dans la catégorie opposition) ou thèmes (étendre les catégories choisies : l'exode, l'immigration, le chômage et la pauvreté sont définis par le thème conséquences socio-économiques), le regroupement en catégories est réalisée *a priori*. En effet, avant le codage, les catégories sont sélectionnées à partir de recherches antérieures. Elles permettent, par la suite, de valider les hypothèses. Pour la méthode *a posteriori*, la catégorisation se fait au fur et à mesure du processus de codage. En effet, le dépouillement de la réponse consiste à la catégoriser en résumant son sens et à établir un inventaire de tous les concepts (exemples : une catégorie pour évoquer le blocage communicationnel, une catégorie pour tracer priorités des acteurs de développement).

Enfin, l'interprétation du discours est assurée grâce aux stratégies qualitatives. D'ailleurs, les liens entre les concepts (imposition, obligation, contrainte, soumission, prescription, implication, participation, collaboration et négociation) sont représentés par les liens d'influence, de contradiction et d'opposition, de causalité, de similarité et de ressemblance. Le recours à des ressemblances et similitudes permet d'étendre et globaliser l'analyse à

d'autres recherches. Décrire, comparer, expliquer ou prédire ont pour objectif la valorisation de l'analyse des données.

Les méthodes d'analyse du discours et de représentations permettent d'apporter une cohérence dans les informations (Allard-Poesi, Drucker-Godard, Elhlinger, 1999). Les documents et les discours communiqués véhiculent les représentations des acteurs et valorisent la masse d'information recueillie. La sélection des concepts est le groupement de stimuli similaires. Ensuite, et après avoir sélectionné ces variables, nous avons procède à chercher les liens de causalité entre elles dès qu'on les soumet au répondant.

Vu ainsi, et d'après Florence Allard-Poesi, Carole Drucker-Godard et Sylvie Elhlinger (1999), l'analyse de contenu est une étape à part entière. Elle présente un certain nombre d'avantages. En effet, elle est destinée à un large éventail de cas variés. Aussi bien pour les recherches qualitatives que quantitatives, l'analyse de contenu s'adopte à n'importe quelle méthodologie et différents niveaux d'analyse (groupes d'individus, territoires, individus, régions, etc.). Ainsi, le chercheur peut exploiter directement les données collectées.

Néanmoins, des inconvénients devraient être mentionnées afin qu'ils soient évités. Les biais liés à la catégorisation concernent l'exhaustivité des catégories ou leur représentativité (Weber, 1995). En effet, certaines catégories peuvent être intégrées dans d'autres et ne reflètent pas la même signification ou des similitudes proches. De plus, l'analyse de contenu est susceptible d'être superficielle. Ainsi, soutenir notre recherche avec une analyse sémiotique comme étude complémentaire et future permettra d'approfondir l'étude du discours et d'exploiter davantage la richesse du langage. Le chercheur deviendra, par conséquent, capable de saisir les nuances et les connotations des interrogés.

b) Organisation et progression de notre recherche

La documentation est une méthode importante pour analyser les discours et les représentations. « Il en résulte la nécessité de prendre en compte des niveaux d'observation et d'analyse différents, qui se réfèrent, en fait, à des niveaux de décision différents […]. Cela pose, de manière générale, le problème de la collecte et de l'articulation de données qui ont des signifiants différents selon les niveaux considérés, mais aussi celui de la forme des instruments (carte de pauvreté et SIG) et des institutions (instituts de statistiques nationaux ou

décentralisés, cabinets privés) capables de recueillir et de synthétiser ces différents ensembles d'information dans un but opérationnel » (Dubois, 2004 : 4).

Les retranscriptions de discours et des documents sont suivies par le codage des données. Dans le cadre de notre recherche, nous nous sommes basées notamment sur l'information et la documentation consacrées à mettre à jour les bases de données. D'ailleurs, le programme information-documentation de l'IRA favorise l'organisation de rencontres scientifiques nationales et internationales[172] riches en échanges.

La présence préalable des données ne demande pas un effort supplémentaire du chercheur pour la génération des données. Cependant, Florence Allard-Poesi, Carole Drucker-Godard et Sylvie Ehlinger (1999) soulignent que leur conceptualisation pose problème puisqu'elle exige une capacité cognitive pour valoriser les informations recueillies. Elles appréhendent la collecte des discours et des représentations par le recours à deux types de méthodes : les méthodes structurées (ou *a priori*) ou les méthodes non structurées. Les premières se basent sur le recueil direct de données et de représentations auprès des acteurs (cas des données recueillies auprès des chercheurs de l'IRA ou expérience personnelle du paysan). Les méthodes non structurées consistent à collecter les documents et les discours à travers les entretiens (cas de documents donnés par les agents du GDA sur les subventions mises à la disposition de la population locale, photos, schémas, par exemple). Ces données sont, par la suite, codées pour faciliter leur classification et analyse.

> Exemple 1 : Cas de méthodes structurées (expérience personnelle de l'agriculteur)
>
> **Moi :** Comment faites-vous pour avoir des aides et des subventions des associations agricoles ?
>
> **Agriculteur :** Je demande de l'aide de ma famille, mes proches et mes voisins. Je reçois rarement des aides. Je n'ai pas le choix. La dernière, c'était depuis sept ans. C'est très peu très peu par rapport à l'ampleur de la situation.
>
> Exemple 2 : Cas de méthodes non structurées (prise de photos et consultation du registre : inventaire des équipements subventionnés)
>
> **Moi :** Est-ce que je peux prendre des photos sur ces techniques d'irrigation ?

[172] En 2005, trois rapports scientifiques sont finalisés dans le cadre du programme ROSELT liés à l'observatoire Menzel Habib :

- rapport du thème surveillance socio-économique, pratiques et usages des ressources naturelles dans l'observatoire de Menzel Habib –Tunisie ;
- rapport du thème systèmes d'information d'environnement à l'échelle locale (SIEL) : Cas de l'observatoire de Menzel Habib et installation de MDWEB (Tunisie) ;
- et la bibliographie thématique.

Responsable GDA (2) : Évidemment ! Prends ton temps.

Il me montre un registre.

Responsable GDA (2) : Regarde cet agriculteur. Il déclare qu'il a vendu les équipements agricoles. L'autre les a abandonnés.

Vincent Meyer et Jacques Walter (2003) insistent sur l'importance de la gestion de l'information collectée. Ils mettent en avant la nécessité du feedback de l'information pour les individus interviewés. Au tout début, nous avons effectué ces étapes de revue de la littérature dans des cahiers (*e.g.* un cahier consacré pour les définitions de la confiance, un pour la recherche méthodologique, l'autre pour la gestion de l'information) (*cf.* annexe n°19, p 403). L'association d'objets (observations, variables, critères, mesures, par exemple) rassemble les mots clés dans un même groupe homogène.

Les entretiens libres et semi-directifs sont enregistrés, transcrits et codés. Leurs avantages se situent dans la qualité des données produites. Les réponses sont relativement spontanées et reflètent les attitudes et les valeurs de l'interrogé. Elles offrent une plus grande validité des données et une étude en profondeur du problème de méfiance territoriale et du défaut communicationnel. Par exemple, au cours de notre visite au laboratoire LESOR, nous nous sommes arrêtées spontanément à des chercheurs faisant des études sur la luzerne pour tracer son comportement face à différents stress (thermique, hydraulique et salin).

Moi : J'ai rencontré aujourd'hui des doctorantes qui travaillent sur le stress salin de l'espèce de luzerne pour la région de Gabès. Les études faites par l'IRA sont destinées à qui ?

Chercheur (2) LESOR : Ca va aboutir ! Ensuite, ils vont faire une sélection et une multiplication pour réussir à la fin. Ca va aboutir ! J'ai lu que les expériences sont faites depuis longtemps. Pourquoi l'IRA n'a pas orienté les recherches dès le départ pour améliorer l'alimentation du bétail ? Nous ne traitons pas exclusivement qu'avec Gabès. Nous avons aussi Kébili, Ben Guérdane, etc. Ca coûte et là où il y a un problème de salinité on intervient.

Par ailleurs, la collecte de données longitudinales nécessite la présence de données primaires et secondaires (archivées) mettant en avant l'évolution de la confiance territoriale dans la mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides. L'accessibilité et la validité des données secondaires sont les conditions de qualité (Forgues, Vandangeon-Derumez, 1999). La difficulté d'accéder aux données (introuvables, éparpillées, absentes et déformées) et leur invalidité biaisent les études rétrospectives.

Pour réduire les biais d'accessibilité et de validité, nous avons interrogé le sujet (chercheur, agriculteur, agent administratif, par exemple) sur les événements manquants. En effet, et en en fonction de l'incomplétude des informations sur le plan théorique, méthodologique et empirique nous n'avons pas hésité à demander des éclaircissements et précisions. L'adéquation et la cohérence des données collectées et l'aptitude du répondant à fournir des informations pertinentes affectent le bon déroulement de la recherche. D'ailleurs, certains chercheurs ont une grande capacité d'explication et de précision durant les entretiens.

> **Moi :** Je n'ai pas compris ce qu'un aliment de sauvegarde.
>
> **Chercheur (6) LEFS :** Rappelez-vous bien ! Le concentré est d'une très bonne valeur alimentaire. Sa valeur alimentaire est équivalente à un kilogramme d'orge et plus équilibré qu'un kilogramme d'orge. C'est une source énergétique, source protéique. Il doit porter des protéines et des minéraux. C'est un très bel élément. Lorsque tu le donnes à l'animal, l'animal va répondre le plus vite possible. Mais lorsque je lui donne un autre aliment, l'animal ne donne pas la même productivité : parce que la valeur productive est basse. Donc, ce n'est un aliment de production idéale. C'est un aliment de quoi ?
>
> **Moi :** De sauvegarde.
>
> **Chercheur (6) LEFS :** Très bien. Est-ce que tu as compris la terminologie ?

Ainsi, notre recours au recoupement des données et aux entretiens non directifs est une solution afin de ne pas obliger l'interviewé de répondre à des questions qui le font mal à l'aise. Rémi Clignet (1998 : 142) recommande au chercheur, pour éviter les problèmes dus à la qualité des données collectées, de procéder à une triangulation des préoccupations et problèmes de développement entre ceux des observés et ceux des observateurs et de recentrer sur les divergences et les convergences. « […] en portant au maximum la distance symbolique séparant les observés des observateurs, on peut procéder à une véritable triangulation des problèmes posés dans le cadre du développement, allant du choix des données pertinentes à observer aux conclusions qu'on peut en tirer. Autrement dit, on capitalise sur les contrastes comme sur les convergences des points de vue propres aux observateurs et aux observés ».

Pour cerner la logique du répondant, le recoupement des informations le contrôle et la vérification des dates nous ont permis de réduire les risques de gestion de données[173].

[173] Les actions entreprises dans la délégation de Menzel Habib par les organismes de développement, entre 1993 et 1997, portent sur la création de puits de surface et de périmètres irrigués, la mise en défens, les plantation arboricoles (amandiers, figuiers, autres arbres), frayement des routes et pistes, la construction de *tabias*, de barrages et de dispensaires, l'accord d'aides et de crédits, la réalisation de travaux d'électrification, la fixation de dunes par le CRDA, la création de pépinières d'oliviers et de points d'eau, l'aménagement des oueds et

Dépouiller, classer et analyser les informations sont les principales étapes, que nous avons suivies, pour mettre en exergue et interpréter les discours et les représentations. Enfin, l'établissement d'un compte rendu de tous les entretiens permet de compléter les informations manquantes.

*

* *

En conclusion, poser convenablement la question centrale et l'objet d'étude est indispensable pour bien mener la recherche. Ensuite, cerner les concepts théoriques et préciser les théories en question contribuent à valider notre recherche sur la confiance territoriale. Un cadre conceptuel bien construit permet d'étudier les variables qui entrent en jeu et leurs relations entre elles et avec le contexte. Enfin, préciser la problématique, en recourant à différentes sources d'information (entretiens, documents, observation, etc.), à identifier les acteurs concernés et à suivre la démarche permettent de mettre en avant les interactions informationnelles et communicationnelles entre eux et de proposer des solutions pour relancer la confiance territoriale.

Suivre l'évolution des événements en fonction des politiques territoriales, du comportement du chercheur et des agriculteurs, des situations nationales et internationales, par exemple, nous a permis de comprendre les comportements de confiance et de méfiance des acteurs territoriaux. L'observation du terrain (séminaires LOTH, visite du local de la délégation Menzel Habib pendant la journée nationale de solidarité, rencontre d'agriculteurs durant la cueillette d'oliviers, par exemple) et l'analyse qualitative sont des méthodes recourues dans notre recherche. Les acteurs de développement (structures administratives, institutionnelles et de recherche et population locale) sont des acteurs actifs agissant par leurs représentations et comportements sur la dynamique de la confiance territoriale.

Les données primaires et secondaires sont additionnelles. Généralement, au début de toute recherche, les données secondaires sont surexploitées. Ainsi, l'approche déductive traite le cadre conceptuel avant le niveau opérationnel sans qu'il ait rupture entre la théorie et le terrain. La validité de notre recherche s'assure que les variables utilisées pour les concepts de

---

l'alimentation en eau potable, etc. (Sghaier, Picouet, 2000). Ces réalisations ont été mentionnées par les chercheurs, les agents administratifs et institutionnels lors des entretiens.

confiance, d'information et de communication reflètent bel et bien les concepts théoriques. L'efficacité de la méthodologie choisie est exprimée par l'adéquation des méthodes et outils de recueil et d'analyse des données.

Les connaissances détenues par la population constitue un capital immatériel riche qu'il sera pertinent de l'exploiter. Comme les spécificités culturelles et individuelles émergent dans un processus de communication, l'adoption d'une attitude permanente d'écoute de l'acteur est une méthode déployée pour partager communément le savoir-faire et les compétences des uns et des autres. Le développement d'une culture de partage de l'information est le défi à relever pour ne pas rompre complètement avec les habitudes d'échange. L'humeur du chercheur et des interviewés et leurs comportements agissent sur les interactions. En sus, l'avènement de facteurs externes (promulgation d'une nouvelle loi, chômage, décès d'un membre de la famille, par exemple) affecte la collecte des données.

Pour traduire les observations empiriques en concepts théoriques, nous partons de l'existant pour, ensuite, relier les concepts des recherches antérieures. L'aller-retour entre théorie et terrain nous permet d'emprunter et d'adopter des traductions. La mesure la mieux appropriée à la recherche est appréhendée autour de critères de qualité : fiabilité, validité et faisabilité. Cette dernière est dépendante du vécu, de la compétence et de l'expérience du chercheur. Opérationnelle, la faisabilité se réfère à la facilité de lecture et de compréhension, à la sensibilité des instruments utilisés (efficacité des instruments d'enregistrement des variables). La fiabilité de la recherche est proposée pour s'assurer que les opérations répétées aboutissent à un même résultat par les chercheurs (Drucker-Godard, Ehlinger, Grenier, 1999).

Savoir et décrire les circonstances et les modalités de conduite de la recherche renvoient à transmettre une image la plus fidèle aux différents chercheurs. La fiabilité de l'instrument de mesure et la fiabilité de la recherche sont dépendantes. Dans notre recherche qualitative, nous portons plus d'attention aux questions posées, aux hypothèses, aux personnes interrogées et à leurs interactions. À la fin de recherche, une autre phase commence. Dès lors, la rédaction du travail est une valorisation de la recherche. Donner un sens à la recherche est approuvé par l'objectif de diffuser et communiquer au public les résultats. Par ailleurs, la publication de la recherche sert à évaluer le travail et à renforcer les liens entre le chercheur avec ses lecteurs.

Quel que soit l'acteur observé ou observateur, il agit dans un territoire de manière consciente ou inconsciente et exerce des jeux et stratégies d'acteurs en fonction des ressources dont il dispose, des ses représentations et des objectifs à atteindre. Par conséquent, les agents humain

ou non-humain joue dans le territoire et bénéficie des marges de manœuvre définies par le contexte institutionnel, culturel, socio-économique, politique et écologique. Ainsi, l'observateur et l'observé interagissent et échangent leurs représentations. En sus de la vivacité, la sagacité et l'empathie, le chercheur devrait se revêtir de l'habileté en empêchant le blocage communicationnel durant les entretiens de se former et en encourageant les récalcitrants à s'exprimer voire à participer dans les projets de développement.

4. Chapitre 4

La confiance territoriale : notion dynamique et contextuelle bâtie sur le sens communautaire, l'esprit rationnel et la médiation

Le territoire Menzel Habib est perçu par les acteurs de développement comme un espace de médiation. À cause de la mobilité fréquente de la population et l'hostilité de l'environnement, la représentation de la zone aride a été remise en cause d'un système stable vers un système dynamique. La modification des pratiques sociales et des représentations du citoyen, du chercheur, de l'agent administratif ou institutionnel vis-à-vis du territoire a affecté l'évolution de la confiance. Ce bouleversement est dû essentiellement à l'apparition de nouveaux acteurs (privés, internationaux, investisseurs, agents, par exemple) et à leurs stratégies de développement.

Subventionner la population l'incite à en demander davantage et à être dépendante de l'assistance nationale et internationale. Dans la première section (*cf.* **4.1.**), nous mettons l'accent sur l'instabilité des relations de confiance dans le territoire Menzel Habib en se basant sur nos entretiens et observations. Une personne accepte d'interagir que si elle est certaine que l'autre partie se comportera comme prévu et ne profitera des situations d'opportunisme. Faire confiance, entre acteurs territoriaux et dans une zone aride, c'est s'exposer à un état de dépendance et/ou le prolonger. Cette situation fragile renvoie à la résignation de l'acteur à accepter le pouvoir d'autrui procuré grâce à ses compétences et son statut. Ainsi, la confiance contrainte est-elle une décision librement imposée.

La revalorisation patrimoniale (*cf.* **4.2.**) passe avant tout par le respect du savoir des non experts. Redonner sens à leurs traditions, us et coutumes c'est les réaménager selon des

stratégies claires et précises. La population locale espère que les professionnels tiennent compte et respectent les valeurs ancestrales et les soucis présents. C'est à partir du savoir-faire des agriculteurs et des pasteurs que l'aspect médiation est évoqué par les chercheurs et les agents institutionnels. Comment l'information contribue-t-elle à la sensibilisation des citoyens à la sauvegarde de la nature de leur territoire ? Et sous quelle(s) forme(s) ?

Enfin, dans la dernière section (*cf.* **4.3.**), nous évoquons l'importance de l'engagement de tous les acteurs dans les stratégies communicationnelles. Bien que les acteurs gouvernementaux jouent un rôle important dans la promotion de l'économie, les difficultés territoriales sont associées à l'incapacité des politiques de développement à appréhender les dynamiques complexes. On observe davantage une multiplicité des situations de crises, de vulnérabilité accrue de la population surtout un défaut de confiance dans les systèmes informationnels communicationnels et vis-à-vis des acteurs.

Les chercheurs constatent que la pertinence de l'information est fortement liée au média utilisé et au processus de communication. Les techniques de médiation s'intéressent davantage à l'apprentissage et la transmission des connaissances (Loneux, 2001). Ainsi, le dialogue, la continuité des échanges et le respect modifient-ils le comportement des récalcitrants et des indécis. Pourquoi et comment les acteurs investissent-ils le débat ? La majorité des interrogés retiennent que le renforcement de la dynamique locale est corrélé avec leur participation dans les projets de développement et le partage des enjeux (recherche de consensus lors de la négociation). Leur implication influence-t-elle l'efficacité de l'observatoire ?

4.1 La fragilité de la confiance territoriale à Menzel Habib

La confiance est primordiale lorsque l'acteur territorial n'arrive pas à saisir ce que la circonstance exige, à cerner le comportement de l'autre, à comprendre comment faire face et comment agir. En fait, l'acteur agit dans une relation de confiance à condition d'avoir une prise, même minime, sur la situation réelle et d'avoir une capacité à définir le comportement de l'autre quel qu'il soit et par rapport à n'importe quel état qui se présente. Les citoyens, les structures administratives, chercheurs et les agents institutionnels présentent la confiance comme une condition importante pour assurer un équilibre et une stabilité dans une relation.

Elle assure la cohésion du groupe et témoigne de l'aliénation du sujet, son engagement voire sa dépendance vis-à-vis d'autrui. Sont-ils contraints de faire confiance ? (*cf.* **4.1.1.**)

Dans la deuxième sous-section, nous mettons l'accent sur les raisons de méfiance entre les acteurs (*cf.* **4.1.2.**). Un contrôle étatique presque total sur l'information et sur sa disponibilité actuelle est remis en cause. D'ailleurs, l'information relative aux besoins des acteurs territoriaux n'est pas disponible pour la mise en place de projets de développement. La multiplicité et la contradiction des projets marquent la région de Menzel Habib. Nous nous interrogeons sur l'enjeu de la recherche scientifique dans la prise de décision par les structures ministérielles et les hauts responsables. Faut-il opter pour la promotion de l'industrie ou miser sur une agriculture contemporaine ou conserver les pratiques culturales ?

4.1.1 La confiance territoriale : une stabilité conditionnelle

La confiance initiale n'est pas liée à la personne elle-même (puisqu'on n'a aucune information sur sa réputation) mais à la communauté à laquelle celle-ci appartient. Au sein de la communauté (scientifique, d'éleveurs, d'agriculteurs, par exemple), les individus apprennent à transmettre les règles, les conventions sociales et les standards de comportement (*e.g.* les règles de rédaction d'articles, la manière de paître ou de cueillir les olives). Dans ce même sens, David Le Breton (2004) soutient que la réalité est un ensemble de constructions sociales permanentes. Les règles et les normes se renouvellent dans le processus de socialisation. Ainsi, l'acteur calque son comportement et l'adopte en fonction des normes communales (*cf.* **a**).

La problématique consiste à comprendre les facteurs qui poussent l'acteur à accorder sa confiance initiale pour la mise en place de l'observatoire Menzel Habib malgré l'incertitude. Montrer que la confiance initiale est importante dans notre recherche permet de mettre l'accent sur les raisons qui le poussent à se fier à l'autre puisque, après calcul, l'acteur peut s'assurer que les avantages octroyés d'une interaction sont supérieurs aux risques. Certes, l'incertitude est fortement présente au début de tout échange et pour tenter de la réduire, les individus s'engagent très vite dans des relations de confiance. Les chercheurs voient en la confiance un moyen pour contrôler l'incertitude. D'un côté, l'agriculteur essaie de se convaincre de l'utilité de faire confiance dès le départ à partir du moment où il a une réponse à ses questions. De l'autre côté, le chercheur, l'administration et l'institution tentent de

persuader leurs interlocuteurs qu'ils contrôlent la situation puisqu'ils sont compétents et/ou bénéficient d'une bonne réputation (*cf.* **b**).

La dernière sous-section (**c)** s'intéresse à la définition de la confiance contractuelle. L'engagement de collaborer dépend, d'une part, de la confiance initiale que l'on met dans la personne et d'autre part, sur le calcul entre risque perçu et le bénéfice procuré. Coopérer contre leur gré affecte la suite des échanges. Il est dû à la situation de dépendance entre les acteurs territoriaux ; une dépendance informationnelle, économique, politique ou institutionnelle. Ainsi, les relations d'interdépendance sont nommées par ces derniers, comme des configurations ressortant des interactions de pouvoir, de dépendance, d'inégalité, de méfiance, de confiance, etc. Cette confiance déguisée risque de menacer la solidarité au sein du groupe.

a) Étendue de l'identité communautaire

La communauté s'avère, pour les chercheurs et les agents institutionnels, un thème pertinent pour le développement de la confiance. Véhiculant des règles, symboles, rites, coutumes, l'acculturation des valeurs assure la cohésion des acteurs et leur adhésion dans ce projet. En effet, « les personnages fonctionnent comme des symboles chargés de marquer et de représenter des positions pertinentes de l'espace sociale » (Bourdieu, 1992 : 21). Étudier les zones de confiance/méfiance permet de s'interroger sur les acteurs inclus ou exclus, les raisons et le processus d'intégration ou d'exclusion. La notion de communauté évoque le vécu.

Lynne Goodman Zucker (1986) admet que les acteurs accordent leur confiance initiale à un individu appartenant à leur groupe. L'agriculteur de Menzel Habib préfère se fier à un représentant syndical plutôt qu'à une personne externe. Par conséquent, le fait de partager les mêmes valeurs, expériences contribue à renforcer la reconnaissance et le sentiment d'appartenance au groupe. D'après les citoyens de Menzel Habib, la perte de confiance résulte, d'une part, de la constitution d'un groupe de pression (comme au niveau de la délégation : imposition par les lois pour respecter les conventions) ou par l'insatisfaction des acteurs et leur déception des expériences passées, d'autre part.

Les paysans, engagés dans une relation de confiance, misent au préalable sur l'identification des interlocuteurs : leur appartenance à une même famille, à une communauté. Dès lors, une

confiance initiale peut émerger puisque l'acteur confie sa confiance à autrui. Ceci s'effectue sur la base que ce dernier partage les mêmes valeurs et croyances. L'appartenance communautaire permet de reconnaître son interlocuteur.

> **Moi :** Qu'attendez-vous des recherches faites dans la région Menzel Habib ?
>
> **Agriculteur (1) :** Écoute ma fille, les recherches ne servent à rien. Tu es originaire de Zarzis. Dis-moi si tes grands-parents avaient besoin un jour de chercheurs pour cultiver leurs terres ou pour la cueillette d'oliviers. Au contraire, c'est de nous qu'ils ont besoin, de notre savoir, du savoir de nos ancêtres. Moi, je suis fier de ce savoir. Je bois une cuillère d'huile d'olives le soir avant de dormir et une cuillère à jeun. Ca c'est très bien pour la santé. Je mange aussi *El Kesra*[174] comme mes parents et je ne suis jamais allé à l'hôpital. Dieu merci !

Les agriculteurs, les éleveurs et les porteurs de projets mettent l'accent sur le partage d'un répertoire entre les membres d'une même fraction sociale. L'intériorisation des valeurs communautaires dans la personnalité de l'individu déterminent ainsi ses actions et ses rapports sociaux (Karpik, 1991). Elle renvoie à l'aptitude de l'acteur à coopérer avec facilité en se fondant sur le partage de symboles et rites plutôt que sur des engagements contractuels. L'individu se familiarise avec autrui grâce à ces valeurs. Le capital social est décrit par la disposition des citoyens à faire confiance plutôt qu'à signer des contrats (Bourdieu, 1980).

> **Moi :** Alors, si quelqu'un vient ici alors que vous ne connaissez pas, comment vous faites ? Quel sera votre comportement ?
>
> **Agriculteur (1) :** Je dois connaître son origine, son histoire pour que je puisse collaborer avec lui. Je n'ai confiance à personne. Je dois être sûr de lui.
>
> **Moi :** Comment vous faites pour être sûr de lui ?
>
> **Agriculteur (1) :** Je demande, tout d'abord, son nom pour voir s'il est de la région, de notre fraction. Ensuite, je lui demande son parcours professionnel pour s'engager dans une relation. Mais, généralement, je préfère m'engager avec quelqu'un que je connaisse plutôt qu'avec un inconnu. J'ai un ami qui s'est ruiné parce qu'il s'est engagé avec un escroc.

Les porteurs de projets sont généralement originaires de la zone du sud-est. En outre, un entrepreneur de retour chez lui et partageant des valeurs communautaires de Menzel Habib a plus de chance d'être intégré et accueilli par la population que d'autres et peut, par conséquent, partager sa vision et son expérience avec les siens. Les citoyens de cette région expliquent que la confiance entre en jeu puisqu'elle imprègne les valeurs culturelles pour

[174] C'est une galette à la semoule cuite dans un four traditionnel.

devenir quasi-naturelle. D'ailleurs, « […] tous les individus d'une même culture auront, face à une situation donnée, la même réaction ou les mêmes comportements » (Ponthieux, 2006 : 46).

Les citoyens reconnaissent que pour les nouveaux arrivants, la situation de coopération est plus complexe. Au début, la confiance est inexistante car l'incertitude est forte. Un agriculteur nous a interpelées avec un proverbe tunisien « ne fais entrer chez toi ni fève ni pois chiche » pour exprimer sa méfiance vis-à-vis des inconnus. C'est pourquoi ces derniers constituent à la fois un ferment de déstabilisation et une force de dynamisme au niveau local.

Au sein de la communauté des chercheurs, les sentiments de conviction vis-à-vis de son interlocuteur se fondent sur son appartenance à un laboratoire renommé, ses compétences et sa réputation. D'autant plus que le niveau de confiance entre des individus d'un même groupe d'appartenance est très variable (entre affinités, amitiés, respect et hiérarchie) (Giddens, 1990). Dès lors, une confiance initiale peut émerger puisque l'acteur la confie à autrui sur la base que ce dernier partage les mêmes valeurs et croyances.

> **Chercheur (10) du LESOR :** On présente nos modèles, les résultats, les objectifs, les avantages des modèles. Ces choses là ne sont pas faciles à appliquer et là c'est la confiance. Ce n'est pas facile à appliquer. On a beaucoup travaillé avec les acteurs auparavant. Déjà une confiance entre nous est installée. Maintenant, ce sont des amitiés. Nous sommes des amis. Au travail, il y a déjà une confiance installée entre nous. Lorsqu'on travaille les relations changent. Ce n'est pas le même type de confiance. On dépasse des choses rapidement au lieu d'essayer de construire une confiance entre nous. C'est plus facile de travailler car on a dépassé les premières relations. On ne doit pas faire des choses indirectes, le respect et c'est tout.

Progressivement, la confiance est construite en fonction des connaissances collectées sur son interlocuteur (collègue d'un laboratoire de l'IRA ou chercheur d'autres laboratoires nationaux et/ou internationaux). Ces perceptions représentent les attentes que l'acteur prévoit de l'autre. Au sein de l'IRA, les chercheurs (tout laboratoire confondu) mettent l'accent sur l'importance de la confiance entre eux, essentielle pour réussir les projets et renfoncer les relations collégiales.

Les confiances institutionnelle, communautaire et individuelle ne sont pas contradictoires ni divergentes. Un agent institutionnel explique que s'il fait confiance à une personne, il a donc confiance à son institution qui l'engage. L'inscription dans un cadre professionnel donné ou la délivrance d'un diplôme d'un organe compétent reprend cette idée de relation entre institution

et interaction. Pour Pierre Bourdieu (1980), le capital institutionnalisé est validé et reconnu par une institution (diplôme du baccalauréat, titre scolaire, etc.).

La confiance communautaire, d'après les agents institutionnels et les chercheurs, est située dans un contexte d'échanges continus. Grâce aux interactions informelles, elle se développe et s'inscrit dans une relation de proximité. L'acteur n'est jamais désencastré de ses réseaux sociaux de par ses origines, sa culture, son existence, son appartenance, son comportement et sa réputation (un individu anonyme n'est jamais totalement inconnu). Il est toujours situé et situable par ses interlocuteurs. Cette base de données commune lui permet d'accéder à des stratégies de pouvoir et d'appliquer des procédures de coordination, de pouvoir et de décision.

Par ailleurs, la parole ou *El Kelma* est une notion très importante dans l'engagement des acteurs territoriaux à Menzel Habib. Elle est perçue par tous ; chercheurs, population, administration et institutions par la bonne volonté de s'engager dans une relation. Ce pacte ou contrat est légitimé pour organiser les interactions, respecter les engagements des individus et atteindre leurs intérêts. Ainsi, la confiance comme capital social a pour fondement les conventions, les accords et la parole afin de ne pas perdre la face. Celui qui va déshonorer son engagement ne sera plus digne de confiance. La parole présente toutefois une limite dans le fait que son caractère implicite transmet l'ambigüité et l'incertitude. Denis Harrison (1999) soutient qu'elle ne garantit pas l'honorabilité des engagements.

> **Moi :** Lorsque vous vous entretenez avec une personne comme savez-vous qu'elle est honnête, apte, etc. ?
>
> **Éleveur :** Je fais confiance aux gens de la commune. On est tous de la même fraction Rbaya. Je me base sur *El kelma*. Donner sa parole c'est s'engager pour de bon. Il n'y a pas de coups tordus. Soit il soit un homme soit… Je me base sur ça. Donner sa parole ce n'est pas rien, c'est un engagement. Si quelqu'un dérobe à la règle tout le monde le saura et sera la risée de la communauté, surtout ici. Tu sais Menzel Habib est une petite région de quelques habitants et tout le monde se connait. Je connais même des gens d'El Hamma puisque certains d'entre nous ont des résidences secondaires à El Hamma.

En conclusion, la confiance est davantage accordée entre citoyens d'une même communauté (agriculteurs, éleveurs et bergers). Se fier à une personne connue par son appartenance permet de gagner du temps et d'assurer la continuité des interactions. Toutefois, les chercheurs, les agents institutionnels et administratifs sont en général considérés par la population avec

méfiance. Vu leur origine, leur hétérogénéité et multiplicité, le citoyen reste perplexe de s'engager avec eux.

b) Vers une atteinte rapide des objectifs grâce à la confiance initiale

Suivant la politique d'atteinte d'objectifs dans une zone aride, l'acteur territorial n'est pas libre de faire ou de ne pas faire confiance. Il se sent obligé sous peine de ne pas profiter des avantages de la confiance (*e.g.* don contre don, aides, sécurité et cohésion sociale). Ainsi, le citoyen de Menzel Habib n'a pas intérêt à hésiter de s'engager dans une relation dès le début de l'échange. La vulnérabilité et la fragilité de la population permet de comprendre les facteurs la poussant à accorder sa confiance initiale à autrui malgré la pluralité de contraintes et d'incertitudes, d'une part, et la présence d'opportunistes et la multiplicité de promesses non tenues, d'autre part. Toutefois, la confiance est aisément altérable et le risque de mettre en péril la collaboration est fort (Bornarel, 2004). D'ailleurs, les habitants de Menzel Habib n'accordent leur confiance de départ que s'ils calculent les avantages de la relation.

> **Moi :** La population se comporte avec le laboratoire différemment qu'avec les structures administratives.
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Bien sûr, chacun a ses intérêts, chacun a ses intérêts.
>
> **Moi :** C'est en fait l'opportunisme ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Voilà, il ne coopère que s'il y a des intérêts pour lui.

Accorder sa confiance de départ confirme l'absence de tout mécanisme de contrôle à travers la négociation (Williamson, 1993). Les chercheurs observent que peu d'agriculteurs et d'éleveurs acceptent de coopérer sans discuter ou négocier les conditions de l'interaction. Selon le principe du dilemme du prisonnier, la logique du donnant donnant entre le chercheur, l'administration, l'institution et le paysan permet d'adopter des comportements coopératifs et efficaces pour les relations durables.

> **Moi :** Et que pensez-vous de la relation entre le CRDA et la population ?
>
> **Chercheur (5) du LELCD :** Non, ils n'ont pas de problème avec les citoyens. Entre chercheurs, en général, il n'y a pas de problème de confiance. Ce que nous avons, nous les donnons et ce qu'ils ont, ils nous les donnent.

D'autres chercheurs, agents institutionnels et administratifs confirment que la genèse de la confiance initiale est assurée par la conclusion de contrats. Ces engagements formels

permettent de réduire l'incertitude, de prévoir le comportement des interactants et d'offrir des garanties formelles. Or, la confiance, sur le plan normatif et contractuel, mise sur la prescription de droits et obligations de chacun. Ainsi, contrat et confiance ne sont-ils pas exclusifs et évoluent conjointement.

Par ailleurs, et au sein du laboratoire, les chercheurs admettent que la confiance initiale permet d'atteindre plus rapidement les objectifs, de renforcer les relations et donc la communication et de limiter les coûts (exemple : coût de contrôle sous forme de temps, de personnes engagées, de dons et de cadeaux). Le chercheur consacre du temps et des moyens (téléphoner à un collègue pour s'informer sur son partenaire potentiel) pour surveiller tout fait et agissement de son interlocuteur. Cette première perception lui permet d'instaurer une confiance initiale. Ainsi, et dès le début de la relation, les individus peuvent rapidement attribuer des croyances positives vis-à-vis de leurs interlocuteurs. Le fait d'appartenir à une catégorie favorable encourage les parties de s'engager dans des relations de confiance (Goffman, 1998).

> **Chercheur (10) du LESOR :** C'est-à-dire qu'on n'a pas de problème pour travailler ensemble. Je regarde son comportement personnel, je téléphone à des amis pour savoir son comportement, s'il est bizarre. Tout le monde est différent mais je ne laisse pas passer un comportement inadéquat.

Partager des objectifs communs encourage la coopération (Gambetta, 1988). En effet, lorsque les chercheurs, les agents institutionnels et administratifs travaillent sur un même projet, ils sont plus coopératifs. En revanche, et dans le cas où la coordination ne concilie pas entre l'effort et les résultats attendus, la confiance pourra inciter le chercheur à respecter ses promesses. D'ailleurs, tous les chercheurs de l'IRA confirment que même en existence de comportements opportunistes, ils sont obligés de s'entretenir. Dans le cas où l'individu est irremplaçable, l'opportunisme entre chercheurs n'est pas un frein à l'échange. En outre, et en absence de confiance et de coordination technique, le contrat oblige le partenaire à respecter les clauses et à se comporter comme prévu (Estadès, De Looze, 1999).

Grâce aux relations passées entre chercheurs, la construction d'un intérêt collectif est facile et constitue un moyen d'incitation pour respecter leurs engagements et limiter les comportements opportunistes. En revanche, cette volonté de dépendre d'une autre partie peut être corrompue lorsque le laboratoire réussit à apprendre et à réaliser d'une manière autonome des cartes spatiales, par exemple. Les chercheurs, qui ont une grande expérience avec les acteurs de développement, admettent que la rigidité des règles dans les conventions

internationales les mène à renégocier des zones d'autonomie. Ils évoquent la notion de « projets cachés » pour mettre l'accent sur l'opportunisme de certains laboratoires occidentaux. Certains chercheurs de l'IRA accusent ces laboratoires de profiter de leur recul technologique par rapport au pays du Nord. Contraints de coopérer, les chercheurs de l'IRA ont essayé de s'adapter à la situation et de construire leur propre base de données. Ce type de transaction est considéré comme un échange d'otages les contraignant à agir comme prévu et suivre les modalités du contrat (Boisson, 1999).

> **Chercheur (1) du LESOR :** Il y a aussi les projets cachés.
>
> **Moi :** Qu'est-ce que ça veut dire ?
>
> **Chercheur (1) du LEOR :** Moi, lorsque j'ai travaillé sur les observatoires, j'avais de l'espoir pour suivre la population, l'environnement, les événements, etc. On examinait et on suivait les situations durant un certains nombre d'années pour observer les conséquences de la désertification issues de la gestion des ressources par l'Homme ou suite à l'aridité climatique. Pour ce projet, le groupe ROSELT, nous et l'IRD étaient présents. Concernant l'imagerie spatiale, ils nous ont dit de nous fournir des cartes spatiales pour observer la situation. Nos espoirs étaient de coopérer avec eux pour faire quelque chose de concret. Lorsque nous avons travaillé en 1994 ou 1996, les images parvenues étaient de 1993, c'est-à-dire non actualisées avec trois ans de décalage. Par la suite, ce sont des images anciennes. Ils nous ont dit « si vous voulez avoir de nouvelles images, on doit appliquer des lois, on doit appliquer des arrêtés, on doit appliquer ceci et cela ». Tout compte fait, on a travaillé avec les images spatiales de 1993 et on a décidé d'apprendre la technologie. On a travaillé avec des conditions parfois défavorables et on n'a pas voulu rompre nos relations coopératives. En 2004, ils nous ont fait parvenir des images de 1999. Pour te dire qu'ils ont une arrière pensée de créer soit disons des procédures pour nous les vendre à nous.

Par conséquent, garder les mêmes identités des partenaires est source de pouvoir puisque ces derniers défendent leur zone de contrôle par l'emprise technologique et informationnelle. Les alliances et les partenariats supposent un échange d'actifs matériels (technologies, flux monétaires, etc.) et immatériels (compétences et savoir-faire). Cet échange n'est pas totalement symétrique. D'ailleurs, le chercheur (1) du LESOR confirme que les zones d'intervention du partenaire étaient ambiguës et floues lors des premiers contacts. Néanmoins, ce dernier est contraint de réduire sa marge de pouvoir à cause du partage de la prise de décision et de la concurrence des autres laboratoires. De plus, les chercheurs peuvent développer leurs propres compétences grâce à l'apprentissage.

Par ailleurs, et au début de toute relation, les chercheurs et les agents institutionnels renvoient l'intégrité et l'honnêteté de la personne par le fait de s'assurer que l'autre n'adoptera pas de comportements opportunistes. Ils soutiennent qu'ils devraient se comporter de manière digne et correcte vis-à-vis des citoyens de Menzel Habib. Les agents institutionnels avancent que la construction d'une confiance initiale est tributaire du contexte et de ses particularités. Par exemple, l'éleveur fait confiance au vétérinaire dès le départ en se référant à sa réputation et à ses croyances (compétences, honnêteté et transparence). Selon les structures administratives, les propriétaires confient leurs terres aux chercheurs. En effet, leurs compétences sont des gages pour construire des relations durables.

> **Responsable GDA (1) :** Oui, c'est vrai. Si la confiance est détruite, il n'y aura rien ! Tu fais n'importe quel projet et aucun ne va réussir. C'est la condition.
>
> **Responsable GDA (2) :** On a besoin de quelqu'un qui vient chez nous avec sa bonne humeur, sa sympathie. On a besoin de ça.

La confiance administrative suggère l'existence au préalable d'interactions antérieures réussies. En se référant à Anderson et Weitz (1989), les agents du GDA partagent l'idée que cette confiance est une croyance ou attente positive en l'aptitude de l'administration à tenir ses promesses lors d'un échange. Du fait de l'engagement du délégué, gouverneur, ministre ou tout haut responsable dans une relation, le paysan croit en la capacité de son interlocuteur à honorer ses dits ou engagements. Par exemple, les demandes insistantes d'éleveurs de Menzel Habib, pendant la visite de la région le 12 mai 2008 du gouverneur de Gabès, portent sur la protection des troupeaux. Ainsi, les consignes ont été données aux comités régionaux pour augmenter la quantité de fourrage réservé à la délégation. Le gouverneur a également ordonné d'allouer une quantité supplémentaire de 50 tonnes d'orges aux éleveurs.

La croyance envers autrui est construite en adéquation avec le développement des interactions (Ring, Van de Ven, 1992). Toutefois, la remise en question du mode de fonctionnement des institutions publiques aboutit à un défaut de confiance des citoyens vis-à-vis de ces représentants de l'État due essentiellement à la non tenue des promesses, au défaut d'écoute et de dialogue, à la non transparence informationnelle et à la non réalisation des besoins socio-économiques de la population (*cf.* **1.3.2.** p 101).

c) Confiance territoriale : dépendance négociée par les contrats

Le citoyen de Menzel Habib, soumis à des contraintes socio-économiques, écologiques et informationnelles est obligé de faire confiance. L'investissement dans une relation n'est accepté volontairement qu'après l'obtention d'une contre partie (subventions, dons ou informations). Les agriculteurs et les éleveurs de cette région sont fortement assistés par les collectivités locales et adoptent la logique de don contre don pour bénéficier des subventions et d'aides contre l'engagement pour l'exploitation des leurs terres. Toutefois, le soutien accroît le degré de dépendance entre les acteurs de développement.

> **Agriculteur (1) :** La vie est dure à Menzel Habib. Ce n'est pas le cas pour les autres régions. Durant les années de sécheresse, j'étais obligé de demander de l'aide de l'État. Tout le monde l'a fait. Le Président nous a donné des aides grâce au fonds national 26-26. On m'a aidé par les germes et les bourgeons de pommes de terre. De temps en temps, il y avait des aides internationales de l'Allemagne, la France mais actuellement pour les aides je ne vois plus rien.

Les agriculteurs, les éleveurs et les porteurs de projets déclarent que lorsqu'ils font une comparaison entre coûts et bénéfices de la confiance (ce qu'ils vont gagner et ce qu'ils vont perdre notamment l'autonomie) ils décideront de s'engager ou de s'abstenir. Par exemple, beaucoup de chercheurs ont confirmé que lors de leurs entretiens avec la population de Menzel Habib, multiples obstacles informationnelles et communicationnelles se sont présentés. L'agriculteur ou l'éleveur n'acceptent d'être questionnés qu'après l'exigence d'une somme d'argent en contre partie de l'information qu'ils vont fournir.

> **Chercheur (7) du LEFS :** Il y a un problème d'intérêt. L'éleveur, si tu ne le donnes pas quelque chose : de l'argent. Si tu ne le donnes pas de l'argent, le médicament pour son bétail, il sera impossible de lui arracher l'information. Il ne te donnera pas l'information parce que tu ne le donnes rien.

En revanche, les chercheurs s'interrogent sur la fiabilité de l'information collectée. Autrement, l'interviewé peut répondre aux enquêtes selon sa guise et s'aligner aux réponses attendues par l'interviewer. Les agents institutionnels développent que le citoyen cherche à maximiser son utilité individuelle en recourant à la ruse, la trahison, le mensonge, par exemple. Selon Frédéric Bornarel (2004), la tromperie procure une place prépondérante aux transactions économiques.

> **Responsable GDA (2) :** Donc, tu remarques que l'intérêt de l'administration sont la lutte contre la désertification est différent de celui des agriculteurs. Il te dit qu'il a cinq poules et c'est tout !

La confiance accordée par l'agriculteur vis-à-vis des décideurs ou chercheurs n'est pas gratuite. Ces derniers devraient être constamment à la hauteur de leurs engagements. La dépendance mutuelle et l'autonomie voilée permettent à l'agriculteur d'atteindre ses objectifs. Dans le cas où son interlocuteur se comportera comme prévu, les sentiments d'assurance et de sécurité gagnent l'esprit du paysan.

Procurer des subventions aux propriétaires des terres de Henchir Snoussi comme loyer d'exploitation des parcelles est une nécessité recommandée voire une obligation. L'absence de cette contre partie sous forme d'aides alimentaires rend impossible la coopération de la population locale. Bien que la compensation ait diminué de 80 à 50 kilogrammes annuellement, le propriétaire s'est résigné à cette quantité. Selon les agents institutionnels de Menzel Habib réussir à les convaincre est facile à cause de sa vulnérabilité et sa fragilité économiques.

À partir d'un certain niveau de compensation (montant offert et/ou matériels agricoles et subventions), le propriétaire accepte de s'engager par la signature d'un contrat de trois ans renouvelable avec l'administration. La présence de cet accord avec le citoyen lui engage à respecter ses normes d'une part, et à sécuriser ses droits, d'autre part. Par conséquent, et après calcul des enjeux du contrat, les relations de confiance dominées par une structure formelle limitent son autonomie. Les caractères moraux et légaux contraignent les propriétaires des terres, l'administration, les chercheurs et les institutions locales à se comporter conformément aux modalités de cet engagement.

> **Moi :** Par exemple ? Qu'est ce qu'ils demandent et pourquoi ?
>
> **Responsable GDA (1) :** Certaines viennent demander à l'État protection de leurs terres. Ce sont eux qui demandent ça.

Avec l'expérience Henchir Snoussi, les propriétaires se ruent pour s'engager avec l'administration. Les agents administratifs confirment que cette coopération est due à trois facteurs. La première raison de confier leurs terres à l'administration et aux chercheurs est la protection de leurs propriétés contre les intrus, les transhumants étant donné que la majorité des propriétaires est installée à El Hamma. La deuxième motivation est liée à la sollicitation de la récompense, comme le souligne Denis Harrison (1999). Gagner des kilogrammes d'orges chaque année est plus rentable que de labourer ces terres nues avec un taux de salinité

élevé et une aridité climatique préoccupante. Enfin, sur le plan écologique, il y a des améliorations du couvert végétal après intégration de plantes autochtones et la régulation des périodes de pâturage.

> **Responsable GDA (2) :** Certains citoyens de Ségui nous demandent de faire intégrer leurs terres dans les projets de partenariat avec l'État. Ils veulent protéger leurs terres. À peu près 40 hectares. Ils vivent à El Hamma et n'ont pas le temps de s'occuper de leurs terres. Donc, la solution est la protection de leurs terres par l'État. Beaucoup ! Beaucoup !
>
> **Responsable GDA (1) :** De plus, au lieu de gagner 1 000 Dinars grâce à l'*achaba*[175], il gagera 4 000 ou 5 000 Dinars par an. Certaines viennent demander à l'État qu'il protège leurs terres. Ce sont eux qui demandent ça. Deuxième chose, il a 50 kilos d'orge chaque année. Parce que s'il la laisse en friche un an sur cinq, il ne va pas gagner. C'est mieux que si elle restera à l'abandon.

En outre, Salah Omrani (1981 : 203) évoque une certaine ambigüité au niveau des terres collectives. « […] les terres gérées par les Conseils de gestion ont le statut des terres collectives. Ce régime foncier a introduit dans les esprits des techniciens une image fallacieuse de ces terres *arch*, une fiction juridique puisqu'ils confondent souvent ces terres avec les terres étatiques. Or dans la réalité, il s'agit d'un pseudo-collectif ». L'émiettement des terres était d'une façon inégale et au profit de certaines collectivités comme, par exemple, les membres élus du conseil de gestion. Ceci a engendré la méfiance vis-à-vis des autorités locales censées défendre les intérêts des ayants-droit. La privatisation des terres était la politique adoptée par l'État pour réaménager les terres collectives. Ainsi, ceux qu'exploitaient les terres étaient des candidats à leur appropriation. La ruée vers les terres par les paysans était grande que beaucoup d'entre eux se sont mis à planter la nuit et à la hâte d'arbres dans le but d'avoir un titre de propriété.

Dans le cas de relations de longue durée, la confiance est fragile. D'après les chercheurs et les agents institutionnels locaux, lorsque la confiance est détruite, le degré de confiance antérieure n'influence pas sur une possible reconstruction et les relations se relancent difficilement. Par conséquent, et à cause de la crise économique mondiale, la relation entre population et administration est tendue. D'autant plus que les séquelles des expériences faites dans les années 70 et la perception de l'État comme le corrompu renforcent la méfiance. Puisque protégés par les clauses du contrat en cas de détournement de règles, la confiance est

[175] La pratique de l'*achaba* consiste à louer des parcelles de pâturage. Les éleveurs achètent, durant les périodes disettes, des aliments en complément pour nourrir leurs bétails.

produite par le contrôle. Se sentir contrôlés peut paradoxalement les conduire à détendre le climat de méfiance et à adopter des comportements opportunistes[176]. Bien que les propriétaires menacent de se désengager, leur vulnérabilité ne leur permet pas de résigner le contrat.

> **Responsable GDA (2) :** Parce que dans des régions, une année de sécheresse ne les affectent pas. Mais parfois, ça s'étend jusqu'à deux ans. Surtout la dernière crise ! En plus, le désengagement de l'État les affecte. Va au marché et regarde le prix d'une brebis ! C'est 20 dinars. Elle vaut 20 dinars ! Et maintenant pour 20 dinars tu ne trouves pas un sac de semoule. Le mouton vaut 70 dinars. Donc, tu remarques que l'intérêt de l'administration sont la lutte contre la désertification est différent de celui des agriculteurs. Il te dit qu'il a cinq poules et c'est tout !

Les chercheurs se basent sur les informations collectées à partir de l'observatoire Menzel Habib. Toutefois, et d'après eux, les méthodes recourues à Henchir Snoussi sont dérisoires et inefficaces à long terme. Ces méthodes cachent derrière elles un malaise, une méfiance et une incapacité. En effet, l'approche de l'aménagement des parcours mise en place dans la zone-test est vouée à l'échec puisque éloigner le problème de surpâturage ne fait que déplacer la population vers d'autres zones qui deviennent de plus en plus fragiles et accélèrent la dégradation des sols.

> **Chercheur (1) du LESOR :** Ils sont avantagés ou non ? Oui, avantagés. La terre a été mise à l'expérimentation d'espèces locales : les plantes pastorales, les plantes pastorales. L'opération est réussite mais reste la dimension à long terme. Il existe des interrogations. Il existe des interrogations parce que l'eau qu'ils utilisent est très salée. Salinité renvoie à un grand risque que la terre devient salée. Si la terre devient salée, elle ne sera plus exploitée, pour de bon. Je te jure, je ne peux rien dire pour l'instant.

Lorsque la conjoncture se dégrade, les agriculteurs, éleveurs, porteurs de projets prennent moins de risques et investissent plus dans une confiance interpersonnelle et communautaire (esprit d'entraide : emprunt de matériels, équipements et d'argent) qu'institutionnelle (solliciter un crédit bancaire). La solidarité s'installe entre paysans prêts à s'engager entre eux lorsque les liens communautaires se renforcent.

[176] D'après les rapports de la délégation Menzel Habib (2008), à cause du contrôle de la quantité fournie par les distributeurs (Mahmoud Essid, Mohamed Khoudi, par exemple), les agriculteurs et les éleveurs préfèrent acheter le fourrage des marchés noirs au lieu de l'Office national des céréales (ONC). Seules 32 tonnes ont été vendues durant le mois d'avril que ce fourrage soit produit à Menzel Habib ou à El Hamma (l'ONC a prévu 408 tonnes).

> **Agriculteur (2) :** On est tout seul. Je préfère me fier à moi, ma famille, mes proches. Ici, on s'entraide énormément. Si j'ai besoin d'une charrue, d'un tuyau, je demande à mon frère, mes voisins. Ils sont toujours là pour moi et idem pour moi.

Par ailleurs, les chercheurs et les agents institutionnels proposent une définition de l'intention de faire confiance comme l'étendue jusqu'à laquelle la personne est prête à s'engager malgré les contraintes (*e.g.* dépendance totale, menace et échange unilatéral). Cette confiance contrainte, comme la définit Frédéric Bornarel (2004), trace la disposition de la personne à être dépendante d'un laboratoire, d'un collègue, d'un agriculteur ou d'un délégué. C'est une prise de décision volontaire mais toutefois imposée. En effet, elle semble être acceptée par l'acteur spontanément en apparence mais sous contrainte occulte. Face à la confiance contrainte, l'individu n'a pas d'autres alternatives ou solutions. Il serait, par conséquent, obligé d'entrer dans une relation de confiance. La méfiance est non envisageable. Le seul choix qui s'offre à lui est de s'engager sinon il n'atteindra pas son objectif.

Sacrifier une partie de son pouvoir montre que cette personne est prête à s'engager dans une relation de confiance. Le partage de difficultés et de responsabilités entre les laboratoires offre un sentiment de sécurité entre partenaires. Les chercheurs se fondent sur ces interactions pour apprendre les méthodes et les techniques. Ils affirment qu'ils sont obligés d'échanger avec ces acteurs en raison des contraintes administratives, informationnelles, de temps et d'argent, d'exclusivité de leurs partenaires, de la pression dans les objectifs et de suivi des conventions de coopération établies entre la Tunisie et l'institution de recherche. Dans le cas où leur dépendance est forte, les marges de négociation sont limitées.

> **Moi :** Supposons que quelqu'un entre dans l'équipe de recherche et l'un de ces trois critères[177] manquent comment vous faites ?
>
> **Chercheur (10) du LESOR :** Oui, je continue de travailler avec lui surtout lorsqu'il est le seul spécialiste dans son domaine. C'est normal, je ne peux pas arrêter le travail mais il faut s'adapter à son comportement, à cette insuffisance. Un critère, deux ce n'est pas grave mais il faut adapter mon travail à son rythme. Mais je prends toujours mes gardes.

Pour conclure, la confiance personnelle entre le paysan et les autres acteurs territoriaux est presque absente dans les transactions économiques puisque ils privilégient le calcul. Nous remarquons que cette confiance est faible en absence d'interactions antérieures à cause de la

[177] Le chercheur (10) du LESOR a mentionné trois critères : comportement personnel (amitiés et affinités), rythme de travail et efficacité (précision dans les recherches).

forte dépendance de tous les acteurs et de la précarité de la situation. Elle est supposée être fragile tout au long des interactions. Une confiance déjà détruite auparavant suite à la non réalisation des objectifs des citoyens et la prolifération des attentions prometteuses sans résultats est difficile à reconstruire. Être obligé de tenir ses engagements est une étape rationnelle décrite par un calcul égoïste du rapport coût/bénéfice. La situation est avantageuse pour l'un et désavantageuse pour l'autre. La certitude que chacun ne profitera pas de la vulnérabilité des uns et des autres est faible. Cette fragilité est un risque de dépendance.

4.1.2 Une méfiance nourrie par l'opportunisme, les échecs répétés et le non respect des valeurs territoriales

La confiance interpersonnelle s'établit entre chercheurs, agents institutionnels, délégué et citoyens. Les acteurs se basent sur les expériences antérieures à travers lesquelles ils se fondent. L'acteur territorial constitue une perception vis-à-vis de son interlocuteur afin de réduire l'incertitude et les comportements opportunistes. Les relations interpersonnelles produites permettent de lever le voile sur la méconnaissance de l'autre, d'échanger des informations et d'évoquer le vécu et les expériences partagées. Ainsi, la première sous-section (*cf.* **a**) est consacrée à l'étude de la confiance entre personnes afin de mettre l'accent sur l'importance de la socialisation et le sens du contact.

L'émergence d'observatoires mise sur la pertinence des politiques de développement. La difficulté s'installe dans la conciliation entre moyens et besoins et dans la détermination des modalités et des conditions d'interactions. Ainsi, nous soulignons dans cette sous-section (*cf.* **b**) le pouvoir de l'administration dans l'orientation des politiques de développement et l'impact sur la dynamique de la confiance territoriale et vis-à-vis de la population locale.

En Tunisie, les politiques publiques s'intéressent à l'agriculture, à la prospérité industrielle, à la santé publique, à la préservation de l'environnement, à l'enseignement, etc. Elles sont souvent incomprises par les acteurs territoriaux dans la mesure où elles mettent en cause les pratiques ancestrales. Nous étudions, dans la sous-section (*cf.* **c**), les enjeux de la manipulation des habitudes territoriales. Les citoyens mettent en cause la rigidité des structures coercitives qui avec leur pouvoir les obligent à sacrifier, d'années en années, les anciennes techniques. Toutefois, nous avons constaté que cette rigidité n'empêche pas le changement des comportements. En effet, les acteurs sont capables de changer rapidement et bouleverser les routines existantes s'ils trouvent leurs intérêts dans cette révolution.

a) La confiance interpersonnelle : vecteur de socialisation, entre proximité, solitude et menace d'opportunisme

La confiance interpersonnelle entre chercheurs s'appuie sur un apprentissage fait d'engagements mutuels et de signes que l'on donne à l'autre pour justifier son investissement (Dupuy, Torre, 2004). Elle n'est pas une donnée qui préexiste à la relation sociale, ni une information stockée, ni une ressource dans laquelle les acteurs peuvent puiser. Elle est saisie dans les aspects informels de la relation de face à face. En outre, les actions répétitives conduisent à la naissance de la confiance interindividuelle.

Le scientifique se base sur les traits de personnalité lors du choix de son partenaire (Deutsch, 1962). De nombreux chercheurs exigent la performance dans le travail, les caractéristiques comportementales et la capacité à créer la confiance. Ils les expriment par le sens du contact, l'extraversion, la stabilité émotionnelle (dans le cas d'un entretien avec un agriculteur, par exemple) et le sens de responsabilité. Le chercheur soutient qu'il doit réunir une meilleure équipe pour les projets afin d'éviter toute perte de temps et de coûts.

> **Moi :** Votre relation entre vous les chercheurs.
>
> **Chercheur (10) du LESOR :** C'est l'approche multidisciplinaire. Les disciplines se complètent et on n'a pas de problème à ce niveau. Le plus important c'est le choix des disciplines qui vont être appliquées dans le travail ; le choix des membres de l'équipe, de l'équipe avec laquelle on doit travailler. Ici entre plusieurs critères. La première chose c'est qu'il faut qu'il ait une certaine compréhension, amitiés et affinités. Il faut qu'il ait un consensus parce que si je travaille avec quelqu'un c'est pour une année et deux ans et ça demande un investissement personnel. Deuxième chose, le rythme de travail. Au moins, on doit avoir des rythmes proches. Pour l'efficacité, ça représente le travail proprement dit. Donc, on a le comportement, le rythme de travail et l'efficacité et ce sont les facteurs de succès d'un partenariat et pour approche multidisciplinaire. Pour l'efficacité, par exemple, c'est le taux de recouvrement dans le domaine écologique, le taux est calculé avec précision et exactitude. C'est un travail bien fait. C'est le sérieux dans le travail. Dans ces trois critères, on trouve la confiance dans le comportement, dans l'efficacité et dans le rythme de travail. C'est une confiance cachée.

Le diplôme contribue à la construction de la confiance puisque les qualités professionnelles confèrent au collègue une garantie. La qualification de l'acteur est un signe visible pour fonder des relations de confiance. Ainsi, faire confiance en la personne c'est se fier à ses compétences. Lorsque les acteurs se connaissent, parce qu'auparavant ils ont travaillé

ensemble, un capital social peut émerger grâce à la possession de ressources matérielles et immatérielles actuelles et/ou potentielles qui valorise les relations interpersonnelles et institutionnelles directes. Les chercheurs admettent que se faire confiance augmente la bienveillance et la cohésion sociale. Ils associent la confiance avec la bonne entente.

Par ailleurs, les comportements opportunistes peuvent être un obstacle face au déroulement des projets et à la réalisation des résultats. Ils apparaissent lorsqu'un chercheur n'engage pas assez ses compétences et efforts et abuse de la confiance de son collègue ou lorsqu'il ne s'investit pas suffisamment dans le projet. Dans ces situations, il sera soit écarté, soit il recourt à des stratégies d'adaptation (travailler au rythme de son collègue).

> **Chercheur (10) du LESOR :** Il y a des gens avec qui tu prends ton aise et d'autres non […]. Il y a des gens qu'au lieu de faire un travail dans deux jours, ils les font en une journée.

En se référant à Frédéric Bornarel (2004), les chercheurs se situent entre l'opportunisme discret (coopérer pour réaliser leurs propres objectifs) et la coopération communautaire reposant sur le partage de valeurs communes (tisser volontairement des relations internes, personnelles et durables). Tous devraient faire leur preuve pour qu'ils soient dignes de confiance. L'IRA adopte délibérément des stratégies conscientes pour encourager l'esprit d'équipe tout en mettant la pression de l'atteinte d'objectifs et encourageant les acteurs à se faire confiance.

Nous avons remarqué que la confiance verticale (entre chercheur et son supérieur hiérarchique) coexiste avec la confiance horizontale (entre chercheurs d'un même niveau hiérarchique) (Breton, Wintrobe, 1986) (*cf.* **2.4.2.** p 148). Le chercheur dépend de l'appréciation et l'évaluation permanente du chef de laboratoire, qui lui-même est contrôlé par le directeur de l'institut et par les ministères.

> **Moi :** Existe-t-il un dialogue avec la population ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Peu, très peu. Non, mais. Il n'y a pas de continuité parce qu'on est sous la tutelle d'un ministère et on doit suivre un programme. Nous sommes des structures sous tutelles. On ne va pas aborder les citoyens et leur demander ce qu'ils veulent et souhaitent de la recherche et comment la recherche s'effectuera. Tu as compris ? Peut-être ce côté-là qui dérange ? Le ministère nous demande de conclure des contrats, de s'entendre avec une entreprise et de choisir un certain nombre de sujets sur lesquels on doit travailler.

Toutefois, les agents ministériels qualifient ce type de confiance d'impersonnelle et de dépersonnalisée car elle ne vise pas une personne mais une expertise. En effet, le contrôle entre les ministères et les chercheurs n'est pas mutuel puisque la dépendance est asymétrique. La relation de coopération entre eux est fondée sur la production d'une confiance verticale. Cet investissement est observé dans l'accord et la préservation d'une marge d'autonomie nécessaire à la réalisation de leur travail. Le renouvellement de la confiance est conditionné par la durée du projet et par la qualité du travail des laboratoires.

> **Conseiller (1) pour le ministre de l'Agriculture et des ressources hydrauliques :** Les résultats faits par l'Institut des régions arides de Médenine sur la perméabilité des brises de vent, l'érosion éolienne sont importants. Ils ont fait des études sur les outils de labourage comme les outils à dents et les bandes cultivées et non labourées dans les champs d'oliviers. Vous devriez connaître ça. Nos chercheurs sont formés dans les grandes universités françaises, belges, européennes.

La réputation et la crédibilité du laboratoire ou du chercheur constituent sa mémoire acquise et conservée (Joly, Lemarié, Mangematin, 1998). Reconnaître scientifiquement les travaux et les recherches du laboratoire, à travers la qualité des publications et des brevets déposés est une occasion de juger ses compétences. S'entretenir avec une personne compétente est plus sécurisant. La réputation, quant à elle, est liée à la fiabilité du laboratoire, à sa ponctualité dans le respect des échéances et à sa conduite dans l'application des clauses du contrat.

L'apparition de la coopération est tributaire de la proximité entre délégué et citoyen. Par conséquent, la crédibilité des responsables, leur réputation et leurs perceptions du développement durable affectent l'avenir de la confiance. Robert Putnam (1995) souligne que les attitudes d'opportunisme sont plus fréquentes et présentes dans des groupes de grande taille, stables et organisés à cause de la divergence des intérêts. Dans le contexte de groupes temporaires (cas du mandat d'un délégué), la personnalité de l'acteur n'est pas assez importante mais elle apporte des réponses aux rôles de chacun dans le groupe. Ses compétences et ses capacités d'interagir avec la population sont sources de confiance. Elles devraient être capables de modifier les liens fragiles et altérables en accords de partenariats forts. Néanmoins, la réputation du délégué est insuffisante pour satisfaire aux besoins du paysan.

> **Chercheur (9) du LELCD :** Le travail du délégué[178] est en grande partie concentré sur les contentieux. Les gens viennent quotidiennement se plaindre. Il ne travaille, à

[178] Ce délégué est originaire du sud et partage les valeurs agricoles et communautaires de la Menzel Habib. Son mandat s'est achevé en 2009. Le nouveau de 2009 au début 2011 est originaire de Nabeul (nord de la Tunisie).

> un certain moment, que ça. Il les reçoit et essaye de les convaincre. ***Euh*** ! C'est une culture d'agressivité. Il est vrai que la situation a évolué mais reste l'autre aspect de l'assistance et celui de la politique de la dépendance exagérée. Le grand problème de Menzel Habib est le fait d'être habitué aux subventions de l'État. Surtout de dépendre et d'être assisté par l'État.

Par ailleurs, le désengagement progressif de l'État et le recul des investissements publics augmentent l'incertitude. L'irrégularité de la production agricole est insuffisante pour soutenir les besoins et les dépenses. Les paysans expliquent que les emplois dans les chantiers, l'exploitation clandestine des ressources naturelles (charbonnage), la migration temporaire pour l'exercice d'emplois journaliers, etc. sont des activités peu structurées et peu rémunérées et n'exigent pas un niveau de qualification élevé. Quant aux dépenses, elles sont essentiellement consacrées à la consommation familiales, la restauration et l'amélioration de l'habitat et la scolarisation des enfants[179]. D'ailleurs, la population exige une amélioration de sa situation socio-économique. Ainsi, l'autorité administrative reconnait-elle la légitimité des revendications des citoyens de Menzel Habib.

Le délégué de Menzel Habib soutient que le dialogue et la négociation facilitent à l'administration de produire de la confiance vis-à-vis des citoyens notamment les investisseurs potentiels. Cette confiance entre agent administratif et population est construite à travers les résultats antérieurs. Le délégué admet la complexité de la coopération, la prééminence de la planification des projets à mettre en place dans une zone aride et la prévision des comportements.

Du côté des institutions, la grande visibilité des actions avec les chercheurs et structures administratives et institutionnelles est traduite par leur interdépendance et leur coordination dans l'action. Ainsi, la mobilisation de routines et la construction de la transparence sont-elles présentées comme des mécanismes mis en place par les acteurs pour assurer une meilleure coordination et, par conséquent, garantir la confiance. En effet, les agents institutionnels remarquent que l'historique de leurs relations vis-à-vis des chercheurs sont mises en avant lorsqu'ils se connaissent et ont déjà fait des transactions auparavant. Ainsi, ils conçoivent la confiance comme mode d'engagement mutuel.

Concernant la dimension temporelle, elle renforce les interactions. Les laboratoires et les institutions misent sur la continuité, la stabilité et la transparence. Les chercheurs de l'IRA admettent que leur statut scientifique leur facilite l'accès aux données au niveau de la

[179] La famille est une unité nucléaire dans laquelle se réunissent les ascendants et les patriarches.

délégation Menzel Habib, les CRDA, les associations, par exemple. Ils évoquent un continuum des transactions. Croire en l'intégrité du partenaire mène à une réciprocité entre eux les obligeant à agir comme prévu. Ce qui procure à la coopération une certaine flexibilité.

Dans leurs interactions avec les agriculteurs et la population locale de Menzel Habib, les chercheurs mettent l'accent sur la primauté des dimensions contractuelle, rationnelle et éthique de la confiance. Tout d'abord, le côté engagement renvoie à l'adhésion des chercheurs aux accords assurés par la tenue de leurs promesses. Ensuite, la rationalité du scientifique est associée à ses compétences et à ses capacités techniques et managériales. Enfin, la bonne volonté et l'honnêteté décrivent la confiance en la transparence et l'attention des laboratoires pour donner de leur mieux.

Plus la distance est longue plus il est difficile d'instaurer la confiance entre les niveaux alors le recours aux règles et procédures et efficace dans ce contexte. L'apparition de la coopération est tributaire de la proximité entre citoyens, administrations et associations locales. Le chercheur (10) du LESOR soutient que le respect des enquêtés est une condition essentielle pour la création de la confiance (utiliser des formules de politesse : *baba* (papa), *khouya* (mon frère), par exemple).

> **Chercheur (10) du LESOR :** C'est notre routine, par exemple, je l'appelle *baba* (papa), des mots gentils. C'est créer un climat de confiance.

En outre, certains paysans investissent dans la construction de relations personnelles et proches avec les membres de l'administration (*e.g.* délégué et *omda*). Ils estiment avoir davantage de souplesse dans l'application des règles, entretenir et préserver les contacts privilégiés et bénéficier, par conséquent, des ressources sous forme de dons et de subventions.

> **Moi :** Si vous voulez faire une réclamation, demandez des informations, comment faites-vous ?
>
> **Éleveur :** On se rencontre dans les cafés, on fait des réunions entre nous, les éleveurs. On s'adresse par la suite au *omda* ou à Monsieur X qui transmet nos soucis, nos problèmes et préoccupations aux responsables agricoles. Parfois, on a des réponses, parfois non.

Les agriculteurs, les éleveurs et les bergers avouent que tant que les relations avec l'administration et le chercheur sont discontinues et non envahissantes, la confiance s'enracine davantage entre acteurs. Cette irrégularité leur permet de reconstruire la confiance sur une meilleure base. Par conséquent, une fréquence élevée dans les échanges ne traduit pas

forcément par une forte confiance. En revanche, les citoyens sont tentés d'exploiter le chercheur au profit de leurs objectifs personnels.

> **Chercheur (10) du LESOR :** Il y a une autre procédure, ce sont les enquêtes payées. Là on observe plus que les interrogés sont intéressés. Avec l'argent, ils deviennent plus coopératifs.

Être opportuniste risque de déséquilibrer les relations entre chercheurs et enquêtés ou partenaires. Être à la disponibilité des ces derniers, c'est coopérer suivant un esprit de don. Toutefois, la bienveillance excessive entraine l'opportunisme de sujets refusant tout échange. Les chercheurs et les agents institutionnels expliquent ce comportement par la fragilité et la vulnérabilité de la population locale. Ils admettent que les stratégies de survie, recourues par le paysan, sont caractérisées par l'exercice d'une agriculture traditionnelle et précaire. En effet, la famille rurale possède de faibles moyens de production (c'est-à-dire des équipements de travail fragiles, cheptel peu rentable sur le marché, des terres litigieuses et/ou à productivité basse, par exemple). La fragilité de la situation la contraint à recourir aux activités extra-agricoles (*e.g.* travail dans les chantiers, commercialisation, transport) et à exiger une contre partie pécuniaire de l'enquête.

b) Contradictions des politiques de développement

La Tunisie est caractérisée par une décision centralisée et une dominance d'entreprises familiales peu structurées. L'intervention de l'État a un impact sur la dynamique de la confiance. Certains chercheurs l'identifient à un État interventionniste empêchant l'émergence du capital social et la préservation de l'authenticité territoriale. Ils dénoncent la contradiction des politiques gouvernementales entre la conservation du patrimoine animal, culturel, etc. et l'exercice intensif de la chasse d'espèces protégées (outarde, gazelle dorcas, gazelle leptocéros)[180]. Quelques citoyens se sont confiés à nous (hors entretien) en qualifient notre pays de gouvernement corrompu avec un bas niveau de confiance sur le plan administratif. Ainsi, ils renvoient cette notion à la bravoure, au déshonneur et au défaut de loyauté (*cf.* **1.2.2. c**, p 90).

[180] Depuis février 1988, les émirs de la péninsule arabique ont été autorisés par le Président déchu le 14 janvier 2011 Zine El Abidine Ben Ali et dans le sud tunisien (Gabès, Kébili, Médenine et Tataouine) pour la chasse de l'outarde (*el houbara*). Cet oiseau vit dans les zones arides, semi-arides et sahariennes, dans les plaines de Kairouan (au centre) et dans les territoires alfatières de Kasserine (région ouest de la Tunisie) (*cf.* annexes n°20, p 411).

Moi : Qui est le saoudien ?

Chercheur (7) du LEFS : Le saoudien vient chaque année spécialement pour la fauconnerie : outarde bien que le fait que cet animal est protégé. Ce sont des richards et les intérêts du Royaume. Ils viennent indirectement *via* le Roi. Les gens de Douze disent « Tant que le saoudien est là et chasse, moi aussi je chasse. Aucun n'ose nous interdire la chasse ». ***Euh*** Lorsque tu arrives et tu l'interroges sur l'outarde, il te considère comme un subalterne du saoudien. À mon avis, le saoudien abuse du pouvoir. Il arrive pour chasser parce qu'il est saoudien.

L'émergence de la relation est mise en œuvre à partir de visions rétrospective (relations tendues entre administration et citoyens) et prospective (anticipation future des comportements : vision pessimiste). « Se méfier du pouvoir directionnel ou directeur traduit la crainte de son inefficacité ou de son mésusage, alors que douter du pouvoir, c'est mettre en cause sa légitimité elle-même, ou bien c'est se placer dans l'illégalité par rapport à lui » (Bernoux, Servet, 1996 : 116). Les autorités et les institutions locales font confiance aux lois promulguées par l'État parce qu'elles leur permettent de surveiller, d'identifier et de juger ceux qui les contournent. Ces règles sont souvent remises en cause par les citoyens et s'avèrent une contrainte pour la pratique de leurs activités. L'exercice du pouvoir sur l'autre est susceptible d'ouvrir une brèche revendiquant la nécessité de redéfinir ses systèmes abstraits pour le légitimer la position de chacun.

Chercheur (7) du LEFS : En Tunisie, quelqu'un qui représenté la loi, on doit se méfier de lui. Quand le veuille ou pas ! Peu importe.

Beaucoup de paysans, chercheurs et agents institutionnels considèrent que les politiques mises en place sont contradictoires. De toute évidence, l'instabilité économique, la non transparence dans l'information et la discontinuité de la relation laissent suggérer que les individus sont obligés d'interagir avec différentes personnes bien qu'elles ne leur font pas systématiquement confiance. Le défi majeur de l'administration est la collaboration de la population et le respect des règles. Les boycotts, les grèves, les manifestations sont des expressions de protestations publiques auxquelles elle est confrontée (Baudry, 1992). Il est important de souligner que les gouverneurs sont des représentants de l'État et doivent suivre les décisions, parfois incompréhensives, des hauts responsables du régime tunisien (cas de la chasse de l'outarde par les saoudiens après décision du Président déchu Ben Ali).

Chercheur (7) du LEFS : […] j'arrive et je crée un parc dans le gouvernorat de Kébili. Le gouverneur de Kébili n'a pas confiance dans la biodiversité. Là-bas, ils n'ont pas cette conscience. Selon lui, pour qu'il soit intouchable, il doit créer un

> parc. Ils ont apporté la gazelle blanche alors que ce n'est pas son habitat naturel. Comment tu peux expliquer l'introduction de cette espèce dans le parc national alors que ce n'est pas son habitat naturel. Pourquoi ? J'ai voulu te montrer l'inefficacité de la politique. Le plus important c'est de montrer qu'il a crée un parc, en introduisant des espèces non autochtones. Ce n'est pas grave ! **Il le dit avec ironie**.

La différence de performance entre les nations est déterminée par le niveau et la capacité de la population à développer des relations de confiance. Les intérêts individuels peuvent exister malgré le comportement coopératif. D'ailleurs, l'acteur n'est pas tenu d'agir au nom de l'intérêt général. Ainsi, « […] la surveillance mutuelle étant plus facile dans les groupes de petite taille, plus le groupe est grand, plus il devra faire face à des comportements opportunistes (ce qui conduit à mettre en place des systèmes d'incitations, mais induit des coûts) » (Ponthieux, 2006 : 54). Il est possible que dès que l'acteur territorial perçoit un profit potentiel à obtenir grâce à la coopération, il peut abandonner l'intérêt collectif en devenant rationnel (*cf.* **1.3. a** p 96).

> **Moi :** C'est-à-dire que pour le cas de Menzel Habib, c'est un laboratoire ouvert !
>
> **Chercheur (9) du LELCD :** Oui, malheureusement ! Lorsque je me rends là-bas, je leur dis que c'est un peu malheureux. Oui, on travaille dans un laboratoire ; dans un observatoire. Mais, je suis un être humain. Et ces gens là vivent dans des conditions certes très complexes. **Silence**. ***Euh*** ! Il ne faut pas le nier, il y a des choses réussies. Si on ne s'est pas bougé, Menzel Habib sera un Sahara ! On a réalisé des choses sur le plan écologique. Mais, cette réussite très fragile. Pourquoi ? Parce qu'à tout moment si l'État se désengage, le retour à la situation initiale sera très rapide. Si je travaille sur une terre pendant 20 ans, en une seule année, ils peuvent tout faire foutre en l'air.

L'augmentation de l'incertitude est due au recours de projets de développement parfois contradictoires et à l'apparition de nouveaux acteurs. La méfiance de la population locale est issue de divergences dans les perceptions des chercheurs, de l'administration et des institutions du territoire Menzel Habib. Elle soutient que « les autres » ne sont pas soucieux de son difficile quotidien et pense qu'ils multiplient leurs bénéfices au détriment des citoyens. Après l'exploration du terrain et l'exploitation de ses ressources, ils partent profiter et découvrir d'autres. Enfin, l'incertitude est susceptible de prendre source de la rigidité du nouveau cadre réglementaire qui ne s'accorde pas avec l'avènement des sociétés de l'information (transparence et nouvelles gestion des villes). Le territoire rural suscite toutes les convoitises puisque les projets ne sont pas limités et ne cessent de proliférer sans tenir compte de la culture de Menzel Habib (région à vocation pastorale). Parmi les projets qui ont

été proposés dans le plan 11 de développement local (2007-2009), on trouve le lancement de projets d'élevage de lapins[181], d'escargots de Paris et de champignons.

> **Moi :** Le problème de Menzel Habib n'est-il pas dû à sa position géographique ? C'est-à-dire qu'elle est entourée par des régions riches et fortes comme Sfax et Gafsa.
>
> **Responsable GDA (1) :** Normalement, il aurait dû profiter de ça. C'est une zone stratégique. Mais qu'est-ce que tu veux qu'on fasse ? La jeunesse souffre du chômage et les conditions sont très dures.
>
> **Responsable GDA (2) :** Concernant, les jeunes, ils ont deux alternatives. Soit immigrer à tout prix soit de faire des études ailleurs. Même s'il est chômeur, il ne travaille pas sur Menzel Habib. Il lance un projet ailleurs. C'est ça leurs visions. Le local non ! Il existe trois solutions. Celui qui immigre. Celui qui a des diplômes ne reste pas ici. Les investisseurs investissent ailleurs.

Les politiques territoriales, adoptées par certains décideurs (ministres, gouverneurs et délégués), ne guident pas l'investissement dans des relations de confiance. Dans ce cas, les acteurs territoriaux sont forcés à produire la confiance sous peine d'échec. La confiance est perçue comme une garantie, en premier lieu, pour atteindre les objectifs futurs. En second lieu, c'est aussi un facteur discriminant ou contrainte car les acteurs n'ont pas d'autres choix. En effet, les politiques de développement durable peuvent être défaillantes et conduisent à des dommages et catastrophes environnementaux, socio-économiques à cause d'une mauvaise considération de l'incertitude et de la complexité de la situation territoriale par les décideurs politiques et les chercheurs.

> **Moi :** Y'a-t-il des projets qui n'ont pas réussi à Menzel Habib ?
>
> **Responsable GDA (1) :** Parmi les projets qui n'ont pas réussi c'est l'irrigué. L'irrigué ! Il a touché la nappe phréatique. L'eau s'est raréfiée. 23 puits à El Hajri sont asséchés. Pour le cas de Zoughrata et Ouali, c'est un peu mieux. Mais, pour El Hajri, c'est autre chose.

Par exemple, lutter contre les disparités régionales ou entre les *imadas* d'une même délégation est une des politiques de la Tunisie pour réduire les décalages technologique, géographique, social et économique entre les territoires ruraux et urbains. Pour ne pas favoriser une communauté aux dépens d'autres, et dans une perspective de développement territorial,

[181] Deux personnes ont pu bénéficier d'équipements pour l'élevage de lapins en 2008. La délégation, en coordination avec les *imadas* de Menzel Habib, a fourni à chacun deux cages pouvant contenir huit femelles et un mâle (propos du délégué Menzel Habib, 2009).

l'administration tunisienne s'est mobilisée pour couvrir toutes les communautés de cette zone aride.

> **Chercheur (9) du LELCD :** Partout ! Là-bas, il y a beaucoup de communautés. L'État et le délégué visent un certain équilibre. Il ne faut pas se concentrer seulement sur une seule zone.

D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), l'extension en 2008 de paramètres d'irrigués à 330 ha sur une superficie totale de terres agricoles de 95 576 ha a couvert les *imadas* EL Fjij, Ouali, Zograta et Menzel Habib). L'enjeu important est de trouver un équilibre entre les zones et une cohérence au sein du territoire. Certains projets ont été mis en place dans des zones en friche, gypseuses[182] et des sols marginaux comme les projets d'irrigation et maraichères affectant d'avantage les nappes phréatiques[183].

> **Moi :** Pourquoi ils ont choisis de faire ce projet dans une zone gypseuse ? Il aurait pu exploiter l'argent gaspillé pour rien et investir dans d'autres zones !
>
> **Chercheur (9) du LELCD :** Bon ! Il entre en jeu beaucoup de choses. Lorsque tu interroges les responsables agricoles, ils te disent que pour l'État, ce n'est pas toujours l'aspect cartésien qui prime. « On veut un sol convenable, de l'eau, on veut ceci et cela ». Non, il joue sur l'aspect social. Supposons que j'ai une communauté, c'est normal ! Même s'ils savent que le sol n'est pas apte, ils te disent qu'il fait un projet là-bas au moins pour assurer la stabilité de la population, là-bas ! Lorsqu'il se stabilise, on verra ! On pense à résoudre le problème d'aujourd'hui et ensuite on verra pour demain. Il y a seulement quatre ou cinq qui travaillent dans ce projet d'irrigation. Les autres, soit ils n'ont pas pu travailler à cause du sol gypseux soit ils ont encore la mentalité du pasteur. C'est-à-dire qu'il ne veut pas.

Les zones arides, fragiles et menacées sont des territoires où les touristes ne se rendent pas en particulier. Ainsi, il est valorisant de mettre l'accent sur les activités de conservation du patrimoine. En se basant sur les travaux de Mongi Sghaier *et al.* (2009), et étant donné que Menzel Habib est une région à vocation pastorale, les paysans nous ont proposé un festival et des journées culturelles de tente de moutons (*El Allouch*) et de collecte de laine, événement, qui selon Salah Omrani (1982) a disparu depuis le colonialisme. Ils soulignent que ces célébrations permettent de perpétrer les traditions tribales et valoriser l'identité du territoire. Beaucoup de chercheurs, d'agents institutionnels et de citoyens ont proposé la mise en place

[182] D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), les sols gypseux s'étendent sur 25 850 ha (soit 23 %) sachant que Menzel Habib occupe 113 000 ha.

[183] Menzel Habib compte 82 puits abandonnés (quatre puits profonds, 77 fonctionnant avec des motopompes diesel et 83 exploités de manière traditionnelle). Avec les projets d'irrigation, de nouveaux puits de surface (10 en moyenne chaque année) sont forés sachant que ce type de puits coûte 1 500 DT (Sghaier *et al.*, 2009).

de stations de restaurations et d'aires de repos pour les touristes et les personnes de passage qui prennent les routes Menzel Habib-Gafsa ou Menzel Kébili vers les zones touristiques.

> **Chercheur (9) du LELCD :** C'est une zone de transit. Tu passes seulement. Il faut chercher une solution pour que les gens qui passent s'arrêtent à Menzel Habib et soient attirés. Il faut des choses comme des restaurants, des centres pour se désaltérer. Tu ne peux pas prendre des risques et qui va prendre des risques pour s'investir dans cette zone ? Qui ? Tu vas faire appel à des gens de l'extérieur ? Si les gens originaires de Menzel Habib n'ont pas le potentiel et ne veulent pas investir dans leur région, ils n'ont pas le courage de faire ça, il sera difficile.

Par ailleurs, la confiance substitut à la coordination technique dans le cas où il n'y a pas d'équilibre entre les efforts fournis et les résultats attendus (Joly, Lemarié, Mangematin, 1998). Toutefois, les chercheurs admettent que le défaut de socialisation des structures administratives (délégué, *omda*, par exemple), des laboratoires et des agents institutionnels avec la population locale entrave les relations et l'avenir des projets territoriaux. D'après, les entretiens et les observations sur terrains, beaucoup de paysans continuent à déboiser des arbres dans certaines terres collectives. La photo 10 à la page suivante montre l'échec du projet de plantation d'oliviers sur ces terres dues au manque d'entretien, à l'arrachage abusif, au problème foncier, à l'aridité du climat et au surpâturage des bétails.

Photo 3. Projet de plantation d'oliviers dans des terres collectives à Menzel Habib
(Mzioudet, 2009)

Les applications techniques dans le domaine agricole semblent susciter l'incompréhension voire la suspicion. Par exemple, la méfiance des agriculteurs est exprimée par l'insatisfaction, le détournement et la non application des procédures. Le chercheur associe ces attitudes à une perte de confiance. Les agriculteurs, les bergers et les éleveurs ne perçoivent pas l'amélioration des rendements des terres et condamnent leur dégradation suite à l'introduction des nouvelles techniques agricoles (produits chimiques, charrues à soc, par exemple). En outre, reconstruire la confiance n'est envisageable que si le niveau de revenus agricoles fasse vivre les familles ou que si les activités extra-agricoles constituent un supplément à leurs revenus.

> **Chercheur (9) du LELCD :** À Menzel Habib, ils ont des problèmes. C'est une zone de problème ! C'était une zone à vocation pastorale. Si on l'a gardée comme avant. Normalement, on aurait pu éviter ces problèmes. C'était des parcours.
>
> **Moi :** On ne peut plus revenir au passé.
>
> **Chercheur (9) du LELCD :** Oui, malheureusement. On est arrivé à tel point qu'on observe des surcharges des parcours. On peut réaffecter les parcours mais il y aura

> toujours des problèmes. Il y a des terres qui sont mises en défens à Henchir Snoussi. Ils l'ont fait d'une manière à leur donner des compensations, des compensations : de l'orge. L'un des problèmes est la hausse des prix dans les marchés. L'orge est chère. De plus, même, les prix sont devenus inabordables. À un certain moment, ils les ont menacés. Ils leur ont dit « On se désengage de ce projet et rendez nous nos terres ! Nous ne voulons plus de vos subventions ! ».

En conclusion, la vocation de l'administration vis-à-vis du territoire tourne essentiellement autour de l'offre d'emplois, l'amélioration de la qualité de vie et de la réduction de la désertification. Elle est également chargée d'identifier le potentiel matériel et immatériel du territoire afin de créer des projets de développement locaux. Le rôle de l'État est central et indispensable pour l'intégration des projets de développement et l'amélioration des zones arides, fragiles et menacés. La confiance territoriale a réussi d'une manière timide à réconcilier les multiplicités et les divergences entre acteurs, dans leurs besoins, leurs perceptions et objectifs. Ces lacunes, qualifiées par les chercheurs, d'informationnelles et culturelles, portent sur le bas niveau de connaissances de la situation, de la négligence de valeurs communautaires, de compétences du décideur et/ou de la compréhension floue du problème.

c) Sédentarisation de la population et changement des habitudes territoriales

La confiance identitaire est forte pour faire face à l'hostilité du territoire et des événements. Agissant dans un réseau social, les acteurs partagent un sens commun : la valorisation territoriale. Le développement du sentiment d'appartenance exprime la reconnaissance de l'acteur de son territoire. Faire évoluer les représentations pour mettre en exergue les pratiques et les valeurs est contraint par des obstacles (*e.g.* résistance, indécision) et se fonde sur les stratégies de maîtrise du territoire. Les Béni-Zid ont su s'adapter à la précarité climatique en gérant efficacement les ressources naturelles et les espaces agro-pastoraux.

Les habitants étaient considérés par les autorités coloniales comme des perturbateurs à combattre d'autant que Menzel Habib était un des foyers de la résistance armée. Le processus de détribalisation commença par éclater les tribus et affaiblir la résistance sous le nom de l'organisation administrative et l'intégration des sociétés. Ils deviennent, par conséquent, soumis aux obligations militaires françaises. Ainsi, « […] avec l'organisation d'une

organisation répressive, la conscription, le contrôle de la transhumance, les Béni-Zid se sont trouvés dans un monde de contrôle, de réglementations et de répressions qui allaient progressivement mettre en cause les équilibres de l'édifice tribal » (Omrani, 1982 : 113). Le gouvernement tunisien continua dans cette perspective de sédentarisation valorisant, ainsi, la restructuration sociale et économique. De nouveaux comportements sont apparus dégradant davantage la société pastorale des Béni-Zid. La régression des *miaâd*, dans lesquels ils appliquaient le droit coutumier, contribua à désintégrer cette société tribale. L'éclatement des tribus a encouragé l'émergence de l'individualisme (*cf.* **2.2.1. b** p 116).

> **Responsable GDA (2) :** Moi, j'insiste sur les traditions agricoles parce qu'elles sont très importantes pour moi : c'est une zone historique. La population venait d'El Hamma pour labourer en automne et reviennent l'été pour la récolter ou la transhumance. L'olivier et les zones irriguées et maraicheuses, tout ça c'est nouveau. Maintenant, l'agriculteur a besoin d'être conseillé sur les avantages et les apports de cette nouvelle agriculture et ne lui dit pas que la brebis est la responsable de l'amplification de la désertification. Il n'y a pas de vérité ! La production agricole pour l'exportation n'est pas encore atteinte parce que l'olivier est encore jeune et pas encore de bonne qualité.

L'installation des populations sur les nouvelles terres a provoqué une polémique à Menzel Habib dans la mesure où les autorités ont tenté de leur faire respecter les titres de propriété. Ceci a permis l'installation et la création de nouveaux rites communautaires à partir d'expériences inédites. Les gros éleveurs bénéficiaient plus des terres par rapport aux petits éleveurs. Ainsi, ils s'enrichissaient davantage et multipliaient leurs profits. Par conséquent, des tensions se sont apparues entre les éleveurs et cette concurrence fragilisent davantage la population.

Beaucoup de règles furent édictées qui n'avaient pas leurs racines dans la culture de Menzel Habib. Les décideurs, selon certains chercheurs et tous les citoyens de Menzel Habib, ont une nouvelle façon de construire l'avenir. Perçus comme injustes, les agriculteurs, les éleveurs et les bergers condamnent le recours fréquent aux lois et règles jugées répressives et sources de conflits et de tensions. La perte de légitimité des chercheurs due à leur incapacité à trouver des solutions entraine la méfiance, le repli de la population sur elle-même et la détérioration des relations.

La perte de confiance est exprimée par le détournement des règles, le non usage des outils proposés, le recours à des pratiques agricoles abusives, le renversement des décisions et la formation de coalition. En effet, il y a des agriculteurs qui continuent à utiliser des charrues

déconseillées ou des éleveurs et bergers qui pâturent avec leurs bétails dans des périmètres protégées. L'intervention forcée du gouvernement, afin de rétablir les rapports, est une preuve de défiance et d'échec des autorités locales à relancer le dialogue. De la confiance à la méfiance, tous les acteurs sont perçus comme des opportunistes potentiels.

Cette rupture avec le passé n'est pas totale. En outre, le bouleversement et la mise en cause des anciennes routines gardent quelques habitudes enfuies. Par exemple, les chercheurs perçoivent que les éleveurs sont tentés par le concentré comme aliment pour leur bétail. Habitués par cette nouvelle pratique d'alimentation, ils ne conçoivent pas changer à cause de la baisse du niveau de productivité du substitut proposé. Lorsque les chercheurs ont proposé de nouveaux aliments, à cause de la crise mondiale et la flambée des prix du blé et du pétrole, les éleveurs n'ont pas accepté et préfèrent recourir aux marchés parallèles.

> **Chercheur (6) LEFS :** Un peu de vitamines et un peu de sels minéraux. Chaque kilo de ce concentré permet d'améliorer la productivité de la vache de huit litres. Si sa nourriture de base est la paille, elle produit sans le concentré 10 litres alors qu'avec un concentré de quatre kilogrammes, elle produit 18 litres. C'est-à-dire 10 plus huit. Par conséquent, l'agriculteur s'est habitué, s'est habitué à la réponse immédiate du concentré. Parce que le concentré est un aliment idéal, idéal. Il est composé d'aliments de très bonnes valeurs alimentaires. Les sous produits c'est-à-dire de qualité médiocre voire moyenne comme les grainons d'olives ne sont pas appréciables par les éleveurs caprins et ovins mais très demandés par les éleveurs de dromadaires parce que cet aliment assèche la chèvre et la productivité baisse. C'est un aliment de mauvaise qualité. Par conséquent, lorsqu'on présente cet aliment aux éleveurs, ils le préfèrent sous la forme d'un concentré et non pas sous la forme d'un aliment de sauvegarde.

Le recours rationnel aux nouvelles pratiques agricoles est définie par l'autorité agricole c'est-à-dire selon les prescriptions et les indications des ministères qui se basent sur les études des chercheurs et experts, le budget de l'État et les conjonctures mondiales (socio-économiques, sanitaires, politiques, écologiques, etc.). Michel Callon (1998) soutient que les scientifiques ont un rôle pédagogique (enseignement et éducation du public). Dans le cadre de la mise en place de l'observatoire de lutte contre la désertification, les chercheurs admettent que le mésusage, par le refus de suivre les recommandations, est le résultat d'un bris de confiance.

> **Moi :** Pourquoi lorsque les chercheurs donnent des consignes et des informations à la population, elles ne sont pas appliquées ?
>
> **Chercheur (6) du LEFS :** Il existe peut être de la méfiance entre, peut être, l'éleveur- l'agriculteur et le chercheur, de façon générale, avec les structures de

développement surtout avec l'échec des expériences. L'éleveur ou l'agriculteur, si dès le départ ou la deuxième expérience a échoué, inutile de continuer avec vous. S'il sent qu'il n'est pas entrain de gagner quelque chose avec vous, il va abandonner.

Nous avons remarqué dans les entretiens que les termes « rébellion », « agressivité » et « violence » sont souvent utilisés par les chercheurs de laboratoires autres que le LESOR. En effet, ce dernier a plus de contact avec la population locale et les autres acteurs de développement et censé comprendre l'importance de les proximités physique et affective et l'approche des enquêtés.

Chercheur (9) du LELCD : Ceux qui vont là-bas remarquent leur agressivité. C'est une culture d'agressivité, surtout avec ceux qui sont différents d'eux.

Le non usage volontaire ou revendiqué des conseils des professionnels se manifeste par le rejet et le détournement. La population évoque sa préférence pour les anciennes pratiques et l'importance de leur conservation et transmission. D'autres agriculteurs expriment leur désarroi face à certains substituts incompatibles avec leurs situations économique (coût élevé), écologique et sociale.

Responsable GDA (2) : Ca c'est un exemple d'échec. Regarde, l'homme ne peut pas changer le mode de vie. Il existe des traditions. Menzel Habib était une zone où il n'existe pas de pratiques et de traditions agricoles telles la plantation d'oliviers (autre que les avantages de la plantation d'oliviers au niveau de la terre : biologique et économique). L'agriculteur ne connait pas la tradition et la pratique de plantation des oliviers et si tu veux lui imposer la plantation d'oliviers, ça sera difficile.

Responsable GDA (1) : Ca demande du temps.

Responsable GDA (2) : Ca demande du temps et qu'on lui fournit un substitut. Si tu le préviens et tu lui interdis le déboisement pour se réchauffer ou pour les besoins quotidiens, il refusera cette idée et si le substitut est la bouteille butane et avec la montée des prix de ces deux ou trois derniers mois.

Au niveau financier, les paysans doivent dépenser plus pour avoir et entretenir ce substitut (cas des bombonnes de gaz, de la consommation élevée de combustibles pour les nouvelles charrues mécaniques, par exemple). Force de constater que les nouveaux outils ou pratiques exigent une habilité et/ou un effort supplémentaire de travail plus que les anciennes techniques substituées (cas des nouvelles charrues proposées par les chercheurs). « *Zapper* » les technologies et/ou les pratiques substituant les anciennes méthodes est une expression de démotivation ou de découragement.

Souvent, les paysans clôturent l'entretien d'entrée de jeux par le non besoin de ces nouvelles pratiques à cause de l'absence de l'utilité perçue. Leur réponse traduit la méfiance qu'ils portent vis-à-vis des chercheurs et des structures institutionnelles et administratives. Ils se disent et avec fierté qu'ils sont « rétrogrades » et bornés dans le seul but de valoriser leurs pratiques ancestrales. D'autres, surtout les personnes âgées, ont tendance à associer les caractéristiques de la technologie (comme la rapidité et la facilité) à la non performance c'est-à-dire à un travail « bâclé » et mal fait.

Le refus *a posteriori* est expliqué par leur insatisfaction. Après usage, ils ont l'occasion de voir, d'utiliser eux-mêmes et de comparer le nouvel outil ou suite à la location chez un voisin. Leurs expériences directes s'avèrent suffisantes pour exprimer leur réticence. Les pratiques des agriculteurs et des éleveurs et leurs essais de certains produits et pratiques leur confèrent des connaissances sur les stratégies d'adaptation. Par exemple, les bergers et les éleveurs, en quête d'aliments pour leurs bétails et, en période de grandes sécheresses, brulaient certaines espèces pastorales introduites dans des zones protégées[184]. Cette pratique leur permet d'éliminer les toxiques pour qu'elles deviennent consommables.

> **Chercheur (2) du LESOR :** Plus ces arbres grandissent plus la zone évolue. Même ça c'est une problématique puisque les plantes ont été arrachées par les animaux. Qu'est ce qu'ils ont fait ? J'ai appris qu'ils ont planté des espèces que le bétail ne mange pas.
>
> **Moi :** Non consommables.
>
> **Chercheur (2) du LESOR :** Ils leur ont dit non merci ! On ne veut pas de ces espèces. Alors, ils les ont arrachées et piétinées par le bétail. L'expérience n'a pas réussit comme il faut. Le débat est encore effervescent. Des milliards et des milliards qui ont été versés, des millions.

Les chercheurs et les agents institutionnels soulignent que les représentations négatives d'un outil agricole ou d'une technique impliquent le non usage. Il en ressort des discours recueillis que certains agriculteurs continuent à recourir à des méthodes dégradant ainsi l'écosystème. Les non usagers sont sceptiques et avouent ne pas être influencés par les propos de l'administration et des chercheurs. Ils soutiennent qu'ils sont là pour lutter contre la marginalisation voire la disparition de leur culture et habitudes agricoles. D'autres considèrent l'innovation technologique comme une pratique d'espionnage et de manipulation des pays occidentaux abusant de la naïveté des paysans des pays pauvres. Soutenir des propos

[184] En 2005, les nouveaux périmètres protégés s'étendent sur 3 000 ha (Sghaier *et al.*, 2009).

réfractaires marque leurs contestations et leur militantisme pour la conservation de leurs traditions.

> **Agriculteur (5) :** Ce sont des excuses. La désertification existe depuis longtemps, depuis que Dieu a créé la terre. Les occidents ont crée l'industrie, les produits chimiques et c'est nous qui subissons tout ça. Ils viennent nous parler de désertification et de surpâturage. Je pense que c'est à cause du soleil et de la couche d'ozone. Moi, je me suis rendu à Henchir Snoussi et je n'ai vu que les plantes pastorales au lieu que les terres soient vertes et fertiles. On est loin, loin de tout ça.

Selon Christian Koenig (1999), le non usage de la technologie véhicule l'attachement des paysans à leurs habitudes et le refus du changement. Ils évoquent le changement comme l'aventure dans un champ inconnu, incertain, différent et étranger. En revanche, ce refus peut ne pas être absolu. Les agriculteurs utilisent, si c'est nécessaire, certaines outils et technologies dans le cas où ils se sentent obligés (pas de disponibilité d'anciens outils : panne, loué, confisqué, vétuste et salubre, etc.).

> **Moi :** Avez-vous demandé de l'aide des autres ?
>
> **Agriculteur (1) :** Je ne demande de l'aide que si lorsque je ne peux plus. On s'aide mutuellement dans la communauté. Si j'ai besoin de quelque chose : une charrue, un outil, du blé, je demande à mes proches sinon à mes voisins. On se soutient mutuellement ici et on vit au jour le jour.

Enfin, la mondialisation est perçue par la population de Menzel Habib comme une rupture totale par rapport à leurs cultures et valeurs. Les paysans revendiquent qu'elle est un complot contre leurs traditions et coutumes. Sous l'influence et l'effet de la mondialisation, les politiques territoriales sont souvent perçues comme une menace envahissante qu'il faut tenir face et résister à risque de la déshumanisation. Le repli sur soi, la résistance et le rejet sont des expressions de méfiance de ce phénomène. Quelques agriculteurs et éleveurs soutiennent que le sacrifice de certaines valeurs peut être positif à condition que les valeurs fondamentales (manière de s'habiller, de manger, de parler, d'éduquer, par exemple) doivent persister. S'ils renoncent à leur identité ils perdent leurs principes.

La valorisation du développement territorial passe par l'implication de tous les acteurs. Lorsque la distance psychologique, surtout entre population et administration, est longue, l'isolement, l'angoisse et le sentiment d'exclusion sont des expressions de défaut de confiance (Goffman, 1998). Chacun des interrogés stipule qu'il participe quasi seul au maintien d'un

tissu socio-économique instable et fragile tout en adoptant des stratégies de déresponsabilisation. Certains agriculteurs veulent s'éloigner de la rationalité scientifique *via* le contournement des politiques mises en place par l'administration. Le souci des acteurs territoriaux s'amplifie lorsqu'un problème difficile émerge, ils cherchent des solutions qui ne sont pas souvent adaptées aux circonstances et aux contextes.

La section suivante (*cf.* **4.2.**) aborde l'expertise collective comme occasion pour confronter les diverses connaissances et dégager des solutions envisageables. Dans notre cas, le chercheur est mandaté par une institution publique et il intervient dans la limite des obligations de son statut. Équité morale, affinité entre chercheurs, population locale, administrations et institutions locales, d'un côté et respect mutuel, de l'autre côté, sont primordiaux pour la valorisation du savoir.

4.2 Informer pour communiquer

L'accès aux savoirs non experts demeure difficile à cause de leurs particularités. En effet, certains sont disparus et/ou perdus. En raison de l'exode, l'immigration et de l'émiettement des terres, perpétrer ces savoirs devient préoccupant d'autant plus que trouver les vrais connaisseurs comme les personnes âgées est compliqué (nombre réduit ou vivent à El Hamma). La difficulté réside non pas seulement dans l'asymétrie et/ou le déficit informationnel mais également dans la crédibilité de l'information. L'une des recommandations des chercheurs est de mettre l'accent sur la sous exploitation et la valorisation insuffisante du patrimoine naturel dans les zones arides. Nos recherches font ressortir une certaine sensibilité des savoirs experts avec une population locale usée. Comment mieux livrer les résultats scientifiques aux acteurs territoriaux et comment avoir un niveau élevé d'interactivité sont les questions abordées dans la première sous-section (*cf.* **4.2.1.**).

La confiance est davantage accordée entre citoyens et d'une même communauté (*e.g.* agriculteurs, bergers, transhumants, pasteurs) c'est-à-dire à l'intérieur des fractions de Béni-Zid. Les chercheurs, les institutions et les structures de pouvoir public sont en général perçus par la population avec méfiance. Nous mettons l'accent dans la deuxième sous-section (*cf.* **4.2.2.**) que le défaut de confiance n'est pas une limite pour échanger des informations. En effet, un citoyen, en relation avec une personne ou un groupe, est capable de véhiculer une

image masquée et trompeuse (dissimulation) s'il est méfiant vis-à-vis de son interlocuteur. Il essaie de préserver une face intacte sans que l'échange s'interrompe. Les chercheurs, le paysan, l'agent institutionnel et l'acteur administratif établissent des relations personnelles de confiance qui leur favorisent à la fois l'accès à l'information et aux autres ressources économiques (terrain, capital financier, normes environnementales favorables, par exemple).

4.2.1 Techniques de médiation pour la protection du patrimoine informationnel

Poser la question principale collectivement permet de dépasser les conflits de principe. Ni le savoir est monopolisé par les experts ni la décision est dans la main des décideurs politiques. La population locale est également porteuse de savoir riche. Elle a su s'adapter au cours des années aux changements de l'écosystème. Ainsi, la revalorisation du savoir non expert affecte-t-il le mode de penser, d'agir et de s'exprimer (*cf.* **a**).

À partir des résultats de l'observatoire, communiquer les risques permet de réduire les écarts entre la perception de l'expert et celle du public et de chasser les craintes non fondées et irrationnels. La difficulté réside dans la constitution de collectifs et d'associations chargés de coopérer entre les professionnels et les non professionnels. La collecte de l'information, le respect de l'intégrité et la confiance dans les connaissances échangées sont des défis à surmonter. Nous nous intéressons à mettre en valeur les réunions par la valorisation de l'échange et pour la continuité du dialogue avec la population locale (*cf.* **b**).

a) Renaissance du savoir non expert

« L'érosion des savoirs, provenant de l'altération des structures sociales est comparable à d'autres formes d'érosion naturelle, c'est une sorte d'érosion de la mémoire collective » (Sghaier *et al.*, 2007 : 15). Les recherches faites par l'IRA confirment l'hypothèse stipulant que les relations sociales sont des sources de savoirs locaux. Autrement, le savoir-faire local est issu des techniques et pratiques religieuses, superstitions. Ainsi, ces connaissances sont intiment liées aux pratiques de la société : pratiques quotidiennes. Elles sont tellement riches et importantes que leur utilisation renforce la capacité d'une exploitation efficace et rentable des ressources et des unités de production (techniques de mise bas, techniques de conserve

d'aliments, par exemple). Comment les informations, que transmettent les générations, contribuent-t-elles à l'amélioration des connaissances et à renforcer les interventions des acteurs territoriaux ?

Les agriculteurs, les éleveurs et les bergers accusent l'hégémonie du savoir professionnel qui ne reconnait pas l'utilité des valeurs de la population locale lors de la mise en place de projets territoriaux et oblige tous les acteurs à suivre une perception unifiée. Ce qui risque de leur dérober leur autonomie (Wynne, 1999). Le savoir non professionnel s'attache plus à la nature du risque qu'à mesurer son intensité. Un berger nous a interpelées par la citation d'un proverbe pour exprimer l'inutilité des études scientifiques : « il est venu pour le soigner, il l'a aveuglé ». Ceci affecte la légitimité des professionnels dans le terrain et menace l'avenir les projets territoriaux.

> **Moi :** Qu'attendez-vous des recherches faites dans la région Menzel Habib ?
>
> **Agriculteur (1) :** Au contraire, c'est de nous qu'ils ont besoin, de notre savoir, du savoir de nos ancêtres. Moi, je suis fier de ce savoir. Je bois une cuillère d'huile d'olives le soir avant de dormir et une cuillère à jeun. Ca c'est très bien pour la santé. Je mange aussi *El Kesra* comme mes parents et je ne suis jamais allé à l'hôpital. Dieu merci ! Les recherches, je n'ai plus confiance à tout ça. Un jour, Dieu prendra tout ça et tout sera fini. Nos ancêtres existaient avant les chercheurs et ce sont eux qui avaient enseigné tout leurs savoirs aux chercheurs. Est-ce que les chercheurs savaient comment on fait naître un mouton ou une chèvre ? Je te respecte mademoiselle mais ici ou partout ailleurs les recherches ne servent à rien. Une fois les grippes aviaires et porcines (des *khanazir* : porcs), et encore jusqu'à nous interdire *El Hajj*. Après un mois, tout est revenu normal. C'est pour écouler le stock de médicament qui reste dans les dépôts. Bois du *Chih* et du *Tgoufett*[185] avant de dormir et tu seras labès [en bonne santé].

Les paysans désapprouvent la suprématie de la rationalité scientifique dans la production des connaissances par rapport à l'irrationalité non scientifique. Ils expriment leur méfiance vis-à-vis du savoir expert. Les paysans reprochent aux experts de profiter de leur incompréhension. Ils soutiennent que ces derniers les utilisent comme un alibi et prétexte pour camoufler les propositions non fondées, d'une part, et pour approuver les décisions irrationnelles par l'apport scientifique, d'autre part. La perception du risque par la population n'est peu ou pas du tout fondée sur les calculs et les représentations quantitatives (Calandre, 2006) (*cf.* **1.2.2. a** p 83).

[185] *Chih* (armoise) et *Tgoufett* (armoise champêtre) sont des plantes aromatiques.

> **Agriculteur (1) :** Quand semer et quand cultiver ? Pour répondre à cette question. Nous nous remettons à nos grands parents et les connaisseurs.

Les citoyens de Menzel Habib perçoivent la complexité des savoirs professionnels et se sentent écartés et isolés des experts bien que les approches adoptées sont participatives. L'incertitude demeure exprimée par les approximations et la probabilité. D'ailleurs, les chercheurs misent sur l'analyse, les schémas, les scénarios, le calcul, les estimations et les probabilités calculées à partir de l'observatoire alors que les non experts sont guidés par leurs croyances et valeurs culturelles.

> **Moi :** Vous avez constaté que les charrues à disque amplifient l'émiettement du sol?
>
> **Chercheur (8) du LELCD :** En fait, on fait des études sur les charrues en fonction de deux variables le type du sol et la rigorosité du sol. Pour le type de sol, le sol est en majorité, dans le sud, un sol sableux. Concernant, la rigorosité, on tient compte de la rigorosité aérodynamique et de la rigorosité géométrique. La rigorosité géométrique c'est la forme de la terre : le calcaire, les cailloux. Pourquoi cette variable ? C'est pour étudier la vitesse de probation des particules du sable. On travaille sur des sols lisses. La forme de la charrue à dent laisse des traces sur la surface du sol sous la forme de sillons. Le labour en billon est une technique d'exhaussement de la terre. Par conséquent, lorsque le vent souffle, avec l'usage de charrue à dent, ça amplifie l'érosion éolienne. On calcule alors le Q qui représente le flux de sable déplacé : c'est la quantité du sable qui va bouger. On a misé sur ces valeurs là et avec le Z_O qui représente la rigorisité aérodynamique. À partir de ça, on détermine le Q. On a importé un modèle de la France. Une partie des études est faite dans le laboratoire de l'IRA. C'est une partie expérimentale. Le r_H sur r_S soit être compris entre 0,18 et 0,38. Je sais que c'est du physique et ça peut être un peu compliqué pour vous.

Le citoyen voit en ces limites de remise en cause de la science (interrogations irrésolues, défaut de précision, complexité, contradictions, distorsion et multiples échecs), une erreur et une incongruité qui l'empêchent d'évoluer. Un éleveur, lors des entretiens évoque l'arrogance des chercheurs en se justifiant par le proverbe suivant pour exprimer leurs défauts : « Le chameau, s'il voyait sa bosse, se briserait le cou ». Honnir et bannir la science sont des expressions d'insatisfaction, de rejet et de méfiance. Par ailleurs, et en se référant aux observations et aux entretiens, le chercheur et les structures administratives et institutionnelles se confondent avec les savants, les médecins, les agents fiscaux et les gendarmes. Le risque d'amalgame est fort étant donné que les chercheurs et les agents administratifs font partis des institutions de tutelle (ministère de l'Agriculture, ministère de l'Intérieur, etc.). Cette

confusion a engendré un écartement de la science du public, de ses processus d'apprentissage et de prise de décision.

Traduire les connaissances et les partager entre les parties prenantes consistent à s'interroger voire remettre en cause certaines représentations fondamentales. C'est dans le cadre de l'écoute de l'expression de la population que les chercheurs, agents institutionnels et administratifs apprennent collectivement afin de tirer profit des savoirs et des pratiques agricoles et pastorales. Ainsi, la confrontation des récits, des expériences avec le savoir professionnel contribue à améliorer le capital connaissance. Faire appel aux paysans par des discussions dans les radios régionaux, dans les journées de formation et lors des visites de terrains organisées par les laboratoires, enrichie le savoir et permet de partager les expériences. Grâce à ces stratégies d'intervention mises en œuvre, les chercheurs, les agriculteurs et les pasteurs explorent entre eux des liens et des pratiques qu'ils pouvaient établir entre les faits réels et concrets qu'ils ont vécu et leurs conditions économiques, sociales et celles de l'environnement.

> **Moi :** Est-ce vous utilisez leurs savoir-faire ?
>
> **Chercheur (2) du LESOR :** On a eu recours à leur savoir-faire sur les plantes médicinales et on se réfère souvent à eux pour savoir quelle plante et pour quel remède.

En conclusion, la science adopte une approche rationaliste qui vise à calculer afin d'anticiper les événements à venir. Traiter rationnellement le danger suit un processus de mise en risque est une occasion d'identifier les sources du danger, leurs degrés et impacts et les occurrences possibles. En revanche, des menaces guettent le territoire intégrant des systèmes sociaux, culturels, écologiques, etc. ne suivent pas un processus linéaire. Tous les acteurs proposent un modèle de coproduction du savoir qui met en relation les professionnels et les citoyens afin d'enrichir le capital connaissances et lutter collectivement contre la désertification.

L'attitude du citoyen dépend de son rapport avec la terre et de ses richesses. Les capacités de réponses collectives sont associées à la capacité de la population à gérer les ressources territoriales. Partir des besoins pour construire une démarche collective consiste par confronter les intérêts et par mettre tout le monde au même piédestal. La mise au point d'un discours et l'institutionnalisation par l'atteinte de consensus sont les phases principales d'une politique de responsabilisation.

b) Utilités des réunions organisées avec les paysans de Menzel Habib

À partir des travaux de Natacha Calandre (2006), la méfiance des acteurs territoriaux (paysans, chercheurs, administrations et institutions) est expliquée en partie par le gap prononcé entre le savoir et la pratique. L'approche classique, partagée par certains chercheurs, considère que les experts véhiculent des représentations exactes du réel alors que la vision de la population est exagérée et excessive, subjective et déformée. Les experts s'appuient sur les conséquences néfastes de la désertification en mesurant le risque quantitativement et en se basant sur les informations collectées de l'observatoire. Ils tentent de corriger ce décalage entre le risque réel (du point de vue des professionnels) et celui perçu (du point de vue des citoyens). Ces derniers apportent leurs perceptions qualitatives et empiriques. Envisager, par conséquent, des outils et des méthodes de communication permettent de relancer le débat et d'apporter des explications simples mais convaincantes à la population locale (les effets du piétinement d'animaux sur les terres, par exemple).

> **Moi :** Les chercheurs font des études pour lutter contre la désertification, que pensez-vous ?
>
> **Éleveur :** Ils m'ont dit que la pauvre chèvre est la cause de la désertification. N'importe quoi. C'est Dieu qui a voulu ça et on ne peut pas l'arrêter ou le stopper. Est-ce que tu peux fermer le trou de la couche d'ozone ? Non. **Il rigole**. Ils nous disent que le piétinement des animaux est responsable de la désertification, de la sécheresse, de … Comment les pieds d'une chèvre peuvent causer tous ces problèmes ? C'est illogique ce qu'ils disent. Mes ancêtres ont été toujours sur ces terres et jamais y avait ces problèmes. Ce sont des hallucinations. Je crois en Dieu qui dit dans notre Coran que le monde va être de pire en pire. Donc, les études ne servent à rien. Il faut bien lire le Coran et voir les explications. Déjà, les occidents découvrent des choses dans notre Coran et l'exploitent plus que les musulmans : par exemple, la lune, la terre, etc.

Les chercheurs confirment que dans une dimension coopérative, faire appel au savoir non expert a tendance à intégrer les citoyens dans la production de connaissances. Dès que le dialogue est ouvert, les inégalités dans la prise de décision s'estompent prônant la liberté d'expression et le respect des droits. Leur complémentarité voire indissociabilité favorisent la coopération et préparent le terrain à l'installation de la confiance. D'ailleurs, tous les interrogés la présentent comme un capital relationnel. Plus ils s'investissent dans des relations plus la confiance est développée.

Mickaël Gléonnec (2004 : 6) approuve que « la confiance trouve naturellement sa place dans ce processus communicationnel, en facilitant les échanges entre les hommes voire, lorsqu'elle est cristallisée dans les structures sociales, en régulant ces échanges ». Ainsi, cette confiance relationnelle est traduite par l'atteinte d'objectifs communs (valorisation du savoir non expert, réduction du surpâturage, amélioration de la productivité caprine, par exemple). Il est vrai que toutes ces catégories d'acteurs hétérogènes n'ont pas toujours les mêmes objectifs et ne partagent pas nécessairement les mêmes valeurs ou la même culture.

Convertir les citoyens en acteurs collaborateurs soutient la mise en place de l'intelligence territoriale. La revalorisation de ce savoir incombe aux chercheurs, aux structures locales et à la population elle-même. Pour diffuser les résultats de l'observatoire, la population experte devrait s'impliquer d'une manière interactive avec les autres parties concernées dans le but d'améliorer l'analyse du risque et d'assurer une meilleure acceptabilité des indécis. Les défis les plus marqués des professionnels sont de réussir à transmettre leurs savoirs, à se faire comprendre, à identifier clairement les problèmes et à définir les besoins.

> **Responsable GDA (3) :** Cette méthode (charrue à soc) est reconnue comme une technologie scientifiquement réussite : c'est une technique efficace et demandée mais comment tu peux expliquer au citoyen ses choses scientifiques et compliquées.

À cause notamment de l'incertitude et de la complexité de la problématique de désertification, les acteurs territoriaux entrent dans une relation d'interdépendance. Désormais, les agriculteurs, les éleveurs et les porteurs de projets proposent de poser des questions de l'engagement de ces acteurs, celles relatives à la confiance qui y circule entre eux et celles liées à l'avenir des interactions. Ils s'intéressent davantage à la situation socio-économique et comment devraient-ils faire face aux crises récurrentes (financières, sanitaires et agricoles) plutôt qu'à la dimension écologique. Par conséquent, les décideurs, les agents institutionnels et les chercheurs devraient revoir leurs discours, leurs approches participatives et les politique de développement local.

> **Moi :** Mais, quelle approche les acteurs ont-ils appliqué ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Oui, c'est l'approche participative. Ils l'ont essayée et c'est tout !
>
> **Moi :** Est-ce que les agriculteurs assistent-ils aux séminaires ?
>
> **Chercheur (1) du LESOR :** Parfois ils viennent et on fait des réunions. J'ai assisté à une expérience, des réunions, ils réclament l'eau, les chèvres, les moutons, etc. Ici, on est face à des arrières pensées, des tensions et des calculs. Eux, ils n'ont que leur

savoir-faire local alors que d'autres, ils sont entrés dans d'autres domaines ; le secteur informel, le marché noir, le marché parallèle.

Les acteurs se fondent sur le partage de valeurs communes pour l'acceptation du risque. Empathie, intégrité, honnêteté et respect sont les valeurs fondamentales exprimées par tous les interrogés. La présence de consensus entre experts et non experts et la primauté du dialogue permettent d'éviter les incompréhensions des raisonnements scientifiques. Lors des différentes réunions organisées par le CRDA, l'IRA et la délégation Menzel Habib, les chercheurs, les agents institutionnels et administratifs devraient être plus attentifs aux questions posées et aux inquiétudes de la population locale durant les processus de négociation.

La crédibilité des parties est constamment remise en cause afin de cerner les besoins de chacun. Conséquemment, la gestion des risques collectifs provoque l'apparition de conflits à cause des soucis d'avantager la gestion écologique à côté d'autres risques importants. Le négociateur devrait être vigilant dans le choix du sujet à discuter et dans l'approche d'une population méfiante. D'après les chercheurs et les agents institutionnels, les thèmes à éviter lors des interactions avec les paysans de Menzel Habib tournent autour surtout de leurs richesses, des conflits entre les fractions, des raisons et des manières de gestion des subventions et des aides nationales et internationales.

En revanche, le taux d'absentéisme des paysans dans les réunions[186] et les séminaires est important et en évolution. Beaucoup ne trouvent pas l'utilité de réunir tous les acteurs pour discuter des besoins. Dans le cadre de la concertation territoriale entre les acteurs, les chercheurs et les agents institutionnels admettent que de la légitimité des savoirs émerge des conflits. Par exemple, et au moment de présentation des résultats de recherches et des projets à mettre en œuvre, la proposition de nouveaux outils ou pratiques agricoles (techniques

[186] Par exemple, et selon les propos d'un chercheur (1) du LESOR, le nombre de paysans présents, dans l'atelier organisé le 14 juillet 2006 pour le démarrage des activités programmées dans le cadre de la convention liée à la diffusion et à la valorisation des acquis de la recherche, était très faible. Cet atelier regroupait les chercheurs de l'IRA, les services techniques du CRDA de Tataouine, les techniciens du projet PRODESUD, les représentants des organisations socioprofessionnelles (UTAP, GDA), les services techniques des administrations concernées et un ensemble d'agriculteurs et éleveurs. Il a été supervisé par les responsables du CRDA et la Direction de l'IRA. Les thèmes de cet atelier présentaient les activités programmées, les méthodologies choisies et les résultats attendus :

- le soutien méthodologique dans la gestion des parcours collectifs : assister, suivre et évaluer ;
- la plantation d'arbustes fourragers autochtones pour réduire la dégradation des parcours et tenter de les restaurer ;
- la promotion des plantes aromatiques et médicinales ;
- la valorisation des eaux salées par les cultures fourragères et les cultures maraichères ;
- le développement de l'élevage et surtout l'engraissement des chamelons ;
- et la promotion des activités touristiques « sur la route des caravanes » et la valorisation du patrimoine artisanal.

d'irrigation) à une population d'origine pastorale remet en cause les habitudes et les modes de vie. Ainsi, elle développe des stratégies de retrait et de rejet (*e.g.* vente de matériels, de pompes, mauvais entretien) entravant le développement du projet de développement durable.

> **Agriculteur (3) :** Ils viennent ici, mettent des chaises et des tables, discutent entre eux et s'en vont. Des séminaires, des réunions, pas pour nous. Pour les professeurs, les chercheurs.

Comme l'accès au débat public modifie les rapports de pouvoir et de dépendance, les agriculteurs, les éleveurs et les porteurs de projets préfèrent ne pas assister à ces manifestations. Ils attestent qu'elles mènent à l'abus de confiance vis-à-vis du savoir non expert (profiter de leur savoir sans avoir une reconnaissance en retour). La rumeur que l'État va faire la main basse sur leurs terres court de plus en plus dans la région Menzel Habib. Tous les paysans affirment également que les chercheurs et les agents institutionnels sont les alliés du gouvernement et des investisseurs étrangers. Ils certifient que ces derniers vont profiter de leur naïveté pour mettre en place des projets contre leurs valeurs. La majorité refuse l'engagement collectif et la coopération et exprime un désintérêt des projets à réaliser. Cela est dû d'une part, à la multiplicité des études à Menzel Habib et depuis au moins 30 ans avec des résultats insatisfaisants, et d'autre part, aux multiples promesses qu'ont fait surtout les chercheurs, les enquêteurs et les agents institutionnels et administratifs.

L'importance de l'apprentissage collectif dans les réunions, la personnalisation des relations, l'unification des territoires et la création d'espaces de travail collaboratif permettent d'inciter le partage et l'émergence de connaissances. Il s'agit d'autoriser aux non experts de s'appuyer sur les pratiques ancestrales dans leurs activités agricoles et de soins du bétail ; une reconnaissance de leur savoir. D'ailleurs, les agriculteurs et les éleveurs éprouvent une certaine fierté lorsque les chercheurs constatent dans leurs études que les méthodes anciennes sont plus efficaces que les pratiques expertes. Revoir ainsi les interactions et les relations de confiance semble parfois incompatibles avec la volonté d'échanger l'information. Ainsi, la collaboration et l'échange de capitaux matériel et immatériel soutiennent la montée du local et sa valorisation.

En définitive, la coproduction du savoir s'intéresse à la nature des connaissances produites, leur complémentarité, aux modalités d'interactions entre les acteurs et aux conditions de prise de décision. Les enjeux et les contextes d'échange sont dynamiques entre le savoir expert et le savoir non expert. Les pratiques non scientifiques gagent en valeur dans les recherches

nationales et internationales. Nous admettons que le modèle coopératif est le plus porteur d'incertitude à cause de la recherche d'équilibre entre les deux savoirs. Pour la recherche de consensus, les négociations collectives peuvent se manifester par l'émergence de conflits ouverts. D'ailleurs, les capacités de négociation de l'individu avec autrui sont tributaires du contexte et des stratégies développées.

4.2.2 La rétention informationnelle n'est pas obstacle à l'échange

Dans la première sous-section (*cf.* **a**), nous nous penchons sur l'étude sur de la transparence de l'information et son effet sur le développement de la confiance. Pour la mise en place de l'observatoire Menzel Habib, les chercheurs mettent l'accent sur les effets de filtrage lors de la gestion de l'information. Les filtres permettent, en premier lieu, de distinguer, pour chaque réseau, entre les comportements endogames (les acteurs répondent la même chose, obligation de ne traiter qu'avec les mêmes membres du groupe) et des comportements exogames (se contredire et se contraster). Nous avons remarqué l'homogénéité des attitudes des agriculteurs et des éleveurs lors des entretiens et observations sur terrain. En effet, leurs comportements similaires se situent dans la présence d'une certaine méfiance vis-à-vis des représentants de l'État et dans le détournement des discours lors de la discussion des subventions et aides allouées, par exemple.

Rendre public les avis, les résultats, les projets à mettre en place et leurs conditions et modalités d'élaboration marque la transparence dans la concertation entre tous les acteurs territoriaux. Quelle forme(s) adoptée(s) ? (*cf.* **b**). La consultation de bibliothèques et d'archives et la visite de musées, d'après le chercheur (1) du LESOR, offrent une riche base de données pour les cadres, professionnels et chercheurs. La transmission des savoirs traditionnels et locaux est difficile et complexe à cause de leur diffusion orale et par les pratiques. La difficulté réside dans le principe de circulation de ces connaissances. Dès lors, les pratiques communicationnelles font ressortir des dispositifs de médiation participant à la reformulation de nouveaux schémas de transmission de l'information pour la mise en place de l'observatoire Menzel Habib. L'accompagnement par des programmes de la radio, de la télévision, les journaux appuient-ils le dialogue pour lutter contre la désertification ?

a) Filtrage de l'information : jusqu'où être transparent ?

La malhonnêteté, l'absence de transparence et le manque de franchise sont des exemples de stratégies de dissimulation face à l'asymétrie et contre l'accès à des informations stratégiques. D'ailleurs, un berger interviewé exprime sa méfiance en se justifiant par le proverbe suivant « celui qui cache son secret est maître de sa route ». Ces attitudes émergent dans le cas où la confiance est faible. Concernant les comportements hétérogènes, ils sont dus essentiellement à la non maîtrise du sujet (défaut d'expériences), à la peur de dévoiler des informations confidentielles et à la peur de perdre la face (*cf.* **2.3.2. b** p 141).

En outre, les filtres sont importants pour identifier les acteurs pivots du réseau. Ainsi, ils permettent d'étudier que le facteur âge, statut et expériences influencent sur la capacité de l'autre. D'ailleurs, le responsable GDA (3), originaire du nord de la Tunisie, nouvellement recruté, a des connaissances sommaires sur la région Menzel Habib par rapport au responsable GDA (2) (d'origine du sud et partageant des valeurs communes avec les paysans).

> **Responsable GDA (3) :** Il y a l'essai Béchir Snoussi et les participants sont la Direction agricole et ça d'après moi et le seul et l'unique moyen pour lequel j'ai remarqué l'implication de tous les acteurs. Chacun a effectué son rôle. Henchir Snoussi ne touche pas l'agriculteur.
>
> **Moi :** il n'y a pas de participation de l'agriculteur.
>
> **Responsable GDA (2) :** Non, il touche l'agriculteur, il touche l'agriculteur. C'est 300 hectares. Primo, le but principal est la lutte contre l'avancée des dunes. Secundo, réserve fourragère : pâturage. Tertio, source d'emploi dans lequel travaille presque environ 50 ouvriers et les familles l'exploitent. Ca, c'est un spécimen.

Les chercheurs et les agents administratifs admettent que le filtre implique une répartition des tâches et favorise l'accès à l'information à tout acteur du réseau et à tout moment. Une fois que l'information est sélectionnée et filtrée, les structures de recherche, de décisions et institutionnelles et la population peuvent l'exploiter. Autrement, prévoir des filtres consiste à respecter les critères d'utilité et d'utilisation, c'est-à-dire entre les données partagées par les acteurs et les données propres à chaque acteur. Intermédiaire, le filtre contribue à sélectionner les informations pertinentes nécessaires à la réalisation du projet entre population locale, chercheurs, agents institutionnels, administratifs et professionnels tout en respectant l'aspect multidisciplinaire. Les informations sont interprétées grâce à ce filtre pour qu'elles

satisfassent tous les points de vue des acteurs et les différentes données. Efficace, il résout les problèmes de collaboration notamment les conflits et dépasse les problèmes de conception d'un projet.

La richesse de l'information est liée à la proximité relationnelle (Reix, 2004). Son droit d'accès ne se pose que lorsque l'individu n'appartient pas à un groupe. Comme chercheur, nous n'avons pas trouvé d'obstacles dans la collecte d'information au niveau des laboratoires et des institutions locales tandis que la rétention de l'information est plus marquée lors des entretiens avec les paysans et les agents administratifs qui souvent ne sont pas spontanés. Comme l'information stratégique est détenue par les décideurs ; représentants du gouvernement, ces derniers peuvent cultiver le secret sur la face cachée des projets.

Certains agents administratifs et institutionnels ont adopté des comportements discrétionnaires pour cacher des informations, transmettre un discours politique rodé et montrer une image trompeuse de Menzel Habib par la réussite des projets mis en place par le fonds de solidarité nationale 26-26. D'autres recourent à des stratégies de déresponsabilisation et accusent la population locale d'être un des responsables du ralentissement du développement territorial. Ainsi, nous avons remarqué que chaque individu privilégie son intérêt personnel et celui de son groupe d'appartenance par rapport à l'intérêt collectif *via* des moyens illicites et douteux : mensonge, rumeurs, tromperie, non respect des promesses et engagements[187], détournement des règles (*cf.* **2.1.1. a** p 113). L'emprise étatique ne facilite pas la circulation de l'information qui la rend moins pertinente.

Les agriculteurs, éleveurs, bergers et les agents institutionnels pensent que la culture informationnelle à Menzel Habib ne favorise ni le bon partage de l'information ni la construction d'un sens collectif entre les acteurs. Ainsi, l'opportunisme nait de cette défaillance informationnelle puisque chaque acteur collecte d'abord l'information propre à son intérêt et se préoccupe de ses affaires (Handy-Zhang, Agostinelli, 2008). En effet, la culture du secret, les rumeurs, la peur de l'État, la prolifération des médias de propagandes encouragent la détention de l'information et sa déformation. L'essentiel est de comprendre comment analyser l'information acquise. D'où, la nécessité ressentie de se former à l'intelligence territoriale.

La construction de relations personnelles avec les membres du gouvernement et les structures institutionnelles permet au citoyen de Menzel Habib d'avoir davantage de souplesse dans

[187] « Les paroles de la nuit sont effacées par le jour », proverbe cité par un agriculteur pour mettre l'accent sur les promesses non tenues des chercheurs.

l'application des règles, d'entretenir des contacts privilégiés et de bénéficier des ressources. Les chercheurs de l'IRA ont mentionné que lors des enquêtes avec les paysans de Menzel Habib, désignés par l'*omda* pour les entretiens, leurs propos étaient différents qu'avec ceux choisis au hasard. En effet, comme ces personnes ont bénéficié d'aides et de subventions, ils ont tendance à témoigner leur reconnaissance et gratitude à l'ex-Président Ben Ali, au gouverneur, au délégué, etc. des plans de développement mis en place.

Au niveau de la collaboration entre chercheurs, le filtrage permet de réduire les biais informationnels et d'améliorer la performance de l'observatoire. Ces obstacles se situent par la tendance à plus retenir les informations contenues dans un modèle connu, la tendance à favoriser les informations quantitatives plutôt que celles qualitatives et la tendance à accorder des probabilités élevées pour les résultats souhaités. Par exemple, l'explication donnée par un chercheur concernant l'importation de modèles connus est l'apprentissage. Ils préfèrent apprendre de ces modèles pour que, par la suite, développent les leurs.

> **Chercheur (8) du LELCD :** On a importé un modèle de la France.
>
> **Moi :** Pourquoi un modèle français et non tunisien ? Est-ce que modèle peut être adapté dans le cas du sud tunisien ?
>
> **Chercheur (8) du LELCD :** Pourquoi on a fait comme ça ? La particularité du sol en France est très fine. Il y a des aérosols qui se déplacent en Europe. Pourquoi pas ? En fonction d'une formule, on étudie le risque de l'érosion éolienne. Selon nos résultats, la charrue à disque[188] augmente huit fois l'érosion éolienne dans les terres mises en culture.

D'autres chercheurs admettent que la reprise de position de l'approche qualitative leur permet de se rapprocher plus de la réalité. Ils soutiennent que leurs méthodes doivent être constamment renouvelées et innovées afin qu'elles soient adéquates au contexte d'étude des observatoires. La mise en valeur des bases de données n'est possible que grâce à l'accumulation de connaissances.

Au niveau du filtrage informationnel, les pratiques d'intelligence, d'acquisition, d'interprétation et de transfert de l'information scientifique suivent un cadre légal (Reix, 2004). Le respect du droit d'auteur, des brevets et marques, des droits de propriété, des données confidentielles et contractuelles sont assurées par la mise en place d'une assise juridique. Les données nominatives ou à titre privé sont fortement protégées par des lois

[188] La charrue à disque amplifie l'érosion éolienne par le fait qu'au moment de labourage, elle laisse des sillons sur la surface du sol. Avec le souffle du vent et le haussement de la terre, le sable sera facilement emporté (propos du chercheur (8) du LELCD).

particulières notamment le respect du droit à la vie privée (informations collectées sur les revenus d'un citoyen de Menzel Habib). En outre, la non publication des résultats est vécue comme une censure et un manque de transparence engendrant la méfiance et le défaut de crédibilité.

> **Moi :** Comment se fait la collaboration entre les chercheurs au niveau des résultats, au niveau de l'échange et du partage de l'information ?
>
> **Chercheur (10) du LESOR :** Parfois, on trouve des chercheurs qui font leur propre publication après tout un travail collectif. […] La confiance dans la valorisation des recherches est très importante : publication, modèle avec copyright.
>
> **Moi :** Est-ce qu'il y a des mesures de sanction en cas de publication sans respecter les normes légales ?
>
> **Chercheur (10) du LESOR :** Oui, ça peut mener même au tribunal, des jugements.

Le chercheur, le décideur et l'agent institutionnel devraient être transparent dans leurs actions pour apaiser les esprits des citoyens de Menzel Habib et les mettre en confiance. L'honnêteté dans la transmission de l'information garantit une prévention claire du risque et assure une communication continue entre tous les acteurs (Accetto *et al.*, 1990 ; Van Delft, Lotterie, 1993). Les agents institutionnels soulignent que l'instruction des paysans est efficace surtout dans la perspective d'un défaut de confiance vis-à-vis des acteurs, de la science et de la technologie à cause d'un manque informationnel. Ainsi, cette politique apporte au public, grâce à la circulation d'informations, un sentiment de sécurité et de transparence dans les actions menées.

Pour clore cette sous-section, la population considère que l'information n'est pas une ressource primordiale pour l'exercice de ses activités. Ce qu'elle revendique c'est les aides et les subventions nationales et internationales. La réticence de la population à partager des informations est une entrave à la construction collective du dialogue. Une partie importante des paysans de Menzel Habib, suivant notre recherche et celles déjà établies, soutiennent qu'elle ne prête pas attention à l'information extérieure. Un manque d'intérêt qui ouvre la voie à des tensions entre d'une part, la population et, d'autre part les autres acteurs. Le fait d'être des indécis est expliqué par différents facteurs. La rareté de l'information pertinente et fiable, le contrôle des ressources par le gouvernement (décrit par la signature de contrat, la définition de règles, etc.), le non respect des engagements et la non compréhension du

discours scientifique font que la population est la grande absente des manifestations scientifiques et politiques.

b) Textes et communication audio-visuelle : vers la simplification

La démarche du chercheur dans le processus de gestion de l'information consiste à poser le problème d'exploitations possibles du patrimoine immatériel (tourisme, formation des femmes[189], sensibilisation des jeunes, etc.) et d'étudier afin de saisir les différentes sources informationnelles. Pour la mise en place de l'observatoire Menzel Habib, la transcription des documents et la conservation des pratiques, récits, coutumes s'effectuent *via* des modes des communications efficaces de collecte, de traitement et de diffusion de l'information. Par conséquent, la valorisation des connaissances est l'ultime étape de la démarche patrimoniale de développement de la recherche à travers le respect d'un *feedback* à la population locale. Comment se fait le retour de l'information vers les paysans, les chercheurs et les agents institutionnels et administratifs ? Comment les graphiques, textes et la communication audio-visuelle participent-elles à réduire les distances cognitives entre les acteurs et améliorer le dialogue et les capacités d'absorption ? (*cf.* **2.1.1. b** p 145)

Le problème de transférabilité des résultats se pose lorsque les connaissances sont scientifiques, d'une part. D'autre part, il faut que l'utilisateur ait un minimum de compétences pour comprendre l'information. Les chercheurs, l'administration et les institutions locales travaillent conjointement à trouver comment représenter les résultats et les décisions par une mesure commune pour la population locale (montrer les dégâts du surpâturage par le recours à des photos « avant et après », par exemple). Cette étape est difficile à cause de la diversité et la controverse des représentations. Si on arrive à un consensus, un problème d'hiérarchisation des effets néfastes émerge. L'étude quantitative du risque repose sur le calcul des coûts directs et indirects dans le but d'établir une priorité budgétaire. La conversion de l'échelle de risque en échelle coût pourrait fausser les évaluations des acteurs dans le fait où ils privilégient des risques coûteux au détriment d'autres qui le sont moins mais importants.

> **Agriculteur (5) :** Pour ce qui est des conseils des groupements agricoles, je m'y rends souvent et je suis parfois les conseils des agents agricoles. Ils ont des photos

[189] D'après le délégué de Menzel Habib, 230 femmes rurales ont obtenu, en 2008, le diplôme d'aptitudes professionnelles dans le secteur artisanal et 208 cartes professionnelles. 87 femmes ont bénéficié de fournitures.

> sur les techniques de labourage, le choix de semences. Tu sais ma fille, je n'ai pas suivi des cours d'enseignement, les photos m'aident beaucoup à comprendre.

Tous les paysans nous ont déclaré qu'ils préfèrent les affiches et les photos expliquant, par exemple, des maladies des troupeaux et/ou des infections dans la production agricole. Le volet pédagogique des programmes de sensibilisation *via* la transmission d'informations graphiques met l'accent sur les perspectives de formation et d'encadrement des agriculteurs, éleveurs, bergers et porteurs de projets. Ils approuvent leur satisfaction de ces programmes et affirment qu'ils sont prêts à s'impliquer dans les projets de développement. La mise en place de cette forme informationnelle leur offre des zones de rencontres, de dialogue et d'échange (Maton, 2007).

> **Vétérinaire GDA :** Si on a des affiches on lui donne. Dans les affiches, il y a des photos explicatives sur la rage, la gale, la fièvre de Malte, les maladies transmissibles de l'animal à l'homme.

Jusqu'où aller dans l'information pour prévenir le public ? Comment toucher la sensibilité des citoyens sur la gravité environnementale : pertes de la récolte, tomates malades et infectées, perte de troupeaux, par exemple ? Se mettre à la place du public oblige les scientifiques à renoncer à la complexité. C'est alors que surgit le rôle des intermédiaires : les journalistes et la presse locale, régionale, nationale et internationale créant un espace de dialogue. Le recours, par les journalistes sous les consignes des ministères, à la rhétorique de la fragilisation et de l'engagement personnalisé (don d'argent pour la fête nationale de solidarité 26-26) participent à sensibiliser et à mobiliser les acteurs territoriaux notamment les citoyens (*cf.* annexes n°21, p 411). Des affiches ont été distribuées aux associations agricoles et aux groupements de développement. Après entretien avec les agriculteurs, les éleveurs et les bergers, ils avouent que cette forme d'information leur permet de comprendre les maladies et de collaborer avec les vétérinaires et les chercheurs.

Le territoire évolue en fonction des critères matériels (*e.g.* ressources, budgets, population) et relationnels (acteurs, objets, etc.). Cette approche systémique traduit le dialogue et la communication entre la culture territoriale, les acteurs et les objets. Dès lors, les signalisations sont des outils de communication qui améliorent les services rendus aux citoyens (points d'accueil et offices de tourisme). Grâce à ces signaux, le citoyen, le chercheur, le touriste, etc. peuvent avoir des renseignements sur la localisation d'une institution (*cf.* annexes n°22, p 415). Ces formes de communication d'intérêt général et le

poids des images ont un rôle très important sur le dialogue et la continuité avec la population locale.

Par conséquent, réunir les scientifiques, les structures institutionnelles et administratives valorise le capital immatériel des paysans au niveau de la gestion de l'eau, les transhumances, le dressage d'animaux, etc. La complexité du terrain nécessite la pluridisciplinarité à travers une démarche participative et coopérative. Avec l'expertise de la population, la recherche-action responsabilise les agriculteurs, les pasteurs et les bergers des enjeux de leur territoire. La promotion d'une démarche collective de construction du savoir place la population au cœur du processus d'apprentissage mixte et mutuel. Ainsi, elle peut échanger les avis et les expériences (sur la réussite des campagnes de vaccination, sur les pratiques de fermentation des produits laitiers, par exemple) et suivre les recommandations des connaisseurs.

Les chercheurs soulignent que, grâce aux rôles de l'administration, représentée par les ministères et les hauts responsables politiques, les données collectées sont transmises aux autorités régionales (gouvernorat de Gabès) et locales (délégation Menzel Habib). Ainsi, ils échangent des données graphiques accompagnées d'explications pour faciliter la prise de décision. Par exemple, des cartes topographiques et des images satellitaires de l'observatoire Menzel Habib sont prélevées concernant les ouvrages CES, les points d'eau, les infrastructures et les aménagements, les occupations du sol, les travaux de lutte contre la désertification, etc. Toutes ces cartes enrichissent le système d'information géographique et sont utilisées pour la prise de décision.

Convertir les chiffres en explications rend plus simple l'acceptabilité du risque par les parties concernées (Maton, 2007). Comment et quel choix recourir pour mesurer les effets néfastes pour un seul indicateur ? Les rapports établis par l'IRA, la délégation de Menzel Habib et les agents du CRDA se basent sur des pourcentages et des explications simples pour faciliter la compréhension aux multiples acteurs et avec leurs différentes spécialités. Par exemple, chaque laboratoire de l'IRA est tenu d'établir des rapports de synthèse de leurs résultats. Des réunions sont organisées entre les chefs de laboratoires et les chercheurs pour soumettre leurs travaux, voir l'état d'avancement et discuter des difficultés, des solutions et propositions[190] pour améliorer la performance de l'observatoire. Ainsi, ces rapports devraient être clairs et

[190] D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009), les propositions des institutions locales (GDA) dans la zone irriguée d'Aoussej portent notamment sur la facilitation de l'obtention de crédits pour les jeunes porteurs de projets, l'appui des démarches participatives de l'agriculteur, l'adoption d'un tarif étudié pour la vente de l'eau, l'organisation de journées de sensibilisation pour la prise de conscience des agriculteurs et leur incitation à l'activité agricole, l'encouragement à l'élevage de bétail et l'exploitation des zones d'irrigation pour la production fourragères et oléicoles.

compréhensifs par les biologistes, les informaticiens, les économistes, etc. Par conséquent, les chercheurs recourent à des langages communs pour transmettre et échanger l'information. Les graphiques, les schémas et les figures accompagnés de textes explicatifs permettent d'aider le chercheur à comprendre la problématique.

> **Moi :** Mais comment se fait la coordination entre des chercheurs de différentes disciplines ?
>
> **Chercheur (2) du LESOR :** En fait, après la détermination d'un projet, ses objectifs, ses perspectives. Chaque laboratoire travaille séparément. Les chercheurs dans chaque discipline utilise les méthodes, les techniques, les langages appropriés : physique, chimie, biologie, géologie, économie, des calculs, des opérations mathématiques complexes, des probabilités, des combinaisons. Ensuite, ils calculent les résultats et établissent des rapports scientifiques sur ce qu'ils ont constaté. Des réunions sont organisées ici entre économistes, chimistes pour présenter un travail final compréhensible par tout le monde. C'est vrai qu'il y a des termes techniques que je ne comprends pas mais tous les chercheurs arrivent à synthétiser leurs rapports pour rédiger un rapport final sous forme d'un DYPEN, par exemple.

Le délégué, les chercheurs et les agents institutionnels définissent l'indicateur dans les tableaux de bord comme un ensemble d'informations caractérisant une situation et est capable de l'apprécier. Le décideur se fonde sur cet indicateur pour mesurer la situation et tenter de prendre une décision adéquate. Cette mesure peut être fournie par le groupe ROSELT/OSS c'est-à-dire fondée sur une donnée unique et standard ou calculée à partir d'une base de données de l'observatoire Menzel Habib. Les indicateurs peuvent être aussi bien quantitatifs que qualitatifs. Ils sont présentés dans une carte, un texte, un graphique, un tableau, sous forme d'icones, de symboles, de nombres, etc. En revanche, le décideur peut avoir des problèmes et des difficultés comme prendre du recul face à un problème.

Il est important d'étudier l'impact de la forme d'information dans la coordination des activités. L'engagement des acteurs est un investissement leur permettant d'exprimer leurs attitudes dans la coopération et la concertation. Toutefois, et à partir de nos entretiens et observations, la population sent qu'elle est éloignée de la décision, réservée aux structures gouvernementales. Bien que des journées de sensibilisation soient envisagées, les citoyens de Menzel Habib préfèrent s'en abstenir tant que leurs demandes ne soient pas remplies. Souligner le manque de partage informationnel est exprimé par le défaut de collaboration et le détournement de toute solution proposée par les laboratoires et les représentants du pouvoir public. D'ailleurs, l'information, détournée entre structures administratives, institutionnelles et de recherche, entrave l'échange communicationnel (*cf.* **2.1.2.** p 119).

> **Responsable GDA (1) :** Il n'a pas voulu adhérer à la dimension écologique bien qu'on les a informés et montré des avantages de la nouvelle charrue lors des journées de formation des agriculteurs photos à l'appui, affiches.

Par ailleurs, la communication publique à travers les médias de masse participe à la prévention et à la sensibilisation des acteurs territoriaux (Loneux, 2001). Les médias ont un impact dans le changement des perceptions et des attitudes des agents de développement notamment la population locale. Ils sont primordiaux pour la vulgarisation des connaissances. Les agriculteurs et les éleveurs apprécient les émissions organisées par *Radio Tataouine*. Ces émissions leur permettent d'apprendre de nouvelles techniques, d'innover en matière agricole, d'échanger des expériences et des conseils et d'être au courant des procédures pour obtenir des crédits ou pour être subventionnés. Par exemple, la méthode retenue est l'écoute des récits des dernières récoles et plantations des agriculteurs et les mises bas du bétail des pasteurs et éleveurs (*cf.* **2.4.2. b**, p 151).

> **Chercheur (2) du LESOR :** La vulgarisation des connaissances passe par l'enseignement et la formation des agriculteurs et l'apprentissage des chercheurs d'eux. La radio de Tataouine joue beaucoup dans la vulgarisation agricole. Les agriculteurs sont interviewés sur les méthodes d'irrigation goutte-à-goutte et y participent des chercheurs dans les débats. Lorsque l'agriculteur se sent bien dans sa nature et en bonne santé, à ce moment là, il peut opter pour les prescriptions des chercheurs et les solutions proposées le confortent et le soutiennent.

Miser sur la communication audio-visuelle vise à informer toutes les catégories sur les risques, à sensibiliser et à optimiser les choix pour faire face aux problèmes de désertification. Les journalistes ont pour visée la diffusion d'informations claires et expressives afin de convaincre l'auditoire.

> **Moi :** Comment percevez-vous le risque de désertification ?
>
> **Bergère :** Je pense qu'on peut faire quelque chose. La désertification est une chose contrôlable à condition qu'on suive les indications des agents locaux. J'ai vu un document à la télévision montrant que plusieurs pays sont affectés par la désertification et que ce risque peut être maîtrisable si on collabore ensemble nous les bergers, les éleveurs, les pasteurs, les agriculteurs, les chercheurs, les agents institutionnels, tout le monde. Pourquoi pas ?

Les stratégies de communication doivent être adaptées à toutes catégories d'acteurs. Ainsi, une segmentation de la population cible parait essentielle pour cibler les sujets. D'après nos entretiens et observations sur terrain, nous relevons même entre les paysans de Menzel Habib différents profils (âge, activité, réception de subventions, niveau d'instruction, sexe, par

exemple). Les jeunes citoyens (entre 20 et 40 ans) collaborent davantage avec les projets de développement. Cela est dû à leur niveau de scolarisation. La remise en cause des méthodes scientifiques renvoie à la résistance et au refus de changer. Elle est observée chez les personnes âgées (plus 50 ans).

Nous prenons, comme exemple, le niveau d'instruction par sexe dans la délégation (*cf.* figure 11 ci-dessous). Salah Omrani (1982 : 99) évoque l'importance du rôle de la femme rurale et des enfants dans les systèmes de production. « Le rôle de la femme est à ne pas négliger, puisque c'est elle qui tisse les *flijs* et les musettes (*makhla*), les sacs (*ghrara*), les *wazra*, les *houli*, les tapis, c'est elle qui monte la tente, qui va chercher l'eau, le bois, qui fait la traite, qui moud le grain, prépare les réserves alimentaires […] ». Des campagnes communicationnelles peuvent être envisagées pour le lancement de projets de confection de produits artisanaux (*e.g.* calcul des intérêts d'un crédit bancaire, les assister dans les démarches publicitaires) et la sensibilisation au risque de déboisement.

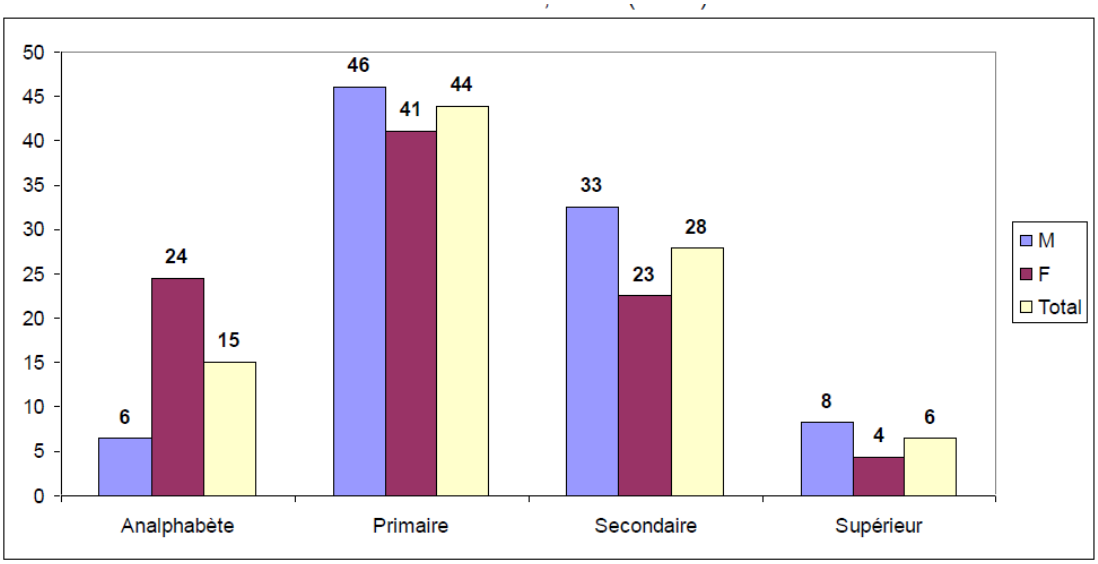

Figure 11. Niveau d'instruction dans la délégation de Menzel Habib par sexe (IRA, OSS : 2006) (Sghaier et al., 2009 : 30)

Par ailleurs, les chaines et les radios nationales sont accusées d'être objets de propagandes. Ces médias ont tendance à imposer une vision manipulée et déformée du risque évalué par les experts sous la couverture d'une sensibilisation de la population. La gestion du risque n'est pas l'affaire d'une seule institution car chaque acteur tente de présenter sa propre hiérarchisation. Ainsi, nous constatons que les chercheurs, les agents institutionnels et administratifs expriment le désir de collaborer et le besoin de la mise en débat pour comparer les échelles de mesure et choisir les moyens adéquats pour la prévention et/ou la lutte.

La diffusion de l'information produite de l'observatoire Menzel Habib se manifeste par la remise de rapports oraux et/ou écrits. Agréger et simplifier les résultats sont des tentatives pour transmettre l'information aux acteurs (population, structures de recherche, administratives et institutionnelles). Le recueil d'avis de la population est assuré par des outils informationnels destinés à la collecte comme les entretiens, les questionnaires et enquêtes. D'ailleurs, Catherine Loneux (2001) évoque la notion de « médiation interactionniste » visant à exploiter les discours des acteurs. De là, l'enquête publique organisée à Menzel Habib en 2004 en collaboration avec la délégation vise l'ouverture d'esprit, la prise en conscience des citoyens qu'ils puissent suggérer, s'informer, contre proposer et recommander des alternatives. La relation entre enquêteur, chercheur, institution, administration et citoyen devrait être étroite pour que ce dernier puisse faire confiance à la personne et au projet. Ils devraient bénéficier de compétences humaines et techniques, de qualité de communication et d'écoute.

4.3 Pour une « communication engageante »

Le programme LOTH a pour objectif le développement territorial du sud-est tunisien. Les stratégies de communication sont considérées comme le fondement de ce programme**.** Tous les dispositifs se fondent essentiellement sur cette communication orale, écrite et interpersonnelle. La façon de communiquer et d'échanger les informations affectent l'utilisation éventuelle des dispositifs et/ou des pratiques.

La première sous-section (*cf.* **4.3.1.**) est consacrée pour mettre l'accent sur l'importance de l'espace de médiation et de négociation créé entre acteurs défendeurs de la culture profane et ceux défendeurs de la culture professionnelle. Ces deux cultures qui peuvent être en conflit appréhendent les croyances, les savoirs et les savoir-faire dans des systèmes référentiels. Afin de rendre lisible un projet culturel ou socio-économique dans un territoire, il est primordial de s'appuyer sur la communication publique. Ainsi, l'appui des décideurs locaux (le délégué de Menzel Habib et les directeurs des structures institutionnelles et administratives locales) porte un soutien considérable aux stratégies de développement et à la valorisation de leurs actions. L'organisation d'actions pérennes permet de mettre en valeur les qualités de Menzel Habib. Élaborer des politiques répondant aux attentes hiérarchisées de tous les acteurs et l'évaluation des résultats sont des actions menées grâce à des recherches qualitatives et quantitatives sur le

terrain. Par conséquent, le marketing territorial est une exigence pour le rayonnement de la zone à travers l'étude des préoccupations, des désirs et des insatisfactions du public.

La critique apportée au savoir scientifique se présente au niveau de son application qui est souvent restreinte aux laboratoires. Par conséquent, envisager une gestion interactive est une occasion d'impliquer différentes disciplines et d'engager des partenaires. La « communication engageante » traduit la complexité du processus. D'après les entretiens et les observations, plus la communication est persuasive plus elle touche les attitudes, les représentations et les comportements.

Enfin, nous nous penchons, dans la sous-section suivante (*cf.* **4.3.2.**), à l'étude du degré de participation des acteurs territoriaux dans les projets et ses impacts sur la dynamique de la confiance. Dès lors, la concertation territoriale suit un processus préétabli et ponctuel comportant plusieurs modules pour enfin impliquer un grand public. Qu'il s'agisse de présenter le problème, sensibiliser la population, la démarche participative demeure l'alternative par excellence suite au défaut de confiance.

4.3.1 Le pouvoir de médiation territoriale à Menzel Habib

Selon Françoise Bernard (2006), la communication entre les acteurs est garantit par le respect des normes et des engagements de chacun. Les chercheurs interviewés déclarent que la « communication engageante » permet à l'acteur de franchir les actes individuels vers les valeurs collectives signifiantes. L'engagement le lie à ses actes comportementaux alors que l'institution évoque la rationalité dans les valeurs partagées autrement si chacun tient ses promesses, on assiste à des situations de développement de la confiance. Ainsi, la veille communicationnelle a pour rôle de prévenir et de se préparer lorsque la crise frappe (*cf.* **a**).

Associer nature et science au service de la préservation de l'écologie et le respect de la terre s'avère prometteur. Ancrés dans multiples disciplines, les éco-conseillers[191] forment une interface incontournable, centrée sur les relations humaines, pour la sensibilisation, la formation et la négociation avec la population, les chercheurs et les structures locales.

[191] L'éco-conseiller est un professionnel chargé d'intégrer les pratiques du développement durable entre population locale, collectivités, chercheurs et administration. Ses compétences socio-économiques (réunir les générations, évaluer la rentabilité des équipements proposés) et écologiques (savoir gérer efficacement les ressources naturelles et respecter l'écosystème) permettent de sensibiliser au mieux les acteurs. Il devrait également avoir des qualités et des aptitudes humaines dans la négociation, la gestion des confits, la prévention des problèmes et risques et la proposition de solutions adaptées au contexte.

Promouvoir la démocratie de parole et de prise de décision et encourager l'insertion des acteurs légitiment leur intervention dans le développement durable (Loneux, 2009). Pour fluidifier la communication, il est essentiel de placer des citoyens ayant des niveaux d'instruction considérables aux postes de conseillers dans les structures et les cellules gouvernementales. Par conséquent, faire appel à la population ; les spécialistes des lieux, contribuent à l'établissement de cartes détaillées de l'observatoire. Également, les structures collaboratives permettent-elles aux acteurs ou groupes d'acteurs de communiquer, coordonner, prendre des décisions et partager des connaissances (*cf.* **b**).

a) Communiquer en cas de crise

Le défaut de dialogue entre les acteurs territoriaux est expliqué par l'absence d'un cadre normatif de communication publique régulant le degré d'intervention de chacun. Ainsi, il engendre une perte de confiance entre tous les acteurs. Le programme LOTH vise également à la revalorisation territoriale du sud-est tunisien à travers des stratégies de communication axées sur la population locale de Menzel Habib. Le système de langage se récite et se transmet *via* différentes formes (poésies et épopées). Ceci fait ressortir les moyens de communication mobilisés en cas de crise pour impliquer et, par conséquent, engager les acteurs locaux dans le programme LOTH. S'intéresser à l'axe Objet[192] renvoie aux techniques utilisées par les acteurs et aux symboles partagés par la communauté. Le Territoire est un espace porteur d'informations et de communication. Finalement, l'Hospitalité renvoie aux réponses des acteurs face à politiques et stratégies communicationnelles.

Relier les pratiques de médiation à la communication permet de favoriser l'institution de la confiance. En effet, le chercheur, l'agent institutionnel ou associatif sont à la fois enquêteur et médiateur partageant les soucis, les coutumes et les habitudes de la population pour qu'il soit crédible et pour que la population lui fasse confiance. Par conséquent, la « communication engageante » renvoie aux actes et aux actions de l'acteur tout en valorisant les valeurs culturelles et symboles de la population. Toutefois, des ambigüités dans la légitimité sociale et des confusions dans la définition des sphères professionnelles et privées peuvent apparaître.

[192] En effet, « la communication et le partage du travail entre l'artiste et l'informaticien prennent forme par l'intermédiaire d'une multitude d'objets, supports de l'action de concevoir, dont on peut penser qu'ils contribuent à en médiatiser le déroulement autant qu'à déplacer les registres et les frontières de l'action » (Fourmentraux 2005 : 44).

En outre, l'acteur médiateur est maintenu dans un flou entre ses convictions personnelles et les valeurs et règles éthiques et professionnelles.

> **Chercheur (10) du LESOR :** On a fait une enquête en 2002, il y avait un agriculteur bizarre, âgé avec des idées et des propos bien précis, il était toujours méfiant et se plaignait de ceci et de cela. Il insistait à écrire tel ou tel problème. Lorsqu'on leur pose des questions, il faut respecter leurs habitudes. Il faut prendre des précautions avec respect. Tu demandes à quelqu'un qui a du vécu et tu viens pour lui montrer comment il va faire, là il va se vexer. Il faut qu'il ait une certaine modestie pour qu'il coopère et surtout il faut le mettre à l'aise dès le départ. Lorsque tu te rends dans une région, il faut que tu comprennes leurs habitudes, cultures, coutumes, leurs problèmes. Il faut respecter l'agriculteur et que tu sois modeste au maximum.

Aux niveaux institutionnel et scientifique, les agents associatifs, les groupes de développement et les laboratoires sont conditionnés pour créer une structure de renseignement économique et de prospective. Cette action permet de se doter de moyens de protection du territoire et d'anticipation des crises écologiques grâce à l'observatoire de lutte contre la désertification. Agencer avec les organes interministériels facilite la coordination entre les acteurs et la recherche rapide de solutions en cas de problème. D'où, la primauté d'installer des relais régionaux sous forme d'observatoires pour réduire la charge de travail des organes centraux. De telles structures sont efficaces pour avoir des informations précises sur le terrain et accentue la proximité géographique. Enfin, développer des actions de partenariats scientifiques avec les pays développés permet de valoriser les connaissances et promouvoir l'échange.

> **Moi :** Le ministère est-il pour la décentralisation des tâches ?
>
> **Conseiller (1) pour le ministre de l'Agriculture et des ressources hydrauliques :** Le ministère est là pour la conservation des terres agricoles. La Direction générale des forêts est une institution sous notre tutelle. Pour les CRDA c'est-à-dire les Centres régionaux de développement agricoles se sont des points relais techniques et administratifs délocalisés et dans chaque gouvernorat.

Les chercheurs et les agents institutionnels constatent que la communication pendant la crise (grande sécheresse, épidémies du cheptel, siège de la délégation par des citoyens revendiquant le droit au travail, vagues d'exode) se fonde sur la rapidité de réactions et d'anticipation, l'intégrité de la source d'information, la capacité du diagnostic du phénomène de crise, la mobilisation et la coordination dans les actions. Catherine Loneux (2001 : 76) avance que « les objectifs des institutionnels s'orientent ainsi vers une approche pluridisciplinaire, pour la

réflexion sur les politiques de la ville ou d'autres échelons, dans le vœu de favoriser une proximité entre le politique et les habitants, et de favoriser l'émergence d'une connaissance dédiée aux technologies, au progrès, au changement, à l'ouverture sur les environnements extérieurs grâce à l'analyse prospective ».

La communication post-crise est une communication préventive et de sensibilisation qui s'organise autour de l'entreprise d'actions à long terme. Elle permet de rassurer les acteurs territoriaux et de leur prévenir contre le risque. Les chercheurs de l'IRA sont confiants et se basent sur les scénarios établis par l'observatoire pour prévoir les situations de crise. Ils privilégient une préparation exhaustive pour y faire face (faire des pronostics, des diagnostics, la scénarisation et le contrôle). Éviter l'avènement d'une catastrophe est envisageable grâce à la gestion de la crise. Toutefois, l'IRA ou les autres institutions ne peuvent pas y échapper mais réduire ses impacts et se préparer à y faire face. Ne pas prévoir une communication de crise renvoie à un dysfonctionnement des responsables et décideurs. Ces derniers sont tenus d'opter pour une veille stratégique et des politiques d'audit pour estomper les retombées. Ils devraient s'interroger sur les stratégies de communication efficaces leur permettant de limiter les dégâts et dépasser rapidement les situations inconfortables.

D'après Mongi Sghaier *et al.* (2009) et les entretiens avec les chercheurs, les politiques communicationnelles devraient s'appuyer sur les variables internes (degré et intensité du risque, relations avec les autres risques, par exemple) et externes (*e.g.* style de gouvernance, changement du régime, crise sanitaire mondiale) du phénomène, des objectifs des acteurs territoriaux et de la population cible qu'ils veulent la toucher. Anticiper à court et moyen termes, pendant les crises sanitaires, est accompagné d'un dispositif d'écoute et d'organisation des campagnes de vaccination par les vétérinaires.

> **Moi :** Lorsque vous faites ces campagnes, comment informez-vous la population de cette manifestation ? Quels sont les moyens de communication pour ces campagnes de vaccination ?
>
> **Vétérinaire GDA :** Ce programme est dirigé par la délégation et les associations agricoles c'est-à-dire toutes les institutions qui sont en contact direct avec la population locale. Si on dit délégation on dit *imada*. Donc la communication existe avec des hauts parleurs. Chaque vétérinaire se charge d'une ou de plusieurs *imadas*, une région bien déterminée. Pour les campagnes, on a la vaccination des moutons et des espèces caprines, contre la gale, contre la langue bleue, contre la fièvre de Malte. Le vétérinaire exerce dans des secteurs bien déterminés. Moi, je les guide et je les dirige.

Le délégué de Menzel Habib soutient que le taux de couverture de vaccination d'espèces caprines contre la fièvre de Malte en 2008 est de 40,75 % (soit 6 113 sur 15 000 têtes prévues pour 545 éleveurs). La régression du nombre d'éleveurs bénéficiaires[193] est due au non rassemblement des troupeaux dans les endroits indiqués, au déplacement de 4 767 têtes pour la transhumance, au défaut de diffusion de l'information aux éleveurs des dates et au refus de vacciner sous prétention que le vaccin va affecter la qualité de la viande. D'ailleurs, certains éleveurs et bergers confirment qu'ils soignent leur bétail avec leurs savoirs ancestraux.

En outre, la création de lieux de paroles, la proposition d'un discours commun et la gestion des rumeurs sont des stratégies communicationnelles pour faire face à lutte contre la désertification. Le plan socio-économique devrait être détaillé grâce à l'établissement d'un agenda événementiel pour prévoir les dates d'intervention des acteurs (campagnes de vaccination des animaux, de soins arboricoles, par exemple). Les agents ministériels observent l'importance de la concertation territoriale entre les administrations publiques lors de l'élaboration d'un programme ou d'un plan de développement. Cette démarche consiste en la mise en commun des acteurs autour d'un objectif territorial en cas de crise.

À cause de la guerre civile en Libye, les chaines nationales et les radios[194] (*radios Mosaïque* et *Tataouine*) ont annoncées que plus de 100 000 têtes caprines et ovines ont été introduites clandestinement dans le territoire tunisien en juin 2011 dans la zone de Dhiba (frontière tuniso-libyenne qui a accueilli plus de 4 000 refugiés en une dizaine de jours début avril[195]). Les autorités locales et les vétérinaires éprouvent une inquiétude vis-à-vis de cette crise sanitaire et la peur que des animaux contaminés propagent la maladie aux troupeaux sains. *Radio Tataouine* s'est chargée de diffuser chaque jour des campagnes de sensibilisation pour avertir la population en cas de détection de l'épidémie de la fièvre aphteuse avec la mise à disposition de numéros d'urgence en collaboration avec les services du ministère de l'Agriculture.

Des évaluations des actions menées ont été faites après la crise de sécheresse qui a affecté Menzel Habib entre 1999 et 2002. La phase post-crise marque la fin de la turbulence. Les expériences tirées permettront de se préparer contre une éventuelle crise. En revanche, la dépendance forte des compensations d'orges a engendré des conflits avec les éleveurs suite à

[193] En 2007, le nombre de têtes caprines vaccinées s'élèvent à 12 980 soit 86, 53 % (propos du délégué de Menzel Habib).
[194] D'après la conférence de presse du ministre de la Santé publique effectuée le 22 juin 2011 sur la chaine nationale.
[195] http://societe.tunisie.lesnews.tk/2011/04/plus-de-4-mille-refugies-libyens.html, visité le 07/05/2011.

la mise en défens et l'interdiction de pâturage dans les zones protégées par l'État. La Tunisie se trouve face à des limites économiques et financières l'empêchant de continuer à subventionner les agriculteurs. Les séquelles et les traces sont toujours irréversibles. Elles permettent, toutefois, de tirer les enseignements nécessaires et constituer une base de données riche.

En conclusion, la « communication engageante » met en interaction la population locale, les chercheurs, les agents institutionnels et les élus ruraux formés à la sensibilisation et conscients des atouts et contraintes de leur territoire avec les structures administratives publiques. Par conséquent, instaurer une cellule de crise menée par un porte-parole permet-il d'agencer entre les différents interlocuteurs et de les rapprocher.

b) Les éco-conseillers pour une proximité communicationnelle essentielle

Les chercheurs soulignent que la longue étendue entre l'agriculteur, l'éleveur et le consommateur est due à l'introduction de plusieurs intermédiaires (spéculateurs, grossistes, négociateurs, détaillants, etc.). Ils proposent de restructurer les relations entre les acteurs territoriaux. Les collectivités locales (structures administratives ayant des activités et des responsabilités) ont vocation à faciliter les relations entre ces nouveaux couples d'acteurs. Chacun de ces intervenants détient un pouvoir de médiation. Ainsi, il s'avère important de renforcer leurs responsabilités et actions.

Le programme LOTH, dans son aspect socio-économique et éco-touristique, a aussi pour objectif de penser des stratégies informationnelles et communicationnelles pour engager davantage la population dans les projets de valorisation territoriale. Ainsi, il faut repenser la communication reliée à la culture et à l'identité locale. Par conséquent, il est essentiel de s'intéresser au territoire comme perceptions sous forme d'identités collectives, d'attachement, de croyances et de rites d'interaction.

> **Moi :** D'après vous, quelle sera la solution ?
>
> **Ancienne porteuse de projet :** La solution, qu'ils s'occupent plus de nous. Ce que je demande c'est que les guides touristiques s'intéressent plus à Menzel Habib. C'est vrai que c'est le désert mais c'est une occasion de s'arrêter, de voir, de rencontrer des gens et surtout d'acheter nos produits. Tataouine, Kébili, Gafsa, Sfax sont des

régions fortes et nous, comme tu vois, rien. Il n'y a que cette route. N'en parlons pas de Wali, Zoughrata.

Les rapports de la délégation de 2008 font ressortir que 12 journées d'initiation à l'informatique et 150 déplacements[196] (sur 180 prévus) ont été effectués dans les champs à l'occasion de l'assistance agricole. Les représentations de la population montrent qu'ils sont méfiants de l'utilité de certaines technologies et pratiques proposées. La médiation communicationnelle présente des obstacles dans le cas où la relation nécessite l'établissement d'une assise affective. Ce côté prône l'émergence de la confiance et le développement de la relation. D'où, la nécessité d'une proximité physique est mise en question (*cf.* annexe n°23, p 416).

Moi : Si les recherches ne sont pas efficaces, quelle solution suggérez-vous pour le développement locale à Menzel Habib ?

Agriculteur (3) : Il faut que tout le monde se réunisse et discute. On ne peut pas faire des projets sans notre consentement, nous imposer des choses qui ne sont pas de notre tradition. Mon fils a voulu lancer un projet d'élevage de poules mais il n'a pas reçu suffisamment l'appui des autorités compétentes. Moi je ne comprends pas, j'ai assisté à une seule séance organisée par le délégué de Menzel Habib. C'était la première et la dernière. On était cloitré dans des chaises pour rien. On entendait des projets qui ne marchent pas ici : des projets de pêche, d'élevage d'escargots, d'élevage de champignons mais est-ce que ces choses là se mangent ? Il nous faut des projets qui marchent avec notre culture, notre Islam, nos traditions. Je n'ai jamais entendu cela. Je dirai la discussion et le dialogue. Le dialogue, le dialogue.

Les chercheurs expliquent que la médiation procure du pouvoir d'influence à l'interlocuteur. Dialoguer entre tous les autres est une perspective pour reconstruire la confiance. Ainsi, il faudrait donner parole aux citoyens. Ne pas confisquer leurs échanges permet de renforcer leurs engagements. La communication passe par l'information de la population locale de l'importance de la préservation de l'environnement et des actions menées pour lutter contre la désertification. Expliquer l'impact des recherches sur le court et le long terme et la manière de gérer les ressources est une alternative pour impliquer et engager les paysans dans les politiques de développement durables.

Moi : Comment dialoguer entre tous ces acteurs ?

[196] Ces journées ont été organisées notamment autour de la lutte contre le Mildiou (maladie de la pomme de terre) et de certains insectes, de l'économie d'eau d'irrigation de la conservation du fourrage, de la lutte anti-rongeurs (50 bénéficiaires) et de la taille des arbres à noyaux. D'ailleurs, des cadres ont enseigné 15 stagiaires entre mi-décembre et mi-janvier pour la taille de l'olivier. Ces séances ont été achevées par un passage d'examen pour la formation de mains d'œuvres spécialisées. Malheureusement, aucun n'a obtenu le diplôme d'aptitudes professionnelles en 2007.

> **Bergère :** Il faut que tout le monde s'assoie sur la même table et non pas chacun pour soi. Pourquoi ne pas écouter aussi les bergers ? Ensuite, il faut transmettre le message aux hauts responsables qui vont prendre la bonne décision. Enfin, l'appliquer dans un bon climat et une bonne entente. C'est comme une famille où le chef de famille qui est le père tient la famille et conseille ses enfants après avoir écouter leurs demandes.

L'évaluation du risque est plutôt destinée aux journalistes, intermédiaires entre acteurs, chargés et responsables de sensibiliser la population, de simplifier et de vulgariser le problème pour qu'il soit assimilé judicieusement. Avec plus de transparence, leurs communications et publications corrigent les divergences et le clivage entre sciences experte et non experte. S'intéresser à la hiérarchisation des risques avec les citoyens prépare leur acceptabilité. La couverture médiatique est une démarche essentielle pour convaincre les indécis et les récalcitrants. L'appui des médias de masse (radios, TV, presse) contribue à relancer la communication et le dialogue. Ainsi, la mise en place de structures spécialisées de médiation facilite-t-elle la coopération de tous les acteurs. Les stratégies issues de leurs analyses permettent de distinguer les besoins, les risques, les intérêts et les objectifs à court et à long termes.

> **Moi :** Comment les autorités locales, les agents administratifs vous informent-ils des nouveaux projets, des nouvelles offres, etc. ?
>
> **Agriculteur (5) :** On n'est au courant de rien. Je ne suis au courant qu'avec l'*omda*. Il vient quelques fois chez moi et on se rencontre d'autres au café. On nous dit que tel projet va être mis en place ici alors qu'il n'y a rien.

La nécessité d'un feedback ou effet retour de l'information complètent la communication suite à l'établissement d'un réseau au niveau des communes. Les agents locaux travaillant sous l'autorité du pouvoir public local transmettent l'information à travers les matériaux de communication : lettre d'information, brochures, posters, panneaux, banderoles, manifestations et haut-parleurs. Ces moyens sont-ils suffisants pour la sensibilisation de la population locale ? Les agriculteurs, les éleveurs et les bergers confirment que la communication directe, à travers les visites dans les exploitations agricoles, les soutienne. Entre ce que les habitants veulent et ce que les professionnels décident, il faudrait avoir un équilibre et gérer les groupes sociaux et la communication.

> **Agriculteur (4) :** Je ne sais pas. Dialoguer et après ? Ici, chacun pour soi. Si on dialogue et on fixe les besoins, comme tu le dis, est-ce que tu penses qu'on va appliquer les décisions qu'on a prises. Je ne pense pas. Il faut chercher d'autres

> solutions que la communication. Je m'excuse ma sœur mais je dois me rendre à mes des affaires.

Comme l'interface entre les décideurs, les chercheurs, les associations et la population, la communication est sous le contrôle de l'État, elle risque d'avoir un impact réduit à cause du manque voire de l'absence d'effets retour de l'information. D'où, l'inefficacité du système de communication est présentée par la déformation, la détorsion, les rumeurs et la dissémination et l'incomplétude des informations transmises (Reix, 2004 ; Chassigneux, 2007). Ainsi, le non suivi des recommandations, suggestions, avis et réclamations de la population locale prouvent la défaillance du système. Car consciente du danger et bien informée de l'inefficacité des dispositifs d'information et de communication la population pourrait agir différemment.

> **Agriculteur (5) :** Beaucoup de rumeurs. Moi, je n'y crois plus. Je travaille ma terre, je tiens mon épicerie et Dieu merci. Ma fille, je vais travailler. *Incha'Allah* on se rencontrera dans d'autres joyeux moments.

Un mauvais ciblage et une identification erronée, fausse et biaisée des destinataires et consommateurs de l'information et de leurs besoins s'avèrent fatales : défaut de confiance, boycott, détournement des pratiques (Calandre, 2006). À cause de la transmission d'un message uniforme, destiné à la fois à des milieux ruraux et urbains et à tous les acteurs, la communication de masse est remise en cause. Le défaut de segmentation de l'audience en fonction des particularités environnementales : écologiques, socio-économiques et géopolitique explique le gap entre connaissance et comportement.

> **Moi :** Je travaille sur les relations entre les acteurs : les chercheurs, les administrations, les associations, la délégation pour essayer de comprendre pourquoi beaucoup de projets de développement ont échoué.
>
> **Agriculteur (5) :** Je comprends. C'est normal qu'ils aient échoué parce que les autres ne s'intéressent pas à nous. Ils ont leurs propres objectifs et intérêts et ne s'intéressent qu'à ça.

Exprimer ses avis et avoir l'esprit critique favorisent la reconstruction de relations et la projection dans le futur. « Habituellement, garder la face est une condition de l'interaction et non son but. Mais les buts, qui sont par exemple de se trouver une face, d'exprimer ses opinions, de déprécier les autres ou de résoudre des problèmes et d'accomplir des tâches, sont généralement poursuivis de façon à ne pas contredire cette préservation. Étudier les moyens de sauver la face, c'est étudier les règles de circulation des interactions sociales ; cela permet de connaître le code de que l'individu respecte à chaque fois qu'il croise les chemins ou les

projets des autres, mais cela ne nous apprend pas où il va, ni pourquoi il désire y aller » (Goffman, 1998 : 15).

Le dialogue, la continuité des échanges et le respect modifient le comportement des récalcitrants et des indécis. Les chercheurs et les agents associatifs retiennent que le renforcement de la dynamique locale est corrélé avec le partage des enjeux. Ils devraient rechercher des zones d'entente lors de la négociation avec la population locale (ouverture de postes d'emplois, amélioration de la situation sanitaire du bétail, forage de puits).

> **Moi :** Pourriez-vous m'expliquer votre relation avec l'association agricole ?
>
> **Agriculteur (5) :** Je m'y rends souvent. Ils m'aident et me soutiennent dès que la situation est difficile. Ils me conseillent sur la qualité des semences, des graines. Je les contacte souvent.

La majorité des chercheurs, des agents institutionnels et la population locale revendiquent l'importance d'intermédiaires pour relier tous les acteurs et favoriser la concertation territoriale. Acteurs multidisciplinaires, les intermédiaires interviennent en tant que connaisseurs en la matière d'une part, et détenteurs de pouvoir, d'autre part. Renforcer le rôle de médiateurs assure la gestion des projets, la communication, l'assistance, la sensibilisation et la préservation de l'environnement. Représentées par les associations, les *omdas*, les collectivités et groupes d'acteurs, les éco-conseillers exercent déjà sur le territoire de Menzel Habib et ont pour objectif le développement durable *via* la gestion participative. Par exemple, chaque *omda* est tenu de recenser le besoin en fourrage des éleveurs de son *imada*.

> **Moi :** Prenez votre temps. Comment êtes-vous au courant des informations qui circulent sur la procédure d'emprunt auprès des institutions locales ?
>
> **Agriculteur (2) :** C'est grâce à mon voisin qui a fait la même chose mais pas ici. En fait, son fils est parti vivre à Gabès et a lancé un projet de confection de couffins, de chapeaux. Il a totalement réussi. Ici, c'est différent. L'*omda* nous informe parfois sur les projets qui vont se développer dans notre région. Lui, il est en contact avec les associations agricoles et les institutions locales. À part ça on n'a rien. Il faut qu'ils viennent jusqu'à nous pour discuter, prendre de nos nouvelles, nous conseiller au lieu de rester dans les bureaux. En tout cas, je les remercie pour l'effort qu'ils font. Ce sont les enfants du bled.

Les intermédiaires, d'après les paysans, sont des personnes respectées, de confiance, de savoir et de sagesse. Ils ont des compétences de négociation et des capacités à résoudre les conflits au sein des groupes. De part et d'autres des aptitudes de l'éco-conseiller, les paysans revendiquent l'importance des valeurs communautaires. En effet, ils soutiennent que l'identité

communautaire élargisse la notion de confiance. Le partage d'un même vécu et des représentations collectives est un facteur important pour s'investir dans une relation de confiance.

D'après Claude Villeneuve et Nicoles Huybens (2002), la différence entre un éco-conseiller et un conseiller en environnement se situe au niveau de sa formation, des connaissances cumulées et de la vision globale/spécifique. L'éco-conseiller est un généraliste de développement durable contrairement au conseiller qui est spécialiste et expert de l'environnement. Par conséquent, l'éco-conseiller adopte une vision globale et intégrée de la situation. Ayant un certain recul vis-à-vis de l'événement, de la personne ou de l'objet, il perçoit le problème différemment. D'ailleurs, l'intégration d'étudiants de Menzel Habib dans la vie professionnelle, bien qu'ils soient issus de différents horizons disciplinaires, géographiques et sociaux, enrichirait le dialogue grâce à l'interconnexion et la cohabitation de leurs cultures avec celle de la population. Aptes à communiquer, la connectivité appréhende le travail en équipes et la construction de la confiance.

Étant donné que la communication à Menzel Habib est essentiellement verbale, l'éco-conseiller devrait avoir l'esprit d'un travail en équipe afin de gagner la confiance de la population, des chercheurs, de l'administration et des institutions locales. Les proximités physique et affective (familiarité, respect, humilité et empathie) sont renforcées par les réunions et les rencontres régulières. Il devrait savoir échanger les informations pertinentes et simples avec toutes les catégories d'acteurs. Savoir écouter, comprendre, convaincre et négocier contribuent à la résolution de conflits dans les groupes. Sa position de médiation intéresse à la fois les professionnels et les non professionnels pour la valorisation du territoire.

Le réseautage national et international suppose la maîtrise d'outils technologiques pour chercher, traiter et diffuser l'information en temps opportun. L'éco-conseiller joue une fonction heuristique dans l'identification et la structuration des problèmes environnementaux en collaboration avec les chercheurs et les agents institutionnels. Sa fonction stratégique se situe dans l'orientation des actions politiques et sociales à entreprendre avec les administrations locales et régionales. Une fonction instrumentale caractérisée par la sensibilisation, la négociation et la diffusion des savoirs. Enfin, une fonction idéologique se concentre sur la promotion de l'équité sociale, le respect et la démocratie. (Villeneuve, Huybens, 2002)

> **Moi :** Avez-vous les informations nécessaires sur les terres qui sont interdites de pâturage ?

> **Berger :** Comme je t'ai dit tout à l'heure, à chaque fois on change d'endroits et ça peut porter des confusions. Ils viennent ici pour nous dire qu'ils vont fermer tel ou tel endroit. Nous, les bergers, on communique entre nous et on discute à chaque fois qu'il y a des changements. Généralement, il y a les agents qui viennent jusqu'ici nous interdire de ne pas paître sur ces zones[197]. C'est une sorte d'un cycle qui se répète souvent : on ferme deux mois, on ouvre deux mois.

Néanmoins, ces tâches sont complexes à cause de la diversité culturelle et disciplinaire des problèmes et les divergences de points de vue. De plus, ce n'est pas facile pour les professionnels de produire des discours identitaires. Grâce à la construction de la notion d'écocitoyenneté, le public est sensibilisé pour la protection de la nature et de l'environnement avec le soutien des dispositifs de l'information et de la communication. Mettre au point des relations de partenariat et prendre contact avec des institutions du terrain élargissent les perspectives de prospérité et de valorisation territoriale.

> **Moi :** Pourquoi ils vous demandent ça ?
>
> **Bergère :** D'après ce que j'ai compris, ils veulent que le couvert végétal revienne et que les animaux sont responsables du surpâturage. Moi, j'écoute tout ce qu'ils disent. C'est très important de sauver Menzel Habib. Ils se sont déjà adressés au propriétaire de ces animaux. Lui, également, m'a demandé de ne pas paître dans les zones indiquées par les agents forestiers.

En conclusion, la démarche de type participative contribue à la créativité des citoyens engagés et à l'enrichissement du débat public. Ce dispositif prospectif prend en considération les avis minoritaires et divergents sous forme de conférences citoyennes, de cercles et prospectives. D'ailleurs, cette approche se fonde sur des scénarios développés et des représentations diverses. Grâce à la démocratie scientifique et technique, les chercheurs, les non experts, les collectivités, les associations et les élus se mobilisent autour de questions scientifiques, environnementales, socio-économiques. Ainsi, ce dispositif communicationnel met-il l'accent sur la capacité réflexive de la société face à la complexité et l'incertitude de l'environnement.

[197] D'après les études de l'IRA, pour les surfaces de pâturage moins de cinq hectares, seul un troupeau ovin ne dépassant pas 10 têtes et un troupeau de caprins moins de cinq têtes doivent paître. Les agents institutionnels et les chercheurs tolèrent 150 têtes d'espèces caprines et ovines dans les grands périmètres de pâturage (Sghaier *et al.*, 2009).

4.3.2 La participation : une alternative pour la reconstruction de la confiance

Les interviewés confirment que la participation de tous les acteurs dans la mise en place d'un projet territorial contribue à l'instauration de la confiance, à la souplesse des décisions et des stratégies envisageables, à la flexibilité du processus de prise de décision et à la reconnaissance des acteurs. Le parrainage d'experts et de professionnels avec des pôles de recherches des pays développés réduit le décalage nord-sud et anticipe l'apparition de nouvelles fractures (Mzioudet, 1990). Les alliances scientifiques apportent leur soutien aux zones arides en proposant des solutions pertinentes aux problèmes émergents.

De plus, l'implication des citoyens au processus de détermination du risque appréhende la confiance comme vecteur de réussite. L'association entre les milieux scientifique et non scientifique témoigne de la démocratie dans la gouvernance du risque (*cf.* **a**). En outre, la négociation acquiert une valeur symbolique dans la mesure où les acteurs recourent à leur base de référence profane et experte. Le contrôle profane peut s'avérer intense lorsque les pressions qu'exercent les agriculteurs sur les experts traduisent la volonté de dominer et d'être reconnus et légitimés. Ainsi, le débat est-il une occasion d'acquérir un ensemble des connaissances et d'évaluer les politiques territoriale (*cf.* **b**).

a) Le citoyen dans les projets de développement

La coopération entre le LESOR et le CREM repose sur l'interconnaissance et la veille scientifique pour la valorisation de la recherche et la participation d'experts nationaux et internationaux. *Via* les comités scientifiques, les séminaires, les commissions, les professionnels s'investissent davantage dans le développement territorial (*cf.* annexe n°24, p 417). La veille scientifique renseigne sur la qualité et la quantité des travaux académiques et valorise les interactions interculturelles. La coopération oscille entre l'aspect instrumental par l'établissement de contrats (normes et règles) et l'aspect social dans la réciprocité des échanges. La nécessité que le partenariat soit encadré par une autorité supérieure notamment les ministères et les comités internationaux aide ces laboratoires à coopérer.

> **Chercheur (10) du LESOR :** Avant, on travaillait avec les institutions étrangères et si on a besoin des données on téléphone à nos amis qu'on a besoin de telle ou telle information. Là on travaille plus sur l'appropriation du modèle. On essaye

> d'appliquer le modèle et de les faire apprendre. Ca ne s'arrête pas à collecter les données. On fait la collecte des données ensemble jusqu'au transfert des connaissances vers les acteurs. Ces acteurs peuvent intervenir même dans la conception du modèle, le choix des critères selon le modèle, bien sûr. On leur rend le modèle approprié.

Capables de remplir leurs missions, les laboratoires profitent des coopérations internationales matérialisées par l'implantation d'infrastructures plus que nécessaires (Dubois : 2004). Travailler collectivement favorise la mise en place de bases de données, la création de services de conseils et de consulting, l'encouragement des chercheurs à trouver des solutions durables et l'évaluation des objectifs de développement. Toutefois, ce parrainage peut augmenter la dépendance scientifique.

Par ailleurs, et du côté de la population locale, les journées de sensibilisation et les ateliers de formation adoptent elles aussi des démarches participatives. En effet, les réunions, organisées à Menzel Habib entre citoyens, scientifiques et professionnels portent sur la gestion des ressources rares pour le développement territorial. L'implication de la population passe par l'explication des liens entre les notions usagers et leurs pratiques avec la problématique de désertification. La perspective de gestion patrimoniale est envisagée par la responsabilisation des acteurs locaux. D'ailleurs, l'approche participative, adoptée dans ce territoire, implique davantage de partenaires dans les programmes de développement durable.

Par exemple, l'Union locale de l'agriculture et de la pêche (ULAP) de Menzel Habib a organisé en 2008 et en collaboration avec le GDA des journées d'information et des visites de champs. Outre l'information de l'agriculteur, il s'agit aussi de susciter les rencontres et de maintenir et renforcer les liens. Comment faire en sorte que les communautés agricoles se sentent concernées par l'importance des engrais dans les plantations ? La conviction des agents de l'ULAP est de mettre l'accent sur l'amélioration de la production des arbres fruitiers grâce au suivi des conseils des professionnels.

Pour que la population locale puisse continuer à subvenir à ses besoins, les acteurs de développement notamment les structures institutionnelles, de décision et de recherche, s'entraident à revaloriser ce territoire. De nombreuses écoles de la région sont mobilisées pour organiser des journées de sensibilisation. À partir du moment où les enfants et les jeunes ont compris le risque de désertification, d'une part, la manière de gérer les ressources rares et l'utilité des projets de développement territoriaux, d'autre part, ils apprennent à mieux exploiter dans l'avenir leur écosystème. Animé par des processus d'apprentissage collectifs,

la population est invitée à s'investir dans le développement de son territoire. Grâce à l'initiative et le travail de tous, les administrations espèrent que les citoyens vivent dans un environnement préservé et aient une économie prospère.

> **Moi :** Pour Ouled Amor et Ouled Ghali certains ont choisi la participation dans les projets alors que d'autres ont refusé.
>
> **Chercheur (2) du LESOR :** Les phénomènes d'exode rural sont assez fréquents. Les crises sociales et économiques qui incitent ces phénomènes et ne peuvent pas aboutir à des approches sectorielles.

Le refus de certains de participer dans les projets de développement est dû au défaut de crédibilité du public et à la méfiance vis-à-vis l'administration. De plus, l'attitude du citoyen face au risque dépend de la confiance accordée aux experts. Les chercheurs expliquent ce déni par la difficulté de s'engager et par la fragilité de la situation socio-économique. Ainsi, la population peut être écartée volontairement (*e.g.* exode, crainte, enfermement) ou involontairement (imposition des choix) des politiques territoriales. Toutefois, la participation des paysans demeure timide et conditionnelle. En effet, ceux qui acceptent exigent une compensation ou une contre partie contre leur coopération dans les projets (cas des dressements biologiques[198], cas de Henchir Snoussi, par exemple).

b) Négocier pour agir efficacement

Les actions collectives sont constamment remises en cause par la population qui repousse les solutions proposées par les structures administratives et de recherches. La reconnaissance des points de vue de chaque acteur permet de prouver que chacun détient un savoir particulier à travers ses aptitudes cognitives, à identifier le problème, interpréter et à apporter des réponses. Les frontières entre spécialistes et non spécialistes se brouillent et sont désormais levées *via* la négociation et la confrontation des points de vue et des jugements[199] mettant en exergue l'enrichissement mutuel. Le croisement interdisciplinaire entre praticiens, professionnels et non professionnels participe à la construction sociale.

[198] C'est une stabilisation, mécanique ou manuelle, effectuée pour bloquer la progression des sables mobiles. Cette levée en terre appelée aussi contre dune ou *tabia* est confectionnée sous forme d'un trapèze d'une hauteur de 120 cm et de 500 m de largeur (Sghaier *et al.*, 2009).

[199] Selon David Le Breton (2004 : 33-34), l'interaction entre les acteurs « […] permet la communication, la confrontation des points de vue dans la constitution de la réalité, mais il autorise aussi l'individu, à se penser lui-même dans son rapport au monde, à comprendre les situations où il est engagé ».

> **Responsable GDA (1) :** Il y a quelques tentatives : exemples concernant l'approche participative. Ils arrivent et mettent en place une *tabia* : « consolidation biologique » et donnent au citoyen de l'argent. Le citoyen est tenu de s'occuper de la *tabia* et cette plantation est parfois sur ses terres. Cette plantation est bénéfique pour le citoyen : réaliser ses objectifs.

Les chercheurs associent la situation de conflit entre les acteurs de développement à une occasion de coopération et d'échange dans la mesure où le déclenchement de tensions permet l'atteinte d'équilibres grâce à la négociation. Ainsi, le partage de valeurs, de croyances et d'attitudes renforce les interactions par la confrontation. Le minimum de confiance est une condition préalable pour la cohésion sociale. Nous mentions que les chercheurs du LESOR sont plus sensibles à la question de confiance et de communication que ceux des autres laboratoires. Cela est dû à leurs proximités et contacts fréquents avec les acteurs de développement.

> **Chercheur (1) du LESOR :** Tu fais n'importe quelle étude la plus sophistiquée, si tu n'arrives pas à convaincre, ça n'aboutira pas. Si l'autre n'a pas confiance aux autres, c'est pareil. Or, la problématique est que les deux doivent coopérer pour affronter.

La négociation porte essentiellement sur l'adéquation de l'offre à la demande de financement d'un investisseur potentiel, sur la discussion des prix et de la disponibilité des aides et des subventions et sur l'acheminement des eaux de Soukra vers Menzel Habib. Concernant, l'étude des crédits, elle se base sur la comparaison entre les propositions de l'institution financière en termes de conditions de financement et de capacités de remboursement des porteurs de projets. Les vertus de la négociation avec le public sont nombreuses : identification des besoins, atteinte d'un consensus et réduction des conflits de pouvoir et d'intérêt. La consultation des citoyens permet de cerner leurs attentes. Comme la négociation apporte à chaque intervenant un pouvoir, des limites peuvent surgir notamment le maintien de position et la possibilité d'émergence de conflits d'intérêt et de comportements opportunistes.

La concertation territoriale est un processus mis en œuvre autour d'objectifs partagés par les acteurs impliqués dans le développement et l'aménagement du territoire. Elle suit une ligne de conduite de la prise de conscience du problème de désertification à la proposition de solutions. Elle est le point de départ de la négociation engageant tous les acteurs (*cf.* **1.2.1. b** p 81). Les partenaires fixent des règles cohérentes avec les objectifs du projet de développement en respectant les cultures de chacun. La négociation est censée mettre en relation décideurs et citoyens pour dialogue (Bertacchini, 2000).

> **Chercheur (7) du LEFS :** Menzel Habib, c'est encore pire ! Malheureusement, les projets ont échoué parce qu'il n'y a pas de transparence, il n'y a pas de stratégies claires, pas de stratégies claires. On le dit. Toute chose a une visée politique. Concernant l'approche participative, on parle beaucoup. Les discours existent mais pour la pratique, c'est autre chose.

Les écarter de la décision finale est susceptible d'être une source d'insatisfaction, de déception et de défaut de confiance (*cf.* **2.3.1.** p 136). D'ailleurs, David Le Breton (2004 : 47) souligne que « l'acteur n'est plus la marionnette d'un système social dont il ne possède nulle conscience. Doté d'une capacité réflexive, il est libre de ses décisions dans un contexte qui n'est pas sans l'influencer ». Néanmoins, le processus de concertation est réduit à l'écoute des citoyens. Peu d'entre eux sont informés de toutes les étapes du projet. En effet, le débat s'inscrit en amont du processus de la mise en place d'un projet et se limite à la sensibilisation de la population locale et des parties prenantes.

L'écoute est une aptitude permettant à l'individu de s'engager dans les politiques de développement. Elle s'appuie sur l'intensité et la fréquence des relations interpersonnelles. Nous pensons que la population devrait être intégrée dans tout le processus de mise en place de l'observatoire depuis l'identification des besoins jusqu'à la vérification et l'évaluation des actions appliquées. D'ailleurs, la majorité des citoyens interrogés confirment qu'ils sont peu informés. Ils mettent également l'accent sur le non retour informationnel et condamnent d'avance les politiques de développement. Ils les perçoivent comme des stratégies défaillantes coûteuses en temps, en effort et en argent. Leur comportement est exprimé par l'abstinence de participer aux projets de développement.

> **Moi :** Êtes-vous au courant des projets qui vont être mis en place et comment ?
>
> **Agriculteur (3) :** On est loin. Je ne suis au courant de rien. Tout se fait sans notre consentement. Moi je cultive ma terre et je m'assoie sous mon olivier et je suis calme des ses tourmentes. Comment tu veux que je sois au courant des projets alors qu'on ne sait rien ?

Du côté des chercheurs et des agents institutionnels, négocier avec la population locale s'avère difficile. Des conflits et des discordances naissent à cause de la perception des représentants de l'État et des institutions sous tutelle comme preneurs de décisions et opportunistes. Par conséquent, la prise de parole des agriculteurs, des éleveurs et des bergers est souvent perçue comme un discours véhiculant des messages violents et révélateurs. La discorde dans ces propos est due à la volonté de témoigner afin de légitimer leurs

représentations, d'une part, et d'exprimer leur déception des promesses non tenues, d'autre part.

> **Chercheur (9) du LELCD :** Oui, oui, oui ! Je me rappelle une fois, j'ai travaillé avec eux et je les connais très bien. J'ai dit non ! Monsieur X était très exigeant et caractéristique. « Donnez-moi ça, faites-moi ceci, je veux cela, construisez-moi ceci, donnez-moi ces terres ». Je lui ai dit « Mais, ils vous ont donné des choses ! ». Il nous répond « C'est peu ! » et, en plus, devant Monsieur le délégué.

La participation des professionnels n'est pas uniquement consolidée par la promulgation de textes juridiques mais aussi par la médiation et la concertation. La négociation c'est d'abord s'interroger sur le degré d'implication des acteurs à la prise de décision. Faire participer les décideurs, les experts, les représentants et les acteurs concernés permet de cerner leurs besoins.

En définitif, la population devrait être avisée davantage par les campagnes d'information et de sensibilisation écologique. Le soutien à l'expression devrait véhiculer une attitude d'écoute et de respect des différences (Calandre, 2006). L'implication de la population locale dans les projets de développement durable permet de réduire le déni de responsabilité et de construire la confiance. La sensibilisation de l'acteur passe par la construction de son identité pour faciliter la gestion de l'écosystème. Sa prise de conscience est plus que nécessaire pour soutenir l'avancement du projet et pour renforcer les liens avec autrui c'est-à-dire privilégier les dimensions sociale et économique. La négociation évoque chez le citoyen un sentiment d'appartenance communale et une satisfaction d'accomplir une action d'intérêt général. L'effet de rupture annoncé peut s'avérer fatal à la communication et, par conséquent, à l'engagement des acteurs.

*

* *

Nous pouvons constater, à partir des observations et des entretiens, que la confiance territoriale n'émerge qu'après une certaine prévisibilité de l'acteur et son engagement de ne pas tenter d'être opportuniste. Lorsque les acteurs de développement sont en conflit ou en discontinuité communicationnelle, créer la confiance privilégie le partage d'un sens commun.

La confiance comme capital social est construite à travers l'évaluation temporelle et spatiale des performances de chaque acteur privilégiant la solidarité (Coleman, 1990). Bien qu'elle renforce le risque d'opportunisme collectif, cette situation encourage leurs motivations de revendications collectives (*cf.* **1.3.2. a** p 98).

Tous les acteurs territoriaux soutiennent que la transparence dans l'information, sa simplification et son filtrage sont perçus comme une tentative pour renouer le dialogue et relancer la communication. Les chercheurs sont en interaction directe avec l'administration et les agents institutionnels. Ils entretiennent des relations continues mais toutefois fragiles et tendues avec les citoyens de Menzel Habib. Leur vulnérabilité et dépendance avec les structures administratives et les organismes internationaux affectent l'échange de l'information. D'un côté, la culture du secret et la déformation informationnelle sont des stratégies adoptées par la population locale comme réponse à la surveillance de l'administration et des institutions locales. De l'autre côté, le contrôle, et d'après les agents administratifs, a pour objectif d'aider à davantage de visibilité et de transparence dans les informations et les actions.

Au sein de la communauté scientifique, les chercheurs collaborent entre eux et exigent l'instauration de la confiance entre collègues. Les affinités sont construites entre groupes appartenant à un même laboratoire ou faisant partie d'un autre laboratoire afin de fluidifier le travail (Giddens, 1990). Quant aux institutions locales, ils entretiennent des relations contractuelles avec les agriculteurs, les éleveurs, les bergers et les porteurs de projets.

Impliquer davantage tous les acteurs dans la prise de décision conduit à une meilleure évaluation du risque, une sensibilisation plus ressentie et à une relance du dialogue. À l'apparition de nouveaux outils et/ou pratiques, les scientifiques sont tenus de prouver le bien fondé et les avantages de leurs recherches établies à travers de solides arguments (*cf.* **1.2.1. a** p 79). Aux fondements scientifiques s'ajoutent l'acceptation sociale de la norme, le rapport coût/bénéficie, le respect des rites communautaires et les considérations religieuses, économiques et sociales. La confiance consiste à assurer la loyauté d'autrui et le respect de ses besoins, attentes et valeurs.

La difficulté d'organiser des rencontres, des débats et surtout de lancer la communication sont à surmonter dans une zone aride où la démocratie directe n'est pas encore imprégnée dans les valeurs et les esprits des acteurs. Un dialogue constant et non interrompu sert à atteindre des consensus et, le cas échéant, à prendre des décisions et réaliser des projets de développement.

Exploiter au mieux la diversité des savoirs et les mettre à disposition des décideurs publics et privés est un jeu de coordination.

Valoriser le savoir-faire pour le secteur artisanal (organisation de stages de formation aux techniques de tissage pour la femme rurale) offre des opportunités et des occasions de développement pour la région. Le secteur devrait être organisé et soutenu par la création de centre de collecte des produits artisanaux (tapis, *flij*, *ghrara*, etc.) et la variation des produits et des spécialités. L'encouragement des porteurs de projets à investir dans le secteur permet de réduire la surexploitation de la terre et la diversification des revenus. Par conséquent, renforcer le tissu institutionnel local par la création d'associations de développement a pour objectif d'encadrer les organisations locales, d'augmenter leur efficacité sur le terrain notamment au niveau de la coordination et la complémentarité entre acteurs publics et acteurs privés.

CONCLUSION DE LA DEUXIÈME PARTIE

Notre recherche est basée sur une démarche purement qualitative de la zone aride Menzel Habib. L'étude de la confiance entre les acteurs suit une approche interactionniste. En effet, ces individus produisent eux-mêmes leurs actions et significations étant donné qu'ils bénéficient d'une certaine autonomie. Au cours de l'interaction, ils interprètent leurs actions et celles des autres (faits, gestes, mimiques, etc.) et leur donnent du sens. Ainsi, pour agir il suffit d'interpréter des situations (assister à un mariage, campagne de vaccination, par exemple) pour communiquer. L'approche interactionniste symbolique traite également les interactions entre individus et objets (*e.g.* outils et pratiques agricoles, normes et règles).

Le contact direct entre interviewé et interviewer met l'accent sur des situations interactionnelles : communicationnelles et informationnelles. À travers ces rencontres, l'honnêteté et la sincérité de l'acteur sont mises à l'épreuve pour tenter de comprendre son comportement. Il est important de rappeler à chaque rencontre la problématique, son intérêt et les objectifs de recherche afin d'assurer un maximum de transparence dans l'information avec les interviewés. D'ailleurs, la confiance entre observateur et observé est exprimée par la qualité d'approcher son interlocuteur (transparence, clarté dans les gestes, empathie et intégrité) et la réputation.

La logique du don contre don est souvent non respectée à cause de l'opportunisme des acteurs territoriaux. Du côté des laboratoires, augmenter la rente scientifique (établir des rapports scientifiques, finir une thèse, se préoccuper du classement du laboratoire sur le plan national et international, par exemple) est l'objectif de certains chercheurs. Pour les agents institutionnels et administratifs, l'opportunisme a pour finalité la réalisation de quotas et de rapports. Nous avons observé qu'il n'y a pas un retour d'information vers les acteurs sur lesquels des enquêtes sont réalisées.

En outre, les rumeurs et les mensonges entravent la qualité de l'information, affectent le comportement des acteurs et faussent leurs actions. Le chercheur est tenu de s'interroger constamment sur l'information qu'il doit échanger et pour qui. Sa démarche, dans l'approche d'acteurs, est tributaire de la dynamique de la confiance à travers le choix de l'échantillon, les méthodes choisies et les outils utilisés. La vulgarisation de l'information est atteinte grâce à la formation et la sensibilisation.

À travers les entretiens et les enquêtes menés dans la région de Menzel Habib avec les agriculteurs, les bergers, les structures administratives et de recherche et les institutions locales, la stratégie du silence et la déformation de l'information sont fréquemment observées. Nous avons éprouvé des difficultés pour approcher une population usée et vulnérable. D'ailleurs, le peu de dialogue instauré est fragilisé à cause du défaut communicationnel. Ainsi, une confiance initiale permet de dépasser des obstacles de rencontres qui pourraient exister au début de toute interaction.

En conclusion, et à partir de notre recherche, nous pouvons constater que les porteurs de projets, les agriculteurs et les éleveurs entretiennent des interactions économiques basées sur le calcul avec les institutions et l'administration. La population locale et les agents institutionnels calculent ce qu'ils vont gagner et ce qu'ils vont perdre de l'engagement dans une relation. Les paysans de Menzel Habib éprouvent une incompréhension des associations agricoles et des groupements de développement. En effet, les divergences dans les stratégies des conseils de gestion, par exemple, avec celles de la population locale, l'absence des propriétaires, résidant pour la plupart dans la région d'El Hamma, la fragilité dans la gestion et l'attribution des subventions aux bénéficiaires sont les principaux obstacles.

Au niveau de l'emploi, le fort exode rural vers les zones voisines fait perdre des ressources humaines nécessaires pour le développement du territoire. D'autant plus que les demandes d'emploi ne correspondent pas à l'offre ce qui oblige à faire appel à des cadres ou ouvriers qualifiés en dehors de la délégation. Les jeunes se désintéressent massivement du secteur agricole à dominance pluviale à cause des difficultés socio-économiques et écologiques dans cette zone aride. Également, le manque d'information et de sensibilisation des acteurs des opportunités offertes par l'État sur le plan socio-économique et institutionnel affectent leur engagement dans les politiques de développement.

À la suite des enquêtes faites, nous remarquons que les citoyens de Menzel Habib considèrent l'administration et les chercheurs comme responsables de l'échec des politiques de développement. D'ailleurs, les interactions entre eux sont sensibles et fragiles. Elles sont exprimées essentiellement par leur faible présence dans les campagnes de sensibilisation et la non application des normes. Ces réactions sont dues par l'imposition de stratégies, de projets et de décisions incohérents avec les objectifs de la population locale. De plus, le désengagement de l'État, la non réalisation des objectifs et l'incapacité des acteurs sont des raisons de destruction de la confiance.

En outre, la réticence des paysans pour l'octroi de crédits malgré les facilités offertes par les associations exprime leur désintérêt d'investir dans leur région. Ainsi, les demandes et les initiatives de la part des bénéficiaires demeurent limitées. Le ralentissement économique n'est pas favorable à la création de nouveaux projets dans la zone. D'ailleurs, les bénéficiaires préfèrent investir ailleurs plutôt que sur Menzel Habib. Ceux qui sont diplômés choisissent de rester et d'attendre d'être recrutés dans l'administration publique que de tenter leur chance dans des projets privés et à risque.

Du côté des chercheurs, ils expriment la confiance comme une situation incertaine véhiculant la fragilité et la vulnérabilité. Beaucoup se trouvent dans une position inconfortable suite à leur intervention dans une région fragile. Ils déclarent que la population est soumise aux décisions administratives. Pour certains, ils se voient comme des « complices de leurs malheurs » étant donné qu'ils participent à proposer des solutions inadaptables et inappropriées au contexte de Menzel Habib. Ainsi, l'expression de la population est parfois violente (agression verbale, vol, assassinat, par exemple) pour manifester son mécontentement.

L'intégrité du chercheur, son rythme de travail, son efficacité et son comportement sont les facteurs clés de succès de la réussite de la recherche. En revanche, la disparité entre les connaissances expertes et non expertes ouvre une brèche de tensions et de conflits entre acteurs. La méfiance et le manque de dialogue entre les acteurs relèvent du décalage entre l'expertise scientifique et les perceptions des autres organismes.

L'expert, ayant une capacité exclusive à apporter des solutions à la population, ne s'intéresse que récemment (environ depuis 30 ans) aux autres savoirs. Les agriculteurs et les éleveurs questionnés savent que l'universitaire qu'il est devenu sait que les activités traditionnelles assurent l'avenir de son territoire. Il s'avère, en outre, primordial de réintroduire ces savoirs longtemps marginalisés : savoir-faire, pratiques, coutumes, habitudes, rites, etc. Ces connaissances sont capables de transmettre des cultures, de décrire les modes de vie des ancêtres et de les véhiculer à présent, à partir des représentations riches.

En guise de conclusion, nous relevons, à partir de nos entretiens et observations, des points communs et de divergence dans la perception de la réalité par les acteurs de développement au niveau de la définition de la confiance, de l'échange informationnel, la perception de la

désertification et des politiques territoriales, le degré de participation et des stratégies communicationnelles.

Tous les acteurs définissent la confiance comme une croyance et attente positive. Croire que l'autre se comportera comme prévu permet à l'acteur de construire la confiance. Les sujets interviewés préfèrent des engagements formels (contrats, chartes, accords) et/ou informels (donner sa parole, serrer la main, jurer) comme garanties de leur investissement dans une interaction. Ils se rejoignent également dans l'exigence d'un retour informationnel pour assurer la continuité des échanges. La forme de l'information devrait être prise en considération dans la mesure où une segmentation de la population cible paraît primordiale. L'information destinée à un chercheur n'est pas la même transmise à un citoyen. Au sein même de la communauté scientifique, la pluridisciplinarité exige un langage commun pour collaborer et lutter collectivement contre la désertification.

La détermination du problème et l'identification des besoins des acteurs permettent de classer les priorités. À travers les entretiens, les rencontres et les réunions faites avec les agriculteurs, les pasteurs, les futurs porteurs de projets locaux, etc., les chercheurs collectent les informations sur les contraintes de développement. Toutefois, la population reste méfiante en raison des promesses non tenues par les chercheurs et les structures administratives et institutionnelles (*cf.* **3.1.3. a**, p 183).

En outre, les enquêtés soulignent la primauté de la participation de tous dans les projets de développement. Il faudra, ainsi, réfléchir au degré d'intervention de chacun dans cet espace de négociation. La population devrait être engagée dès le début du projet pour l'impliquer davantage. Cependant, certains chercheurs et agents administratifs préfèrent l'informer puisque concilier entre tous les besoins et les objectifs s'annonce difficile.

Les appréhensions de la majorité chercheurs vis-à-vis des politiques de développement durable sont de revoir les priorités surtout socio-économiques par rapport aux soucis écologiques. D'autres, surtout ceux travaillant dans les laboratoires (ayant des contacts irréguliers avec les acteurs), ont tendance à réfléchir sur la dimension écologique. La plupart des agents administratifs et institutionnels et la population préfèrent mettre l'accent sur le problème socio-économique pour réduire les problèmes écologiques.

Traiter la pauvreté et le chômage devraient être les premiers objectifs du développement territorial pour ensuite, songer à la question environnementale. La complexité et l'urgence de la situation sont présentées par la divergence des objectifs et l'inefficacité des solutions. Les

stratégies non claires et ambigües devraient pousser les acteurs de développement à chercher des solutions thématiques. Pour la relance de la confiance, les chercheurs misent sur une bonne gestion de l'information notamment vers la population et le respect de la hiérarchie entre structures administratives, institutions et population locales.

Conclusion

L'observatoire Menzel Habib sert à surveiller les risques écologiques et socio-économiques. L'anticipation des risques est matérialisée par des programmes nationaux et internationaux. Il s'appuie sur un réseau d'acteurs : structures administratives, institutionnelles et de recherche et la population locale. Les expérimentations ont été appliquées dans des zones tests là où les chercheurs se sont concentrés pour l'étude de la désertification. Grâce aux enquêtes, aux réunions de groupes avec la population et aux entretiens avec la structure locale et spécialistes, nos recherches visent la valorisation territoriale *via* le programme LOTH. En effet, réaménager le territoire est-il assuré par la participation de tous les acteurs notamment la population locale et l'exploitation efficace de leurs savoirs ?

Le gouvernement tunisien a ratifié un plan d'action sur l'échelle national pour la lutte contre la désertification et a encouragé la création de partenariats internationaux. L'observatoire conçu dans la délégation de Menzel Habib, zone aride, a permis le développement d'un réseau de relations entre partenaires, d'encourager la recherche, de produire des documents et matériels (guides d'utilisation des équipements, formulaires, par exemple) et de mettre au point des outils agricoles. Ainsi, l'établissement d'un système de surveillance écologique et socio-économique et la mise en place de comités au niveau des *imadas* permettent-ils de renforcer la confiance et d'appuyer les techniques de gestion informationnelle.

Notre recherche fait ressortir une approche multi-acteurs permettant d'analyser les mêmes aspects communicationnels, socio-économiques et écologiques. En effet, nous avons suivi cette démarche afin d'orienter le dialogue et proposer des perspectives de reconstruction de la confiance. Par exemple, la perception du risque, les politiques de développement, les stratégies informationnelles ont été évoquées par tous acteurs territoriaux afin de ressortir les points communs et de divergence et diriger des recherches futures vers la « communication engageante » et l'éco-responsabilisation.

Dans cette conclusion, nous mettons l'accent, en premier lieu, sur la problématique et les principaux résultats de notre recherche. Ensuite, souligner les limites théoriques et méthodologiques permet de proposer des études complémentaires pour enrichir nos travaux. Enfin, et à partir des apports de la thèse, nous proposons l'éco-responsabilisation des acteurs

comme perspective de recherche dans le domaine des sciences de l'information et de la communication.

La confiance territoriale : contrainte pour la réussite des projets

L'aridité climatique et l'urgence de la situation à Menzel Habib, la fragilisation des relations avec la population, la déception et l'insatisfaction du travail des chercheurs, l'échec des politiques de développement, la forte dépendance de la population des aides nationales et internationales, les promesses non tenues et la multiplicité des intervenants laissent les acteurs territoriaux perplexes vis-à-vis de l'avenir des projets territoriaux. La mise en place d'observatoires permet-elle de renforcer les relations de confiance et une gestion efficace de l'information ? Dans notre recherche, nous avons mis l'accent sur les rôles de chacun pour le développement de la confiance et des campagnes communicationnelles.

Le défaut de communication entre les structures administratives, institutionnelles et de recherche et la population est une contrainte qui s'additionne aux problèmes écologiques. Par conséquent, la défaillance des programmes de valorisation et des stratégies de développement territoriales accentuent la méfiance des acteurs impliqués dans les projets. D'un côté, la population locale cherche des solutions à ses soucis quotidiens. De l'autre côté, les structures administratives investissent davantage pour renouveler les perspectives de développement à court terme pour au moins réduire un taux de chômage élevé et un exode menaçant le secteur agricole et le tissu familial et social. L'objectif de notre recherche consiste à adopter une approche participative pour reconstruire la confiance et relancer le dialogue entre les acteurs.

La vérification partielle de la première hypothèse, montrant que la mise en place d'observatoires socio-économiques consolide les relations de confiance, est due à trois raisons. En premier lieu, ce dispositif réunit une multitude d'acteurs pluridisciplinaires et ayant des objectifs hétérogènes. Ainsi, la confiance entre chercheurs et structures administratives et institutionnelles est appuyée par la construction de cet espace de dialogue et de négociation. En second lieu, leur perception de l'observatoire comme plate-forme d'apprentissage est partagée. En effet, ils font confiance aux résultats produits par ce dispositif pour prendre des décisions adéquates. Les informations échangées et les techniques de communication recourues ont permis à ces professionnels de capitaliser des connaissances. Par conséquent, l'observatoire optimise le processus de production informationnelle.

Toutefois, la population n'a pas pu bénéficier pleinement de sa mise en place. Le problème de l'absence d'un retour de l'information a été relevé entravant la continuité de l'échange et renforçant la méfiance des citoyens vis-à-vis des autres acteurs. L'expression de leur isolement et la nécessité de vulgariser les connaissances sont largement réclamées.

Nous admettons l'hypothèse que la confiance renforce la participation est également partiellement vérifiée. En effet, son instauration facilite l'atteinte d'objectifs territoriaux et améliore la communication entre les acteurs. La collaboration entre les institutions et la population locales est observée essentiellement dans les programmes de mise en défens, de l'amélioration des techniques d'irrigation, de protection des parcours et de conservation des eaux et des sols. Ainsi, ces agents locaux, avec le soutien des chercheurs et de l'administration, tentent-ils d'améliorer les projets d'aménagement territorial et d'appuyer la révision des politiques de développement. En revanche, et en présence de comportements opportunistes, la coordination est remise en cause. Les acteurs s'investissent dans des relations de confiance dans le but d'atteindre leurs objectifs.

La confiance, perçue par les chercheurs, est une attitude qui se manifeste par sa réciprocité et sa fragilité. Les institutions locales soutiennent la collaboration entre chercheurs et administrations à travers l'appui des programmes locaux. Elles admettent l'existence de compromis entre elles et la population locale notamment au niveau des journées d'information et de sensibilisation. Du côté des structures administratives, elles mentionnent qu'il est important d'impliquer tous les acteurs dans les programmes de développement à travers des coopérations nationales et internationales. Le délégué de Menzel Habib admet la régularité des relations avec les chercheurs et exige le *feedback* informationnel pour renforcer la continuité de l'échange.

Nous avons pu approuver que le patrimoine du territoire est un facteur de développement local mobilisant les ressources matérielles et immatérielles. Ceci montre que certains territoires ont réussit à réaliser leurs objectifs alors que d'autres ont échoué espérant le soutien et l'assistance d'acteurs étrangers. Les situations de collaboration sont envisagées à travers les réunions, les conceptions collaboratives et les formes d'apprentissage, par exemple. Mais, la détention de l'information, la non disponibilité des acteurs, leur faible réactivité, les problèmes d'interopérabilité et d'accessibilité freinent le travail collaboratif. Le défi actuel est de surmonter les obstacles du travail collaboratif.

Repenser à l'information parait primordial pour limiter les divergences et les incompréhensions. Une information destinée aux chercheurs n'est pas identique à celle

transmise à l'administration ou aux paysans de Menzel Habib. Ainsi, accompagner les réunions avec les responsables, les journées d'information, les campagnes de sensibilisation par des outils efficaces (*e.g.* hauts parleurs, tracts, affiches) permet de rapprocher les acteurs et de faciliter le dialogue. Bien que la présence d'observatoires allège cette charge, l'inefficacité des techniques de communication et les difficultés informationnelles entre population et administration affectent l'incompréhension des politiques de développement et l'émergence de la confiance. Les médiateurs se positionnent entre les institutions et la population locales. Leurs rôles sont essentiels pour renforcer la participation de tous les acteurs dans les projets de développement.

Élargir la recherche sur la confiance

L'approche scientifique fait appel à plusieurs dimension à la fois économique, juridique, sociale, philosophique, etc. pour l'étude du comportement de l'individu dans la société. Isabelle Royer et Philippe Zarlowski (1999) soutiennent que l'adaptation d'une méthode dans une discipline différente est enrichissante mais il faudrait être vigilant et veiller au champ d'application de cette méthode pour qu'elle soit retenue dans cette discipline. Tout au long de notre investigation sur la dynamique de la confiance et suivant le processus de mise en place d'observatoires socio-économiques, le chercheur est face à plusieurs questions sur la problématique, les méthodes et approches à adopter (quantitatives ou qualitatives). Ainsi, chaque travail scientifique fait-il ressortir des limites théoriques et méthodologiques.

Insuffisances théoriques pour l'étude de la confiance territoriale

La principale limite se centre autour de l'approche pluridisciplinaire. Notre parcours universitaire (en gestion et en organisation, système d'information) et d'enseignement (chargée des cours des comptabilités agricole et bancaire, création d'entreprises et méthodologie) nous a permis d'établir des passerelles théoriques concernant notamment des questions sur l'obtention de crédits agricoles et les conditions de lancement de projets. Chaque scientifique recourt à ses compétences et prend en comptes les autres disciplines. Nous nous sommes intéressées aux différentes disciplines géographie, histoire, économie,

informatique, biologie, etc. afin d'étudier les comportements d'acteurs individuels et collectifs, publics et privés et l'écosystème.

Le chercheur, dans son étude des observatoires, ne doit pas se contenter d'une seule analyse relative à son domaine de recherche. Il « […] ne peut espérer qu'une analyse puisse avoir une portée quasi universelle et quasi permanente que s'il sait dépasser les clochers de son paradigme théorique ou méthodologique et/ou de sa discipline » (Clignet, 1998 a : 282). Nos recherches se concentrent essentiellement sur les sciences de l'information et de la communication, la sociologie de l'acteur-réseau et les sciences de gestion pour l'étude des interactions entre les acteurs suite à la mise en place d'observatoires socio-économiques dans les zones arides.

S'ancrer dans les sciences de l'information et de la communication nous permet d'étudier les dynamiques interactionnelles dans un paysage rural. En se référant à l'École de Chicago (sociologie), ces sciences s'inscrivent dans le courant interactionniste. Étudier les relations populations-environnement c'est s'inscrire dans le temps et tracer les dynamiques entre les variables. D'ailleurs, l'observatoire conçu met en exergue le suivi d'indicateurs pour réduire le risque de désertification. Par conséquent, « les observatoires localisés concrétisent l'interdisciplinarité grâce au suivi intégré d'indicateurs variés à un niveau d'échelle permettant aisément leur mise en relation » (DYPEN, 2000 : 31).

La deuxième limite théorique concerne l'étude insuffisante des théories de négociation[200]. En effet, nous avons observé des stratégies de concertation entre les chercheurs et les agriculteurs, entre les agents institutionnels et les éleveurs, par exemple pour mettre en place des projets de développement. Assister à ces réunions serait très riches pour analyser la dynamique de la confiance et les jeux interactionnels. La relation de dépendance/supériorité reflète une image de négociation des règles déjà existantes notamment la manière de communiquer et d'agir et serait pertinent d'approfondir nos recherches.

Sur le plan territorial, les théories de négociation s'appliquent à étudier les comportements des collectivités territoriales, des structures administratives et de recherche et de la population. « De fait, l'individu organise et interprète les différentes attentes sociales en fonction de ses propres buts et opinions et oriente sa conduite selon ce processus d'interprétation et d'organisation complexe [...]. Les rôles sont donc des ensembles de significations partagées,

[200] Les théories de négociation ont été mises en œuvre par Sidney et Beatrice Webb (1897), il y a presque plus d'un siècle. Les négociations collectives peuvent se manifester par l'émergence de conflits ouverts. Les capacités de négociation de l'individu avec autrui sont tributaires du contexte et des stratégies développées.

organisées à la faveur des interactions » (Dufort, 1992 : 62). Ainsi, la négociation privilégie-t-elle la confiance dans les personnes et dans les méthodes proposées comme vecteur du dialogue.

Négocier n'est pas uniquement limité aux conflits et à la confrontation des intérêts. Chacun élabore des stratégies (de déresponsabilisation, d'accusation, du silence, de minimisation de l'incident, par exemple) pour bénéficier de l'occasion de redistribution du pouvoir. En se fondant sur la théorie de l'agence et la théorie de négociation, de nouveau, elles renvoient à des situations de pouvoir où les acteurs négocient leur marge d'autonomie en exerçant des jeux d'acteurs.

La négociation est un moyen de recrutement de futurs participants au projet de développement durable. C'est aussi intéresser les acteurs afin de les engager à participer et à contribuer par leur savoir et savoir-faire. Négocier est souvent associé à un sacrifice d'intérêt. L'approche de l'ouverture du processus de négociation sur d'autres acteurs met en avant la nécessité de recourir à des stratégies conscientes et cohérentes entre les collectivités locales et les acteurs-clés. La cohérence, comme condition primordiale pour assurer leur opérationnalisation sur le territoire, leur offre davantage de crédibilité.

Questions de représentativité de la recherche et d'approche des acteurs territoriaux

Dans notre recherche, nous retenons des limites méthodologiques liées à l'approche choisie, à l'observation, à l'entretien et à l'analyse des données. Tout d'abord, la limite de l'approche qualitative réside dans la mesure où l'étude s'intéresse à des cas particuliers et pose des problèmes de généralisation limitée et de validité externe des résultats. Il est évident que nous n'avons pas pu observer tous les événements qui se sont déroulés dans la région Menzel Habib puisque nous ne pouvions pas être présentes sur plusieurs sites et en même temps. La stabilisation de notre grille théorique n'est effectuée qu'après une revue de la littérature, un croisement et une analyse des données collectées sur le terrain. Nous avons jugé l'atteinte de la saturation empirique de nos observations et entretiens après avoir :

- collecté toutes les expressions sur la confiance en se basant sur la littérature (attitude, dépendance, incertitude, par exemple) ;

- interprété les perceptions du risque de désertification par tous les acteurs territoriaux ;
- décelé les stratégies informationnelles et communicationnelles (*e.g.* rétention, déformation de l'information, culture du secret) ;
- et mis en relief l'importance de la participation de tous les acteurs dans les politiques territoriales.

La première année 2007-2008 a été consacrée à la collecte de données théoriques sur la confiance et sur l'observatoire Menzel Habib et à la réalisation d'observations dans les séances LOTH. Durant deux années et demie (de 2008 à 2010), nous nous sommes investies dans la réalisation de nos entretiens avec les chercheurs, les agents institutionnels et administratifs et les paysans. Nous avons choisi de conclure notre investigation à l'issue de l'exhaustivité de la recherche pour passer à l'analyse des données.

Il serait pertinent d'adopter une approche comparative de trois zones arides, fragiles et menacées suite à la conception d'observatoires[201] pour comparer entre les différents comportements des acteurs et tester les multiples méthodes et outils de recherche. Jean-Luc Dubois (2004 : 2) remarque que « tous ces exemples concernent des observatoires que l'on peut appeler micro-économiques car ils étudient le comportement des ménages en se basant sur des données en panel. Ils permettent ainsi des analyses micro-économétriques importantes concernant l'entrée et la sortie de la pauvreté, la mise en valeur des facteurs explicatifs de la vulnérabilité, l'évolution des inégalités, la présence de trappes à pauvreté, etc. ».

Ainsi, mettre l'accent sur les particularités au niveau de la dimension interactionnelle pour chaque site permet-il de généraliser le phénomène confiance et les approches communicationnelles dans les zones arides, fragiles et menacées. D'ailleurs, ces sites tunisiens gardent la même démarche tout en adoptant certains indicateurs en fonction de la

[201] Les observatoires de la forêt Kroumirie, l'observatoire de l'érosion de Bargou, l'observatoire du milieu steppique de Menzel Habib et l'observatoire du milieu oasien El Faouar font l'objet de l'étude du programme DYPEN. Sis dans une zone humide, l'observatoire Kroumirie est installé dans les délégations de Tabarka et Aïn Draham (gouvernorat de Jendouba). La déforestation et le déboisement menacent la région (chêne liège et chêne Zéen) « et un habitat clairsemé de douars » (DYPEN, 2000 : 27). L'exode agricole, l'émigration et la régression de la fécondité contraignent les acteurs à mener des actions pour la gestion forestière et des ressources sylvopastorales. L'observatoire de l'érosion de Bargou est situé dans une région semi-aride. Il correspond à la délégation de Bargou (gouvernorat de Siliana). Ce site DYPEN est traversé par le Haut Tell (propice pour la céréaliculture et l'élevage ovin) et la dorsale tunisienne (Jbels Bargou et Mansour). La mobilité de la population vers Tunis et les villes de Sahel et les problèmes de l'érosion rendent la situation davantage fragile. La gestion des terres cultivées demeure la problématique centrale. Enfin, située dans le côté du Chott El Jerid, l'Observatoire du milieu oasien est installé sur deux *imadas* dans la délégation El Faouar (gouvernorat de Kébili). Cette zone bénéficie de l'intervention volontaire de l'État pour la création de forages et de parcours d'irrigation. Cette animation a renforcé la sédentarisation de la population (les pasteurs) (DYPEN, 2000).

situation. Jean-Luc Dubois (2004) souligne que l'imbrication d'observatoires permet de faire face aux questions de représentativité de l'échantillon. L'étude comparative permettrait d'aider les acteurs à prendre des décisions adéquates lors de l'application de politiques territoriales.

Ensuite, notre place d'observateur, les relations avec le terrain et les différents échanges avec les acteurs observés représentent notre deuxième biais méthodologique. L'extériorité du chercheur suscite généralement une certaine méfiance chez les acteurs. En effet, notre engagement universitaire en tant qu'enseignante à plein temps et l'éloignement de la zone d'étude dans les gouvernorats Gabès et Médenine ne nous ont pas permis de réaliser une forte immersion dans le terrain malgré nos 11 visites régulières de Menzel Habib et 9 de l'IRA. D'ailleurs, notre recherche présente des limites en raison de l'échange faible avec les acteurs territoriaux, du manque de lucidité et de visibilité dans les observations. Nous nous sommes suffises à des micro-observations menées dans la région en essayant de garder des contacts réguliers avec les paysans, les chercheurs et les agents institutionnels. Cette position d'extériorité est susceptible d'affecter nos jugements et l'interprétation des faits.

Se positionner dans le terrain apporte plus d'informations et nous permet d'observer de près l'évolution des interactions que d'être extérieur. Philippe Corcuff (2007 : 10) recommande d'« […] établir des passages entre le point de vue extérieur de l'observateur, adossé aux concepts et aux méthodes du " laboratoire " des sciences sociales, et les façons dont les acteurs perçoivent et vivent ce qu'ils font dans le cours de leurs actions ». L'observateur devrait faire des va et vient entre le laboratoire et le terrain afin de confronter les théories aux observations réalisées. Ainsi, la relation observateur/observé est-elle une occasion de production de données riches.

Puis, des limites du choix de l'entretien comme outil de collecte de données doivent être mentionnées. Comme la problématique permet de déterminer la taille et la nature de l'échantillon, savoir si sa composition (ancienneté, statut, responsabilité, par exemple) est représentative prouve l'efficacité de la recherche. Notre recherche présente des insuffisances au niveau du croisement et de l'analyse des entretiens selon leur profil. La représentativité de l'échantillon se présente comme biais méthodologique. En effet, nous n'avons pas réussi à contacter les enquêteurs qui ont interrogé la population locale de Menzel Habib en 2004 pour savoir les modalités d'approche des paysans.

La difficulté majeure de notre étude se situe dans l'incapacité de stabiliser les interactions d'un nombre important d'acteurs de développement et durant des années d'investigation.

Certains chercheurs déclarent que les ONG sont des acteurs opportunistes. Ils sont là pour véhiculer une image trompeuse contraire à leurs missions à travers la manipulation de la population. Ces organismes présentent des objectifs cachés qui servent leurs propres intérêts. En outre, notre recherche manque d'entretiens avec les représentants des ONG et les chercheurs internationaux ayant travaillé dans cette zone pour observer leurs attitudes et celles de la population locales, des chercheurs et des structures institutionnelles.

Durant les entretiens, le renversement de la situation et de non-réponse sont souvent observés. D'une part, certains interviewés ont recouru à la stratégie de paradoxe de l'intimité pour la l'inversion des rôles (c'est-à-dire qu'ils deviennent les interviewers et nous les interviewés). Nous avons essayé dans ce cas de répondre à leurs questions sur notre profil afin d'instaurer un climat de confiance. Dès lors, nous avons repris notre statut de chercheur. D'autre part, beaucoup se sont désistés pour répondre à nos questions en raison de leurs perceptions du chercheur comme représentant de l'administration ou travaillant pour son propre compte (avoir son diplôme). Ceux qui ont accepté ont contourné certaines questions tournant autour de l'efficacité des politiques territoriales et des rôles des structures administratives, institutionnelles et de recherche. Ils ont recouru à la « langue de bois » et à la solidarité entre les sujets-sources risquant de contaminer les données.

Des problèmes méthodologiques sont observés lors des entretiens prévus au début comme ceux à effectuer avec une personne déterminée. À l'intrusion d'un autre individu (agent institutionnel, berger, chercheur), il change son attitude et les entretiens individuels deviennent collectifs. Par exemple, nous avons été confrontées à des cas où l'agent partageait son bureau avec un collègue. Ce dernier s'est intervenu dans l'entretien. On remarque alors des stratégies du silence et effet du halo, de changement d'attitudes, de contamination et des jeux de pouvoir. En sus, nous avons senti une gêne vis-à-vis des outils d'enregistrement. Ce qui nous a obligées à les abandonner au risque de perdre une partie des données collectées auprès des interrogés. Nous avons tenu, par conséquent, un cahier-journal pour mettre à jour nos remarques et interprétations (*cf.* annexes n°25, p 418). La retranscription intégrale des entretiens s'avère nécessaire pour comprendre la perception de la confiance par les acteurs et leurs stratégies communicationnelles. En outre, le choix des citations dépend de la vision et de l'interprétation du chercheur.

Enfin, des biais d'information peuvent se révéler au moment de la collecte et de l'analyse des données par les différentes techniques de recherche. Vérifier l'honnêteté de la source de données est une des conditions d'un bon déroulement de la recherche (Thiétart, 1999). La

confiance excessive dans les propos des questionnés affecte la pertinence de notre recherche. Les contradictions, la difficulté d'accéder à la source et les ambigüités dans les réponses se présentent comme pièges méthodologiques. Les biais de catégorisation dans l'analyse de contenu se manifestent par la représentativité et l'exhaustivité des catégories au risque de négliger certaines significatives.

Richesse des résultats en Sciences de l'information et de la communication

La relation du chercheur avec l'objet d'étude est définie à travers des interactions dynamiques entre la théorie et la pratique. La multiplicité et la richesse des résultats sont issues de l'exercice du chercheur de divers aller-retour avec son terrain d'étude. Étudier la dimension interactionnelle de la confiance dans les dispositifs d'information et de communication consiste à analyser les actions, les perceptions et les symboles recourus par les individus dans leurs interactions. Cette recherche fait ressortir à la fois des apports théoriques et méthodologiques qu'il s'avère pertinent de mettre en exergue.

La confiance dans les zones aride : une réflexion à valoriser

La confiance dans les sciences de l'information et de la communication fait l'objet de plusieurs études et questionnements auprès la communauté de chercheurs. D'ailleurs, Mickaël Gléonnec (2004) met l'accent sur le rôle de la confiance dans l'usage des dispositifs informationnels et communicationnels. Serge Bronfman (2004) souligne que souvent, des problèmes d'identification des besoins informationnels sont des obstacles fondamentaux dans la conception d'observatoires. Brigitte Guyot (2004) admet que l'information, selon la dimension sociale, ne s'arrête pas aux aspects opérationnels mais elle intègre les dynamiques des acteurs. Quant à Françoise Bernard (2006), elle s'intéresse au paradigme de la communication engageante. Thierry Gobert (2008) engage une réflexion sur la médiatisation de l'information publique par les dispositifs d'information et de communication.

Ces recherches ne sont pas exhaustives et la liste des travaux sur la confiance est incomplète. Nous avons travaillé à articuler entre confiance, zones arides et dispositifs d'information et de

communication. Ainsi, nos apports théoriques, dans les sciences de l'information et de la communication, se résument sous quatre dimensions :

- l'acteur, ses besoins, contraintes et attentes ;
- la définition de la confiance territoriale dans les zones arides ;
- la valorisation de l'information territoriale et les logiques de sa gestion ;
- et la participation des acteurs comme perspective pour la reconstruction de la confiance.

La confiance territoriale est caractérisée par les notions d'ambivalence qui sont à la fois source de garantie et d'inquiétude. C'est une variable fluctuante car elle dépend de la situation : comportement d'autrui, personnalité de l'acteur et caractéristiques du territoire (aridité climatique, fragilité socio-économique et présence de zones d'incertitude). Elle présuppose la dépendance et la vulnérabilité. Par conséquent, la confiance territoriale, par conséquent, oscille entre deux variables : l'opportunisme et l'éthique. L'opportunisme est dû au recours au calcul (Williamson, 1993). Le côté rationnel se situe dans la mesure où l'acteur est tenté de privilégier son intérêt personnel au détriment de l'intérêt général. L'éthique et la morale renvoient à la foi, la bienveillance et l'honnêteté. Inscrite dans la durée, la confiance territoriale suppose la réciprocité (Koenig, 1999). Néanmoins, elle peut être déséquilibrée. Ce qui a pour raison la divergence dans les intérêts, la multiplicité des compétences et des capacités d'expertises.

Révision urgente des politiques territoriales

Suite à l'analyse de la perception des acteurs du risque de désertification, nous mettons l'accent sur le sentiment dominant de fatalisme des chercheurs IRA, surtout ceux qui ont des contacts fréquents et réguliers avec la population et notamment ceux du LESOR. Les chercheurs comme les agents institutionnels, ayant travaillé sur la région Menzel Habib et pendant des années, ont des expériences riches sur les interactions entre acteurs. Ils attendent beaucoup des projets territoriaux bien qu'ils éprouvent une certaine méfiance vis-à-vis des politiques de développement et du régime de gouvernance.

À partir de nos entretiens et observations, nous constatons que les jeunes chercheurs et nouvellement recrutés (ayant une expérience inférieure à cinq ans dans la région Menzel

Habib) sont plus enthousiastes à l'efficacité des recherches. Ils se justifient par « la performance des technologies et de leurs capacités à améliorer les pratiques agricoles » pour concurrencer les pays du Nord. Ils valorisent également la communication avec la population et des stratégies de médiation pour la lutte contre la désertification. Pour ceux qui ont plus d'expériences, les années d'échec ont changé leurs perceptions des acteurs surtout celles relatives à la population locale (comme obstacle au développement). En effet, ils soutiennent qu'au début de leurs recherches sur ce terrain, ils ne comprennent pas l'attitude des paysans vis-à-vis des chercheurs, de l'administration et des institutions locales. Leur empathie et leur clairvoyance leur ont permis de reconnaître les difficultés de cette population de survie et de comprendre ses attitudes. D'autres chercheurs sont plus attachés à leurs méthodes scientifiques et n'admettent pas le comportement parfois « exagérée » des paysans contre leurs innovations agricoles.

La divergence dans les perceptions de la population se situe encore entre ceux qui ont reçu des aides et subventions et ceux qui comptent sur leurs propres moyens. Ces derniers sont moins coopératifs et éprouvent une méfiance vis-à-vis des autres acteurs territoriaux. En revanche, certains d'entre eux, surtout les jeunes et les adultes, accordent leur confiance aux structures institutionnelles et administratives à condition qu'ils leur offrent des garanties, aides et/ou subventions. Ils sont tentés d'être opportunistes lors de l'échange d'information en s'alignant aux réponses de l'enquêteur ou en contournant les réponses.

Au sein des citoyens de ce territoire, il règne une confiance communautaire. Le partage d'une même histoire, traditions et coutumes est important pour faciliter les interactions vis-à-vis d'un artisan ou d'un pasteur. La générosité, la bienveillance, l'hospitalité et l'obligeance sont les valeurs partagées par les agriculteurs, les éleveurs de bétails, les bergers et les porteurs de projets. La confiance est primordiale pour faciliter le dialogue avec la population, les structures administratives, de recherche et institutionnelles.

Les citoyens ont tendance à dénoncer l'inefficacité des recherches et l'irrégularité des aides nationales et internationales. Quelque soit l'âge des paysans, ils éprouvent le désarroi et l'incapacité face à la complexité de la situation. Les personnes âgées sont plus opposées aux nouvelles techniques agricoles. Leurs expériences de vie et leur vécu leur servent de continuer le combat avec cet environnement hostile et de se fier à leur savoir ancestral.

En outre, le choix d'espèces à protéger n'est pas toujours apprécié par les citoyens dans la mesure où les décisions administratives sont divergentes à leurs besoins et revendications (interdiction de pâturage et plantation d'espèces pastorales empoisonnées pour éviter qu'elles

soient broutées par le bétail). Certains paysans admettent que l'échec des projets de développement est dû à l'adoption de politiques occidentales inappropriées au contexte de Menzel Habib. Les marchés mal organisés, la concurrence inégale des autres régions et le défaut de soutien de la population locale la fragilise davantage et l'oblige à recourir aux marchés parallèles.

Par conséquent, il parait primordial de revoir les priorités de chacun des acteurs. Proposer un projet, ayant des retombées positives à long terme, à une population fragile et vulnérable sera voué à l'échec. Les structures administratives, institutionnelles et de recherche doivent étudier comment concilier entre le long terme et le court terme et dans une perspective de développement durable. Au niveau de la population, cette durabilité n'est pas acceptée de la même façon par les personnes aisées capables de faire face à certains risques que par celles qui ont des contraintes financières et socio-économiques. Leurs soucis sont concentrés sur l'ouverture de postes de travail, l'amélioration de la qualité de l'eau, la construction de dispensaire, par exemple.

La relation de confiance entre citoyens et administration est rationnelle. Ces deux acteurs calculent les avantages et les inconvénients tirés de l'engagement dans une relation. D'une part, la population est contrainte, pour les besoins socio-économiques, de signer des contrats avec l'administration. D'autre part, cette dernière est obligée de procurer de l'argent et des matériels sous forme de dons et de subventions aux propriétaires des terres, par exemple, pour y mettre en place des programmes de lutte contre la désertification. Par conséquent, l'engagement mutuel marque la situation de dépendance entre acteurs. La confiance, perçue par les agriculteurs et les éleveurs, est exprimée par une situation de fragilité.

En outre, ils éprouvent une certaine confiance contrôlée vis-à-vis des structures institutionnelles locales mélangée à une peur et un sentiment d'abandon. En effet, les proximités physique et émotionnelle des vétérinaires et des associations leur offrent une assurance. Beaucoup d'éleveurs sont satisfaits de leur travail et de leurs compétences dans la prévention contre les épidémies et le traitement efficace des maladies.

Du côté de l'administration et du chercheur, les interactions sont étroites et dépendantes. À l'opposé, ils condamnent la vulnérabilité des échanges entre population locale et la communauté experte à cause de la divergence des objectifs et l'incompréhension des attentes des uns et des autres. Au sein de la communauté scientifique, les chercheurs entretiennent des relations fluides, continues et régulières. La rupture de la confiance est due à l'étendue de la corruption, à la démarche opportuniste des acteurs, à l'absence de substituts et au

contournement des règles proposées. Nous avons essayé de répondre aux différentes interrogations sur les stratégies de communication à adopter dans ce contexte aride. Pour la reconstruction de la confiance, les institutions locales soulignent qu'organiser des tables rondes pour la négociation et sensibiliser les acteurs à l'importance de la coordination sont des alternatives pour l'apprentissage de la confiance.

Néanmoins, les associations locales et les groupements agricoles remarquent le défaut de collaboration et le manque de confiance entre chercheurs, agriculteurs, éleveurs et bergers. Ils expliquent ceci par le calcul d'intérêts (opportunisme des uns et des autres) et par le non retour de l'information vers la population locale une fois les études sont achevées. Beaucoup d'agriculteurs et éleveurs soutiennent qu'ils coopèrent de moins en moins avec les chercheurs. Cela est dû à la démarche adoptée par ces derniers lors de la réalisation d'enquêtes. La population locale se sent vulnérable face à la complexité de la situation socio-économique et écologique. Le désengagement progressif de l'État est vécu comme un abandon après des années de dépendance des dons et des subventions.

L'échange informationnel entre tous les acteurs est souvent conditionnel. Plus fluide et transparente dans la communauté des chercheurs, l'information peut être altérée et déformée par les différents supports de communication. Au sein des laboratoires de l'IRA, nous n'avons eu aucun obstacle de collecte de l'information. La transparence informationnelle des chercheurs nous a permis d'aboutir à ce travail et de proposer des pistes de recherche. Toutefois, nous mettons l'accent sur la non disponibilité de l'information et sa mise à jour souvent tardive au niveau de certaines structures administratives (délégation) et institutionnelles (GDA) sont susceptibles d'entraver le passage à l'action.

Comme les outils de collecte de l'information utilisés par les institutions locales s'appuient essentiellement sur la communication verbale, se focaliser sur le dialogue renforce les liens entre les individus. À travers, notamment la gestion des réclamations et des revendications, un cahier de charge est préparé pour respecter les besoins des acteurs. Au sein de la population locale, le médiateur, représenté par l'*omda* ou le *cheick*, joue un rôle important dans la circulation de l'information entre les acteurs territoriaux. Renforcer leurs rôles permet d'assurer la suite des échanges. Une fois les informations sont transmises et traitées par les chercheurs et les structures administratives et institutionnelles, des relais, représentés par les associations agricoles et les groupements de développement, se chargent de leur diffusion.

La population propose la multiplicité des rencontres et des échanges pour la détente de l'atmosphère et la reconstruction de la confiance. D'autant plus que la transparence de

l'information et le *feedback* sont éminents puisque les éleveurs, les agriculteurs et les porteurs de projets expriment leur volonté d'être informés et mis au courant des politiques de développement d'une part, et les impliqués davantage dans les projets territoriaux, d'autre part.

« La chèvre est la responsable du surpâturage » est une phrase qui a été largement relevée par le berger et l'éleveur dans les entretiens et lors des observations. L'incompréhension du paysan des résultats scientifiques devrait être prise en considération. Pour mieux sensibiliser une population peu scolarisée, les informations sont simplifiées. Elles sont présentées sous forme de schémas, de figures, de graphiques et surtout verbale (hauts parleurs). En revanche, nous avons remarqué que souvent les structures institutionnelles ne possèdent pas l'information exacte et efficace sur la région de Menzel Habib (*e.g.* projets à mettre en place, responsables du projet, exactitude des nombres, montant des dons alloués). La population souhaite que les acteurs territoriaux s'intéressent davantage à leurs attentes. Elle exprime son mécontentement en raison du non retour de l'information et son ignorance même des projets mis en place. Sa dissimulation et sa déformation affectent sa qualité. Les agriculteurs et les éleveurs préfèrent qu'ils soient informés par une communication verbale et via des informations claires et simples (photos et figures). D'ailleurs, multiples réunions et programmes de sensibilisation sont organisés par les institutions locales pour leur expliquer les pratiques agricoles dans l'objectif d'une gestion efficace des ressources.

Le rôle des institutions s'avère important dans l'assistance et le suivi des actions de développement sur le plan local. Toutefois, les associations et les groupements de développement approuvent leur insatisfaction vue l'immensité du problème et l'absence d'appui d'investisseurs. Les structures administratives s'interrogent sur le taux de couverture institutionnelle dans la région de Menzel Habib. En effet, certaines *imadas* ont mentionné le manque ou l'absence totale d'associations agricoles et de comités de développement. D'ailleurs, les investisseurs potentiels sont souvent non assistés au moment du lancement de leurs projets et réclament une présence plus forte d'agents administratifs d'encadrement.

Les institutions locales admettent que la faille dans les politiques de développement se centre dans la divergence des objectifs et l'incapacité de prévoir des stratégies cohérentes entre l'aspect économique, écologique et social. D'autant plus que la mauvaise gestion des ressources naturelles et le défaut de soutien des agriculteurs, éleveurs et porteurs de projets affectent davantage les relations de confiance entre institutions et population locales. Enfin, le

manque de coordination entre les acteurs freine l'avancement du développement durable dans la région de Menzel Habib.

En définitif, les relations entre acteurs s'avèrent délicates. Le désaccord et la discorde se situent dans les représentations des acteurs. En effet, les chercheurs privilégient une démarche écologique. L'autorité locale s'intéresse plus volontiers au développement économique alors que la population se centre sur la survie et l'amélioration des conditions de vie. L'histoire conflictuelle entre la population et les autres parties prenantes marque la tendance des agriculteurs à dénoncer l'échec des chercheurs et de l'autorité à travers des solutions souvent radicales.

Menzel Habib : zone aride riche d'interactions

L'orientation de la recherche dicte le choix d'une approche qualitative déductive. De toute façon, les logiques déductive et inductive, à travers l'exploration, sont complémentaires et cohabitent dans l'émergence de connaissances. En outre, les observations participantes nous ont permis de proposer des pistes et alternatives pour la valorisation du territoire (renforcer les responsabilités des acteurs locaux, engager des éco-conseillers et décentraliser le pouvoir vers les autorités locales de Menzel Habib). Analyser les comportements de l'observateur et de l'observé (objet ou personne), développer la posture d'observateur impliqué et mettre l'accent sur les récits, les proverbes et les symboles comme bases de connaissances sont les démarches de notre recherche pour l'étude de la confiance territoriale dans les zones arides.

Nous nous sommes intéressées à la fois à l'observateur et l'observé, c'est-à-dire à l'émetteur et au destinataire de confiance, producteurs et consommateurs de l'information pour étudier leurs attitudes, comportements informationnels et communicationnels, les interactions et les règles de jeux. Il parait urgent de mettre l'accent sur les confiances personnelle et apersonnelle pour l'étude de la mise en place des observatoires socio-économiques. De toute évidence, la sociologie de l'acteur-réseau met en avant la dimension humaine et non humaine. En effet, et d'après Michel Callon (2006 : 270), « l'automobile de Monsieur Martin est au centre d'un tissu de relations liant des entités hétérogènes, d'un réseau qui à nouveau peut être qualifié de socio-technique puisqu'on y trouve des humains et des non humains […] ».

Le chercheur impliqué est à la fois membre du programme LOTH pour la valorisation territoriale, scientifique et praticien du terrain. Il est important de mentionner que notre

présence, engagement et implication dans le territoire ne sont pas neutres et affectent les attitudes et les perceptions des observés. L'identité de l'individu, selon l'interactionnisme symbolique, est construite suite aux contacts avec autrui. Lorsque les acteurs interagissent, leurs identités et rôles évoluent au cours de l'interaction et dépendent des circonstances. Chacun influence son interlocuteur, adapte et oriente ses actions en fonction de celles des autres.

En se référant à l'approche goffmanienne, le subjectivisme s'intéresse à intégrer sujet et objet. En effet, l'individu est vulnérable en présence d'autrui (personne ou objet) puisqu'il va se dévoiler. Il peut se sentir agressé par les paroles des autres, les corps étrangers, les regards, les symboles, etc. Les sentiments d'estime de soi, d'aise et de mal à l'aise sont, par conséquent, déterminés en partie par la présence d'autrui (Van Delft, Lotterie, 1993 ; Goffman, 1998). Le chercheur est tenu de rester prudent dans ses relations avec les acteurs. Sa démarche devrait être transparente afin de faciliter la communication et d'apaiser les tensions vis-à-vis des autres acteurs sachant que la population doute davantage de toute personne représentant l'administration.

Sur la base d'informations collectées, et à l'aide d'une analyse des interactions entre acteurs, nous nous sommes basées sur les récits et les proverbes conservés et diffusés entre les générations. Ils ont été exploités pour valoriser l'héritage culturel et capitaliser le savoir. Cette plate-forme construite entre spécialistes et non spécialistes offre l'accès à des commentaires, interprétations et critiques. De plus, nous avons présenté les relations qui déclarent entretenir ces acteurs et leurs implications dans des actions de développement local. Comme, les communautés scientifiques sont insérées au sein des réseaux sociaux, elles ont pour objectif la communication à travers l'échange d'information sur les recherches et les travaux menés.

Par ailleurs, les filtres, importants lors de la sélection, sont constitués par les intérêts, les sentiments, les perceptions et les besoins de chacun. Ainsi, avons-nous classé les signaux les plus intenses et marquants (*e.g.* regards insistants, murmures, silence, ton nerveux, sourire) suivant les modèles de référence (les autres sont ignorés ou négligés). La théorie des interactions symboliques affirme que les actions de l'individu dépendent de sa perception des symboles de son environnement. La construction de son identité lui permet de décoder les symboles. Chaque groupe social possède sa propre identité. L'individu qui y fait partie s'inspire du capital de significations pour construire collectivement un sens commun.

Vers l'éco-responsabilisation

Désigner un médiateur s'avère primordial pour la suite de la communication. Par conséquent, créer une instance ou confier la tâche de la concertation à une instance déjà existante est-il une perspective pour enrayer le défaut de confiance et renouer le dialogue avec la population et les autres. La construction d'opinions est assurée par la proximité avec la population. Dès lors, les stratégies d'information sont mises en place pour soutenir la démarche de développement territorial. Elles consistent en la prise de conscience et l'implication des acteurs aux potentiels des dispositifs d'information et de communication et leurs rôles dans la préservation de l'écosystème.

La fragilité de Menzel Habib exige la planification d'un aménagement agricole, pastoral et touristique. À partir d'un marketing territorial efficace, les autorités locales, les administrations, les promoteurs et les investisseurs peuvent développer un circuit touristique pour visiter les vestiges socio-culturels notamment la maison des militants Daghbagi et le fort Borj Fjij, par exemple. D'autant plus que des éco-conseillers peuvent être appelés pour soutenir ces actions de valorisation territoriale. Ainsi, des guides écologiques permettent de mieux faire connaître les parcs d'Orbata, Dghoumess, Bouhedma et Haddej et d'accompagner des touristes nationaux et internationaux pour assister au festival culturel « *El Allouch* » consacré à l'agneau de Menzel Habib.

Menzel Habib est une région caractérisée par le soutien d'initiatives régionales et la multiplicité des projets. L'autorité juge, d'ores et déjà, le bilan, issu de la promotion de l'activité industrielle et agricole[202], positif. Les expériences des structures institutionnelles dans la rationalisation de l'usage des ressources naturelles soutiennent les politiques gouvernementales. Bien que les décisions politiques aient encouragé la création d'institutions autonomes, la plupart des associations restent dépendantes de l'administration ce qui limite leur capacité d'intervention sur le terrain Menzel Habib. Le déficit financier et le défaut d'affectation de la balance de trésorerie menacent leur avenir.

Fruit d'une large concertation, les chercheurs et les structures locales impliquent la population dans la prise de décision. Néanmoins, et dans un contexte de crises récurrentes, les modes

[202] Suivant le plan 11 de développement (2007-2009), la délégation a adopté une politique agricole tournant autour de l'amélioration de la productivité agricole, la diversification des produits agricoles, le développement des marchés et leurs structuration, l'incitation et le soutien des initiatives des promoteurs, l'assistance des petits exploitants agricoles, l'amélioration des pratiques agricoles (récoles, irrigation, moisson, labourage, compostage, etc.) et l'implication des industriels.

actuels de prise de décision dans le domaine économique suscitent la méfiance des agriculteurs et une lenteur dans le changement. Cela est dû au manque d'information circulant entre les acteurs concernés par les projets Menzel Habib. Les recherches (questionnaires, sondages, enquêtes, etc.) ne suffisent pas pour cerner les besoins et les attentes de la population.

La concertation devrait obéir à maintes conditions, parmi lesquelles, la mise en place de dispositifs pour l'anticipation des crises et la résolution des problèmes. Non seulement, l'identification des tendances majoritaires est importante mais la prise en compte des particularités demeure néanmoins conséquente. La difficulté réside dans l'implication des partenaires de la profession agricole, industrielle, les scientifiques et les élus locaux. Reconnaître l'autre, ses représentations et ses visions du monde de la réalité est facilité par la gestion participative.

La population est considérée comme le partenaire potentiel pour le développement de projets ruraux : d'écocitoyenneté de pratique économique. Le médiateur, animateur des groupes, a pour rôle d'agencer les actions entre des acteurs qui ne se connaissent pas forcément et ayant des objectifs divergents. L'éco-responsabilisation, au principe du développement durable et la mobilisation de chercheurs dans leurs laboratoires, suscitent la mise en place d'un cadre stratégique. Une démarche transdisciplinaire et systémique, rassemblant chercheurs, décideurs publics et privés, organismes nationaux et internationaux et évidemment la population locale, offre des espaces de dialogue et de partage.

Valoriser à la fois le savoir scientifique et le savoir non professionnel (connaissances ancestrales, pratiques et expériences) consiste, selon les agriculteurs et les éleveurs, à désigner un intermédiaire conseillé pour légitimer les choix et les décisions et s'assurer que les acteurs se comprennent. Son rôle est de vulgariser le savoir professionnel pour qu'il soit accessible à tous les acteurs notamment ceux qui ont un niveau de scolarisation bas *via* l'imbrication entre savoir théorique et savoir pratique. Également, il devrait avoir des connaissances juridiques et financières pour assister et suivre le lancement de projets pour les potentiels investisseurs à Menzel Habib. Être capable de mettre en valeur les ressources locales, les savoirs et les savoir-faire rapproche les acteurs et réduit les malentendus. Ainsi, sa réputation, ses expériences passées et ses capacités cognitives permettent-elles de construire la confiance vis-à-vis de son interlocuteur.

« La jeunesse est la solution » est le slogan de l'année 2011 de la jeunesse. C'est à partir des mouvements des jeunes que la Tunisie a connu un bouleversement sur le plan politique et

socio-économique. Le 14 janvier 2011 était un événement historique pour le pays et le déclencheur de plusieurs révolutions dans le Moyen-Orient (Égypte, Syrie, Yémen, Bahreïn, Israël) et certains pays méditerranéens (Libye, Maroc, Algérie). Après des années de répressions et de corruptions, les jeunes se sont soulevés revendiquant le droit au travail et la dignité et accusant l'injustice socio-spatiale. En effet, des tensions territoriales étaient alimentées à cause du favoritisme de certaines régions (côtières) aux dépens d'autres (à l'intérieur). Au début les demandes des jeunes étaient sociales et vite sont devenues politiques visant la restructuration de l'appareil de l'État et la création du ministère de Développement régional.

Sur le plan informationnel, la population tunisienne réclame la liberté d'expression et la démocratie du savoir longtemps réprimées dans les régimes de Bourguiba et Ben Ali. Des problèmes communicationnels à l'intérieur du pays, les sentiments d'exclusion et de refoulement et des déficits informationnels (au niveau des moyens d'acquisition du savoir, de sa production et de son échange) ont déclenché ce malaise.

Menzel Habib comme d'autres régions fragiles du Sud tunisien (Sidi Bouzid et Tataouine) est aussi aux fils des actualités. Les mois suivants la révolution, elle a connu plusieurs délégués et des changements administratifs (*cf.* annexe n°26, p 419). Par conséquent, il serait intéressant d'étudier la confiance territoriale entre les acteurs de développement et l'évolution des stratégies informationnelles et communicationnelles. La médiation est plus que nécessaire dans ce contexte pour, d'une part mobiliser tous les acteurs sous le principe du développement durable et renforcer leurs engagements, d'autre part.

Pour terminer, en raison de la complexité du projet et des phénomènes de désertification, réunir les spécialistes, les chercheurs, l'administration et la population semble promouvoir les relations partenariales. Mettre en relation des compétences scientifiques et interdisciplinaires d'une part, et le savoir des non experts, d'autre part, présente une double particularité : la conservation du patrimoine culturel et économique de la région et le soutien de nouvelles activités économiques. Savoir concilier entre cette contradiction dans les objectifs est un défi de tous.

La confiance territoriale est importante pour faciliter la collaboration toutefois elle n'est pas un frein pour la suite des échanges. Nous observons, pour le cas de Menzel Habib, une confiance contrainte obligeant les acteurs à entrer en relation pour bénéficier des avantages de

l'interaction. Ils, même en présence de comportements opportunistes, continuent à interagir en raison de la dépendance, la vulnérabilité et la fragilité. Dans un contexte aride, les difficultés écologiques, la modestie des infrastructures (peu de routes goudronnées, manque d'eau potable, institutions inexistantes dans certaines *imadas*) et l'instabilité socio-économique (exode, précarité des activités agricoles, absence quasi-total d'industries) fragilisent davantage les acteurs. Les grandes transitions politiques depuis la révolution (destitution de plusieurs délégués, prolifération de parties politiques) accentuent l'incertitude surtout qu'à partir de ces régions les mouvements socio-économiques des contestataires ont commencé. Par conséquent, travailler sur la communication entre acteurs consiste à implanter des politiques efficaces de sensibilisation et de médiation.

Bibliographie

Accetto T., Nigro S., Blanc-Sanchez M., 1990, *De l'honnête dissimulation*, Paris : Verdier, Coll. Terra d'altri, 99 p.

Akrich M., Callon M., Latour B., 2006, *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, École des Mines ParisTech, les Presses, Collection Sciences sociales », 304 p.

Akrimi N., 2001, « La désertification, ampleur et complexité d'appréhension », *Revue de l'environnement en Tunisie*, N° 8, juin 2001, pp 43 – 46.

Allard-Poesi F., Drucker-Godard C., Elhlinger S., 1999, « Construction de l'objet de recherche », in Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 34-56.

Allard-Poesi F., Maréchal C., 1999, « Construction de l'objet de recherche », in Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 34-56.

Anderson E., Weitz B., 1989, « Determinants of Continuity in Conventional Industrial Channel Dyads », *Marketing Science*, V° 8, pp 310 - 323.

Angot J., Josserand E., 1999, « Analyse des réseaux sociaux », Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 397-421.

Arrow, K. J., 1986, « Rationality of self and others in an economic system », *Journal of Business*, Vol 59, N° 4, pp 5385 – 5399.

Axelrod R., 1984, *The evolution of cooperation*, Basic Books, New York, traduction française Théorie du comportement coopératif, janvier 1992, Ed. Odile Jacob, 235 p.

Baile S., 2005, « L'approche comportementale de l'évaluation des systèmes d'information : théories et taxonomie des modèles de recherche », http://ias2005.free.fr/Actes/Pdf/baile.pdf, visité le 24/04/2011, 35 p.

Bailly A., 1984, *Les concepts de la géographie humaine*, Masson, Armand Colin, Paris, 204 p.

Barbault R., 2000, *Écologie générale : structure et fonctionnement de la biosphère*, 5ème édition, Dunod, Paris, 330 p.

Barney B., Hansen M., 1994, « Trustworthiness as a source of competitive advantage », *Strategic Management Journal*, N° 15, pp 175-190.

Batazzi C., Alexis H., 2006, « Une approche des TIC dans l'organisation par la notion de confiance », *Actes du colloque international en sciences de l'information et de la communication*, Rennes, 7, 8 et 9 septembre 2006, Édition-REPROGRAPHIE ENSP, pp 63-67.

Baudry B., 1992, « Contrat, autorité et confiance », *Revue économique*, Vol 43, N° 5, pp 471-884.

Baumard P., Donada C., Ibert J., Xuereb J.M., 1999, « La collecte des données et la gestion de leurs sources », in Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, pp 224-256.

Beck U., 1993, « De la société industrielle à la société à risques », *Revue suisse de sociologie*, N° 19, pp 311-337.

Bellemare G., Briand L., 1999, « Pour une definition structurationniste de la confiance et de la responsabilité », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des Entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 175-208.

Ben Dhia K., Aloui Ben Dhia S., 2008, « Veille et communication de crise : Rôle et apport de la veille stratégique », in Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, Hammamet, Tunisie, 14-16 février 2008, I.H.E éditions, Tome 2, pp 136-147.

Ben Fadhel O., Ayadi G., 2008, « L'intelligence économique et le knowledge management : Enchaînement ou complémentarité ? », in Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, Hammamet, Tunisie, 14-16 février 2008, I.H.E éditions, Tome 1, pp 372-382.

Berger P., Luckmann T., 2003, *La construction sociale de la réalité*, Paris, Armand Colin, Collection Individu et société, 357 p.

Bernard, F., 2006, « Pratiques professionnelles/pratiques communicationnelles : des figures de l'engagement par les actes », *Questions de communication*, Série actes 3, Metz, pp 13-27.

Bernoux P., Servet J-M., 1996, *La construction sociale de la confiance*, Paris, Montchrestien, Association d'économie française (Finance et société), 484 p.

Bertacchini Y., 2000, *Information et veille territoriales : Représentation du complexe local et émergence d'un projet d'intelligence territoriale*, Thèse de doctorat soutenu le 20/12/2000 à l'Université de Droit, d'économie et des sciences d'Aix-Marseille sous la direction de Philippe Dumas, 257 p.

— 2003, « Territoire et capacité de développement : Proposition d'une fonction d'évaluation du potentiel d'action local », *ISDM*, Vol 8, N° 70, mai 2003, http://archivesic.ccsd.cnrs.fr/sic_00000480.en.html, visité le 29/03/2011, 8 p.

— 2004, « Entre information & processus de communication : l'intelligence territoriale », *ISDM 16*, Article N° 156, mai 2004, 11 p.

Bertacchini Y., Girardot J-J., 2006, « De l'intelligence territoriale : théorie, posture, hypothèses, définition », *Vème colloque TIC et territoire : Quels développements ?, Besançon :* Université de Franche Comté, 9-10 juin 2006, http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm26/3.YB-JJG-GG.pdf , visité le 15/05/2011, pp 13-19.

Bertrand G., 1986, « Le savoir-penser l'espace », in « La Géographie Sciences carrefours, science sociale », in « L'état des sciences sociales en France », Édition Découverte, pp 88-94.

Blumer H., 1969, *Symbolic interactionism: Perspective and method*, Baile S., 2005, « L'approche comportementale de l'évaluation des systèmes d'information : théories et taxonomie des modèles de recherche », http://ias2005.free.fr/Actes/Pdf/baile.pdf, visité, le 12/12/2010, 35 p.

Boillot F., Lacroix C., Debos F., Cyrulnik N., Cadel P., 2008, « L'appropriation de la notion de développement durable par l'intégration du théâtre forum écocitoyen dans la politique de communication interne d'une organisation », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis 17-18-19 avril 2008, pp 273-282.

Boisson O., 1999, « Opportunisme, confiance et théorie néoinstitutionnaliste de l'organisation industrielle », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des Entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Éditeur Europe, pp 99-129.

Bonny P., Grivel L., 2008, « Leviers d'optimisation d'une démarche de veille et d'intelligence économique : quelques pistes pour améliorer l'efficacité de la veille dans les organisations », in Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, Hammamet, Tunisie, 14-16 février 2008, I.H.E éditions, Tome 2, pp 160-170.

Bornarel F., 2004, « La confiance contrainte : Résultat d'une recherche conduite dans un cabinet de conseil en management », *XIIIème conférence de l'AIMS*, Normandie, 2-3-4 juin 2004, http://www.strategie-aims.com/events/conferences/10-xiiieme-conference-de-l-aims/communications/474-la-confiance-contrainte/download, visité le 15/05/2011, 26 p.

— 2005, « Relations de confiance et renforcement du contrôle : Résultats d'une étude conduite dans un cabinet de conseil », *XIVème conférence internationale de management stratégique*, Pays de la Loire, Angers 2005, http://www.strategie-aims.com/events/prices/2/theses/7/thesis_assets/7/download, visité le 14/03/2008, 25 p.

Bornarel F., Leymarie S., 2007, « Relations de confiance et éthique dans le réseau », IIème Journée transdisciplinaire de recherche 8 /11/ 2007, http://www.esc-clermont.fr/fr_htm/recherche/recueil_esc_8_11_07.pdf , visité le 15/05/2011, 41 p.

Bouchet Y., 2006, « La confiance lors de la construction d'un processus d'intelligence économique territoriale », *Vème colloque TIC et territoire : Quels développements ?* 9 et 10 juin 2006, http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm26/YBouchet..pdf, visité le 14/06/2008, 12 p.

Bourcier-Desjardins R., Mayère A., Muet F., Salaün J.M., 1990, « Veille technologique : Revue de la littérature et étude de terrain », *Rapport du Centre d'études et de recherches en sciences de l'information Cersi*, décembre 1990, E.N.S.B., http://www.enssib.fr/bibliotheque-numerique/document-1379, visité le 29/03/2011, 91 p.

Bourdieu P., 1980, *Le sens pratique*, Les éditions de Minuit, Paris, pp 20-100.

— 1992, *Les règles de l'art*, Première partie : trois étapes du champ, Edition Seuil, Paris, pp 85-290.

— 1998, *La domination masculine*, Le grand livre du mois, Paris, Seuil, 142 p.

— 1987, *Choses dites*, in Costey P., 2004, « Pierre Bourdieu, penseur de la pratique », *Pratiques et tactiques*, Décembre 2004, pp 11-25.

Bourque R., Thuderoz C., 2002, *Sociologie de la négociation*, Ed. La découverte, coll. Repères, 124 p.

Breton A., Wintrobe R., 1986, « Organizational structure and productivity », *The American Economic Review*, Vol 76, N° 3, pp 530-538.

Bronfman S.V., 2004, « Pouvoir et participation dans la mise en œuvre de systèmes d'information », *Actes du IXème Colloque de l'Association information et management (AIM)*, Evry – Paris Sud, http://mon.univ-montp2.fr/claroline/backends/download.php?url=L1Ro6W9yaWVfZGVzX09yZ2FuaXNhdGlvbnMvQ291cnMvQ2FzU2Vjb2JhdENvcnJpZ2UyLnBkZg%3D%3D&cidReset=true&cidReq=AGC1 , visité le 15/05/2011, 9 p.

Brousseau E., Geoffron P., Weinstein O., 1997, « Confiance, connaissance et relations interfirmes », *in Guilhon B. et Zimmermann J.B., (Eds.), Economie de la connaissance et organisations, L'Harmattan, Paris*, pp 402-433.

Brunet R., Ferras R., Thery H., 1993, *Les mots de la géographie*, in Bertacchini Y., 2000, *Information et veille territoriales : Représentation du complexe local et émergence d'un projet d'intelligence territoriale*, Thèse de doctorat soutenu le 20/12/2000 à l'Université de Droit, d'Économie et des Sciences d'Aix-Marseille sous la direction de Philippe Dumas, 257 p.

Calandre N., 2006, *Pratique et perception des risques nutritionnels : La mère face aux malnutritions infantiles au Vietnam*, thèse de doctorat, École Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier, 111 p.

Callon M., 2006, « L'Égypte et les experts. Compte-rendu du livre de Tim Mitchell, Rule of Experts », *Gérer & Comprendre*, N° 86, décembre, pp 83-97.

Callon M., Lascoumes P., Barthe Y., 2001, *Agir dans un monde incertain : Essai sur la démocratie technique*, Seuil, Paris, pp 24-25.

Callon M., Latour B., 1991, *La science telle qu'elle se fait*. Sous la direction de Callon Michel, Latour Bruno, Paris : La Découverte, 390 p.

Calvez M., 1998, « L'analyse culturelle des risques : Apports et limites des recherches sur le sida », Sciences de l'homme et de la société, http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/05/47/85/PDF/Analyserisques98.pdf, visité le 15/05/2011, 11 p.

Canel-Depitre B., 2000, « Développement durable et comportement citoyen du consommateur », Communication au 1er congrès international des tendances du marketing en Europe, 24 novembre 2000, Universita Ca Foscari, Venezia, http://www.escp-eap.eu/conferences/marketing/pdf/canel.pdf , visité le 15/05/2011, 20 p.

Cantelli F., Jacob S., Genard J.L., De Visscher C., 2006, *Les constructions de l'action publique* Paris, *L'Harmattan*, décembre 2006, 275 p.

Centres de données de recherche de statistique Canada, 2005, « Guide à l'intention des chercheurs ayant conclu une entente avec Statistique Canada », octobre 2005, http://www.statcan.gc.ca/rdc-cdr/pdf/researcher-rechercheur-guide-fra.pdf , visité le 25/04/2011, 48 p.

Charki M.H, 2005, « Le paradoxe de la confiance initiale », *AIMS 2005 : XIVème conférence internationale de management stratégique, Pays de la Loire, Angers*, http://basepub.dauphine.fr/bitstream/handle/123456789/2199/doc_o8iNh9.pdf?sequence=2, visité le 24/04/2011, 32 p.

Charreire S., Durieux F., 1999, « Exploiter et tester », in Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, pp 57-80.

Chassigneux C., 2007, « La confiance, instrument de régulation des instruments électroniques », *R.D.U.S*, Article 37, pp 441-472.

Chettab N., 2008, « Information, TIC et intelligence économique : Leviers stratégiques pour l'émergence des pays en développement », in Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, Hammamet, Tunisie, 14-16 février 2008, I.H.E éditions, Tome 1, pp 397-409.

Chevalier Y., 2008, *Système d'information et gouvernance*, Éditions modulaires européennes et inter communications, 113 p.

Clarke, K., 2001, *Getting Started with Geographic Information Systems*, 3ème édition, Prentice Hall Series in Geographic Information Science, New Jersey : Prentice-Hall Inc., Upper Saddle River, 352 p.

Clignet R., 1998 a, « Notions d'observatoires, réalités du Sud », in Rémi Clignet (Ed.), *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*. Paris : ORSTOM, (Colloques et Séminaires). Observatoires du Développement, Observatoires pour le Développement : Séminaire, Paris (FRA), 1994/09, pp 281-291.

— 1998 b, « Une invitation à observer les observatoires », *in* : Rémi Clignet (Ed.), *Observatoires du développement, observatoires pour le développement*, Paris, Éd. Orstom. pp123-142.

Coleman J.S, 1990, « Social capital in the creation of human capital », in Bornarel F., 2005, « Relations de confiance et renforcement du contrôle : Résultats d'une étude conduite dans un cabinet de conseil », *XIVème conférence internationale de management stratégique*, Pays de la Loire, Angers 2005, http://www.strategie-aims.com/events/prices/2/theses/7/thesis_assets/7/download, visité le 14/06/2008, 25 p.

Corcuff P., 2007, *Les nouvelles sociologies* : *Entre le collectif et l'individuel*, Nathan, Collection 128, 127 p.

Crozier M., Friedberg E., 1977, *L'acteur et le système*, Paris : Points Seuil, Coll. Politique, 500 p.

David A., 2005, « Des rapports entre généralisation et actionnabilité : le statut des connaissances dans les études de cas », *Revue Sciences de Gestion 2005*, N° 39, pp 139-166.

De Koninck M., 2008, « Les discours des femmes sur leur santé, un savoir essentiel pour l'intervention », *Recherches féministes*, Vol 10, N° 1, http://od.erudit.org/iderudit/05791ar, visité le 24/04/2011, pp 97-112.

Demeulenaere É., 2009, « Agriculteurs et chercheurs dans la gestion à la ferme des ressources génétiques : Dynamiques d'apprentissage autour de la biodiversité », *Contribution à l'ouvrage issu du colloque de Cerisy « De l'étude des sociétés rurales à la gestion du vivant, 50 ans de savoirs confrontés »* (B. Hervieu, B. Hubert), à paraître aux éditions de l'Aube en 2009, mars 2009, http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/44/69/16/PDF/Demeulenaere_2009_Sciences_en_campagne.pdf , visité le 15/05/2011, 10 p.

Deutsch M., 1960, «The effect of motivational orientation upon trust and suspicion », in Pichon P.E., 2006, « Confiance et consommation alimentaire : De l'importance de la confiance dans les émetteurs des réducteurs de risque », *Vème Congrès International des Tendances du Marketing*, Venise, 34 p.

Deutsch M., 1962, « Cooperation and Trust: Some Theoretical Notes », in Pearce W.B., 1974, « Trust in interpersonal communication », *Communication Monographs*, Vol 41, N° 3, pp236-244.

Douglas M., Wildavsky A., 1982, *Risk and culture, an essay on the selection of technological and environmental dangers*, Berkeley (Californie, États-Unis), University of California Press, 221 p.

Droy I., Ratovoarinony R., Roubaud F., 2000, « Les observatoires ruraux à Madagascar 1995-1998 : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes », *STATECO*, N° 95-96-97, http://www.reseau-impact.org/IMG/pdf/ror_mada_stateco7_dec2000.pdf, visité le 28/03/2011, 20 p.

Drucker-Godard C., Ehlinger S., Grenier C., 1999, « Validité et fiabilité de la recherche », in Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 257-287.

Dubois J-L., 2004, « Les observatoires : Quelques étapes historiques », *Réseau Impact du 26/04/04*, http://reseauimpact.org/IMG/pdf/note_observ_dubois_avril04.pdf , visité le 15/05/2011, 4 p.

Dufort F., 1992, « La théorie des interactions symboliques et les enjeux de l'entrée massive des femmes en médecine », *Recherches féministes*, Vol 5, N° 2, pp 57-78.

Dupuy C., Torre A., 2004, « Confiance et proximité », in Pecqueur B., Zimmerman J.B., (eds.), 2004, *Économie de Proximités*, Hermès, Paris, 24 p.

Durampart M., 2007, « Les TICE à l'épreuve de l'interculturel, entre modèle du Nord et pratiques du Sud », *Hermès*, N° 49, CNRS Éditions, Paris, pp 221-227.

Durampart M., Guyot B., 2009, « Que font des TIC les PME de Ouagadougou (Burkina-Faso) ? », Symposium Netsuds, 13-16 octobre 2009, Bordeaux, http://www.gdri-netsuds.org/IMG/pdf/Durampart_Guyot.pdf, visité le 13 mai 2011, 13 p.

El Arbi B., 1991 , *Les changements sociaux et la construction tribale et les niveaux de développement à El Hamma : tribu Béni-Zid dans le sud tunisien*, thèse de doctorat de troisième cycle, Département sciences sociales, V° 1, 2, 3 et 4, Faculté des sciences humaines et sociales, 333 p.

El Louadi M., 2004, « Cultures et communication électronique dans le monde arabe », www.louadi.com/publications/cultures.pdf, visité le 02/10/2006, 19 p.

Estadès J., De Looze M.A., 1999, « Pratiques et épreuves de confiance », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Éditeur Europe, pp 151-174.

Etchegoyen A., 1999, *Les défis de l'éducation*, Questions de Société, France Loisirs, 170 p.

Eymard-Duvernay F., Favereau O., 1990, « Marchés internes, modèles d'entreprises et conventions de qualité : matériaux pour une formalisation non standard du marché des biens », Communication aux VIIèmes journées de micro-économie appliquée, Université du Québec, Montréal, *Rapports et documents du CREA*, septembre 1990, 36 p.

Féron M., 2003, « Comment (re)construire une relation de confiance entre l'entreprise et les hommes ? », www.esdes-recherche.fr/ESDES%20-%20GEMO%20(F)/docs/.../4_5.pdf, visité le 24/04/2011, 21 p.

Fonds monétaire international, 2004, « Cadre d'évaluation de la qualité des données (CEQD) des statistiques de finances publiques », *CEQD*, septembre 2004, N°2, Rapport annuel du FMI, http://dsbb.imf.org/vgn/images/pdfs/dqrsdqaf/dqaf_gfs_french.pdf, visité le 28/03/2011, 55 p.

Forgues B., Vandangeon-Derumez I., 1999, « Analyses longitudinales », in Thiétart R.A. et coll., (Ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 422-448.

Foucault M., 1977, *Dits et écrits*, Vol 3, Paris, Gallimard, pp 300-329.

Fourmentraux J.P., 2005, *Art et Internet : les nouvelles figures de la création*, Paris, CNRS, Septembre 2005, 219 p.

Froehlicher T., 1996, *Éléments sur le management des coopérations interentreprises, une contribution à l'analyse en termes de configurations relationnelles*, Thèse de doctorat, Université de Nancy II, pp 351-355.

Fukuyama F., 1995, *Trust : The Social Virtues and the Creation of Prosperity*, The Free Press, New-York, traduction française : *La confiance et la puissance, vertus sociales*, pp 27-28.

Gambetta D., 1988, *Trust, Making and Breaking Cooperative Relations*, Basil Blackwell, New-York, pp 49-72.

Garfinkel H., 1963, « A conception of, and experiments with: Trust as a condition of stable concerted actions », in Charki M.H, 2005, « Le paradoxe de la confiance initiale », *AIMS 2005 : XIVème conférence internationale de management stratégique, Pays de la Loire, Angers*, http://basepub.dauphine.fr/bitstream/handle/123456789/2199/doc_o8iNh9.pdf?sequence=2, visité le 24/04/2011, 32 p.

Ghorbel S., 2002, « Sang contaminé exporté de France en Tunisie : VIH sur ordonnance », 15 décembre 2002, http://lemegalodon.net/a8004-sang-contamine-exporte-de-france-en-tunisie.html, visité le 15/15/2011.

Gobert T., 2008, « Chantiers prioritaire de l'État : De la transmission de valeurs à la responsabilité citoyenne », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?* Tunis 17-18-19 Avril 2008, pp 221-229.

Giddens A., 1990, *Les conséquences de la modernité*, Paris, PUF, 192 p.

Gléonnec M., 2003, « Communication et changement organisationnel : le concept de chaîne d'appropriation », *Première conférence internationale francophone en Sciences de l'Information et de la Communication*, Bucarest, 28 juin- 2 juillet 2003 http://hal.inria.fr/docs/00/06/23/66/PDF/sic_00000575.pdf, visité le 15/05/2011, 9 p.

— 2004, « Confiance et usage des technologies d'information et de communication », *Consommations et sociétés*, N° 4, http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/06/24/50/PDF/sic_00001151.pdf, visité le 15/05/2011, 18 p.

Goffman E., 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne II, Les Relations en public*, Éditions de Minuit, coll. « Le sens commun », 368 p.

— 1998, *Les rites d'interaction*, (1ère édition 1974), Ed. de Minuit, Coll. «Que sais-je ?», 230 p.

Goldfinger CH., 1999, «The intangible economy and its challenges », Semana do Conhecimento, Rio de Janeiro, 18-22 Octobre 1999 http://webcache.googleusercontent.com/search?q=cache:WDcXAPN4N1AJ:www.gefma.com/Present/BI%2520Knowledge%2520Management%2520presentation%2520Dec%25204%252096%2520BW%25202.ppt+%22The+intangible+economy+and+its+challenges%22&hl=fr, visité le 15/05/2011, 8p.

Gomez, P.Y., 1995, « Le statut de la confiance dans la théorie économique », in Bidault F., Gomez P. Y., Marion G., (Eds.), *Confiance, entreprise et société*, Éditions ESKA, pp 27-37.

Gotman A., Blanchet A., 1992, « L'enquête et ses méthodes : l'entretien », Paris, *Nathan Université*, coll., 128 p.

Granovetter M., 1985, « Economic action and social structure : the problem of embeddedeness », in Thuderoz C., Mangematin V. et Harrisson D., *La confiance : Approches économiques et sociologiques*, Gaëtan Morin Éditeur Europe, pp 1-27.

Grignon C., Passeron J.C., 1989, *Le savant et le populaire : Misérabilisme en sociologie et en littérature*, in Mbodj-Pouye A., 2007, « Les limites du local : la notion d'appropriation de l'écriture en question », *Communication à la journée « Ecriture & Literacy : la constitution d'un champ de recherche en France et en Grande-Bretagne »*, EHESS, Paris, 25 juin 2007, http://mbodj.free.fr/papers/Literacy07_Mbodj.pdf, visité le 24/04/2010, 11 p.

Grossetti M., 1998, « La proximité en sociologie : une réflexion à partir des systèmes locaux d'innovation », in Michel Bellet, Thierry Kirat et Christine Largeron, Approches multiformes de la proximité, Hermes, pp 83-100.

Guellereaud M., Casemajor Loustau N., 2008, « Dispositifs de transmission et valorisation du patrimoine : L'exemple de la photographie comme médiation et objet de médiation », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 3-11

Gundlach G.T., Murphy P.E., 1993, « Ethical and legal foundations of relational marketing exchanges », *Journal of marketing*, Vol 57, N° 4, pp 35-46.

Guyot B., 2000, *Les dynamiques informationnelles*, Note de présentation de travaux en vue de l'habilitation à diriger des recherches sciences de l'information et de la communication, Université Grenoble, 123 p.

— 2004, « Sciences de l'information et activité professionnelle », *Revue Hermès*, N° 38, pp 38-45.

Haddad M., 2008, *Intelligence territoriale et observatoires socio-économiques et environnementaux : Un processus d'intelligence territoriale adapté (PITA) à l'observatoire de Menzel Habib au sud de la Tunisie*, Thèse pour le doctorat en sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine-Metz, École doctorale Perspectives interculturelles : Écrits, médias, espaces, sociétés, Centre de recherche sur les médiations (ÉA 3476), 376 p.

Haddad M., Tbib A., 2008, « Dispositifs d'observatoires territoriaux et valorisation des interactions aux milieux ruraux », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 539-551.

Hardy C., Phillips N., 1995, « Overcoming illusions of trust : Toward a communicative theory of trust and power», *Research Working Paper*, Montréal, McGill University, 48 p.

Hardy-Zhang M., Agostinelli S., 2008, « La dimension culturelle des pratiques communicationnelles de veille stratégique et son influence sur les systèmes de veille : l'exemple des entreprises chinoises », *in Flory A., and Ghenima M., and Sidhom S., (Ed.), ``Système d'information et intelligence économique''*, Tunis IHE, pp 249-262.

Harrison D., 1999, « Confiance identitaire, confiance cognitive et processus d'innovation », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des Entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 209-236.

Hebali J., 2004, « La création de la confiance sur Internet une proposition d'un cadre conceptuel », *Cahier de recherche*, N° 10, juin 2004, 20 p.

Herbaux P., 2006, « Insignifiants, risques et territoires », Journées enjeux de l'information, laboratoire CESD/ISIS, IUT de Marne la Vallée, 13 et 14 juin 2006, http://hal.archives-ouvertes.fr/docs/00/08/98/45/PDF/PhHMarnelaVallee.pdf, visité le 15/05/2011, 10 p.

Herbaux P., Bertacchini Y., Bouchet Y., 2008, « L'insignifiant et le territoire », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 247-257.

Hlady-Rispal M., 2002, *La méthode des cas : Application à la recherche en gestion*, Bruxelles : Éditions De Boeck Université, 250 p.

Huberman M., Miles M., 1991, *Analyse des données qualitatives : recueil de nouvelles méthodes*, in Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, 510 p.

Ibn Khaldoun A., 1432-1406, *Peuples et nations du monde : la conception de l'histoire, les Arabes du Machrek et leurs contemporains, les Arabes du Maghreb et les Berbères : extraits des « Ibar »*, Paris, Sindbad, 1986. La Bibliothèque arabe, L'Histoire, Textes choisis, trad., présentés et annotés par Abdesselam Cheddadi.

Isaac H., Campoy E., Kalika M., 2007, « Surcharge informationnelle, urgence et TIC : L'effet temporel des technologies de l'information », *Management et avenir*, N° 13, pp 149-168.

Jauss R., 1978, *Pour une esthétique de la réception*, Traduit de l'allemand par Claude Maillar, Paris : Gallimard, Décembre 2002, 338 p.

Joliveau T., 1996, « Gérer l'environnement avec des S.I.G : Mais qu'est ce qu'un S.I.G », *Revue de géographie de Lyon*, Système d'information géographique et gestion de l'environnement, Vol 71, N° 2, pp 101-110.

Joly P.B., Lemarié S. et Mangematin V., 1998, « Coordination et incitations dans les contrats de recherche : le cas des accords public/privé », *Revue Économique*, Vol 49, N° 4, pp 1129-1149.

Jouve B., 2007, « Gouvernance, démocratie participative et diversité culturelle : quels enjeux pour les villes ? », http://chaire-unesco.entpe.fr/fichier_PDF/publications/PredatIDF.pdf , visité le 24/04/2011, 20 p.

Kabadou H., 2011, « Menzel Habib : Dans l'attente du délégué », *Echourouk*, jeudi 24 mars 2011, p 14.

Karpik L., 1996, « Dispositifs de confiance et engagements crédibles », *Sociologie du travail*, N° 4, pp 527-550.

Koenig C., 1999, « Confiance et contrat dans les alliances interentreprises », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Éditeur Europe, pp 127-150.

Kramer R.M., 1996, « Trust and the intuitive auditor at work », in Kramer R. M., T.R., Tyler (Dir.), *Trust in Organizations*, Londres, Sage Publications, pp 216-245.

Kreps D.M., 1990, *Game theory and economic modelling*, Oxford University Press, traduction française Théorie des jeux et modélisation économique, Dunod, Paris, 1999, pp 90-133.

Laborit H., 1974, « La nouvelle grille », in Salgado M., 2006, « Le théâtre : un outil de gestion au service des managers », *XVème Conférence internationale de management stratégique*, Annecy / Genève 13-16 juin 2006, 25 p.

Laügt O., 2000, *Discours d'expert et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 205 p.

Le Breton D., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Quadrige/PUF, 249p.

Leroux I., 2006, « Gouvernance territoriale et jeux de négociation : Pour une grille d'analyse fondée sur le paradigme stratégique », *Négociations*, N° 6, De Boeck Université, pp 83-98.

Lévy P., 1997, *L'Intelligence collective, pour une anthropologie du cyberspace*, Paris : La découverte : Poche, 264 p.

Lewicki R., Bunker B., 1995, « Trust in relationships: a model of development and decline », in Bunker, B., Rubin, J. (Eds), *Conflict, Cooperation and Justice*, Jossey-Bass, San Francisco, CA, pp 133-174.

Lewis D., Weigert A., 1985, « Trust as a Social Reality », *Social Forces*, N° 63, pp 967-985.

Loneux C., 2001, « Effets d'une pédagogie des autoroutes de l'information dans le domaine des collectivités territoriales », in Thomas F., coord., Médias, éducation et apprentissages, *Recherches en communication*, Louvain-la-Neuve, Université Catholique de Louvain, GREMS, N° 15, pp 63-76.

— 2009, « Le " management durable " : vers une nouvelle forme de régulation des pratiques professionnelles ? », La RSE : une nouvelle régulation du capitalisme ? Approches et enjeux disciplinaires des pratiques de développement durable, IVème congrès international du RIODD, 27 et 28 juin 2009, Université de Lille, http://clerse.univ-lille1.fr/spip/IMG/pdf/axe_3_loneux.pdf, visité le 15 mai 2011, 10 p.

Lorenz E.H., 1993, « Flexible production system and the social construction of trust », in Thuderoz C., Mangematin V. et Harrisson D., *La confiance : Approches économiques et sociologiques*, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 57-74.

Lorenzet A., Neresini F., 2004, « Science, risques et représentations sociales », in *The IPTS Report*, N°82, http://www.jrc.es/home/report/french/articles/vol82/SCI2F826.htm, visité le 25/12/2009, 5 p.

Luhmann N., 2006, *La confiance : Un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Économica, Paris, Collection Études sociologiques, 232 p.

— 1979, « Familiarity, confidence, trust : problems and alternatives », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., *La confiance : Approches économiques et sociologiques*, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 128-150.

Mabileau A., 1999, « À la recherche de la démocratie locale : le représentant et le citoyen », in CRAPS, CURAPP (Eds.), *La démocratie locale : représentation, participation et espace public*, Paris : PUF, http://www.u-picardie.fr/labo/curapp/revues/root/43/albert_mabileau.pdf_4a0a90e410e10/albert_mabileau.pdf, visité le 24/04/2011, pp 63-69.

Manche Y., 2000, *Analyse spatiale et mise en place de systèmes d'information pour l'évaluation de la vulnérabilité des territoires de montagne face aux risques naturels*, Thèse pour obtenir le grade de docteur de l'Université Joseph Fourier – Grenoble I, Cemagref, 175 p.

Mangematin V., 1999, « La confiance : Un mode de coordination dont l'utilisation dépend de ses conditions de production », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., *La confiance : Approches économiques et sociologiques*, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 32-56.

Markus L.M., Robey D., 1988, « Information technology and organizational change: causal structure in theory and research » *Management science*, Vol 34, N° 5, pp 583-598.

Marris C., 1999, « OGM : comment analyser les risques », *Biofutur*, N° 195, Décembre 1999, www.inra.fr/internet/Directions/SED/science.../Biofutur.pdf, visité le 24/04/2011, pp 44-47.

Martre H., Clerc P., Harbulot C., 1994, « Intelligence économique et stratégie des entreprises », *Rapport du Groupe « Intelligence économique et stratégie des entreprises »*, http://www.sphere-ie.fr/documents/Rapport_Martre.pdf, visité le 24/04/2011, 167 p.

Masselot C., 2005, « SIC et intelligence territoriale : analyse sémiotique du site internet de l'observatoire Catalyse Intégra Plus », *Actes du IVème Colloque TIC et Territoire 2005*, Ile Rousse, *ISDM*, N° 22, http://isdm.univ-tln.fr/articles/num_archives.htm#isdm22, visité le 24/04/2011, 21 p.

Maton E., 2007, *Représentation graphique et pensée managériale : Le cas de la Harvard Business Review 1992 à 1999*, Thèse pour obtenir le grade de docteur en économie et sciences sociales, École polytechnique, 406 p.

Mayer R. C., Davis J. H. Schoorman D., 2007, « An integrative model of organizational trust: past, present, and future», *Academy of Management Review*, N° *32*, pp 344-354.

MC Allister D.J., 1995, « Affect and cognition based as foundatins for intrpersonal cooperation in organization», *in Bornarel F., 2004, « La confiance contrainte : Résultat d'une recherche conduite dans un cabinet de conseil en management », XIIIème conférence de l'AIMS, Normandie*, 2-3-4 juin 2004, 26 p.

— 1990, *Introduction à la Pensée Complexe*, Paris : ESF Éditeur, pp 79-101.

— 2004, *Les règles économiques et leurs usages*, Odile Jacob, Paris, 240 p.

Mcknight D.H., Cummings L.L., Chervany N.L, 1998, « Initial trust formation in new organizational relationship », *Academy of Management Review*, Vol 23, N° 3, pp 473-490.

Mead G.H., 1934, *Mind, self and society from the standpoint of a social behaviorist*, in Brassac C., 2005, « La réception de George Herbert Mead en psychologie sociale francophone : réflexions sur un paradoxe », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, N° 6, pp 3-14.

Menard S., 1991, *Longitudinal Research. Series: Quantitative Applications in the. Social Sciences*, in Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, 510 p.

Meyer V., 2004, *Équipements méthodologiques et émergence d'un espace scientifique et social : les communications d'actions et d'utilité publiques*, Habilitation à diriger des recherches en sciences de l'information et de la communication, Université Paul Verlaine-Metz, pp 50-270.

Meyer V., Walter J., 2003, « Méthode des scénarios et communication des organisations », *Questions de communication*, N° 4, pp 381-393.

Miège B., 1996, *La société conquise par la communication : Logiques sociales*, Tome 1, Presses universitaires de Grenoble, 226 p.

Moine A., 2005, « Le territoire comme un système complexe : Des outils pour l'aménagement et la géographie », *VIIème Rencontres de Théo Quant*, ThéMA UMR 6049 CNRS - Université de Franche-Comté janvier 2005, http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2005/TQ2005%20ARTICLE%2017.pdf, visité le 15/05/2011, 11 p.

Morin E., 1977, *La Méthode, (t.1). La Nature de la Nature*, in Magne M.A., 2007, *Modéliser le système d'information des agriculteurs : Le cas des éleveurs de bovins allaitants*, Thèse de doctorat, Université Montpellier, Sciences et techniques du Languedoc, Montpellier supagro, 342 p.

Morin E., Le Moigne J.L., 1999, *L'intelligence de la complexité*, Cognition et formation, L'Harmattan, 332 p.

Mucchielli A., 1998, *Approche systémique et communicationnelle des organisations*. Paris : Armand Colin, 160 p.

Mzioudet B., 2009, « Intelligence territoriale : entre continuité et rupture scientifique », In Ghenima, M. Ouksel, A. & Sidhom S. (Éds.), *Systèmes d'Information et intelligence économique*, pp 404-415.

Mzioudet H., 1990, « Développement en transfert de technologie », *Études internationales*, Vol 3, N° 36, pp 54-76.

Nizet J., 2007, *La sociologie de Anthony Giddens*, Édition La Découverte, Collection Repères, Paris, 128 p.

Ogrizek M., Guillery J-M., 1997, *La communication de crise*, Paris, PUF, Coll. Que suis-je ?, 127 p.

Olivesi S., 2002, *La communication au travail : Une critique de nouvelles formes de pouvoir*, Presses universitaires de Grenoble PUG, 164 p.

Ollivier B., 1997, « Université et nouvelles technologies : changement et stratégies des acteurs », *Actes de la conférence RUFIS 1/Unesco*, Prague, 28 septembre 1997, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/00/30/74/PDF/RUFIS.pdf, visité le 24/04/2011, 4 p.

Omrani S., 1982, *Le territoire des Béni-Zid (Sud-tunisien) : Modes de production et organisation de l'espace en zone aride*, thèse de doctorat du 3ème cycle, janvier 1982, Université Paul Valery, Montpellier III, 375 p.

Ouchi W.G., 1980, « Marktes, bureaucracies and clans », in Bornarel F., 2005, « Relations de confiance et renforcement du contrôle : Résultats d'une étude conduite dans un cabinet de conseil », *XIVème conférence internationale de management stratégique*, Pays de la Loire, Angers 2005, http://isdm.univ-tln.fr/PDF/isdm26/YBouchet..pdf, visité le 14/06/2008, 25 p.

Ouvrard M., Sigal M., René L., Agostinelli S., 2008, « Sens commun et économie communicative dans la conception de dispositifs de communication sociotechniques », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 145-157.

Ozcaglar N., 2005, *Apport du concept d'identité à la compréhension du comportement du consommateur responsable : Application à la consommation des produits issus du commerce équitable*, Thèse de doctorat, Université Lille 2, École supérieure des affaires, http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/30/06/64/PDF/ozcaglarn_05.pdf, visité le 23/06/2011, 160 p.

Paillé P., Mucchielli A., 2003, *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales*, Armaud Colin (Éds), 211 p.

Perdaens A., 2005, « Intelligence territoriale et participation », *G. Quelles relations entre les responsables politiques et les acteurs locaux pour favoriser une nouvelle gouvernance ?*, http://www.territorial-

intelligence.eu/index.php/eng/Publications/International-conferences/Li%C3%A8ge-2005/Intelligence-territoriale-et-participation.-PERDAENS-Annette, visité le 24/04/2011, pp 93-95.

Pino-Díaz J., Jiménez-Contreras E., Ruiz-Baños R., Bailón-Moreno R., 2009 « Visualisation des acteurs-réseaux à travers les cartes SIG », http://ec3.ugr.es/publicaciones/Pino-Diaz,_Jose-VSST-2009-Visualisation_des_Acteurs-Reseaux_a_Travers_les_Cartes_Sig.pdf, visité le 28/03/2011, 31 p.

Piolle X., 1995, « Technologies de communication et construction du lien social territorial », *Sciences de la société*, N° 35, pp 181-184.

Piron M., 1996, « Systèmes d'information et observatoires en sciences sociales : quel impact sur les démarches de recherche ? », *Cahiers des sciences humaines*, Vol 32, N° 4, pp 765-784.

Ponthieux S., 2006, *Le capital social*, La Découverte, coll. "Repères", 128 p.

Pornon H., 1997, *Géomatique et organisation, contradictions et intégration des projets d'acteurs*, Thèse de doctorat de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne, Département de Génie rural, Suisse, Éditions de l'Harmattan sous le titre "SIG, pouvoir et organisations", 192 p.

Puel G., 2006, « Nouvelles mobilités et pratiques sociales : les Starbucks à Pékin », *Perspectives chinoises*, N° 96, juillet-août 2006, pp 35-45.

Putnam R., 1995, « Bowling Alone : America's Declining Social Capital », *Journal of Democracy*, Vol 6, N° 1, pp 65-78.

Quéré L., 1997, « La situation toujours négligée ? La coopération dans les situations de travail », Paris, *Réseaux*, N° 85, pp 163-192.

Rapport du ISCC, 2011, « Rapport définitif ISCC », Collectif LOTH, Centre de Recherche sur les Médiations (CREM), Université Paul Verlaine – Metz, Université Nancy2 et Université de Haute-Alsace, 69 p.

Reix R., 2004, *Systèmes d'information et management des organisations*, Paris : Vuibert, 5ème édition, 486 p.

Reynaud B., 1998, « Les conditions de la confiance, Réflexions à partir du rapport salarial », *Revue Économique*, novembre 1998, pp 1455-1472.

Rigaux N., 2008, *Introduction à la sociologie par sept grands auteurs : Bourdieu, Durkheim, Godbout, Goffman, Sennett, Tönnies, Weber*, Éditions De Boeck, 1ère édition, Belgique, Bruxelles, 294 p.

Ring P.S., Van de Ven A.H., 1992, « Structuring cooperative relationships between organizations », *Strategic Management Journal*, Vol 13, N° 7, pp 483-498.

Ross È., 2008, « Une plate-forme collaborative pour l'apprentissage de la conception dans le domaine architectural et urbain », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis 17-18-19 avril 2008, pp 527-538.

Rotter J.B., 1971, « Generalized expectancies for interpersonal trust », *American psychologist*, N° 26, pp 443-452.

Rowe F., 2002, *Faire de la recherche en systèmes d'information*, Vuibert, FNEGE, Paris, 360 p.

Royer, Zarlowski, 1999, « Le design de la recherche », in Thiétart R.A. et coll., (ed.), 1999, *Méthodes de recherche en management*, Paris, DUNOD, pp 139-168.

Servet J-M., 1994, « Paroles données : le lien de confiance », *Revue du MAUSS* : À qui se fier ?, N°4, 2ème semestre, pp 37-56.

Sfez L., 1999, « L'idéologie des nouvelles technologies », *Manières de voir*, Nº 46, juillet-août 1999, pp 20-22.

Sghaïer M., Jaouad M., Fetoui, Ben Abed M.A., Tbib A., Ouessar M., Ouled Belgacem A., Tamallah H., Boukchina R., Ouerchfani D., Dhaou H., Zerrim A., 2006 a, *Rapport scientifique : Système d'information sur l'environnement à l'échelle locale (SIEL) : Cas de l'observatoire de Menzel Habib et installation de MD Web (Tunisie)*, Institut des régions arides, Médenine, soutenu par la Direction de développement et de la coopération (DDC), mars 2006, 41 p.

Sghaïer M., Jaouad M., Tbib A., Fetoui, Ben Abed M.A., Louhichi M., Saidi N., Ounalli N., Khadhkadhi K., 2006 b, *Rapport scientifique du thème : Surveillance socio-économique, pratique et usage des ressources*

naturelles dans l'Observatoire de Menzel Habib-Tunisie, Réseau d'observatoires de surveillance écologique à long terme ROSELT/OSS : phase 2002-2005, Institut des régions arides, Médenine, 115 p.

Sghaïer M., Jouad M., Tbib A., Fetoui M., Ben Abed M.A., Louhichi M., Saidi N., Oualli N., Khadhadhi K., 2007, « Rapport d'activités et programme de travail 2006/2007 », IRA Médenine, 145 p.

Sghaïer M., Ouessar M., Khatteli H., Abaab A., Sabara H., Fetoui A., Zerrim A., Issaoui M, Mokh A., 2009, *Élaboration d'un Plan d'action de développement local durable et de lutte contre la désertification (Rapport PALLCD) dans la délégation de Menzel Habib, Gouvernerat de Gabès*, 162 p.

Sghaïer M., Picouet M., 2000, Observatoires des relations populations-environnement en milieu rural tunisien : pour une gestion durable des ressources naturelles, *Rapport scientifique Collectif DYPEN II*, IRA Médenine, 515 p.

Sidhom S., 2008, « Approche conceptuelle par un processus d'annotation pour la représentation et la valorisation de contenus informationnels en intelligence économique (IE) », in Flory A., Ghenima M., Sidhom S., (Eds), *Ière conférence internationale Système d'information et intelligence économique (SIIE) 2008*, Hammamet, Tunisie, 14-16 février 2008, I.H.E éditions, Tome 1, pp 172-190.

Sidi Hida B., 2006, « Les ONG de développement : Logiques d'acteurs et stratégies de développement : Le cas du Maroc », www.uclouvain.be/cps/ucl/doc/dvlp/documents/DT_25_Bouchra.pdf, visité le 25/04/2011, 39 p.

Silverman D., 1993, *Interpreting qualitative data*, in Schneider D.K., 2007, « Méthodes qualitatives en sciences sociales : Petite introduction aux méthodes qualitatives », Novembre 2007, http://tecfa.unige.ch/guides/methodo/quali/, visité le 06/12/2010, 81 p.

Simmel G., 1990, *The philosophy of money*, in Le Breton D., 2004, *L'interactionnisme symbolique*, Quadrige/PUF, 249 p.

Slovic, 1992, « Perception of risk : Reflexions on the pshychometric paradigm », *in CAN*, Avis adopté le 19 novembre 2002, 63 p.

Strong D., Lee Y., Wang R.Y., 1997, « Data Quality in Context », *Communications of the ACM*, Vol 40, N° 5, http://mitiq.mit.edu/Documents/Publications/TDQMpub/StrongLeeWangCACMMay97.pdf, visité le 28/03/2011, pp 103- 110.

Suberville S., Nairaud D., 2000, « Concertation et débat public en matière de politique alimentaire : Enjeux et aspects méthodologiques », Ministère de l'Agriculture et de la Pèche, Conseil National de l'Alimentation, Avis N° 29, décembre 2000, 44 p.

Tbib A., 1998, *Conséquences de l'utilisation des ressources naturelles sur l'équilibre écologique en milieu aride tunisien : Cas de Menzel Habib*, Université de Sfax, Faculté des sciences de Sfax, 112 p.

Tbib A., Haddad M., 2008, « Observatoires de suivi socio-économique et environnemental en zones arides et perspectives de communication autour de la désertification et du développement », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 259-271.

Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, 510 p.

Thuderoz C., 2003, « Introduction au propos : La confiance en questions », in *Des mondes de confiance. Un concept à l'épreuve de la réalité sociale*, sous la direction de Mangematin V., Thuderoz C., CNRS Éditions, Gaëtan Morin Éditeur Europe, Paris, pp 19-30.

Tiran A., 1996, « Confiance sociale et confiance primordiale (en partant de G. Simmel) », in Bernoux P., Jean-Servet M., (Eds), La construction sociale de la confiance, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/11/77/99/PDF/confiance-Simmel-ATiran.pdf, visité le 24/04/2011, 12 p.

Torre A., Chia E., 2001, « Pilotage d'une AOC fondée sur la confiance : Le cas de la production de fromage de Comté », *Annales des Mines, Gérer et Comprendre*, N° 65, Septembre, pp 55-68.

Trépos J-Y., 1996, *La sociologie de l'expertise*, Presses universitaire de France, Que suis-je ?, 128 p.

— 2001, « La fragile légitimité des experts », *Sciences humaines*, Autorité : de la hiérarchie à la négociation, N°117/6, juin 2001, pp 36-39.

— 2002, « L'expertise comme équipement politique de la société civile », *Question de communication*, N°2, Nancy : PUN, pp 7-18.

Trompette P., 1999, « Croyance, crédit, obligation : La confiance dans les rapports sociaux de production », in Thuderoz C., Mangematin V., Harrisson D., 1999, *La confiance : approche économique et sociologique*, La Sociologie des Entreprises, Éditions La Découverte, Gaëtan Morin Éditeur Europe, pp 289-316.

Van Delft L., Lotterie F., 1993, « Torquato Accetto et la notion de "dissimulation honnête" dans la culture classique », *in L'honnête homme et le dandy*, Tübingen, G. Narr, pp 35-57.

Vancassel P., 2010, « Dispositifs et regards photographiques : intérêts et limites d'un rapprochement », in Aghababaie M., Bonjour A., Clerc A., Rauscher G. (Dir.), « Usages et enjeux des dispositifs de médiation », *Questions de communication*, série actes 10, novembre 2010, pp 29-38.

Venturini M.M., Bertacchini Y., 2008, « Entre deux rives, l'intention entre les acteurs, l'échange : Entre liens, le patrimoine numérique de l'Union de la Méditerranée », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 15-28.

Vermandele V., 2006, « Experts et journalistes, médiateurs de la science », *Experts et journalistes*, 30 avril 2006, 15 p.

Villeneuve C., Huybens N., 2002, « Les éco-conseillers, prometteurs et acteurs du développement durable », *VertigO – La revue en sciences de l'environnement*, Vol 3, N° 3, décembre 2002, pp 1-8.

Vincent M., 2001, *La protection du secret en propriété industrielle*, DEA de droit de contrats, Université Lille II, Faculté des sciences juridiques, politiques et sociales, 126 p.

Wampfler B., 2005, « Une "formation action" pour construire la confiance entre organisations paysannes et institutions financières », *BIM*, N° 21, septembre 2005, http://microfinancement.cirad.fr/fr/news/bim/Bim-2005/BIM-21-09-05.pdf, visité le 15/05/2011, 4 p.

Wanegffelen T., 2004, « Simulation, dissimulation et conformité religieuse : Des concepts pour repenser l'histoire du " temps des confessions " ? (France, Italie, Angleterre) », Actes du colloque *Frontières religieuses, rejets et passages, dissimulation et contrebande spirituelle*, juin 2004, sous presse, http://halshs.archives-ouvertes.fr/docs/00/28/53/97/PDF/Simulation_dissimulation_et_conformite_religieuse_au_temps_des_confessions.pdf, visité le 15/05/2011, 9 p.

Watzlawick P., 1978, *La réalité de la réalité*, Éd. du Seuil, Paris, pp 109-153.

Watzlawick P., Helmick J., Jackson D.D., 1972, *Une logique de la communication*, Paris, Seuil, 280 p.

Webb S., Webb B., 1897, *Industrial Democracy*, in Paquet R., Tremblay J.F., Gosselin E., 2004, « Des théories du syndicalisme : synthèse analytique et considérations contemporaines », *Relations industrielles*, Vol 59, N° 2, pp 295-320.

Weill-Landwehrlen A., 2008, « Les dispositifs du débat public français : un exemple de formes de médiations institutionnelles en évolution », in Chouikha A., Meyer V., Gdoura W., (Dir.), *Actes du Colloque international des sciences de l'information et de la communication Interagir et transmettre, informer et communiquer : Quelles valeurs, quelle valorisation ?*, Tunis : IPSI-ISD-SFSIC, 17-18-19 avril 2008, pp 231-246.

Williamson O. E., 1979, « Transaction cost economics : The governance of contractuel relations », *Journal of law and economics*, octobre 1979, N° 22, pp 233-261.

— 1983, « Credible Commitments: Using Hostages to Support Exchange », *American economic review*, N° 73, pp 519-540.

— 1993, « Opportunism and its critics », *Managerial and decision economics*, Vol 14, N° 2, pp 97-107.

Winkin Y., 1981, *La nouvelle communication*, Paris, Seuil, 390 p.

Wolton D., 2003, « Recherche et société : L'expertise collective », Groupe de réflexion stratégique, *Bilan et proposition*, juin-novembre 2003, 11 p.

Wynne, B., 1999, « Une approche réflexive du partage entre savoir expert et savoir profane, *Les cahiers de la sécurité intérieure*, N° 38, 4ème trimestre, pp 219-236.

Yin R. K., 1989, *Case study research: Design and methods*, in Thiétart R.A., 1999, *Méthodes de recherche en management*, DUNOD, Paris, pp 21-26.

Zaheer A., McEvily B., Perrone, V., 1998, « Does trust matter? Exploring the effect of interorganizational and interpersonal trust on performance », *Organization science: A journal of the Institute of Management Sciences,* mars-avril 98, Vol 9, N° 2, pp 123-152.

Zand D., 1972, « Trust and managerial problem solving », in Torre A., Eduardo C., 2001, « Pilotage d'une AOC fondée sur la confiance le cas de la production de fromage de Comté », In *Annales des Mines, Gérer et Comprendre*, N° 65, septembre, pp 55-68.

Zémor P., 2008, *La communication publique*, 4ème édition, Presses universitaires de France, Paris, Que sais-je ?, 127 p.

Zucker L., 1986, « Production of trust : institutional sources of economic structure : 1840- 1920 », in Thuderoz C., Mangematin V. et Harrisson D., *La confiance : Approches économiques et sociologiques*, Gaëtan Morin Editeur Europe, pp 32-56.

Webographie

http://www.ira.rnrt.tn/index.php?option=com_content&task=view&id=84, visité le 21/08/2011.

http://societe.tunisie.lesnews.tk/2011/04/plus-de-4-mille-refugies-libyens.html, visité le 07/05/2011.

http://www.ira.rnrt.tn/, visité le 07/05/2011.

http://www.oss-online.org/ , visité le 07/05/2011.

http://www.onagri.nat.tn/crda.htm, visité le 07/05/2011.

LISTE DE FIGURES, PHOTOS ET TABLEAUX

Liste de figures, photos et tableaux

Figures

Figure n°1 : Position géographique et carte administrative de la délégation de Menzel Habib 18
Figure n°2 : Carte des aménagements pour la lutte contre la désertification 61
Figure n°3 : Découpage en zones administratives et agro-écologiques 64
Figure n°4 : Les zones d'intervention des conseils de gestion 72
Figure n°5 : Modèle comportemental de Douglas (*Grid/Group model*, 1982) 85
Figure n°6 : Répartition de l'effectif arboricole à Menzel Habib 87
Figure n°7 : Carte des infrastructures proposées par le PALLCD de Menzel Habib 92
Figure n°8 : Carte des unités morphologiques de la délégation de Menzel Habib 122
Figure n°9 : Carte des aménagements existants de CES et de lutte contre l'ensablement à Menzel Habib 134
Figure n°10 : Dépliant de vulgarisation des acquis de la recherche : amélioration génétique des caprins 150
Figure n°11 : Niveau d'instruction dans la délégation de Menzel Habib par sexe 282

Photos

Photo n°1 : Construction d'un réservoir d'irrigation dans l'*imada* de Menzel Habib en 2010 65
Photo n°2 : Exemples de sédentarisation de la population pastorale à Menzel Habib (ouverture de petits commerces et ateliers: restauration rapide, fruits secs, garage de forgeage et de mécanique, salon de coiffure) 115
Photo n°3 : Projet de plantation d'oliviers dans des terres collectives à Menzel Habib 256

Tableaux

Tableau n°1 : Répartition des micro-crédits octroyés par l'Association de développement local de Menzel Habib en 2006 et 2007 69
Tableau n°2 : Récapitulatif de la confiance personnelle 104
Tableau n°3 : Récapitulatif de la confiance relationnelle 104
Tableau n°4 : Récapitulatif de la confiance institutionnelle 105
Tableau n°5 : Récapitulatif de la confiance initiale 105

INDEX DES AUTEURS

Index des auteurs

Noureddine AKRIMI : Président de l'Association pour la Protection de la nature et de l'environnement (APNE) Médenine et professeur de l'enseignement supérieur agricole. Il s'intéresse à l'étude des changements climatiques, notamment la désertification. Faire face efficacement contre ce phénomène, il contribue à proposer des solutions pour la lutte contre l'ensablement.

Henri ALEXIS : Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nice Sophia-Antipolis et directeur de l'Institut universitaire de technologie de Nice (IUT). Il est également responsable d'un atelier sur la communication des organisations au sein du laboratoire de recherche Information milieux, médias, médiations. Docteur d'État en sciences de gestion, il a publié des ouvrages sur les pratiques communicationnelles des organisations.

Sameh ALOUI BEN DHIA : Elle poursuit sa thèse de doctorat en sciences de l'information et de la communication à l'Université d'Aix-Marseille III. Ses champs d'intérêt sont la veille technologique et stratégique et la communication de crise.

Ghassen AYADI : Doctorant à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Sfax. Il travaille sur le processus d'intelligence économique et son impact sur les entreprises en Tunisie et sur l'identification des besoins des acteurs économiques.

Annette BAIER : Philosophe néozélandaise, elle nous montre que nous vivons dans un climat de confiance. Elle a consacré ses études sur la confiance. Elle l'a considère comme une attitude morale et culturelle et une relation de vulnérabilité dans une interaction.

Robert BARBAULT : Spécialiste en biologie des populations et en écologie, il est l'un des fondateurs de l'approche systémique de la biodiversité. Il est professeur à l'Université Paris VI Membre du *Comité Écologie et Gestion du patrimoine Naturel* du Ministère de l'Écologie et du CNRS. Il nous apprend que la politique de biodiversité se fonde sur la confiance et la sincérité.

Jay BARNEY : Professeur en management et ressources humaines et spécialiste américain en management stratégique et entrepreneuriat, il considère que les connaissances tacites et explicites détenues par une entreprise représentent son avantage concurrentiel et lui procure une valeur stratégique.

Claudine BATAZZI : Elle est enseignant-chercheur et maître de Conférences en Sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nice Sophia Antipolis. Elle est affectée au laboratoire de recherche I3M. Ses travaux de recherche portent sur la dynamique de la confiance, la communication publique, l'éthique des TIC, l'apprentissage organisationnel, etc.

Ulrich BECK : Sociologue allemand et auteur de l'ouvrage « la société du risque » (1986). Il observe les changements industriels et technologiques au sein de la société et insiste sur la tolérance au risque en raison des crises climatiques.

Kamel BEN DHIA : Il est docteur en sciences de l'information et de la communication à l'Université d'Aix-Marseille III. Il travaille sur les processus de l'intelligence économique, sur les stratégies communicationnelles et informationnelles.

Olfa BEN FADHEL : Doctorante à la Faculté des sciences économiques et de gestion de Sfax-Tunisie. Ses champs d'intérêt sont la gestion des connaissances, l'intelligence économique et l'impact socio-organisationnel des TIC dans les entreprises tunisiennes.

Francine BOILLOT : Elle est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et chercheur associé au Laboratoire de didactique et d'épistémologie des sciences (LDES) et au laboratoire I3M « Information, milieu, média, médiation ». Elle est passionnée des études de transmission du savoir et des questions environnementales. Elle s'interroge sur les pratiques communicationnelles et les stratégies de développement durable.

Philippe BONNY : Directeur général et cofondateur de la société Inevidence, docteur en physique un master spécialisé en intelligence économique, il dirige un cabinet d'expert en traitement de l'information. Conseiller, il s'intéresse à la mise en œuvre et au pilotage des démarches de veille et d'intelligence économique au sein des entreprises.

Frédéric BORNAREL : Maître de conférences à l'Institut d'administration des entreprises de Metz. Il a travaillé dans sa thèse sur la confiance comme contrainte et comme mécanisme de contrôle social. Il observe les relations de confiance dans un cabinet de conseil entre les dirigeants et les subalternes et évoque la notion de confiance horizontale (entre collègues) et de confiance verticale.

Yannick BOUCHET : Docteur en sciences de l'information et de la communication, il enseigne à l'Université Jean Moulin. Il spécialisé dans l'étude de l'intelligence économique territoriale. Il met l'accent sur l'importance de la confiance territoriale dans un environnement dynamique et hétérogène.

Roger BRUNET : Professeur des universités et géographe, Roger Brunet était directeur de recherche émérite du CNRS. Il a dirigé les revues Mappemonde et l'espace géographique. Ses contributions dans la recherche tournent autour de l'aménagement territorial et le développement durable.

Peguy CADEL : Elle est enseignante-chercheur à l'Institut universitaire de technologie de Saint Raphaël. Elle est consultante dans le *knowledge management* et l'intelligence économique. Ses travaux portent sur les impacts socioéconomiques d'internet et l'appropriation de la notion de développement durable.

Michel CALLON : Il est sociologue, ingénieur et professeur à L'École nationale supérieure des mines de Paris. Il s'intéresse aux études des technologies de l'information et de la communication. Avec Bruno Latour et Madeleine Akrich, il est l'un des initiateur de la sociologie de la traduction (ou la théorie de l'acteur-réseau). Il travaille aux mouvements des citoyens et le comportement des malades de Sida et d'épidémies vis-à-vis des dispositifs institutionnels de santé publique.

Éric CAMPOY : Il est maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Paris I-Panthéon-Sorbonne. Ses recherches tournent autour de l'étude des comportements des syndicats et leurs attitudes, les études longitudinales et des recherches sur l'analyse de données.

Fabrizio CANTELLI : Membre du département de science politique de l'Université libre de Bruxelles, il est chargé de recherche Fonds national de la recherche scientifique (FNRS) et spécialiste en sciences politiques. Il a contribué à enrichir les recherches sur la notion de confiance, les actions publiques, le rôle des syndicats dans la société, les enjeux des expertises, participation des acteurs, les politiques communicationnelles, etc.

Mohamed Hédi CHARKI : Doctorant au Crépa, Centre de recherche en management et organisation. Il est également enseignant à l'Edhec Business School. Il se focalise à l'étude de la confiance dans le secteur des services et constate que la confiance est paradoxale. En effet, la confiance existe au début de la relation client bien qu'elle supposée nulle et que les acteurs ont besoin de temps pour sa construction.

Nadia CHETTAB : Elle est maître de conférences à l'Université Badji Mokhtar de Annaba-Algérie. Elle travaille sur l'effet de l'information sur le processus de l'intelligence économique et l'introduction des TIC dans les pays en développement.

Philippe CLERC : Il est directeur de l'intelligence économique, de l'innovation et des TIC à l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie et président de l'AFDIE (Association française pour le développement de l'intelligence économique). Spécialisé dans la stratégie, il intervient pour mettre l'accent sur les perspectives et les enjeux de l'intelligence économique.

Philippe CORCUFF : Il est sociologue et professeur de sciences politiques à l'Institut d'études politiques de Lyon (Université Lyon 2). Il s'intéresse de près aux travaux de Pierre Bourdieu, Luc Boltanski et Laurent Thévenot. Ces recherches sont menées autour de l'individualité et des politiques de l'individualisme.

Natacha CYRULNIK : Docteur en sciences de l'information et de la communication diplômée de l'Université du Sud-Toulon Var, elle est spécialisée dans le théâtre et l'audiovisuel. Elle est chercheur au laboratoire I3M et travaillant sur le monde documentaire et le développement de l'écocitoyenneté.

Albert DAVID : Professeur des universités de management à l'École normale supérieure de Cachan. Il est aussi chercheur associé au Centre de gestion scientifique de l'École des Mines de Paris, il est rattaché au CNRS. Il s'est intéressé au management des connaissances et le management de l'innovation.

Franck DEBOS : Il est chercheur au laboratoire I3M et directeur de recherche du groupe Institut de recherche et d'action commerciale (IDRAC). Il est professeur associé à l'Institut universitaire de technologies Nice-Côte d'Azur. Il est intéressé à l'étude du capital matériel et immatériel et aux stratégies d'innovation.

Maria DE KONINCK : Professeur en sociologie à l'Université Laval. Elle est affectée dans le département de médecine sociale et préventive à la Faculté de médecine. Ses recherches portent sur les inégalités sociales de santé et ses déterminants sociaux.

Christian DE VISSCHER : Professeur de management public à l'Université catholique de Louvain, il est chargé du cours de ressources humaines dans l'Université Libre de Bruxelles. Étant membre de l'unité de sciences politiques et de relations internationales, il propose une autre vision de l'action publique.

Élise DEMEULENAERE : Attachée Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) entre 2005-2008 au Centre d'enseignement et de recherche pour l'environnement et la société (École Normale Supérieure), elle étudie les réseaux paysans de gestion de l'agrobiodiversité. La relation agriculteur-chercheur est mise en avant dans ses recherches pour mettre l'accent sur la production des connaissances. Elle s'est intéressée à l'investissement des usages, citoyens et profanes et leur participation dans la gestion de la biodiversité.

Béchir EL ARBI : Il est directeur de l'Institut supérieur des études appliquées en humanités d'administration des entreprises de Gafsa – Tunisie. Sa thèse de doctorat porte sur l'étude des changements sociaux dans la région d'El Hamma et la construction de la tribu de Béni-Zid. Il a évoqué l'importance de la confiance au sein de la tribu dans les échanges socioéconomiques et les événements culturels.

Michel FÉRON : Professeur associé au *Reims management school*. Il a consacré des études sur la confiance comme le fondement du management et sur l'évaluation de la fonction ressources humaines au développement durable.

Jean-Paul FOURMENTRAUX : Il est spécialisé dans l'innovation socioéconomique et de l'internet, la sociologie du travail artistique, l'appropriation et l'usage des TIC et la sociologie de la communication. Il est également chercheur associé au Centre de sociologie de l'innovation à l'École nationale supérieure des mines de Paris. Son ouvrage *Art et internet* nous intéresse dans la mesure où il met l'accent sur les nouveaux usages d'internet et la construction collective entre informaticiens et artistes et leurs différentes représentations.

Jean-Louis GENARD : Directeur de l'Institut supérieur d'architecture de la Communauté française "La Cambre", il est professeur à l'Institut de sociologie à l'Université Libre de Bruxelles-Belgique, là où il enseigne

la sociologie générale et urbaine et la philosophie. Il s'intéresse essentiellement à la notion de citoyenneté et à la sociologie de l'éthique.

Jean-Jacques GIRARDOT : Il est maître de conférences en sciences économiques, coordinateur scientifique de l'action européenne CAENTI, Université de Franche-Comté. Il est chargé des actions de coordination du réseau européen d'intelligence territoriale et s'interroge sur l'usage des technologies de l'information dans le domaine des sciences humaines et sociales.

Mickaël GLÉONNEC : Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paris XIII. Dans le cadre du changement organisationnel, ses recherches portent sur les relations entre lien social et communication. Son lui, l'approche communicationnelle de la confiance se fonde sur les engagements entre acteurs.

Cécile GODÉ SANCHEZ : Enseignant-chercheur au Centre de recherche de l'armée de l'air. Elle a consacré des études sur le management des connaissances, la transmission des compétences et le rôle des systèmes d'information dans la prise de décision. Son article sur la confiance et TIC permet de mettre en avant son importance dans la gestion des projets complexes.

Anne GOTMAN : Elle est directrice de recherches au CNRS-CERELIS (Centre de recherche sur les liens sociaux-CNRS/université Paris5-René Descartes) et sociologue. Elle s'intéresse aux stratégies individuelles et collectives, à l'appropriation de l'espace, aux politiques publiques de transmission patrimoniale, etc.

Luc GRIVEL : Il a obtenu son doctorat en science de l'information et exerce actuellement la profession de maître de conférences au Sorbonne-Panthéon à l'Université de Paris I. il est également expert-évaluateur de projet de recherche et d'innovation technologique. L'intelligence économique, la performance organisationnelle, la gestion de l'information et du patrimoine immatériel des entreprises sont ses domaines de recherche.

Mohamed HADDED : Docteur en sciences de l'information et de la communication du Centre de recherche sur les médiations – Metz, il étudie les observatoires socioéconomiques dans les zones rurales et arides dans le sud tunisien. Il est également membre du programme LOTH et régisseur des dépenses publiques à RHF-CRJ. Développement durable et intelligence territoriale sont deux démarches qui s'appuient sur la confiance.

Mark HANSEN : Professeur assistant en stratégie, il enseigne depuis 1996 à Brigham Young University. Il étudie la confiance organisationnelle selon la dimension cognitive et affective.

Mohamed Jamil HEBALI : Docteur en sciences économiques et sociales de l'HEC- l'Université de Genève. Il exerce actuellement à l'Institut de l'innovation et de l'entrepreneuriat de l'École hôtelière de Lausanne comme professeur de marketing. Il a consacré des études dans l'analyse de la relation entre individu et internet et le rôle de la confiance pour le renforcement des interactions.

Martine HLADY RISPAL : Elle est docteur en sciences de gestion et maître de conférences à l'Université Montesquieu Bordeaux IV. Elle est également membre du laboratoire CREGE (Centre de recherche et de gestion des entreprises) et mène des recherches sur les accords de coopération, les relations stratégiques et les méthodes de recherche en sciences de gestion.

Abderrahmane IBN KHALDOUN : Il est philosophe, historien, sociologue et homme de politique ancré dans la politique d'Afrique du Nord. Il s'intéresse à l'histoire des nomades et le monde arabo-musulman. Pour les arabes, il demeure une référence pour l'étude de l'histoire et les plus connus.

Henri ISAAC : Il est maître de conférences à l'Université Paris Dauphine. Il est spécialisé dans les systèmes d'information et l'e-management, l'appropriation des TIC, la surcharge informationnelle du manager.

Steve JACOB : Chercheur à l'Université Libre de Bruxelles-Belgique dans le Groupe de recherche sur l'action publique (GRAP). Il étudie l'amélioration du secteur public et son modernisation tout en évaluant les politiques publiques. Ses recherches sont importantes dans la mesure où il traite l'expertise publique et citoyenne dans le cadre de construction d'actions pour la société.

Michel KALIKA : Il professeur en management et systèmes d'information à Paris-Dauphine. Il est directeur du Centre de recherche en management et organisation de Dauphine (CREPA) et spécialiste en stratégie et en e-management.

Céline LACROIX : Elle est enseignante à l'Université de Nice-Sophia Antipolis et chercheur associée au Laboratoire de didactique et d'épistémologie des sciences (LDES) et au laboratoire I3M « Information, milieu, média, médiation ». Elle travaille sur les politiques de communication en faveur du développement durable.

Olivier LAÜGT : Maître de conférences à l'Université Bordeaux 3. Il a obtenu son doctorat en sciences de l'information et de la communication en 1998 « Entre signification scientifique et décision politique : l'expert, ou l'émergence de la raison rhétorique ». Il s'intéresse à la médiation scientifique et au partage du savoir et analyse le discours dans les recherches en communication et les débats public.

Isabelle LEROUX : Elle enseigne à l'Université Toulouse III et elle est chercheur en économie au Laboratoire d'études et de recherche sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux (LEREPS)/ Groupement de recherches économiques et sociales (GRES). Elle travaille sur la dynamique institutionnelle et la construction du territoire via les politiques de négociation.

Humbert LESCA : Professeur émérite à l'Université Pierre Mendès France- Grenoble et spécialiste de la veille stratégique. Il est intervenu dans plusieurs entreprises comme conseiller. Connaissant bien le contexte tunisien, il a travaillé sur le processus de mise en place d'une veille stratégique et d'intelligence collective.

Stéphane LEYMARIE : Maître de conférences de sciences de gestion à l'Institut d'administration des entreprises de Metz-Université Paul Verlaine. Il étudie la confiance dans le milieu organisationnel et l'émergence de l'éthique dans les pratiques professionnelles.

Alexandre LAPEYRE : Maître de conférences en sciences de gestion à l'Université Toulouse III Paul Sabatier, il s'intéresse à la communication en développement durable, l'engagement des acteurs économiques dans ce processus, la confiance comme vecteur de communication, etc.

Cyril MASSELOT : Il est maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Franche-Comté. Il est responsable de communication de la CAENTI (*Coordination action of the european networks of territorial intelligency*). Il est impliqué dans diverses missions où il participe à l'enrichissement des travaux sur le travail collaboratif et l'intelligence territoriale.

Anne MAYÈRE : Professeur en sciences de l'information et de la communication au Laboratoire d'études et de recherches appliquées en sciences sociales-Université Toulouse. Il travaille sur l'intelligence collective et sur les dispositifs d'information-communication.

Ariel MENDEZ : Professeur des universités en sciences de gestion à l'Université d'Aix-Marseille III, elle est aussi chercheur au Laboratoire d'économie et de sociologie du travail-CNRS. Elle fait des études comparatives surtout dans les territoires en transition et analyse l'effet de la mondialisation sur organisations.

Alexandre MOINE : Il est professeur de géographie à l'Université de Franche-Comté et coordinateur du Centre d'étude et de recherche sur le sport et l'observatoire des territoires au sein du laboratoire Théoriser et modéliser pour aménager (*ThéMA).* De plus, et depuis 2008, il est le directeur scientifique du Festival international de géographie (FIG) de Saint-Dié-des-Vosges. Il mène des recherches sur la complexité du territoire et l'aménagement du territoire.

Hareth MZIOUDET : Professeur agrégé en droit international, il était le conseiller juridique de Yasser Arafat de 1988-1990. Il a enseigné à l'Université d'Oran Sinia, la faculté de droit de Sfax et de Tunis. Il est spécialisé dans les relations internationales Nord-Sud. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages parmi lesquels « l'État de Palestine ».

Daniel NAIRAUD : Étant membre du Conseil national de l'alimentation de l'Institut national de la recherche agronomique, il met l'accent sur l'importance du débat public et la primauté des éco-conseillers dans la construction de la confiance vis-à-vis des consommateurs.

Stéphane OLIVESI : Il est professeur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Lyon II et directeur de l'Institut de la communication. Il s'intéresse aux enjeux communicationnels, à l'épistémologie et aux stratégies et discours dans le marché de travail.

Salah OMRANI : Professeur à l'Université Tunis 1à l'Institut supérieur de L'éducation et de la formation continue-Le Bardo. Il a consacré sa thèse à l'étude du territoire des Béni-Zid en s'intéressant à leur modes de production et d'exploitation de l'espace dans les zones arides. Il a étudié les dimensions culturelles et linguistiques et le traitement du langage.

Marie OUVRARD : Elle est membre du projet structurant SIC et prépare sa thèse de doctorat à l'Université d'Aix-Marseille 3 sur les différentes perceptions des TIC par les actants dans une organisation à visée internationale. Ses champs de recherche sont notamment la communication et l'anthropologie.

Guillaume PERRIN : Docteur en sciences de l'information et de la communication à l'Université du Sud - Toulon Var, et chercheur du laboratoire I3M. Sa thèse tourne autour de la coexistence des territoires et démarche d'intelligence territoriale. Il met en avant la dynamique informationnelle dans le territoire et les différentes interactions qui en ressortent suite à l'usage des technologies.

Sophie PONTHIEUX : Économiste à l'Institut national de la statistique et des études économiques de Paris(INSEE), elle s'intéresse aux inégalités existantes entre les hommes et les femmes sur le marché de travail et aux enjeux de la pauvreté. Elle met en avant les travaux de James Coleman et Pierre Bourdieu et éclaircit des concepts notamment la confiance comme capital social.

Gilles PUEL : Membre du Groupe de recherche et d'études socio-économiques de l'Université de Toulouse Le Mirail (GRESOC), il est géographe au département de sciences économiques et gestion à l'Université de Toulouse le Mirail. Ses travaux de recherche se situent à l'étude des territoires, des politiques publiques, de la mise en place de l'observatoire des TIC en Midi-Pyrénées et des dynamiques et logiques de localisation des centres de production culturelle liés aux TIC.

Lydie RENÉ : Doctorante à l'Université d'Aix-Marseille 3 et membre du projet structurant SIC. Elle travaille sur les situations communicationnelles dans un contexte de formation à distance. Elle met l'accent sur le processus de mise en place de technologies et appréhende la communication et la confiance comme les facteurs clés de réussite de ce processus.

Sahbi SIDHOM : Maître de conférences en sciences de l'information et de la communication à l'Université de Nancy et chercheur au Laboratoire lorrain de recherche en informatique et ses applications (LORIA), il est président et organisateur de la conférence internationale Systèmes d'information et intelligence économique (SIIE). Il étudie les stratégies de valorisation de l'information en intelligence économique.

Bouchra SIDI HIDA : Elle est chercheur associée à l'Institut d'études du développement (IED) de l'UCL en Belgique et à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC) de l'UQAM. Elle est également chercheure au Centre d'études et de recherche en sciences sociales (CERSS) et à la Faculté des sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat-Agdal. Son champ de recherche se focalise sur le territoire marocain et maghrébin. Auteur de plusieurs ouvrages, elle se focalise sur l'étude de la confiance entre acteurs pour le développement durable.

Martine SIGAL : Elle est Chercheur associé à l'Université Paul Cézanne d'Aix Marseille III, membre de l'équipe INCOD et membre du projet structurant SIC. Elle s'intéresse à la déformation de l'information sur le net et suite à l'usage des TIC.

Sidonie SUBERVILLE : Membre Conseil national de l'alimentation de l'Institut national de la recherche agronomique, elle travaille sur les orientations alimentaires pour les années à venir. Dans le cadre de la

concertation territoriale, elle étudie les perceptions des acteurs de la confiance : les consommateurs, les institutions publiques, etc. tout en mettant en avant les motifs de méfiance.

Amor TBIB : Attaché de recherche à l'Institut des régions arides de Médenine il est doctorant en sciences de l'information et de la communication, Il est également responsable de la composante socio-économiques des observatoires Haddaj Bou Hedma et Menzel Habib. Il a travaillé sur les conséquences de l'utilisation des ressources naturelles sur l'écosystème aride tunisien : cas de Menzel Habib. Membre du LOTH, il étudie les stratégies communicationnelles dans cette région.

Betty WAMPFLER : Agroéconomiste en Madagascar, elle est professeur en économie à SupAgro-Montpellier. Elle fait des recherches sur l'agriculture rurale dans les territoires vulnérables et fragiles. Ses contributions portent sur des réflexions sur le rôle de l'État entre engagement et dégagement et les impacts sur le développement durable et sur comment financer l'agriculture dans un contexte de libéralisation.

Agnès WEILL-LANDWEHRLEN : Docteur en sciences de l'information et de la communication à l'Université Paul Verlaine-Metz et chercheur au Centre de recherche sur les médiations, elle travaille sur l'importance des dispositifs du débat public français dans la médiatisation institutionnelle.

Dominique WOLTON : Directeur de recherche au CNRS, il est également directeur de la revue Hermès. Ces recherches portent sur les relations entre cultures, communication, politique et sociétés. Il s'intéresse aux sciences de l'information et de la communication dans les pays francophones. « Informer n'est pas communiquer » est un de ses ouvrages qui traite le défaut d'information et les enjeux de la communication suite à l'introduction des TIC dans la société.

Table des matières

Dédicace 5
Remerciements 7
Sigles et abréviations 9
Résumé 11
Abstract 12
Introduction 17
Confiance et dispositifs d'information et de communication 19
Menzel Habib face aux changements écologiques et socio-économiques 23
Confiance et territoire 26
Le programme LOTH : communiquer pour valoriser un territoire 29
Objectifs et méthodologie de la recherche 32
Plan de la thèse 36
PARTIE 1
LA CONFIANCE TERRITORIALE EN ZONES ARIDES : UNE NOTION À REDÉFINIR 43
1. Chapitre 1
Confiance territoriale et pluralité d'acteurs : attentes, besoins et contraintes multiples 50
1.3 Acteurs de développement et professionnels du terrain 52
1.1.1 Acteurs et logiques d'action 52
a) Position de l'acteur et confiance 53
b) Situations de jeu entre les acteurs de développement 55
1.1.2 Qui sont les acteurs de développement ? 58
a) Les structures de recherche : au carrefour de toute interaction avec les autres acteurs de développement 60
b) Les structures administratives et capacités de gouvernance 63
c) Les agriculteurs et les éleveurs de bétails : les exploitants de la terre sur le devant de la scène 67
d) Les structures institutionnelles et le renforcement de leurs responsabilités 70
e) L'observatoire : dispositif-clé du développement 73
1.2 Un risque de désertification socialement accepté 77
1.2.1 La notion de risque et la notion de risque de désertification 79
a) De la notion risque-territoire vers la notion information-communication 79
b) Prise de conscience mondiale du risque de désertification 81
1.2.3 Stratégies d'acteurs pour la lutte contre la désertification 83
a) « Non à la fatalité ! » 83
b) Enjeux de l'implication des acteurs de développement 87
c) Désarroi des acteurs de développement 90
1.3 Expressions de la confiance territoriale en zones arides 93

1.3.1 La confiance territoriale : entre rationnel et social 95
a) La confiance territoriale : un comportement calculateur 96
b) Le capital social comme forme de la confiance territoriale 98
1.3.2 La confiance territoriale : ambivalence entre croyance, décision, dépendance et vulnérabilité 101
2. Chapitre 2
Confiance territoriale et dynamique informationnelle 109
2.1 Dynamique de la confiance territoriale 111
2.1.1 Processus de construction de la confiance territoriale dans les zones arides 112
a) La confiance territoriale : entre sens d'appartenance et calcul 113
b) Les quatre variables essentielles de la confiance territoriale 116
2.1.2 La confiance territoriale : réponse à une crise de la communication 119
a) La communication : vecteur de confiance 120
b) Qu'en est-il de l'approche participative pour réduire la crise communicationnelle ? 123
2.2 Penser l'information dans le territoire 126
2.2.1 Notion de territoire et qualités de l'information 128
a) Le territoire : système social et dynamique 129
b) Valoriser l'information 131
2.2.2 Le territoire : espace investi par l'information 132
c) L'information au cœur de l'aménagement territorial 132
d) Investissement collectif dans la production de l'information 133
2.3 Confiance dans les logiques de gestion de l'information 135
2.3.1 Vers une décision adéquate 136
a) Pour une meilleure qualité informationnelle 136
b) Postures du décideur 137
2.3.2 Culture du secret versus culture du partage 138
a) Honnêteté et dissimulation peuvent-elles coexister ? 139
b) Stratégies de l'honnête dissimulateur 141
2.4 L'information, vecteur de l'observatoire 142
2.4.1 Quelle(s) information(s) privilégier dans la mise en place de systèmes d'information territoriaux ? 143
c) De l'interprétation d'objets et faits vers la traduction 144
d) Formes de l'information 145
2.4.2 Une nécessité absolue de vulgarisation des connaissances entre les acteurs de développement 147
a) Le chercheur : entre logique du pouvoir et logique du savoir 148
b) Primauté des campagnes informationnelles et préventives 151
Conclusion de la première partie 156

PARTIE 2
CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE : DEUX SUPPORTS DE LA CONFIANCE TERRITORIALE DANS LES ZONES ARIDES 159

3. Chapitre 3
La méthodologie de recherche : la clé de la confiance territoriale 165
3.1 La problématique sur la confiance entre acteurs territoriaux 166
3.1.1 Miser sur le qualitatif 168
a) Naissance de la problématique : un heureux concours de circonstances 169
b) Étude d'un cas unique : l'observatoire Menzel Habib 172
c) Suivre le cours des événements 173
3.1.2 Approche de recherche : l'interactionnisme symbolique 175
a) Perceptions de la réalité : entre objectivité et subjectivité 176
b) Rites et règles sociales 179
3.1.3 Long terme, court terme : deux perceptions divergentes du risque de désertification 182
a) Primauté de revoir et classer les priorités 183
b) Vers plus de responsabilisation des acteurs territoriaux 188
3.2 Investir le terrain en confiance 194
3.2.1 La nécessité d'une socialisation rapide du chercheur 195
a) Ingénuité et empathie 196
b) Entretiens et observations riches d'échanges 202
c) Être assisté par l'IRA 206
3.2.2 De l'entretien non directif à l'entretien semi-directif 210
a) Guide d'entretien adapté et flexible 210
b) Déroulement de l'entretien : une étape majeure pour la mise en confiance des interviewés 213
3.2.3 Gestion des données collectées 217
a) Analyse de contenu pour une analyse thématique de la confiance territoriale 218
b) Organisation et progression de notre recherche 221
4. Chapitre 4 : La confiance territoriale : une notion dynamique et contextuelle bâtie sur le sens communautaire, l'esprit rationnel et la médiation 228
4.1 La fragilité de la confiance territoriale à Menzel Habib 229
4.1.1 La confiance territoriale : une stabilité conditionnelle 230
a) Étendue de l'identité communautaire 231
b) Vers une atteinte rapide des objectifs grâce à la confiance initiale 235
c) Confiance territoriale : dépendance négociée par les contrats 239
4.1.2 Une méfiance nourrie par l'opportunisme, les échecs répétés et le non respect des valeurs territoriales 244
a) La confiance interpersonnelle : vecteur de socialisation, entre proximité, solitude et menace d'opportunisme 245
b) Contradictions des politiques de développement 250
c) Sédentarisation de la population et changement des habitudes territoriales 257

4.2 Informer pour communiquer 263
4.2.1 Techniques de médiation pour la protection du patrimoine informationnel 264
a) Renaissance du savoir non expert 264
b) Utilités des réunions organisées avec les paysans de Menzel Habib 268
4.2.2 La rétention informationnelle n'est pas un obstacle à l'échange 272
a) Filtrage de l'information : jusqu'où être transparent ? 272
b) Textes et communication audio-visuelle : vers la simplification 277
4.3 Pour une « communication engageante » 283
4.3.1 Le pouvoir de médiation territoriale à Menzel Habib 284
a) Communiquer en cas de crise 285
b) Les éco-conseillers pour une proximité communicationnelle essentielle 289
4.3.2 La participation : une alternative pour la reconstruction de la confiance 296
a) Le citoyen dans les projets de développement 296
b) Négocier pour agir efficacement 298
Conclusion de la deuxième partie 304
Conclusion 309
La confiance territoriale : contrainte pour la réussite des projets 310
Élargir la recherche sur la confiance 312
- Insuffisances théoriques pour l'étude de la confiance territoriale 312
- Questions de représentativité de la recherche et d'approche des acteurs territoriaux 314

Richesse des résultats en Sciences de l'information et de la communication 318
- La confiance dans les zones aride : une réflexion à valoriser 318
- Révision urgente des politiques territoriales 319
- Menzel Habib : zone aride riche d'interactions 324

Vers l'éco-responsabilisation 326
Bibliographie 331
Liste de figures, photos et tableaux 345
Index des auteurs 349
Tables des matières 357